

26.6.46

21/11

Expérience de Varsovie.

Avant son départ de Londres en été 1945 M. Mikolajczyk déclarait que sa tâche consiste dans l'exploitation complète de ce minimum de liberté que la Pologne peut garder sous le contrôle de la Russie. Il pensait sans doute aux élections libres qui ont été solennellement promises par les accords de Yalta. Aujourd'hui la Pologne semble être plus éloignée de la réalisation de cette promesse qu'elle en était il-y-a un an. Au lieu des élections libres elle aura aussi son référendum, mais alors beaucoup plus "unanime" que celui de France, tandis que les élections auront lieu sous forme de vote sur une liste gouvernementale, bien entendu très démocratique - ou elles n'auront pas lieu... M. Mikolajczyk nourrissait également beaucoup d'espoir au sujet de la promesse de la légalisation du Parti Paysan Polonais. Mais il apparaît maintenant qu'avec le droit de la légalisation qu'il a obtenu est également lié, le droit au Parti Communiste/Parti Ouvrier Polonais/ d'assassiner les membres du Parti Paysan Polonais, de monter de grands procès spectaculaires dirigés avant tout contre son parti, de limiter sa presse et de liquider graduellement son organisation. En somme ce "minimum de liberté" tend à diminuer au lieu d'augmenter.

Illusions perdues.

Parmi tous les événements qui bouleversent depuis longtemps la vie intérieure de la Pologne actuelle et dont les échos nous parviennent malgré les obstacles aussi bien techniques /les difficultés de la libre circulation, la censure de la correspondance et de la presse/ que psychologiques /la propagande/ c'est la lutte engagée par le bloc des partis gouvernementaux contre le Parti Paysan Polonais de M. Mikolajczyk qui commence à inquiéter le plus tous les milieux politiques de l'Occident. Sa violence croissant de jour en jour, les méthodes qui y sont employées ainsi que le manque absolu des scrupules du côté du régime de MM. Bierut et Osóbka tendant à supprimer ses adversaires politiques attirent nécessairement l'attention de tous les observateurs étrangers. Etant la résultante d'un grand nombre de conflits intérieurs qui s'amassaient aussitôt après la malheureuse solution du problème polonais à Yalta et ensuite à Potsdam, cette lutte renouvelle d'une façon tragique le même problème et témoigne encore une fois, cette fois d'une façon éclatante, des erreurs qui ont été commises envers ce pays et cette nation. Dans ces circonstances il devient difficile de passer sous silence la gravité de la situation actuelle en Pologne et de fermer les yeux sur les faits qui s'y produisent. Leur cadence surtout détruit le reste d'illusions qu'on pouvait se faire encore à l'étranger sur la collaboration possible entre le régime de MM. Bierut et Osóbka d'une part et le Parti Paysan Polonais de M. Mikolajczyk d'autre part. Ces illusions, cultivées intensivement au sein même du parti de M. Mikolajczyk et maintenues longtemps grâce à une facilité prodigieuse aux incessantes et unilatérales concessions du Parti Paysan Polonais au profit du bloc gouvernemental, y sont également disparues. Le ton de la presse de M. Mikolajczyk aussi bien en Pologne qu'à l'étranger /Angleterre, France, Suisse/ en dit long..

Guelfes et gibelins.

L'analyse des événements à travers la presse polonaise ainsi que les témoignages rapportés de Pologne par les peu nombreux visiteurs étrangers et par les nombreux émigrés polonais de fraîche date sont d'accord sur un fait: Le pays entier est divisé en deux blocs homogènes.

D'un côté on voit le bloc des partis dits "gouvernementaux" c'est à dire un bloc groupant beaucoup des partis avec peu d'adhérents et soudé solidement au parti régnant, composé entièrement de communistes et nommé Parti Ouvrier Polonais. Ce bloc est constitué par l'union du Parti Socialiste Polonais, du Parti Démocrate, du Parti du Travail et du Parti Paysan - le tout sous le commandement rigide du Parti Ouvrier Polonais communiste, dominé par les hommes transplantés de Moscou.

L'autre bloc est formé par le Parti Paysan Polonais de M. Mikolajczyk groupant d'une façon organisée la majorité de la paysannerie et soutenu par l'adhésion morale et la sympathie de l'écrasante majorité de la population polonaise

1/ appartenant nominalement, en raison des circonstances, à un des partis gouvernementaux

2/ appartenant aux partis momentanément réduits au silence qui, ne partageant pas au fond l'idéologie du Parti Paysan Polonais, se proposent à réapparaître sur la scène politique dès la victoire de n'importe qui sur les communistes/ Extrême droite, modérés, socialistes "insoumis"

~~peut-être~~

3/ n'appartenant à aucun parti.

Les deux dernières catégories des partisans "saisonniers" constituent indiscutablement le point faible du parti de M. Mikolajczyk. Cette faiblesse est évidemment exploitée par ses adversaires, mais son importance n'est pas si grande qu'on veut nous le faire croire.

1-er round

Aussi longtemps que tous les problèmes vitaux de la politique intérieure furent dominés par les premières difficultés de l'organisation économique et financière du pays devasté par la guerre et la réforme agraire soulevait un enthousiasme commun, les antagonismes entre le régime imposé par la Russie et ses hommes et les hommes "de Londres", adoptés selon les accords de Yalta/ dont le plus éminent est M. Mikolajczyk/ ne se sont pas montrés dans toute leur crudité.

Néanmoins M. Mikolajczyk, s'étant avisé à temps de ce qui concerne les plans "unitaires" du régime Bierut, entreprit dès le commencement de ses fonctions la reconstitution de son parti. Éliminant tous les éléments soumis aveuglément à la politique du régime imposé par Moscou et les rejetant dans le Parti Paysan/ constitué à Lublin avant son arrivée de Londres/ il regroupa autour de lui tous ceux qui se refusèrent à reconnaître la politique du gouvernement Bierut et Osóbka comme seule possible.

Le Parti Paysan Polonais est né.

Il se consolide au cours de l'automne 1945 et représente déjà le parti le plus fort durant l'hiver 1945-46. Dans l'unisson de la presse gouvernementale contrôlée n'émettant aucune critique envers le régime, le journal de M. Mikolajczyk "Gazeta Ludowa" a acquis depuis sa fondation une grande renommée. Elle est bien compréhensible si on se rend compte que ce journal /avec quelques périodiques catholiques/ se permet de dire un peu de vérité sur les différents et nombreux exploits du régime "démocrate" et que lui seul évite de temps en temps la répétition d'une leçon - particulière.

Mais ce courage lui vaut une diminution d'allocation de papier.

C'est le commencement de la lutte dont nous sommes actuellement témoins.

2-e round

Cette lutte, d'abord sourde, continue pendant l'hiver 1946. Elle trouve son expression dans les discours de M. Gomulka, chef du Parti Ouvrier Polonais. Le "camarade Wieslaw"/appelé ainsi par sa presse/ reproche à plusieurs reprises à M. Mikolajczyk "la désertion" en essayant de discréditer son passé "réactionnaire" à Londres.

Etant donné la politique du régime qui permet au pays de comprendre très vite que l'indépendance politique polonaise fond dans les mains de ses actuels dirigeants, ces attaques ne font qu'augmenter la popularité de M. Mikolajczyk. L'attachement de la Pologne à l'Occident dont M. Mikolajczyk est la seule expression y joue son rôle également.

Le gouvernement Bierut-Osóbka devient inquiet, surtout qu'à ce moment l'on commence à lancer le projet des élections attendues alors depuis longtemps et vainement par le pays entier. Le projet gouvernemental ne se laisse pas attendre. Il essaye de désarmer M. Mikolajczyk.

Prétextant que le vote sur les listes séparées, présentées par chacun des partis indépendamment des autres, ~~pourrait~~ aurait pu entraîner l'affaiblissement et désintégration des forces constructives du pays, le gouvernement propose le vote sur une liste unique gouvernementale avec attribution "proportionnelle"/on connaît ce fameux sens de proportion/des places à chaque parti dans le prochain gouvernement et dans le Conseil National/l'ancienne Diète polonaise/

M. Mikolajczyk devient alors insolent. Fort de l'appui de 80% de la population, il réclame pour son parti une part s'élevant à 75% des sièges et des portefeuilles ministériels. C'est seulement à ces conditions qu'il est prêt de discuter les modalités des prochaines élections.

On lui oppose un refus catégorique et ses prétentions sont considérées comme ridicules. Le bloc des partis gouvernementaux lui pose ensuite un ultimatum: Avant la fin Mars 46 le Parti Paysan Polonais prendra position en ce qui concerne les élections et la liste unique. S'il veut se joindre aux autres partis - tant mieux; si non - on verra...

Nous commençons à voir.

Sans peur contre tous.

Le Congrès du Parti Paysan Polonais décide alors d'aller seul aux élections. Cette décision courageuse le rejette brusquement dans l'opposition; le pays le comprend bien et la population presque entière voit en lui son champion. Sa popularité augmente encore. La situation devient très tendue.

Le gouvernement menace. Il organise des manifestations flétrissant l'activité destructive du parti Mikolajczyk, devenu d'un jour à l'autre "réactionnaire" et partant "fasciste". La police de tous genres /On en a de la police là-bas/sous le commandement de M. Radkiewicz, chef du Ministère de la Sûreté, dont les exploits inquiètent depuis longtemps l'opinion des pays rétrogrades et dont les méthodes sont étrangement apparentées aux méthodes de la NKWD russe, entre à son tour en scène.

Les locaux du Parti Paysan Polonais sont soumis à des perquisitions, les partisans de M. Mikolajczyk arrêtés et même assassinés. Résultat: en Avril, lors du vote de confiance après l'exposé de M. Osóbka au cours de l'assemblée du Conseil National, ce "triste travestissement de la démocratie parlementaire" / a sorry travesty on parliamentary democracy - New York Herald Tribune/ 46 membres du Parti Paysan Polonais se sont abstenus de voter.

Le parti passa ainsi ouvertement dans l'opposition.

La dernière chance.

Avisé des sentiments de la population et voulant éviter le jeu dangereux des élections libres, dans lesquelles il aurait été battu, le gouvernement Bierut-Osóbka décida de tourner les difficultés en faisant aussi son référendum.

Par le choix astucieux des questions auxquelles il est difficile à un Polonais patriote et démocrate en tout sens de répondre "Non", le gouvernement espère obtenir un "Oui" général qui lui servirait alors comme motif à l'ajournement des élections et permettrait - qui sait - de se passer d'elles complètement. Etant donné que le pays entier aura répondu affirmativement en ce qui concerne la politique gouvernementale depuis la libération de la Pologne, il ne sera donc pas nécessaire de changer quoi que ce soit au gouvernement. Par la suite la liquidation complète du parti Mikolajczyk deviendra plus facile. Tel paraît être le dernier plan du gouvernement. Mais telle paraît être aussi la dernière chance de M. Mikolajczyk. S'il consent de ne pas guerroyer au sujet du référendum, on le laissera en paix. Oui, mais... Mais M. Mikolajczyk a perdu beaucoup d'illusions. Il ne croit pas en cette paix.

Aimez-vous le chocolat?

Les trois questions du référendum ont été conçues comme suit:

- 1/Êtes-vous d'accord avec la suppression du sénat dans la prochaine constitution?
- 2/Êtes-vous d'accord avec les réformes économiques réalisées par le gouvernement?
- 3/Êtes-vous d'accord que la frontière occidentale de la Pologne passe sur l'Oder et Neisse?

Devant le problème du référendum le Parti Paysan Polonais décide de tenir bon. Chacun de ses membres aime le chocolat et répondrait volontiers "Oui" mais le parti décide être difficile. C'est pourquoi le Comité Central du Parti, réuni à Varsovie le 26 et le 27 Mai recommande à ses membres de voter "Non" à la première question et "Oui" aux deux autres. Le parti veut ainsi démontrer son écrasante majorité parmi les prochains électeurs. Pourquoi déjà maintenant? Pourquoi il n'attend pas les élections s'il est sûr de la victoire?

Questionné à ce sujet par le correspondant de "New York Times" et plus précisément au sujet de son brusque passage dans l'opposition ouverte en ce qui concerne la réponse à la première question du référendum, qui n'est pas au fond si importante ~~xxxxxx~~ du point de vue de la politique paysanne et oblige d'autre part la paysannerie à mener une lutte impitoyable et devenant sanglante, M. Mikolajczyk avait répondu:

- "Nous devons compter avec le fait que si nous attendons jusqu'au mois de Septembre /date probable des élections/ tout le parti peut être liquidé." Voilà les motifs de cette décision apparemment inconsidérée. Elle est platement justifiée par les faits.

Le zéro et l'infini. /page 212/

Les deux motifs dont se sert actuellement la propagande gouvernementale pour justifier la nécessité de suspension des libertés démocratiques et empêcher ainsi l'influence destructrice du Parti Paysan Polonais sont les suivants:

- 1/Le premier motif s'appuie sur les "droits de la révolution" quand le pouvoir tombe aux mains de ceux qui l'ont attrapé ou qui ont bénéficié de circonstances qui les ont aidés à s'en emparer.

~~xxxxxx~~

- 2/ L'autre c'est l'ignorance complète des masses qui menace de détruire "les conquêtes de la révolution" par la voie de vote et des élections libres.

Ces deux motifs suffisent pour ne pas donner le pouvoir aux mains du peuple jusqu'au moment de sa rééducation par ses chefs actuels. En somme "la faiblesse humanitaire et la démocratie libérale, lorsque les masses ne sont pas mures, équivalent au suicide de la Révolution."

On connaît ces classiques; tout pour le peuple, rien par le peuple. Ces théories, lancées dernièrement par le secrétaire du Parti Socialiste Polonais "syndiqué" M. Cyrankiewicz au cours de ses conférences à Londres, sont savamment discutées et soutenues par M. Hochfeld dans "La Revue Socialiste" paraissant à Cracovie.

Elles ont l'avantage d'être au moins très claires. Mais les autres aspects de cette lutte sont malheureusement moins inoffensifs. Les mesures du Ministère de la Sûreté de M. Radkiewicz tendant à étrangler l'activité du Parti Paysan Polonais sont également classiques, mais plus meurtrières. La contre-attaque de la police se développe conjointement en trois directions:

Meurtrir le peuple par le peuple pour le peuple.

- 1/ Par les mesures administratives on intensifie la liquidation du Parti Paysan Polonais dans les arrondissements où il compte un grand nombre d'adhérents.
- 2/ Par la diversion et les scissions à l'intérieur du parti on procède à la désintégration de l'organisation pour provoquer une désorientation dans les masses paysannes.
- 3/ Par les arrestations, les provocations, l'assassinat des militants du parti et les sanglantes pacifications on terrorise la population.

Les faits ? La presse de M. Mikolajczyk en regorge.

"L'Avenir de la Pologne" du 16.6.46 nous rapporte que le 5 Juin le Ministère de la Sûreté a publié un communiqué annonçant la dissolution et la défense d'activité du Parti Paysan Polonais sur le terrain des arrondissements de PULTUSK p. Varsovie, AUGUSTOW, SUWALKI et SZCZECINEK. Cette liquidation de quatre centres du Parti Mikolajczyk fut précédée par une pareille liquidation dans les arrondissements de GROJES et WLOSZCZOWA. Ces mesures ont été motivées du côté du Ministère de la Sûreté par la nécessité de suppression des centres dont l'activité avait pour but "la destruction de l'Etat démocratique polonais."

Le 11.6. la Radio de Varsovie a annoncé dans son communiqué quotidien que le Ministère de la Sûreté avait décidé la dissolution du Parti Paysan Polonais dans l'arrondissement de KOZLE/distr. Poznań/ motivant cette décision par l'accusation du Parti Paysan Polonais d'accepter dans ses rangs les Allemands.

De cette façon on a liquidé jusqu'à présent sept arrondissements parmi les plus peuplés où les partisans de M. Mikolajczyk constituaient une forte majorité. Dans tous ces arrondissements liquidés on a arrêté plusieurs dizaines de militants du Parti Paysan Polonais. En outre - comme le dit le correspondant du "Manchester Guardian" - tous les membres du Parti Paysan Polonais demeurant dans ces arrondissements seront privés du droit de vote pendant les prochaines élections.

D'autre part cinq éminents membres du Parti Paysan Polonais et notamment: MM. BERTOLD Edouard, ancien ministre de l'agriculture dans le Comité de Lublin, IWANOWSKI Casimir, sous-secrétaire d'Etat au Ministère des Forêts, REK

Thadée, le vice-secrétaire général du parti ainsi que deux membres du Comité Central MM. DRZEWIECKI Bronislaw et REKAS Michel se sont retirés du parti de M. Mikolajczyk et ont fondé son propre journal "La Libération Nouvelle".

Ce groupe s'est retiré en flétrissant d'une façon très violente le Parti Paysan Polonais. Il constate que la politique de M. Mikolajczyk mène directement à une guerre civile et son contact avec les bandes des terroristes disqualifie les chefs du Parti Paysan Polonais. Tous les cinq ils conseillent évidemment aux paysans de voter au referendum trois fois "Oui" ce qui est contraire aux recommandations du Comité Central du parti Mikolajczyk.

Le Comité Central du Parti Paysan Polonais, réuni immédiatement en session extraordinaire a exclu du parti ces messieurs. Mais il est à craindre que le parti sera constamment soumis aux défections de cette sorte le nombre des "infiltrés" étant probablement plus élevé.

La loi de la jungle.

Le 7 Mai 46 /Journal de Mikolajczyk "Gazeta Ludowa" du 14.6.46/rapporte que dans l'arrondissement de JAROSLAW on a assassiné un jeune militant du Parti Paysan Polonais, WILK Edmond. Après la description détaillée de l'enterrement de ce jeune militant qui a donné l'occasion à une manifestation de 20.000 paysans, le journal conclue qu'il est temps de proclamer ouvertement que cette terreur est l'oeuvre des troupes de choc du Parti Ouvrier Polonais agissant avec l'aide et sous protection même du Ministère de la Sureté.

Le journal "Gazeta Ludowa"/paraissant à Varsovie/du 24 Mai communique que "des inconnus" ont kidnappé à SULOZOWY/distr. Olkusz/le président de l'Association de la Jeunesse Paysanne "WICI".

Dernièrement il est arrivé souvent que les cadavres des militants ainsi kidnappés soient retrouvés dans les champs, dans les forêts ou sur les routes vicinales.

Dans la nuit du 1 au 2 Juin /Gazeta Ludowa du 14.6.46 paraissant à Paris/"des inconnus" se sont introduit dans le local du Secrétariat du Parti Paysan Polonais à ~~CHMIELNIK~~ CHMIELNIK, où ils ont volé des documents concernant l'organisation du parti, la liste des membres, des circulaires, des cachets etc.

Un vol de cachets a eu lieu également au Secrétariat du Parti Paysan Polonais à CHELMNO.

Lors de la perquisition menée par les agents du Ministère de la Sureté dans le local du Secrétariat du Parti Paysan Polonais à GROJEC, les autorités de la police ont confisqué 785 formulaires de carte d'identité de membre du parti ainsi que deux cachets.

Le 2 Mai 46 à midi /L'Avenir de la Pologne" organe de Mikolajczyk, du 9.6./signale qu'un grand village WAWOLNICA /distr. Pulawy/ a été entièrement brûlé par les agents du Ministère de la Sureté. Les miliciens ayant d'abord eu peur devant le grand nombre de paysans accourus au village à cause de l'incendie, se sont retirés pour revenir deux heures après avec du renfort. Divisés en groupes, ils ont jeté dans les maisons des grenades incendiaires. Deux personnes périrent dans les flammes et plusieurs subirent de graves brûlures. Env. 100 maisons furent complètement brûlées.

C'est seulement quatre jours après, que les autorités se sont décidées à envoyer une commission d'enquête. Quand la population a présenté les faits et donné même les noms des agents de la Sureté qui ont été reconnus par elle, le "juge d'instruction" fut indigné de cette accusation et chercha à démontrer que c'était l'oeuvre de "bandits".

La guerre contre les "Koulaks" ? En tout cas cette expression n'est pas étrangère à la presse gouvernementale. Le mot "Koulak"s'y répète de plus en plus. Le mot "paysan" tend à y disparaître...

Que faire ?

Au cours d'une conférence de presse à Varsovie/on se le permet encore/ M.Mikolajczyk avait déclaré que les communiqués du Ministère de la Sureté concernant les contacts du Parti Paysan Polonais avec les Bandes des terroristes sont dépourvus de bon sens.

Les cartes d'identité du membre du Parti Paysan Polonais, trouvées sur les terroristes, sont fausses. Le Ministère de la Sureté - et c'est un fait - avait commandé ces cartes d'identité dans la même imprimerie où furent imprimés les cartes d'identité du Parti Paysan Polonais. M.Mikolajczyk déclara également que les cartes d'identité de son parti ont été distribuées clandestinement parmi les Allemands pour qu'on puisse ensuite accuser le Parti Paysan Polonais d'une conspiration avec les Allemands.

Les demandes du Parti Paysan Polonais tendant à soumettre ces cas au jugement public devant les tribunaux restèrent sans réponse pour que les hauts faits de la police et les machinations du Ministère de la Sureté n'y soient découvertes.

M.Mikolajczyk n'a pas caché la gravité de la situation ~~en~~ avouant ouvertement que le gouvernement entreprend des tentatives d'une destruction complète de son parti. Au cours de deux derniers mois le gouvernement arma 30.000 miliciens se recrutant parmi les adversaires politiques du Parti Paysan Polonais.

Cette lutte qui approche de son point culminant est d'autant plus tragique que le Parti Paysan Polonais manque de moyens pour défendre son point de vue. Comme ce fut démontré au cours d'une ~~réunion~~ des dernières conférences au sujet de la presse et de la propagande du Parti Paysan Polonais, l'organe du parti "Gazeta Ludowa" est tiré seulement à 62.000 exemplaires tandis que la presse du ~~bâc~~ gouvernemental dispose de 1.200.000 exemplaires de différents journaux ayant également toutes les facilités de diffusion.

Selon les déclarations de M.BANCZYK, chef de la propagande du Parti Paysan Polonais, "Gazeta Ludowa" subit en outre env. 30 confiscations par mois, mais - même cette déclaration, publiée par cet organe, a été sensiblement "raccourcie" par la censure.

Be or not to be:

La menace d'une guerre civile pèse sérieusement sur le pays. Il est possible que le gouvernement lui même la souhaite et provoque la ~~population~~ ~~désespérée~~ population ~~désespérée~~ désespérée.

M.Mikolajczyk a devant lui deux possibilités:

- 1/Se plier aux exigences du régime présent et marcher avec les autres. Il perdra alors son prestige actuel parmi la population et sera voué à la destruction lente mais inévitable de son parti c'est à dire de tous les moyens d'exercer un pouvoir sur les masses paysannes.
- 2/Maintenir sa position actuelle et son inflexibilité. Il risque alors de provoquer les contremesures de la milice et du Ministère de la Sureté qui provoqueront à leur tour des troubles dans le pays. Accusé d'être auteur de ces troubles, il sera éliminé de la vie politique avec tous ses collaborateurs. Cette élimination pourrait mener loin... Très loin.

L'avenir nous montrera quelle solution acceptera M.Mikolajczyk dans ce moment dangereux et plein des pièges qui lui sont tendus de tous cotés. La lutte devient de plus en plus intense.

"ROBOTNIK" du 6.XII.1947: "Aide aux ouvriers français en grève: Le 4.XII. 47 le Comité Central du Syndicat de Travailleurs de l'Industrie de Charbon vota la résolution de commencer une action d'aide aux ouvriers français en grève. Le Comité Central décida de faire les démarches nécessaires auprès du Comité Central de l'Association des Syndicats pour que celui-ci élargit cette action dans tous les pays. Etant donné la lutte dure et héroïque de la classe ouvrière française l'assemblée plénière du Conseil de l'Association des Syndicats décida de faire appel à toutes les organisations syndicales ainsi qu'à tous les conseils d'usines pour que ceux-ci organisent l'aide au profit des familles des ouvriers français en grève".

"ROBOTNIK" du 7.XII.1947: "Le monde du travail polonais se solidarise avec le prolétariat français en grève. Le manifeste du Comité Central de l'Association de Syndicats c'est un appel de la mobilisation. Dans l'immeuble du Comité Central de l'Association des Syndicats eut lieu une assemblée d'organisation du Comité d'Aide aux Grévistes en France. Cette assemblée eut lieu sous la présidence du com. KURYLOWICZ. Grâce à l'initiative du C.C. de l'A. de S. y prirent part les représentants des Comités Centraux de la coopérative "SPOLEM", de la coopérative de l'Entraide Paysannes, de la Ligue des Femmes, de L'ONTOUR, de ZWM /organisations de jeunesses socialistes et communistes/ et de "WICI" /jeunesse paysanne/ pour fonder un Comité et fixer son programme du travail.

La conférence fut inaugurée par le secrétaire général du C.C. de l'Ass. de Synd. com. KURYLOWICZ, qui, après avoir commenté la situation des grèves en France, conclua que la lutte de la classe ouvrière française est une lutte commune du monde entier du travail. Le C.C. de l'Ass. de Synd. décida de faire appel à la classe ouvrière polonaise pour qu'elle exprime sa solidarité avec la classe ouvrière française et pour qu'elle fasse preuve de la plus grande et de la plus prompte générosité. De sa part le C.C. de l'Ass. de Synd. destine à cet effet 1 million de zlotys et fait en même temps appel à tous les Syndicats et à toutes les organisations pour qu'ils se rallient à l'action. L'aide consistera dans l'envoi en France par la route maritime des denrées alimentaires achetées en Pologne.

L'assemblée adopte ensuite le texte d'un manifeste, dans lequel elle souligne la lutte indomptable de la classe ouvrière française pour ses droits et rappelle la sympathie et la bienveillance de la nation française pour le peuple polonais.

Le manifeste appelle ensuite tous les ouvriers polonais à la solidarité avec le prolétariat français en lutte et à l'aide à la classe ouvrière française en grève.

Le manifeste fut signé par toutes les organisations entrant dans le Comité d'Aide aux Grévistes en France. Ensuite le com. SOKORSKI, secrétaire du C.C. de l'Ass. de Synd. souligne qu'aussi bien le Manifeste du Comité que toute cette action ont le caractère de solidarité avec le prolétariat de France et n'atteignent /n'attaquent/ pas évidemment les relations franco-polonaises.

A son tour les représentants de différents Comités Centraux des Syndicats déclarèrent le montant de leurs versements ce qui donna une somme globale de 4.500.000 zlotys".

Le président de la coopérative "SPOLEM" déclara au nom de la coopérative 2 wagons de farine et 1 wagon de sucre de la valeur de plus de 3 millions

de zlotys.

Ensuite on a élu le Comité Principal d'Aide aux Grévistes en France, composé comme suit: WITASZEWSKI, président, KURYLOWICZ secrétaire, GAJEWSKI trésorier, SOKORSKI, JEDRZEJEWSKI et GEBERT membres".

"ROBOTNIK" du 10.XII.47: Le Congrès des ouvriers du textile. 2.730.000 - zlotys furent ramassés dans une demi heure pour les ouvriers français. Le 6.XII.47 commença à LODZ le II-e Congrès de délégués des 250.000 ouvriers textiles polonais.

Ouvrant le Congrès le président du comité central du Syndicat Textile, le com. BURSKI, lut la dépêche envoyée par la Fédération Française des Ouvriers du Textile dans laquelle la Fédération communique qu'elle ne peut pas prendre part au Congrès étant donné la lutte du peuple français pour ses droits et pour l'indépendance de la France./souligné dans le texte/.

Le congrès salua la dépêche avec des applaudissements torrentiels en se déclarant prêt de porter l'aide aux ouvriers luttant en France. Dans une demi-heure la somme des versements déclarés atteignit 2.730.000.- zlotys."

La presse des émigrés.

"POD PRAD" /Suisse/ du 10.XII.47. "La ~~nation~~ nation polonaise ne meurt pas: Selon "l'Agence de Presse Occidentale" /agence polonaise/ nous avons perdu pendant la guerre 6 millions de citoyens dont 2,9 millions des Polonais et 3 millions des Juifs. Parmi les Polonais il y a 1,8 million d'hommes et 1,1 de femmes qui moururent pendant la dernière guerre / l'Agence ne précise pas si ces chiffres contiennent également les pertes polonaises en Russie/.

Entre 1921 et 1932 la moyenne de naissances en Pologne s'élevait à 32,8 pro mille et entre 1933 et 1939 à 25,9 pro mille /en même temps l'Allemagne 18,9, la Suisse 16, et la France 15,2/. Pendant l'occupation allemande ce chiffre pour la Poméranie s'élevait à 26,5, pour le district appelé "WARTELAND" 21,7 et pour le Gouvernement Général il était encore plus élevé/la grossesse protégeait contre la déportation au travail obligatoire/. Pour la période actuelle on manque de données exactes mais les statistiques partielles indiquent un accroissement énorme des naissances s'élevant par exemple dans le district de POZNAN à 33,7 pro mille.

Le chiffre pour toute la Pologne peut être évalué à 15 pro mille ce qui nous donne chaque année 350.000 habitants de plus.

Ditto: "Le recouvrement des biens en Pologne: Le délai de la déposition des demandes ayant pour but le recouvrement des biens abandonnés en Pologne fixé au 31.XII.47 fut prolongé d'un an jusqu'au 31.XII.1948. Comme le bien abandonné on considère toute propriété mobilière ou immobilière dont la perte fut causée par le fait de la guerre. Ce sont par exemple les lots de terrain ou les maisons dont personne ne s'occupe actuellement ou qui se trouvent actuellement aux mains de quelqu'un qui n'en est pas propriétaire légitime.

Ditto: "Les transports des Polonais venant de Russie sont signalés de temps en temps dans la presse polonaise. Toutefois on ne peut pas se faire aucune idée sur le nombre exacte des rapatriés car la presse se satisfait des expressions: Un "petit" transport ou un "gros" transport. Les Russes désirent évidemment que l'on ne puisse comparer le nombre des déportés avec le nombre des rapatriés. Combien de Polonais sont morts? Cela doit rester comme un secret de plus de l'amitié polono-soviétique.

Ditto: "L'énergie atomique sera bientôt étudiée par les hommes de science polonais dans un immeuble rapidement terminé. Les travaux sont dirigés par le prof. PIENKOWSKI. Les machines sont importées de la maison suisse "E. HABERLEY".

Ditto: "Le code pénal polonais subit des transformations fondamentales. "Le code pénal - déclara le ministre de la Justice, SWIATKOWSKI /communiste/ - institué dans l'époque purement capitaliste exige que plusieurs de ses paragraphes et plusieurs sanctions soient adaptés aux circonstances actuelles".

Le referendum.

Les événements qui ont précédé le referendum polonais ressemblent davantage à une bataille d'extermination qu'à une lutte politique. Le bloc des partis gouvernementaux l'a menée contre le Parti Paysan Polonais de M. Mikolajczyk avec un tel acharnement, que les résultats du referendum étaient faciles à prévoir.

A partir du moment où le Parti Paysan Polonais déclara qu'il recommandait à ses adhérents de voter "Non" à la première question du referendum et de se prononcer ainsi pour le maintien de la seconde chambre dans la prochaine constitution, il devint l'objet de telles attaques du gouvernement que leur violence dépassa les limites admises normalement dans la vie politique.

Attaqué déjà violemment après sa décision d'aller aux élections séparément (Mars 1946), le parti Mikolajczyk fut soumis dernièrement à une véritable offensive de grand style. Menée par la presse et par la radio de Varsovie et de - Moscou, elle fut vaillamment appuyée par toutes les polices du Ministère de l'Intérieur sous le commandement de M. Radkiewicz.

Le dernier et tout récent échantillon de cette nouvelle force stimulant la vie des démocraties modernes fut montré dans toute sa splendeur à l'occasion de la fête du 1 Mai 46 à Varsovie. Noyé dans le cortège des manifestants, où des mannequins grotesques figurant les leaders du Parti Paysan Polonais furent promenés entre ciel et terre présageant peut être cette position peu commode à ses modèles encore vivants tandis que les enfants bien dressés criaient: "Mikolajczyk à Londres" (Organe de Mikolajczyk "L'Avenir de la Pologne" du 19.5.46) - l'ORMO ce qui veut dire "Réservés de la Milice Civique Volontaire" semblait menacer tous ceux qui se refusent à suivre totalement le gouvernement.

L'activité de cette milice, fameuse depuis, dirigée avant tout contre le Parti Paysan Polonais et ses partisans occupe une place importante dans les colonnes des journaux du parti Mikolajczyk. Depuis deux mois chaque numéro de la "Gazeta Ludowa" en signalait de nouvelles preuves.

Le 28 Juin M. Mikolajczyk essaie de se défendre encore une fois. Au cours d'une conférence de presse il parle de nouvelles mesures d'intimidation et de terreur. Il déclara que pendant les deux dernières semaines on a arrêté 513 membres du Parti Paysan Polonais et les nouvelles parvenant de l'arrondissement de Poznan annoncent l'arrestation de 700 militants paysans.

En ce qui concerne la première question du referendum M. Mikolajczyk déclara que, outre la fidélité à la Constitution de 1921, une des raisons de la réponse négative de son parti est la volonté de protester contre les mesures limitant la liberté de la propagande.

"Le Parti Ouvrier Polonais et le Parti Socialiste ("syndiqué") aussi que leurs alliés - déclara M. Mikolajczyk - sont autorisés à distribuer partout en quantité immense des appels à la population, des affiches et la littérature de propagande tandis qu'on a refusé au Parti Paysan Polonais le droit de se servir des mêmes moyens".

M. Mikolajczyk a cité la déclaration faite le 3 Juin par le chef de l'Office de Sûreté à Lodz, colonel Moczar qui a dit: "J'arrêterai chaque personne qui fera de la propagande pour la réponse négative à la première question". C'est dans cette atmosphère lourde où la dissolution du Parti Paysan Polonais dans plusieurs localités, la sécession des ses membres fomentée par les adversaires et les arrestations massives des militants du parti étaient comme les grondements d'une tempête qui approche, que M. Mikolajczyk et ses plus proches collaborateurs se débattaient de toutes leurs forces. Le combat fut inégal: leur presse était censurée, les discours des députés du parti prononcés au cours des sessions du Conseil National coupés net, tous leurs amendements rejetés.

Le mode de scrutin du referendum fut voté par la majorité des voix au cours de la dernière (Mai) session du Conseil National. Tous les amendements du Parti Paysan Polonais portant à y éliminer la possibilité des abus furent rejetés.

Le mode de scrutin adopté donne le droit de vote à tout citoyen polonais âgé de 21 ans qui n'est pas dépourvu de la faculté d'exercice du droit civil. L'article 6 et 7 prévoient que les Commissions des Circonscriptions se composent d'un président nommé par le Commissaire Général du referendum parmi les candidats présentés par les Conseils Nationaux de chaque province, de trois membres élus par ces Conseils et d'un membre délégué par le Préfet Régional (Voiwode). Les Commissions des districts créées de la même façon se composent d'un président nommé par le président de la Circonscription, de trois membres convoqués par les Conseils Nationaux Communaux et d'un membre délégué par le Préfet (Staroste).

Le Parti Paysan Polonais a soumis un amendement au projet gouvernemental demandant qu'un représentant de chaque parti politique soit placé dans les Commissions des Circonscriptions et des Districts. Cet amendement fut présenté par le député K. Banach du Parti Paysan Polonais.

Etant donné que les Conseils Nationaux- Provinciaux et Communaux ne sont pas élus mais nommés d'office, M. Banach a souligné la nécessité de compléter les Commissions du referendum par les représentants de chaque parti politique afin de leur assurer la confiance des votants.

On sait que suivant les accords de Moscou en 1945 le Parti Paysan Polonais devait obtenir 1/3 des mandats dans tous ces Conseils Nationaux mais cette résolution n'a pas été respectée.

Au nom de la majorité le député Kliszko du Parti Ouvrier Polonais s'est déclaré contre cet amendement. Par la majorité des voix les partis du bloc gouvernemental ont rejeté cet amendement.

Pendant le discours du député Kliszko, M. Mikolajczyk restant sur place a demandé: "Est-ce que pendant les élections vous ferez la même chose?". Le député Kliszko a répondu: "En ce qui concerne les élections nous verrons" ("L'Avenir de la Pologne" du 26.5.46).

De cette façon le mode de scrutin du referendum a placé tout ce qui concerne le vote populaire entre les mains de l'administration et des Conseils Nationaux dominés (par le fait d'être nommés et non élus) presque entièrement par le Parti Ouvrier Polonais communiste. Ce mode a donc refusé au Parti Paysan Polonais tout moyen de contrôle possible de l'activité des Commissions de referendum.

Dans ces conditions il ne fallait pas être un prophète pour prévoir d'avance les résultats. Dans les 11.000 locaux de vote le nombre des "Non" à la première question fut aussi savamment préparé que le nombre des trois "Oui" dont le gouvernement est si fier. Ces "Non" avec quelques "Non" aux autres questions sont faits pour donner à l'étranger l'impression de légalité et pour permettre de proclamer que le fascisme est toujours vivant: "Caveant Consules ne quid detrimenti Respublica capiat". Ainsi le Ministère de la Sûreté aura une raison de plus pour embaucher des renforts.

Mais connaissant le mode du scrutin il fallait s'y attendre; et il ne faut pas s'en étonner. Fort et armé non seulement par sa police mais aussi par des voix qu'il s'est donné au referendum, le gouvernement aura un argument de plus et il en fera usage... Tandis que M. Mikolajczyk et son parti resteront la cible où les coups, à force d'être tirés avec une cadence croissante, se rapprocheront vite du centre... Quant aux élec-

tions la réponse de M. Kliszko épuise la question. "Nous verrons".

La tragédie des enfants.

Avant la guerre la Pologne avait 15 millions d'habitants de moins de 20 ans. Cela représentait 43% de toute la population. Actuellement elle n'en a que 8 millions sur 23 millions de la population entière c'est à dire 35%. Il s'ensuit donc que le nombre d'enfants a diminué de 8% relativement au nombre de la population avant la guerre.

Par suite des persécutions allemandes et des opérations militaires 1 million 800.000 enfants jusqu'à l'âge de 16 ans ont perdu la vie pendant la guerre. C'est le nombre de toute la jeunesse de la Suède jusqu'à l'âge de 13 ans. Les pertes y sont énormes.

Pour mieux comprendre la tragédie des enfants polonais comparons les chiffres qui ont été donnés par le "Tygodnik Polski" du 20.4.46 (organe gouvernemental).

"Sur 15 millions d'enfants avant la guerre, 42.617 étaient orphelins ou demi-orphelins. Actuellement, quand par suite des changements des frontières (???) et de la guerre, le nombre d'enfants a diminué de moitié - 1.146.900 enfants sont orphelins ou demi-orphelins. A ce chiffre il faut ajouter 487.200 enfants dont les parents n'ont pas encore été retrouvés. En somme env. 1.700.000 enfants polonais ont besoin d'une aide provenant des fonds gouvernementaux et sociaux. En Décembre 45 le nombre des orphelins jusqu'à 7 ans était six fois plus élevé et celui jusqu'à 12 ans quatre fois plus élevé qu'avant la guerre".

Il en résulte qu'il y a actuellement en Pologne plus d'un million et demi d'orphelins dont 300.000 exigent des soins complets dans les hôpitaux et les sanatoria.

Cependant sur 859 orphelinats en 1939 à peine la moitié fut sauvée. La mortalité parmi les nouveau-nés atteint 50% et leur poids moyen ne dépasse pas 70% du poids normal.

70% des enfants sont malades par suite du manque de vitamines. Le nombre d'enfants jusqu'à l'âge de 14 ans menacés de la tuberculose atteint 60%. Avant la guerre la mortalité causée par la tuberculose était dans les grandes villes polonaises de l'ordre de 15 personnes sur 10.000, actuellement elle dépasse 90 personnes.

Plus de 100.000 enfants ont la tuberculose déclarée et 70% des enfants à l'école souffre des amigdales.

Par suite des opérations militaires des nombreux enfants furent mutilés et leur maintien à la vie exige des soins spéciaux et une bonne nourriture dans les hôpitaux. Hélas, on n'a que 2000 lits dans les hôpi-

taux pour les enfants. Sur 700 hôpitaux d'enfants avant la guerre il n'en est resté que 180.

2.500.000 enfants sont arrêtés dans leur développement physique et mental par suite de la famine persistante et 5.000.000 reçoivent une nourriture atteignant à peine la valeur de 1.500 calories tandis qu'ils devraient en avoir au moins 3.000.

Et le "Tygodnik Polski" de conclure: "L'aide de la part de l'émigration et des organisations polonaises en Grande Bretagne, aux Etats Unis et en Amérique du Sud peut être très importante et efficace. Il faut s'y prendre immédiatement parce que jamais on ne pourra aider le pays mieux qu'actuellement en sauvant ces enfants d'une mort infaillible".

Tout cela est très juste. Mais essayons de voir pour quoi le gouvernement qui dans ce cas n'hésite pas à proclamer que ceci concerne "tout le monde en dehors de toute conception politique" (plus que juste) dépense lui-même la quantité la plus importante de ses recettes tandis que la solution du problème des enfants devrait être placée au dessus de tout.

Le budget du gouvernement.

Le budget voté en Avril 46 au cours de la session du Conseil National comprend la période du 1 Avril au 31 Décembre 1946.

La somme globale des dépenses s'élève à la somme de 39 milliards zlotys env. La somme des recettes s'élève à la somme de 35 milliards zlotys. Les trois positions les plus importantes dans le budget des dépenses sont:

- 1/ La Défense Nationale - env. 6 milliards zl. c'est à dire 15%
- 2/ Instruction publique - un peu plus de 5 milliards c'est à dire env. 13%.
- 3/ Sureté - presque 4 milliards plus le budget de la Centrale (??) ce qui fait 5 1/2 milliards zl. c'est à dire 14%.

Le chiffre relativement peu élevé des dépenses pour la Défense Nationale s'explique par une réduction importante de l'armée Zymierski qui doit être réduite au nombre de 10 divisions. A peine 5% du budget de l'armée est destiné pour la modernisation des armes et du matériel.

Par contre "La centrale d'information" a reçu 700 millions et "L'Administration Générale de l'Instruction Politique" 1 milliard 200 millions zl.

S'il s'agit de l'Instruction Publique il faut rappeler que si avant la guerre les dépenses correspondantes s'élevaient à 16% du budget, dans le budget du Conseil National elles atteignent seulement 13% malgré tout ce que la propagande de Varsovie publie au sujet de l'élargissement de

l'instruction au delà des limites du niveau d'avant guerre.

Enfin la sureté. Pour comprendre l'accroissement de son budget il suffit de se rappeler que tandis que toute la police en 1939 comptait 32.000 titulaires - aujourd'hui l'appareil de la sureté compte env. 300.000 hommes. Il est donc dix fois plus élevé pour une population dont le nombre a diminué de 30%. Les dépenses pour le service, le maintien et l'élargissement des prisons et des camps de travail furent cachées par leur dispersion entre quatre départements: Sureté, Administration Publique, Justice et Défense Nationale (???).

Additionnant les chiffres de ces quatre départements on obtient une somme énorme de 1/2 milliard zl. qui est prévue pour les prisons et les camps de travail en Pologne.

Dans le budget de recettes plus de 8 milliards de recettes c'est à dire 25% sont les recettes prévues du monopole d'alcool. Dans le budget d'avant guerre ces recettes s'élevaient à un peu plus de 11% étant constamment critiquées à cause de leur immoralité.

Par contre les dépenses du Ministère de la Santé Publique et d'Assistance Sociale s'élevaient à la somme de 2 milliards env. Elle est infime en comparaison avec les autres dépenses. Le problème des enfants n'y figure pas. Laissons le à l'étranger...

P O L O G N E .Autour du referendum.

Les premières nouvelles concernant les résultats du referendum en Pologne diffusées par la radio de Varsovie démontrent évidemment une forte majorité des "Oui".

Le mot "évidemment" échappe ici spontanément parce qu'on connaît la nature du régime imposé à la Pologne par les décisions de Yalta en Février 1945. Mais on sait aussi d'avance que l'opinion d'une partie des pays libres sera de nouveau trompée en admettant la thèse que le vote et le dépouillement du scrutin en Pologne (et dans les autres pays gouvernés par les communistes) sont effectués de la même façon que dans les pays démocratiques.

Les politiciens et les diplomates occidentaux qui en 1943-45 ont livré l'Europe Orientale sous le contrôle exclusif de l'Union Soviétique, croyaient que ces pays pourraient vraiment défendre leurs libertés civiles au moyen du vote populaire ou de toutes autres. Ils ont cependant oublié que le vote populaire est également appliqué dans l'Union Soviétique mais qu'il n'y est pas la source de pouvoir et qu'en général, selon la théorie et la pratique communiste, ce n'est pas le résultat du scrutin qui décide du pouvoir, mais c'est la possession du pouvoir qui décide du résultat du scrutin.

Malheureusement il est difficile de faire comprendre à l'Occident l'évidence de cette nouvelle loi politique et même M. Mikolajczyk semble ne pas la reconnaître. C'est pourquoi on était partout enclin à considérer le referendum comme une sorte d'épreuve des forces: maintenant on pourra découvrir la force ou la faiblesse du Parti Paysan Polonais.

C'est ce raisonnement entre autres qui suggéra à M. Mikolajczyk de faire voter "Non" par tous ses partisans. Le referendum a démontré encore une fois que ce raisonnement, apparemment juste, est faux dans le régime de Varsovie comme il est également faux partout ailleurs au delà de la ligne de démarcation Stettin - Trieste.

Comment pourrait se manifester la force ou la faiblesse numérique d'un mouvement politique quelque part, où le parti qui est au pouvoir opère par la terreur et dispose de tout appareil de contrôle des urnes? - Qui pouvait empêcher les communistes polonais d'ajouter dans les urnes électorales la quantité voulue de bulletins blancs que leur "statut de vo-

te" considérait d'avance comme un "Oui" dont ils avaient besoin? Surement pas les scrupules moraux ou les bonnes mœurs parlementaires. On commence à les connaître... Il est évident qu'il ne faut pas supposer qu'ils l'aient fait en Pologne à la légère et ouvertement mais néanmoins toute la technique électorale préparée par eux leur en fournissait toutes les facilités.

L'erreur tactique des politiciens occidentaux et de M. Mikolajczyk particulièrement consiste dans le fait qu'ils ont consenti à violer en Pologne les principes fondamentaux des droits démocratiques en assurant l'opinion mondiale qu'il s'agissait là-bas uniquement d'un compromis passager et purement circonstanciel. On n'a pas voulu proclamer ouvertement le prix pour lequel on acheté la possibilité de participation du parti Mikolajczyk dans les cadres de l'ordre nouveau en Pologne.

N'assurant pas en général la liberté de fonctionnement des partis politiques en Pologne, on a pensé que le parti de M. Mikolajczyk pourra agir librement. Cependant les communistes ont jugé qu'ils n'avaient aucune raison d'abandonner leurs méthodes vis-à-vis d'un parti quand on leur a donné carte blanche pour le traitement de toutes les libertés en général.

C'est pourquoi le referendum polonais, en mettant ce côté du problème en relief, est si important. Ce problème ne concerne pas uniquement la question "est-ce que le Parti Paysan Polonais a réussi à dire "Non" aux communistes?", mais il concerne avant tout la question: "Est ce que les partis politiques en général pourront agir selon les principes démocratiques?".

A cette question les résultats du referendum en Pologne répondent "Non" et c'est là que repose la véritable importance de ce referendum.

Les nouvelles concernant les résultats du referendum sont toujours rares. Parmi tous les résultats publiés jusqu'à maintenant ceux de Cracovie semblent les plus sensationnels. On ne sait pas encore pourquoi le gouvernement s'est décidé à avouer son échec à Cracovie. Il y a 121.840 "Non" pour 23.162 "Oui" à la première question. On pouvait s'y attendre; mais il y a également 99.279 "Non" contre 43.997 "Oui" à la seconde question (Etes vous d'accord sur les réformes économiques réalisées par le gouvernement) ce qui est presque surprenant. La proportion des "Non"

par rapport aux "Oui" y est donc de 6 à 1. On se demande même si la publication de tels résultats à Cracovie ne fait pas partie d'un plan visant à proclamer cette circonscription comme entièrement "réactionnaire" pour justifier ensuite une politique "spéciale" envers cette ville. On sait qu'à Cracovie les tendances antigouvernementales sont très marquées et que Cracovie, ville universitaire et profondément intellectuelle, repousse tous les efforts du gouvernement tendant à lui imposer l'ordre nouveau.

A part ça on publie de temps en temps quelques chiffres dont le rôle semble consister dans la préparation psychologique de l'opinion pour les résultats du scrutin. Le délai de 12 jours que le gouvernement de Varsovie s'est assuré pour "le calcul" des voix lui servira également pour atténuer la mauvaise impression des observateurs et fatiguer leur attention. Après ces 12 jours n'importe quel résultat (positif bien entendu) sera moins discuté et accepté plus tranquillement.

Ce résultat - on s'en passeoit de mieux en mieux - n'est pas calculé pour servir immédiatement. Le gouvernement s'en servira à fond à partir du moment où ce résultat sera admis à force d'être répété. Son action sera de même soigneusement calculée et dosée. Mais malgré cette tactique, dont les contours sont déjà visibles, il semble qu'après la bataille avant le referendum, il y aura une autre autour du referendum. Elle menace d'être aussi violente que la première.

Si les nouvelles concernant les résultats sont rares, il n'en est pas de même de celles qui parviennent au sujet des abus. Ce fait suffit pour caractériser le referendum et c'est précisément ce qui laisse prévoir une nouvelle lutte. Les premières nouvelles, d'après lesquelles on peut constater déjà que pour les grandes agglomérations comme Varsovie, Lodz, Poznan, Katowice etc. le gouvernement a décidé de publier les résultats approchant la réalité pour camoufler mieux des abus commis en province, ces premières nouvelles donc sont accompagnées de beaucoup plus amples informations concernant ces abus.

M. Mikolajczyk (Agence Reuter) protesta immédiatement contre les méthodes employées au cours du scrutin. Le 2 Juillet il déclara aux correspondants étrangers que dans la circonscription de Tarnów les urnes avaient été transportées dans les centres spéciaux avant le dépouillement du scrutin ce qui est contraire au règlement ordonnant le dépouillement ~~immédiat~~ sur place aussitôt le scrutin terminé.

M. Mikolajczyk donna également des détails concernant les nouvelles et massives arrestations de membres du Parti Paysan Polonais. Il déclara

qu'à Breslau on a arrêté tous les membres des comités locaux du parti. Plusieurs arrestations ont eu lieu à Lublin; à Poznan le nombre des membres du parti arrêtés atteint 3.000 personnes.

Les tentatives de distribution des tracts, du Parti Paysan Polonais au cours de la semaine précédant le referendum se sont terminées par des arrestations à Poznan et à Lubomierzyca. M. Makarewicz, maire de Lubomierzyce et membre du Parti Paysan Polonais fut arrêté également. M. Mikolajczyk déclara ensuite (New York Herald Tribune) que les partis gouvernementaux ont imprimé des faux tracts signés par le Parti Paysan Polonais et communiquant que le parti recommandait à tous ses adhérents de voter "Oui" sur les trois questions.

Les journalistes étrangers ont demandé à M. Mikolajczyk si, en présence de ces faits, il ne pense pas que le referendum ait été falsifié. Il donna la réponse suivante: "C'est à vous qu'appartient la tâche de tirer les conclusions".

S'il s'agit des bulletins blancs, le Commissaire Général du referendum, M. Barcikowski, déclarait que tous les partis celui de M. Mikolajczyk inclus, étaient d'accord pour que les bulletins blancs soient considérés comme une réponse affirmative aux trois questions. M. Mikolajczyk, questionné à ce sujet, répliqua que cette assertion était fausse. Les représentants du Parti Paysan Polonais ont voté contre cette procédure. En outre le Parti Paysan Polonais s'attendait à être représenté dans les commissions de scrutateurs et pourrait ainsi veiller à ce que les urnes ne soient pas inondées de bulletins blancs. En réalité le Parti Paysan Polonais ne possédait de représentants que dans trois des 17 circonscriptions.

En réalité le système des bulletins blancs permettait aux membres de la commission de faire remarque aux votants que s'ils désiraient répondre "Oui" aux trois questions, il n'était même pas nécessaire de remplir le bulletin puisque celui-ci laissé en blanc équivalait à trois "Oui". Le passage dans l'isoloir n'était pas obligatoire. Ainsi le votant qui s'y dirigeait pour remplir son bulletin malgré la remarque du commissaire était automatiquement soupçonné de vouloir répondre "Non". A Szestochowa par exemple on a même menacé les ouvriers de la perte de leur travail et de leurs cartes d'alimentation (New York Herald Tribune) s'ils votaient en passant par l'isoloir au lieu de voter publiquement.

Les soldats votaient dans les casernes sous l'oeil vigilant de leurs officiers d'instruction politique et il n'y a eu aucune possibilité de vérifier le dépouillement de ce scrutin commandé.

La forme la plus simple de falsification fut employée dès la publication du projet de referendum par l'établissement des listes électorales d'après les fiches du recensement de - 1942. Ce procédé fut employé dans plusieurs circonscriptions de Varsovie. Dans les autres localités les listes furent établies de la même façon. Il est vrai que dans ces localités les Allemands n'ont pas fait évacuer tous les habitants comme cela fut le cas à Varsovie, mais la migration englobe 8 millions d'âmes (chiffre officiel) c'est à dire 1/3 de la population entière. Il s'ensuit que les listes étaient plus ou moins falsifiées.

Le correspondant du "Sunday Times" communiquait le 7 Juillet que M. Mikolajczyk possédait des documents prouvant la falsification du referendum et qu'il était prêt à en fournir la preuve à quiconque le désirerait. D'autre part le Commissaire Général du Referendum, M. Barcikowski a refusé de répondre à toutes les questions des journalistes.

On apprend également que la tâche des correspondants étrangers et des observateurs a été rendue souvent impossible. Ainsi le Département d'Etat à Washington a publié la nouvelle annonçant l'arrestation des deux journalistes américains: celle de John Scott du "Times" et de "Life" et de Elie Abel de l'Agence "North American Newspaper Alliance" qui^{se} sont rendus en Pologne pour suivre le referendum.

L'Ambassade des U.S.A. est intervenue immédiatement auprès du Ministère des Affaires Etrangères polonais à Varsovie. Elle a reçu une réponse évasive que ces correspondants furent arrêtés pour avoir négligé un signal de la police leur ordonnant de s'arrêter. Cependant le Ministère n'a pas précisé quand ils seront relâchés. Et le 1 Juillet trois membres de l'Ambassade même furent également arrêtés sous prétexte, qu'ils avaient distribué des tracts du Parti Paysan Polonais en traversant en voiture la ville de Kielce.

Il est possible que ces aventures ouvrent les yeux des Américains et des Anglais sur la régularité de tout ce qui se passe actuellement en Pologne et que le referendum soit jugé à sa juste valeur. Il leur devient très difficile d'excuser et d'expliquer de telles façons d'agir même si l'opportunité politique le commande.

France.

Le referendum ne s'est pas limité à la Pologne. Les falsifications non plus. Un modèle réduit du referendum organisé par les communistes parmi l'émigration polonaise en France permet de se faire un jugement sur celui de Pologne.

Le journal du Parti Paysan Polonais en France, la "Gazeta Ludowa" paraissant à Paris nous en donne d'intéressants détails (7 Juillet): "Le "vote" de l'émigration polonaise en France fut effectué contrairement à tous les usages universellement admis; on a voulu entraîner les émigrés polonais à l'étranger dans ce jeu politique purement intérieur et on leur a demandé de voter également. Ainsi en fut-il en France et selon les mêmes méthodes.

On votait n o m i n a t i v e m e n t sur les listes préparées à l'avance par un seul parti politique et "contrôlées" par lui. Selon les informations qui nous sont parvenues de plusieurs agglomérations polonaises en France (Nord, Pas de Calais) on a l'impression que les organisateurs agissaient comme s'ils eussent été dans les steppes ou dans la jungle d'où aucune voix de la vérité ne peut parvenir au monde environnant.

Dans les différentes colonies polonaises en France

- 1/ on inscrivait sur les listes les enfants "votant" évidemment "Oui".
- 2/ on inscrivait sur ces listes les Ukrainiens, les Tchécoslovaques et les personnes qui depuis longtemps ont perdu la nationalité polonaise ou qui ne l'ont même jamais eue.
- 3/ on inscrivait "Oui" pour les personnes qui n'ont jamais consenti à cela.
- 4/ on menaçait les gens en leur disant que s'ils ne répondaient pas "Oui" aux trois questions, ils ne pourraient jamais partir ou retourner en Pologne parce que ces listes seront contrôlées par les Consuls Polonais et serviront à régler l'attitude que le Consulat aura éventuellement vis-à-vis de telle ou telle personne.
- 5/ on menaçait les gens possédant de la famille en Pologne de représailles sur les leurs s'ils ne répondraient pas "Oui" aux trois questions".

On peut se demander pourquoi les autorités polonaises en France désirent que l'émigration polonaise soit activement mêlée dans le jeu politique du pays et pourquoi les méthodes totalitaires sont transplantées même en France.

Il semble que tout cela fait partie d'une seule propagande dont le centre se trouve au delà des frontières - même des frontières polonaises...

P O L O G N ELe referendum.

Après douze jours de calculs le gouvernement de Varsovie a publié le 12 Juillet les résultats officiels du referendum:

Nombre des inscrits:	13.160.450
Suffrages exprimés:	11.857.986
Bulletins nuls:	327.435

1-er question: Etes-vous en faveur de l'abolition du Senat?

Reponse: 7.844.522 "Oui" et 3.686.029 "Non" soit 32%

2-e question: Approuvez vous les réformes économiques réalisées par le gouvernement? (Reforme agraire, nationalisation de l'industrie)

Reponse: 8.896.105 "Oui" et 2.634.446 "Non" soit 23 %

3-e question: Etes-vous d'accord que les frontières occidentales de la Pologne passent sur l'Oder et la Neisse?

Reponse: 10.534.697 "Oui" et 995.854 "Non" soit 9%

Ces résultats confirment toutes les prévisions. Le gouvernement s'est donné l'absolution. Pour donner l'impression que tout s'est passé régulièrement on n'a pas supprimé tous les "Non".

En ce qui concerne la première question le dosage fut effectué selon le barème habituel de 25 - 30%. On se rappelle que c'est dans les mêmes limites qu'on a proposé à M. Mikolajczyk de participer dans le gouvernement lors du projet des élections sur une liste unique en Février 46. Cette proposition rejeté M. Mikolajczyk ayant demandé 75%, elle lui est répétée et confirmée à l'aide de 32% de ses "Non" à la première question, ces "Non" qui devaient montrer la force réelle du Parti Paysan Polonais. On y fut logique.

Mais pour que M. Mikolajczyk ne se fasse pas trop d'illusions sur son sort futur on a amalgamé ce résultat avec les 23% de "Non" à la 2-ème question. Pourquoi? Pour démontrer à M. Mikolajczyk que dans les 32% de "Non" exprimés par ses partisans il y a 23% de "réactionnaires" et de "fascistes" auxquels il donne refuge au sein de son parti. Le nombre des véritables démocrates dans les rangs de ses adhérents ne s'élèverait donc qu'à 9%.

Ce "calcul" fut immédiatement confirmé par M. Gomulka, chef du Parti Ouvrier Polonais communiste et viceprésident du gouvernement, dans son discours quelques jours après le referendum où il a déclaré textuellement:

"Le nom du Parti Paysan Polonais est porté par deux parts. Le premier a voté une fois "non" et deux fois "Oui". Notre attitude envers ce parti n'est pas amicale mais nous ne sommes pas les ennemis

de ses membres qui peuvent ne pas nous aimer mais qui aiment une Pologne démocratique. Ils ont voté contre le gouvernement mais l'expression de leurs voix fut antiréactionnaire et antifasciste. Nous n'envisageons pas d'entraver l'activité de ce parti et nous ne voulons pas le persécuter.

Mais il y a un autre Parti Paysan Polonais qu'on peut appeler un Parti Paysan Polonais nazi : c'est le parti de M. Mikolajczyk. Ce parti a voté deux fois "Non" ou même trois fois "Non". Nous avons combattu ce second Parti Paysan Polonais et nous le combattons, parce qu'il vote pour la restitution des terres aux grands propriétaires, des usines aux fabricants et capitalistes; parce qu'il tend à la restitution de leur pouvoir et désire envenimer les relations avec l'URSS. Nous l'exterminons et nous allons l'exterminer parce qu'il exerce la diversion et le banditisme, abat et supprime les démocrates, désire l'anarchie et exerce une politique pernicieuse pour la Pologne. Ce second Parti Paysan Polonais constitue la façade derrière laquelle s'abritent les organisations réactionnaires souterraines. A la tête de ce Parti Paysan Polonais s'est placé M. Mikolajczyk.

Il est évident qu'après de tels propos toute possibilité de défense fut arrachée à M. Mikolajczyk. Ses protestations pouvant la falsification du referendum ont été ignorées. Le gouvernement a voté une motion blâmant M. Mikolajczyk "pour avoir informé les correspondants étrangers d'une façon portant atteinte à la Pologne"; de plus le gouvernement n'a pas examiné la protestation écrite au sujet des abus commis pendant le dépouillement du scrutin que M. Mikolajczyk déposa aux mains de M. Osobka-Morawski, président du gouvernement, et de M. Barcikowski, Commissaire Général du Referendum. Cette protestation comportant 35 pages dactylographiées énumère plus de 300 cas de falsification du scrutin et contient plusieurs dépositions de témoins.

Il n'y a plus de doute que le referendum polonais fut une farce. Le gouvernement l'a falsifié, M. Mikolajczyk en a les preuves, et les résultats falsifiés seront admis par l'opinion mondiale sans être trop commentés. Le communisme oblige...

Mais derrière cette farce lugubre se cache une vérité dont peu sauront la réelle signification et dont peu oseront parler. Cette vérité

c'est le cri tragique de la population entière exprimé par tous les "Non" inscrits sur les bulletins dont le nombre dépasse de beaucoup celui révélé officiellement; de ces innombrables "Non" trouvés dans les égouts de Varsovie, de Poznan, de Cracovie etc. Ces "Non" n'étaient ni réactionnaires ni fascistes.

Si leur nombre à la première question exprimait le désir d'un parlement équilibré et d'une véritable démocratie, tous les autres criaient "Non" au gouvernement, au totalisme et à la tyrannie d'un parti. Ils ne s'opposaient pas aux réformes économiques comme telles mais ils protestaient contre les méthodes employées dans ce système où le travailleur et le paysan n'ont aucune possibilité de faire valoir leur besoins réels et où tout leur est imposé par force. Le nombre de "Non" reconnu même officiellement prouve que ce n'est pas seulement les classes supérieures qui ont voté "non" à cette deuxième question. Ces "Non" ne s'opposaient pas aux nouvelles frontières parce que la Pologne entière se rend compte de l'importance de la Silésie allemande aussi bien que la France comprend l'importance de la Ruhr et de la Sarre. Ils ne voulaient pas reconnaître la perte de Lwow, de Wilno et de la moitié de la Prusse Orientale et s'opposaient à celui qui, ayant rejeté le projet français sur la séparation de la Ruhr, permet que dans la zone soviétique de l'Allemagne le Parti d'unité Socialo-Communiste couvre les murs des affiches rouges portant l'inscription: Pour la S.D.N. (Sozialistische Einheitspartei Deutschlands) l'ODER N'EST PAS UNE FRONTIERE.

Le gouvernement peut dire ce qu'il veut au sujet de la réaction et du fascisme polonais dont il a besoin pour justifier les excès de sa police; il provoque même la réaction mais, dans son ensemble, cette réaction n'est pas l'oeuvre des forces hostiles au progrès; elle est une simple et tragique réaction du sentiment de la liberté d'un peuple qui en connaît le prix mieux que quelque autre.

Le referendum fut employé par le peuple polonais pour dire au monde entier qu'il n'est pas libre et qu'il désire une démocratie où un "Non" ne sera pas jeté dans les égouts. C'est ce cri de détresse qui domine le referendum. Qui le comprendra?

Ayant entraîné ses agents au cours du referendum et satisfait de leur travail, le gouvernement a brusquement parlé des élections. Il les

24.7.46

POLOGNE.

L'anniversaire de l'insurrection de Varsovie.

Le 1 Aout 1946 il y aura deux ans que la capitale de Pologne, entraînée par le souffle d'enthousiasme qui s'est emparé de tous les peuples opprimés par l'Allemagne, se souleva et essaya de se libérer. Mais cette insurrection qui fut incontestablement une des plus héroïques dans l'histoire du monde et devrait être considérée comme l'expression la plus pure d'un combat pour tous ces idéaux au nom desquels la guerre fut déclarée - cette insurrection fut non seulement intentionnellement oubliée mais aussi couverte d'insultes.

Il serait inutile de rappeler l'immensité du sacrifice, d'héroïsme et d'abnégation dont la population entière a donné preuve pendant ces 65 jours d'un combat inégal. Ils sont bien connus et aucune propagande condamnant ce soulèvement ne pourra lui ôter sa grandeur. Seule la foi et l'attachement ardents à des idéaux éternellement vrais ont permis à la population de Varsovie d'endurer tant de souffrances et de continuer la lutte même en dépit de tout espoir. C'est que pour ces combattants de tous âges et de toutes classes ces idéaux n'étaient pas uniquement un recueil des simples conceptions idéologiques que - sous la pression des circonstances - on est prêt à échanger contre des succès. Cette croyance et cette conviction qu'il n'y a qu'une liberté, les guidaient à travers les pires horreurs et les remplissaient d'espoir même à l'égard de ceux dont ils n'avaient rien à attendre. Cela fut aussi la cause de leur perte. C'est peut-être ce qui a rendu cette lutte des plus tragiques.

Bien que deux longues années aient passé depuis, le soulèvement de Varsovie ne perd rien de son actualité. Il est toujours présent aux yeux de ceux qui y ont souffert et tous les étrangers qui rentrent de Pologne sont unanimes à reconnaître que son souvenir reste parmi la population comme celui d'un des plus beaux moments de leur existence. On s'en étonne parce qu'on ne veut pas comprendre aujourd'hui comme on n'a pas voulu comprendre alors, que ces moments terribles furent également les seuls moments où Varsovie a respiré l'air de cette liberté que la Pologne entière n'a cessé de désirer depuis.

Reconnaissant tout héroïsme et lui rendant un hommage poli, l'Occident a fini par s'en désintéresser. Calomniant et insultant, l'Orient employa cet élan pour expliquer que la liberté, pour laquelle sont morts les insurgés n'était qu'un mensonge. Mais quittant même les ruines de leur ville, les combattants de Varsovie n'ont pas cessé d'avoir toujours l'idée d'une seule liberté et ils n'ont pas voulu croire qu'on a abusé de leur confiance. Aujourd'hui, après deux ans, le pays entier pense toujours comme eux.

On a accusé Varsovie de témérité, d'un éclat de sentiments inconsidérés, de folie enfin. A force de couvrir l'insurrection d'épithètes où le courage fut la résultante du manque de raison et d'une action menée de l'étranger selon la formule "Meurent les hommes, vivent les principes" on a réussi à implanter la conviction, que le sacrifice de Varsovie fut dépourvu de toute raison stratégique et consenti uniquement pour l'ambition d'une clique de politiciens "réactionnaires" de Londres. On a même dit que Varsovie libérée devait constituer l'hérissseur fasciste sur les arrières de l'Armée Rouge et que tel était le bout véritable de cette action. Mais la violence de

de ces invectives d'un côté et le silence plein de gêne de l'autre ont seulement augmenté le sentiment de l'injustice qui fut commise dans le jugement de ce tragique événement. Et plus on se libère des préjugés qui furent imposés par la soi-disant "réalisme politique", plus ce sentiment devient avouable. Quelle était la Vérité? La langue des faits y sera le meilleur.

Aux armes.

Regardant les ruines et les tombaux, qui furent le seul résultat matériel de ce combat désespéré, on se demande: "Pourquoi?" Mais on oublie qu'à la même époque des dizaines de villes en France se soulevaient, qu'après quatre ans d'attente la victoire volait à travers l'Europe entière et devenait une réalité. Varsovie n'y resta pas insensible - bien au contraire. Soumise depuis cinq ans à une oppression épouvantable, amputée chaque jour par les déportations et par les exécutions, elle ressentait cet enthousiasme plus intensément que les autres. Elle le ressentait en toute confiance et elle réfléchissait, le cœur lui battait de plus en plus vite mais elle raisonnait.

Ces raisonnements ne s'appuyaient pas sur les rêves d'une libération venant de l'ouest comme on a voulu nous le faire croire. Ils étaient réalistes et soutenus par ceux qui s'approchaient des portes de la ville. Quand on lit les documents de cette époque, on voit que Varsovie avait des bases solides pour calculer une intervention armée contre les Allemands.

L'offensive soviétique, commencée le 22 Juin 1944 en Russie Blanche amène dans un temps-éclair la dispersion complète des trois armées allemandes: la 3-e Armée Blindée est battue près de Vitebsk, la 6-e près de Smolensk et la 9-e sur les rives de la Bérésina. Ces armées sont repoussées sur la ligne du Niémen près Kowno et dans les environs de Bialystok. L'avance soviétique est de 500 km. en trois semaines. Cependant le 10 Juillet 44 - avant même la fin de cette attaque, - commence une autre poussée russe partant des abords du Pripiet, de Wolhynie et de Podolie. La 4-e Armée Blindée allemande est dispersée entre le Boug et la Vistule et ses restes se rassemblent aux environs de Sandomierz. En même temps l'offensive alliée se développant avec succès en Normandie laissait prévoir un effondrement général et rapide de l'Allemagne. La tentative d'attentat contre Hitler en était le signe précurseur venant de l'intérieur même du pays ennemi.

L'affaiblissement du potentiel allemand fut particulièrement visible en Pologne par laquelle se repliaient les unités brisées sur le front de l'Est. Varsovie, constituant le noeud ferroviaire et routier le plus important, regardait chaque jour les restes d'une armée battue la traversant en désordre. Le 25 Juillet la radio de Moscou commence à prêcher le soulèvement contre l'envahisseur commun soulignant les meilleures intentions de l'URSS vis-à-vis des peuples libérés. Ces paroles sont entendues sans aucune arrière-pensée et l'idée d'une entente, d'une amitié forgée aux cours des ~~xxx~~ combats communs est généralement admise. L'Armée Clandestine polonaise/A.K./ayant reçu en Octobre 1943 l'ordre ~~xx~~ de son gouvernement de Londres de collaborer avec les troupes soviétiques, se bat partout depuis quelques mois. De Mars à Juin 44 la 27-e Division d'Infanterie de l'Armée Clandestine soutient les Russes en Wolhynie,

en Juillet 44 la 5-e D.I. prend part à la libération de Lwow et la 1-re et 19-e D.I. libèrent Wilno. Les rumeurs selon lesquelles ces unités furent désarmées et déportées en Russie sont considérées à Varsovie comme un mensonge allemand et personne n'y croit.

Les 25 et 26 Juillet 44 les armées soviétiques poursuivant l'ennemi touchent la Vistule et occupent les faubourgs d'ANNOPOL, de PULAWY, de DEBLIN et de MAGNUSZEW. Cette dernière localité, située au Sud de Varsovie, n'en est éloignée que de 50 km. En Galicie les troupes russes atteignent la rivière Wisloka: la route vers l'Ouest - en direction de la Silésie - est ouverte. En même temps la 2-e Armée allemande battue près de Brest-Litowsk se replie aux environs de Modlin et de Varsovie. Mais les Russes, attaquant du Sud-Est brisent les lignes de la défense extérieure de Varsovie près d'OTWOCKE et de WAWER. Du côté Est ils occupent MINSK MAZOWIECKI et s'approchent de RADZYMIN. Les forces allemandes sont incapables de s'opposer à la poussée de l'offensive soviétique qui ne s'est pas encore épuisée: l'occupation de Varsovie paraît être la question de quelques jours.

La terreur allemande fut particulièrement sanglante à Varsovie et la haine de l'occupant y fut immense. La population, connaissant l'action de l'Armée Clandestine ne peut se faire à l'idée que la capitale ne prendrait pas part à cet ultime combat contre les Allemands. La concentration des forces de l'A.K. y est la plus puissante de tout le pays. Ses forces s'élèvent à 40.000 hommes organisés en trois divisions d'infanterie. La 8-e, 10-e et la 28-e. A Varsovie se trouve également le Q.G. des organisations de la résistance. Il est impossible de faire sortir ces forces de la ville pour les employer au combat sur un autre terrain de même qu'il est impossible de consentir à leur déportation en Allemagne dont elles sont menacées par la publication d'une ordonnance allemande du 28 Juillet 1944 concernant la réquisition de la main d'œuvre.

Tout incline d'ailleurs que la capitale deviendra inévitablement le champ de bataille entre les Allemands et l'Armée Rouge. Il est donc préférable que Varsovie soit libérée par ses propres forces. Est-ce là du romantisme? Qui se rappelle les journées précédant la libération de Paris, où la volonté et la fierté étaient le seul armement sérieux avec lequel la population a commencé la libération de sa ville, celui-là comprendra Varsovie. La même volonté et la même fierté inspire tous ses habitants et ce sentiment est partagé par les autorités clandestines. A cet égard le gouvernement de Londres laisse la main libre au conseil des Ministres Territorial et au Commandement en Chef de l'A.K.

Les événements se pressent.

A mesure que l'Armée Rouge approche de Varsovie, les encouragements russes deviennent précis. Ils sont répétés par les organisations communistes à l'intérieur de la ville. Le 29 Juillet la radio de Moscou appelle ouvertement: "Varsovie, - aux armes". Toute la population de la ville doit s'unir autour de l'armée de la résistance. Attaquez les Allemands et facilitez le passage de la Vistule aux troupes soviétiques. Un million d'habitants c'est une armée d'un million d'hommes qui combattent pour la liberté de la Pologne." - En même temps la presse soviétique promet une proche libération de Varsovie.

Le 31 Juillet 1944 M. MIKOLAJCZYK, qui était alors le président du Conseil du gouvernement de Londres et se trouvait à cette date à Moscou, informe personnellement M. MOLOTOW quel insurrection peut éclater d'un jour à l'autre. M. Molotov lui répond que les troupes soviétiques ne sont qu'à 10 km. de Varsovie.

L'insurrection.

Le 1 Aout 44 à 17 heures à la suite d'un ordre donné par le Commandant en Chef de l'A.K. éclate l'insurrection. Etant donné que les Allemands comptaient avec la possibilité d'un soulèvement, elle ne les surprend pas. Ils sont seulement surpris du point de vue tactique par l'heure d'attaque et par son ampleur. Excepté quelques points d'appui plus forts, les insurgés s'emparent dès le premier moment de toute la partie de la ville située sur la rive gauche de la Vistule. L'insurrection de Praga - faubourg de Varsovie situé sur la rive droite - est matée après deux jours de combats. Pendant les sept premiers jours l'initiative reste aux mains de l'A.K.

Le 3 Aout 1944 M. MIKOLAJCZYK informe personnellement le Maréchal STALIN que l'insurrection a commencé. Le 9 Aout 44 le Maréchal STALIN lui donne la promesse de l'aide immédiate de l'aviation et déclare qu'il comptait sur l'occupation de Varsovie pour le 6 Aout 44, il exprime également sa conviction que l'arrêt de l'Armée Rouge sur les défenses extérieures de Varsovie n'est que momentané. Mais en même temps les Allemands amènent des renforts et contre-attaquent les insurgés. L'A.K. ne possédant pas d'armes lourdes ne peut s'opposer efficacement à une artillerie puissante et à l'aviation allemande. Seuls les chars sont combattus efficacement.

La tactique allemande vise à couper la ville en plusieurs secteurs isolés les uns des autres pour s'assurer la communication avec les faubourgs à travers les ponts sur la Vistule. Ils y réussirent et transforment la lutte en une liquidation méthodique des cinq secteurs principaux: Stare Miasto /Vieille Ville/, Powisle, Czerniakow, Mokotow i Zoliborz. En même temps l'Agence Soviétique TASS émet le 15 Aout un communiqué dans lequel les Russes déclarent toute la responsabilité et accusent le gouvernement de Londres d'avoir déclenché le soulèvement sans se mettre en communication avec le ~~XXXXXXX~~ commandement soviétique. Varsovie ne comprend pas ou plutôt elle comprend autre chose... La situation n'est pas claire d'autant plus qu'une contre-attaque allemande lancée au cours des premiers jours du mois d'Aout de WYSZKOW en direction de SIEDLCE fut facilement rejetée par les avant-gardes russes. L'immobilité des troupes soviétiques devient au moins étrange. Même leur aviation, très active en Juillet ne déploie aucune activité au dessus de Varsovie. Ou sont les promesses du Maréchal STALIN?

En dépit de ce brusque refroidissement des sentiments russes et d'une activité de propagande condamnant l'insurrection d'arguments contraires à ce que le Maréchal Stalin avait déclaré auparavant /On reproche surtout aux insurgés le déclenchement "prématuré" de l'action/ le Commandement de l'A.K. essaye d'entrer en contact avec l'Armée Rouge. Mais ces tentatives restent sans résultat et les Russes ne répondent pas aux dépêches et aux appels de Varsovie. Le Maréchal Rokossowski est sourd.

Pendant ce temps le secteur de la Vieille Ville est liquidé et les défenseurs passent le 1 Septembre 44 dans le centre par les égouts emportant leurs malades et leurs blessés. Ce raccourci des faits ne permet malheureusement d'en saisir toute l'épouvante. Etant donné que les Russes montrent peu d'empressement, les appels des insurgés se tournent de l'autre côté. Là-bas on veut bien les secourir et à partir de la deuxième décade du mois d'Aout une grande expédition de 400 fortresses volantes attend l'autorisation leur permettant d'atterrir dans les bases russes. La réponse soviétique n'arrive qu'après une longue attente. Elle est non seulement négative mais les Russes y précisent que même les avions endommagés au dessus de Varsovie n'auront

pas le droit d'atterrir derrière les lignes soviétiques.

Cependant la liquidation des insurgés se poursuit. Le 6 Septembre 44 tombe le secteur de POWISLE. Et c'est seulement le 14 Septembre 44 que l'Armée Rouge, après trois jours de combats, occupe Praga, faubourg de Varsovie. Mais cela n'apporte pas à Varsovie une aide efficace. Bien que les avions soviétiques parachutent enfin des armes, des munitions et du ravitaillement, ce secours est insuffisant et les troupes soviétiques s'immobilisent de nouveau. Elles ne font aucune tentative pour prendre la ville.

Le 18 Septembre l'aviation américaine effectue la seule opération de grande envergure qui ait lieu. L'expédition des 400 fortresses volantes, après un mois d'attente causée par le retard de la réponse soviétique, arrive au dessus de Varsovie. Mais il est trop tard. Le terrain occupé par les insurgés étant déjà très restreint, une grande partie du matériel parachuté tombe du côté allemand.

A ce moment les munitions sont presque épuisées. Comme nourriture il ne reste qu'un peu de blé. Le manque de produits pharmaceutiques est catastrophique, l'eau manque partout. La ville est soumise à une destruction méthodique, quartier par quartier. La radio libre de Varsovie, qui émet des communiqués réguliers depuis le 19 Août informant le monde de la situation dans la ville combattante, s'écrit le 29 Août 44: "La capitale de la Roumanie, deux jours à peine après s'être révoltée contre ses alliés d'hier, reçoit une aide que nous implorons depuis vingt six jours et que Varsovie attend vainement. Faut-il donc être ennemi pendant cinq ans et non un allié des plus fidèles pour être secouru?"

C'est à cette époque que les bruits dont on accusait la propagande allemande se confirment. Les Russes ont désarmé les détachements de l'A.K. à Wilno et ils ont également arrêté et désarmé toutes les unités provinciales de l'A.K. marchant au secours de Varsovie. Les Russes peuvent traverser la Vistule, ils la traversent. Dans la seconde moitié de Septembre deux bataillons soviétiques débarquent sur la rive gauche de la Vistule dans le secteur des arrondissements de CZERNIAKOW et de ZOLIBORZ. Leur traversée ne se heurte à aucune opposition efficace de la part des Allemands. Mais ces bataillons n'entreprennent aucune action et sont retirés après quelques jours.

L'agonie.

Le 21 Septembre tombe le secteur de CZERNIAKOW, le 27 Septembre le secteur de MOKCOW et le 30 Septembre le quartier de ZOLIBORZ. A partir de ce jour les insurgés sont resserrés dans un espace de 3 km. carrés, dans le centre de la ville. Dans ces conditions, n'ayant aucun indice qui puisse présager une offensive soviétique, les autorités civiles et le Commandement de l'A.K. acceptent la proposition allemande de capitulation. Elle fut signée le 2 Octobre et à partir de 21 heures les combats ont cessé. Les détachements de l'A.K. ont quitté la ville les 4 et 5 Octobre. La population fut totalement évacuée. Cette évacuation fut terminée le 15 Octobre.

Pendant 65 jours un des plus importants noeuds de communication fut paralysé et aurait pu être pris définitivement si l'aide eut été donnée aux insurgés. Les différentes unités allemandes dont l'effectif était de 3-5 divisions furent ainsi bloquées à Varsovie, parmi elles les meilleures unités comme la Division Blindée SS Herman Goering, la Division Blindée SS Wiking, et la 73-e D.I. firent engagées passagerement. Les Allemands ont perdu à Varsovie plus de 250 chars et voitures blindées, plus de 20.000 tués et blessés.

COM

L'A.K. a perdu le meme nombre de combattants. Les pertes de la population civile sont difficiles à évaluer mais elles dépassent 50.000 personnes. Que pouvait faire Varsovie? Ne pas se soulever? Mais alors elle n'aurait pas répondu aux appels des Russes et aurait été accusée de garder inutilement 40.000 hommes organisés et armés. On aurait dit qu'elle les a gardé pour des fins politiques. Non. Varsovie, confiante et sans aucune rancune, persuadée de la possibilité d'une collaboration avec ceux qui pourtant n'avaient jamais donné de preuves de la meme bonne volonté, avait choisi la solution qui seule s'imposait. Mais Varsovie fut abandonnée. A la lumière de ces faits le prétendu suicide ressemble étrangement à un meurtre prémédité. Et meme si elle eut commis une faute - ce qui n'est pas - il serait inadmissible d'accepter le raisonnement selon lequel la faute d'un faible est un crime et le crime d'un fort n'est qu'une faute.

X

X

X

31.7.1946.

P O L O G N ELa question juive.

Après le dernier "pogrom" de KIELCE où plusieurs dizaines de Juifs furent assassinés, la question juive en Pologne fut de nouveau posée et ne cesse d'intéresser l'opinion mondiale. Mais la façon unilatérale dont elle fut présentée dans la presse, la persistance avec laquelle on souligna uniquement un côté de ce problème, obligent à l'examiner plus attentivement.

Rappelons d'abord que l'opinion d'après laquelle le gouvernement de Varsovie ne poursuit aucune "politique juive"^{ne} correspond pas à la réalité. Bien que le nombre de Juifs est réduit (300.000 env.) et ce problème n'existe pas, cette politique est visible et elle est nettement ressentie par les Juifs polonais. Elle tend à éliminer les Juifs - et surtout les "petits Juifs" - du domaine auquel ils furent attachés traditionnellement. On ne possède pas encore de détails à ce sujet, mais certaines remarques dans la presse polonaise permettent de s'en rendre compte.

Ainsi l'organe du gouvernement, la "Gazeta Polska" du 11.7.46 en analysant la situation des Juifs en Pologne, écrit ce qui suit: "Les autorités gouvernementales s'efforcent principalement d'attirer dans les usines, ateliers et mines de charbon la plus grande quantité des anciens boutiquiers, camelots et petits commerçants juifs".

Cette information, émanant des milieux gouvernementaux, ne manque pas d'intérêt si on veut l'approfondir. Elle prouve que le gouvernement tend à éliminer certaines classes de Juifs d'un secteur économique dans lequel ils avaient gardé jusqu'en 1939 une liberté d'action absolue. Du point de vue juif cette politique fut toujours considérée comme une sorte de persécution.

A la lumière de cette information la supposition que l'antisémitisme est secrètement encouragé et provoqué même par le gouvernement (certains Juifs venant de Pologne en parlaient déjà dès l'automne 1945) paraissait justifiée. Mais elle fut surtout justifiée par les tragiques événements de Kielce.

Etant donné l'importance de ce problème bornons nous à la simple présentation des faits.

Le 4 Juillet 1946 plus de quarante Juifs sont assassinés à Kielce par une foule qui les exécute impunément de 10 heures du matin à 6 heures du soir. La presse polonaise élève un cri de reprobation spectaculaire en inculpant de ce crime la réaction et l'opposition. Ce cri - très juste d'ailleurs - est soutenu par la presse étrangère et toute l'opinion mondiale en est secouée. Mais depuis le commencement quelque chose sonne faux: parmi les assassins des Juifs on arrête les membres de la milice gouvernementale.

La presse de M. Mikolajczyk et la presse catholique, flairant une provocation, gardent une réserve. Mais en condamnant ce crime elles ne s'élèvent pas à la hauteur du ton de la presse "syndiquée". Le Parti Paysan Polonais et l'Eglise sont immédiatement reconnus comme les instigateurs du "pogrom". Le gouvernement escompte le "pogrom" de Kielce à son profit et il le fait de telle façon que l'affaire devient suspecte. Mais la vérité ne tarde pas à apparaître.

M. Mikolajczyk, mis en cause, réagit immédiatement. (Organe du Parti Paysan Polonais "L'Avenir de la Pologne" du 23.7.46). Le 5 Juillet déjà, c'est à dire un jour après les tragiques événements de Kielce, M. Mikolajczyk demande au cours de la réunion du conseil des ministres à M. Radkiewicz, chef du Ministère de la Sûreté, quelles sont les détails du "pogrom". Il exige surtout que M. Radkiewicz lui explique minutieusement ce fragment du communiqué officiel traitant de l'arrestation de ses miliciens. A cette question M. Mikolajczyk n'a pas reçu de réponse.

Le ministre Kiernik a attaqué également sans résultat le Ministère de la Sûreté en déclarant que la Milice a laissé assassiner les Juifs pendant huit heures sans s'opposer efficacement à ce crime.

Le même jour (5 Juillet) le colonel KAMINSKI, l'organisateur des Bataillons Paysans dans la clandestinité et député du Parti Paysan Polonais dans le Conseil National a déposé un amendement au cours de la réunion de la Commission de la Sûreté et d'Administration demandant l'envoi immédiat à Kielce d'une commission parlementaire spéciale qui enquêterait sur place.

Cet amendement soumis au vote fut rejeté par les voix des partis gouvernementaux.

La "Gazeta Ludowa", organe de Mikolajczyk, fut confisquée pour avoir publié la proposition pour avoir publié la proposition du co-

lonel Kaminski.

Le Samedi 6 Juillet, M. Mikolajczyk a fait une déclaration publique pour la "Gazeta Ludowa" flétrissant les événements de Kielce. La censure a interdit la publication de cette déclaration et en même temps tous les journaux gouvernementaux accusaient et attaquaient le Parti Paysan Polonais pour n'avoir pas pris position dans l'affaire du "pogrom". La déclaration de M. Mikolajczyk parut seulement le 7 juillet partiellement censurée et incomplète.

En même temps une action énergique fut entreprise à Kielce par le Président régional du Parti Paysan Polonais, M. PONIECKI. Au cours d'une réunion des représentants des partis politiques, M. Poniecki a consenti à signer une proclamation commune flétrissant le "pogrom". Cette proclamation fut publiée mais son texte, après avoir été fixé par tous, fut ensuite changé par les seuls représentants du Parti Ouvrier Polonais communiste.

Au cours de la même réunion on fut d'accord pour la création d'une commission mixte ayant pour but de faire la lumière sur les événements de Kielce. Mais en dépit des demandes catégoriques de M. PONIECKI tendant à la création de cette commission, elle ne s'est constituée jusqu'à aujourd'hui.

Cependant deux semaines après, le Chef de l'Office de la Sûreté à Kielce, le commandant SOBCZYNSKI et trois autres gradés de cet Office, furent arrêtés. Leur arrestation est en rapport avec le "pogrom" de Kielce. Selon l'opinion générale en Pologne (L'Organe de Mikolajczyk "L'Avenir de la Pologne" du 21.7.46) le commandant Sobczyński est un spécialiste dans l'organisation des "pogroms" et des actes de terreur nécessaires à la politique du régime. Son nom fut cité déjà lors d'un "pogrom" analogue qui eut lieu à RZESZOW l'année dernière de même que lors de l'assassinat de Ladislas KOJDER, militant du Parti Paysan Polonais. "Sans doute sa collaboration dans les événements de Kielce fut si évidente, que le ministre Radkiewicz, pour sauver la face, a été obligé d'arrêter son protégé" - conclut "L'Avenir de la Pologne".

Il devient donc de plus en plus clair que si l'antisémitisme subsiste parmi la population polonaise, il est encouragé et soutenu par le gouvernement. Ses excès sont dirigés surtout contre les "petits

Juifs" c'est à dire contre ceux dont on veut se débarrasser en les "attirant" vers l'industrie comme main d'oeuvre.

Mais il y a aussi - semble-t-il - d'autres raisons qui dépassent les limites de la politique intérieure et qui font du gouvernement de Varsovie l'exécuteur d'une politique tendant à se servir des Juifs pour brouiller les plans d'une autre puissance. L'ancien Ministre de l'Information auprès du gouvernement polonais de Londres, M. Adam PRAGIER, questionné à ce sujet, a fait le 13 Juillet dans le journal londonien polonais "Dziennik Polski i Dziennik Żołnierza" une déclaration très intéressante: "Je suis d'accord - a-t-il dit - avec les socialistes russes qui constatent depuis longtemps que la Russie est parcourue d'un fort courant d'antisémitisme non seulement toléré mais même dirigé par le parti communiste. Le reflet de ce courant arrivèrent déjà à Kielce... La liaison étroite des événements de Kielce avec l'ensemble de la politique soviétique possède encore un autre aspect: Comme on le sait le gouvernement de Varsovie encourage "l'émigration légale des Juifs". La politique d'une "émigration légale" est étroitement liée avec les visées soviétiques en Palestine. Le "pogrom" de Kielce est une - et non pas la première - tentative de chasser les Juifs de l'Europe. Plus tard on demande pour eux la place en Palestine...

Par conséquent cette action est dirigée non seulement pour discréditer les adversaires du régime mais aussi contre la Grande Bretagne".

On voit que ces déclarations, bien que "londoniennes" ne manquent pas de logique. En tout cas les événements "juifs" en Pologne leur donnent raison.

La suspension de l'activité du Parti Chrétien du Travail.

Le Parti Chrétien du Travail fut un des six partis autorisés en Pologne. C'était le parti auquel appartenaient auparavant Ignace Paderewski et le Général Sikorski et qui possédait une influence considérable en Pologne - particulièrement en Silésie et en Poméranie polonaise.

Bien que le Parti Chrétien du Travail ne fut pas représenté aux pourparlers de Moscou en Juin 1945 qui ont abouti à la création de l'actuel gouvernement provisoire de Varsovie, M. POPIEL, Chef du parti, fut autorisé à reprendre son activité.

Mais cette reprise fut autorisée à la condition que les postes directeurs dans le parti soient confiés à MM. FELCZAK et WIRSKI, deux

membres placés sous l'obédience du groupe communiste.

En dépit de l'opposition des autres membres du parti, M. Popiel accepta cette condition espérant qu'avec le temps les relations avec les communistes deviendront suffisamment aménables pour que l'activité du parti n'en souffre pas trop.

Cependant cette mésalliance du groupe chrétien avec les communistes a eu toutes les suites d'un mariage de cette sorte. Les nombreuses arrestations des militants locaux opérées surtout en Silésie en Avril 1946 ont refroidi les sentiments procommunistes de M. Popiel.

Le 21 Juillet devait se réunir à Varsovie le Congrès du Parti Chrétien du Travail afin d'élire les nouveaux chefs du parti. Mais le 13 Juillet les éléments communistes du Comité Central Exécutif du parti se sont réunis sans avoir invité M. Popiel et ont pris une résolution selon laquelle le Congrès du Parti Chrétien ne peut avoir lieu avant qu'une épuration ne soit faite parmi les membres et les délégués au Congrès.

M. POPIEL a répondu à cette attaque en décidant que le Congrès aurait lieu comme annoncé et que les délégués désignés pour ce Congrès y prendraient part.

En ce moment le gouvernement est intervenu en interdisant ce congrès. En signe de protestation M. Popiel en sa qualité de président du Parti Chrétien du Travail a dissout le parti et les sept députés représentant ce mouvement auprès du Conseil National ont démissionné.

Il est possible que le groupe communiste du Parti continuera son activité sous le nom du Parti Chrétien du Travail.

Les dernières nouvelles.

Une Française, habitant depuis 20 ans à Cracovie et avant quitté la Pologne le 11.7.46 pour rejoindre son mari se trouvant actuellement en Italie, rapporte ce qui suit:

"Le referendum est généralement reconnu comme la plus grande mystification dans son genre. Les ouvriers votaient "Non" à la première et à la seconde question. On n'a aucun doute que les résultats furent falsifiés partout. La population ne s'étonne plus de rien. On sent de plus en plus que le gouvernement poursuit son plan de soviétisation du pays.

Le bruit court qu'on envisage de fermer les lycées pour une durée de cinq ans afin de limiter la formation des intellectuels dont le pays est surchargé. L'enseignement secondaire et supérieur serait remplacé

par 8 ans d'école et par 2 ans d'une Académie préparant différents spécialistes.

On maintient partout l'atmosphère du provisoire, on ne laisse pas les gens établir leur vie d'une façon stable. Il s'ensuit une fièvre qui s'empare de tout le monde. Un chef de service par ex. qui commence à être estimé et aimé par ses subordonnés est immédiatement muté ailleurs sous n'importe quel prétexte. Il y a en Pologne une expression courante qui appelle tout cela une "pagaie organisée". Cette pagaie organisée est considérée comme un des traits le plus caractéristiques du régime actuel qui là encore tire son inspiration des méthodes russes.

Le salaire mensuel moyen d'un ouvrier ou d'un employé suffit à peine pour vivre une semaine. Par conséquent tout le monde trafique ou vole tout simplement. On existe et on peut vivre d'une façon normale (c'est à dire en achetant au "marché libre") uniquement quand on a une "combine" ou quand on appartient au parti communiste.

Cracovie, ayant voté "Non" presque au complet est considérée par le gouvernement comme le lieu empesté. Le jour du départ de Mme... il y a eu à Cracovie des arrestations en masse. Un de ses plus proches amis fut arrêté.

Il est presque impossible d'apprendre ensuite où se trouve le détenu. Vu le manque de places dans les prisons on enferme souvent les détenus dans les caves des maisons dans différents endroits de la ville. Ces arrestations ne menaçant pas leurs victimes d'une mort presque infaillible comme pendant l'occupation allemande, sont acceptées plus "philosophiquement" et avec plus de résignation. Sachant que dans la plupart des cas les détenus sont vivants et se trouvent "quelquepart" on compte les revoir "un jour".

En général règne la philosophie du désespoir ou plutôt de la résignation entrecoupée d'accès d'espoir utopiques. On tue ce sentiment de résignation par un travail fébrile et par une activité impressionnante qui témoignent d'une grande vitalité de la nation.

L'activité intellectuelle et artistique est très grande et se développe surtout dans les cénacles composés des personnes qui se connaissent depuis longtemps et qui ne craignent pas de discuter librement entre eux.

Le répertoire des théâtres est de plus en plus sous l'influence et sous le contrôle du gouvernement. Les cinémas projettent presque uniquement le vieux films polonais qui étaient toujours mauvais ou les films

soviétiques dont on a déjà assez.

M. Mikolajczyk est partout considéré comme l'incarnation de tous les espoirs. Il est actuellement soutenu par 80 - 90% de la population. Mais après le referendum on ne se fait aucune illusion sur les "résultats" des élections.

La paysannerie entière est pour lui et il arrive souvent que des réunions de paysans se terminent par les cris: "Mikolajczyk, sauve la Pologne!" ce qui produit à son tour l'arrestation des paysans qui manifestent ainsi.

On commence à persécuter surtout les paysans qui grâce à la possession des fermes moyennes jouent un rôle un peu plus important parmi les autres "petits" paysans ou occupent une place quelconque dans la hiérarchie du Parti Paysan Polonais. On est d'accord pour considérer cela comme le commencement d'une lutte contre les "koulak".

L'inquiétude ne cesse de croître.

- - - - -

A.B.

6.8.46.

P O L O G N E .L'antisémitisme dirigé.

M. Raphael LOC, chef du Département des Pays du Proche Orient dans le Département Politique du Ministère des Affaires Etrangères du gouvernement de Varsovie est arrivé en Paléستine en qualité de Consul Général. Le 18 Juillet M. LOC organisa une conférence de presse à Tel-Aviv au cours de laquelle il a fait maintes déclarations au nom du gouvernement. Entre autres il a parlé au sujet des "pogroms" en Pologne. Ses déclarations à ce sujet sont dignes d'être notées vu la sincérité ou plutôt la maladresse de ce diplomate.

M. LOC déclara notamment qu'en ce qui concerne les "pogroms" des Juifs ceux-ci vont continuer jusqu'au d' Octobre 1946 ~~XX~~. Cette capacité de prévoir et de fixer même la date jusqu'à laquelle les "pogroms" continueront provoqua chez les représentants de la presse paléstinienne moins d'admiration et l'appréciation de l'esprit politique du diplomate que l'effroi et l'indignation qu'un envoyé du Ministère osât annoncer ouvertement et d'avance les massacres des citoyens polonais juifs. Il est évident que M. Loc en annonçant la continuation des "pogroms" ne voulait pas trahir les secrets de son gouvernement mais il l'a fait malgré lui en voulant trop bien servir les intérêts de ses supérieurs.

La "Palestine Post" de Jerusalem dans son édition du 19 Juillet présente ce passage des déclarations de M. Loc comme suit: "Les "pogroms" en Pologne vont continuer jusqu'au moment des élections en Octobre et prendront fin si la réaction est battue - a déclaré hier M. Loc, le nouveau Consul Général polonais au cours d'une conférence de presse". 1/.

Cependant la presse hébraïque accueillit cette déclaration avec beaucoup plus d'inquiétude. Mentionnant les allusions de M. LOC contre l'Eglise catholique en Pologne, la presse hébraïque demande: se peut-il que le gouvernement de Varsovie, qui a réussi à rompre le concordat avec le Vatican et à suspendre l'activité d'une

1/ En texte: "Pogroms in Poland were to continue until the elections in October, but would cease if the reactionaries were defeated, the new Polish Consul General Mr. Raphael Loc, declared in a press interview yesterday.

organisation confessionnelle juive "AGUDAT ISRAEL" - se peut-il que ce gouvernement soit si faible et si impuissant qu'il est obligé d'attendre passivement jusqu'au mois d'Octobre pour pouvoir supprimer les "pogroms"?

Sur cette question posée par la presse hébraïque, M. Loc a répondu par une déclaration supplémentaire. Il constata que l'organisation des Juifs orthodoxes "AGUDAT ISRAEL" dirigée en Pologne d'avant-guerre par l'association des rabbins "était une institution profasciste qui avait sa place auprès de l'ancien gouvernement et que par conséquent elle ne pouvait pas être maintenue dans la Pologne nouvelle et démocratique".

Faisant abstraction d'une curieuse découverte des "Juifs orthodoxes profascistes", il faut noter que les représentants palestiniens de "AGUDAT ISRAEL" ont déclaré que si on continue ce raisonnement, les communistes dirigeant aujourd'hui la Pologne vont annoncer bientôt que les rabbins polonais collaboraient avec les Hitlériens en massacrant les Juifs à Auschwitz, Maidanek et Treblinka.

Pour effacer la mauvaise impression qu'ont fait sur les Juifs palestiniens les prédictions de M. Loc, il déclara ensuite au nom du gouvernement de Varsovie qu'au cours de la Conférence de la Paix à Paris son gouvernement soutiendrait "les justes droits de la nation juive pour coloniser et gouverner la Palestine".

Il est à remarquer que quelques jours avant l'ambassadeur du gouvernement de Varsovie à Rome, M. KOT, déclara au chef des rabbins de Rome, N. PRATO, que "pendant la Conférence de la Paix à Paris le gouvernement polonais prendra la même position vis-à-vis des desiderata sionistes que l'URSS parce que le gouvernement polonais est obligé d'accorder sa politique extérieure avec Moscou" (1). Cette déclaration de M. Kot citée ici textuellement fut communiquée par l'Agence "PALCOR" le 16 Juillet sous le titre "Une sincérité inouïe d'un diplomate".

La déclaration de M. KOT ainsi que les aveux de M. LOC confirment pleinement les conclusions selon lesquelles l'antisémitisme et les "pogroms" en Pologne sont le résultat d'une action organisée par le gouvernement pour diffamer l'opposition d'une part (politique intérieure) et pour appuyer la politique soviétique tendant à compromettre les Anglais en Palestine par l'afflux des Juifs persécutés d'autre part (politique extérieure Moscou-Varsovie).

Mikolajczyk au temps passé.

Le dernier numéro de la "Nouvelle Libération" (Juillet 46) nouvel organe du groupe dissident du Parti Paysan Polonais, qui s'est détaché du parti Mikolajczyk avant le referendum en enjoignant de voter "Oui" contrairement aux recommandations de M. Mikolajczyk, contient une déclaration très significative: "Les résultats de la politique de M. Mikolajczyk sont fatals et dignes d'être flétris. M. Mikolajczyk a v a i t de grandes possibilités, il p o s s é d a i t la confiance de la nation, il p o u v a i t faire partie de ceux qui gouvernent la Pologne. Il a tout g a c h é, p e r d u e t a n é a n t i. Ainsi agissent les politiciens incapables, mauvais, nuisibles et ambitieux. Il n'est pas regrettable qu'il a i t p e r d u sa chance de réussir; il est regrettable et triste que c'est à la nation et au gouvernement qu'il nuit et que - tombant dans un gouffre - il essaie par sa politique catastrophique d'y attirer le pays entier".

Cette déclaration, très claire, fait partie des incessantes attaques de la presse gouvernementale contre M. Mikolajczyk. Ces attaques sont de nouveau de plus en plus violentes et ne se limitent pas à une campagne de presse.

Dans les milieux dirigeants du Parti Paysan Polonais on considère que si le parti refusait encore une fois d'entrer dans le bloc des partis gouvernementaux avant les élections et s'il refusait de changer son attitude en ce qui concerne le vote sur la liste unique, on envisagerait la possibilité de suspendre l'activité du Parti Paysan Polonais et de ne pas l'autoriser à prendre part aux élections sous prétexte qu'il est "antidémocratique".

S'il s'agit de la situation actuelle, on attache une grande importance à la dépêche de M. Staline à M. Bierut à l'occasion du deuxième anniversaire de la libération de la Pologne. Staline y parle "de la Pologne démocratique qui prend courageusement la direction du développement d'un état national".

Dans les milieux politiques on considère ces paroles comme un encouragement pour le gouvernement de Varsovie d'agir plus "énergiquement" envers l'opposition politique et l'Eglise.

L'électrification de la campagne.

L'organe de la presse gouvernementale "Dziennik Zachodni" du 5.6.46 écrit ce qui suit: "Varsovie. Selon le plan présenté au Comité Economique du Conseil des Ministres par la Direction Générale de la Radio Polonaise on procédera au cours de l'année 1946 à la construction de plus de 5.000 km de lignes électriques et à l'installation de 100.000 haut-parleurs dont 40.000 seront prévus pour la campagne".

M. Etienne Morin explique le rôle de ces haut-parleurs dans le "Figaro" du 21-22 Juillet ("Quand je vivais avec les Russes"): - "Dans les maisons où je vais, il y a la TSF sous forme de haut-parleur déversant obligatoirement les avis et les discours choisis au centre du parti où se trouve l'appareil émetteur".

Cela s'appelle l'électrification. Cela s'appelle aussi la culture - d'un parti évidemment. Et autrefois cela s'appellait aussi tout simplement "Lautsprecherpropaganda"...

A.B.

13.8.46.

P O L O G N ELe catholicisme et l'Eglise.

Un des traits les plus caractéristiques de la vie polonaise d'après-guerre est l'approfondissement et l'élargissement de l'esprit et de la pensée religieuse. C'est surtout la pensée catholique qui démontre une activité de plus en plus intense. Passive avant la guerre se limitant plutôt à la considération des questions strictement confessionnelles et somnolente même grâce à la reconnaissance traditionnelle du catholicisme par toute la nation pour laquelle les problèmes ~~religieux~~ religieux ne se posaient pas (on a justement remarqué que Polonais et catholique était souvent synonyme) la pensée catholique polonaise est devenue subitement très active. Réveillé pendant l'occupation allemande, elle a subi une transformation remarquable. Cette transformation consistait avant tout dans l'introduction de la pensée et de la philosophie catholiques dans l'ensemble de la vie. Depuis un an cette tendance ne cesse pas de se développer constituant ainsi le courant spirituel et i d é o l o g i q u e le plus important.

On peut dire qu'en comparaison avec l'avant-guerre, le catholicisme polonais s'est "laicisé" et qu'il est entré dans une phase nouvelle, inconnue jusqu'à présent en Pologne. Ce phénomène se manifeste dans les multiples domaines de la vie collective. Il ne se limite pas à une intensification des manifestations extérieures des sentiments religieux comme l'affluence de la population dans les églises ou le respect fidèle des règles liturgiques, il n'est pas identique avec une sorte de primitivisme religieux sous forme de cléricalisme ou de bigoterie. Les catholiques "progressistes" considérant le catholicisme polonais comme le catholicisme encore un peu moyenâge y combattent une erreur. La foi instinctive et non raisonnée, cette foi - on pourrait dire - hérité n'a rien de commun avec le moyen-âge. Ce phénomène est plus ample et il est d'une apparition récente dans la vie spirituelle de la Pologne. Il n'est pas unilatéral et on y est frappé en même temps par la multiplicité des problèmes dont il n'hésite pas à chercher des solutions aux questions sociales, économiques, culturelles et politiques les plus difficiles. A part là l'étendue de cette pensée non moins frappant et neuf est son tempérament, son courage et sa manière presque révolutionnaire d'attaquer tous les problèmes.

Avant la guerre la pensée catholique n'était représentée que par un seul périodique, une revue mensuelle "Przegląd Powszechny" paraissant à Cracovie. Aujourd'hui il y en a plusieurs qui paraissent chaque semaine et étonnent par la richesse de leur contenu, par leur combativité et leur esprit de polémique. Laisant intacts les principes fondamentaux de la vie religieuses ils n'appellent pas le retour à ces formes de la vie politique, sociale et culturelle qui n'ayant pas supporté l'épreuve du temps ont dû céder leur place à des formes nouvelles. Ce courant d'idées se caractérise généralement par un esprit particulièrement réformateur dans le domaine social et économique. Les partisans de cet esprit nouveau ne se recrutent pas seulement parmi les publicistes jeunes mais aussi parmi les écrivains connus depuis longtemps et appartenant au différents partis politiques.

Mais bien que cette pensée catholique renouvelée dépasse souvent dans son radicalisme les partis politiques qui croient détenir le monopole du progrès social, elle cherche autre solution que le matérialisme marxiste. Les catholiques polonais, même très avancés du point de vue social, ne se font pas d'illusions et ne cherchent pas à plaire au communistes. Ce n'est pas l'idée d'une entente menant à la soumission, mais l'idée d'une lutte pour les vérités chrétiennes dans les cadres d'une société socialisée qui anime le nouveau catholicisme polonais.

Dans un de ses discours (le 28.7.45 à Poznan) le Primat de Pologne, Cardinal HLONH a clairement défini l'attitude du catholicisme: "Bien qu'entre l'idéologie chrétienne et la doctrine marxiste il y a des points communs par exemple en ce qui concerne le développement de la civilisation, la nécessité de remonter le niveau culturel et matériel des masses et le besoin des réformes sociales, la différence entre les principes du christianisme et du matérialisme historique est si essentielle qu'il n'est pas possible de les concilier... Nous n'avons pas peur ni modernisme, ni changements sociaux, ni de la forme populaire du régime si les principes de la moralité chrétienne inchangeable restent honorés".

Il est évident que cette attitude des catholiques polonais ne convenait pas au régime. Mais connaissant le prestige de l'Eglise et ayant sous les yeux le développement si violent du catholicisme, le

gouvernement de Varsovie n'osât pas persécuter la religion. Néanmoins elle le gênait de plus en plus. Laisant alors l'Eglise apparemment tranquille, ce qui a servi à tous les catholiques "progressistes" de l'Occident pour blâmer l'intransigeance des catholiques polonais, les autorités de Varsovie ont commencé depuis longtemps déjà à décomposer l'unité catholique polonaise. Cette action fut renforcée par la pression de l'extérieur consistant dans la rupture du Concordat, la campagne de la presse gouvernementale et dernièrement dans une attitude ouvertement hostile envers l'Eglise.

Si il s'agit de tentatives de la décomposition de l'unité catholique, elles furent signalées depuis quelque temps par la presse catholique. Ainsi "Polska Wierne" du 14.7.46 (hebdomadaire catholique polonais) rapporte un détail très intéressant: "La création de l'Eglise Nationale (Eglise détachée de Rome) a échoué. En dépit de ses efforts cette église ne trouve pas de partisans, mais par contre une activité intense est menée par les différentes sectes comme par exemple par celle des Jehoviens. Ces sectes disposent de sommes d'argent importantes provenant de sources inconnues".

Il semble que nous assistons ici à un cas-type du travail d'un parti qui sert de mêmes moyens dans sa lutte politique avec les partis d'opposition. Etant donné le dernier appel du Cardinal HLOND qui est passé inaperçu, on constate le renforcement de ce travail et on commence de reconnaître les sources mystérieuses de "sommes d'argent importantes". En effet le 6 Août 46 le gouvernement de Varsovie a légalisé l'Eglise Nationale. Le 7.8.46 le Cardinal HLOND a publié une lettre pastorale dont un passage témoignant de la gravité de la situation est encore plus caractéristique: "Quiconque appartiendra à l'Eglise Nationale sera exclu de l'Eglise du Christ et de la foi de ses pères. Il ne recevra pas les sacrements et sera privé d'un enterrement chrétien. Ni pour l'or, ni pour les dons de l'étranger il n'est pas permis de vendre sa foi et son âme immortelle. L'or reçu pour la trahison ne porte pas bonheur!"

Faisant abstraction du ton "médiéval" de cette lettre, constatons seulement que ceux dont les faveurs sont si appréciés par les catholiques de l'Occident, que l'on espère même les convertir un jour,

1. 1940 1941 1942 1943 1944 1945 1946 1947 1948 1949 1950 1951 1952 1953 1954 1955 1956 1957 1958 1959 1960 1961 1962 1963 1964 1965 1966 1967 1968 1969 1970 1971 1972 1973 1974 1975 1976 1977 1978 1979 1980 1981 1982 1983 1984 1985 1986 1987 1988 1989 1990 1991 1992 1993 1994 1995 1996 1997 1998 1999 2000 2001 2002 2003 2004 2005 2006 2007 2008 2009 2010 2011 2012 2013 2014 2015 2016 2017 2018 2019 2020 2021 2022 2023 2024 2025 2026 2027 2028 2029 2030 2031 2032 2033 2034 2035 2036 2037 2038 2039 2040 2041 2042 2043 2044 2045 2046 2047 2048 2049 2050 2051 2052 2053 2054 2055 2056 2057 2058 2059 2060 2061 2062 2063 2064 2065 2066 2067 2068 2069 2070 2071 2072 2073 2074 2075 2076 2077 2078 2079 2080 2081 2082 2083 2084 2085 2086 2087 2088 2089 2090 2091 2092 2093 2094 2095 2096 2097 2098 2099 2100 2101 2102 2103 2104 2105 2106 2107 2108 2109 2110 2111 2112 2113 2114 2115 2116 2117 2118 2119 2120 2121 2122 2123 2124 2125 2126 2127 2128 2129 2130 2131 2132 2133 2134 2135 2136 2137 2138 2139 2140 2141 2142 2143 2144 2145 2146 2147 2148 2149 2150 2151 2152 2153 2154 2155 2156 2157 2158 2159 2160 2161 2162 2163 2164 2165 2166 2167 2168 2169 2170 2171 2172 2173 2174 2175 2176 2177 2178 2179 2180 2181 2182 2183 2184 2185 2186 2187 2188 2189 2190 2191 2192 2193 2194 2195 2196 2197 2198 2199 2200 2201 2202 2203 2204 2205 2206 2207 2208 2209 2210 2211 2212 2213 2214 2215 2216 2217 2218 2219 2220 2221 2222 2223 2224 2225 2226 2227 2228 2229 2230 2231 2232 2233 2234 2235 2236 2237 2238 2239 2240 2241 2242 2243 2244 2245 2246 2247 2248 2249 2250 2251 2252 2253 2254 2255 2256 2257 2258 2259 2260 2261 2262 2263 2264 2265 2266 2267 2268 2269 2270 2271 2272 2273 2274 2275 2276 2277 2278 2279 2280 2281 2282 2283 2284 2285 2286 2287 2288 2289 2290 2291 2292 2293 2294 2295 2296 2297 2298 2299 2300 2301 2302 2303 2304 2305 2306 2307 2308 2309 2310 2311 2312 2313 2314 2315 2316 2317 2318 2319 2320 2321 2322 2323 2324 2325 2326 2327 2328 2329 2330 2331 2332 2333 2334 2335 2336 2337 2338 2339 2340 2341 2342 2343 2344 2345 2346 2347 2348

aujourd'hui par les catho-
politiques et leurs ad-
ment général et
tion de la Pologne
nt et s'organisent au-
ut défendre ces vérités
t menacées.

1. L'Église et la vie
C'est la première section de

10.10.46.

LA SITUATION DES D.P. POLONAIS.

Selon les dernières informations provenant d'une source autorisée, l'activité de l'UNRRA cessera à partir du 1 janvier 1947. Au cours du mois de septembre 1946, 40% des agents de cette organisation reçoivent leur préavis de licenciement. La création d'une nouvelle organisation remplaçant l'UNRRA et patronné par l'ONU n'est pas encore envisagée et tous les projets tendant à en créer une sont plutôt vagues. En présence de ces nouvelles quelle sera donc la situation de nombreux D.P. polonais et autres restant toujours en Allemagne et en Autriche? Selon les mêmes informations provenant de l'UNRRA on voit que les employés de cette organisation ont reçu des directives pour que sur env. 400.000 Polonais en Allemagne et en Autriche qui refusent de retourner en Pologne on rapatrie coûte que coûte 300.000. Ceux qui resteront seront confiés à l'administration allemande où pour 1 allié il y aura 12 Allemands. Le problème des D.P. s'aggrave; il se complique encore, par l'arrivée en Allemagne des réfugiés polonais et ukrainiens (env. 2.000 par semaine). Ceux-là sont considérés comme coupables d'avoir franchi la frontière illégalement et rendus aux autorités allemandes qui en disposent selon leur volonté. Qui le sait? Presque personne. On évite d'en parler. Le silence doit couvrir ici comme ailleurs la gêne et les injustices qui y sont commises; car les méthodes employées envers les D.P. restent en complète contradiction avec les principes initiaux dont s'inspiraient les Alliés en libérant en Allemagne les millions des victimes du nazisme. Et après deux ans ces victimes continuent à demeurer des victimes. Leur existence devient de plus en plus gênante pour les Alliés et bien que de nombreuses déclarations aient été faites à ce sujet, on évite soigneusement d'élever cette question au rang d'un problème, des plus importants. Bien au contraire! quand on y contemple la documentation on est presque tenté de constater que tout se poursuit selon les meilleures méthodes totalitaires: on liquide le problème par la liquidation de ceux qui le créent.

Sur 500.000 env. des D.P. et prisonniers de guerre qui restent encore sur le territoire allemand, les Polonais constituent la plus forte majorité. Leur nombre atteint le chiffre de 402.660 (9 août 1946) soit 344.199 D.P. civils et 58.461 prisonniers de guerre. S'il y a

donc un problème des D.P. c'est surtout l'existence des D.P. polonais qui le crée et les méthodes ayant pour but de s'en débarrasser sont caractéristiques pour l'ensemble de la situation des D.P. en Allemagne et en Autriche.

La plupart des D.P. (85%) refuse de rentrer dans son pays d'origine. Le referendum organisé par l'UNRRA expliqua clairement les motifs de cette décision. Ils sont les mêmes chez les Polonais et chez les autres: occupation soviétique et la situation politique dans le pays gouverné par le régime imposé par Moscou. Or, les autorités de l'UNRRA se trouvant devant ce refus catégorique décidèrent de le briser indirectement et directement. Cette décision, prise au détriment de tout ce qui fut officiellement dit et statué au sujet des D.P. est à l'origine de tous les abus commis depuis lors. Les dernières décisions de Genève (Août 1946) prises par le Conseil Général de l'UNRRA ont renforcé encore le "zèle" des employés de cette organisation et des autorités d'occupation. Les méthodes de pression sont devenues officielles et même préconisées par les milieux dirigeants de cette institution. Elles sont très simples et rappellent souvent aux D.P. leur triste passé.

Le "rapatriement accéléré".

Le moyen le plus efficace de la réduction du nombre des D.P. consiste dans le traitement qui les oblige au retour dans leur pays contre leur gré. On leur crée des conditions de vie si insupportables qu'ils n'ont aucune autre possibilité que de s'inscrire sur les listes de départ. Plus ils protestent contre ce procédé, plus ils sont persécutés. (Il faut souligner que l'expression "persécutés" n'est pas trop forte à cette occasion).

Ainsi les rations de nourriture distribuées par l'UNRRA sont progressivement diminuées et nettement insuffisantes. Cela oblige les habitants des camps à se procurer la nourriture, à se "débrouiller" ce qui n'est pas toujours légal. Par conséquent ils sont punis pour avoir pratiqué le marché noir. Mais on peut se demander qui les y oblige? Sûrement, il y a beaucoup de cas où les excès de cette nature ne sont pas le résultat des conditions difficiles et il serait vain d'essayer d'idéaliser le niveau moral de ce troupeau humain, le niveau qui baisse toujours; car on ne donne aucune possibilité à ces

hommes pour qu'ils cessent d'être un troupeau.

Les conditions de logement dans les barraques sont généralement au dessous des exigences de l'hygiène la plus élémentaires. Ces logements rappellent souvent les camps de concentration allemands. On se soucie peu de la santé et des conditions de vie des D.P. qui eux-mêmes ne peuvent pratiquement rien faire même s'ils le voulaient.

Dans le centre "La Guardia" à Weiden par exemple chaque D.P. ne dispose que de la surface de 3.30 m² par personne. Sur 57 barraques prévues pour le logement 10 seulement se prêtent à ce usage. Les familles et les célibataires habitent ensemble les mêmes locaux. Il y manque 105 portes, 291 fenêtres sont clouées et les autres ont des vitres de cellophane. Sur 2.643 habitants du camp il n'y a que 97 places dans les latrines et un robinet aux lavabos doit servir pour 33 personnes. 10% des habitants souffrent de la gale. Les demandes de médecins polonais désirant améliorer cet état de choses sont reçues par les employés de l'UNRRA avec un haussement d'épaules.

Parmi les nombreuses "distractions" ayant pour but de convaincre les D.P. de la nécessité du retour dans leur pays se trouve aussi le déplacement continuels des camps ce qui ruine définitivement ces personnes déplacées. N'ayant pas la possibilité d'emporter chaque fois avec eux tout ce qu'ils ont réussi à se procurer pour améliorer leur existence (quelques meubles, matelas, vaisselle, etc.) il sont constamment réduits à la vie la plus primitive.

Toutes les organisations polonaises créées spontanément par les D.P. qui sauraient assurer l'ordre et la sécurité dans les camps si on leur laissait la liberté d'action (surtout la police des camps) sont systématiquement dissoutes. Ces mesures visent à convaincre les D.P. qu'ils dépendent uniquement des autorités occupantes et de l'UNRRA. Ils facilitent en outre le "contrôle" des camps "exécuté dernièrement sous diverses formes. Ce "contrôle" consiste souvent dans le pillage pur et simple des camps sous prétexte de poursuite des criminels et des trafiquants.

Le compte-rendu du "contrôle" de camp Köln-mülheim exécuté le 26.7.46 par le détachement de l'infanterie et de la gendarmerie belges sous le commandement des officiers anglais et belges et dirigé par le colonel White du Stadtkreis Köln rappelle les temps qu'on croyait perdus. A 5 h. du matin le camp fut entouré de mitrailleuses.

Après avoir désarmé la police du camp, les soldats ont commencé un pillage méthodique. Les portes furent défoncées, les malles coupées avec des couteaux. Les D.P. furent dépouillés de leur argent, on enlevait les montres de leurs mains avec une dextérité tout-à-fait orientale et on a "confisqué" des souvenirs de famille que les Allemands même avaient épargnés. Aucun reçu n'en fut délivré et les cigarettes ainsi que la nourriture réquisitionnées furent partagées entre les soldats sous les regards des D.P. Même la caisse et le bureau de la paroisse du camp ainsi que la caisse du coiffeur de la coopérative disparurent. Le pillage a pris de telles proportions que même le directeur local de l'UNRRA en fut indigné et essaya de protester, mais le colonel White le menaça d'arrestation.

Deux faits sont à souligner: 1/ les soldats belges employés dans cette opération évitaient de parler français ou flamand. Par contre ils se servaient abondamment de l'allemand, en calomniant la nation polonaise, 2/ un officier soviétique connu par les D.P. grâce à ses fréquentes (?) visites dans le camp, s'est présenté le lendemain en affirmant aux D.P. que s'ils désiraient éviter des incidents pareils il suffisait de descendre du mat au camp la flamme anglaise et d'y monter - le drapeau soviétique.

Les résultats matériels du "contrôle" furent déplorables: les alliances, les montres, les machines à écrire et les motos légalement acquises ont disparu. Même les D.P. qui avaient leur bagage préparé pour partir le lendemain en Pologne furent les victimes du pillage. Pillés par les amis ils retournaient au pays pillé par les ennemis.

Le "contrôle" du camp Köln-Mülheim qui n'est pas une exception dans la vie des D.P. en Allemagne - a eu un seul résultat: il a semé la haine contre les alliés occidentaux.

La justice - allemande.

Chaque "contrôle" du camp est évidemment suivi de quelques arrestations des D.P. inculpés de différents délits. Ces arrestations sont justes ou injustes. L'atmosphère des camps, d'oisiveté appliquée ne sont pas propices au relèvement du niveau moral des habitants. Mais malgré tout ce qu'on y fait pour l'abaisser il y a toujours des éléments sains. Cependant ils sont impuissants et c'est souvent eux

qui pâtissent le plus.

Le jugement des D.P. devant les tribunaux est pratiquement confié aux secrétaires allemandes. Le journaliste anglais, Sefton Delmer, déclare que c'est surtout dans la zone d'occupation américaine que les secrétaires allemandes sont omnipotentes. La traduction d'un D.P. devant le tribunal est exécuté comme suit: le juge ne connaît pas la langue allemande; sa secrétaire lui sert d'interprète et dispose ainsi de tous les éléments de l'affaire; elle dirige les dépositions des inculpés et des témoins etc. Mais il arrive souvent que l'inculpé lui aussi ne connaît pas l'allemand. Dans ce cas la secrétaire trouve un interprète parmi ses amis. Il faut remarquer qu'un D.P. polonais ne reçoit jamais un interprète de nationalité polonaise. Et pourtant il existe en Allemagne l'Association des Ancien Juges, Procureurs et Avocats Polonais mais les tribunaux alliés ne s'en servent jamais. Dans ces conditions un Polonais est puni souvent de quelques années de prison pour le délit pour lequel un Allemand doit subir quelques semaines d'arrestation. De cette façon même les innocents deviennent les victimes de ces tribunaux de secrétaires ce qui renforce l'opinion systématiquement propagée sur la criminalité parmi les D.P. polonais.

La rééducation des D.P.

Il pourrait sembler que l'enseignement constitue un secteur où l'intervention des autorités militaires et de l'UNRRA sera plutôt positive que négative. Cependant les écoles des D.P. en Allemagne sont aussi menacées. Selon les derniers règlements les anciens prisonniers de guerre ne peuvent pas entrer dans les camps des D.P.. Etant donné que la majorité des instituteurs se recrute parmi ces anciens prisonniers, les écoles des camps devront suspendre leur activité. Ce règlement est d'autant plus stupide que les prisonniers de guerre polonais furent dépourvus de leur statut militaire et sont considérés comme des D.P. civile. De cette façon env. 900 écoles avec 1.800 instituteurs et 33.000 enfants pourraient être fermées. Il faut souligner que tous les instituteurs y travaillent bénévolement.

L'attentat contre les écoles semble être lié avec les exigences de l'administration de Varsovie tendant à lui confier aussi tou-

te direction de l'enseignement. Le Comité Central pour les questions de l'enseignement de l'Union des Polonais en Allemagne a adressé le 4.9.46 une lettre à Lord Beveridge, Président du Refugees Defence Committee, protestant contre ces mesures.

Toutes les organisations de la jeunesse sont également interdites - parmi eux la plus saine du point de vue du relèvement moral, les scouts. En dépit des nombreuses interventions la création du scoutisme polonais reste suspendue bien que les D.P. Baltes aient reçu l'autorisation pour la création du scoutisme parmi leur jeunesse. Les motifs politiques de cette interdiction sont évidemment très claires. La rééducation des D.P. semble être plus importante que la rééducation - des Allemands.

Pour démontrer à chaque D.P. qu'il ne peut pas compter sur la défense de personne, les Alliés ont dissout et suspendu l'activité de toutes les organisations sociales, culturelles et professionnelles qui se sont créées spontanément sous pression des circonstances. Selon la décision de la Central Commission for Germany on a dissout l'Union des Polonais en Allemagne qui assurait la liaison entre les autorités d'occupation et les D.P. en défendant leurs intérêts à la conférence de l'ONU consacré aux questions des D.P. De même l'institution des officiers de liaison assurant la coopération entre l'armée polonaise en Allemagne et les D.P. fut définitivement supprimée le 12.9.46. dans la zone française et américaine. Dans la zone britannique elle est en train d'être liquidée. La Croix Rouge Polonaise (de Londres) a également perdu la possibilité d'accès aux camps des D.P.

S'il s'agit de la Croix Rouge les mêmes méthodes peut-être encore plus flagrantes, ont été appliquées envers les prisonniers de guerre lettons. Ces prisonniers composés en majorité des hommes qui furent incorporés par force dans la Wehrmacht (15.000 dans la zone britannique) dont plusieurs furent blessés et exigent encore soit le traitement médical soit des prothèses (mutilés) - ces prisonniers ont été dépourvus de leur statut de prisonniers et reconnus comme les simples D.P. La Croix Rouge lettonne qui, après la défaite allemande, était très active en Allemagne occidentale en aidant et en subvenant aux besoins de ces hommes blessés et infir-

mes à du suspendre son activité! C'est à la suite d'une récente décision du Gouvernement Militaire dans la zone Britannique que la Croix Rouge lettone a reçu l'ordre de liquider ses délégations. Il faut souligner que des sommes d'argent, importantes dont cette organisation disposait encore furent ainsi bloquées par les autorités et leur usage fut interdit.

Pour separer définitivement les D.P. de l'influence occidentale et les forcer au retour, l'UNRRA et les autorités d'occupation suspendent tous les journaux et périodiques polonais paraissant en Allemagne et s'efforçant de maintenir la liberté de la pensée polonaise. Dernièrement M. Malcolm A. Coolidge de l'UNRRA a ordonné la liquidation d'un des plus anciens hebdomadaires polonais "Polska" (21.6.46) Cette décision fut motivée par l'attitude hostile du journal envers le gouvernement de Varsovie et pour sa critique du "rapatriement accéléré".

Douze jours après la fermeture de la rédaction l'allocation des rations de l'UNRRA fut refusée à tous les collaborateurs de ce journal - parmi eux cinq journalistes libérés du camp de concentration, cinq femmes dont une également ancienne victime d'un camp allemand.

Parallèlement à la fermeture de tous les journaux édités par les D.P. eux-mêmes on a défendu le colportage de journaux polonais édités en Occident. On colporte seulement la presse varsoviennne excepté les journaux de Mikolajczyk et les journaux catholiques.

Il est donc facile de s'apercevoir que la situation réelle des D.P. en Allemagne reste en opposition complète avec les principes qui devraient être maintenus à la base de toute solution de ce problème; elle reste également en opposition avec les décisions solennelles prises par l'ONU. C'est encore pire. Car toutes les décisions prises envers les D.P. sont contraires aux résolutions de l'assemblée de l'ONU votées à ce sujet en février 1946. L'amendement soviétique demandant que tous les D.P. soient confiés aux représentants gouvernementaux de leurs pays d'origine fut repoussé par 29 voix contre 8 et Mme Roosevelt considéra cet amendement comme celui limitant la liberté et les droits de l'homme. Mais on s'en soucie peu. Le silence organisé couvre tout.

- - - - -

A.B.

4.11.46.

P O L O G N E

Quelle est la situation générale en Pologne? Les nouvelles sont abondantes et la presse nous apporte presque chaque jour quelques informations. On sait notamment que la loi électorale fut votée par le bloc des partis gouvernementaux et que cette loi lui donne la possibilité du "dirigisme électoral" absolu. On sait également que cette loi fut votée au cours d'une dramatique session du Conseil National (Krajowa Rada Narodowa) où la minorité des députés du P.S.L. (parti Mikolajczyk) représentant l'écrasante majorité de la nation tenta vainement de s'opposer à la majorité des députés du bloc représentant l'opinion du régime et d'une infime partie de la population. On sait enfin que le Comité Exécutif du P.S.L. décida alors de ne pas se joindre au bloc gouvernemental et d'engager la lutte électorale.

Viennent ensuite les informations appartenant plutôt à la chronique criminelle qu'à la politique: arrestations en masse des leaders du Parti Paysan Polonais, meurtres, perquisitions dans les locaux du parti, confiscations des journaux PSL etc. La documentation n'y manque pas. Mais ce n'est pas tout. Car il y a un autre aspect de cette lutte dont on oublie l'importance et - le mot semble usé - le tragique.

Il n'y a pas de doute que M. Mikolajczyk en acceptant de participer au dictat de Moscou en 1945 y est parti avec une ferme résolution de capituler dans un but d'apaisement et qu'il est entré dans le gouvernement actuel fermement décidé à poursuivre cette politique d'apaisement envers les communistes. Il y a souscrit à toutes les clauses contraires à la charte de l'Atlantique et délia les mains des Alliés ce qui a décidé du sort de la Pologne sans qu'elle puisse parler elle-même.

Il le fit au nom du principe selon lequel il faut passer une période difficile et longue en essayant surtout de sauver tout ce qui est encore resté de la nation dont l'extermination par les Allemands fut poussé très loin. M. Mikolajczyk y adopta le raisonnement du gouvernement polonais de Londres auquel il venait de se séparer. Mais si Londres considérait que la non-participation au Comité de Lublin permettait de maintenir la question polonaise ouverte et de mener une lutte politique légale d u d é h o r s en épargnant en même temps les forces vives du pays, M. Mikolajczyk raisonna autrement;

il raisonna surtout comme un homme d u p a r t qui avait l'espoir de gagner la partie à l' i n t é r i e u r d u p a y s par le jeu des compromis, des feintes et du bulletin électoral. Il comptait en somme inspirer en même temps la sagesse à la nation et aux communistes. Mais les événements l'on dépassé.

Il est arrivé en Pologne et il voulait se mettre d'abord à la tête du Parti Paysan (S.L.), parti créé encore par le Comité de Lublin et parsemé de communistes. On dit que c'est M. Witos, ancien leader du Parti Paysan, déjà vieux et malade, qui a conseillé à M. Mikolajczyk la création d'un parti indépendant. Witos, un patriote et homme d'état remarquable, n'avait pas d'illusions sur la possibilité de collaboration avec les communistes et il semble qu'il a dévié Mikolajczyk de sa route politique tracée avant son arrivée en Pologne. En tout cas on voit qu'aussitôt arrivé en Pologne, M. Mikolajczyk cesse d'être conséquent. Ayant capitulé à Moscou où il a permis aux Alliés d'enterrer la question polonaise et où il était prêt de collaborer avec les communistes, il se sépare nettement d'eux en fondant son propre parti P.S.L. Se rendant compte dès le commencement qu'aucun compromis avec les hommes de Moscou n'est possible il change alors de tactique et commence à compter sur un facteur sur lequel il n'aurait jamais dû compter: il espère un revirement de la politique russe en Pologne.

Son arrivée a réveillé dans le pays entier l'espoir; il s'end compte de sa popularité et de la haine dont on entoure le régime imposé par les Russes. Il espère alors que Moscou, toujours réaliste, comprenant l'inconvénient de soutenir une équipe d'hommes detestés par toute la nation, retirera son appui au régime Bierut-Osóbka et soutiendra son Parti. Mais là encore il se trompe.

La politique soviétique malgré toute son élasticité possède quelques dogmes qu'elle ne peut jamais transgresser, même si c'était nécessaire et uniquement temporaire. La politique russe en Pologne ne peut pas changer. Elle est maladroite depuis le commencement mais elle est rigide et immuable. Pourquoi alors M. Mikolajczyk qui ne manque sûrement pas de perspicacité et d'élasticité politique s'obstine-t-il à pousser les choses jusqu'à l'extrême? Pourquoi ayant reconnu (il faut le supposer) l'erreur de son calcul, il ne rebrousse pas chemin? La réponse est simple: ce n'est plus M. Mikolajczyk qui dirige sa politique, c'est toute la nation qui le pousse à adopter une politique de non-compromis. Et c'est là que repose le v é r i t a b l e

tr a g i q u e de la situation.

La Pologne résignée d'abord à un "mariage de raison" avec la Russie mais toujours prête à continuer la lutte pour son indépendance et surtout contre toutes les influences tendant à "l'orientaliser" a jugé le bagage politique de M. Mikolajczyk autrement qu'il se proposait de le faire accepter. Il fut salué non comme un homme de compromis mais comme le chef de l'opposition c o m b a t t a n t e. Dès son arrivée en Pologne il s'est produit une sorte d'intoxication idéologique mutuelle: la nation a vu en lui la possibilité de continuer la lutte, lui s'est laissé emporter par ce souffle contraire à son plan initial du compromis politique.

Aujourd'hui il est non seulement le chef de son parti mais aussi et surtout le chef de tous ceux qui combattent de nouveau c'est à dire de presque toute la nation. Il rassemble autour de lui même ses adversaires politiques dont il ne manque pas ni à l'intérieur du pays ni à l'étranger. Son parti, ses hommes et lui-même sont emportés par la vague très hétérogène du point de vue politique mais très homogène dans la lutte que la Pologne et Mikolajczyk ont acceptée et provoquée.

On peut dire que tous les deux ils ont choisi le mauvais chemin et que du point de vue politique la Pologne commet une grave erreur. Mais que peut-on faire contre ces forces plus puissantes que le raisonnement? Chaque pays occupé autrefois par les Allemands a passé par cette période. C'est pourquoi la lutte entre le régime et Mikolajczyk ne se limite plus à une lutte de partis et chaque nouvelle venant de Pologne signifie plus qu'un scandale politique ou ce qui est pire encore - un fait divers pouvant servir la propagande anticomuniste. Il y va encore une fois de l'existence de toute une nation menacée dans tout ce qu'elle a de plus précieux - la liberté et la culture.

Le régime ne veut pas seulement supprimer le parti PSL - il déclare la guerre à toute la nation. Les dernières nouvelles concernant le plan de déportation de classe intellectuelle polonaise - quoique pas encore vérifiées - (Figaro 29 et 30 Octobre) semblent être très probables.

La résistance spontanée.

Les dernières informations confirment cette tournure des événements. Le pays entier subit actuellement une phase d'organisation à rebours. Il se produit le contraire de ce qui s'est passé sous l'occupation allemande.

de où les hommes désignés en haut organisaient les masses. Aujourd'hui ce sont les masses qui désignent leurs chefs véritables et qui organisent spontanément le réseau des nids et des cellules de résistance. Cette résistance se limite encore à la répudiation de tout ce qui vient du gouvernement et elle rappelle la phase par laquelle la France a passé au début de la seconde période du régime de Vichy. Les hommes se cherchent, ils échangent les idées et les contacts.

Ce mouvement est surtout observé parmi les ouvriers dont les représentants officiels sont considérés comme "vandus" et "collaborateurs". Ainsi chaque parti politique commence à avoir une double équipe de leaders: des faux et des vrais clandestins. Il arrive comme il est arrivé en France que le faux est en même temps le vrai et profite de la confiance officielle pour mener à bien sa tâche clandestine. Et il arrive de plus en plus souvent que les hommes travaillant jusqu'à présent avec le régime commencent à se ménager une porte de sortie...

La presse clandestine.

Après une période où il semblait que la pensée pourrait s'exprimer assez librement par une grande diversité (en comparaison avec 1939) de journaux et surtout de périodiques, on s'aperçut que ceux-ci subissaient de plus en plus la censure et cessaient d'être tout simplement intéressants. En effet quand on lit les derniers périodiques officiels même ceux qui se permettaient de temps en temps de toucher un sujet d'actualité, on y constate une stérilisation presque complète de la pensée. Tous ces périodiques sont pleins de polémiques qui n'intéressent personne où on remache sans fin le même sujet. C'est pourquoi la presse clandestine a commencé de réapparaître. La pensée, serrée par une censure travaille de nouveau dans la clandestinité. La presse clandestine exerce de plus en plus son influence sur l'opinion du pays et renforce la résistance morale de la population. La double vie, menée pendant l'occupation allemande et abandonnée pour un moment après la libération, se développe de nouveau dans chaque domaine.

A la lumière de ces faits toute information venant de Pologne revêt le caractère vraiment tragique. La Pologne est en plein combat.

18.11.46

P O L O G N E

L'écrivain anglais H. Forster Anderson ayant séjourné il y a six mois en Pologne a publié un recueil de reportages intitulé "Ce que j'ai vu en Pologne". Terminant son étude parfaitement objective de ce qu'il a vu et observé, il donne dans le dernier chapitre un aperçu synthétique de ses impressions. Ce résumé court et profond étant confirmé et renforcé par les événements qui se sont produits depuis peut être considéré comme le meilleur communiqué sur la situation générale actuelle en Pologne.

"Il est temps que je quitte la Pologne car je n'entends parler ici les gens que des Russes. Parlant au cours des dernières semaines avec 15 dignitaires de l'administration dans les différentes parties de la Pologne je leur ai fait ainsi part de mon opinion: "J'arrive à la conviction que vous autres les Polonais, vous entrez moralement dans la clandestinité. Cela signifie que vous retournes à la mentalité de vos arrière-grands parents qui, vivant entre 1795-1918, n'ont jamais dévoilé leurs véritables pensées devant un étranger parce qu'ils craignaient les Russes. Je ne pense pas que cette "retraite morale" dans la clandestinité soit un mouvement organisé et conscient. Il est spontané, inconscient et la majorité des Polonais lui obéit.

Parmi ces quinze, sept ont répondu: Oui, vous avez raison. Le reste n'a pas répondu mais l'expression de leur visage m'a laissé comprendre qu'ils étaient d'accord avec moi.

La plupart des choses en Pologne diffère des apparences qu'elles créent. On peut parler incontestablement et avec raison de "la terre polonaise" mais l'expression "la mer de la vie humaine" rend mieux l'image de ce pays. Comme la mer qui devient mauvaise sur la surface tandis que dans ses profondeurs elle est calme ou qui vous montre une surface tranquille sous laquelle il y a des courants, comme la mer qui vous paraît calme bien que sous la surface nagent les requins, ainsi la vie de la Pologne vue à travers le passeport britannique ou américain est complètement différente de la réalité polonaise apparente.

Egalement trompeuse est l'énergie des Polonais car en l'observant on pourrait penser qu'ils travaillent très durement. Au contraire: ils montrent beaucoup d'énergie mais les travaux de la reconstruction se poursuivent à l'échelle minime. Cette contradiction évidente devient claire quand on a compris que les Polonais souffrent de la "mentalité"

d'un camp de concentration. Malheureusement le facteur décisif dans ce monde est uniquement cela en quoi les hommes croient. Or les Polonais croient que leur pays est un énorme camp de concentration. Dans ce camp ils peuvent se mouvoir librement mais il est difficile d'en sortir.

Mais ce n'est pas à cause de cela que je considère les Polonais comme dotés d'une "mentalité de camp de concentration". Cette mentalité provient du fait que le Polonais moyen considère les conditions existant en Pologne comme des conditions imposées par une force qui lui est étrangère. Il attend toujours d'être libéré de la prison et son énergie innée ne se décharge pas dans le travail constructif d'une société saine mais - comme dans le camp de concentration - elle trouve son échappement dans la satisfaction directe des besoins de la vie: logement, nourriture, vêtements et l'activité culturelle jouant le rôle d'un anesthésique.

L'action de resserrement des Polonais en une unité compacte et solide, resserrement spontané et non organisé, la résistance générale à l'encontre de tout ce qui est en désaccord avec l'esprit national et cette "retraite morale" dans la clandestinité de la majorité des Polonais - tout cela démontre que la Pologne fut entraînée par un courant inconscient se dirigeant dans une direction inconnue. Par rapport à cette force élémentaire le monde des idées conscientes des Polonais fut coloré par une irréalité. Il semble que la vie inconsciente est plus réelle que la vie consciente et que ces deux mondes commencent à se séparer très distinctement.

Cela trouve son reflet dans la situation politique de la Pologne qui du jour en jour devient plus irréelle. Le régime possède le pouvoir de créer les lois, de les imposer et il a le pouvoir sur la vie de la nation. Mais pareillement comme ce monde des actions et des idées réelles, ce pouvoir lui aussi devient de plus en plus détaché de la volonté instinctive de la nation et poursuit sa route dans une direction inconnue et dans un but inconnu.

Je suis certain d'une chose.

Dans le monde de l'esprit la Pologne mène une lutte qui ressemble à celle que nous avons menée dans le monde de la guerre pendant la bataille pour la Grande Bretagne. Bien qu'attaquée de tous les côtés, la Pologne toute seule remplit sa mission de la défense d'une conception de vie européenne".

Les fissures dans le bloc?

On sait que le Parti Socialiste Polonais (P.P.S.) fut toujours considéré comme le meilleur et le plus obéissant vassal du Parti Ouvrier Polonais communiste (P.P.R.). Mais selon les dernières informations parvenant de Pologne cette unité qui les liait jusqu'à présent serait menacée par l'action du Parti Socialiste Polonais tendant à se libérer tant de l'emprise des communistes que de leurs créatures introduites par eux pour mieux contrôler le parti-frère.

Pour comprendre le véritable sens de ce conflit (car il y a déjà conflit) il faut présenter la composition du Parti Socialiste Polonais "lublinien" (du nom de la ville de Lublin où ce parti fut recréé) ou - comme on l'appelle en Pologne du faux Parti Socialiste Polonais.

S'il s'agit de la tête du parti, elle fut composée à Lublin d'une part de quelques socialistes communistes connus avant la guerre (DROBNER et ensuite CYRANKIEWICZ et HOCHFELD) et d'autre part quelques militants complètement inconnus qui se sont soumis à la Russie (OSOBKA-MORAWSKI) ainsi que par les éléments créés "ad hoc" qui ont reçu leur baptême de parti à Moscou. Mais ensuite à côté d'eux se sont trouvés également quelques socialistes d'avant-guerre se ralliant plus ou moins ostensiblement à l'aile socialiste appelée "Liberté, Egalité, Indépendance" (ancien Parti Socialiste Polonais resté à l'étranger) mêlés ensemble avec les hommes du P.P.R. communiste introduits spécialement dans le Parti Socialiste tels l'ancien ministre de l'Information MATUSZEWSKI et le vice-ministre de l'administration ZAROG-MICHALSKI. La même composition se répétait dans les Comités Exécutifs départementaux avec cette exception que l'influence des communistes introduits y fut souvent prépondérante.

Cependant la composition de la masse du Parti Socialiste fut différente: les éléments rattachés à la fraction ancienne et traditionnelle "Liberté, Egalité, Indépendance", dont l'importance est estimée à 70% même par les faux socialistes, y prirent le dessus. La force de la masse socialiste insoumise fut encore augmentée grâce à l'appui qui lui fut donné par les ouvriers non-socialistes (groupement chrétiens). Ces ouvriers obligés de choisir entre le P.P.R. communiste et le faux Parti Socialiste ont choisi évidemment le moindre mal, les socialistes.

Cette orientation contre le régime de la masse socialiste ainsi renforcée n'est pas restée sans influence sur les dirigeants du parti. On observe dernièrement un raidissement sensible à l'égard des commu-

nistes même parmi ceux qui n'ont pas abandonné le principe du bloc avec le P.P.R.

L'atmosphère qui règne actuellement parmi les éléments dirigeant le faux Parti Socialiste se reflète d'une façon éclatante dans les circulaires et les instructions destinées à l'usage strictement intérieur et personnel de ces dirigeants.

Ainsi une de ces instructions contient la traduction d'un article du socialiste français M. Charles DUMAS du "Populaire" au sujet de la Bulgarie. Cet article qui est une accusation portée contre la Russie et contre les communistes bulgares est donné sans commentaire à lire. On y trouve également sans commentaires une suite des articles qui ont paru dans le journal polonais londonien "Dziennik Polski i Dziennik Żołnierza".

La même instruction intérieure caractérise la mentalité qui règne à l'Ambassade Polonaise à Paris: "Tous les travaux de l'Ambassade sont dirigés par le premier secrétaire BEKIER. Par conséquent il y a un désordre et une manque complet des résultats concrets de l'activité de l'Ambassade. Tout dépend tellement de M. BEKIER que personne à l'Ambassade ne peut demander une communication téléphonique interurbaine sans une permission écrite de l'Ambassadeur lui-même ou du premier secrétaire. Cette centralisation existe également dans le domaine financier. La plus petite dépense (pour les taxis p.ex.) doit être autorisée d'avance par l'Ambassadeur lui-même ou par M. BEKIER.

Etant donné que le budget des frais de représentation du corps diplomatiques est réservé uniquement à la disposition de l'Ambassadeur (à l'exception de M. Bekier) nos diplomates ne peuvent pas avoir de contact personnel avec les cercles politiques français et étrangers à Paris. L'atmosphère générale à l'Ambassade est peu propice au travail normal".

Un autre communiqué intérieur commente ainsi le voyage de M. Marcel PAUL à Varsovie: "L'Ambassade polonaise à Paris, probablement d'accord avec Varsovie, a décidé d'aider les communistes français et fortifier par là la position de M. Marcel PAUL en favorisant sa mission en Pologne pour qu'il y signe le traité de charbon. Le départ de M. Marcel PAUL s'est effectué sans le consentement du Ministère des Affaires Étrangères français.

Cette manœuvre a aidé d'une part le Parti Communiste français et

M. Marcel PAUL dans la campagne électorale mais d'autre part a ébranlé la position de notre ambassade aux yeux du Quai d'Orsay qui la considère désormais comme une ambassade du P.P.R. (Parti Ouvrier Polonais communiste) auprès du Parti Communiste français".

A vérifier sur place!...

La teneur de ces instructions intérieures du Parti Socialiste Polonais n'est pas équivoque. Attendons les suites et soyons prudents. Un ~~jeu~~ jeu patroné par Moscou et ayant pour but de découvrir les patriotes dans les rangs du Parti Socialiste et entrepris après la "mise en sac" de ceux du Parti Mikolajczyk, n'est pas exclu. On voit néanmoins que la résistance, groupée jusqu'à présent autour de Mikolajczyk tend à s'élargir et attrappe désespérément chaque occasion pour se défendre contre la vague venant de l'Est, qui la déjà de beaucoup dépassée...

Extraits de "Gazeta Ludowa" hebdomadaire du Parti Paysan Polonais à Paris. - 8 Novembre 1946.

"La vague des dernières arrestations des membres du P.S.L. a provoqué une inquiétude bien compréhensible. Ce fait a contraint le P.P.R. à donner des "motifs" de ces agissements illégaux. Au cours d'une conférence de presse pour des correspondants étrangers, M. PANSKI, adjoint au général GROSZ, chef de la propagande au ministère des Affaires Etrangères a donné quelques "précisions".

Les auditeurs stupéfaits ont appris que:

- 1/ Le rédacteur en chef de "Gazeta Ludowa" (à Varsovie) est inculpé "d'espionnage pour le compte d'une puissance étrangère"
- 2/ Le secrétaire du P.S.L. Stanislas MIERZWA et le rédacteur en chef du journal P.S.L. à Cracovie "Piast", M. Casimir LUCZEK sont inculpés de liaisons avec des organisations clandestines et
- 3/ M. BAGINSKI, chef du service de presse et de propagande du P.S.L. est inculpé de "publication sur des photocopies d'un journal clandestin et fasciste".

On sait ce qu'il faut en penser puisque le "journal clandestin et fasciste" de M. BAGINSKI n'est pas autre chose qu'un recueil des communiqués et circulaires du Parti qui, comme dans les autres partis, ne sont pas soumis à la censure ce qui irrite les plus "démocrates" d'entre les nôtres.

D'ailleurs la "Sûreté" a offert de libérer BAGINSKI à condition

qu'il promette de ne plus éditer de communiqués, mais l'emprisonné n'y consent pas en soulignant que tous les partis éditent des circulaires semblables sans les soumettre à la censure".

Encore des arrestations.

"Le seul journal du P.S.L. "Gazeta Ludowa" (pour 50 journaux communistes et apparentés) à Varsovie, est soumis continuellement à la "tutelle" de l'Office de la Sûreté qui arrête, tour à tour, ses collaborateurs. La dernière victime de cette singulière "liberté de presse" est M. Jean ZARANSKI, l'assistant du droit international à l'Université de Varsovie, secrétaire du Cercle des Journalistes du P.S.L. et rédacteur des questions allemandes dans "Gazeta Ludowa".

Les "motifs" de l'arrestation n'ont pas été encore préparés.

Après l'arrestation, la Milice et la Sûreté donnent le choix à l'incarcéré: ou bien de rester en prison, ou bien quitter le P.S.L. et adhérer à l'un des partis apparentés aux communistes. Ces adhésions "volontaires" sont naturellement bien revendiquées comme un succès du "Front National" et comme une défaite du P.S.L."

Sans commentaires...

La "société Polonaise du Commerce de Textile" vient d'être liquidée. Cette institution composée de spécialistes a eu pour objet de contrôler et de pousser la production et le commerce du textile.

L'industrie polonaise du textile est obligée actuellement, vu les difficultés internationales, de se limiter uniquement à l'importation du coton russe. Le traité commercial avec la Russie stipule que celle-ci livrera uniquement la quantité de coton nécessaire à la seule fabrication des produits manufacturés destinés à l'exportation en Russie.

Maïs le traité fut rédigé de telle façon que la Pologne était obligée d'acheter et de payer du coton d'une haute qualité (fil trop long pour l'usage auquel il était destiné). Etant donné le prix élevé pour la matière première et le prix très bas des produits manufacturés destinés à l'exportation, la Pologne se vut imposer par ce seul fait un déficit de 3.100.00 Dollars.

Les spécialistes de la "Société Polonaise du Commerce de Textile" ont remarqué cette disproportion ainsi que plusieurs autres causes par l'emploi maladroit de différentes primes. Après de longs pourparlers et marchandages avec les Russes on a réussi à changer partiellement quelques paragraphes du traité ce qui a permis de sauver une somme de 1.300.000.- Dollars par an. Mais pour que les Russes n'aient pas à traiter à l'avenir avec des gens trop spécialisés dans leur métier,

la "Société Polonaise de Commerce du Textile" fut dissoute et l'affaire du textile fut confiée à la Centrale de Vente auprès du Ministère de l'Industrie.

Les spécialistes ont reçu une leçon!

L'exportation du lin subit les mêmes péripéties. Les produits du lin exportés en Russie sont moins chers que la matière première reçue de la Russie. Le détail piquant et cocasse de cette transaction se trouve dans ce fait que le lin venant de la Russie provient tout simplement de la province de - Wilno.

L'interprète du correspondant anglais en Pologne Sefton Delmer, Mme Veronique PONINSKA fut arrêtée immédiatement après le départ de Pologne de ce journaliste.

"55 fermes paysannes furent brûlées dans la province de SIEDLCE comme suite aux incendies causés intentionnellement par les organes de l'U.B. ou de la Milice" a déclaré textuellement le député MAZUR du P. S.L. pendant la dernière session du Conseil National (selon le sténogramme du Conseil National).

La guerre aux "Koulaks" continue.

Les billets de banque polonais sont imprimés non seulement par la Banque Nationale Polonaise mais également à Moscou. Cela se passe sans aucun contrôle polonais.

Ces billets sont destinés à la paye des détachements soviétiques en Pologne et transmis à la disposition de la N.K.W.D. qui en verse une partie au P.P.R. (Parti Ouvrier Polonais communiste).

On évalue la somme des billets russes en circulation à env. 7 milliards de zlotys. Cette somme s'ajoute au 17 milliards de zlotys en circulation officielle.

3.12.1946

P O L O G N E .La Situation du P.S.L.

Après l'arrestation de plus de 700 militants du P.S.L. parmi les plus éminents il devient clair que l'organisation du parti est brisée. C'était facile à prévoir: les militants les plus actifs et les plus dangereux auxquels on a d'abord laissé assez de liberté pour que les communistes puissent juger le degré de leur combativité, ont été pechés un à un comme les poissons dans un filet. Mais la perte des militants de première ligne ne signifie pas la liquidation du P.S.L. Les vides ainsi créés seront aussitôt comblés par d'autres. Cependant cette fois-ci cette réserve n'agira pas sans doute si ouvertement que ses prédécesseurs. Il est possible que la véritable activité du P.S.L. soit contrainte de se retirer dans la clandestinité.

Pour continuer la fiction d'un gouvernement d'unité nationale et pour maintenir en vigueur sa reconnaissance par les puissances, M.Mikolajczyk y restera sans doute avec quelques uns de ses ministres comme façade en servant plutôt les intérêts du régime que ceux du P.S.L. Au moment où Londres fait appel à la Pologne pour qu'elle abandonne la conception d'une lutte souterraine, le régime Bierut-Osóbka Morawski pousse le parti le plus fort dans la clandestinité.

Dans ce moment où le sort du P.S.L. semble se décider il sera utile de retracer brièvement l'historique de celui-ci durant les quatre derniers mois: Au moment du referendum (Juin 46) l'influence de M.Mikolajczyk atteignit son apogée. A partir de ce moment son autorité commença à diminuer.

Il fut alors abandonné d'une part par ceux qui espéraient de lui des "miracles" et croyaient avec lui que dans un régime totalitaire on peut se servir des méthodes démocratiques - d'autre part par ceux qui considéraient qu'il faut entrer dans le bloc gouvernemental et sauver tout ce qui est encore possible: après les élections on aurait obtenu encore quelques places dans le gouvernement et au parlement et on n'aurait pas perdu ainsi le contrôle partiel de la politique du gouvernement. Ce point de vue est représenté par M.KIERNIK et il n'est pas seul à la défendre: le vote au cours de la session plénière du Grand Conseil du P.S.L. en est la preuve. La décision de se présenter aux élections du 19 Janvier 47 séparément fut votée par 68 voix sur 125 membres du Conseil.

Il y a aussi une troisième fraction qui se détourne de M. Mikolajczyk. Elle est composée de ceux qu'on appelle les "Hachards". Ils disent: "Le fait que nous n'avions pas pendant cette guerre un Hacha (président de la Tchécoslovaquie qui a cédé à Hitler) nous a coûté 3 millions de morts. Maintenant nous sommes obligés d'avoir un Hacha".

La différence entre les partisans de Kiernik et les "Hachards" est la suivante: les partisans de Kiernik préconisent une politique d'alliance russo-polonaise à long terme afin de pouvoir s'opposer efficacement au danger germanique; les "Hachards" sont partisans d'un compromis à courte échéance mais ils sont prêts à faire volte-face en cas de changement des forces politiques.

Ces divergences dans le P.S.L. n'échapperont pas aux communistes. Tandis qu'en Mai 46 on offrait à M. Mikolajczyk 40% des mandats en lui laissant entrevoir la possibilité d'en obtenir 45%, deux mois après cette offre fut réduite à 30%. Cela se passait au moment où M. CYRANKIEWICZ, Secrétaire du Parti Socialiste unifié entamait des pourparlers avec le P.S.L. tendant même à restaurer l'ancien parti national-démocrate en lui permettant pleine liberté politique. De cette façon le P.S.L. serait délesté de son aile droite "constituant pour lui une charge supplémentaire" et le mouvement paysan pourrait s'entendre plus facilement avec les ouvriers. Ces pourparlers n'ont abouti à rien.

Enfin au moment de la rupture définitive des pourparlers (il y a deux mois) on a offert à M. Mikolajczyk 20% des mandats seulement. Pour le gouvernement M. Mikolajczyk a cessé de compter.

Mikolajczyk possède encore le seul et unique avantage: il peut demander le contrôle des puissances occidentales sur les élections. Mais il semble que dans la situation internationale actuelle ce contrôle aurait été impossible et que cette demande aurait comme réponse une protestation anglosaxonne de plus.

Les cercles politiques les plus sérieux en Pologne considèrent qu'étant donné la défaite du P.S.L. dans cette lutte inégale, la seule solution serait la suspension par M. Mikolajczyk de l'activité du P.S.L. qu'il pourrait motiver par la terreur dont son parti est la victime.

Les impressions des journalistes suédois.

Ce diagnostic concernant le P.S.L. est confirmé par ailleurs par les journalistes suédois qui ont récemment visité la Pologne. Il est d'abord intéressant que contrairement à l'usage pratiqué jusqu'alors

ceux-ci furent autorisés dès leur arrivée en Pologne à interviewer M. Mikolajczyk et qu'il put ainsi leur exposer ses doléances et ses griefs vis-à-vis des communistes et de la police. Ce fait à lui seul prouve que le régime a cessé de compter avec M. Mikolajczyk et que les communistes du P.P.R. ont décidé de le ridiculiser en lui permettant d'étaler toute une série de plaintes stériles.

Un des ministres communistes (le journaliste suédois ne donne pas son nom) aurait même dit "qu'on a rendu M. Mikolajczyk inoffensif en lui arrachant les dents". Cela ne veut pas dire qu'il a perdu toute autorité, son emprise sur les masses est encore importante, mais cela signifie que M. Mikolajczyk ne sait plus prendre une décision positive. Cette impression fut d'ailleurs partagée par les Suédois après leur entretien avec M. Mikolajczyk.

Le correspondant du "Morgen Tidningen" du 9.11.46 (organe gouvernemental) écrit entre autres: "M. Mikolajczyk fut auparavant un homme fort. C'était pendant l'occupation allemande. L'initiative de M. Mikolajczyk a été alors imposante. C'est lui alors qu'il était le président du conseil^{du} Gouvernement polonais à Londres qui a donné l'initiative de l'accord polono-russe qui fut ensuite élargi et que les autres ont inscrit après à leur crédit. Mais la fortune a changé et M. Mikolajczyk n'est aujourd'hui en Pologne qu'un vice-président du Conseil et le ministre de l'agriculture.

Les possibilités sont grandes mais seulement sur le papier. Ceux qui l'ont connu lors de sa grande époque à Londres ont aujourd'hui l'impression désolante que cet homme tient à peine l'équilibre en faisant des efforts pour ne pas glisser sur la pente. Par les intrigues de la gauche et de la droite il s'est trouvé dans une position négative et réagit à la mesure des petits politiciens. La gauche et l'extrême droite ont fait de M. Mikolajczyk le chef de l'opposition. Par ci et par là on l'appelle un homme fort. Mais c'est complètement faux.

M. Mikolajczyk nous a parlé avec amertume. Il a dit que le P.S.L. désire la réforme agraire et la nationalisation de l'industrie ainsi que de bonnes relations avec la Russie, les pays slaves et l'Occident. Il désire également une ONU forte et la suppression de toute possibilité d'une agression allemande. La Pologne a besoin d'une véritable démocratie, de la liberté de la presse et de la liberté d'opinion. Etant en possession de ces promesses - déclara M. Mikolajczyk - nous sommes entrés dans le gouvernement. Nous voulons collaborer mais en même temps

nous voulons organiser notre parti selon nos désirs. Mais le gouvernement nous compte pour quantité négligeable.

Nos membres sont arrêtés en masse. Pendant le referendum on en a arrêté 5.000. Il n'y a pas longtemps nous avons eu un contrès politique à Poznan et env. 1.000 de nos membres furent arrêtés dans les trains qui les amenaient à Poznan. En trois mois on a assassiné 99 membres du P.S.L. Il est interdit à notre organe "Gazeta Ludowa" faute de papier de tirer à plus de 7.000 exemplaires. Les avis de décès de nos membres assassinés sont interdits par la censure. Il arrive que la police prenne part aux assassinats des hommes possédant la carte de notre parti. Le chef de l'U.B. (Office de Sûreté) l'a avoué lui-même. Personne n'a le droit de commettre des assassinats sur la communauté polonaise. Nous mêmes, nous condamnons les fractions réactionnaires pour leur banditisme et nous recoussons avec indignation l'accusation que les membres du N.S.Z. (Forces Armées Nationales opérant dans la clandestinité) aient pu être admis dans les rangs du P.S.L. Le système du bloc à l'aide duquel les Polonais doivent voter n'est pas compatible avec des élections honnêtes et c'est pourquoi le P.S.L. ira aux élections avec une liste distincte - termine M. Mikolajczyk nous montrant en même temps les photos des membres du P.S.L. assassinés ou torturés ainsi que les photos des locaux saccagés du parti.

M. Mikolajczyk - poursuit le même correspondant - paraît très fatigué. Il nous parle en polonais et ses paroles sont traduites en allemand qu'il connaît d'ailleurs suffisamment bien pour corriger de temps en temps son interprète. Son négativisme permanent nous fatigue et on se demande comment il est possible qu'il puisse nous dire tout cela librement et qu'il a le droit de donner publiquement libre cours à ses plaintes. Le fait-il parceque la situation est tout simplement désespérée ou parcequ'il sait que rien ne peut plus lui arriver.

M. Mikolajczyk est dans aucun doute désabusé. La lutte qu'il avait engagée lui apparaît trop difficile. Mais autour de celui-ci se rassemblent les sentiments d'une opposition dispersée et désorientée. Un homme fort aurait pu les utiliser et en faire une force positive, capable de lutter. Cependant le fait que quelques uns de ses partisans ont rejoint le bloc gouvernemental démontre qu'il a cessé d'être fort tant comme politicien qu'en homme d'état. Il est devenu le ballon qu'on s'en va de l'extrême gauche à l'extrême droite".

Les mêmes impressions ont été rapportées de Pologne par les correspondants de "Svenska Tagbladet" et du "Stockholm Tidningen". Il est clair que ces correspondants se sont laissé trop impressionner par la "positivisme" gouvernemental s'entraînant surtout sur le P.S.L. Mais leur témoignage prouve incontestablement que le P.S.L. fond rapidement. Il témoigne également - et c'est peut être encore plus grave - d'un enchantement aveugle où la lutte pour les principes fondamentaux devient "négative" et où l'assassinat, la persécution, les arrestations pourvu qu'ils soient pratiqués au nom d'une idée "progressiste", deviennent "positives". Pourtant le correspondant d'un journal du soir "Expressen" essaya analyser la situation un peu plus profondément. Après avoir fait les mêmes remarques que ces collègues, pose la question carrément: "Qui représente actuellement en Pologne la véritable force? Est-ce le parti communiste dominant la Pologne à l'aide de l'URSS ou le P.S.L. qui groupe tous les éléments d'opposition?" La réponse est: C'est l'Eglise Catholique qui constitue le facteur le plus puissant dans la Pologne d'aujourd'hui.

Il n'y a pas de doute que c'est de ce côté que les communistes rencontreront les plus grandes difficultés.

Le Congrès des écrivains polonais.

L'hebdomadaire littéraire polonais "Kuznica" du 19.11.46 paraissant à Lodz est consacré entièrement au Congrès des écrivains polonais qui s'est tenu pendant la première moitié du Novembre à Lodz.

Les comptes rendus de ce congrès permettent de nous rendre compte de l'atmosphère dans laquelle se sont déroulés les débats. Au cours de la deuxième journée il se produisit un choc entre le groupe des écrivains "liktas" représenté par une éminente femme-écrivain, Mme Maria DĄBROWSKA, et le groupe des écrivains marxistes. Mais laissons parler "Kuznica": - "La discours de Mme Dąbrowska plein d'une réserve méfiante et de points d'interrogation ne contenait aucune directive positive (décidément ce "positivisme" est le clou du saison) que l'on pouvait attendre du célèbre auteur du "Carrefour".

Repondant à la thèse de M. Żółkowski (publiciste communiste) renfermé dans cet axiome: Le devoir le plus simple d'un écrivain c'est de sortir au marché et de se mêler à la foule. Mme Dąbrowska répondit que "si M. Żółkowski sortait sur le marché de la réalité polonaise il serait vite rentré et arriverait à la conviction qu'il n'a pas de contact avec la réalité polonaise ou bien il déclarerait dans un magnifique

article dialectique qu'il n'a trouvé que le mensonge. Tout ce programme de négation de Mme Dabrowska fut "apolitique" et étalé au nom de ce principe d'apolitisme.

M. Żolkiewski répondant alors au discours de Mme Dabrowska a justement remarqué que le "principe apolitique" du groupe de Varsovie est faux: commentant les applaudissements qui ont suivi la phrase de Mme Dabrowska dans laquelle elle a constaté que sur le marché de la réalité polonaise actuelle ne règne aujourd'hui que le mensonge, M. Żolkiewski déclara: "J'ai bien remarqué qui vous a applaudi à ce moment: ce sont nos collègues Kisielewski, Dzikowski, Szczawiejski. Ce seul fait constitue déjà une politique. L'apolitisme est aujourd'hui également une déclaration politique". Textuellement! On voit que le climat du congrès fut au moins étrange. On notait les noms, on les dénonçait, on condamnait l'apolitisme des écrivains qui refusent de marcher et veulent garder leur "neutralité".

Mais M. Żolkiewski ne le faisait pas de sa propre initiative. Il suivait le mot d'ordre de ses maîtres. En effet toute la presse soviétique d'Octobre est pleine des articles condamnant l'idée apolitique dans la littérature. Toutes ces directives se résument dans un article de la "Prawda" du 18.10.46 sur le rôle de la presse et de la littérature dans le plan quinquennal. La "Prawda" écrit entre autres:

"Par suite de l'absence des idées du parti parmi les rédactions, les journaux autorisent la parution dans notre littérature d'oeuvres apolitiques triviales, et d'une valeur littéraire médiocre. Cette absence d'idéologie et un libéralisme pourri ont permis la parution dans certains journaux locaux de vers et de récits apolitiques et nuisibles. Notre presse doit résister farouchement aux moindres tentatives d'empoisonnement de la conscience du peuple soviétique par une philosophie hostile à la société soviétique, aux tentatives de ranimer les survivances du capitalisme dans l'esprit et dans les moeurs".

M. Żolkiewski est en tout cas discipliné. Il résiste "farouchement" en sa qualité d'écrivain-mouchard et note soigneusement les noms de ses collègues pourris. Et tout cela s'appelle "Le Congrès des écrivains".

Les pommes de terre.

Une des marchandises les plus difficiles à obtenir actuellement en Pologne sont les pommes de terre. Le Ministère du Ravitaillement a décrété tout dernièrement le régime suivant pour la distribution des stocks disponibles:

- 1/ Armée et personnel du Ministère de la Sûreté
- 2/ Les familles des hommes enrôlés dans l'armée ou dans la police politique.
- 3/ Les cantines pour les rapatriés de l'est et de l'ouest
- 4/ Hôpitaux et cliniques infantiles.
- 5/ Centres d'orphelins et de vieillards
- 6/ Cuisines communales
- 7/ Cantines pour les employés d'Etat
- 8/ Ouvriers dans les industries étatisées et leurs familles.

Ceux qui ont droit à la carte de rationnement No 1 recevront ainsi pour toute la période de l'automne et de l'hiver 108 kgs; ce sont les personnes travaillant pour le gouvernement. L'attribution pour les cartes No 1 B (les familles de No 1) s'élèvera à 72 kgs.

Selon la "Gazeta Ludowa" de Mikolajczyk du 21.10 46 les prix des produits agricoles payés au producteur sont les suivants:

100 kgs de seigle	2.000.-	à 2.5000.-	de zł
100 " " froment	3.000	3.200	"
1 " viande de porc	130.-	170.-	

Mais pour acheter une paire de bottes, le paysan doit vendre ainsi 1.300 kgs de seigle, 1000 kgs de froment ou 200 kgs de viande de porc car une paire de botte se paye 25.000.- à 30.000.- de zlotys.

Quiconque se connaît en agriculture doit dire que le petit paysan ne peut supporter à la longue une telle situation. Une méthode de plus pour rendre les paysans inoffensifs et dociles. Et un moyen de plus à la préparation des kolkhoses.

Un échange simple et pas compliqué.

Le correspondant américain, Homer Biggart a remarqué que le nombre des officiers polonais qui avaient été déchus de leur nationalité par le gouvernement de Bierut, correspond exactement à celui de 65 officiers supérieurs de l'armée de Zymierski en Pologne, lesquels avaient reçu, un peu plus tôt, en leur qualité d'officiers soviétiques, des passeports et la naturalisation polonaise. Curieuse coïncidence...

Revenu social en Pologne.

D'après des calculs récents, le revenu social doit être évalué à 7 milliards et demi de Zlotys d'avant-guerre, contre 18 milliards en 1939

La centralisation de la censure.

La centrale de la censure fut créée sous le nom: "Service Principal du Contrôle de la Presse, des Publications et des Spectacles". "Chaque journal et chaque publication, même du caractère purement littéraire ainsi que chaque représentation théâtrale (ce qui est nouveau) sont désormais soumis à une censure préalable de la part de ce nouveau organisme "éducatif".

Un terme bien pour l'époque.

La notion juridique du meurtre des populations et des nations entières trouve son expression dans un terme nouveau:

"GENOCIDIUM".

créé par un juriste polonais, le professeur Raphael LEMKIN, ancien professeur à Oxford et à Stockholm et enseignant actuellement en Amérique. C'est de ce crime que sont accusés les Allemands.

Selon le professeur Lemkin, le "GENOCIDIUM" ne consiste pas seulement dans le meurtre direct de groupes entiers de la population, comme cela a été le cas des Juifs, mais aussi dans une opération plus lente, pratiquée dans le but d'affaiblir la puissance biologique et intellectuelle d'un peuple en réduisant ses possibilités de reproduction, en le privant des individus les plus forts, en le maintenant dans la misère permanente et en annihilant des facultés créatrice - ce qui a finalement pour le résultat l'extinction de ce groupe ethnique donné.

On voit que tout n'est pas toujours le même. Le "genocidium" est pratiqué différemment à l'est et différemment à l'ouest. Mais c'est le résultat qui compte.

leur activité fut absorbée par le Ministère de l'Industrie et du Commerce à la tête. (Parce que polonais).

Ainsi le Ministère du Commerce a été chargé de contrôler que la distribution des produits de l'industrie nationale et du contrôle des exportations tandis que tout le processus de l'industrie nationale est distribué par le Commerce et l'Industrie. Le Ministère du Commerce a été chargé de contrôler que la distribution des produits de l'industrie nationale et du contrôle des exportations tandis que tout le processus de l'industrie nationale est distribué par le Commerce et l'Industrie.

18.12.1946.

P O L O G N E3 millions ou 23 millions?

Les préparatifs des élections en Pologne appuyés surtout sur la "terreur préélectorale" exercée par le groupe gouvernant la Pologne ont relégué au second plan une question non moins importante: celle de l'emprise totale des communistes sur l'économie nationale.

Le P.P.R. sait bien qu'il peut s'appuyer sur toutes les formes de la terreur aussi longtemps qu'il possède lui-même l'appui de la Russie. Il craint aussi que cet appui lui soit retiré si la Russie reconnaissait qu'un moment donné que la tactique exige de s'associer plutôt avec les Socialistes, le P.S.L. ou avec tout autre parti. Il est possible que dans ce cas le P.P.R. surestime l'élasticité de la politique russe qui à partir d'un certain point devient archaïque et que les craintes des communistes polonais impliquent pour ainsi dire la politique que la Russie devrait adopter à l'égard de la Pologne mais qu'elle n'adoptera sans doute jamais. En tout cas ils désirent éviter des surprises. Pour les éviter réellement le régime décida alors d'affermir son pouvoir par deux moyens:

1/ par la centralisation de toute industrie dans ses mains.

2/ par l'écartement complet de la population rurale de toute influence sur l'économie et la politique.

Le premier point est déjà presque entièrement réalisé. Formellement il y a en Pologne trois ministères de l'économie: Le Ministère de l'Industrie, le Ministère du Ravitaillement et le Ministère de la Marine Marchande et du Commerce Extérieur. Au cours des six derniers mois on a retiré toute compétence à ces deux derniers ministères et toute leur activité fut absorbée par le Ministère de l'Industrie avec M. MINC à la tête. (Marcel Paul polonais).

Ainsi le Ministère du Ravitaillement ne s'occupe à présent que de la distribution des produits de moindre importance et du contrôle des coopératives tandis que toute la production de l'industrie nationalisée est distribuée par la Centrale de Vente dépendant de M. MINC. De même le Ministère du Commerce Extérieur est devenu un ministère "honorifique": l'exportation de 90% des marchandises dépend de la décision du Ministère de l'Industrie disposant à son gré de licences et de différentes autorisations d'exportation.

Un seul secteur économique échappe pourtant au contrôle du Mini-

stère de l'Industrie: c'est le transport. Celui-ci est strictement contrôlé par les Russes et tous les postes de direction dans les chemins de fer, dans les communications routières et aériennes sont occupés par eux. Ils contrôlent également la construction des ponts et des routes et - détail caractéristique - sur 37 ~~minx~~ ponts reconstruits dernièrement, 31 se trouvent sur la ligne Est-Ouest et 6 seulement sur la ligne Nord-Sud bien qu'il soit évident que l'intérêt économique de la Pologne exigerait plutôt l'intensification du transport entre les Balkans et la Baltique.

Le deuxième point du programme communiste qui est en train d'être réalisé c'est l'élimination de la population rurale dans la reconstruction de l'économie nationale. Le plan de 3 ans publié il n'y a pas longtemps en fournit plusieurs preuves. La campagne y est reconnue uniquement comme la source de la matière première et comme le réservoir de la main d'oeuvre.

Le paysan polonais est aujourd'hui politiquement trop actif et tant qu'il se meut dans le cadre d'une économie agricole individuelle il est inaccessible aux influences du communisme. Par conséquent la campagne polonaise doit être amenée à un apauvrissement qui la rendrait "plastique" et idéologiquement perméable: le plan de 3 ans se propose d'y parvenir:

- 1/ par la distribution, dans le cadre de la réforme agraire, des lots de terre trop petits pour que leur exploitation soit rentable et pour qu'elle assure au nouveau propriétaire l'indépendance à tous égards.
- 2/ par l'enrayement de la reconstruction de la campagne.
- 3/ par la livraison insuffisante des articles de l'industrie destinés à la campagne.
- 4/ par le maintien d'un grand écart entre les prix des articles de l'industrie et le blé (produits de l'industrie chers, blé bon-marché).

Le résultat de cette politique d'apauvrissement planifié serait l'abandon de la campagne par 2 millions d'hommes jeunes c'est à dire par l'élément le plus actif et le plus gênant. Ces paysans viendraient à l'industrie où ils seraient alors politiquement apprivoisés et plus maniables. Au moment où ces 2 millions de paysans deviendraient ouvriers d'usines le reste de la population rurale, soucieux avant tout de son existence précaire, cesserait d'être dangereux pour le régime.

Le rapport du Commissaire Général de la Reconstruction de la Cam-

pagne, le prof. François PIASCIK, témoigne que ce programme existe non seulement sur le papier mais qu'il est en pleine réalisation. Les chiffres statistiques officiels pour l'année 1945 sont les suivantes: 1 milliard 560 millions de zlotys et 1,5 million de mètres cubes de bois furent prévus en 1945 pour la reconstruction des fermes. Mais les crédits commencèrent à être "entrouverts" seulement à la fin du III trimestre. Les commandes pour la campagne ne sont exécutées qu'en dernier lieu. Ainsi au 1-er Octobre 45 seulement 28% du plan des livraisons de ciment pour la campagne fut exécuté; les chiffres correspondants pour les autres matériaux se présentent comme suit:

- 17% de matériaux d'isolation
- 14% de clous
- 17% de dessus de cuisinières
- 0% de tout ce qui concerne les matériaux métalliques nécessaires au bâtiment.

S'il s'agit du 1,5 million de mètres cubes de bois, la campagne n'en a obtenu que 200.000 m³ c'est à dire 12% seulement de la quantité promise.

La campagne du régime "L'Industrie pour le Paysan" menée avec un grand tapage a donné -selon les chiffres officiels - les résultats suivants: au 1-er Octobre 1945 la Centrale Commerciale a livré aux paysans pour 2 milliards 300 millions de produits industriels et la coopérative "Społem" pour 2 milliards 100 millions de zlotys. Cela nous donne un total de plus de 4 milliards de zlotys le charbon et le pétrole y compris. calculant cette somme par tête d'habitant rural (env.18 millions) on obtient la somme de 250.- zl. environ par tête.

Les produits d'industrie pour 250 de zlotys (250.- frs.)

Quiconque connaît le niveau des prix en Pologne voit de suite que cette somme - même doublée - suffit à peine pour que le paysan puisse s'acheter quelques mètres de bon cordon de chanvre pour lui et sa famille.

Cet écart déjà important entre les prix des produits agricoles et les prix des produits industriels doit être augmenté de 60% en abaissant en même temps la qualité du matériel livré à la campagne. Des instructions données aux organes d'exécution du plan triennal prescrivent que toute l'industrie agricole (laiteries, moulins etc.) doit être confiée à l'Entraide Paysanne - ceci dans deux ans au plus tard.

On a déjà commencé à nationaliser tous les moulins privés bien que la loi sur les nationalisations s'appliquait seulement aux moulins dont la capacité de mouture dépassait 15 tonnes.

Une autre mesure consiste dans l'augmentation du prix des lots de terre alloués dans le cadre de la réforme agraire. Ainsi le prix de chaque lot sera dorénavant égal à la valeur du revenu obtenu par l'exploitation de ce lot pendant un an. Il faut ajouter qu'en outre il est défendu au nouveau propriétaire de construire quoi qu'il soit sur le terrain alloué. Si ce prix est calculé par l'état à la base d'une simple évaluation du revenu probable, toutes les fantaisies y seront permises. Si c'est le paysan qui l'évaluera après un an d'exploitation, il aura intérêt à ne pas cultiver ce lot de terre ou à l'exploiter le moins économiquement possible en y cultivant des produits de second ordre (Ce qui fut observé au cours de l'année 1946). C'est alors que l'état, constatant "l'incapacité" du paysan lui reprendra la terre pour la confier à un organisme collectif appelé l'Entraide Paysanne.

~~L'explication~~ L'appropriation des communautés forrestières et le changement des taux d'impôt foncier que l'on calcule maintenant non par hectare mais à la base de la valeur moyenne de la récolte annuelle constituent une nouvelle charge et un nouveau guet-apens pour la campagne. Là de nouveau le paysan aura l'intérêt de produire le moins possible - juste pour lui - ou de soustraire au contrôle d'état son excédent de production. Pris en flagrant délit de "sabotage" il sera puni. Confiscation des terres au profit de l'Entraide Paysanne. Collectivisation au ralenti. Des instructions confidentielles ordonnent en outre une "économie très stricte" dans l'allocation des crédits pour la reconstruction des communes.

Les avantages dont les paysans jouissaient en ce qui concerne le service militaire (les ajournements du service, la non-obligation du service militaire pour l'unique soutien d'une famille) ont été pratiquement suspendus.

A la lumière de ces faits on aperçoit mieux les motifs qui ont conduits à cette lutte sans merci entre le P.P.R. et le P.S.L. de Mikolajczyk. On a dit souvent que l'opposition de Mikolajczyk est incompréhensible du point de vue du programme politique, le programme du P.S.L. étant très rapproché de celui du bloc gouvernemental et étant presque le même dans le domaine des réformes sociales, de la réforme agraire et de la nationalisation de l'industrie.

Mais on peut comprendre cette lutte quand on approfondit le sens du conflit en le considérant non seulement sous l'angle d'une lutte politique de deux partis mais en élargissant aussi son champ d'observation. Les communistes voudraient appuyer leur pouvoir sur trois millions d'ouvriers

auxquels ils assèreraient le minimum d'existence aux frais de la paysannerie et du reste de la nation tandis que "l'opposition fasciste" du P.S.L. essaye de défendre également les droits à l'existence de 18 millions de la population rurale. Le véritable conflit est là. Et comme les méthodes il est le même partout...

La terreur préélectorale.

Le vocabulaire politique s'est enrichi de ce terme nouveau et populaire. A force de s'en servir comme d'une expression technique précisant un des aspects de la vie politique à l'est de la ligne Stettin-Trieste s'étendant loin de nous (mais pas si loin que cela nous paraisse), ce terme est devenu impersonnel. Ici on s'en sert mais là-bas il est réellement mis en exécution.

Ainsi la campagne électorale du régime s'accompagne d'une terreur préélectorale intense. Les arrestations des militants du P.S.L. continuent. Selon les déclarations de Mikolajczyk faites aux correspondants étrangers 7.000 militants du P.S.L. dont 50 candidats députés furent arrêtés dans le seul district de Poznan. Ces arrestations eurent lieu quelques jours avant le congrès annuel du parti à Poznan et ne cessent d'augmenter. Parmi les membres éminents du parti P.S.L. ce sont MM. KOTER Stanisla, directeur général d'organisation du P.S.L. et BARTOSZEWSKI, un des rédacteurs de la "Gazeta Ludowa" de Mikolajczyk qui en furent victimes. M. Bartoszewski est le cinquième membre de la rédaction de ce journal qui fut récemment emprisonné. On parle également de l'arrestation du rédacteur du service anglosaxon de la "Gazeta Ludowa", M.LESNIIEWSKI. Selon les dernières informations l'activité du P.S.L. fut suspendue dans 6 nouveaux arrondissements. Cela porte le chiffre des arrondissements liquidés à 22, les 7 premiers étant "éliminés" en Juin 46 avant le referendum et 19 après le discours de Byrnes à Stuttgart.

Cette mesure "administrative" entraine de plus l'arrestation de 18 membres du Conseil Suprême du P.S.L., 28 membres des conseils départementaux et de 130 membres des conseils communaux. Au cours de la première semaine de Décembre on a procédé à trois perquisitions au Secrétariat Général du P.S.L. à Varsovie. Une de ces perquisitions dura 20 heures sans interruption, deux autres furent moins longues.

On peut dire que l'affaire Mikolajczyk est classée. Et aussi expliquée: "néguvisme pur et stérile, manque de décision, incapacité politique avérée - tant pis pour lui!"

Mais le repertoire ne se termine pas là. A peine on s'est habitué

à répéter les explications du malheur rédigées par d'autres qui ont l'avantage d'être commodes et - bien entendu - logiques, voilà cette fois-ci les socialistes auxquels revient le premier rôle dans les semaines précédant les élections.

Comme nous l'avons déjà noté il y a eu un moment où il semblait que les socialistes, poussés par les masses contre la minorité gouvernementale omnipotente et impopulaire, désiraient se libérer de la tutelle du parti frère. Les gestes témoignant de plus en plus clairement d'une hostilité contre les oppresseurs politiques du parti socialiste devenaient notoires. Ils trouvaient leur reflète même dans les instructions intérieures du parti socialiste. Leur langage ne fut pas toujours amical et fraternel.

On sait aujourd'hui que toute cette tension ne fut créée qu'artificiellement pour y repêcher les restes des éléments indépendants qui s'enhardis par les allusions des "socialistes" considérés jusqu'à présent comme les plus soumis et dociles (Osóbka-Morawski, Cyrankiewicz, Drobner) - ont jeté leur masque et se sont imprudemment découvert. Donc - après avoir ainsi repéré les rebelles - on les a arrêtés et rien ne s'opposait plus à la conclusion d'une union d'action socialiste-communiste étroite qui fut conclue le 26 Novembre 46 et scellée de plusieurs mandats d'arrestations lancés contre les "négalivistes".

Les anciens militants socialistes du temps de l'occupation allemande furent victimes de cette provocation menée selon les règles les plus classiques. MM. SZTURM DE SZTREM, OBARSKI, GALAJ, PUZAK (héros du procès de 16 à Moscou) ont été écroués. Les autres arrestations les suivirent. L'avocat KOPANKIEWICZ et plusieurs autres dont les noms ne sont pas encore connus patissent de leur "crime" de représenter la véritable opinion des masses ouvrières.

Toutes ces mesures ont profondément remué les ouvriers. L'agitation ouvrière particulièrement marquée fut observée parmi les travailleurs de Cracovie et de Lodz. On craint que la répression atteigne même les membres des Conseils Ouvriers dans les usines et qu'elle puisse provoquer des actes inconsidérés réprimés ensuite encore plus efficacement.

Les conclusions? S'il s'agit de ses obligations envers les puissances signataires des accords de Yalta, de Moscou et de Potsdam, le régime actuel s'en f.... Que les Anglais et les Américains protestent ou ne protestent pas, le régime s'en contref.... Et qu'on le menace de ne plus le reconnaître après les élections "irrégulières" ou qu'on ne le menace pas, il s'en archif.... comme dirait Flaubert. Et puis il peut se le per-

mettre puisque les communistes possèdent le secret et le monopole de nous habituer à tout cela et de nous faire considérer comme chose normale et logique chaque crime dont nous aurions été "hénormement" indignés dans toute autre circonstance.

Le rideau de plomb derrière le rideau de fer ou la réalité soviétique confisquée.

Dans cette mascarade idéologique que l'on observe en lisant la presse polonaise, les sujets auxquels elle ne touche pas et qui lui sont défendus sont souvent politiquement plus éloquents que les sujets dont elle s'occupe dans ses éditoriaux ou dans les polémiques.

Un de ces silences le plus caractéristiques frappe surtout l'observation en ce qui concerne les affaires soviétiques. En principe la presse du régime propage le mot d'ordre du "rapprochement polono-russe", de "l'amitié", du "renouement des relations les plus étroites". Ainsi se présente cette affaire du côté des slogans.

Mais du côté de l'exécution on observe une unilatéralité bien caractéristique. Certes, les hebdomadaires du régime publient les auteurs soviétiques, WARGA ou ERRENBURG, mais ce sont toujours des oeuvres ayant pour sujet les affaires du monde "capitaliste", par exemple les paradoxes de l'économie européenne ou le - traitement des nègres aux Etats Unis. Mais rarement on met le lecteur polonais au courant des articles des publicistes soviétiques traitant des question d'actualité soviétique.

Il en est de même en ce qui concerne la littérature. Les sociétés d'éditions nationalisées "Czytelnik" (Lecteur) et "Książka" (Le livre) rivalisent dans le zèle de traduire et d'éditer les oeuvres de la littérature russe. Mais ce sont toujours soient les chefs d'oeuvre de la littérature prérévolutionnaire comme GOGOL ou POUCHKINE, soient les auteurs soviétiques relativement anciens comme GORKI, MAIAKOWSKI, CHOLOHOV. Jamais une ligne de la littérature soviétique contemporaine.

Certes, cette littérature est aujourd'hui très pauvre, morne et les Russes n'ont presque rien à présenter dans ce domaine mais il est aussi vrai que c'est seulement cette littérature d'aujourd'hui qui peut servir de clef dans la connaissance de la vie soviétique contemporaine et que c'est elle qui peut renseigner le lecteur sur les problèmes de tous les jours, sur les soucis et sur les maux de cette vie. Et c'est précisément cette littérature soviétique et les feuilletons des publicistes contemporains qui sont complètement absents dans la presse communiste et autre

polonaise. Le lecteur polonais en est protégé plus soigneusement qu'au cours des années les plus "fascistes" d'avant guerre.

Il ne faut pas s'en étonner. Cette littérature si on la rendait accessible au lecteur polonais démasquerait immédiatement les buts véritables de la politique russe en Pologne et le mensonge de la politique de ceux qui ne sont que l'instrument dans les mains des Soviets.

Il y a aujourd'hui en Russie le retour au Stalinisme le plus orthodoxe et le plus impitoyable. On en a fini avec la politique du "libéralisme" du temps de guerre, avec les coquetteries faites aux nationalismes avec la tradition, avec l'indulgence en ce qui concerne le libre échange et avec les compromis dans l'idéologie du parti; on en a fini à la soviétique, brutalement, par les épurations, par les arrestations, par une campagne d'injures et de dénonciations.

En même temps les communistes polonais s'efforcent de persuader la population qu'ils ne sont pas du tout si terribles, sévères et intraitables. Quand on observe la politique communiste en France on est souvent surpris par la similitude des arguments et par cette classique unité "dans le temps et l'espace". Or que disent les communistes polonais? Ils disent la même chose que Thorez a dit aux correspondants anglais. Qu'en vérité ils sont réalistes seulement dans la politique, un peu mais juste un peu plus radicaux du point de vue social et un peu rationalistes (mais pas du tout du type russe - Dieu nous en préserve - juste du type français/ des encyclopédistes modernes. Et qu'au fond ce rationalisme n'est pas du tout sérieux. S'ils trouvaient par exemple un clergé "raisonnable" et des "catholiques convenablement civilisés" comme Mounier p.ex. (Mounier est actuellement le Figaro de toute la presse communiste. Mounier par ci, Mounier par là...) ils se mettraient volontier d'accord avec eux. Ils ont rentré les griffes et ils désirent à tout prix se présenter comme des Européens, comme des humanistes et très ancien régime.

Cependant la réalité soviétique crie que tout cela est un masque, que c'est uniquement de la tactique. que cela finit toujours au bout d'un certain temps. Et c'est pourquoi la presse polonaise est obligé de se taire.

10 ans de prison pour l'appel à la grève.

Le Tribunal Militaire (!) à Lodz a condamné Tadeusz BOROWIEC, ouvrier de l'usine "Krusche et Ender" pour avoir lancé l'appel à la grève.

En Juillet 1945 des grèves ont éclaté dans quelques usines de Lodz en signe de protestation contre les conditions de travail insupportables.

Les grèves se déclarèrent également à Pabjanice près de Łódź. Les autorités du Ministère de la Sécurité accompagnées des délégués communistes syndicaux entrèrent sur le terrain de l'usine "Krusche et Ender" ordonnant aux ouvriers de reprendre le travail et déclarèrent qu'en Pologne les grèves sont interdites.

Un des ouvriers, Tadeusz Borowiec, prit la parole défendant le droit des ouvriers à la grève. Il fut immédiatement arrêté et accusé de sabotage. Les interventions des ouvriers tendant à libérer Borowiec n'ont donné aucun résultat et les grèves de protestation déclanchées à la suite de cette arrestation furent brutalement réprimées.

Après 16 mois de prison, Borowiec fut jugé et condamné à 10 ans de prison pour avoir "violé le décret sur la protection de l'état". Dans les motifs du jugement on a souligné que "le recours à la grève dans les circonstances actuelles et dans le régime actuel est inadmissible". Eia, Eia, ah là là...

Un peu d'humour.

Les étudiants de l'Ecole Polytechnique de Silésie (à Gliwice) qui ont pris part aux manifestations politiques du P.S.L. a GLIWICE ont reçu de la part de leur recteur, M.KUCZEWSKI, membre du P.P.R. un ukaze où il les accuse d'avoir violé - l'article 17 de l'ordonnance du Ministère de l'Instruction Publique du 30.4.1933 sur les associations d'étudiants des Universités. C'est l'ordonnance fameuse par son intolérance et sa bêtise qui resuscite comme une nouvelle arme de la terreur préélectorale. Parfois on y est vraiment très ancien régime...

7.I.1947.

P O L O G N E.Les élections.

Les élections polonaises se préparent selon toutes les règles d'une "véritable" démocratie et selon toutes les méthodes essayées déjà en Yougoslavie, en Bulgarie ou en Roumanie.

En apparence il y a quatre groupes qui s'affrontent dans la compétition électorale. En réalité il n'y a que deux idéologies qui, comme dans le monde entier, se sont déclarées la guerre. En Pologne elles la mènent avec un acharnement particulier car c'est le dernier combat: son issue décidera du sort de la nation pour de longues années.

On peut dire que l'existence même de la Pologne, sa culture et sa manière de vivre dépendent du résultat des élections. La lutte électorale est donc proportionnelle à l'enjeu. Celui-ci est énorme. Car celui qui a perdu tout connaît l'importance et le prix de ces "betises" qui nous semblent ici déjà sans valeur. Entrée en contact intime avec la "culture nouvelle" qui frappe et épate les esprits délicats et abstraits de l'ouest, la Pologne a réussi immédiatement à revaloriser tout ce qu'on a baptisé d'une expression souvent méprisante: "valeurs traditionnelles".

Selon la nouvelle loi électorale, la Pologne fut divisée en 52 circonscriptions dans lesquelles 372 candidats doivent être élus. En outre 72 candidats seront nommés sur les listes nationales en proportion du nombre des voix obtenus par les différents partis. Se présentent aux élections:

- 1/ Le bloc gouvernemental composé des communistes, des socialistes gouvernementaux, des démocrates et de paysans à tendance communiste (S.L.).
- 2/ Le parti "P.S.L.Libération" qui est une dissidence du parti P.S.L. de M.Mikolajczyk. On se rappelle que ce parti fut créé ou plutôt fabriqué après la décision de M.Mikolajczyk de voter "Non" à la première question du referendum concernant la suppression du Sénat dans le prochain parlement (Juin 46). M.REK qui ne fut qu'un agent communiste introduit dans les rangs du P.S.L. se révolta alors avec beaucoup de fracas et fonda un "P.S.L.Libération".

Ce parti se présente avec le bloc gouvernemental dans tout l'ouest de la Pologne. Dans le reste du pays il marche aux élections séparément. Cela lui vaut la grâce d'être reconnu par le gou-

vernement comme un parti "d'opposition". La véritable valeur de cette "opposition" commandée se laisse apprécier par le reclame et la publicité dont ce parti jouit dans les journaux du bloc gouvernemental et à la radio.

3/ Ensuite vient le "Parti du Travail" (anciennement "Parti Chrétien du Travail") qui n'est lui aussi qu'une c r é a t i o n communiste. Ce parti fut fondé en même temps que le P.S.L. et dirigé par M. POPIEL (un londonien comme M. Mikolajczyk). Bien que le parti de M. Popiel ne fut pas représenté ~~xxx~~ à la foire de Moscou en Juin 46 qui a abouti à la création de l'actuel gouvernement provisoire de Varsovie, M. Popiel fut autorisé à reprendre son activité.

Mais cette reprise fut autorisée à la condition que les postes directeurs dans le parti soient confiés à MM. FELCZAK et WIDY-WIRSKI deux membres placés sous l'obédience du groupe communiste. En dépit de l'opposition des autres membres du parti, M. Popiel accepta cette condition. Les conséquences en furent rapides. Le 13 Juillet les éléments communistes du Comité Central Exécutif se sont réunis sans avoir invité M. Popiel et ont pris une résolution selon laquelle le Congrès du Parti Chrétien du Travail (qui devait avoir lieu le 21 Juillet 46) ne peut se réunir avant qu'une épuration ne soit faite parmi les membres et les délégués au Congrès.

Malgré cela M. Popiel décida de convoquer le Congrès. A ce moment le gouvernement est intervenu en i n t e r d i s a n t ce congrès. En signe de protestation M. Popiel en sa qualité de président du Parti Chrétien du Travail a d i s s o u t le parti et les sept députés représentant ce mouvement auprès du Conseil National ont démissioné.

C'est alors que M. WIDY-WIRSKI assura tout simplement la permanence. On a supprimé l'adjectif "Chrétien" (ces gens-là ne sont pas quand même dépourvus d'une certaine honnêteté) et le Parti du Travail continua son existence - indépendante, bien sûr!! De même que le "P.S.L. Libération", cette incarnation travailliste du parti communiste (P.P.R.) se joignit au bloc gouvernemental à l'ouest en marchant séparément au centre de la Pologne - ce pays, comme on le sait, ne possédant pas actuellement d'Est. Par conséquent le Parti du Travail a reçu également la bénédiction gouvernementale et son "oppositionnisme" fut officiellement consacré et même loué.

4/ Le Parti Paysan Polonais (P.S.L.) de M. Mikolajczyk constitue le quatrième parti ou - ce qui est encore plus exact - c'est presque toute la Pologne qui le constitue. Le P.S.L. est vraiment indépendant et il est seul. La terreur dont il est la victime No 1 lui a reconquis la sympathie de la population et son popularité tombée il y a quelque temps, s'est de nouveau relévé.

La lutte devient aigre. D'un côté les communistes, qui à l'aide des différentes incarnations politiques et à l'aide de sa police propageant la terreur tentent de s'assurer la victoire; de l'autre un seul homme soutenu par la nation terrorisée qui essaye désespérément de s'opposer à ses adversaires.

Les événements se précipitent.

Le 24 Décembre M. Mikolajczyk déclara au cours d'une conférence de presse que le Ministère de la Sécurité emploie toutes les méthodes pour terroriser les candidats députés du P.S.L. Ces méthodes rappellent celles de la feu Gestapo!

Plusieurs candidats furent littéralement torturés en Silésie et en Poméranie. Le candidat du P.S.L. à Dantzig fut tenu par la police pendant trois jours dans une cave où il restait dans l'eau jusqu'aux genoux. Il ne fut libéré qu'après avoir signé un document certifiant qu'il se remettait de sa candidature. A Varsovie la milice arrête tous ceux qui dans le cadre de la campagne électorale autorisée diffusent les tracts du P.S.L. ou collent les affiches électorales de ce parti.

A TURK près de Lodz, la milice arrêta 200 membres du P.S.L. et les emprisonna presque complètement déshabillés dans un bâtiment sans fenêtres et sans chauffage. Ils furent libérés après avoir consenti à rendre leurs cartes du parti.

M. Mikolajczyk estime qu'environ 30.000 de membres du P.S.L. restent dans les prisons gouvernementales. Certains sont libérés, certains sont de nouveau arrêtés.

Selon les informations du 2 Janvier (United Press) 104 candidats députés du P.S.L. furent récemment arrêtés. Les autres chefs du parti, tels MM. MIERZWA, BACINSKI, PROWECKI, CHRALINSKI, KOT R, MOSKAL et plusieurs autres poursuivent leur candidature à la députation depuis la prison.

Partout on raye sur les listes électorales les noms des membres du P.S.L. ou on les oblige sous la contrainte à signer une démission du parti P.S.L. On diffuse ensuite les noms de ces personnes dans la

presse et la radio en présentant ces renégations forcées comme le triomphe du bloc gouvernemental et la faiblesse du P.S.L.

Les préparatifs des élections sélectionnées battent leur plein.

Les dernières informations.

Le correspondant de l'United Press mande de Varsovie que selon des informations provenant des milieux diplomatiques bien informés et de source officielle, il est possible que la date des élections polonaises fixée à 19 Janvier 1947 soit remise au dernier moment.

Selon les mêmes informations ce sont les différentes personnalités du parti socialiste gouvernemental qui demanderaient cette remise. En effet on y dit que les socialistes considèrent que les élections menées dans les circonstances actuelles priveraient la Pologne du reste des sympathies anglo-américaines.

Pendant ce temps le "terreur préélectorale" ne cesse d'augmenter. Ainsi en Silésie qui constitue la "chasse gardée" des communistes et de leur chef, M. Gomolka qui est le ministre des terres récupérées, le régime a décidé de se procurer au moins 1 million de signatures des électeurs au profit des listes du bloc gouvernemental. Selon la loi électorale chaque liste doit être appuyée par 100 signatures au moins, pour qu'elle puisse être présentée aux élections. On menace alors de représailles ceux qui hésitent à la souscrire. La plupart de ces listes est signée sous contrainte.

Pour faciliter la falsification des élections le bloc gouvernemental a donné au parti de M. Mikolajczyk le No 1 en se réservant le No 4. La population n'a aucune doute sur le but de geste de politesse et considère déjà comme chose normale que la quantité voulue de tous ces 1 sera simplement transformée en 4. opération techniquement très simple.

Dans chaque usine on convoque dernièrement les ouvriers à des réunions où les propagandistes communistes demandent dans leurs allocutions que les ouvriers se rendent tous ensemble dans les locaux des commissions électorales et y votent publiquement pour le régime en démontrant de cette façon qu'ils le gratifient de leur confiance. Le régime se sert en outre des autres méthodes pour s'assurer la victoire électorale.

1/ On emploie l'armée polonaise dans la campagne électorale parmi les paysans. Le chef de l'Etat Major, le général KORCZYK signa un ordre à l'armée où sur 16 pages dactylographiées il explique aux soldats l'importance des élections actuelles et les invite à l'action au profit du bloc gouvernemental. A la suite de cet ordre du jour les soldats furent déjà employés à la diffusion dans les campagnes des tracts et des brochures du bloc dans lesquelles on insulte le P.S.L. et les alliés occidentaux.

Dans plusieurs localités l'armée réquisitionna les locaux du P.S.L.

2/ On a limité le nombre des commissions électorales dans la campagne en les plaçant dans les localités choies de telle façon que les paysans auront souvent beaucoup des difficultés pour y venir voter; ils seront obligés dans beaucoup de cas d'accomplir un voyage de plusieurs kilomètres dans les conditions d'un hiver rigoureux pour qu'ils puissent voter.

3/ Enfin on a décidé de ne pas admettre les hommes de confiance du P.S.L. dans les commissions électorales pendant le dépouillement du scrutin.

Toutes ces mesures préélectorales ont amené M. Mikolajczyk à déclarer le 2 Janvier qu'il est obligé d'envisager la possibilité pour le P.S.L. de boycotter les élections.

La presse clandestine.

Que pensent les "hommes des bois"? On a pas d'informations toutes fraîches. La presse clandestine met beaucoup de temps pour arriver à l'étranger. Mais le No 8 du 17.10.46 de la "Parole Polonaise" reflète assez bien l'opinion des "hors la loi".

Après avoir analysé le texte de la nouvelle loi électorale qui permet toute falsification de la volonté du peuple, on y lit: Dans ces conditions il faudrait en principe boycotter les élections. Mais en ce moment il semble que cela ne serait pas indiqué à moins que de nouvelles circonstances prévues ne surgissent plus tard. En effet une participation massive aux élections empêcherait ou, en tout cas, rendrait plus difficile la falsification de la volonté populaire comme cela a eu lieu au cours du referendum.

A la lumière de la nouvelle loi électorale on peut prévoir facilement le résultat du scrutin qui ne sera qu'une vaste escroquerie politique. Mais il est également sûr que l'importance et l'effronterie de

cette escroquerie seront si grandes et si évidentes que dans le bilan politique général elle n'apportera rien de bon au régime".

Dans le No 7 du journal clandestin "Honneur et Patrie" on lit quelques observations que la Pologne a fait au cours du procès du bourreau allemand de Poznan Greizer. Ces observations - on le comprend - n'ont pu trouver l'écho dans la presse officielle.

L'article est intitulé "La mesure du crime". "Sur le bâtiment de la prison une grande inscription: Le lieu sanctifié par le sang des martyrs. Dedans Fischer, Buehler, Daune et avant quelques semaines Greiser. Les assassins allemands. Et à côté d'eux et parfois ensemble (1) ceux dont le sang avait sanctifié les casemates de la prison de Pawiak, du for No VII, de Mokotow: les héros de la lutte clandestine.

Le procès du bourreau de Poznan et de Lodz avait jeté un faisceau de lumière sur les conditions de vie derrière la grille de fer. Greiser recevait la nourriture préparée dans la cuisine du directeur de la prison. Il recevait la quantité demandée. Dans sa cellule un lit avec du linge, une table et des chaises. Il recevait et il expédiait sa correspondance. Il lisait des journaux. Il avait une bible et il écrivait un livre "Deux nations à la frontière" (Express du soir No 40). L'ancien gauleiter hitlérien avait pour voisin le colonel "Slawbor", commandant du district de l'Ouest de l'A.K. et du WIN. En somme le chef qui dirigeait l'activité de la Pologne souterraine sur les territoires administrés par Greiser.

Dans la cellule de "Slawbor" il n'y a pas de lit. Il y a de la paille pourrie. Il n'y a pas de chaises. Il y a le ciment froid du plancher. Il ne peut communiquer avec personne, il ne peut ni lire ni écrire. Il est défendu de lui envoyer des colis.

La proportion des crimes.

Кажется "Slawbor" combattait pour la Pologne, Greiser contre la Pologne. Mais les dirigeants actuels de nos prisons combattent également contre la Pologne. Cela explique beaucoup".

Oui - quand on veut comprendre...

28.I.1947

P O L O G N E.Le bilan des élections.

La "distribution" définitive des mandats parlementaires y compris la liste nationale (72 mandat) se présente comme suit:

Bloc gouvernemental	394 mandats
Parti du Travail	12 "
PSL - Nouvelle Libération	7 "
Catholiques "indépendant"	3 "
Totale des mandats gouvernementaux	416 "
PSL Mikolajczyk	28 "
T o t a l	444 mandats.

Ainsi le gouvernement s'est alloué 416 mandats sur le total de 444. Rien d'étonnant qu'au cours d'une conférence de presse, le général Grosz, porte parole du Ministère des Affaires Etrangères, déclara que le régime est pleinement satisfait du résultat des élections.

Depuis longtemps ce résultat était facile à prévoir. La "Pravda" soviétique du 14 Déc.46 publia un article qui fut une condamnation à mort de M. Mikolajczyk. Jusqu'à cette date le gouvernement soviétique jouait le rôle d'arbitre et ne s'immisçait pas - apparemment - dans les querelles intérieures des partis polonais. Quand la tension dépassait une certaine limite on convoquait à Moscou les adversaires et on les y mettait d'accord comme cela a eu lieu dans la querelle entre le PPR communiste et les socialistes. Mais le 14 Dec.46 le PSL fut jugé comme la représentation de la réaction et M. Mikolajczyk accusé d'avoir saboté la réforme agraire et d'avoir favorisé le mouvement clandestin. Le résultat en fut immédiat: la terreur s'accrut et M. GOMOLKA leader communiste, parla alors sans ambages de la liquidation du P.S.L. après les élections.

Cependant le PSL continue à lutter légalement contre le gouvernement bien qu'il soit évident que ce combat ne peut être gagné par lui. Mais le PSL le conduit quand même parce qu'il ne veut pas être poussé dans la clandestinité et s'en défend désespérément à l'aide de tous les moyens légaux.

M. Mikolajczyk décida de protester contre le résultat des élections auprès de la Cour Suprême en y demandant également l'annulation du scrutin. Cette protestation sera largement motivée et appuyée par une documentation probante. Le Cour Suprême aura les plus grandes difficultés pour passer outre mais on peut être sûr que la police du Ministère de la

Sécurité lui facilitera cette tâche: elle fera son possible pour que les témoins du PSL retirent les déclarations qu'ils ont fait imprudemment dans les bureaux du parti. Ces déclarations sont accablantes pour le régime.

M. Mikolajczyk est persuadé que la terreur à elle seule n'aurait pas suffi pour assurer au bloc gouvernemental la victoire électorale. Le PSL aurait toujours 60% à 70% des voix si les hommes de confiance du parti avaient pu contrôler le dépouillement du scrutin. Mais sur 6726 circonscriptions dans 296 seulement ils furent autorisés à remplir leur tâche. Et précisément dans toutes ces circonscriptions le PSL a obtenu la majorité.

A Varsovie dans trois circonscriptions où les hommes de confiance du PSL contrôlèrent jusqu'à la fin les opérations de dépouillement, le PSL obtint 2896 voix contre 2387 ^{au bloc.} Mais il n'en fut pas de même partout. Ainsi par exemple dans une circonscription de Varsovie l'homme de confiance du PSL avait remarqué que l'urne remplie de bulletins avait été transportée dans une chambre voisine. Quand il voulu s'y rendre pour contrôler le dépouillement du scrutin, on l'a retenu sur place sous la menace d'un revolver. Mais la porte avant été laissée entr-ouverte il réussit à remarquer que l'urne fut remplacée par une autre, préparée d'avance, et que ce fut celle-là qui servit ensuite au dépouillement du scrutin.

Dans les circonscriptions de l'arrondissement de Poznan où le PSL ne fut pas évincé du contrôle, il obtint 11.354 voix contre 4.547 au bloc, 520 au Parti du Travail et 74 aux autres partis. A Gniezno le PSL a eu la majorité avec 6.596 voix contre 3.344 voix pour le bloc et 349 voix pour les autres partis. Il n'y a pas de doute que dans les autres circonscriptions les résultats étaient les mêmes. Mais dans beaucoup de circonscriptions les membres de la commission électorale inscrivaient toutes les voix sur le compte du bloc gouvernemental. C'est cette méthode seulement qui peut expliquer le phénomène que dans 25 circonscriptions le bloc a pris tous les mandats sans exception. Comme suite à l'interdiction des listes d'opposition le bloc gagna sans aucun combat électoral env. 200 mandats sur 394 ce qui explique suffisamment la situation.

Au cours de la conférence de presse que M. Mikolajczyk donna le 24 Janvier et qui fut considérée par les correspondants étrangers comme la dernière, il expliqua la technique des falsifications. Elle fut

assez primitive. Ainsi par exemple dans les villages et dans les petites villes les présidents de la commission électorale formaient deux queues des votants devant les bureaux de vote: une pour l'opposition et l'autre pour les électeurs du bloc. Quand les paysans se mettaient courageusement dans celle de l'opposition, on les retenait souvent dehors du matin au soir, dans la neige et dans le froid en laissant entrer dans les bureaux uniquement les "clients" du bloc.

Dans plusieurs localités où l'influence du PSL fut prépondérante on a ordonné aux habitants d'une localité "A" de voter dans une localité "B" éloignée souvent de plus de 20 km tandis que ceux de la localité "B" furent invités à voter dans le village "A". Ce chassé-croisé devait décourager les adhérents du PSL d'aller voter si loin. Leurs voix inexprimées se joignaient alors à celles du bloc.

Dans beaucoup de localités les soldats placés devant les bureaux de vote donnaient aux paysans les bulletins avec le No 3 (bloc gouvernemental) en ordonnant leur mise-en-urne.

Dans une localité où le PSL avait obtenu 5 fois plus de voix que le bloc, le président de la commission électorale déclara simplement: "Nous ne pouvons pas admettre un tel résultat" et il inscrivit un résultat opposé. Un des membres de la commission ayant protesté, le président appela les soldats qui forcèrent ce membre à signer le protocole ainsi falsifié en le menaçant de le fusiller s'il persistait dans son refus de signer.

Cependant le régime n'est pas encore entièrement satisfait du résultat des élections. Il est vrai que grâce à ces machinations il a réussi à obtenir presque la totalité des mandats mais le PSL reste toujours un parti assez puissant pour que le régime soit obligé d'en tenir compte dans chaque situation. C'est pourquoi il voudrait le briser à tout prix.

Tout ce qu'on a fait depuis le referendum pour provoquer une scission dans le PSL est resté sans résultat. Mais le gouvernement ne s'arrête pas là et poursuit son but. Il essaye par conséquent de briser même cette petite fraction parlementaire du PSL issues des élections (27 députés) en s'efforçant d'entraîner dans le nouveau gouvernement MM. KIERNIK et WYCECH et en éliminant en même temps M. Mikolajczyk dont l'affaire semble être déjà classée. Si ce plan pouvait être réalisé le PSL serait effectivement brisé mais on ne sait pas encore si MM. Kiernik et Wycech, bien qu'ils soient considérés comme plus "élastiques" que les autres, acceptent de se suicider.

Résumons les faits: les élections en Pologne ont été falsifiées.

Elles l'on été à l'aide des méthodes suivantes:

- 1/ La date des élections fut intentionnellement reculée pendant plusieurs mois. Elles eurent lieu en Pologne beaucoup plus tard que dans tous les autres pays. Le but de ce retard était la volonté du régime de fixer son pouvoir à l'aide de la contrainte et de la destruction de la soumission de tous les centres de la pensée politique polonaise indépendante.
- 2/ Profitant de la présence de l'armée et de la police soviétique en Pologne on a employé la terreur de la police gouvernementale et la terreur économique; les arrestations, les camps de concentration, les meurtres politiques et les meurtres légaux couverts par des procès spectaculaires... tout fut bon pour détruire l'opposition.
- 3/ la liberté de la parole, de réunion et de la presse a cessé d'exister en Pologne.
- 4/ On a éliminé de la vie politique et des élections les véritables partis politiques dont l'activité fut soit suspendue soit renouvelée sous l'ancien nom mais dirigés entièrement par les groupes communistes (Parti Démocrate, Parti du Travail, Parti Socialiste, Parti Paysan). Le PSL fut le seul parti indépendant prenant part aux élections mais son activité fut complètement paralysée dans la période électorale.
- 5/ Tous les faux partis furent amalgamés dans un bloc électoral ayant nettement le caractère d'un monoparti communiste.
- 6/ Des milliers de citoyens ne partageant pas les idées politiques du régime furent officiellement privés du droit de vote et du droit d'éligibilité. On a cherché toutes les possibilités permettant la falsification du scrutin.
- 7/ On a épuré les commissions électorales de tout ce qui pouvait représenter une idée politique indépendante et on les a composées d'individus entièrement soumis à l'administration gouvernementale.
- 8/ Dans beaucoup de circonscriptions les listes indépendantes furent invalidées. Les citoyens qui ont signé ces listes et les candidats indépendants furent arrêtés et même torturés par la police gouvernementale.
- 9/ les fonctionnaires et les ouvriers furent contraints sous la menace de représailles de voter publiquement.
- 10/ Les votants furent terrorisés par la police. Le nombre des agents de cette police dans la période électorale s'élevait à env. 333.000.

hommes (250.000 de la police et 83.000 de la "police volontaire" ORMO sous la direction du Ministère de la Sécurité).

"On a imposé à une nation sans défense le régime de la mitrailleuse, de la matraque et de la prison; partout règne le mensonge et la calomnie qu'on n'a pas la possibilité de démentir ou de flétrir, la manque complet de responsabilité. La liquidation de toutes les libertés constitutionnelles telles que la liberté de la parole, de la réunion et même de décomposition morale et d'angoisse..."

C'est ainsi que M. Mikolajczyk caractérisa le régime actuel de la Pologne dans un passage censuré et confisqué de son discours radiodiffusé du 15 Janvier 1947. Et c'est sous ce régime que la Pologne sera contrainte de vivre!

Les horoscopes.

Les milieux officiels et bien informés de Washington ne cachent pas leur inquiétude. Pour le moment c'est la seule activité que Washington déploie après les élections. Les rapports qui y sont parvenus de Pologne découvrent deux faits (selon l'opinion de Washington) d'une importance capitale qui n'ayant apparemment rien de commun, possèdent aux fond une liaison profondément inquiétante.

Premièrement on suppose généralement et M. Mikolajczyk le suppose d'ailleurs lui même, que peu de temps après les élections il sera emprisonné ou supprimé et que son parti sera liquidé. Deuxièmement - bien que l'Agence "Tass" l'ait formellement démenti le 18 Janv. 47 - les Russes ont introduit dernièrement en Pologne 10 divisions.

M. Mikolajczyk (on le souligne à Washington) lutte avec beaucoup de courage contre le système d'un régime policier, imposé à la Pologne par Moscou. Mais il est tombé dans un piège. Après les élections falsifiées (on en a aucun doute) le gouvernement polonais ne sera plus un gouvernement provisoire et les restes de sécurité dont jouissait M. Mikolajczyk et qui le défendaient contre la vengeance du régime - disparaîtront.

Mais si M. Mikolajczyk est tombé dans un piège, Moscou et les véritables maîtres de la Pologne, les Russes, y furent pris également - dans un autre sens bien entendu. Car il est évident - même au Kremlin - que la clique communiste de Varsovie ne peut être maintenue au pouvoir que par la force.

Après le referendum de Juin 46 dont les résultats furent présentés par le régime de BIERUT comme un triomphe (60% pour le régime) on a di-

tribué parmi les communistes une circulaire confidentielle qui les prévenait qu'en réalité 80% de la population se trouve en opposition à l'égard du gouvernement. A l'heure actuelle tous les ~~observateurs~~ observateurs américains sont d'accord que si les élections avaient été réellement libres et secrètes et que si le dépouillement du scrutin avait été fait honnêtement, le nombre des électeurs votant c o n t r e le régime aurait été e n c o r e plus élevé.

Les mêmes observateurs font ressortir également que les élections falsifiées, la mort ou l'emprisonnement de M. Mikolajczyk et même la liquidation complète du parti d'opposition ne pourront probablement pas empêcher des actes de désespoir dont l'étendue serait telle que le régime ne saurait les reprimer tout seul. Les Russes se trouveraient alors devant la nécessité de prendre une décision: ou se retirer et permettre la création d'un gouvernement réellement polonais ou passer à l'action et appuyer le régime ouvertement en reprimant impitoyablement la révolte.

Personne ne sait quelle serait la décision des Russes mais les rapports concernant les 10 nouvelles divisions soviétiques en Pologne sont loin de caeler l'opinion des cercles compétents de Washington.

12.2.1947.

P O L O G N E .Le charbon et la politique.

La question des frontières occidentales de Pologne fut jusqu'ici trop simplifiée. En général on l'a présenté en disant que les Russes sont "bons" et désirent donner ce territoire à la Pologne tandis que les Anglo-Américains sont "mauvais" et ne veulent pas y consentir. Une simplification communiste bien connue. En réalité tout ce problème de la frontière polonaise occidentale est sensiblement plus compliqué.

Quand M. WIERBLOWSKI déclare à la conférence des suppléants à Londres que la proposition française tendant à créer une Allemagne fédérative n'est pas bonne parce que "les courants nationalistes pangermaniques centripètes" y trouveraient un stimulant puissant, on pourrait lui répondre sans se tromper de beaucoup (hélas!) que la frontière polonaise sur l'Oder-Neisse - si elle reste - sera toujours le p r i n c i p a l s t i m u l a n t des courants pangermaniques et nationalistes de l'Allemagne. Et précisément pour que ces courants ne deviennent trop énergiques et ne menacent cette frontière, la solution française du problème allemand est sûrement meilleure que la solution du gouvernement de Varsovie (lire soviétique).

Examinons alors ce problème des deux côtés c'est à dire du côté anglo-américain et du côté russe. Les véritables motifs de la réserve anglo-américaine n'ont rien de commun avec la "méchanceté". Il y a également beaucoup moins de tendances de la politique pro-allemande que l'on pense. Ces motifs ont l'avantage d'être plus clairs que la politique russe menée à l'égard du même problème. Le motif principal anglosaxon est l e c h a r b o n .

En Europe continentale il y a deux et seulement deux grands bassins houillers: la Silésie et la Ruhr. La capacité productrice de la Silésie s'élève à 90 millions de tonnes de charbon par an - celle de la Ruhr à 130 millions. Toute l'industrie européenne, tous les pays du continent dépendent de ces deux centres énergétiques. Celui qui en dispose celui-ci contrôle la production charbonnière dans ces bassins et gouverne presque la vie économique de l'Europe. La Russie dispose déjà du charbon silésien et tend la main en direction de la Ruhr. Elle demande en tout cas la participation dans le contrôle de la Ruhr et fait dépendre aussi de cela son attitude pendant la conférence de Moscou. Les Anglo-Américains laissent pressentir qu'ils seraient d'accord mais à condition

qu'on leur assurât le contrôle du bassin de Silésie. Car jusqu'à présent c'est seulement la Russie qui dispose entièrement du charbon silésien.

C'est la raison pour laquelle l'Angleterre et les Etats Unis ont refusé de reconnaître définitivement la frontière sur l'Oder-Neisse. Il semble qu'ils la fixeraient sans hésitation depuis longtemps s'ils avaient la même influence que la Russie sur la production et sur la répartition du charbon silésien. On dit que déjà en Novembre 46 M. Bevin a fait une proposition de ce genre en offrant à la Russie comme contrepartie la participation dans le conseil international de la Ruhr ensemble avec la France, le Luxembourg, la Belgique et la Hollande.

Cette politique, menée surtout par l'Angleterre, est d'autant plus compréhensible que l'Angleterre est actuellement elle-même dans une situation économique désastreuse uniquement à cause du manque de charbon. Le charbon silésien l'intéresse donc vivement...

Les chiffres officiels publiés par "European Coal Organization" indiquent que la Pologne produit actuellement 35 millions de tonnes de charbon par an. 11 millions de tonnes vont à l'exportation (4 millions pour la Russie y compris). Le plan de la production pour l'année 1947 prévoit 60 millions de tonnes et en 1950 - 90 millions. Ce niveau de production atteint, la Pologne serait capable d'exporter 50 millions de tonnes de charbon par an. Elle deviendrait par conséquent un des plus grands sinon le plus grand exportateur de charbon en Europe. Rappelons nous à titre de comparaison que l'exportation britannique avant la guerre s'élevait à 45 millions de tonnes par an et, étant donné la liquidation de l'industrie lourde allemande, la Ruhr aura à peine un excédent d'exportation s'élevant à env. 35 millions de tonnes par an.

A la lumière de ces chiffres le problème de la Ruhr et de la Silésie apparaît étroitement lié. Si la Pologne pouvait agir librement, elle pourrait - au prix de la reconnaissance des mêmes droits aux Alliés occidentaux que possède actuellement la Russie en Silésie - obtenir la fixation définitive de sa frontière sur l'Oder et Neisse. Cette reconnaissance de la frontière et même une garantie angloaméricaine serait peut-être aussi nécessaire que la garantie russe dont on n'est pas très sûr. Car il y a des signes que les Russes mènent un double jeu en ce qui concerne la frontière sur l'Oder-Neisse.

Une circulaire confidentielle étrange.

L'URSS est généralement reconnue comme le défenseur le plus acharné de la frontière polonaise sur l'Oder-Neisse. Toutes les déclarations officielles soviétiques à ce sujet sont utilisées par le gouvernement de Varsovie pour persuader la population de la nécessité du concours soviétique dans lequel l'intégrité des "terres recouvrées" serait menacée par les Anglais et par les Allemands. Or ce "concours" est un peu suspect. Car en fait les circulaires et les "ukazes" confidentielles édités par les autorités soviétiques se trouvant sur ces "terres recouvrées" donnent un démenti formel à toutes les déclarations officielles de l'URSS.

Une de ces circulaires, strictement confidentielle, signée par le colonel LEBIEDIEW, chef de la section politique auprès du commandant militaire soviétique de BRESLAU, datée de Novembre 46 et adressée à "toutes les unités militaires, stationnées sur le territoire de l'Administration Provisoire de la Basse Silésie" contient une instruction détaillée indiquant comment il faut orienter la population allemande restant encore sur ce territoire à l'égard des ordres d'évacuation donnés par le gouvernement de Varsovie.

On y ordonne entre autres que toutes les unités soviétiques doivent persuader la population allemande que "l'autorité polonaise est seulement provisoire, que "ses efforts sont irréels" et "qu'elle ne possède aucune possibilité d'évacuer la population allemande qui, en s'appuyant sur les autorités soviétiques, peut rester sur place jusqu'au moment d'une décision définitive". Dans ce cas les unités soviétiques doivent inciter la population allemande à ne pas s'inscrire sur les listes de départ en Allemagne. En cas d'une pression de la part des autorités polonaises, les Allemands doivent se défendre en disant qu'ils travaillent dans les entreprises militaires soviétiques, dans les fermes ou dans l'administration militaire soviétique. Il faut donc élargir ces entreprises pour y occuper la plus grande quantité de la population allemande et délivrer aux chômeurs de certificats de travail nécessaires. "Si les autorités polonaises démenageaient les Allemands de leurs maisons ou de leurs fermes, sous la contrainte, les autorités soviétiques enverront des soldats spécialement préparés pour qu'ils gardent la propriété allemande et l'assurent devant les Polonais".

Ensuite la circulaire ordonne la nomination des délégués allemands qui seront les agents de liaison entre la population allemande et les

autorités soviétiques. On communique que l'ingénieur Rodolphe WINKLER fut nommé par le Q.G. soviétique à Berlin Délégué principal pour la Basse Silésie. Les autorités soviétiques doivent aider ces délégués "sous peine de toutes les conséquences disciplinaires" et en cas de besoin leur servir également d'exécuteurs de leurs dispositions.

Ces délégués doivent organiser les écoles allemandes (tout cela sur le territoire polonais bien entendu) les associations de charité, les partis politiques et l'aide matérielle à la population allemande. La circulaire précise: "Aux écoles allemandes qui - vu la présence de la population polonaise - doivent être organisées *i n o f f i c i e l l e m e n t*, il faut délivrer les livres, les manuels scolaires, la presse et les fonds".

Enfin cette curieuse circulaire ordonne la création immédiate du parti communiste allemand qui sera sous les ordres du Parti Allemand de l'unité Socialiste fonctionnant sur le territoire de l'occupation soviétique en Allemagne.

Autrement dit on souligne officiellement la pérennité de la frontière occidentale polonaise et son garantissement solennel par l'URSS et secrètement on incite la population allemande à attendre jusqu'au moment de "la décision définitive".

En lisant la presse polonaise on est frappé par la coïncidence curieuse entre cette politique curieuse et le comportement de la population allemande sur les "terres recouvrées". Ce comportement prouve en quelque sorte la réalité d'une telle politique. En effet depuis deux mois les journaux polonais s'inquiètent des différents aspects du raidissement des Allemands et de leur effronterie et accusent évidemment uniquement la politique proallemande des Anglais.

Que peut signifier cette politique russe? On se le demande et il semble que c'est une politique à long terme. Mais alors on n'y voit pas la Pologne - est-ce qu'elle devrait disparaître?...

La "petite constitution".

La tactique des étapes se poursuit. Après le gouvernement provisoire qui est resté assez longtemps provisoire pour que toutes les mesures, jugées aussi comme provisoires deviennent définitives (en commençant par le gouvernement lui même), voici une nouvelle trouvaille - la "petite constitution".

Selon les déclarations des hommes d'état polonais, la Pologne n'est par encore mûre pour une grande constitution. Elle recevra donc une "pe-

tite" dont le seul but est évidemment de permettre au gouvernement de faire ce qui lui plaira. On ne parle plus de la constitution de Mars 1921 qui servait jusqu'à présent et qui fut reconnue comme démocratique. Elle a assez servi dans une étape - elle est trop réactionnaire pour la suivante.

Quand on sait lire, il suffit de regarder le journal polonais "La Voix du Peuple" (communiste) pour comprendre aussitôt de quoi il s'agit. L'article traitant de la "petite constitution" n'est autre chose qu'une apologie pure et simple du totalitarisme classique ou plutôt du fascisme, injecté - selon la tactique des étapes - par petites doses, tout doucement et presque d'une façon imperceptible.

La "Voix du Peuple" du 4.2.47 écrit: "La petite constitution ne peut pas contenir de ligne de conduite principale (sic) parceque cela appartient à la grande constitution qui sera élaborée par le parlement. Cependant elle doit régler provisoirement les relations entre le parlement, le gouvernement et le président. Etant donné que la lourde machine parlementaire ne peut pas suivre la vitesse imposée par les circonstances provisoires, certains pouvoirs doivent être transmis au gouvernement. Mais les pleins pouvoirs accordés au gouvernement doivent être soumis au contrôle du parlement. C'est pourquoi il faut créer un organisme spécial supérieur qui - à la place du parlement - contrôlera l'usage que le gouvernement fera de ses pleins pouvoirs. C'est la tâche principale de la petite constitution".

Les glissades de la logique y sont exemplaires. Les mots "provisoire", "lourde machine parlementaire", "la vitesse imposée par les circonstances provisoires" (toujours provisoires) etc. expliquent tout. C'est le langage de la dictature tout court. Mais "l'organisme spécial supérieur" exige un complément d'information. En effet cet "organisme" n'est autre chose que la "Présidence du Soviet Suprême". Il s'appelle en Pologne "la Présidence du Conseil National" et est formé de quelques hommes de confiance (Berman, Mine, Gomolka, Radkiewicz etc.). Son fonctionnement fut éprouvée pendant le temps du "provisoire", la petite constitution le légalisera.

Cet "organisme" n'a jamais existé avant la guerre. Il exercera actuellement un pouvoir illimité mais toujours légalisé, bien entendu, par le vote unanime des députés de la "lourde machine parlementaire". D'une étape à l'autre la soviétisation complète de la Pologne continue.

Et à l'est...

La lettre dont on tire ici les extraits est arrivée - par une occasion - d'un hameau situé à l'ouest de la ligne Molotov-Ribbentrop (Curzon). Datée du 8 décembre 1946 elle fut adressée à un parent de l'expéditrice, demeurant en Angleterre.

"Je suis toujours en vie, mais malade. Du point de vue purement physique ma vie est supportable: j'ai de quoi manger et, grâce à toi, avec quoi m'habiller, quoique mon travail soit très dure - de 4 h. du matin à 8 h. du soir. A part la ferme qui rapporte peu, je dois gagner ma vie en faisant de la couture.

"Du point de vue moral notre vie est terrible. Nous vivons au jour le jour: autour de nous des steppes immenses et désertes où les bandes de toute sorte sévissent, pillent, incendient et volent. Des milliers d'hectares de terre, laissés par les Ukrainiens rapatriés, restent en friche. On peut parcourir 20 à 30 kilomètres sans rencontrer âme qui vive sans savoir si, avec mes enfants, je me réveillerai vivante le lendemain.

"Chez nous on vole et pille tout. Des gosses tout jeunes assaillent les passants à coups de pierre lancés avec les frondes. On vole tout - jusqu'aux croix de cimetière. Les "soviets" (ainsi appelle-t-on les Russes en Pologne) se chargent de maisons plus importantes. Ils les démolissent pour avoir du chauffage et "exportent" les toits en tôle jusqu'en "matouschka Russia" (mère Russie). Par surcroît, de temps en temps, la bourgade nous envoie quelques obus. La fuite précipitée, la nuit, du lit à l'abri que nous avons creusé dans la terre, est devenue chose courante. Nous avons vécu une vie pareille il y a 26 ans à Jitomir, mais pour la vivre une deuxième fois il faudrait avoir des nerfs d'acier. On pourrait écrire des volumes et des volumes sur la situation politique d'ici, mais il faudrait pour cela avoir un talent de Sienkiewicz et beaucoup de courage; dire la vérité c'est risquer la potence.

"On n'arrive plus à croire qu'il existe encore, quelque part dans le monde des pays où l'on fit normalement, tranquillement. Je n'ai jamais été une froussarde mais je t'avoue qu'une vie comme la nôtre rendrait fou l'homme le plus courageux. Je cultive les quelques arpents de terre que je possède; il le faut - j'ai des enfants que je dois élever. L'enseignement, hélas, est tout aussi difficile, et les écoles fermées faute de chauffage. Dans les villages de notre région il n'y a d'ailleurs plus d'écoles celles que les Ukrainiens n'avaient pas incendiées furent démo-

liés par les soviets".

Une camarade de notre pauvre Zosia, déportée encore en Avril 1945 à Kazachstan est revenue il n'y a pas longtemps. Zosia, jusqu'au dernier moment, se leurrerait d'espoir qu'elle mourrait parmi les siens, mais le sort n'en a pas voulu. Ils la sortirent de l'hôpital toute nue, la jetèrent sur une charrette comme un morceau de bois et la transportèrent loin de la ville. Aucun de proches ne put l'assister. Du père de Zosia aucune nouvelle depuis des mois - sans doute l'ont ils assassiné, lui aussi. Combien d'hommes de chez nous finissent de la même façon. La mère de Zosia, restée seule, est devenue folle de désespoir".

"Comme vous êtes heureux de vivre loin d'ici, dans un pays civilisé et normal. Je voudrais tant vous voir encore avant la mort"...

C'est une lettre du centre de l'Europe, écrite quelques kilomètres à l'ouest de la ligne dite Curzon, derrière laquelle il n'a actuellement que des "stepes". Le pays de stepes a gagné quelques centaines de kilomètres. Une étape...

P O L O G N E.

L'oder-Neisse, frontière dont il dépend beaucoup.

Selon les informations de "L'observer", le Secrétaire d'Etat Marshall envisage d'attaquer sérieusement à Moscou l'actuelle frontière occidentale polonaise sur l'oder et la Neisse. Selon les mêmes informations, il proposerait de faire reculer cette frontière plus à l'Est. Un des arguments qui lui serviraient de soutenir sa thèse serait la conviction que la Pologne possède trop peu d'hommes pour peupler et pour aménager ces terrains. Analysons donc quel effet pratique pourrait avoir cette démarche américaine.

Les élections en Pologne furent le moment critique pour la nation tout entière qui avait perdu beaucoup d'illusions dont elle se nourrissait jusqu'à présent. La population polonaise, isolée et informée "scientifiquement" des opinions parcourant l'Occident, ne pouvait pas juger pratiquement la valeur douteuse des accords de Yalta. La promesse des élections libres renforcée par l'autorité des deux puissances occidentales y fut donc admise avec la bonne foi de ceux qui ont peu à espérer. Au moment de la publication des accords de Yalta (Février 1945), la Pologne, ayant déjà fait l'expérience du gouvernement de Lublin, crut assez logiquement que rien de pire ne pouvait lui arriver après.

Bien que Yalta n'ait pas apporté avec elle le retour d'un régime composé d'hommes réellement polonais et bien qu'elle n'ait pas rendu l'indépendance, la Pologne y aperçut la promesse d'un changement possible dans un avenir plus ou moins éloigné.

L'arrivée de M. Mikolajczyk (été 1945) fut comme une injection d'un narcotique. L'atmosphère de la résistance est devenue plus épaisse et la combativité de l'opposition s'est augmentée. Mais le trait caractéristique d'un narcotique est son action limitée dans le temps: au moment des élections l'action du narcotique cessa. Il s'ensuivit l'affaiblissement, la dépression et l'apathie.

Or, le degré de la résistance de la nation dépendra dans l'avenir de l'attitude que la Pologne prendra maintenant - c'est à dire après la perte de tous les espoirs et se trouvant vis-à-vis d'une réalité brutale et dure. C'est seulement cette attitude qui aura une véritable importance à l'longue.

Cette attitude dépendra dans une large mesure de l'attitude des dirigeants de la politique américaine et britannique. Il s'agit notamment de savoir si ces deux puissances placées devant le fait d'une violation flagrante des accords de Yalta et de Potsdam, sauront trouver de tels moyens qui frappent le régime communiste polonais et ne frappent pas la nation à laquelle ce régime fut imposé contre sa propre volonté.

Le problème des frontières orientales de la Pologne y figure à la première place. On ne sait pas comment ce problème sera discuté pendant la conférence de Moscou et si les Américains et les Anglais demanderont des changements de cette frontière au profit de l'Allemagne. En tout cas on peut prévoir que cette demande serait catégoriquement rejetée et que les Russes ne consentiraient à aucune révision de la frontière sur l'Oder-Neisse.

Ce problème se présenterait sans doute différemment, s'il y entraient en question la délimitation entre deux pays se trouvant entièrement sous la domination soviétique. Mais dans l'état de choses actuel l'Oder et la Neisse se trouvent entre la Pologne qui est complètement sous l'influence du Kremlin et l'Allemagne qui n'est que partiellement sous la même influence dont elle peut échapper un jour.

Dans cette situation chaque changement de cette frontière se ferait non seulement au détriment de la Pologne, mais également au détriment de la Russie elle-même qui rejeterait probablement chaque tentative ayant pour but un tel changement. Cependant on commettrait une profonde erreur si on pensait que les Polonais considèrent l'Oder et la Neisse comme une ligne où se termine l'influence soviétique (ou comme une frontière occidentale soviétique tout court) et non comme la frontière de leur propre pays. Les "terres recouvrées" ont été déjà peuplées par environ 4 millions de Polonais venant du centre et de l'Est de la Pologne. Ils y sont venus dans les conditions souvent inhumaines (en principe chaque transfert des populations est inhumain et il est archifaux d'admettre cette méthode comme normale. Malheureusement on s'y habitue de plus en plus. Encore un trait "d'orientalisation" de l'esprit occidental), et ils ont entrepris l'exploitation de ces terres avec un courage et une énergie admirables.

La nation entière (toutes les informations le confirment) est

persuadée et elle croit profondément qu'elle saura mettre en valeur ces terres et les attacher au reste du territoire. Il serait erroné de considérer tous les résultats ~~maximis~~ positifs de cette tâche souvent terriblement dure et enregistrés sur ces terres pendant ces 16 mois écoulés, il serait erroné de considérer tout cela comme le succès du gouvernement et du groupe communiste. Non - ces résultats témoignent avant tout d'une vitalité inépuisable et d'une énergie que chaque Polonais y a déployée dès son arrivée. L'homme s'attache le plus à ce qui est l'oeuvre de ses bras. Entre la nation et les "terres recouvrées" il s'est créé un lien émotionnel très fort et ce lien se renforce toujours. "Les terres recouvrées" sont l'unique récompense non pas pour les territoires pris à l'Est, mais pour tout ce que la Pologne a souffert pendant la guerre. A part ça, la Pologne n'a rien obtenu après cette guerre.

Figurons-nous alors qu'au cours de la conférence de Moscou se produit la situation où les Russes sont défenseurs de la frontière et les Américains et les Britanniques en sont les adversaires. Même si cette démarche anglosaxonne ne changeait rien, le seul fait d'une telle prise de position pourrait avoir des effets déplorables.

Il y a beaucoup de motifs pour juger que les communistes en Pologne, en s'appuyant sur les thèses de Byrnes et de Bevin aient prévu cette situation d'avance et tâcheront d'en tirer le meilleur profit. Les élections polonaises furent non seulement falsifiées mais elles furent falsifiées avec éclat et d'une façon démonstrative. 50 correspondants des journaux étrangers eurent toute liberté pour enregistrer différents abus et cette attitude des autorités gouvernementales les a presque déconcertés. Ils s'étonnèrent même que ces abus furent si nombreux car quelques-uns seulement auraient été déjà suffisants pour assurer le même résultat - la victoire du bloc "démocratique". Cependant il semblait que les communistes aient intérêt à ce que le moindre doute ne puisse exister que les élections furent effectivement falsifiées.

Ce raisonnement peut paraître au premier coup d'oeil très paradoxal. Mais il faut se rappeler qu'on a maintes fois souligné que la falsification des élections aurait pour résultat l'abandon par les Anglo-saxons des principes des accords de Potsdam, en ce qui concerne les frontières occidentales de la Pologne. Le profit que les communistes auraient pu en tirer devint alors évident: les efforts des commu-

nistes, vains jusqu'à présent pour exploiter le patriotisme national polonais à leur profit, pourraient être couronnés de succès. La propagande antibritannique et antiaméricaine complètement inopérante jusqu'à présent agirait puissamment sur les hommes qui ressentiraient comme un tort même une demande de révision des frontières. MM. BIERUT, GOMOLKA et BERMAN s'en rendent parfaitement compte connaissant la véritable réaction de la population après le discours de Byrnes à Stuttgart.

La propagande du régime tâcherait alors sans aucun doute de persuader les Polonais que les puissances occidentales ne se souciaient pas de la liberté des élections, mais qu'elles voulaient seulement avoir un prétexte, une porte de sortie par laquelle elles pourraient se retirer de la "compensation" à l'Ouest donnée en échange pour les territoires pris à l'Est. On accuserait M. Mikolajczyk qu'en refusant son adhésion au bloc gouvernemental il a ouvert cette porte. On ne sait pas si dans ce cas la nation fatiguée et trompée dans ses espoirs ne perdrait sa sympathie sur l'autre partenaire et ne se laisserait prendre vraiment par la propagande communiste.

Si cela avait lieu, les communistes seraient capables d'atteindre plusieurs résultats d'un seul coup: la position de M. Mikolajczyk serait définitivement affaiblie, on aurait réussi à créer un désaccord entre l'émigration polonaise se trouvant à l'Ouest et une réduction sensible de la sympathie et de l'espoir liée avec l'Occident diminuerait sensiblement la résistance du peuple contre l'influence communiste et contre la soviétisation accélérée qui y est envisagée.

Après la liquidation de la résistance psychique dans cette partie de l'Europe la soviétisation serait alors facilitée non seulement en Pologne, mais dans tout le secteur qui compte actuellement plus de 100 millions d'hommes.

Le plan soviétique pour la jeunesse polonaise.

La jeunesse polonaise constitue un grave problème pour les communistes polonais. La presse communiste s'en occupe activement et les articles traitant de cette question ne cachent pas la vérité: la jeunesse polonaise refuse obstinément de se laisser séduire par la propagande communiste. Cette obstination, ce "néguvisme" doivent être surmontés. On ne savait pas jusqu'à présent que préparent les communistes et ce

n'est que maintenant que certains détails sur une réunion du Politbureau du Parti Ouvrier Polonais communiste sont parvenus à l'étranger. Cette réunion, ayant lieu le 25 Août 1946, était précisément consacrée aux méthodes qui doivent rendre la jeunesse polonaise plus accessible au communisme.

Selon ces informations, M. LEBIEDIEV, l'ambassadeur soviétique à Varsovie, a communiqué à M. BERMAN (qui est considéré comme l'agent de liaison entre Moscou et Varsovie) les plans russes concernant l'organisation politique de la jeunesse polonaise. Ces plans ont été communiqués par M. Berman aux membres du Politbureau du Parti Ouvrier au cours de la session du 25 Août 1946. Ils doivent être réalisés dans les cadres de la "deuxième phase de la socialisation" après les élections. Ainsi la première étape aura lieu probablement dans un proche avenir.

Communiquant aux membres du Politbureau le "message" de l'ambassadeur soviétique, M. BERMAN a remarqué que le Parti doit comprendre que dans l'éducation de la jeune génération il n'y a pas de place pour le système d'éducation appliqué auparavant. Dans sa lettre, l'ambassadeur a notamment attiré l'attention de M. BERMAN sur "ce phénomène inquiétant - le comportement et l'attitude de la jeunesse polonaise à l'égard de l'URSS". L'ambassadeur a souligné la nécessité de la "création d'une organisation des étudiants imbue des idées marxistes et du travail dans le même sens le Parti Ouvrier Polonais".

Selon M. BERMAN, le plan de M. LEBIEDIEV pour la jeunesse polonaise prévoit la création d'une grande organisation de la jeunesse sous la direction d'un nouvel organisme, de la Jeunesse Socialiste. A partir de l'âge de 10 ans chaque enfant polonais devra rejoindre les rangs de la Jeunesse Démocratique où chaque garçon et chaque fille devront rester jusqu'à l'âge de 17 ans, les plus intelligents et les plus actifs excepté. Ceux-ci seront incorporés dans la Jeunesse Socialiste à partir de l'âge de 15 ans. Mais l'entrée dans cette dernière organisation ne sera pas ouverte à tous.

La direction de la Jeunesse Démocratique se trouvera dans les mains de la Jeunesse Socialiste à laquelle sera soumise toute éducation en dehors de l'école. Ainsi chaque garçon passera par une suite des "stages", en commençant par la Jeunesse Démocratique et en terminant sa carrière dans le service militaire (sa carrière éducative bien entendu) qui sera précédé d'une période préparatoire du travail à la campagne dans l'usine, etc.

Les garçons et les filles les plus capables qui seront transférés de l'organisation générale dans les rangs de la Jeunesse Socialiste seront - après avoir atteint un certain âge - élus comme membres de la Section de la Jeunesse auprès du Parti Ouvrier Polonais et deviendront "l'élite de la nation appelée à gouverner le pays". Les postes les plus responsables dans les Ministères, dans le Parti, dans la politique, dans l'armée, dans le service de la Sécurité et dans la Milice, dans l'administration, le commerce et dans les banques seront réservés à ceux qui ont passé par la Jeunesse Socialiste.

M. BERMAN a souligné que si l'appartenance à la Jeunesse Démocratique serait obligatoire, l'appartenance à la Jeunesse Socialiste par contre serait obtenue uniquement par la sélection. On espère par là éliminer complètement l'influence de l'Eglise et limiter l'influence de la famille.

P O L O G N E .Le masque et l'instrument du régime.

Le Parlement dont la Pologne fut dotée le 19 Janv. grâce aux soins de l'omnipotente police de sécurité commença à jouer le rôle qui lui fut désigné par le régime en votant la loi sur la " p e t i t e c o n - s t i t u t i o n " .

Dans la discussion qui eut lieu tant au sein de la commission spéciale qu'au cours de la session plénière du Parlement, les orateurs des partis du bloc s'efforçaient de présenter cette oeuvre du régime comme une création unique qui pour la première fois dans l'histoire réalise en Pologne la véritable démocratie populaire, qui descend jusqu'au fond des problèmes sociaux et qui devra servir pour consolider et pour élargir les conquêtes du Peuple.

Cependant ce n'est encore qu'une "petite constitution" comme l'a remarqué le député communiste KLISZKO. Dans la bouche du député KLISZKO cette expression "petite" prend une importance spécifique. Elle ne désigne pas comme en 1919 u n e c o n s t i t u t i o n p r o v i s o i r e e t i n c o m p l è t e , mais elle est employée dans ce sens que la "petite" constitution s'arrête pour ainsi dire à mi-chemin conservant les r e s t e s du régime qui fut admis en Pologne jusqu'à présent c'est à dire le régime, last of all, - démocratique.

C'est seulement quand la nation polonaise sera élevée par le régime et éduquée dans la pensée du régime actuel (les méthodes de cette "éducation" sont connues) et quand la population sera "mûre" et "majeure" - c'est seulement à ce moment là qu'arrivera la Grande Constitution réalisant pleinement les idéaux communistes et soviétiques du P.R.N.

C'est pourquoi la "petite constitution", votée par le nouveau Parlement polonais ne signifie pas autre chose qu'une c o n s t i t u t i o n t r a n s i t o i r e qui ne marquera qu'une é t a p e vers la s o v i é t i s a t i o n p a r f a i t e .

Le régime actuel en Pologne a besoin d'un m a s q u e pour cacher son véritable visage. Il en a besoin aussi bien pour la population polonaise que pour l'étranger. Il a besoin également d'un i n s t r u m e n t pour exécuter le travail préparatoire.

La constitution de Mars 1921 ne s'y prêtait pas. Son acceptation comme base de départ dans le Manifeste du Comité de Lublin de Juillet 1944 où elle fut reconnue par le régime comme la "seule constitution

légale, votée selon la loi n'était qu'une feinte tactique. Quelle devaient être les "concessions de base" de la constitution du 17 Mars 1921 qui devaient rester en vigueur jusqu'au moment de la convocation du nouveau Parlement? Personne n'y saurait répondre; mais par contre il est sûr que tous les articles essentiels de cette constitution comme par exemple l'article No 2 statuant que "le pouvoir suprême dans la République polonaise appartient à la Nation" et les garanties des libertés civiques furent systématiquement foulées aux pieds par le régime et continuent toujours d'être violées.

La position véritable du régime envers la constitution de 1921 apparut nettement pendant les débats parlementaires où le bloc gouvernemental rejette la motion du PSL contenant le contre-projet de la loi constitutionnelle provisoire.

Le contre-projet du PSL partait du fait de l'existence et de la pérennité de la constitution de 1921. Dans ce cas, selon le PSL, le vote de la motion du bloc était superflu parceque la constitution de 1921 offre l'ensemble des dispositions constitutionnelles et son caractère démocratique ne fut contesté par personne.

Dans cet état de choses le contre-projet du PSL constatait dans l'Article No 1 que jusqu'au moment du vote de la nouvelle constitution les dispositions de la constitution du 17 Mars 1921 resteraient pleinement en vigueur. Du point de vue de la loi il ne restait donc plus qu'à prendre en considération les changements législatifs survenus après cette guerre et notamment: la loi du 4 Février 1947 concernant l'élection du Président et la suppression du Sénat résultant du referendum du 30 Juin 1946. En outre le contre-projet du PSL contenait la disposition sur la création du Conseil d'Etat des Municipalités sous la direction du Ministre de l'administration publique, ce qui "bouchait le trou" résultant de l'article 33 de la loi du 11 Septembre 1944 sur l'organisation et le rayon d'action des conseils nationaux qui dit:

"Au moment des élections aux corps parlementaires selon les principes de la constitution du 17 Mars 1921, le Conseil National sera automatiquement dissout".

Du point de vue politique l'admission du contre-projet du PSL aurait fait du Parlement la base du régime, car le principe fondamental de la constitution de 1921 est le régime du Parlement. Mais le nouveau Parlement de 1947 ne pouvait avoir

des prétentions si démesurées... Il est né du néant et il doit durer dans le néant exécutant seulement le rôle d'un masque et d'un instrument.

Le Comité de Lublin s'appuyant officiellement sur la constitution de 1921 décréta cependant sa propre "constitution" (elle a passé inaperçue) qu'il considérait toujours comme s e u l e v a l a b l e. C'est précisément la loi du 11 Sept. 1944 citée ci-dessus et concernant la création des Conseils nationaux.

C'est à cette institution qu'on délègue le centre du pouvoir gouvernemental: La Présidence du Conseil National y est devenue l'organe suprême et les Conseils nationaux territoriaux (provinciaux) sont devenus le b r a n d' e x é c u t i o n de la Présidence. Dans cette construction d i s p a r u t de la v i e p u b l i q u e e n P o l o g n e la m u n i c i p a l i t é p r o v i n c i a l e, fondée sur les élections municipales et s'appuyant sur l'élément civique i n d é p e n d a n t et l i b r e.

Or, le but essentiel de la "petite constitution" votée récemment est le s a u v e t a g e de l'existence de ces Conseils nationaux et le maintien en vigueur de la "véritable constitution de Septembre" du régime qui demeure toujours - lublinien.

Ensuite, la "petite constitution" doit exclure de la constitution de 1921 tout ce qui fait du Parlement la source du pouvoir et ce qui assure la légalité et les l i b e r t é s c i v i q u e s.

Ainsi il manque dans la "petite constitution" (aux bras de laquelle tout le Parlement se sent si petit...) aux bras de celle de Mars 1921 concernant le pouvoir législatif:

"Il n'y a pas de loi sans l'accord du Parlement" (Art.3).

Il manque dans la petite constitution la garantie de l' i n d é p e n d a n c e de tribunaux c'est à dire de l'immovibilité et de l'immunité des juges, il n'y a pas de Tribunal suprême de l'Administration ni de Tribunal d'Etat. Le régime de la Chambre Suprême du Contrôle n'y est pas défini.

Mais il y a dans la "petite constitution" l'ancienne Présidence du Conseil National dans une nouvelle incarnation et sous un nom nouveau du C o n s e i l d' E t a t. Cette institution comme l'ont démontré les députés du PSL, NADOBNIK et WOJCICKI, est totalement é t r a n g è r e à la loi constitutionnelle polonaise, elle est la proche parente du système soviétique supprimant le régime de la démocratie parlementaire constituant le fondement de la constitution de 1921.

Prise dans son ensemble, la "petite constitution" souffre d'une dualité intérieure insoluble. Elle crée le double système de pouvoirs: le Conseil d'Etat (avec les conseils provinciaux comme organes exécutifs) et d'autre part le Parlement et les ministres responsables devant lui. Cette contradiction n'est pourtant qu'apparente et disparaît en pratique grâce à la prépondérance du Conseil d'Etat tandis que les garanties des droits de contrôle du Parlement y sont parfaitement illusoires. En réalité le Conseil d'Etat rassemble le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif.

En somme les travaux du nouveau Parlement seront limités au strict minimum. La "décrétomanie" fleurira.

L'intervention des députés du PSL au cours de débats au sujet de la "petite constitution" n'a eu évidemment aucun résultat. Leurs voix furent éteintes par les discours des députés du bloc criant haut leur enthousiasme pour le totalitarisme progressiste. Cependant l'intervention du PSL a permis de soulever le masque du régime et de montrer son véritable visage à la population polonaise et à l'étranger. Mais pendant combien de temps encore le PSL réussira-t-il à jeter quelques mots de vérité dans ce Parlement des apparences et des mensonges?

- - - - -

paysanne, peu informée de ce qui se passe, les convaincant toujours d'être des représentants du PSL. Cela prouve à quel point la situation est complexe.

Vers le 15 Mars ont eu lieu les consultations des militants encore fidèles à M. Mikolajczyk. Comme suite à cette conférence le Comité Exécutif a démissionné et un nouveau a été élu. Il est composé actuellement de MM. BANCZYK, BAGINSKI, BRYJA, Mme Anne CHORAZYNA, KAMINSKI, KLIMCZAK, KORBINSKI, MIERZWA, MOSKAL, NOWAK, PONIECKI, FABISZ, WITSSZEK,

Le crépuscule du PSL.

Le procès de désintégration du PSL de M. Mikolajczyk s'accélère. Les cadres du parti, exposés d'une part à la pression de la police du Ministère de la Sécurité et désabusés par la défaite électorale ainsi que par le manque de réaction de l'Occident d'autre part, commencent à se décomposer dans plusieurs régions de Pologne. Après les régions de BIALYSTOK et de TRESCHEN, c'est le tour de PIOTRKOW, de LOMZA et de IERADZ.

Dans la direction du parti la situation est encore pire. On a l'impression que le PSL a perdu la ligne politique. Une grande partie des militants connus essaye de renouer les relations avec le régime. Ces militants attaquent dans leurs discours publics leur propre direction, leurs chefs et surtout M. MIKOLAJCZYK qui est considéré comme l'obstacle principal sur la route de la capitulation sans condition.

Bien que l'organe officiel du parti, la "Gazeta Ludowa" publia le communiqué du Comité Exécutif du PSL concernant la suspension dans leurs droits des membres du parti PSL les éditeurs de l'hebdomadaire "Les Paysans et l'Etat" qui est édité sans l'assentiment et contre les directives des pouvoirs principaux du parti - le Président du Conseil Principal du parti, M. KIERNIK, publia un article dans cet organe des capitulants et des "collabos".

La rédaction de cet hebdomadaire est assurée par M. Joseph NIECKO et il est édité par MM. C. WYCECH, Jean DOMANSKI, Jean DEC, et Jean DEBSKI. Tous les cinq ils étaient avant des militants très actifs et proches collaborateurs de M. Mikolajczyk.

Etant donné que cette publication nuit aux intérêts du parti, ils n'ont pas reçu l'accord du Comité Exécutif, prévu par les statuts du PSL pour leur publication. Par conséquent le rédacteur et les éditeurs ont été suspendus dans leurs droits de membres du PSL. Mais pour la masse paysanne, peu informée de ce qui se passe, ils continuent toujours d'être des représentants du PSL. Cela prouve à quel point la situation est complexe.

Vers le 15 Mars ont eu lieu les consultations des militants encore fidèles à M. Mikolajczyk. Comme suite à cette conférence le Comité Exécutif a démissionné et un nouveau a été élu. Il est composé actuellement de MM. BANCZYK, BAGINSKI, BRYJA, Mme Anne CHORAZYNA, KAMINSKI, KLIMCZAK, KORBENSKI, MIERZWA, MOSKAL, NOWAK, PONIECKI, FABISZ, WITSSZEK,

WOJCİK et ZAREMBA Ladislas. Comme viceprésidents du PSL furent élus MM. Banczyk et Klimozak, comme trésorier M. Bryja, comme secrétaire général M. Wojcik et comme son remplaçant M. Mierzwa.

On ne sait pas pourtant si cette mesure ayant pour but le regroupement des fidèles et le renforcement du "carré PSL" réussira à défendre le parti contre les attaques venant de tous côtés et emportant à chaque fois des hommes de ses rangs déjà décimés.

La liaison dangereuse.

Le Parti Socialiste Polonais "fédéré" éprouve quelques difficultés après sa victoire électorale assurée grâce au pacte avec les communistes.

L'opinion au sujet de M. CYRANKIEWICZ, Premier Ministre, est assez divisée et il n'est pas facile de se rendre compte quels sont ses plans véritables.

On sait pourtant que le PPS n'a pas encore complètement capitulé et que la tension persiste entre les communistes et les socialistes. Elle est surtout visible au cours des sessions des différentes commissions parlementaires où les communistes, ayant la majorité grâce à l'appui du Parti Démocrate (SD) et du Parti Paysan (SL) - tous deux sous l'obéissance communiste - rejettent chaque projet législatif et chaque motion socialistes.

Les communistes ont essayé également de limiter et de créer des difficultés à la publication de la presse socialiste. Dans la première moitié du mois de Mars le principal organe du PPS, le quotidien "ROBOTNIK" commença à paraître sur une page et demi, tandis que tous les journaux communistes étaient tirés au format normal.

C'est alors que M. HOCHFELD, Rédacteur en chef du "Robotnik", publia un article dans lequel il laissa comprendre aux communistes que son parti n'hésiterait pas à "faire appel à l'opinion publique du pays" pour démontrer et pour flétrir "la mauvaise volonté des autorités réglant la distribution et l'allocation de papier". Ces "autorités" sont - comme on le sait - entièrement communistes.

Il semble que ces incidents ont encore renforcé la pression venant d'en bas (toujours ressentie) c'est à dire de la masse socialiste qui continue de rester beaucoup plus insoumise et franchement anticomuniste que ses dirigeants.

On dit même - détail curieux - que profitant de la déception de M. OSOBEKA-MORAWSKI qui est un ambitieux dépourvu d'intelligence et qui a douloureusement ressenti sa disgrâce (du poste de ~~vice~~ président du conseil il devint un simple ministre de l'administration dans le "nouveau" cabinet) - on pousse M. MORAWSKI avec succès dans cette lutte contre les communistes. Ses capacités "d'homme de façade" développées et employées par les communistes sont actuellement exploitées par les éléments indépendants et toujours puissants du parti socialiste. On en veut faire le bon émissaire dont on dit qu'il est "d'avantage un bon qu'un émissaire".

L'accroissement constant et assez violent du nombre des membres du parti socialiste, constaté surtout après les élections comme suite à l'échec du PSL, inquiète les communistes et semble retarder sérieusement l'exécution de leurs plans politiques. Résultat: En Pologne on commence déjà à se demander dans combien de temps les communistes déclareront ouvertement que le parti-frère est un "parti des réactionnaires". On prévoit une épuration dans les rangs du FPS ordonnée par les communistes du PPR.

L'amnistie.

L'atmosphère de détente créée par la première session du nouveau Parlement et renforcée par les mesures de clémence envers "ceux des forêts" et autres criminels politiques - et du droit commun, n'a pas fait long feu.

On s'est vite aperçu que la fameuse amnistie était surtout appliquée aux criminels de droit commun. En effet pour eux les portes des prisons se sont ouvertes dès la signature du décret tandis que les "politiques" sont libérés au compte-gouttes et la plupart reste toujours emprisonnée comme tous les notables du PSL, arrêtés avant les élections. Le nombre officiel des libérés, communiqué le 1-er Avril s'élève à 19.972 personnes. Mais ce n'est qu'un cinquième à peine du nombre total de ceux qui restent toujours en prison. Le nombre exact de "ceux des forêts" qui sont déjà rentrés dans la vie légale n'est pas connu. On parle de 6.000, de 15.000 (Chiffre officiel au 1-er Avril: 14.902 personnes). Mais ces chiffres semblent être faux.

En tout cas on sait que le régime est déçu et que le résultat de

l'amnistie ne satisfait pas ni les autorités gouvernementales, ni la population. Le problème est pourtant simple: le régime n'inspire pas confiance.

Quelques cas d'arrestations ont été notés parmi ceux qui avaient quitté la forêt en passant par les bureaux de la légalisation où est établie une fiche complète du gracié avec son "curriculum silvae" très détaillé. Ces quelques arrestations ont freiné sensiblement le mouvement de "sortie" (quoi qu'on en dise).

Etant donné que la lutte armée est de plus en plus reconnue comme infructueuse et trop coûteuse, les hommes des forêts essayant alors de rentrer dans la vie légale en évitant les "bureaux de la légalisation" du gouvernement. On essaie d'abord de légaliser sa situation - illégalement. C'est plus prudent...

L'opinion sur l'amnistie: on connaît le cas d'un directeur d'usine appartenant dès le commencement au PPR communiste qui emploie dans son établissement son fils (héros de l'A.K. condamné à la déportation par les Russes et évadé) sous un faux nom et qui hésite de lui conseiller de profiter de l'amnistie.

Les coulisses de la "démocratie".

La "démocratie" comme on le sait, est le mot le plus employé par tous les hommes du régime. Voici l'exemple de cette démocratie dans l'armée de Zymierski (Informations exactes et contrôlées).

Les simples soldats et les sous-officiers reçoivent le tabac le plus ordinaire ou des cigarettes de la plus mauvaise qualité.

Les aspirants et les officiers jusqu'au grade de capitaine (dans ces grades il n'y a plus de Russes dans l'armée Zymierski) reçoivent des cigarettes de la marque "Partyzant" (Gauloises ordinaires).

Les officiers de l'état major (les commandants et les colonels) reçoivent des cigarettes de la marque "Baltyk" ou "Wolność" (Balte ou Gitanes), que 3 kg de sucre, 5 kg de farine, 3 kg de macaroni, 1 kg de beurre et 1 kg de lard par mois. On sait que dans ces grades plus d'un tiers des officiers sont encore des officiers soviétiques portant l'uniforme polonais.

Les officiers commandant une unité ou dirigeant un service administratif dans les services du ministère reçoivent des cigarettes américaines "Camel", "Chesterfield" etc. ainsi que 6 kg de sucre, 10 kg de farine, 5 kg de macaroni, 2 kg de beurre et 1 kg de lard par mois.

Les Généraux (parmi eux il y a toujours peu de Polonais) reçoivent

la même chose que les colonels p l u s 50.000 zl. (50.000 Frs.) par mois à titre de prime d'officier général (En plus de leurs émoluments bien entendu). Cette dotation mensuelle est payée e n s e c r e t pour que personne n'en sache rien ni dans l'armée ni parmi la population. Les officiers soviétiques engagés dans l'armée de Zymierski reçoivent en outre une indemnité qui atteint presque la somme de leurs émoluments. Cette indemnité leur est payée pour le "service commandé" ex dans l'armée polonaise.

Le Maréchal Zymierski est propriétaire d'une luxueuse boîte de nuit "Bungalow" à Zopot (Deauville polonais). Pendant l'action de la "démocratisation" du littoral en été 1946 cet établissement coquet fut fermé mais il fut bientôt réouvert. En plus, le Maréchal possède à Zopot une luxueuse villa meublée - à l'aide du mobilier des villas se trouvant aux alentours.

Le vicevoivode (sous-prefet) de Dantzig M.GADOMSKI, tire d'importants profits "privés" de la Manufacture d'Etat des Meubles à WRZESZCZ. Presque tous les hommes qui sont "des nôtres" disposent des revenus "privés". C'est une règle parmi les communistes du PPR qu'ils possèdent d e u x ou t r o i s sources de revenus. Le revenu "privé" est bien entendu beaucoup plus important que le revenu officiel (les émoluments suffisant à peine pour une semaine).

M.ŻOLKIEWSKI, quand il écrit (No 25):

"C'est une mauvaise compréhension des choses que de vouloir éduquer la jeunesse dans un esprit a p o l i t i q u e. En réalité les incitations à un détachement complet des problèmes politiques ne peuvent que jeter la jeunesse d a n s l e g o u f r e de la r é a c t i o n. Faire penser politiquement, cela veut dire lui apprendre à appréhender les problèmes sociaux et à les apprécier. Il faut que nous apprenions à notre jeunesse à choisir le c r i t è r e de n o t r e c u l t u r e f u t u r e".

Remarquons en passant, et cela est bien caractéristique, que le mot "communisme" et "marxisme" n'y figurent pas. Le même hebdomadaire "Kuźnica" ("La Forge") (No 49) nous permet de nous renseigner quant à l'attitude de la jeunesse polonaise devant les directives

5.5.47.

P O L O G N ELe problème de la jeunesse.

Commentant dans son éditorial du 13 Février 1947 les changements survenus au sein du gouvernement de Varsovie après les élections., "Le Monde" annonçait le remplacement de l'ancien ministre de l'Education Nationale, M.WYCECH (membre du parti Mikolajczyk) par un membre du PPR communiste, l'ancien ambassadeur de Pologne à Paris - M.SKRSZESZEWSKI. "Le Monde" ajoutait que les communistes s'étaient assurés ainsi la direction morale des nouvelles générations polonaises.

Le problème nous semble bien posé. Ce que nous nous proposons d'étudier ici, c'est la voie dans laquelle on voudrait diriger cette jeunesse et la réaction de celle-ci à l'égard de ces tentatives. Notre analyse sera faite uniquement à la base de la presse officielle polonaise. Elle garantira ainsi la plus grande objectivité.

Déjà depuis l'été 1945 on peut constater qu'une discussion et les polémiques le plus intenses des problèmes de l'éducation des jeunes sont menées par la presse communiste. Les dominantes de cette campagne sont resumées de la meilleure façon par un des principaux rédacteurs de l'hébdomadaire "KUZNICA" -La Forge (communiste). M.ŻOLKIEWSKI, quand il écrit (No 25):

"C'est une mauvaise compréhension des choses que de vouloir éduquer la jeunesse dans un esprit a p o l i t i q u e. En réalité les incitations à un détachement complet des problèmes politiques ne peuvent que jeter la jeunesse d a n s l e g o u f f r e de la r é a c t i o n. Faire penser politiquement, cela veut dire lui apprendre à appréhender les problèmes sociaux et à les apprécier. Il faut que nous apprenions à notre jeunesse à choisir le c r i t è r e de notre c u l t u r e future".

Remarquons en passant, et cela est bien caractéristique, que le mot "communisme" et "marxisme" n'y figurent pas. Le même hébdomadaire "Kuznica" ("La Forge") (No 49) nous permet de nous renseigner quant à l'attitude de la jeunesse polonaise devant les directives

que l'on voudrait lui faire suivre. Citons quelques passages du discours que Mme H.KULAGOWSKA a fait au Congrès universitaire des polonistes à Cracovie:

"Dans sa majeure partie, la jeunesse polonaise n'aperçoit pas les changements catégoriques et irrévocables survenus dans la structure de la nouvelle réalité. Elle ne croit pas obligée de reconstruire entièrement les fondements et de réviser complètement sa ligne de vie. Elle ne veut pas se construire consciemment, elle veut uniquement accaparer avec le plus grand soin la science pour cultiver ses valeurs personnelles - isolées et sociales. Elle se contente de vivre au jour le jour des miettes d'une idéologie (?) et d'une vie sociale irrégulière. Son rôle dans la vie universitaire n'est que celui d'étudiants sages et obéissants mais rien au delà. La jeunesse universitaire considère comme son point d'honneur d'avoir une attitude du détachement scientifique absolu ce qui convient - paraît-il - le mieux à une science pure et objective. Quelle absurdité! Il est déplorable que l'autre jeunesse (la jeunesse communiste) pleine d'inquiétude idéologique, cherchant à frayer de nouveaux chemins, ne prédomine pas ce marasme. Mais elle n'est malheureusement qu'un caillou dans la mer".

Dans les conférences universitaires toutes les controverses et tous les points féconds de combat disparaissent presque totalement. Rien n'est contesté, tout est enregistré dans la mémoire, aucune place pour une polémique ou une indignation".

Enfin Mme Kulagowska, désespérée de l'apathie et de l'indifférence de la jeunesse l'incite à la lutte. Contre qui?

"La jeunesse doit lutter contre ses propres professeurs, elle doit cesser de considérer les mots lancés "Ex cathedra" comme un oracle. Il faut confronter les idéologies scientifiques, il faut les connaître."

Elle conclut:

"Aussi longtemps qu'il n'y a pas de tradition (?) et que les plus simples traditions du travail et de la vie collective ne sont pas inculquées - l'éducateur ne devrait pas rejeter la contrainte et il

a le droit de s'en servir".

Il faut ajouter que cette conclusion est une citation t e x t u e l l e du "Poème pédagogique" soviétique de MAKARENKO. Nous sommes fixés.

Ainsi l'auteur de ce discours, publié dans "Kuznitsa" No 49 essaye de nous présenter l'attitude de la jeunesse comme neutre et asociale, s'expliquant par un désarroi idéologique pour lequel il ne peut y avoir qu'un échappatoire: - approfondir la connaissance de "la plus créatrice des doctrines" qui seule nous permet de "comprendre la réalité des choses et de nous y adapter". Remarquons encore une fois de plus que les mots "communisme" ou "marxisme" y sont absents. Ils sont remplacés par les - descriptions à la Labunssé.

Sans vouloir porter ici un jugement sur "la valeur profonde de la doctrine" (manière descriptive) nous voudrions, dès maintenant, faire ressortir quelques conséquences de cette pression exercée sur la jeunesse et avouée par les auteurs cités ci-dessus.

On voit d'abord qu'il s'est formé un fossé profond entre la nouvelle génération polonaise et les pionniers de "la plus créatrice des doctrines". Ils s'étonnent que les jeunes ne veulent pas réviser leurs conceptions et accorder plus d'intérêt aux "théories nouvelles; qu'ils refusent de former les rangs de militants nouveaux. La jeunesse répond à ces moniteurs qu'elle n'entend se plier à aucune discipline des partis et qu'elle veut rester neutre et apolitique. Mais quelle autre réponse pourrait-elle donner aux apôtres d'une idée étrangère lorsqu'ils sont en même temps des commissaires politiques possédant les pouvoirs les plus étendus sur la personne des récalcitrants?

Et c'est ici que nous pouvons tirer la deuxième conclusion de la lecture des passages cités. On voit qu'on s'efforce de nous fausser l'image de la jeunesse polonaise actuelle. En voulant la présenter comme neutre et indifférente à l'égard des faits accomplis, On n'arrive pas pourtant à nous cacher le fait essentiel: que les sentiments de la jeunesse sont profondément hostiles à la "réalité nouvelle", à laquelle on veut l'incorporer.

Audiatur et altera pars.

L'hébdomadaire "DZIS I JUTRO" (aujourd'hui et demain") essaye de nous donner une analyse plus profonde de la nouvelle génération. Notons que cet hébdomadaire est l'organe officiel du parti catholique toléré par le régime. L'existence de ce parti, très petit d'ailleurs (3 députés dans le nouveau parlement) soutenant presque sans réserve la politique du gouvernement doit démontrer à l'opinion polonaise et à l'étranger avant tout que la Pologne catholique soutient le régime. Les membres de ce parti estiment qu'ils peuvent en tant qu'opposés au régime actuel dans le "domaine abstrait des conceptions idéologiques", prendre l'attitude entièrement positive à l'égard de son administration. Cela explique pourquoi faisant allusion aux idées différentes de celles des communistes, "Dzis i Jutro" ne veut pas aller au delà. Le groupe de ce parti catholique n'essaye pas de combattre les postulats et les doctrines de ces adversaires, mais elle indique timidement qu'à côté d'une éducation officielle, celle de l'état, il faut ajouter une éducation catholique.

L'analyse de ce point de vue nous permettra également de comprendre le climat. M.KURZYNA, l'auteur d'un article paru dans cet hébdomadaire (No 13), s'efforce d'abord de nous faire comprendre les causes de la crise dans laquelle s'est trouvée la nouvelle génération polonaise. Il estime qu'il n'existe plus en Pologne de jeunesse qu'on pourrait définir ainsi (la JEUNESSE), d'après les fonctions qu'elle remplit dans la société. Selon lui:

"...l'individu est placé dans un groupe social selon les fonctions professionnelles qu'il remplit. La fonction essentielle de la jeunesse est de se préparer à une action créatrice dans la société".

D'après M.Kurzyrna la nation polonaise est restée depuis près de deux cent ans sans une jeunesse ainsi définie. Au temps de l'asservissement, la lassitude et plutôt l'incapacité de la vieille génération (la désapprobation des générations anciennes est actuellement la passe par tout quand on veut s'exprimer un peu plus librement) exigeait des éléments jeunes qu'ils prirent les plus lourdes responsabilités. Ainsi tous les grands événements de l'histoire de la nation comme l'insurrection de KOSCIUSZKO et les insurrections de 1830, 1863, la guerre de 1914-21 ainsi que la résistance pendant la dernière guerre étaient l'oeuvre de jeunes. Mais la fonction principale de la jeunesse qui est la prépara-

tion à un travail créateur, n'a pas été accomplie. C'était la jeunesse qui n'était plus jeune car elle se chargeait du poids de responsabilités qui aurait dû être porté par ses pères".

Il y aurait - d'après l'auteur - deux causes principales d'une telle situation:

La première consisterait dans le sentiment de non-satisfaction du travail quotidien accompli par la jeunesse polonaise dans un pays se trouvant sous la domination permanente de l'étranger. Il est difficile pour les jeunes de travailler et de tirer profit des expériences de la vie lorsque l'esprit de contradiction (qui leur est naturel) se trouve constamment en éveil par les injustices qu'ils peuvent observer. Cet état d'esprit est à la base de toutes les manifestations du sentiment patriotique refoulé et révolté - des manifestations qui se sont produites et qui se produisent souvent à des moments inopportuns.

Une deuxième cause devrait être attribuée à une erreur ou à une faute de la génération d'âge mûr. La partie de cette génération qui tient compte de la "raison d'état" dans ses agissements et dans son action est toujours isolée de la jeunesse. L'opposition entre la raison et les sentiments provoque de graves malentendus. Ces malentendus sont de plus soigneusement entretenus par cette autre fraction de la société qui est en opposition et qui se rejouit de cette attitude de la jeunesse. "Telle était également la situation pendant la dernière guerre":

"Les éléments les plus patriotes sont tombés sur les routes qui vont d'Afrique à Mont Cassin, de Moscou à Varsovie et Berlin sans compter les pertes beaucoup plus graves qu'a subies la jeunesse sous l'occupation allemande. Les autres ont cessé d'être une "jeunesse" dès qu'on leur a appris que ce sont eux qui doivent remplacer les dirigeants du pays qui ont failli (?) et que c'est sur eux (?) que repose l'espoir immédiat du pays".

M. Kurzyna invoque un autre trait qui distingue la jeunesse des autres parties de la société - la confiance en son travail créateur pour effacer les vices du présent et bâtir un avenir selon ses aspirations. Cette foi dans l'avenir fait défaut chez la jeunesse polonaise. La jeunesse qui ne croit plus à un changement possible des faits présents tombe dans un opportunisme placide ou dans un état de passivité qui lui

fait accepter sans discuter son sort présent et futur. L'auteur montre comment on a réussi à duper la foi ardente des jeunes pendant la dernière guerre:

"En 1939 on exigeait d'eux la croyance dans la victoire pour bafouer ensuite leurs sentiments.

Pendant toute la durée de la guerre on leur a démontré les nécessités d'une résistance active en créant en même temps le mythe de la puissance anglosaxonne. En fin de compte la résistance se termina par l'insurrection de Varsovie et leur attachement à la culture occidentale à pris l'aspect de croyances réactionnaires..

C'est ainsi qu'aujourd'hui encore la majorité des accusés dans les procès politique et la presque totalité des militants de la conspiration toujours existante est composée de jeunes".

Les responsables, selon l'auteur, sont les différents milieux sociaux et politiques tous pêchant par manque de compréhension des sentiments et des besoins de la jeunesse. "En somme la jeunesse, toujours idéaliste (bien qu'on ait tout fait pour la désabuser) se voit arrêtée dans ses tentatives par l'opposition qui existe entre ses conceptions idéologiques et les formes actuelles de la "réalisation des instincts sociaux" (expression - encore une - qui signifie "marxisme" dont on évite l'emploi direct).

Ces jeunes n'ont qu'un pas à franchir pour aboutir soit à une indifférence complète soit à l'affiliation à une conspiration toujours existante et dont la seule conséquence est la détention.

L'auteur essaye de trouver un remède pour aider la génération nouvelle à sortir de cette situation comme s'il y avait un autre remède que la liberté du "pays se trouvant sous la domination permanente de l'étranger". Il laisse donc la direction de la jeunesse communiste aux organismes du parti, mais il se réserve le droit d'influencer fortement les jeunes qui sont directement rattachés à la conception idéologique dont l'hebdomadaire "Dziś i Jutro" s'est fait le champion. Il propose de ramener le problème de l'éducation à deux points principaux: éducation civique et éducation catholique. C'est cette dernière qui permettra de conserver la jeunesse à la conception chrétienne du monde. L'éducation, selon lui ne peut pas être limitée uniquement aux enseignements de l'école. Tous les phénomènes de la vie nationale ont également

un rôle éducateur. Dans les conditions actuelles ce rôle doit reposer sur la société toute entière. Cela ne sera possible que si les principes d'un idéal de citoyen, tel qu'on désire l'inculquer à la jeunesse, n'inspirent la pratique quotidienne du reste de la nation. Il n'est pas possible de ressusciter la foi des jeunes, si la majorité de la société l'a perdue.

Il est évident que les articles cités ne nous révèlent que l'ampleur du problème. Elles nous indiquent à peine les méthodes que les communistes ont déjà choisies pour mener une lutte ardente et serrée dont l'enjeu et l'âme de la nouvelle génération polonaise et par là même la Pologne future. La lecture attentive de ces articles suffira pour entrevoir la triste vérité: d'un côté les communistes, de l'autre un groupe des catholiques prêts à capituler, toléré par le régime qui se perd dans son opposition "des conceptions idéologiques abstraites" et qui ne fait, en somme, que le jeu des communistes d'où lui vient l'appui de ceux-ci. Au milieu la jeunesse, la nation et l'écrasante majorité des catholiques qui ne peuvent pas présenter un programme détaillé dont la réalisation pourrait être trop facilement anéantie par les mesures policières.

Nous avons signalé déjà le projet de "l'éducation" de la jeunesse polonaise communiqué à M. BERMAN par M. LEBIEDIEW, ambassadeur soviétique à Varsovie. La démission forcée de M. WYCECH (PSL) de son poste de ministre de l'éducation, la nomination de M. SKRZESZYSKI, communiste, à ce poste important, la campagne systématique de la presse communiste tendant à abolir l'autonomie des Universités et les changements envisagées dans le programme de l'enseignement supérieur ne sont que des étapes pour arriver à la réorganisation complète de la jeunesse polonaise selon les principes du stalinisme.

Cependant il faut constater que l'attitude de la jeunesse bien qu'elle soit très fatiguée et affaiblie par les désillusions tragiques, n'est pas équivoque. C'est alors que se pose toujours le même problème - une fois de plus: la puissance voisine s'efforce à l'aide de l'appareil administratif et de tous les moyens matériels possibles de briser la résistance innée de la jeunesse. Jusqu'à présent cette jeunesse est sortie en vainqueur mais aux frais d'immenses pertes humaines, culturelles et matérielles. La bataille actuelle ne fait que commencer. Elle

dépasse aujourd'hui les cadres d'une lutte pour l'indépendance nationale et devient une lutte pour l'âme de cette jeunesse, attachée profondément à la conception occidentale du monde.

- - - - -

27.5.47

P O L O N ESans commentaires...

Le Journal Officiel polonais "MONITOR POLSKI" No 15 du 5 février 1947 publie la liste des généraux, officiers, sous-officiers et soldats du "Corps de Sécurité" polonais qui furent décorés par la Présidence du Conseil National polonais de la Croix de Mérite. Voici un fragment de cette liste:

"Ont été décorés de la Croix de Mérite d'Argent: 1/col. Bankowski Victor, 2/ col. BORYSIENKO Basile, 3/ col. Bernatowicz Casimir, 4/ Col. BIELYCH Victor, 5/ col. CHLYSTALOW Jean, 6/ col. Czarkowski Bolesław, 7/ col. Dąbrowski André, 8/ col. DYMITRENKO Aleksiej, 9/ col. DUROW Georges, 10/ col. FILATOW Anatole, 11/ col. GANZIEJEW André, 12/ col. GOLUB Lew, 13/ col. HULACENKO Georges, 14/ col. IWANOW Victor, 15/ col. JADOW Jean, 16/ col. Lewandowski Richard, 17/ col. KORMIKIN Serge, 18/ col. KONOWALOW Alexandre, 19/ col. KOPYLOW Grégoire, 20/ col. KUCZEWIN Wasili, 21/col. KUWAJEW Alexandre, 22/ col. Lewkowitch Jean, 23/ col. Maciejewski Stanislas, 24/ col. MICHILADRZE Alexandre, 25/ col. MI- CHAJLOW Paul, 26/ col. NIKOLAJCZUK Aleskandre... et ainsi de suite.

Non - sur ces 26 "colonels" 19 ne sont sûrement pas Polonais. Le nombre total des décorés s'élève à 421 agents du ministère de Sécurité, dont 360 ne sont pas du tout Polonais. Leurs noms et prénoms excluent toute possibilité d'erreur. Ce sont des Russes et s'ils ne sont pas Russes ils ne sont pas non plus Polonais.

Il ne faut pas oublier que ces 360 Russes décorés ne forment pas la totalité des cadres du Ministère de la Sécurité. Il y en a d'autres et dans l'armée, et dans l'administration... Le nouveau Budget pour l'année 1947 prévoit 17 milliards de zloty soit 10% du budget pour le Ministère de la Sécurité et pour la police. La liste des décorés suffit pour nous fixer par qui et par quels "Polonais" la Pologne est réellement gouvernée. Mais assez - chaque commentaire est superflu - pour ceux qui veulent voir...

Camps de concentration en Pologne.

27 camps de "travail obligatoire" pour condamnés par voie administrative et non par verdict des tribunaux, existent actuellement en Pologne. En premier lieu sont internés (détention allant jusqu'à deux ans) tous ceux qu'on suspecte de mener une activité contraire au régime communiste si le délit n'est pas trop grave. Des cas graves sont réservés pour les prisons. Viennent ensuite les malfaiteurs du marché noir, les trafiquants des devises et autres éléments indésirables. Les gardiens des camps sont généralement des Russes engagés dans les services polonais. Dans les baraquements il n'y a pas de lits; les détenus couchent sur la paille et ne reçoivent pas de couvertures, mais doivent se contenter de leurs vêtements. De tels camps sont situés près de Sagan, à Jarosław, à Rankonczyce aux environs de Przemyśl, à Lubartow, à Jaworzno, à Sielystok et à Kordon. Un camp de travail obligatoire pour les paysans "rebelle" se trouve aux environs de Chełm.

L'Eglise et l'Etat.

Un des aspects les plus importants de la Pologne actuelle et qui tient au coeur de tous les Polonais est certainement le problème de l'attitude du gouvernement actuel vis-à-vis de l'Eglise.

On ne peut nier que l'Eglise possède en Pologne une très grande importance par la multitude des nationaux rattachés à la religion catholique. Cette importance a été renforcée à la suite des événements de la récente guerre.

En effet, avant la guerre plusieurs tendances religieuses se partageaient la conscience des ressortissants polonais. Il y avait dans les territoires de l'Ouest des minorités allemandes protestantes; puis, disséminés dans tout le pays 3 1/2 millions de Juifs groupés principalement dans les villes ainsi que près de la frontière orientale d'importants groupes attachés à la religion greco-catholique (uniates) ou orthodoxe. Cependant la grande masse elle-même était formée de catholiques romains.

Le jeu cruel de la guerre a éliminé toutes les confessions qui

n'étaient pas de l'obédience de l'Eglise romaine. Ainsi les Allemands furent refoulés encore plus loin vers l'ouest en dehors des nouvelles frontières; presque la totalité des Juifs fut simplement exterminée pendant l'occupation allemande; quant aux chrétiens de l'est, ils ont été en même temps qu'une grande partie des catholiques romains, englobés avec les territoires qu'ils habitaient dans l'URSS. La population de la Pologne nouvelle est donc devenue une masse homogène de catholiques romains. Avec une telle masse il fallait et il faut compter.

Il est certain que le gouvernement polonais actuel ait bien compris la situation et que actuellement il ménage les intérêts de l'Eglise. Tout semble indiquer que le gouvernement souhaite que la politique de la main-tendue soit activement poursuivie. Comment cela se manifeste-t-il?

Après une époque de menaces, qui a suivie les élections truquées (refus des ecclésiastiques de célébrer cette "réussite" du gouvernement comme une "victoire nationale"), on constate dans les journaux et dans les publications communistes une nouvelle tendance à étaler des sentiments favorables au catholicisme et à l'Eglise. C'est ainsi que l'on a pu voir le journal "Kuznica" (communiste) confisqué pour avoir reproduit les dessins du journal anticlérical italien "Con Basilio". Ce fut l'occasion pour le quotidien communiste "Głos Ludu" (organe principal du parti communiste) de faire une déclaration capitale: "La démocratie polonaise et en particulier le parti communiste n'ont jamais combattu en Pologne ni l'Eglise, ni la religion". C'est sur ce thème que joue toute la presse communiste. Le bruit court, même parmi les catholiques, que les conversations entre l'Eglise et le gouvernement ayant pour but une entente plus complète ont été entamées. Mais ces bruits n'ont jamais été confirmés. D'autre part les porte-paroles du régime émettent de plus en plus souvent des déclarations suivant lesquelles le gouvernement serait prêt à conclure avec le Vatican un concordat fixant des points d'entente. Ils arguent pour prouver la bonne foi du fait que les biens de l'Eglise n'ont pas été inclus dans la réforme agraire. Signalons en outre la récente parution d'un journal quotidien catholique publié sous la direction de M. KETRZYŃSKI.

Nous avons donc toutes les apparences non seulement d'une tolé-

rence mais presque d'une protection du catholicisme. Mais ce ne sont qu'apparences. Elles cachent la véritable activité du régime.

C'est ainsi que l'on donne un rang beaucoup trop élevé aux sectes chrétiennes dissidentes telles par exemple que la secte des Maria-vites qui n'ont pratiquement pas d'adhérents. Ces sectes disposent souvent de fonds importants et on se demande d'où ils viennent... C'est ainsi encore que l'on tente de créer des rivalités de personnes parmi les membres de l'Eglise les plus en vue. On sait que le Cardinal Sapieha jouit d'une très grande popularité et qu'il est pratiquement le chef spirituel de l'Eglise en Pologne. Cette popularité il l'a acquise pendant l'occupation grâce à son attitude intrensigeante envers le gouverneur nazi Frank. Cependant le Primat de Pologne, le Cardinal HLOND, et rentré en Pologne de son exil en 1945 seulement, pourrait se trouver gêné par une telle popularité et s'en montrer jaloux. Le régime s'efforce donc de susciter la rivalité entre ces deux Cardinaux. Mais la véritable campagne contre l'Eglise se sert des moyens plus concrets.

Sous une attitude affectée toute de protection et d'entente, le parti communiste mène une propagande destinée à jeter le discredit sur le clergé et l'Eglise. Les instructions relatives à cette propagande habile sont données sous forme confidentielle dans les circulaires internes du parti communiste et dans les réunions des chefs de sections du parti. A la suite de ces instructions toute la presse communiste et les militants du parti s'efforcent de divulguer des informations tendant à saper l'autorité de l'Eglise et du clergé. Les plus souvent ils font allusion à un soi-disant "esprit de réaction" qui pousserait les membres du clergé à soutenir les anciens gros propriétaires et industriels et d'épouser leurs intérêts. Afin de donner des bases et des justifications à leurs insinuations ils citent à tout propos des faits tendant à démontrer l'action nuisible du clergé et comme quoi les prêtres se feraient des espions des puissances anglo-saxonnes, (ce qui est assurément faux).

Il ne faut donc pas se leurrer quant à cette bienveillante politique du régime. Le but qu'il se propose d'atteindre c'est le rattachement complet de la nation polonaise à la nouvelle forme du gouvernement. Le catholicisme y est un obstacle sérieux. Le gouvernement se

propose de le franchir de deux façons: soit par la formation d'un grand parti catholique étroitement lié au gouvernement et dirigé par lui soit par la neutralisation des éléments actifs du clergé en le soumettant à un contrôle des plus sévères.

D'après les premiers symptômes apparus après le début de ce combat mené parallèlement des deux façons indiquées, il apparaît que la lutte sera assez ardue. La formation d'un groupe de "catholiques indépendants" et disposant de trois députés dans le parlement, n'a donné aucun résultat. Ce groupe n'a pas réussi d'obtenir l'approbation de l'Eglise quoiqu'il prétend reconnaître la hiérarchie ecclésiastique. D'autre part l'emploi des méthodes policières de contrôle ou d'espionnage ne peuvent effrayer ni réduire les catholiques militants à la merci du régime qui leurs rappelle le passé assez récent où ils ont tenu. La "démocratisation" de "WICI".

"WICI" fut, dans la Pologne d'avant-guerre, une organisation très florissante et populaire de la jeunesse rurale; elle était attachée au parti paysan polonais (PSL), constitua en quelque sorte une branche de ce dernier et fut liée aux différents secteurs et sous-secteurs du mouvement paysan.

Aujourd'hui "Wici" compte 470.000 membres. "Wici" se tenait fermement derrière M. MIKOLAJCZYK depuis la reconnaissance du gouvernement de Varsovie et le retour du chef du parti paysan en Pologne. On s'attendait à ce que cette organisation soit supprimée à la suite de la lutte engagée par le gouvernement contre le PSL. Cependant, ce mouvement plein de promesses ne fut pas attaqué par des méthodes terroristes, mais au contraire par une action surnoise au sein même de l'organisation, jetant le trouble parmi les membres.

Durant l'occupation allemande, "Wici" travailla en étroite collaboration avec le PSL dans les rangs des organisations du gouvernement clandestin. En août 1944, un petit groupe de communistes, déguisés sous le nom de "parti paysan" forma un autre groupement "Wici". En 1945, après le retour de M. Mikolajczyk, le vrai "Wici" recommença son travail, la "Wici" communiste fut dissoute et les membres restants s'enrolèrent dans la "Wici" du PSL. Bien que dès lors "Wici" prenait une évolution considérable et des membres affluèrent de toutes les parties de Pologne, les incorporés communistes ne chômaient pas.

L'offensive gouvernementale contre "Wici" débuta le 1-er Décembre 1946, au cours de la rencontre annuelle de l'organisation à Poznań. Quelques "groupes d'assaut" se recrutèrent précisément parmi les "incorporés" ainsi que les autres, envoyés par le gouvernement ne purent cependant s'arroger le contrôle de la rencontre. Le 4 Décembre de la même année, une conférence extraordinaire de représentants du "parti paysan" communiste fut convoquée à Varsovie; 176 délégués y prirent part. Ils prétendirent être les uniques et réels représentants du mouvement de la jeunesse rurale. Durant cette conférence un "comité de démocratisation" pour "Wici" fut formé, dont le tâche était d'éloigner "Wici" de l'influence du PSL et de restaurer son caractère "idéologique original déformé par la pénétration réactionnaire du PSL". Ce comité a tenu sa première assemblée générale les 5 et 6 Janvier 1947 à Varsovie; plusieurs membres du gouvernement y assistèrent. Le but recherché par ce congrès fut bien simple: liquider le vrai "Wici" et la remplacer par une "Wici" dépendant du régime.

En face des efforts de "démocratisation", "Wici" cherche à trouver un compromis. Le 9 Février 1947, les dirigeants ont entamé des pourparlers avec le comité de démocratisation. Ce comité a exigé comme première condition avant de prendre part à des négociations, que cinq de ses membres soient élus au sein des organes dirigeants de "Wici", et que deux sections principales soient dirigées par des membres de leur comité. De ce fait, les agents du gouvernement auraient eu un contrôle sur tout le mouvement. Les négociations n'ont pas amené de résultats.

Mais l'activité du comité de démocratisation ne s'est pas relâchée. Dernièrement, ce comité a publié une déclaration annonçant qu'il est décidé à lutter contre l'influence du PSL dans ce mouvement et espère que sa lutte aura sous peu du succès. Toute cette action contre "Wici" fait partie des instructions confidentielles données en Décembre dernier aux membres du parti communiste, ordonnant l'infiltration dans "Wici" par tous les moyens possibles. De même, dans toute la Pologne, on a maintenant demandé aux dirigeants des sections et sous-sections de "Wici" de réviser leur idéologie et de faire partie du comité de démocratisation. Les branches principales de "Wici" se sont

déjà pliées à ce devoir. Il est peu probable qu'on puisse éviter à l'avenir une emprise complète du gouvernement sur cette grande organisation et le résultat sera que bien des cadres se relâcheront dans leur activité ou se retireront complètement de "wici".

Cette attaque à l'indépendance du plus grand mouvement de jeunesse formée durant les années d'avant-guerre, un mouvement qui a pris part très active dans la lutte souterraine, est bien significatif pour les efforts du régime d'étendre son emprise sur toute la jeunesse, toute cette action contre "wici" n'est qu'une partie du plan du régime qui vise à ne laisser subsister que des mouvements de jeunesse sous contrôle communiste.

Un métier dans un pays qui ne s'y prête guère.

Afin de trouver un gagne-pain qui leur permette d'étudier et de vivre, bien des étudiants de Varsovie vendent leur sang pour des transfusions. Ce seul fait est assez éloquent pour illustrer les difficultés que rencontrent les étudiants de Varsovie dans la poursuite de leurs études.

La "banque" qui accepte le sang est sise à la rue Ozki No 7 à Varsovie, maison des étudiants en médecine. Ce centre a déployé une grande activité et a recueilli plus de 800.000 zlotys pour le sang vendu par des étudiants.

D'après les prescriptions en vigueur une personne ne peut donner plus de 300 centimètres cubes de sang par mois, et reçoit pour cette quantité 6.000 zlotys. Les donneurs sont des étudiants pauvres, jeunes gens et jeunes filles, et chez certains d'entre eux un prélèvement de 3.000 centimètres cubes a déjà été fait.

Toutes les six semaines, l'Institut d'hygiène d'Etat exerce son contrôle et distribue des pillules contenant du fer. Des colis de vivres ont été envoyés d'Amérique à la "Banque". Cependant, les étudiants qui donnent leur sang, continuent à être nourris de façon insuffisante, car l'argent qu'ils reçoivent ne suffit même pas à payer les habits et les frais d'études proprement dits. Pour un grand nombre d'entre eux c'est d'ailleurs la seule ressource.

5.7.47

P O L O G N ELe plan Staline.

Le pavillon russe n'occupe dans les ports polonais que la quatorzième place. Les bateaux russes y viennent seulement pour "faciliter" le transport de charbon polonais dont la majeure partie est exportée en Russie par le chemin-de-fer. Ce transport maritime russe aide surtout la propagande car il arrive de temps en temps que les bateaux soviétiques venant chercher le charbon ramènent quelque cargaison pour la Pologne (d'habitude ils arrivent vides) et notamment du blé et du pétrole.

Chaque arrivée d'un bateau soviétique chargé est alors saluée par la propagande polonaise comme le "geste généreux de la grande alliée témoignant de son amitié envers la Pologne". Mais il arrive souvent que la même cargaison déchargée dans un port polonais est ensuite rechargée sur un autre bateau russe qui la ramène de nouveau en U.R.S.S. La Russie a aidé ses amis... Elle dispose aussi d'autres moyens pour démontrer sa générosité.

Toutes les deux semaines, presque régulièrement, deux cargos "Soviet" (un de 5.000 t. et l'autre de 3.000 t.) accostent au quai du Nouveau Port à Dantzig pour y charger - le blé polonais et souvent le blé de l'UNRRA. Chaque mois un bateau-citerne soviétique prend 3.000 t. de pétrole pour la Russie. Et les deux bateaux soviétiques "MATROS" et "AKADEMIK KARPINSKIJ" possèdent des documents de bord falsifiés. Leur véritable tonnage y est diminué de 700 t. Ce "décalage" provoquait déjà plusieurs incidents entre les Polonais chargeant le charbon et les capitaines russes de ces deux bateaux. Les Polonais se défendaient chaque fois contre le vol de 35 wagons de 20 t. de charbon chargés pour rien sur chacun de ces deux bateaux au tonnage "différentiel". Et chaque fois l'agent de la NKVD ou l'agent polonais de la Sécurité (U.B.) intervenait pour renvoyer les Polonais de leurs postes sous prétexte des agissements "non démocratiques" et "antisoviétiques". Les incidents ont alors cessé mais le vol du charbon continue.

On pourrait demander si les autorités compétentes sont informées de ces abus? Sans aucun doute; le pillage et l'exploitation de la Pologne au profit de la Russie se poursuit selon un plan et d'accord avec les autorités du gouvernement de Varsovie. C'est le plan économique de Staline appliqué aussi bien à la Pologne qu'à tous les autres pays se trouvant

sous l'obédience soviétique. Ce plan prévoit d'ailleurs non seulement l'exploitation directe des pays vassaux mais aussi l'exploitation indirecte des autres pays par l'intermédiaire des pays exploités directement.

La Pologne, pillée et exploitée par la Russie, est obligée de contracter des accords commerciaux avec les pays de l'Ouest où elle cherche à son tour à les "rouler" de la même façon. C'est inévitable et ce n'est pas "l'ouverture du rideau de fer" mais c'est l'exécution d'un plan où les pays vassaux de la Russie jouent le rôle d'intermédiaires. En "roulant" bien leurs partenaires de l'Ouest ils ont la chance de soustraire un peu plus pour eux. Ils se reconstruisent avec les restes. L'accord commercial polono-suédois présente le meilleur exemple de cette méthode.

Ce nouveau accord fut déjà ratifié par le Parlement suédois. La discussion qui a précédé la ratification et surtout le commentaire officiel de la commission des affaires étrangères critiquant l'accord d'une façon rarement observée dans les relations entre deux Etats révélèrent quelques détails du nouveau système du "pillage par des intermédiaires". Le gouvernement de Varsovie profita de la situation de la Suède qui a besoin de charbon et de coke et avait obtenu des prix très élevés pour le charbon. La Suède a payé en trop 129 millions de couronnes. En outre, les négociateurs polonais déclarèrent froidement que l'accord commercial de 1945, bien qu'il ne fût pas exécuté, n'engage plus la Pologne. Au lieu de 6 millions de tonnes de charbon prévues, la Pologne n'a livré que 2,2 millions de tonnes tandis que la Suède a versé 100 millions de couronnes du crédit promis.

Le nouvel accord prévoit la livraison de 3 millions de tonnes de charbon polonais et la Suède doit accorder de nouveaux crédits. De cette façon, le contribuable suédois devra payer deux fois pour le charbon qu'il n'a pas encore reçu et dont on ne sait pas s'il le recevra un jour comme le souligne le "Stockholm Tidningen".

La presse suédoise qualifie les agissements de Varsovie "de chantage". Elle souligne en outre que ces profits extorqués par Varsovie non à la longue mais à court terme sont la preuve que Varsovie mène une po-

litique de pillage calculée à bref délai et sans confiance en sa solidité. La Pologne perd ainsi le marché suédois pour l'avenir. Les Suédois payeront pour l'instant le prix double parce qu'ils y sont forcés mais dès qu'ils auront la moindre possibilité de se fournir en Amérique ou en Angleterre, ils éviteront le partenaire polonais.

"L'accord de chantage" comme on appelle en Suède généralement le dernier accord commercial avec la Pologne, a fait tellement baisser la sympathie de l'opinion publique suédoise pour la Pologne que les dernières collectes de vêtements et d'argent entreprises au profit de la population polonaise n'ont plus donné de résultat.

Pendant ce temps, la même population polonaise, appauvrie par la guerre et pillée par ses "libérateurs", démontre le plus grand dynamisme du travail en Europe. En mars 1947, la production du charbon s'éleva à 4.792.903 t., c'est-à-dire env. 250.000 t. de plus qu'en janvier 1947. Persévérant dans cet effort, la Pologne atteindra et dépassera la production de la Ruhr. Mais la participation de la Pologne dans le ravitaillement en charbon de l'Europe fut jusqu'à présent très limitée. L'exportation totale de charbon s'éleva en 1946 à 15 millions de tonnes environ.

l'URSS	9.352.000
Suède	2.180.000
Danemark	733.000
France	596.000
Norvège	347.000
Suisse	258.000
Allemagne (zone sov.) ..	542.000 etc...

En somme, 62% de l'exportation de charbon polonais furent réservées à la Russie qui est pourtant riche en charbon, et 38 % seulement furent livrés aux autres pays européens. On ne sait pas exactement ce que la Pologne a reçu de l'URSS pour son charbon (plutôt peu) mais on sait que si elle pouvait exporter 20 millions (elle le pourrait facilement) de tonnes de charbon dans les autres pays de l'Europe et obtenir le prix qui lui fut accordé par la Commission Européenne de Charbon, c'est-à-dire 10.- Dol/t., elle pourrait gagner 200 millions de dollars par an. Cette somme lui suffirait à acheter les matières premières et les machines qui lui permettraient à son tour de réaliser le plan de la reconstruction et de l'industrialisation du pays.

Le plan polonais de l'extraction charbonnière prévoit en 1947 - 57.500.000 t., en 1948 - 70.000.000 t. et en 1949 - 80.000.000 t. Si pendant ce temps l'URSS n'augmentait pas ses demandes, la Pologne pourrait se reconstruire presque sans aucune aide de l'extérieur, uniquement grâce à son charbon. Elle pourrait être un partenaire puissant et appréciable dans le plan Marshall aussi bien pour son profit que pour le plus grand profit des autres pays. C'est pourquoi l'organe officiel du gouvernement de Varsovie, la "Rzeczpospolita" du 4.7.47 en ne refusant pas encore la participation de la Pologne dans le plan Marshall, écrit pourtant prudemment: "Les pays européens, à l'exception de l'Allemagne, de l'Espagne et de la Grèce, peuvent élaborer un système de coopération économique si les différences dans les conceptions politiques et économiques de ces pays étaient reconnues et si chaque pays gardait le droit de décision dans sa propre économie".

Oui - si l'URSS... Mais il y a le plan Staline: piller et exploiter ses vassaux et les obliger à leur tour à quêter ou à "rouler" les autres. Il semble que c'est précisément cela que le journal gouvernemental polonais appelle "le droit de décision dans sa propre économie". Le droit de décision de l'URSS, bien entendu.

Si la Pologne donnait son adhésion sincère et non dictée au plan Marshall, elle serait alors forcée de se détacher substantiellement de "l'économie soviétique", c'est-à-dire le pillage soviétique en Pologne devrait cesser dans une certaine mesure. Cela ne paraît pas malheureusement possible. Il semble plutôt que l'URSS puisse déléguer la Pologne pour qu'elle encaisse tous les bénéfices éventuels du plan au profit de la Russie en se contentant des miettes comme d'habitude. Et pour l'instant la Pologne a signé un nouvel accord commercial avec l'URSS. C'est pourquoi quelque soit la décision du gouvernement de Varsovie, la population polonaise sera de nouveau punie pour le gouvernement qu'elle ne s'est pas donnée.

La soviétisation.

La soviétisation se poursuit au rythme accéléré. La réforme de l'enseignement, le projet de réforme de la machine judiciaire, la suppression graduelle du commerce privé et la fondation des "Univermags" (les grandes maisons du commerce de détail d'Etat), les impôts en blé, etc.. en sont

les promesses. On a l'impression que les communistes sont très pressés et qu'ils ont décidé d'exécuter leurs plans beaucoup plus tôt qu'on ne s'y attendait.

L'enseignement: L'attaque des communistes contre la jeunesse et l'enseignement se développe chaque jour. Le Ministre de l'Instruction, M. SKRZESZESKI (ancien ambassadeur de Pologne à Paris) prononça un discours (fin Mai 1947) à l'occasion du congrès d'une organisation universitaire "La Vie". Ce discours nous suffit pour avoir une idée exacte de ce que les communistes préparent dans ce domaine si important. M. Skrzyszewski a dit notamment:

"Avant la guerre les écoles supérieures en Pologne étaient soumises aux classes dirigeantes polonaises, à une poignée de privilégiées, c'est-à-dire aux propriétaires terriens, aux hommes de la finance et aux industriels. Dans ces conditions, les forces réactionnaires formaient le style des écoles supérieures. Les hommes de la science progressistes n'étaient pas admis dans l'enseignement supérieur et n'avaient aucune influence sur la jeunesse. Les éléments réactionnaires s'efforçaient d'élever la jeunesse dans l'esprit antipaysan et anti-ouvrier. Cela concernait non seulement les écoles supérieures mais aussi l'enseignement secondaire. L'exemple classique des courants réactionnaires dans la science était l'attitude de nos universités envers le marxisme, envers cette théorie scientifique sur laquelle s'est appuyée l'action des partis les plus progressistes dans tous les pays du monde.

"Dans l'enseignement en général et dans les universités en particulier, les principaux changements n'ont pas trouvé d'écho. Nos universités se cramponnent autour des principes moyenageux. Dans le secteur de l'instruction il faut rattraper ce retard. Il faut donner au marxisme une place digne de lui et assigner pour ce travail des hommes donnant la garantie d'une interprétation non falsifiée du marxisme.

"L'atmosphère des universités doit changer complètement. Le gouvernement doit agir pour que nos écoles supérieures deviennent les forges où vont se former la théorie et l'idéologie conformes aux principes de la démocratie populaire polonaise. Il n'y a pas de place dans nos universités pour la pseudoscience, pour une idéologie et une politique hostiles et se couvrant du masque d'une forme pseudo-scientifique.

"Je suis partisan du renforcement de l'influence du Ministère de l'Instruction. L'autonomie des universités n'en souffrira pas - au contrai-

re: elle peut compléter le pouvoir central que présente dans ce domaine le Ministère de l'Instruction. La nomination auprès de chaque université d'un directeur administratif permanent libérera le recteur de ses occupations administratives et lui permettra de se consacrer entièrement à la direction de son institution".

Oui - sous l'oeil vigilant d'un "directeur administratif permanent". Le recteur - selon la nouvelle réforme - sera nommé par le ministre de l'Instruction parmi les trois candidats désignés par le Sénat de l'Université. Et si aucun de ces trois candidats ne plaisait à Monsieur le ministre, il a droit de nommer son propre candidat. C'est clair.

Les réformes sont réalisées rapidement. C'est ainsi qu'au cours d'une conférence concernant les affaires de l'enseignement on a décidé le 28 Mai que les représentants des syndicats ouvriers et les membres des partis politiques assisteront aux examens du baccalauréat en qualité de membres des commissions d'examineurs. Le Ministère de l'Instruction Publique publia ensuite une circulaire sur l'introduction des "éléments civiques" dans les commissions d'examineurs dans les écoles secondaires. Selon cette circulaire, la tâche de ces éléments civiques" consiste dans "l'étude du degré de préparation des candidats au point de vue des questions sociales et des problèmes de l'Etat". Ils possèdent le droit de "veto" en ce qui concerne les examens du baccalauréat. Ils doivent aussi faire un compte rendu sur le corps enseignant et sur l'atmosphère de l'école. Cela signifie pratiquement que les membres du parti communiste, même sans aucune instruction, décideront souvent du résultat des examens et ils pourront renvoyer les professeurs des lycées.

On possède déjà des renseignements sur les méthodes de travail des "éléments civiques" assistant pendant les examens de baccalauréat. Une des questions courantes que ces messieurs posaient aux candidats de la session de Juin 1947 fut la suivante: "Est-ce que le candidat est catholique? - Oui. - Alors, que le candidat nous énumère tous les conciles oecuméniques qui ont eu lieu jusqu'à présent". Souvent les candidats ne savaient pas répondre. Alors "l'élément civique" lui retorquait: "Donc vous n'êtes pas catholique". Comme la même question fut posée dans toute la Pologne, aussi bien à Varsovie que dans toutes les villes, on voit que les "examineurs politiques" ont reçu des instructions de la centrale. Très intéressant et très caractéristique.

S'il s'agit des manuels populaires, il y a également du progrès. Voici la brochure de M. PYTLAK Jean, sous le titre "Apprenons l'économie politique", La Bibliothèque Populaire Sociale et Politique - Tome I, Edition populaire, Varsovie 1946. L'économie y est traitée assez superficiellement et la brochure nous donne plutôt un coup d'oeil sur l'ensemble de l'histoire de l'humanité dès l'époque la plus reculée jusqu'à nos jours. Quelques passages traduits textuellement suffiront pour nous donner l'idée sur l'ensemble de cette oeuvre éducative populaire:

"Le complot de Catilina. Etant donné ces événements, une partie des Romains avaient compris la nécessité des réformes. Catilina qui en l'an 63 organisa le complot pour s'emparer du pouvoir afin de démocratiser la vie à Rome, est devenu le chef du camp progressiste. Catilina avait l'appui complet du peuple parce que son programme visait la distribution des terres parmi les paysans sans terre ou possédant seulement quelques arpents, la suppression des dettes, le strict contrôle des finances de l'Etat et même l'amélioration du sort des peuples conquis. Cicéron, un juriste et orateur éminent, l'avocat des intérêts des classes possédantes, était son adversaire. C'est en vain que Catilina s'efforçait de devenir le consul pour améliorer le sort des pauvres; ce poste fut donné à Cicéron. Mais Catilina n'abandonna pas ses plans et commença à préparer une insurrection. Cicéron a découvert le complot et organisa la contre-action. En l'an 62, près de Florence, Catilina et ses alliés reçurent la mort des mains des sbires envoyés par Cicéron."

Quant aux croisades, l'auteur n'est pas moins scientifique; elle sont expliquées d'une façon simple et démocratique.

"Les premières croisades furent appuyées sur les masses paysannes et bourgeoises de l'Europe entière, sur les masses qui plusieurs fois déjà gènèrent le régime féodal. Ces masses, comptant plusieurs milliers d'hommes, furent attirées par les magnats et le haut clergé dans un guet-apens sous prétexte des croisades. Décimées par la faim et par les maladies, les foules furent exposées à la mort dans un combat inégal".

L'auteur place Marco Polo parmi les explorateurs du XV-e siècle et il nomme Goetz von Berlichingen le chef des insurrections paysannes en Allemagne, bien que Goetz ait combattu seulement à la tête d'un détachement paysan pendant quatre semaines et déclarait jusqu'à la fin de ses jours qu'il agissait sous la contrainte. Mais cela ne compte pas. M. Skrzyszewski doit être content de cette science qui ne se couvre d'aucun masque - pas même celui de science...

La machine judiciaire. Le gouvernement de Varsovie prépare un projet de réforme de la machine judiciaire dont le but est résumé dans la formule: "La justice ne doit pas nuire à l'oeuvre de la démocratie". Déjà à présent la compétence des tribunaux fut très limitée en Pologne.

Les tribunaux militaires jugent les délits politiques, les commissions spéciales émettent des verdicts dans les affaires économiques, les commissions d'habitation décident dans les conflits de logement, les tribunaux de chemin de fer s'occupent des affaires de chemin de fer. Les prisons sont soumises à l'autorité du Ministère de la Sécurité et non à celle du Ministère de la Justice. La Milice Civique (M.O.) est soumise aux tribunaux militaires. Cette désorganisation complète de la juridiction n'a pas laissé beaucoup de place au fonctionnement normal de la justice. Mais même sur ces restes on est en train de préparer l'attentat.

L'économie nationale. Sous prétexte de la lutte contre la vie chère, dont le premier coupable est le gouvernement lui-même (les prix des produits "nationalisés" augmentèrent dernièrement de 70%), le régime entreprend plusieurs changements dans la structure économique de la Pologne qui ne sont qu'un pas en avant dans la soviétisation. "Pour empêcher l'exploitation de la population par les commerçants privés", on organise à l'instar des "Univermags" soviétiques de grandes maisons de commerce d'Etat dans toutes les villes. A partir de ce moment, la population sera exploitée avec la justice et sans aucun moyen de défense par l'Etat.

En outre, on introduit la réforme de l'impôt foncier qui devra être payé en blé. C'est l'introduction aux chapitres de la tragédie paysanne que nous avons déjà connue en URSS après la révolution. On peut s'attendre à ce que dans un an on va envoyer à la campagne des détachements volontaires des activistes du PPR pour qu'ils encaissent la contribution de blé chez les koulaks polonais qui seront flétris pour l'action antigouvernementale.

Les grèves. Provoquée par une violente hausse des prix, la grève des cheminots fut déclanchée fin Mai 1947. A Varsovie, à Bydgoszcz, à Poznan, à Cracovie, et dans les autres villes, il y a eu de grandes manifestations. Le régime a fait appel à tous ses organes d'ordre (la Milice, l'armée et les formations spéciales de la police de sécurité) pour disperser les manifestants. Partout où les formations du service d'ordre étaient composées de Polonais, elles refusèrent de tirer sur les manifestants. Dans beaucoup de cas, on a envoyé alors des détachements de la NKVD russe, qui n'hési-

La réaction de l'URSS contre cette crise de désespoir des ouvriers mal payés ne se fit pas attendre. Les directions provinciales de chemin de fer ont vite reçu des chefs russes et même les chefs de gare furent souvent doublés par les Russes. En même temps, on renforça par des détachements soviétiques les garnisons polonaises se trouvant à l'est de la Vistule. C'est le terrain où les étrangers pénètrent rarement, le régime espère donc cacher devant leurs yeux cette nouvelle forme d'une occupation renforcée.

Des nouvelles parviennent aussi que le chômage s'accroît en Pologne. Pour empêcher la propagation de ces rumeurs, le régime d'ébauche intentionnellement une partie des ouvriers dans les ports de Gdynia et de Dantzig. En montrant le reste des ouvriers débordés par le travail, on veut persuader l'opinion et surtout l'opinion étrangère qu'on manque de main d'œuvre. Et l'anneau de fer se resserre...

[illegible]

Page One "L'Espresso d'Espionnage", ces "rapports sur l'activité clandestine des services de RUM" publiés dans le journal de gauche montrent tout simplement que les renseignements fournis à l'Etat français ont été

23.9.1947. XXIV

P O L O G N E

Le théâtre de marionnettes.

Ecrivain sur la Pologne et le Sud-Est européen, le "New York Times" constata dernièrement que "le monde des criminels s'y est emparé du pouvoir".

Ce "monde ~~criminels~~ des criminels" voudrait persuader à présent le reste de l'humanité que ce n'est pas lui-même qui se compose de criminels mais que les criminels sont tous ceux qui luttent et qui ne cessent pas de lutter contre lui. Il suffit de jeter un seul regard à travers la presse polonaise pour s'apercevoir immédiatement que presque la moitié de son contenu est actuellement consacrée aux compte-rendus de procès judiciaires qui sont pour la plupart des procès d'espionnage. Tous ceux qui, brisés par l'oppression demandent du secours de la part des peuples libres sont des espions; tous ceux qui, évitant la censure tentent de communiquer avec l'étranger pour lui dire la vérité sont des espions; tous ceux qui de la profondeur de leur âme et de leur corps meurtris orient d'une voix étouffée par la terreur "Au secours" sont des espions.

Une vague de procès déferle sur la Pologne. Lorsqu'on connaît les accusés, lorsqu'on connaît leurs attaches politiques, lorsqu'on se souvient la date d'arrestation de chacun d'eux, on est terrifié par la précision avec laquelle le régime exécute son plan. On voit défiler ensemble des accusés liés entre eux non par le travail, non par une même organisation ou le même mouvement plus ou moins clandestin, mais parce qu'une telle composition du banc des accusés doit servir à un plan. Ainsi on condamne à mort les subordonnés de ceux qui, étant jugés depuis longtemps déjà tant que chefs, furent graciés ou punis d'emprisonnement seulement le plan exigeant au moment du procès une magnanimité à grand spectacle. On fait sortir de prison les accusés selon les besoins du rôle qui leur est prescrit comme on sort les marionnettes dans un théâtre de poupées; en prison on les "prépare" à ce rôle, on leur retire leur bâton de résistance morale et on les montre au public tombés à plat tout en disant: Regardez vos héros.

Tous ces "dossiers d'espionnage", ces "rapports sur l'activité clandestine des cellules du WIN" publiés dans la presse du régime prouvent tout simplement que le peuple polonais continue à être massacré et que

ce meurtre ne diffère en rien des crimes d'Hitler. Aucune hypocrisie ni dialectique n'y peuvent rien lorsqu'on a le courage de voir ces choses sous leur jour véritable. On extermine les hommes qui refusent de devenir des simples instruments du régime et qui considèrent encore qu'il y a des limites dans l'avilissement qu'on demande d'eux chaque jour.

Devant la quantité de sang dont la Pologne est abreuvée sous la terreur soviétique, les huit condamnations à mort dans le procès de Cracovie ne présentent rien d'exceptionnel. NIEPOKOLCZYCKI, RALSKI, STRZALKOWSKI, KOT, TUMANOWICZ, LANGNER, KARCZMARCZYK, OSTAFIN condamnés à mort, MIERZWA, MUNCH, WILCZYNSKI, STARNACH, KABAT, KUNCE etc. punis de peines allant de 10 ans de prison jusqu'à l'emprisonnement à perpétuité représentent - selon les intentions du régime - la réaction et le fascisme. Les communistes donnèrent à ce procès un grand retentissement, ils convoquèrent des meetings, organisèrent des manifestations en masse pour flétrir les condamnés et pour démontrer au peuple quels complots trame la réaction contre la nation. En sortant quelques poupées applaties d'anciens militants du PSL, et composant un scénario où elles furent placées parmi les autres poupées savamment obtenues d'anciens combattants de l'A.K. ou de l'Armée polonaise les communistes ont voulu en même temps juger et condamner le P.S.L.

Cette tendance à mêler le P.S.L. avec le mouvement clandestin des patriotes de l'A.K. (WIN) indique clairement que ce ne sont les "fascistes et les réactionnaires" qui se trouvèrent sur le banc des accusés mais des hommes dont toute la vie prouve brillamment qu'ils sont démocrates radicaux qui luttèrent toujours dans les rangs de la gauche sociale. Mierzwa et Munch et Kabat et Strzalkowski et Ostafin sont-ils des capitalistes, des propriétaires d'usines ou des hobereaux qui trament des complots pour recouvrir leur fortune par un retour du gouvernement réactionnaire? - Non, ce sont des militants de mouvements paysans, des professeurs d'Université, des instituteurs et des employés qui ne représentent pas la classe des "buveurs de sang"; ce sont des hommes qui se trouvèrent toujours au premier rang de la bataille pour le progrès social. Parmi les accusés il y a quelques officiers de carrière. On pourrait les soupçonner plus facilement de visées "antidémocratiques" s'il n'y avait eu un fait: dans la plupart des cas ce sont justement les officiers qui retournèrent en Pologne après la

guerre, qui - comme Niepokolezycki - quittèrent l'Occident européen pleins de confiance et d'une croyance naïve dans la possibilité de travail pour le bien de la patrie, "disposés positivement" envers le régime actuel. Aujourd'hui brisé, torturé, crachant le sang, édentés, ils étaient assis sur le banc des accusés et ils avouaient vite, vite, le plus vite possible tout ce que le procureur leur demandait d'avouer. Ils avouaient pour éviter d'autres tortures, pour obtenir enfin la grâce suprême - la mort.

Ce jugement d'hommes nobles et chérissant leur patrie, des combattants pour le progrès et la vraie liberté, d'hommes enfin auxquels même le procureur n'a pu reprocher des motifs bas - ce jugement condamne le régime avant tout. Le plan d'anéantissement des patriotes, des démocrates et de tous les hommes libres est exécuté à la lettre. L'assassinat, le meurtre lent, sont les secteurs dans lesquels les normes sont toujours atteintes et dans lesquels les démocraties obtiennent des résultats dont leur enthousiastes peuvent être réellement fiers. Des résultats 100 pour 100.

Les prochaines poupées?

Aujourd'hui, après la condamnation de MIERZWA et de ses compagnons du Parti Paysan Polonais (PSL) il est clair - et en Pologne personne n'émet aucun doute là-dessus - que le tour de M. MIKOLAJCZYK viendra bientôt.

Les communistes ont actuellement le choix d'un adversaire et du moment opportun: qui sera le suivant? On sait que d'après leur tactique habituelle ils combattent toujours et uniquement un adversaire à la fois. S'il s'agit de M. Mikolajczyk et de son P.S.L. il est évident que le but du procès de Cracovie était avant tout de présenter des "preuves" que le P.S.L. est un organisme d'espionnage anglo-saxon et que les résistants du WIN collaborent main dans la main avec les militants du PSL.

Il est donc presque certain que dans un avenir plus ou moins proche le PSL sera dissout et M. Mikolajczyk se trouvera sous les verrous. On est persuadé d'ailleurs qu'il s'y trouverait déjà si ce n'était le désaccord au sein même du P.P.R. communiste; un désaccord pas trop sérieux mais bien caractéristique. Il s'agit notamment de la peine dont M. Mikolajczyk devrait être gratifié. Selon les bruits circulant derniè-

renait en Pologne, le groupe extrémiste du PPA désire "en finir une fois pour toutes" et condamner le leader paysan polonais à la peine de mort à l'instar de PETKOV en Bulgarie. Le groupe modéré est d'avis pourtant qu'il ne serait pas opportun de faire de M. Mikolajczyk un martyr national et qu'une "légère condamnation" de trois ans d'un traitement approprié dans une des prisons du "Ministère de la Sécurité" serait suffisante. Toutefois on espère que cette divergence de vues entre les purs et les modérés trouvera un moyen pour se mettre d'accord et que le sort de M. Mikolajczyk sera réglé aussitôt.

Il semble pour l'instant - et c'est l'impression des personnes bien informées - que la solution la plus commode pour le régime serait l'évasion de M. Mikolajczyk. La fuite à l'étranger du leader paysan fournirait alors aux communistes un argument excellent pour leur affirmation que M. Mikolajczyk n'est qu'un agent de l'Occident. Ils se débarrasseraient en même temps d'un adversaire qui bien que privé de la possibilité d'action politique jouit encore d'une grande autorité parmi les paysans. Mais cette solution semble peu probable étant donné la décision de M. Mikolajczyk et des restes du P.S.L. de n'abandonner à aucun prix le combat et de combattre jusqu'au dernier homme.

Si toutefois le régime de Varsovie désire momentanément éviter l'arrestation et la mise en accusation de M. Mikolajczyk, Moscou semble en avoir décidé autrement. Les commentaires de la radio soviétique et un article très significatif du journal communiste italien "l'Unità" le confirmeraient. Nous lisons dans "l'Unità": - "Nicolas PETKOV était en contact avec MIKOLAJCZYK et l'ancien premier Ministre hongrois NAGY. On a trouvé des lettres que Petkov rédigea à Mikolajczyk et à Nagy. Le contenu de ces lettres n'est pas encore publié. Mikolajczyk et Nagy sont en contact étroit avec DIMITROV, l'ancien leader du parti paysan bulgare qui se trouve aux Etats Unis et qui mène de là-bas une campagne réactionnaire contre le régime démocratique de la Bulgarie".

Ce rapprochement des noms de Mikolajczyk et de Nagy, Petkov, Dimitrov etc. est de la part de Moscou - il n'y a aucun doute que l'article en question fut dicté par Moscou - une insinuation cousue de fil blanc dont les résultats sont faciles à prévoir.

Les communistes ont le choix. Plusieurs symptômes indiquent, et la vague des procès le confirme, que le régime se prépare à une bataille générale contre l'Eglise également. La condamnation de l'abbé

PAWLINA est un signe précurseur. Au cours du procès de Cracovie il y eut des accusations que le matériel d'espionnage destiné soi disant au général ANDERS fut transporté par le prêtre MISTAT allan à Rome dans la suite du cardinal SAPIEHA. On a accusé également le prêtre MAZANEK tandis que le couvent des Norbertaines à Cracovie fut mentionné comme le lieu des rencontres des conjurés.

Mais comme d'habitude c'est Moscou qui décidera en dernier lieu si c'est M. Mikolajczyk qui sera liquidé en premier ou si - en laissant de côté le PSL - le régime ouvrira les hostilités par une attaque contre le cardinal Sapieha.

Tous va très bien.

Le journal suédois "Expressen" du 11 Septembre 1947 dans une correspondance de Malmö communique que le flot de réfugiés venant de Pologne augmente sans arrêt.

Un de ces réfugiés "charbonniers" (le réfugiés arrivent le plus souvent sur les bateaux charbonniers), non un réfugié politique cette fois ci mais un partisan de l'initiative privée dont les entreprises furent deux fois nationalisées et qui en a eu assez pendant les deux ans, a dit: "J'ai 34 ans et je ne veux plus mettre tous mes efforts dans un travail sans avenir et avec le stigmate d'un "écorcheur" pardessus le marché. Le régime envoie actuellement dans les villes des voyous qui visitent les magasins et les ateliers en qualité des "commissions spéciales" et rançonnent les patrons. Quand le commerçant ou le petit fabricant est pressé comme un citron et n'a plus la possibilité de les payer, ils le dénoncent et l'envoient dans un camp de travail".

"Un autre motif qui m'a décidé de prendre la fuite ce sont mes deux enfants que j'ai réussi à prendre avec moi. L'école est aujourd'hui tellement soviétisée que dernièrement j'ai commencé à avoir peur de mon fils, âgé de 12 ans. Je veux le sauver".

Le tour des avocats.

On sait que la campagne du régime contre le commerce privé bat son plein. C'est le tour des avocats qui jusqu'à présent étaient indépendants. Ils dirigeaient les affaires de leurs clients et ils touchaient

les honoraires sans être contrôlés par les autorités. Pour remédier à cette liberté on a créée auprès de chaque Conseil des Avocats un "Bureau d'Aide Sociale des Hommes de Loi". Tous les avocats seront obligés de faire "volontairement" partie de ce bureau. C'est le bureau qui encaissera désormais les honoraires versés par les clients et réglera les comptes avec l'avocat.

On a institué aussi un tarif. Pour une affaire de divorce le client payera 3.000 - 5.000 Zlotys, dans une affaire de logement 500 - 2.000 etc. Il est évident que les avocats, pour ne pas mourir de faim, seront obligés à toucher des dessous de table. Mais cela constituera alors un délit et l'avocat pourra être traduit devant le tribunal. Il s'agit précisément de cela: il faut que chacun devienne plus ou moins coupable de quelque délit car celui qui a quelque chose sur la conscience cesse d'être dangereux.

Où est la Pologne?

Berlin, le 9 sept. 1947. Au cours d'une réception donnée par l'administration militaire soviétique à Berlin en l'honneur des délégués du Congrès des démocrates chrétiens allemands, il s'est produit l'incident suivant: après le dîner le délégué démocrate chrétien allemand, Jacob Kaiser leva son verre aux représentants des autorités d'occupation soviétiques et dit qu'il désirerait avoir la possibilité de parler avec elles de toutes les questions délicates, celles des frontières inclus.

Le colonel Tulpanov, chef de la section politique de l'administration militaire soviétique répondit promptement et un peu excité:

"Les Russes sont vainqueurs dans la guerre mondiale. Ils fixèrent les frontières à l'est de l'Oder. Rien n'y sera changé. Quiconque touchera à cette frontière déclanchera la guerre et cette guerre signifierait la fin de l'Allemagne".

Il s'agit de la frontière polonaise ou de la frontière russe? Si on comprend bien, le colonel Tulpanov pensait à la frontière russe orientale. La frontière russe occidentale se trouve plus loin à l'ouest... Mais où est la Pologne?

XIV
7.10.47.

P O L O G N E

Les deux plans.

Il y a en Pologne deux plans de trois ans: le plan économique et le plan politique. Le premier vise la reconstruction économique, le second la destruction de la liberté. Les minima ou si l'on préfère cette expression soviétique - les normes qui doivent être réalisées dans la période de trois ans furent fixées aussi bien pour le plan économique que pour le plan politique. Mais bien que le premier soit suffisamment imposant pour que le second puisse passer inaperçu, l'activité des usines et des mines ne réussit pas à camoufler celle des tribunaux politiques.

Voici une petite statistique de l'activité des tribunaux pour le troisième trimestre 1947. L'énumération des procès politiques qui ont eu lieu pendant ce laps de temps se limite aux affaires les plus importantes sans tenir compte des dizaines de condamnations individuelles des "accusés inconnus" condamnés sans être jugés publiquement.

Juillet.

- 1/ Du 9 au 17 Juillet 1947 le procès de 14 personnes à Varsovie. 10 hommes et 4 femmes accusés de participation dans le mouvement clandestin et "d'espionnage" sont punis d'emprisonnement allant de 3 à 10 ans.
- 2/ Le 23 Juillet 1947 le procès de 5 personnes à LODZ. 3 à 10 ans de prison.
- 3/ Du 25 au 31 Juillet 1947 le procès de 7 personnes /dont 5 femmes/ à Varsovie accusées d'appartenir au mouvement clandestin Liberté et Indépendance /WIN/ et au vrai parti socialiste /WRN/. 5 à 10 ans de prison.

Août.

- 4/ Du 4 au 6 Août le procès du rédacteur de la "Gazeta Ludowa", organe du Parti Paysan polonais ainsi que de l'abbé PARLINA et du jeune aspirant MACIEJEK. Tous les trois accusés de contacts avec le mouvement clandestin furent condamnés: le premier à 15 ans de prison et le second à 10 ans de la même peine. Quant au troisième, le jeune aspirant, il fut condamné à mort.

5/A POZNAN le procès de 3 jeunes gens accusés d'être membres du parti national démocrate interdit. 3 à 3 ans de prison.

6/ 9 lycéens à Varsovie sont condamnés à des peines allant de 3 à 15 ans de prison.

7/ Varsovie. Procès de 6 membres de l'ancienne Résistance /AK/. 4 condamnations à la peine d'emprisonnement et 2 condamnations à la peine capitale.

Septembre

8/ Le procès-monstre de Cracovie avec 8 condamnations à mort.

9/ Le 13 Septembre le commencement d'un autre procès-monstre. 10 accusés parmi lesquels se trouvent l'ancien député du parti national démocrate, ZIELINSKI et le professeur TARNAWSKI.

Le plus petit mécontentement, l'opposition, le refus de l'avilissement exigé par le régime de chaque citoyen et à chaque occasion, le désir de Liberté enfin - tout cela constitue un crime et doit être châtié.

Si les statistiques de la production industrielle témoignent surtout du courage de la nation et de sa volonté de survie, celles de l'activité des tribunaux politiques - et elles seules - nous donnent une idée exacte du régime.

Il y a deux plans en Pologne et deux statistiques. A côté de chaque chiffre indiquant l'augmentation de l'extraction du charbon ou d'une autre matière apparaît comme un spectre le chiffre DES HOMMES jetés en prison ou envoyés à la mort - également, d'après un plan bien défini.

Dans ce plan les normes sont toujours strictement exécutées car au fond ce n'est que le plan politique qui compte vraiment.

Le symbole.

Dans la ville ouvrière de LODZ, dans ce pays où le régime imposé se fait la réclame d'être un "régime ouvrier" le 15 Septembre dernier éclata la première grève générale. Plus de 50.000 ouvriers de l'industrie textile refusèrent de travailler. Ce fut la première grève massive sous le régime communiste. Elle réussit parce que le gouvernement fut complètement surpris. Personne dans le "politbureau polonais" ne pensait pas à la pos-

Quelques "groupes de trois" furent ainsi créés dans les usines de LODZ surtout parmi les femmes dans les ateliers de tissage. Chaque ouvrière de ce groupe commença à travailler sur 4 ou 6 métiers au lieu de 2 comme jusqu'alors.

Cette méthode de travail épuise l'ouvrier. On se rappelle quelle vague d'indignation passa par la Pologne quand on apprit que les capitalistes étrangers voulaient appliquer dans les usines textiles de ZYRARDOW. Aujourd'hui ce système, liquidé dans les états civilisés renaît en Pologne qui se considère encore comme appartenant au monde civilisé. Et selon sa tradition, selon la tradition d'un combattant pour le progrès et pour la liberté, l'ouvrier polonais proteste.

Il proteste non seulement en son propre nom mais également au nom de tous les ouvriers-éclaves qui peinent et qui s'épuisent dans le système importé de l'URSS.

Forcé à un travail d'esclave, l'ouvrier polonais ne veut pas capituler. La grève de LODZ en est le symbole.

La marche soviétique/Allegro con moto/

La presse polonaise ne souffla pas un mot sur les événements de LODZ. Au contraire - la marche soviétique continue. Voici l'extrait du journal "socialiste" ROBOTNIK du 27.9.47:

"Dans les ateliers de tissage le travail est fébrile. Chacun s'active. Le 22 Septembre dernier les mineurs et les ouvriers du textile ont signé un accord et à partir du 1 Octobre deux industries-clés ont commencé la course du travail... Dans un groupe d'ouvrières courant autour des métiers une femme arrête notre attention. - "Comment va le travail" - lui demandons nous. "J'essaye de rattrapper la camarade" - nous répond la cam. Rybakowa. La cam. Rybakowa accepta le défi de l'ouvrière de notre parti frère PPR/communiste/de la cam. Korzeniowska. La cam. Rybakowa atteignit aujourd'hui 165,4 %. Elle est une ouvrière expérimentée, elle travaille depuis 15 ans et est membre du parti depuis 16 ans... "Et vous arrivez à travailler sur six métiers à la fois ?" - lui demandons nous. "Et comment? Si je ne réussissais pas je n'accepterais pas le défi. Et je gagne d'avantage... Je gagne 50% de plus". Dans la petite salle des "groupes des six" on a mis un graphique d'orientation sur lequel on note chaque jour le résultat du travail de l'équipe. La course monte..."

Et dans le ROBOTNIK du 28.9.47. nous lisons:

"Pour encourager les équipes dans l'exécution du plan et pour pour dépasser la cadence prévue par les normes, les trois équipes arrivant en tête reçoivent chaque mois une prime. Pour la première place le contremaître reçoit 1.000.- zlotys et ses ouvriers 500.-. Le contremaître qui occupe la deuxième place reçoit une prime de 800.- zlotys et ses ouvriers 400.-. La troi-

sibilité d'une grève sous le régime de la terreur et du contrôle policier si bien organisés. Et ce fut sans doute la dernière grève car le Ministère de la Sécurité entreprit une série de dispositions typiques qui permettent à l'avenir d'éviter de pareilles surprises.

La grève s'est déclarée d'abord dans un atelier de l'un des plus grands établissements textiles à LODZ./Ancienne usine "Poznanski"/Pendant la nuit la police arrêta 8 ouvriers considérés comme instigateurs de la grève. Le matin les 3.500 ouvriers de l'usine déclarèrent la grève de solidarité et occupèrent l'établissement. C'est alors que les autorités procédèrent à la liquidation "légalitaire" de la grève.

La milice du Ministère de la Sécurité cerne l'établissement mais elle ne pénétra pas dans l'usine même. Seules les troupes de choc, habillées en civil et armées de matraques et de casse-têtes entrèrent dans les ateliers. Les ouvriers restaient tranquillement à côté de leurs machines tandis que les SS communistes fermaient toutes les portes et tous les passages conduisant d'un atelier à l'autre. Ensuite ils laissèrent entrer les groupes de briseurs de grève communistes, armés de casse-têtes qui, assommant les grévistes les jettèrent par les fenêtres et les refoulèrent vers la cour de l'usine. C'est là seulement que la milice se mit au travail "liquidant" les incidents et arrêtant les "auteurs de troubles". Ainsi plus de 80 ouvriers et ouvrières furent arrêtés.

Au cours de "l'évacuation" des ateliers 7 femmes et 5 hommes furent si gravement blessés qu'il fallut les transporter à l'hôpital où 2 femmes succombèrent presque aussitôt.

La réaction de LODZ ne se fit pas attendre. Plus de 50 mille ouvriers et ouvrières se mirent en grève en signe de protestation. En dépit de tous les efforts des autorités gouvernementales la grève dura jusqu'au 26 Septembre.

Les causes de cette grève qui entrera dans l'histoire du mouvement ouvrier en Europe comme la protestation contre l'incassable tentative du recul de l'histoire sociale par les communistes sont les suivantes: Il y a quelques semaines le régime décida et publia une résolution à l'occasion d'un congrès communiste à Stettin qu'il fallait augmenter la production industrielle. Le moyen le moins coûteux pour obtenir ce résultat est évidemment l'exploitation de l'ouvrier - l'augmentation des normes du travail, le travail à la tâche et à la prime collective et enfin la méthode si chère à l'URSS c'est à dire la compétition entre les différents établissements. Le personnel dirigeant de l'usine qui "battra" les autres reçoit des primes importantes.

Ce sont les méthodes contre lesquelles les ouvriers de l'Occident capitaliste luttent depuis 90 ans, les méthodes qui disparurent en Europe mais qui réapparurent en Russie. Ce système est actuellement transplanté en Pologne. On nomme quelques ouvriers "stakhanovistes" qui, brisant la solidarité ouvrière, atteignent des normes élevées. Ces normes deviennent ensuite des "minima" que tout le monde est obligé d'exécuter. On organise aussi par "groupes de trois" des équipes témoins chargées de contrôler et d'accélérer la cadence de production de leurs compagnons.

sième place rapporte au gagnant 800.- zlotys et aux ouvriers 300.- en dehors des primes l'équipe victorieuse reçoit pour un mois la garde d'un fanion d'honneur."

Quiconque a lu les journaux soviétiques ne se méprendra pas. Cela lui suffira pour comprendre la signification de cette marche triomphale.

Défense de - rire

Le Ministre de l'Instruction publique, M. SKRZESZEWSKI, l'ancien ambassadeur polonais à Paris, déclara à la radio dans son discours pour la rentrée des classes:

"Les instituteurs patrotes et démocrates doivent donner le ton à l'école. Les plaisanteries, les anecdotes, les potins ironiques et les sourires significatifs et sournois doivent rencontrer une résistance immédiate de la part des instituteurs démocrates".

Ainsi M. le Ministre de l'Instruction publique communiste déclara ouvertement que les plaisanteries, les anecdotes politiques et les sourires "significatifs" ne seront pas tolérés. Dommage. Justement on en raconte une dans les écoles: l'instituteur demande l'enfant: "Où se trouve l'est ? C'est là où partent nos trains avec le charbon, Monsieur l'instituteur" - répond l'enfant. Fini le rire. On pourra rire en Pologne à la condition que ce rire ne soit pas "significatif". C'est arde - oui - mais c'est également triste. C'est peut être plus triste que toute autre chose....

Courrier de Pologne.

Voici le texte d'une circulaire confidentielle soviétique envoyé de Moscou au parti communiste polonais/PPR/ à l'occasion du 1-er Mai dernier:

"Le prolétariat international est témoin d'une attaque capitaliste contre l'URSS. L'atmosphère des armements conduit au chaos dans le monde. Les capitalistes appuient et encouragent les régimes réactionnaires. L'action des communistes sera soumise à une révision. On commencera une activité politique, une activité de propagande ainsi qu'une action directe ayant pour but la liquidation du capitalisme.

Tous les plans sont déjà préparés.

Coséquence: La renaissance du Komintern à Varsovie.

Le Comité Juif Clandestin en Paléστine a reçu 300 millions de zlotys de la part du parti communiste polonais/PPR/ afin d'aider les organisations juives clandestines en Paléστine.

Le gouvernement polonais de Varsovie a donné en Avril 1947 200 millions de zlotys pour l'Espagne républicaine. Cette somme fut ramassée à l'aide d'une taxe spéciale sur les billets des cinémas, des théâtres etc. ainsi qu'au cours de collectes.

XXV

22.10.47.

POLJOINEUn petit memento

Après la déclaration de Varsovie il n'est plus nécessaire de prouver que la "centrale législative" de tous les groupements communistes du monde entier /sauf les Trotskystes/ se trouve à Moscou. La formation récente du "Kominform" appelé également "le petit Komintern" n'est qu'un avoué officiel que le bon vieux Komintern n'a jamais cessé d'exister.

Ayant plongé en 1940 comme un sous-marin, il voguait à travers l'océan de la naïveté générale et bien que plusieurs esprits avisés signalaient le sillage de son périscope, personne n'en voulut croire un mot. Aujourd'hui il émerge. Il sera donc utile de se rappeler quelques résolutions parmi les plus caractéristiques du statut du Komintern de 1936.

Selon le paragraphe 2 chaque pays n'avait droit d'avoir qu'un seul parti communiste qui constituait en même temps une section du Komintern. Selon le paragraphe 5 les sections du Komintern étaient obligées d'obéir immédiatement et sans discussion les résolutions des organes supérieurs du Komintern, de maintenir dans le parti une discipline absolue et de se soumettre à tout moment aux ordres donnés par la Centrale/Moscou/.

Les programmes de chaque section devaient être approuvés par le Comité Exécutif du Komintern. Les assemblées des sections ordinaires et extraordinaires pouvaient être convoquées uniquement avec l'assentiment de la direction du Komintern.

Ce petit memento suffit. Les paragraphes 2 et 5 prouvent abondamment qu'un parti communiste, membre du Komintern, ne peut mener une politique à part. Il n'est qu'un laquais du Kremlin.

Un des laquais - le Parti Ouvrier Polonais/PPR/

L'asservissement complet du parti communiste polonais commença le 20 Juillet 1945. Depuis cette date le Parti Communiste Polonais /anciennement KPP/ ne servait que les intérêts impérialistes de Moscou. En 1936 l'influence des Trotskystes étant jugée comme trop importante, le parti communiste polonais fut dissout par le Komintern. C'est F. FISCHUT, l'actuel "président" de la Pologne, qui s'occupa entre autres de la "limitation" de cette influence trotskyiste. Mais bien que le parti fut dissout, quelques organisations communistes épurées et obéissantes restèrent actives; parmi elles l'Association des Jeunes Communistes et la Centrale du Travail Communiste. C'est à la base de ces organisations qu'en 1948 le Parti Ouvrier Polonais communiste fut reconstitué. Son organisation actuelle est la suivante: la tête du parti communiste et au-dessus de tous les autres "partis" se trouve le POLIBUREAU qui dirige non seulement le parti communiste mais l'Etat tout entier.

rien qu'il soit un organisme suprême il n'est pas officiel.

Vient ensuite le Comité Central qui est l'organe suprême officiel du parti même. C'est à lui qu'incombe la direction de tous les travaux d'organisation, de recrutement et du contrôle du parti.

Tous les travaux et toute l'activité du parti sont directement surveillés par le Secrétariat Général dont le chef est M. GOMOLKA Wiesław - un militant communiste formé à Moscou.

Le Secrétariat Général dirige quatre services principaux: 1/ Secrétariat 2/ Bureau du personnel 3/ Département de l'organisation générale et 4/ "Bureau 4" - office des travaux spéciaux dépendant directement du Politbureau et indirectement du Secrétariat du Comité Central.

Ces quatre services contrôlent l'activité des sept autres services subalternes. Ce sont: 1/ L'Instruction. On y choisit et on y forme les membres du parti qui sont prévus pour les différentes fonctions d'état. 2/ La propagande 3/ L'Organisation dans le terrain 4/ L'Industrie 5/ L'Agriculture 6/ La Jeunesse 7/ Les Syndicats professionnels.

Avis important

Sont membres du POLITBUROU :

1/ ALBRECHT Jerzy	4/ GOMOLKA Wiesław.	7/ SPYCHALSKI Józef
2/ BERMAN Jakub	5/ MODZELEWSKI Zygmunt	8/ RADKIEWICZ Stanisław
3/ BIERUT Bolesław	6/ KINC Hilary	9/ ZAMBROWSKI Roman

MM. ZAWADSKI Alexander et BOREJSZA-GOLOBERT en font partie comme membres remplaçants.

Le COMITÉ CENTRAL du parti communiste/PPR/ compte trente membres et seize membres-remplaçants.

Ce sont:

1/ ALBRECHT Jerzy	11/ IWANCZYK Eugeniusz	21/ MOCZAR Mieczysław
2/ BARYLA Marian	12/ IZYDORCZYK Jan	22/ MODZELEWSKI Zygmunt
3/ BERMAN Jakub	13/ JEDRZYCHOWSKI Stefan	23/ OCHAB Edward
4/ PIENKOWSKI Władysław	14/ JODZIAK Franciszek	24/ RADKIEWICZ Stanisław
5/ CIESLIK Adolf	15/ KLISZKO Zenon	25/ SKRZESZEWSKI Stanisław
6/ CHŁECHOWSKI Hilary	16/ KOWALSKI Alexander	26/ WITASZEWSKI Kazimierz
7/ DUBSKI Oskar	17/ KOZŁOWSKA Helena	27/ WIERBŁOWSKI Marian
8/ DWORAKOWSKI Władysław	18/ KOGA-SOŁTYSKI Ignacy	28/ ZAWADSKI Alexander
9/ FIEDLIK Franciszek	19/ MALUR Franciszek	29/ ZAMBROWSKI Roman
10/ GOMOLKA Wiesław	20/ KINC Hilary	30/ BJERSKI Alexander

Sont membres-remplaçants:

1/ ALSTER Antoni	6/ KROL Franciszek	11/ SZCZESNIAK Józef
2/ BIENIEK Stanisław	7/ LEWIKOWSKI Wacław	12/ SZTACHELSKI Jerzy
3/ DOŁINSKI Adam	8/ MIJAL Kazimierz	13/ STRZELECKI Ryszard
4/ JAZON Janina	9/ PATEROWA Zofia	14/ TKACZOW Stanisław
5/ KALINKOWSKI Józef	10/ POPIEL Mieczysław	15/ TOMASZEWSKA Helena
		16/ ZOLKIEWSKI Stefan

Il est intéressant de noter que le "président" BIELOT n'est pas membre du Comité Central. Cela lui assure apparemment une position "neutre". Le membre le plus âgé du Comité Central est M. SAWADSKI Alexandre; les plus jeunes sont MM. LOGA-SOLESKI et ALBACHT. L'âge moyen de tous les membres ne dépasse pas 40 ans.

Sur trente membres du Comité Central, 14 furent formés à Moscou, 13 furent punis avant la guerre pour attentat contre la sûreté de l'Etat polonais, 5 sont connus comme agents de la NKVD russe.

Tous ces membres du Comité Central occupent les postes les plus élevés dans l'administration de la Pologne actuelle. Ils sont ministres, ambassadeurs, généraux et présidents des différentes institutions et des différents groupements politiques et professionnels.

Messieurs les diplomates, journalistes, membres des missions commerciales et autres personnalités vous êtes prévenus. Avant chaque contact avec une personnalité officielle polonaise vérifiez cette liste. Si le nom de votre interlocuteur ne s'y trouve pas, méfiez-vous davantage encore.

La lettre pastorale des évêques polonais.

A l'occasion d'un congrès des évêques polonais qui eut lieu le 8 Sept. 47 à CZESTOCHOA, les évêques rédigèrent une lettre pastorale signée par le Cardinal Hlond au nom de tout l'épiscopat polonais. Cette lettre fut lue le 28 Sept. dernier dans toutes les églises de Pologne. Voici quelques passages parmi les plus intéressants et les plus éloquentes.

Après avoir exprimé leur joie de constater cette grande force morale dont toute la nation fait preuve, les évêques poursuivent:

"Mais cette image édifiante de notre vie religieuse si puissante est malheureusement troublée par certains faits qui provoquent une disharmonie dans cette société catholique par ailleurs si unie et si forte. Vous parlez ici de certaines actions qui s'attaquent à la foi et à la vérité, actions incompatibles avec la morale catholique et minant les principes religieux dans la société...

Dans la grande œuvre d'éducation des petits enfants nous voyons un grand danger. Dans certaines écoles comme dans beaucoup d'autres institutions pour la jeunesse, les éducateurs s'efforcent de créer un soi-disant homme nouveau qui, à l'instar de la jeunesse hitlérienne, ne croira plus en Dieu et ne connaîtra plus le nom de Jésus-Christ. Il y a beaucoup d'écoles primaires et des nombreuses crèches où la Croix est bannie. On s'y moque des enfants qui font le signe de croix et les éducateurs ne parlent jamais de Dieu...

Les libertés civiles sont une des principales conditions de l'ordre social sain. C'est pourquoi nous voudrions que disparaissent les limitations injustes et superflues de ces libertés. Il arrive qu'on exerce une pression sur les catholiques pour que ceux-ci s'inscrivent dans les partis politiques dont les principes sont contraires à la foi; en cas de refus ils sont menacés de ne trouver aucune occupation celle-ci dépendant de l'appartenance à un certain parti politique...

Nous considérons la censure et le contrôle de la presse comme une limitation des plus dégradantes et des plus nuisibles.

Cette censure est si arbitraire que souvent elle dépasse la raison d'Etat. Elle n'épargne pas les plus grands autorités morales, elle limite la voix de l'Eglise en empêchant par exemple la publication des encycliques du Pape, des lettres pastorales ou même des livres catholiques purement scientifiques. Nous ne parlons pas ici des difficultés de la presse catholique dont l'existence même dépend de la grâce de l'office du censeur si indulgent par ailleurs pour les publications de toutes autres doctrines sectaires. Tout cela se passe sous l'apparence de la lutte contre la réaction et contre les idées rétrogrades."

La publication de cette lettre pastorale fut évidemment interdite même dans la presse catholique polonaise. Elle fut imprimée clandestinement et circule en secret parmi la population. Comme aux temps des premiers chrétiens. Peut-être y reviennent-ils !...

Courrier de Pologne

En Septembre 1947 on a ordonné sur tout le territoire de la Pologne le recensement des blockhaus, des abris et de toutes autres installations militaires construits au cours de la dernière guerre aussi bien par les Allemands que par les Russes et se trouvant sur des terrains privés. En Octobre 47 tous les propriétaires et les gérants des terrains où se trouvent ces installations ont reçu l'ordre de les remettre en bon état à leurs frais /?!

L'accroissement du nombre des "informateurs" de la Milice est constant. La confrontation des statistiques de Février et Mars 1947 dans le Département de RZESZOW peut servir d'exemple: En Février on notait 599 informateurs, on en a embauché 101 et on en a licencié 31. Total pour Février 669. Au commencement du mois de Mars 1947 le nombre des informateurs était de 641. Au cours du mois on a embauché 206 nouveaux informateurs et on en a licencié 13. Ainsi à la fin Mars le nombre total des confidentes de la Milice s'élevait à 834 personnes. 165 de plus.

"Attention aux femmes" C'est le mot d'ordre parmi les étudiants des universités polonaises en cet automne de 1947. Le Ministère de la Sécurité engagea pour l'année scolaire 1947-48 plusieurs militantes communistes et leur donna l'ordre de s'inscrire dans les universités. Elles doivent entrer en relations "intimes" avec la jeunesse masculine comme informateurs de la Milice pour dénoncer les jeunes patriotes.

Le Sénat de l'Université de Cracovie a été forcé d'approuver officiellement la résolution des recteurs des universités polonaises flétrissant les accusés dans le procès politique de Cracovie. La ré-

solution du Sénat de l'Université de Cracovie a été signée par tous les professeurs parmi lesquels se trouve aussi le prof. PIGON qui est le beau-père d'un des accusés. Ainsi le prof. PIGON a été forcé de signer une résolution flétrissant l'activité "antipatriotique" de son propre gendre. Jusqu'à présent on connaissait cela seulement en URSS. Le "Brang nach Westen" peut enregistrer un nouveau succès.

Le nombre des réfugiés polonais de fraîche date s'accroît. Les hommes qui pendant ces deux dernières années ont cru qu'une collaboration avec les Soviétiques était possible et qui occupèrent des postes élevés dans l'administration polonaise en défendant les vestiges de l'indépendance, furent le banc des accusés. On parle de plus en plus de la "troisième émigration polonaise".

Les nouveaux arrivants racontent qu'à l'ordre du jour à Varsovie se trouve non seulement la liquidation prochaine de MIKOLAJCZYK mais aussi la liquidation complète des socialistes "unitaires" de CYRANKIEWICZ. Une partie de ces socialistes/les insoumis/ doit être épurée, une autre incorporée dans le parti communiste. On dit que NEMNI serait intervenu à Varsovie pour que cette liquidation ne soit pas entreprise pendant que subsistent encore quelques possibilités de collaboration ou de coquetterie entre les communistes et les socialistes de l'Occident et surtout entre ceux de l'Italie et de la France. La liquidation des socialistes en Pologne serait un avertissement et la preuve du sort qui attend les socialistes dans les autres pays et même ceux qui, comme les socialistes de CYRANKIEWICZ, collaboraient avec les communistes.

Un dialogue avec une personnalité officielle venant de Pologne/authentique-

- Dites moi, qui possède vraiment le pouvoir dans la Pologne actuelle ?
- Selon ce que je sais la Pologne est gouvernée par un triumvirat dont deux personnes seulement sont connues, c'est à dire BERMAN et MODZELEWSKI.
- Et GOMOLKA ?
- C'est seulement un phonographe bon marché.
- Et l'ambassadeur de l'URSS à Varsovie, LEBEDIEV ?
- Un flic. Facteur de Moscou.
- Et Cyrankiewicz ?
- C'est un "mikolajczyk" dans la deuxième phase du chemin au paradis.
- Et le ministre de la Sécurité, RADKIEWICZ ?
- L'exécuteur des ordres moins importants donnés par KRUGLOV ou BERIA, chef de la NKVD.
- Qui est alors la troisième personne dans ce triumvirat ?
- Je ne sais pas et personne ne le sait. Au moins personne de ceux qui n'appartiennent pas au Politbureau de Varsovie.
- Et BIERUT ?
- Selon l'opinion générale notre "président" n'a aucun pouvoir et aucune importance.

19.11.47.

96

POLOGNE

"Oui, nous - les agents de Moscou"

Dans un article intitulé "Orient et Occident" publié par l'hebdomadaire polonais à grand tirage "PRZEKROJ"/No.135 du 15.11.47./M.Jerzy BOREJSZA, directeur de la maison d'édition de l'Etat "CZYTELNIK" et membre suppléant du "Politbureau" polonais, nous donne un aperçu assez littéraire sur le trentième anniversaire de la révolution russe. Cet article est émaillé de citations du poète soviétique Alexandre BLOK. M. BOREJSZA commence son article en nous informant qu'il a lu une anthologie des poètes russes, et en nous servant une introduction qui "rappelle les souvenirs":

"Il y a dans cette anthologie - écrit M. BOREJSZA - une poésie intitulée "Les Scythes", écrite il y a trente ans par un des plus grands poètes européens, Alexandre BLOK - une poésie pleine de fierté et de mépris, écrite au moment où, à Versailles, se tramait le complot des espions et des agents interventionnistes contre la Révolution Russe." (Pauvre Versailles, ville toujours coupable), continuant son éloge, citant des fragments des "Scythes", réellement pleins de "fierté et de mépris" pour l'Occident, M. BOREJSZA termine son oeuvre par un aveu qui nous surprend, l'aveu de la rapidité avec laquelle "ça va" en Pologne. Déjà!..

Depuis
"-30 ans de la Révolution d'Octobre - poursuit M. BOREJSZA - ce sont 30 ans de fondation du nouveau chemin de l'humanité vers la nouvelle époque de son développement. Et tout comme cent cinquante ans de là les hommes qui tracèrent le chemin à la grandeur de la France acceptèrent avec fierté le nom de sans culottes, méprisant les traîtres de leur pays, il y a trente ans le grand poète européen Alexandre BLOK accepta avec dédain, conscient de sa force le nom qui lui fut donné par les barbares du monde en déclin, et prononça avec fierté les paroles: "Oui - nous - les Asiates" - ainsi nous, nous qui construisons avec l'URSS la paix et la renaissance de l'Europe pleins de mépris vis-à-vis des condottieri et des agents de l'impérialisme anglo-saxon, nous relevons le défi et nous acceptons, conscients de notre force, ces paroles: "Oui, nous - les agents de Moscou"

"Et lorsqu'en Pologne où la terre est abreuvée de sang du soldat polonais et du soldat rouge, lorsque vous entendez en Pologne les coups des pioches et des marteaux reconstruisant Varsovie et Wrocław, les villages et les petites villes détruites, lorsque vous entendez le bruit du train polonais, le sifflement de la sirène d'usine et le fracas des machines, lorsque vous voyez le grand effort de la reconstruction de la Pologne - sachez bien: c'est avec mépris* que ces sirènes sifflent et ces machines ronronnent: "Oui, nous - les agents de Moscou"

Que M. BOREJSZA reconnaisse publiquement ce que nous savons depuis longtemps et notamment que lui et ses collègues du régime de Varsovie sont des agents de Moscou, cela est très intéressant surtout pour l'opinion étrangère qui avait encore des doutes là-dessus. C'est même mieux, car on sait à quoi s'en tenir. Mais que M. BOREJSZA laisse tranquilles les pauvres machines qui sont impitoyablement exploitées par l'économie russe ainsi que les ouvriers qui les desservent. Et puis, toutes ces machines viennent de l'Occident, Mr. BOREJSZA.....

** pour l'impérialisme anglo-saxon*

L'expérience Mikolajczyk.

Comme tout événement de ce genre, la fuite de M. MIKOLAJCZYK fut une sensation politique qui trouva un large écho dans le monde entier. Il serait futile de revenir en arrière et d'entrer dans les détails de cette courte "expérience de Varsovie" en faisant des réflexions, que si M. MIKOLAJCZYK avait agi plus habilement, les événements auraient pris une tournure différente. Considérer son cas dans les limites d'une telle ou telle politique qu'un homme d'état plus avisé que lui aurait du faire à sa place, c'est faire preuve de la même ignorance du système soviétique qui conseilla à M. MIKOLAJCZYK de se rendre en Pologne et tenter l'impossible.

Il serait également fastidieux de rappeler que le système soviétique et que dans ce système il n'y a pas de place ni pour la politique indépendante quelle qu'elle soit ni même pour une politique du pis aller. Dans tous les pays offerts à l'URSS à Yalta l'opposition fut détruite et les véritables représentants de la majorité populaire furent déjà pendus, sont en train d'être jugés ou durent s'enfuir. Même la prudente Tchécoslovaquie ne réussit pas à échapper au même sort. La Slovaquie subit une épuration brutale, des centaines de militants démocrates furent déjà jetés en prison, la minorité communiste détruisit le conseil slovaque et M. GOTTWALD proclama son attachement à l'URSS en termes tout à fait adorateurs et - goebelsiens.

Tout cela n'est déjà que trop connu. Même si M. MIKOLAJCZYK n'avait pas commis aucune faute, même dans ces conditions la destruction d'un seul parti légal et indépendant ainsi que la destruction biologique et morale de tous les vrais démocrates serait inévitable. Car telle est la loi des ces nouvelles "démocraties", la loi soviétique.

On ne sait pas ^{quels} motifs poussèrent M. MIKOLAJCZYK sur la route qu'il choisit il y a deux ans; on ne sait pas non plus si à la longue son expérience se révélera plus utile qu'elle ne fut nuisible pour les intérêts immédiats de la Pologne et de la cause polonaise après la guerre. En acceptant le compromis voué d'avance à l'échec, M. MIKOLAJCZYK facilita énormément à la Grande Bretagne et aux Etats-Unis la liquidation du problème polonais et aida à son enterrement silencieux dans les profondeurs de l'hypocrisie toujours si commode. En acceptant de retourner en Pologne pour y lutter vainement contre les marionnettes du Kremlin, M. MIKOLAJCZYK décida par son geste des milliers de Polonais, aussi bons démocrates que lui, de suivre ses traces. Lui - il a réussi à s'enfuir, eux - ils restent, ils sont forcés de rester jusqu'à la fin. M. CYRANKIEWICZ ne déclara-t-il pas dans son exposé du 29.10.47 prononcé à l'occasion de la première session budgétaire du "parlement" polonais qu'au cours de la dernière année les organes du Ministère de la Sécurité arrachèrent sur les frontières 35.000 /trente cinq mille/ Polonais qui tentaient de s'enfuir de Pologne ? Quel est leur sort ?

Un seul profit est le résultat de cette expérience: personne parmi les Polonais et personne parmi les Alliés ne peut plus affirmer qu'il y a une autre possibilité de solution du problème de l'Europe orientale que l'évacuation totale des ces terrains par les Soviets. C'est ainsi que nous avons pensé quand Hitler s'y trouvait et

c'est ainsi que le problème fut alors jugé par les Alliés. L'analogie est frappante.

L'analyse de l'expérience Mikolajczyk est brève. Son écrasement en Pologne n'est pas un échec personnel du leader paysan dans une partie impossible à gagner: c'est la faillite de tout un système politique condamné d'avance à ~~sa~~ désastre, c'est une faillite terrible de la conception que l'abandon de la moitié de l'Europe à l'URSS n'empêche pas ~~l'installation des bases de~~ l'indépendance à l'intérieur de ces terres inhumaines. C'est là le sens profond de cette expérience tragique.

PETKOV assassiné, MANIU condamné à une mort lente, NAGY, PFEIFFER en fuite. Les yeux du monde se desillent lentement. La fuite de MIKOLAJCZYK accélère ce procès, réveille brutalement ceux qui s'endormirent si vite après le cas du Dr. SUBASIC en Yougoslavie... Mais qu'on se le rappelle toujours: ceux qui s'évadent ne sont que le symbole de ces millions qui restent là-bas et qui voudraient être LIBRES A U S S I. Il ne suffit pas d'applaudir ceux qui s'évadent; il faut rendre LA LIBERTÉ à ceux qui restent.

Le sens de la réalité ou la nouvelle méthode de rapatriement ?

Le bureau de l'I.R.O./Organisation Internationale des Réfugiés/ à HEIDELBERG communiqua que le train avec 610 D.P. polonais, parti le 17 Octobre dernier pour la Pologne se composait de 487 personnes provenant du camp de rapatriement à AUGSBURG et de 123 D.P. prisonniers du droit commun polonais qui reçurent la permission de retourner chez eux au lieu de purger leur peine dans les prisons alliées.

Pourvu que l'I.R.O. ne généralise pas ce procédé et n'accélère pas le rapatriement en remplissant les prisons alliées et en commuant la peine à l'emprisonnement à perpétuité.....

Courrier de Pologne

Fragment de lettre envoyée, mais pas par la poste.

"...La lutte contre les organisations politiques est presque terminée. Après la liquidation du Parti Paysan de Mikolajczyk il ne reste que l'incorporation des socialistes dans les rangs d'un parti unique. Mais ce problème n'est plus essentiel. Le front principal est préparé contre la jeunesse et l'Eglise."

"La reorganisation des écoles et des Universités se poursuit, les programmes d'études et les manuels sont changés. Dans quelques années lorsque les écoles du parti sortiront les équipes d'instituteurs communistes, les écoles et la jeunesse seront entièrement dominées et soumises. Mais l'adversaire qui doit être détruit le plus rapidement possible est l'Eglise. Elle seule constitue actuellement la base de l'indépendance morale sinon matérielle!"

"Le plan de la lutte contre l'Eglise, préparé depuis longtemps, entre en réalisation. Les attaques concentriques de la presse du régime contre l'Eglise continuent. On accuse l'Eglise de "l'orientation anglo-saxonne". Cyrankiewicz/le "premier-ministre"/dans son discours à l'oc-

casion de la première session du "parlement" émit des menaces contre le clergé. Il semble que les méthodes de lutte seront différentes de celles employées contre les partis politiques."

"Les catholiques craignent la déportation secrète des pretres et l'écrasement des églises sous les impôts, ce qui amènerait leur fermeture. L'imposition des églises "à la russe" appliquant le meme impôt payé par les lieux de plaisir serait suffisante pour fermer les portes des temples."

"L'Eglise semble accepter le combat".

Un fragment du dialogue avec un Polonais de France après son retour de Pologne.

- Qu'est ce que vous a frappé le plus là-bas ?
- LA MISERE. Je ne me suis jamais imaginé une telle misère. Je savais qu'ils ne sont pas riches mais je pensais qu'ils ont au moins à manger. Non! Les travailleurs ont faim. Un manoeuvre gagne 3.000 -4.000 zlotys/3.000-4.000 Frs/par mois, un ouvrier spécialisé 5-7.000.-. Un déjeuner modeste, sans vodka et sans hors-d'oeuvres coute 500.- zl. environ.
- Mais il paraît que les cantines ont résolu le problème du ravitaillement des travailleurs?
- Oui, pour ceux qui travaillent mais pas pour leur famille. Les cantines n'existent pas partout d'ailleurs se trouvant seulement dans les grandes entreprises. Elles nourrissent uniquement celui qui y travaille, le chef de la famille. Sa femme et ses enfants doivent se débrouiller...
- Et que disent les gens, que pensent-ils ?
- J'ai visité une grande partie de la Pologne, j'ai parlé avec des paysans, avec des ouvriers et avec des intellectuels. Mais, Monsieur, les gens en Pologne PARLENT DE MOINS EN MOINS. Dans les cafés, dans les tramways on évite la conversation.
- Mais...
- Oui. Dans l'intimité c'est autre chose: c'est bref. Toute leur "philosophie" se résume le plus souvent dans ces quelques mots, toujours les memes: "CA NE PEUT PAS DURER".
- Une dernière question: les déportations ont-elles cessé ?
- NON! On peut dire plutôt que leur technique s'est "améliorée". Dans les villes des hommes disparaissent et pendant plusieurs mois la famille n'en a aucune nouvelle. Dans les campagnes...
- Comment ?
- Mais oui - je vous dis ce que j'ai entendu souvent de la part de nombreux paysans. Des hommes disparaissent dans les villages; on les emmène vers l'Est.
- Et comment les gens soutiennent-ils leur moral ?
- Je vous répondrai cyniquement: dans la plupart des cas avec la vodka. Un litre d'alcool coute 1.300.-zlotys. Mais les derniers sous s'en vont souvent pour ça. Les gens cherchent un moyen facile de s'évader de la réalité et c'est dans la vodka qu'ils trouvent la clef qui leur permet de "sortir" de la misère quotidienne et de l'esclavage détesté.....

La guerre "froide"

Le 3.12.47 la radio et toute la presse polonaise annonçaient l'ouverture d'un nouveau procès politique à Varsovie. Il s'agit du procès de "Comité d'Entente des Organisations Souterraines". Les accusés, membres des mouvements politiques clandestins, sont inculpés d'espionnage comme d'habitude. Et comme dans tous les procès de cette sorte, ceux-ci sont forcés de reconnaître non seulement leur "culpabilité" mais encore ils doivent terminer par une leçon de morale selon la thèse du programme ainsi que l'exige le metteur en scène soviétique. Dès le premier jour de ce procès il ressort clairement que celui-ci doit servir avant tout la cause de la propagande anti-occidentale. Les accusés, préparés au cours de longs "entretiens" en prison, servent de haut-parleurs. Considérés par l'opinion du peuple comme héros de l'indépendance ils seront mieux entendus que les propagandistes professionnels.

Écoutons l'accusé KWIECINSKI, chef du mouvement "Liberté et Indépendance"/WIN/: "J'ai beaucoup à reprocher au régime polonais actuel, à son activité politique et à ses décrets. Mes entretiens dans la cellule m'ont pourtant convaincu que la Pologne compte comme une puissance internationale. Il apparaît que ceux qui seuls entraient dans nos calculs politiques et nous servaient d'appui, reconstruisent aujourd'hui l'Allemagne. Cela signifie que nous avons commis une erreur tragique. Mon devoir est de réparer cette erreur. Je crois profondément que les autres accusés sauront trancher ce problème compliqué avec toute honnêteté. Je ne veux pas mourir comme un agent étranger". Il ne faut pas être un psychologue pour dépister dans cette déclaration le plan du procès et la main des régisseurs. Ce plan, déjà visible dans les procès précédents et cherchant à discréditer l'Occident, est ici considéré comme tâche principale du procès. Parallèlement à l'action du Kominform et aux activités conjuguées du sud-est européen, synchronisées avec la propagande bolchévisante en Europe occidentale, avec l'évasion de Mikolajczyk et les projets révisionnistes de Marshall en ce qui concerne les frontières occidentales de la Pologne, - ces procès ne sont autre chose qu'une cuisine de laboratoire. En y gardant les apparences d'une stricte objectivité de la méthode des recherches, on doit montrer à la Pologne le principal accusé et ennemi - l'Occident.

La rancune profonde du peuple polonais, désillusionné par l'Occident pendant la guerre et après la guerre, cette rancune amère doit être utilisée, renforcée et galvanisée. Le peuple polonais coupé du monde occidental et ignorant les changements qui s'y produisent, nourri d'une propagande astucieuse disqualifiant avant tout l'Occident doit se laisser convaincre par une froide analyse des faits qu'également après la guerre la Pologne n'est qu'un objet de marchandage international. L'imagination populaire organisée ainsi grâce à de tels procès doit plonger le peuple dans un profond pessimisme: on ne peut plus compter sur l'Occident, on n'en peut attendre que des désillusions.

Le décor archipatriotique du procès doit persuader chacun que les plans occidentaux envers la Pologne sont presque sataniques.

Ainsi l'essai des accusés cherchant désespérément la voie du salut pour leur patrie par l'envoi d'un memorandum à l'ONU doit éveiller la répugnance de l'opinion publique tandis que les allusions de l'accusé MARSELEWSKI/du Mouvement National SM/concernant le rôle des cardinaux HLOND et SAPIEHA sont destinées à créer l'impression que l'Eglise elle aussi, est mêlée dans les machinations antipolonoises de l'Occident; ces allusions fourniront en même temps des matériaux pour la future lutte contre l'Eglise.

C'est sur le fond macabre de cette mise en scène où les accusés "reconnaissent" leurs erreurs "désirant" se laver de la honte d'être des "agents de l'étranger" - c'est sur ce fond que ressort la véritable signification de l'aveu public de M. BOKWISZA: "Oui - nous, les agents de Moscou" dont il a gratifié la Pologne et ses dirigeants actuels. Cet aveu n'est pas une maladresse causée par un zèle excessif; au contraire - il tend à élever encore la "fierté nationale" en démontrant que "l'étranger" ne se trouve que d'un côté.

Les condamnés dans les procès politiques en Pologne et dans tous les autres pays de l'hémisphère soviétique sont les premiers soldats de l'Occident et les premières victimes de la guerre dite "froide". Elle est très chaude de l'autre côté.

La situation générale.

L'évasion de M. Mikolajczyk marque une étape dans la vie politique de la Pologne. Le pays entier considère cette évasion du leader paysan comme la preuve ultime que l'existence d'une opposition légale est impossible dans le régime communiste et que M. Mikolajczyk s'en aura donné à cette vérité. L'éclosion nécessaire. Le soupir de soulagement avec lequel le pays entier a appris la nouvelle que M. Mikolajczyk a réussi à forcer le coracon témoigne qu'il n'a pas cessé d'être populaire. Il est certain que son activité future sera attentivement observée par l'opinion polonoise.

Les conséquences de son départ ne se firent pas longtemps attendre. Plusieurs militants du PSL connus pour leur attachement à la démocratie furent arrêtés et ces arrestations continuent, surtout en province. Se trouvent déjà en prison: Jan JAKOR, militant du PSL, un des chefs des "bataillons paysans" sous l'occupation allemande, Mme. Helene JAKUBIEC, une des plus vaillantes dirigeantes de l'Association Paysanne des Femmes, STUDAK, ancien directeur du département au Ministère des Affaires Intérieures auprès du gouvernement de Londres et KULERSKI, secrétaire du conseil Suprême de l'ancien PSL. On dit que le rédacteur en Chef de l'organe de la jeunesse paysanne "WICI", M. GRAC, se trouve également en prison. Son arrestation serait entre autres motivée par le "grave délit" d'avoir publié dans son hebdomadaire de consacrer quelques mots sur l'anniversaire de la révolution soviétique.

En même temps on note une agitation parmi les paysans. Pendant qu'une partie de ceux-ci, inscrite jusqu'à présent dans le PSL, entre dans les rangs des autres partis politiques pour ne pas appartenir au faux parti paysan PSL, la majorité se retire de la vie politique en se

repliant sur elle-même. Ce fait inquiète les autorités gouvernementales. Et déjà l'organe du faux ISL, "GAZETA LUDOWA" /du 16.11.47/ commence à attaquer les masses paysannes qui "ne comprennent pas la situation et veulent blanchir la fuite de Mikolajczyk".

Il faut remarquer que même ceux des militants paysans qui reconnurent la nouvelle direction du parti/d'obédience communiste/soulignent qu'ils y furent contraints et que les nouveaux dirigeants s'emparèrent du pouvoir illégalement et à l'encontre des statuts du parti.

"En effet - écrit la "GAZETA LUDOWA" - la situation est très difficile. Mais malheureusement les statuts ne prévoyaient pas ce qu'il faut faire quand le président prend la fuite. Cela permet aux différents doctoristes professionnels de déchirer les vêtements et de composer une tragédie dans laquelle ils se réservent le rôle modeste de pleureuses en laissant au mouvement paysan le rôle d'un héros qui doit être tué dans le dernier acte. La propagande de l'abandon du ISL pour passer soit dans les rangs des autres partis politiques soit "à la maison", est une autre manifestation de la même conduite nuisible. On veut persuader toute la Pologne et le monde entier que "Mikolajczyk s'est enfui avec la maison", qu'il est "parti"/l'expression "s'est enfui" étant trop brutale/parce qu'il n'y a plus de place pour le ISL en Pologne. Ainsi le "ISL dérenage simplement à l'étranger".

Le journal ne cache pas son inquiétude devant la prise de position de la paysannerie polonaise qui ne trouve pas de place en Pologne pour le vrai ISL et considère comme juste le déplacement du front de la lutte à l'étranger. Le repliement des paysans sur eux-mêmes est jugé par la "GAZETA LUDOWA" comme un fait très dangereux et le journal de conclure: "La propagande d'une attitude passive et du "retour à la chaumière" parmi les paysans doit être jugée comme elle le mérite et elle doit être liquidée".

Quant à l'opinion générale de la population nous n'avons pas besoin de nous reporter aux informations privées. Sa réaction après la fuite de M. Mikolajczyk a été violemment attaquée par l'organe communiste "GLOS LUDU" /18.11.47/ qui nous en donne le meilleur compte-rendu. Il apparaît que les Polonais refusent de croire à ce que la presse du régime et les communiqués officiels leur soumettent à ce sujet.

"Notre balourd autochtone - écrit le "GLOS LUDU" - met toujours en doute les déclarations des autorités polonaises; il lit d'habitude à rebours ce que publie notre presse démocratique. Cependant chaque bêtise et chaque provocation portant la marque "made in USA" ou "made in England" est accueillie par lui sans aucune restriction. Nous pouvons nous en convaincre facilement à l'occasion de cette célèbre escapade de M. Mikolajczyk."

En effet, il serait difficile d'illustrer mieux l'état d'esprit qui règne actuellement en Pologne. Cet état d'esprit est d'ailleurs dangereux et il trouve son écho dans la presse catholique polonaise.

L'appel à la raison

L'hebdomadaire catholique "Tygodnik Powszechny", dit d'opposition et édité à Cracovie sous les auspices du Cardinal SAPIEHA, publie dans son édition du 7.12.47 un article significatif intitulé "Les apparences et les nécessités".

Publié en première page, cet article s'efforce de dissuader en termes forcément voilés sur la probabilité du nouveau conflit international qui e r p o l o g n e s e m b l e i m m i n e n t. A la suite du ton de plus en plus agresseur de la radio américaine/très écoutée actuellement en Pologne/et de celle de Moscou ainsi qu'à la suite de la campagne de presse déclanchée dans les deux mondes opposés, l'opinion polonaise s'échauffe et commence à escompter le malentendu d'une façon trop "optimiste".

Le conflit - il faut le dire franchement - qui est l'unique espoir des hommes sans espoir vivant sous la domination de l'URSS est ardemment désiré par la majorité de la nation polonaise. L'article en question est un sévère avertissement ou l'auteur essaie de mettre les choses au point et d'empêcher la jeunesse polonaise de s'engager dans des mouvements inconsidérés qui mèneraient le pays à de nouveaux sacrifices inutiles.

Après avoir démontré que les ficelles de la politique internationale sont maintenant aux mains de deux puissances - l'USA et l'URSS - l'auteur constate que pour les Américains la cause polonaise est un détail insignifiant tandis que pour Moscou le problème se pose différemment:

"La Pologne après la seconde guerre mondiale est entrée dans l'orbite des influences soviétiques; de plus, située sur les voies d'accès à l'Allemagne, elle acquiert pour l'URSS une importance primordiale. "Qui tient l'Allemagne - tient l'Europe" - paroles attribuées à Lénine et que chacune des grandes puissances victorieuses met en exécution à sa manière... Nous savons que presque la moitié de l'industrie lourde de la Ruhr fut épargnée par les bombardements américains et que toutes ces usines remises en état travaillaient déjà pour l'occupant. Quant à la Russie Soviétique, si elle venait à perdre sa position en Allemagne, elle perdrait d'un seul coup les avantages de sa victoire. Nous pouvons en déduire un axiome les plus importants pour nous - continue l'auteur. Je ne parlerai pas du fait que la Russie doit s'assurer la paix tout le long de ses principales lignes de communication, mais je formulerai ma conviction personnelle: Les Soviets auront cette paix. Tout ce qui de nos jours irrite et pourrait pousser les hommes à une politique de gesticulation irréfléchie serait un suicide. Nous avons besoin de calme et d'un maximum de bon sens pour que la période de tension politique ne procure pas à la Pologne de nouvelles pertes et ne vienne pas empirer la situation"

L'auteur persuade ensuite l'opinion que cela ne veut pas dire que les catholiques polonais doivent abandonner leur lutte idéologique qui peut être menée sans s'opposer aux nécessités de la politique internationale, mais il prévient cette opinion contre les actions à la "Colonel Lawrence" où le rôle du colonel est volontiers confié aux Polonais impatientes et où le sort de ces nobles têtes chaudes est ensuite notifié et renvoyé à la Chambre des Communes par quelques paroles qui ne coûtent rien.

"Expliquons nous en faits concrets - conclue l'auteur. Il faut nous assurer chez nous contre toute possibilité d'agissements que nous payerions cher et dont d'autres tireraient profit. Nous avons déjà trop été balancés à maintes reprises dans notre his-

histoire. A ceux qui ont une sérieuse autorité vis-à-vis des masses incombe la responsabilité de créer une atmosphère de calme et de sérieux. a s d e r e t l e x e s, p a s d e b a g a r r e s - voilà les paroles que le peuple doit entendre de la bouche de ceux qui ont sa confiance"/L'Eglise -note de la red./

Il faut noter que cet article est non seulement un appel à la raison que l'Eglise essaie de repadre partout mais aussi une riposte aux allusions et aux provocations du régime qui cherche à tout prix un prétexte pour déclancher son offensive contre la religion.

Courrier de Pologne.

Les conflits sociaux en France ont été présentés par la presse polonaise de telle façon que les personnes écrivant de Pologne à leurs parents et amis en France cachent à peine leur inquiétude. "Nous pensons que vous ne tarderez pas à changer d'adresse" - "Je ne sais pas si ma lettre te trouvera encore à ton ancienne adresse" - "Il serait peut être mieux pour vous de déménager..." - "J'ai peur que tu n'exécutes tes plans de départ en Amérique du Sud plus tôt que cela nous semblait..." etc.etc. écrivent les gens complètement trompés par les informations officielles.

Six pretres arrêtés.

Six pretres du diocèse de WROCLAW/Breslau/ont été arrêtés et emprisonnés. On ne connaît pas la raison officielle de leur arrestation, mais l'opinion est persuadée que leur incarcération est due aux renseignements qu'ils auraient fournis au Primat d'Angleterre, le Cardinal Bernard Griffin, durant son séjour en Pologne.

La première hirondelle.

Le 12 Novembre dernier a paru pour la première fois en Pologne une publication du Kominform intitulée "Pour une paix durable et la démocratie des peuples" Il s'agit d'un bimensuel. On peut lire dans ce premier numéro une multitude d'attaques contre les puissances occidentales, beaucoup de mensonges et une glorification du système communiste.

Les nouveaux manuels.

Dans un article paru dans l'hebdomadaire communiste "WSPOLNA WOLNOSC" /no.48/Wladimir MICHAJLOW/?:/donne un compte-rendu sur les nouveaux livres d'écoles. Il espère que ces manuels constitueront un précieux contre-poids à la civilisation occidentale qui jusqu'à présent formait d'une façon trop unilatérale les jeunes esprits polonais.

La civilisation moderne commence dans ces manuels avec la révolution bolchévique en 1917 et on n'y mentionne comme faits dignes d'intérêt que la Réforme, la Révolution française et les révoltes paysannes en Angleterre. Les erreurs historiques voulues y sont semées à profusion.

Selon l'auteur, les imprimeries de l'Etat ont livré jusqu'à présent 29,5 millions de manuels, d'autres raisons d'édition en ont imprimé 7 millions et 6 millions sont actuellement en cours d'impression.

Ilja Ehrenburg en Pologne.

Un certain nombre d'écrivains soviétiques a visité récemment la Pologne avec Ilja Ehrenburg à leur tête. Les écrivains soviétiques ont donné une série de conférences dans lesquelles ils s'efforçaient de démontrer la supériorité écrasante de la culture soviétique. Ehrenburg se présentait avec beaucoup de charme comme un intellectuel "un peu occidental" pour ne pas trop brusquer les sentiments des hommes de lettres polonais. Ainsi il étalait son admiration pour les oeuvres de Matisse et de Picasso et il a surpris les "réalistes" zélés avec ses opinions sur Proust que l'on était prêt en Pologne de mettre dans la naphtaline.

Les nouveaux chefs du personnel.

Dès le 1 Septembre 1947 tous les établissements et toutes les institutions relevant du Ministère de l'Agriculture, de l'Approvisionnement, de l'Administration et de l'Education ont reçu les nouveaux chefs du personnel qui sont les agents de la Sécurité. Ils ont été instruits auparavant dans une école spéciale à LODZ. Leur tâche consistera dans la liquidation de tous les "éléments réactionnaires" qui menent dans les services de ces ministères "une action nuisible pour la démocratie populaire."

Les nouvelles cartes d'identité.

En Janvier 1948 on procédera à l'échange de vieilles cartes d'identité. A cette occasion les représentants du Ministère de la Sécurité contrôleront la provenance de l'ancienne carte d'identité, le passé et l'activité du détenteur etc.

28
19.1.48.

POLOGNE

Une entente

Le président du Parti Paysan Polonais PSL, M. MIKOLAJCZYK poursuit son séjour aux Etats Unis; il y est parti accompagné de ses plus proches collaborateurs: MM. BAGINSKI, un des anciens accusés lors du célèbre procès des seize représentants de la Pologne résistante qui a eu lieu à Moscou en 1945, et KORBONSKI, ancien député du PSL.

Dans la deuxième quinzaine de Décembre 47 un accord a été signé à Chicago entre les leaders du Parti Paysan Polonais avec M. MIKOLAJCZYK à leur tête, d'une part, et la Direction du Congrès des Polonais d'Amérique avec H. Karol KOZMARZEK, président du Congrès, d'autre part.

Le Congrès des Polonais d'Amérique est la principale représentation politique des citoyens américains d'origine polonaise dont le nombre s'élève à plus de trois millions.

A l'occasion de la signature du document d'entente un communiqué a été publié.

Les signataires y soulignent la nécessité d'une action commune tendant à faire connaître aux Etats Unis la véritable situation dans laquelle se trouve actuellement la Pologne et les dangers de la politique soviétique.

Mais les points essentiels de cet accord sont ceux qui stipulent que le pacte conclu à Yalta sans la participation de la Pologne a causé "un mal énorme, d'autant plus que la non-exécution de ses clauses a privé la Pologne de son indépendance".

En outre les deux parties signataires constatent que "le régime de Varsovie n'est pas une représentation de la Nation polonaise mais une agence étrangère, imposée à la Pologne au moyen d'élections falsifiées".

Le communiqué définit ensuite le but de l'action commune dont la tâche principale consistera dans la lutte pour la Pologne vraiment indépendante avec les frontières occidentales sur l'Oder et Neisse et les frontières orientales de 1939.

La participation de M. MIKOLAJCZYK dans la rédaction de ce communiqué indique qu'au nom de son parti il a partiellement annulé le pacte imposé à la Pologne à Yalta, - le pacte dont il a été auparavant un fervent défenseur.

En signant le communiqué en question il reconnaît loyalement son erreur. Le communiqué prévoit enfin la collaboration permanente entre le Parti Paysan Polonais émigré et la représentation des Polonais d'Amérique et des autres organisations polonaises poursuivant le même but.

L'entente MIKOLAJCZYK - KOZMARZEK est un grand pas en avant dans la consolidation de l'activité des éléments polonais émigrés qui refusent de reconnaître la légalité du régime actuel de Varsovie.

Les statistiques

La presse polonaise regorge de chiffres statistiques, de communiqués annonçant la réalisation du plan en 1947, de l'accroissement du

rendement de l'ouvrier auquel on a réussi enfin à imposer le système d'exploitation stakhanoviste.

Les graphiques, les diagrammes, les coefficients etc. y pullulent; tout y est calculé, tout pesé et mesuré, tout prévu.

Et tout va brillamment, bien entendu.

Mais....Mais M. SKRZYWAN, professeur à l'Ecole Supérieure du Commerce à Varsovie, conclue dans son article consacré à la "Statistique dans l'industrie: /Economie Planifiée-Varsovie-N° 21/

"Notre négligence et nos lacunes dans le domaine de la statistique sont si grandes que la liquidation de cet état de choses devrait être considérée comme la tâche principale de l'économie planifiée dont le succès dépend entre autres du relèvement du niveau de nos travaux statistiques. Aujourd'hui nous ne pourrions même pas organiser une instruction rapide du personnel de statistiques dans l'industrie d'Etat à cause du manque d'instructeurs qualifiés et de spécialistes connaissant les méthodes nouvelles. Le contrôle statistique de la production que l'on doit introduire le plus tôt possible, est indispensable."

Alors?....

Les dessous de la victoire.

Mais ce sont sans doute des propos subversifs d'un professeur pédant. La preuve qu'une branche d'industrie après l'autre envoie un communiqué triomphant: "Le plan a été réalisé, les normes ont été dépassées...etc." Cependant parmi les dizaines de vainqueurs il y a quelques vaincus.

Ceux-ci sont publiquement blâmés.

Et c'est à cette occasion qu'on apprend comment les vainqueurs ont gagné la course dans cette compétition stakhanoviste. Car les vaincus sont d'habitude ceux dont la fabrication dépend de livraisons des vainqueurs: Les ateliers de montage.

Ainsi le contremaître à l'Atelier de machines-outils à l'usine "CECIELSKI" près de Poznan, une des plus grandes usines de montage en Pologne/11.000 ouvriers/ se plaint:

"Les aciers rapides que nous recevons des aciéries de Silésie sont de mauvaise qualité"/GLOS LUDU, organe communiste du 13.12.47/

L'atelier de machines-outils n'a réalisé que 60% du plan. Par contre l'industrie d'acier l'a réalisé entièrement.

L'unique et la plus grande usine de pneumatiques "STOMIL" qui avant la guerre fabriquait des pneumatiques de haute qualité, est clouée au pilori. Elle n'a pas réalisé le plan bien que par rapport à l'avant guerre le personnel ait augmenté de 70% /1.000 ouvriers en 1938 et 1.700 en 1947./

"Les pneumatiques fabriqués chez "STOMIL" sont inutilisables pour les camions et dans les automobiles de tourisme ils supportent la vitesse maximum de - 60 km/h." /GLOS LUDU communiste du 16.12.47./

Pourquoi ? - Le même journal cite les déclarations des ingénieurs:

"Le souffre reçu des fondrières de Silésie est mauvais et

impropre, la gaine reçue pour la vulcanisation est simplement inutilisable et les cordes livrées par l'industrie du coton ne valent rien."

Et l'usine de tracteurs "URBUS", près de Varsovie, explique en nous présentant en même temps un tableau un peu différent de celui que l'on puisse s'imaginer en lisant les journaux moins attentivement:

"Les radiateurs livrés par l'usine P.W.L. à LODZ étaient de mauvaise qualité. Egalement les réservoirs livrés par "MILIT" et les signaux fabriqués à ST. LOM. WOLA devaient subir quelques transformations avant d'être utilisés. L'outillage livré aux ateliers de fabrication d'ordres type 14 retardait de mauvaise qualité. Les roulements à billes amenés par avion/1/ en parties composées de quelques pièces/2/ arrivaient toujours trop

Au lieu de 300, l'usine "Jugos" n'a fait que 150 tracteurs. Mais l'industrie d'acier marque la victoire, l'industrie du coton est à l'honneur, l'industrie métallurgique a réalisé le plus dans la proportion de 100 pour 100.

L'entousiasme stalinoviste s'empare des ouvriers, les salaires des héros du travail montent ce qui suffit pour écrire partout que "le niveau général des salaires s'est élevé".

On cite de nous: BUGDOL, mineur - 70.000.-zl. par mois, SALIN-
SKI, tourneur - 40.00.-zl. par mois, PERSZ, ajusteur - 31.519.-zl. par
mois et ainsi de suite.

La plus-value démocratique.

Oui - ils gagnent beaucoup. Mais aussi ils s'épuisent dans un effort continu et leurs noms disparaissent du tableau des records plus vite que les noms des meilleurs sportifs. Ils s'épuisent pour briser la chaîne des bas salaires maintenus depuis 1943 intentionnellement pour les lancer dans cette course que personne ne peut soutenir longtemps.

Ils acceptent cette course pour sortir enfin de la misère, pour pouvoir acheter à leurs enfants à l'occasion de ce Nouvel An un traineau d'enfant pour 5.285.- zl., un petit éléphant en bois pour 652.-zl., quelques bonbons ordinaires pour 700.-zl. la kg. et peut-être même 100 g. de figues sèches... Ah, 100 g. seulement parce que le kg. coûte 7.000.-zl./Au cours officiel des prix s'élèvent respectivement à 6.700.-Frs., 2.000.-Frs., 3.300.-Frs. et 51.500.-Frs./C'est le quotidien "KÄMPF O'PO'K'IA" du 15.12.67 qui les a noté.

Et bien - non! - Même après avoir triplement dépassé la norme, harassé, ce "ouvrier" de la "démocratie populaire" est d'abord obligé de payer un lourd tribut à cette démocratie.

Après il lui resta juste assez pour pouvoir soutenir son effort constant et - éphémère.

Car "le premier mineur peut gagner non seulement 50.000.-zl. par mois, mais aussi 70.000.-zl. C'est la somme que BUGDOL, le recordman mineur, a gagné dans un mois. Il a gagné 70.000.-zl. et il a payé à l'Etat un impôt imposant sur cette somme. Il l'a payé selon le taux appliqué à tous les citoyens de la République vi-

vant d'un emploi salarié. Il l'a payé parce que la progression d'impôt élaborée selon la proportion entre l'accroissement du revenu au dessus de la norme moyenne de salaires et l'application de l'impôt ne prévoit jusqu'à présent aucune réduction même pour ces équipes de nos premiers ouvriers."

/GLOS LUDU communiste du 20.12.47./
Il doit travailler au dessus de la norme moyenne mais payer selon la norme. Et il doit écouter ce qu'on lui dit. Il lit les journaux ou on lui dit chaque jour qu'en France "les conditions d'existence deviennent dramatiques" et il écoute la voix du haut-parleur installé à l'usine ou - qu'il - confort - dans son logement.
Ce haut-parleur est relié avec un "radionosud" ou un "fonctionnaire culturel" émettait pour lui le programme.

La "radiophonisation" en Pologne.

Il préférerait avoir un poste récepteur individuel. Il entend du matin au soir les mots "progrès", "développement de l'industrie", "notre production" etc.

Alors il écrit à son journal en demandant: que se passe-t-il avec la fabrication des postes récepteurs? Les autres écrivent aussi. Les journaux s'informent timidement. Vient la réponse:

"étant donné les informations contradictoires qui ont parues dans la presse au sujet de la production et du prix des postes récepteurs de radio de la production polonaise, l'Industrie Électrotechnique communique qu'il y a actuellement sur le marché des postes des Ateliers de DZIERŻONÓW du type "AGA" 1743, 5 lampes, au prix de 42.000.-zl./130.000.-frs. au cours officiel/avec la possibilité de payer en 6 mensualités et au prix de 36.000.-zl. pour les achats collectifs. Le stock de postes du type RV 12 populaire est épuisé et leur production suspendue vu le manque de pièces détachées de la qualité voulue. Le poste récepteur de la production polonaise dont le prix sera calculé dans les limites plus abordables pour les travailleurs est à l'étude et apparaîtra sur le marché au commencement de 1949."

/ "ROBOTNIK" organe du parti socialiste du 16.12.47./

Alors si le poste de production polonaise ne se montrera qu'au début de 1949 on pourrait peut-être acheter un poste importé? Non - car aucun accord commercial/et la Pologne en a signé beaucoup/ne prévoit l'importation de postes récepteurs. Et puis pourquoi puisque le plan de la "radiophonisation" du pays a été dépassé.

L'écoute dirigée.

Non seulement l'économie mais aussi l'école, la culture et l'armée y sont déjà en train d'être dirigés.

"Au nom de la délégation reçue par le président

du conseil Joseph CYRANKIEWICZ, le directeur principal de la Radio Polonaise, BILLIG, dépose un rapport sur la réalisation et le dépassement du plan de la "radiophonisation" du pays et notamment: dans le secteur de la campagne le plan a été réalisé à 149%, dans le secteur de la construction de lignes dans le réseau de radio-nœuds à 195%, dans la construction de lignes dans le réseau des installations collectives à 122%, dans le secteur de l'installation de haut-parleurs à 121% et dans le secteur des installations de l'écoute collective à 108%." /GLOS LUOW communiste du 23.11.47/

Nous voyons donc ce que signifie l'expression "la radiophonisation". A quoi bon serviraient alors les millions de dollars dépensés par les Etats Unis pour les émissions radiophoniques à destination de ces pays s'ils ne peuvent pas les écouter ?

Ils deviennent sourds - au moins d'une oreille. Car le sens de l'œil dans l'autre est soigneusement développé.

La planification culturelle.

"La socialisation de la création culturelle signifie son affirmissement des anciens préjugés c'est à dire la création de nouvelles valeurs culturelles émanant de nouvelles formes sociales... Comme dans tous les domaines de notre vie nous devons pousser à la planification également dans le domaine de la culture et de l'art." - dit le président BISKUT à l'occasion de l'inauguration du nouveau poste émetteur de WROCLAW/Breslau/. Son discours est devenu le mot-d'ordre et est cité à chaque occasion. On sait ce que cela signifie cette "planification dans le domaine de la culture et de l'art"...

Et comme les artistes et les écrivains polonais ne sont pas encore capables de suivre si rapidement les étapes de la soviétisation en reniant brusquement tout ce qu'ils considèrent comme leur plus cher héritage, on rejettant en bloc et d'un seul coup la culture occidentale qui les a formés

"on prévoit l'institution de prix spéciaux alloués pour la meilleure traduction des œuvres littéraires soviétiques, pour le meilleur livre ou brochure sur l'URSS et pour les artistes de théâtres pour les meilleures interprétations des rôles dans les pièces soviétiques." /GLOS KOSPOLITA du 23.12.47/

Une pièce-monstre soviétique est jouée actuellement en Pologne.

15.2.1948

P O L O N E

Le crédit soviétique.

L'URSS est le seul pays qui ne publie rien dans le bulletin des statistiques de l'ONU. La Russie soviétique se contente de déclarer que les plans économiques ont été dépassés de 100 ou 200% mais elle ne divulgue aucun chiffre précis qui puisse servir de base pour une évaluation, même approximative, du niveau russe de production ou de la situation économique du pays.

Cette méthode est en partie imitée chez ses satellites. Ainsi, la Pologne, qui avant la guerre avait des statistiques très exactes et dignes de foi, publie aujourd'hui des chiffres incomplets qui servent plutôt à des buts politiques et de propagande; en tout cas ils doivent être pris sous toutes réserves.

S'il s'agit du dernier accord économique polono-soviétique, conclu au cours du pèlerinage de MM. CYRANKIEWICZ, GOMOLKA. et MINC à Moscou, on en peut tirer trois conclusions, la phraseologie habituelle mise à part:

1/L'échange commercial entre la Pologne et l'URSS s'élèvera à une valeur de 1 milliard de dollars. Comme il n'y a pas de précisions à ce sujet on ne sait pas si le "crédit" de 450 millions de dollars y est compris ou s'il est compté à part. Sauf la mention, assez vague, "prix mondiaux" aucun autre détail concernant les prix n'y est révélé. On ne sait pas non plus, si dans cette somme de 1 milliard se trouvent déjà compris les 15% de réparations allemandes qui, selon l'accord de Potsdam doivent être rendus par l'URSS à la Pologne et si le commerce avec la zone soviétique de l'Allemagne et de l'Autriche y sont compris. Questions sans réponse.

2/Tout l'échange reposera sur la compensation exclusivement. C'est, comme on le sait, la forme de commerce la moins commode, car si la Pologne dispose d'un avoir, elle ne peut pas le réaliser en achetant par exemple des machines-outils aux USA, mais elle doit attendre patiemment /et sagement.../ jusqu'à ce que le débiteur lui paye son dû avec des marchandises. Il peut se produire alors que la Pologne sera obligée d'accepter des machines dont elle n'a aucun besoin le débiteur soviétique ne disposant pas ou ne voulant pas disposer d'autre matériel. Cette éventualité est assez probable dans ce genre d'accords dictés...

3/Le "crédit" si vanté portera exclusivement sur des marchandises dont la livraison ne se fera qu'à partir de 1949 et se terminera en 1956, c'est à dire dans 9 ans. Autrement dit la Pologne recevra de la Russie 450 millions de dollars divisés par 9 c'est à dire 50 millions de dollars par an. En somme l'URSS commencera l'année prochaine d'envoyer en Pologne des machines dont elle ne dispose pas encore, et il

Il est clair que toute cette transaction repose sur des bases plutôt modestes dans son ensemble. Ceci ressort encore mieux si on se rappelle, que le ministre des Finances, DABROWSKI, a déclaré presque simultanément qu. la valeur des investissements sur les Terres Récouvrées à l'ouest s'est élevée en 1947 à 430 millions de dollars, c'est à dire justement ce que la Russie doit prêter à la Pologne en 8 ans.

Et il ne faut pas oublier non plus, que suivant le calcul britannique la valeur du stock de l'UNRWA pris en Allemagne à titre de réparations atteint le somme de 3 milliards de livres sterling, c'est à dire 3 milliards de dollars.

En appliquant le principe de Potsdam d'après lequel la Russie devait rendre à la Pologne 10% des réparations obtenues en Allemagne, la Russie doit à la Pologne 1.200 millions de dollars qui devraient être déjà versés.

Mais on n'en a pas parlé à Moscou et un silence profond entoure ce problème délicat.

M. MIKOLAJCZYK parle d. KATYN: Serait-ce du nouveau ?

Dans une suite d'articles publiés par 250 journaux américains, M. Stanislas MIKOLAJCZYK parle, entre autres choses, du massacre de plusieurs milliers d'officiers polonais à KATYN.

On connaît les éléments principaux de ce drame, mais M. Mikolajczyk cite dans son ouvrage, un détail nouveau dont la source demeure inconnue dans ce ouvrage.

M. Mikojan affirme qu'un autre complot par les Russes à KATVIN fut accompli en collaboration avec les Allemands.

Au printemps 1941, à l'époque où Hitler et Staline étaient encore alliés, les Allemands faisaient partie du projet d'entraîner militairement quelque deux millions d'Ukrainiens qui seraient ensuite incorporés dans la Wehrmacht.

Infirmité de ce projet, les Russes poussèrent de hauts cris. Des notes furent échangées et un accord fut signé. D'après cet accord le groupe d'Ukrainiens, candidats à la Wehrmacht, devait être échangé contre 11.000 officiers et hommes de troupe polonais, faits prisonniers par les Russes.

Une fois les Ukrainiens livrés aux Russes, les autorités soviétiques changeraient d'avis et proposeraient - paraît-il - aux Allemands une autre solution: les officiers polonais seraient simplement "liquidés" ce qui réglerait la question de leur transfert et faciliterait les autres problèmes.

Les officiers polonais, persuadés qu'ils seront rapatriés furent amenés dans le fort de LATYU et fusillés par groupes par les agents de la NKVD.

L'organe des émigrés polonais "Dziennik Polski i Dziennik
Żołnierzy" de Londres ajoute au témoignage de E. Mikolajczyk des dé-
tails très importants concernant les dates et le nombre de victimes:

"L'Espresso" - écrit ce journal dans son numéro du 28.1.48
- indiquant les véritables auteurs de ce crime, se trompe

pourtant d'une année s'il s'agit de la date. Le massacre de KATYN eut lieu au printemps 1940 et non au printemps de 1941. C'est justement en Mars 1940 que toute la correspondance entre les futures victimes et leurs familles fut brusquement rompue excepté celle des 400 prisonniers échappés du massacre/et transportés au camp de GRIAZOULEC - note de la red./

Le nombre de prisonniers de guerre polonais assassinés à KATYN fourni par M. Mikolajczyk est également erroné puisqu'il est emprunté à la propagande allemande et repris ensuite par les Russes dans l'acte d'accusation. En réalité, le nombre de cadavres de militaires polonais trouvés à KATYN ne s'élève pas à 11.000/entre 4.000 et 5.000 - n.d.la red./mais le nombre total de prisonniers de guerre polonais "liquidés" en URSS est supérieur à 11.000."

Nous rappelons à nos lecteurs à ce sujet que le gouvernement de l'URSS après la reprise de STOLMPEK en 1943 et après l'occupation de KATYN nomma une commission d'enquête.

En Janvier 1944 cette commission publia un communiqué qui fait rejettir la responsabilité de ce monstrueux assassinat sur les Allemands; il rend l'Allemagne responsable de ce crime devant l'humanité. Il faut souligner que cette commission se composait exclusivement de citoyens soviétiques, aucun représentant de pays étrangers n'y ayant été invité.

Les Russes comptent se disculper par ce jugement prononcé par eux-mêmes.

Lors du procès de Nuremberg le massacre de KATYN fut compris dans l'acte d'accusation contre Goering et Cie. Parmi les juges siégeait le représentant soviétique et c'est un Russe, le colonel POKROVSKY, qui prononça le 13.8.1946 l'acte d'accusation contre la tuerie de KATYN. Les Russes ont fait tout pour que leur version de ce crime soit admise par le Tribunal de Nuremberg, mais ils n'ont pas réussi à convaincre la Cour. Et bien que le crime figure dans l'acte d'accusation il n'a pas été mentionné dans le verdict. Excellent procédé pour être juste sans irriter les collègues soviétiques.

Le quotidien polonais de Londres écrit aussi: "Nous référant à des informations que nous avons obtenues de source sûre, nous pouvons annoncer à nos lecteurs la parution très prochaine d'un livre intitulé "Le crime de Katyn à la lumière de documents".

Il semble que ce livre révélera enfin des faits et des détails précis, connus depuis longtemps par des nombreux hommes politiques et des diplomates et tus par eux non sans raison envers l'opinion mondiale.

La saison des juges.

A l'occasion de l'ouverture solennelle du nouveau cours expérimental pour les juges des tribunaux à l'Ecole de Droit du Ministère de la Justice à LODZ, le soussecrétaire d'Etat à la Justice, Leon CHAJN, a déclaré:

"Nous conserverons de notre passé tout ce qui touche le progrès mais c'est avec un scalpel bien aiguisé que nous y ampu-

terons tous les éléments indésirables. Nous devons libérer la magistrature polonaise de sa gangue où elle se trouve encore. Les nouveaux cadres des juges et des procureurs, issus du peuple, nous aideront dans cette tâche" /Glos Ludu"-organe communiste, 15.1.48/

En langage clair cela signifie que la magistrature actuelle ne donne pas entière satisfaction au régime. En attendant une réforme complète du droit pénal et civil, annoncé par le gouvernement, beaucoup trop de juges se considèrent encore liés par les textes des lois existantes et par l'esprit de la LOI tout court; ils refusent de prendre les désirs du régime comme guide unique.

Il fallut donc courir au plus pressé. Et deux "écoles de procureurs", l'une à LODZ, l'autre à KROCLAK, fonctionnent maintenant en Pologne.

Des écoles assez curieuses.

En effet huit mois suffisent pour former un substitut ou un assesseur. C'est que les conditions d'admission sont très sévères: il faut être patronné par un syndicat, qui, en Pologne, est une organisation gouvernementale à majorité communiste; et il faut appartenir en principe à la classe ouvrière.

En effet sur 96 élèves de l'école de KROCLAK 90% sont d'origine ouvrière, dont 18 ouvriers venus directement de l'usine et 55 petits fonctionnaires. Par contre il est inutile d'avoir un bagage scientifique. C'est vrai - il y a bien 29 bacheliers, mais 94 élèves procureurs ont quitté l'enseignement secondaire avant le bachelot et le seul ont fini l'école primaire.

Qu'importe! Pour accuser les ennemis du régime de faire du "sabotage" et de "l'espionnage" on n'a pas besoin de connaissances juridiques et même de connaissances tout court.

Le régime est content des résultats obtenus. On annonce l'ouverture de trois nouvelles "écoles de procureurs" et on a ouvert une "école de juges" où L. GAZDA prononce ses discours dont un passage est cité plus haut.

Cette spécialisation hâtive, cette formation rapide de magistrats ne sont-elles pas un progrès immense? Comparons-là les vieilles Ecoles de Droit de l'Occident où - horreur - on ne nous demande ni notre origine de classe ni notre teinte politique, mais où on exige inexorablement un diplôme de bachelier!!!

L'épargne sociale obligatoire

Le 31.1.1948 la "loi sur l'épargne sociale obligatoire" a été votée par le parlement polonais.

On retiendra 1% sur les salaires à partir de 20.000.- zł. par mois, 3% sur les salaires supérieurs à 25.000.- par mois. Les sommes ainsi "épargnées" pourront être touchées quand l'épargnant atteindra l'âge de 65 ans en principe. On prévoit quelques exceptions comme en cas de mariage, d'une naissance ou d'un décès d'un parent proche.

Cette loi n'est au fond qu'un nouvel impôt contre l'inflation. On évalue la somme totale de ces "économies" à 20 milliards de zlotys pour 1948.

Rectification: Nous nous excusons d'avoir commis une faute de calcul dans notre précédent bulletin du 15.1.48. En indiquant en effet le prix de quelques articles en Pologne nous avons compté 1.-zł.=5.-Fr. cours cours officiel. Le rapport exact est justement contraire c'est à dire 1.-zł.=0,36 Fr. Nous prions donc de corriger le passage en question.

29.8.1948.

PologneL'Eglise et le régime.

Comme suite aux accords de Valtta, la Pologne n'est pas un état indépendant et le soi-disant gouvernement de Varsovie n'est qu'une équipe d'hommes imposée par l'URSS. C'est un point capital qu'il ne faut pas perdre de vue en analysant les rapports des autorités ecclésiastiques avec le régime.

Ces relations restent toujours tendues. Le gouvernement communiste de Varsovie s'est immédiatement rendu compte du fait que l'Eglise catholique en Pologne refuserait de collaborer avec des agents étrangers, représentant d'un matérialisme athée. On décida donc la lutte contre l'Eglise et la rupture du concordat, en Septembre 1945, en fut la première manifestation.

On ne se rend peut-être pas suffisamment compte à l'étranger que l'Eglise catholique en Pologne représente aujourd'hui la seule et unique force qui puisse s'opposer efficacement au régime imposé et surtout aux tentatives de soviétisation de la vie nationale.

Depuis les élections falsifiées/Janvier 47/ le rôle de l'Eglise catholique, sa force et son importance, non seulement spirituels mais aussi politiques, ont encore considérablement augmenté. Après la liquidation du parti Polonais/PSL/ de M. MIKOLAJCZYK il n'y a plus de place pour un élément indépendant, à moins qu'il ne soit - comme c'est le cas de l'Eglise catholique - appuyé par une force et une autorité internationales.

Le régime se rend compte de l'immense autorité de l'Eglise et il sait qu'elle est une puissance soutenue par 24 millions de citoyens polonais.

La tactique employée vis-à-vis de l'Eglise varie, mais il ne faut jamais oublier que la ligne générale est toujours suivie et que son but est la destruction de l'autorité et du prestige de ce seul organisme indépendant.

Un geste, fait de temps en temps, et qui semble annoncer un adoucissement, n'est rien d'autre qu'une feinte dans cette lutte, si difficile pour le gouvernement, et ne signifie pas un changement de l'attitude générale du régime. L'Eglise et l'opinion publique en Pologne le comprennent trop bien.

Il est donc évident que la dernière visite du cardinal HLOND Primat de Pologne, au Vatican eut bien un fond politique et c'est pourquoi elle donna naissance à des rumeurs plus ou moins déformées.

Entre autres nous eûmes ces trois versions concrètes:

- 1/On arriverait à un modus vivendi entre l'Eglise et l'Etat.
- 2/Un légat du Pape serait envoyé en Pologne.
- 3/Le cardinal HLOND lui-même serait investi des fonctions de Noncé ou d'Internonce apostolique.

La diplomatie du Vatican est une des meilleures diplomaties et elle garde jalousement le secret de ses prochaines décisions. Nous ne pouvons donc nous appuyer que sur ces trois versions, les plus dignes de foi.

Quant à la reprise de relations diplomatiques entre la Pologne et le Vatican, il semble qu'en ce moment il ne peut y avoir question. Le gouvernement de Varsovie - sauf les gestes dont nous avons parlé - ne fait rien de son côté qui puisse justifier l'espoir d'un revirement.

de sa politique. De plus, ce gouvernement réalise ses plans à la manière d'un état totalitaire, et ce système est condamné par l'Eglise. Elle ne peut pas accepter le matérialisme marxiste comme base d'éducation et d'instruction des jeunes et c'est justement à quoi pousse le régime.

La lettre pastorale des évêques polonais de Septembre 1947 condamne le manque de liberté individuelle et collective en Pologne, l'absence de libertés politiques, de liberté de la presse et de la parole. Et le récent message de l'Episcopat polonais, publié à l'occasion de Fêtes de Noël 1947 et du Jour de l'An 1948 condamne "le nouveau paganisme qui pénètre subrepticement dans les âmes" et recommande que les catholiques se dressent de toute la force de leur conviction vers le divin Vainqueur.

Ces messages peignent bien l'atmosphère et un accord est difficile car les deux adversaires défendent avec rigidité leurs doctrines.

L'envoi d'un Légat apostolique au moment où l'Eglise montre tant d'activité et où le catholicisme est incontestablement sur la voie d'une véritable et profonde renaissance, semblerait indiquer un manque de confiance dans les capacités et l'attitude de l'Episcopat polonais. Cet Episcopat est représenté par le cardinal HLOD avec toute la dignité ecclésiastique et nationale.

Le cardinal lui-même garde un contact suffisant avec le Saint-Siège. Les Légats apostoliques ont généralement une mission bien définie à remplir, le Vicaire apostolique ne jouit d'aucun privilège diplomatique. On ne voit donc aucune raison de leur envoi éventuel en Pologne.

Enfin - le cardinal HLOD serait-il désigné comme Nonce ? Du moment qu'il n'y a pas de relations diplomatiques entre Varsovie et le Vatican, il serait inutile de donner des privilèges diplomatiques à un haut dignitaire ecclésiastique. Et outre il est contraire aux coutumes du Saint-Siège de donner le titre de "Nonce" à un des membres de la hiérarchie ecclésiastique du même pays et, surtout, d'en faire un représentant permanent du Pape.

Il est vrai que dans certains pays, où les conditions de la paix sont anormales, et où la liberté politique fait défaut, le Saint-Siège investit certains évêques de certaines prérogatives dans le domaine de la juridiction ecclésiastique. Ceci peut avoir trait uniquement à l'organisation de l'Eglise mais non aux questions ayant trait à la diplomatie.

Il convient donc de conclure que toutes ces rumeurs sont mal fondées. Le voyage du cardinal HLOD avait sans doute pour but de fournir au Pape des informations sur la situation de l'Eglise en Pologne et de ses besoins dans l'avenir le plus proche. Ils peuvent être très importants...

Le "stakhanovisme".

Les porte-paroles du "socialisme" officiel autorisé et même les communistes polonais se défendent de vouloir imposer en Pologne un régime soviétique. Ils insistent qu'ils sont en train de rechercher une voie nouvelle, spécialement polonaise, vers le socialisme.

Mais en fait la nouvelle "démocratie populaire" polonaise s'aligne de plus en plus sur le modèle soviétique. Voyons le secteur ouvrier. Les syndicats existent toujours mais leur rôle a été complètement changé. Ce ne sont plus des organismes représentatifs des ouvriers luttant pour l'amélioration du sort de leurs adhérents; ils ne sont qu'un instrument de l'Etat, un organe politique plus, destiné à opprimer la classe ouvrière.

Ce sont eux qui se sont chargés d'introduire le "stakhanovisme" dans les usines polonaises. On ne lit plus dans la presse polonaise que des rapports sur les "normes" exécutées à plus de cent pour cent. On y célèbre les "héros du travail" qui ont atteint 400 ou 500% de la norme:

"La semaine dernière Wincenty PSTROWSKI et sa famille ont été spécialement invités au Théâtre de KATOWICE.

Au nom des acteurs, le directeur du théâtre salua le premier mineur de Pologne. Il souligna dans son allocution, que les artistes de la Pologne Populaire sont étroitement liés au monde ouvrier.

Un nombreux public salua le camarade PSTROWSKI par des chaleureux applaudissements et la salle entière entourant un homme en l'honneur de notre héros" /GLOS NIE -organe du PPR communiste du 2.1.48./

Tout comme en Russie, on organise des compétitions de travail entre les usines, entre les mines.

Les deux titans "héros du travail", les frères BUGDOL, dans une lettre adressée à la classe ouvrière lui demandant de réaliser en UN an le plan de TROTSKI. Il ne faut pas ajouter que cette lettre ne fut jamais écrite par ces deux garçons surement courageux mais dupes du système.

Le style de cette lettre, publiée par toute la presse, trahit les véritables auteurs: les phrases comme "la noble idée de la compétition" et "chaque tonne de charbon, chaque mètre de tissu" en dehors du plan accroît le standard de vie de l'ouvrier, augmente nos salaires réels et accélère le moment où l'Etat réalisera le bien-être général" ne furent pas évidemment redigés par les "héros du travail" mais plutôt par les héros de la propagande.

Et voici qu'à son tour les paysans s'engagent à doubler et tripler en 1948 le rendement de la terre. Ils ont sans doute trouvé le moyen de commander aux saisons et au temps.

Mais ce n'est pas tout:

"Un représentant du Syndicat des Ecrivains Polonais a pris part dans une réunion d'une certaine commission syndicale. Et voici qu'un militant, en appelant aux syndicats d'augmenter leurs efforts, reprocha à l'écrivain que le Syndicat des Ecrivains Polonais ne présente pas et n'exécute pas aucun plan de travail. "Il faut - dit-il en l'occurrence - présenter un plan et s'efforcer de dépasser la norme".

Il y a eu des rires parmi l'assistance, mais le représentant des écrivains n'avait pas du tout envie de rire. Car il savait que les conceptions, d'après lesquelles le travail d'un écrivain peut être calculé en - mètres cubes, naissent depuis quelque temps ailleurs également." /KUZNICA-hebdomadaire littéraire communiste No. 7 du 15.2.48/

C'est l'histoire d'apprenti sorcier. Mais ce ridicule ne fait même pas sourire; il fait grincer des dents. Nous savons trop bien par l'expérience soviétique, que ces "normes" extraordinaires des "héros du travail" tendent à être transformées très tôt en "normes minimales". Le journal "PZECZPOSPOLITA"-organe du gouvernement du 29.12.47 a déjà suggéré cette solution "logique":

"Les premiers ouvriers - écrit ce journal - dépassant sensiblement la norme de production, emploient sans aucun doute des différentes méthodes de travail, les améliorations qui leur permettent d'atteindre ces résultats. Il faut donc examiner ces méthodes, les comparer avec la théorie scientifique, élaborer une méthode générale/souligné dans le texte/ et l'introduire sur un terrain pratique. Il faut prendre un PSTROWSKI comme modèle et élaborer des principes scientifiques des courses du travail".

Le mécanisme est clair. Et nous savons que le "stakhanovisme", bien plus que le taylorisme tellement combattu par les organisations ouvrières, est une méthode éhontée d'exploitation de l'ouvrier. D'ailleurs les résultats de cette exploitation sont déjà visibles.

Les résultats.

"Après une longue attente, nous recevons une paire de chaussures. Nous avons de la chance d'obtenir des belles chaussures. Mais après quelques semaines ces chaussures tombent en morceaux. Nous achetons une lampe de poche électrique, bien solide en apparence. Mais les piles n'entrent pas dedans, la fermeture ne coince, les ampoules claquent et nous avons envie de jeter cette lampe à la face du directeur de l'usine qui produit cette camelote et qui a télégraphiquement annoncé la réalisation du plan. Nous achetons un pair de bas et d'assez chères chaussettes et le soir, après les avoir enlevées, nous trouvons sur nos pieds toute la teinture que ces chaussettes avaient encore le matin. Nous ne parlons pas de complets de lin qui s'en vont en lambeaux presque immédiatement, de bas de femme qui "partent" aussitôt et d'autres articles de cette sorte." /GLOS LUDU-organ. du PPR communiste du C.2.48./

Faut-il encore des commentaires ? Nous ne croyons pas. On exploite l'ouvrier, on exploite le consommateur - alors de nouveau l'ouvrier - auquel on vend de tels produits, on exploite tout le monde plus qu'au double: au triple: au nom du "plan", de la "norme" et de la "démocratie populaire".

Un meurtre de plus.

Parmi les chefs socialistes polonais, arrêtés il y a quelques mois, une des personnalités les plus marquantes était Antoine ZDANOWSKI. Avant la guerre il était secrétaire général adjoint de l'Union des Syndicats. C'est à ce titre qu'il est venu à Paris signer avec Léon Jouhaux l'accord sur la création des sections polonaises de la CGT.

Pendant l'occupation allemande il a participé activement à la Résistance comme membre du Comité Central du Parti Socialiste polonais /PPS/ clandestin.

En 1945 ZDANOWSKI accepta avec ZULAWSKI de rentrer dans les rangs du parti socialiste "concessionné"/autorisé par les communistes/. Mais lorsque les conditions de l'accord, prévoyant entre autres la "démocratisation" du parti furent violées par les communistes, ZDANOWSKI et ZULAWSKI se retirèrent du parti et se présentèrent comme candidats socialistes indépendants aux élections de Janvier 47.

ZULAWSKI fut élu mais la candidature de ZDANOWSKI fut annulée par les communistes.

Fin Mai 47 ZDANOWSKI fut arrêté en même temps que les autres chefs socialistes indépendants dont le procès est en train d'être instruit. ZDANOWSKI est la nouvelle victime de cette "instruction" et il en est mort déjà.

Il vient d'être assassiné en prison par la fameuse UD-police politique. Sa famille reçut sa dépouille mortelle - oui - mais dans un cercueil métallique plombé.

On sait ce que cela veut dire. Les méthodes les plus persuasives

n'ont pas réussi à tirer des "aveux" de ZDANOWSKI.
On l'a assassiné!

Une circulaire.

"Il a été porté à la connaissance du Ministère de l'Instruction que les représentants des états étrangers demandent directement aux écoles l'autorisation de les visiter.

Etant donné ce fait le Ministère prévient les directeurs de l'enseignement que ces autorisations peuvent être délivrées uniquement par le Ministère de l'Instruction.

L'entrée en contact et la maintien de relations directes avec l'étranger et surtout l'acceptation de dons, l'emprunt de livres dans les bibliothèques étrangères ou l'acceptation d'autres services ne sont permis qu'avec l'accord et par l'intermédiaire du Ministère de l'Instruction" - /RODZIMK (organe du parti "socialiste" polonais du 16.1.48/

Grâce à leur contact avec leurs confrères de l'étranger, les hommes de science polonais, coupés du monde entier pendant l'occupation et séparés des sources de la science, avaient jusqu'à présent la possibilité de rattraper le retard.

La Pologne est une nation qui pendant longtemps encore devrait puiser dans la science étrangère et profiter des résultats obtenus ailleurs.

Mais cette circulaire met bon ordre à cela...
Le "rideau de fer" est vraiment une invention de réactionnaires!

Et encore un journal communiste polonais en France.

La CGT a fait savoir qu'elle éditait un hebdomadaire en langue polonaise sous le nom "PRAWO LUDU" /Droit du Peuple/.

Ce journal est destiné à la propagande communiste parmi les ouvriers polonais en France, notamment dans la région minière de Lille. La "GAZETA POLSKA", un quotidien ne suffit pas. Mais bien qu'une partie des ouvriers polonais en France soit de tendance communiste, ils sont loin de constituer une majorité.

Nationalisation des pharmacies.

Après la nationalisation des médecins et des avocats, les communistes polonais ont fondé une "Union des pharmaciens" contrôlée par l'Etat. Cette Union ouvrira des pharmacies d'Etat dans toute la Pologne, ce qui reviendra pratiquement à la suppression de la libre profession de pharmacien.

POLOGNEL'alignement.

Il a fallu les événements de Tchécoslovaquie pour que l'opinion de l'Occident soit réellement bouleversée. Elle en fut bouleversée parce que l'alignement de ce pays fut effectué brusquement, presque en vingt quatre heures. Mais depuis combien de temps le même processus a-t-il lieu dans tous les autres états satellites ? Il est vrai que la mise au pas, souvent plus violente encore qu'en Tchécoslovaquie, y est effectuée au ralenti, mais la c a o n e e suffit-elle à elle seule pour endormir notre vigilance ? On se le demande.

Le coup de la Tchécoslovaquie semble faire partie d'un plan d'alignement général accéléré et c'est sans doute pourquoi il a éveillé l'attention du monde entier. Dans tous les pays satellites les communistes abandonnent le système des partis, destiné uniquement à tromper l'opinion de l'Occident, et passent rapidement au système d'un parti unique. En Pologne, ce les communistes vivaient jusqu'ici de brusquer les événements, ce observe également une poussée accrue vers l'alignement complet.

D'après les informations qui nous parviennent de sources bien informées, on dit à Varsovie que des nombreux changements du personnel, occupant les plus hauts postes gouvernementaux auront lieu au cours des semaines à venir. La première partie de ces changements, la "tranche de printemps" a déjà commencé et doit se terminer en Avril par la reconstruction du cabinet. CYDANKIEWICZ, la "tranche d'automne", qui est prévue pour la seconde moitié de l'année, doit achever l'œuvre d'épuration et instaurer un régime répondant parfaitement aux exigences du Politburo du parti communiste polonais (PPR).

La "tranche de printemps" comprend aussi bien la diplomatie que l'administration. M. MING, ministre de l'Industrie et du Commerce, serait nommé vice-président du Conseil ce qui sanctionnerait officiellement sa véritable dictature économique en Pologne.

Le portefeuille de ministre de l'Industrie et du Commerce serait alors confié à M. SZYR, vice-ministre actuel. C'est un membre très actif du PPR communiste. Il s'est toujours montré un partisan des plus acharnés de la nationalisation de l'économie.

Le second vice-ministre actuel du Ministère de l'Industrie et du Commerce, M. GROSSFELD/membre du Parti Socialiste/doit être "démisionné" et sa place prise par un autre membre du Parti Socialiste autorisé, M. HOROWITZ, comme plus "sur". Pour des raisons de propagande masquant mieux les tendances du régime, on doit nommer un sous-secrétaire d'Etat pour les questions de l'initiative privée. On ménage encore les apparences.

La longue lutte conduite par M. MING contre le chef de la Centrale de la Planification Economique, M. BOBROWSKI/"socialiste"/ a été gagnée par le premier évidemment. M. BOBROWSKI a récemment démissionné et doit occuper dans l'avenir le poste d'ambassadeur à Paris ou M. PUTRAMENT ne semble pas satisfaire les espoirs placés en lui.... M. OSOBSKA-MORAWSKI, ministre de l'Administration doit quitter

son poste. Il est vigoureusement combattu par les communistes à cause de son attitude assez rigide en ce qui concerne les projets de la fusion de socialistes avec les communistes. Il n'est pas exclu qu'après la démission de OSOBKA-MORAWSKI on "incorporera" le ministère de l'Administration dans le Ministère des Terres recouvrées avec le chef du PPR communiste, GOMOLKA, à la tête. La fusion de ces deux ministères est envisagée depuis longtemps et tout semble indiquer qu'elle aura lieu bientôt. Ainsi GOMOLKA élargirait sensiblement son rayon d'action ministériel.

Etant donné l'incapacité et la médiocrité intellectuelle du ministre actuel de l'Agriculture, DAB-KOCIOL/du SL-Parti Paysan communiste/ il doit être remplacé. Ce changement s'impose d'autant plus que le régime semble entrer dans l'étape préparatoire de la collectivisation de l'agriculture et ce travail exige un homme qui puisse se trouver à la hauteur de cette tâche particulièrement difficile. Quant au candidat, on n'en sait rien encore.

De même Wincenty SZYMOWSKI, déjà complètement inutile au régime, doit perdre son poste de ministre sans portefeuille.

On s'attend également à des changements dans le Ministère des Affaires Etrangères où M. MODZELEWSKI doit céder son fauteuil ministériel à M. WIERBLOWSKI, ancien ambassadeur à Prague. WIERBLOWSKI occupe actuellement un poste créé spécialement pour lui et considéré comme une étape transitoire au grade de ministre; il est "secrétaire général" du Ministère des Affaires Etrangères. WIERBLOWSKI/genre d'Anna Pauker en pantalon/est le partisan d'une politique "orientale" sans aucune restriction, ce qui est d'accord avec les dernières tendances offensives de Moscou. MODZELEWSKI, non moins fidèle au Kremlin, penchait plutôt pour la méthode "occidentale" de la pénétration du communisme. Plus délicate donc plus lente, cette méthode semble être abandonnée par le Politburo communiste polonais.

Le directeur actuel du département politique au Ministère des Affaires Etrangères, OLSZEWSKI/son vrai nom est SCHPEK/a pris le poste d'ambassadeur à Prague. Le ministre plénipotentiaire à Stockholm, OSTROWSKI, a été nommé ambassadeur à Rome. Ing. PAJTO, président de la Commission de collaboration agricole avec les pays slaves, a été nommé ambassadeur plénipotentiaire extraordinaire à Ankara; M. MILLIKIEL, chargé d'affaires à Bagdad, a été délégué à Ottawa comme ministre plénipotentiaire extraordinaire.

Dans la "tranche d'automne" d'octobre M. CYRANKIEWICZ qui doit démissionner pour se donner entièrement à l'œuvre de la fusion des socialistes avec les communistes. La dernière déclaration du président du Comité Central du Parti Socialiste Polonais, A. SZWALBE, est sur ce point très significative:

"Après que la fusion du parti socialiste avec le parti ouvrier/PPR communiste/ permette dans un délai réel et très bref la création d'un seul parti ouvrier en Pologne"

Le travail préparatoire pour cette fusion est entrepris méthodiquement: les écoles et les cours du parti, organisés jusqu'à présent séparément par les deux partis, commencent à être organisés ensemble dans toutes les usines de la Pologne. Ainsi on apprivoise lentement les masses ouvrières toujours hostiles à cette fusion, qui est pourtant inévitable.

Les kolkhoses ?

Les informations qui nous parvenaient depuis quelques semaines, d'après lesquelles la collectivisation de l'agriculture en Pologne est assez proche, nous semblaient d'abord dénuées de tout fondement.

Cependant le discours du ministre de l'Agriculture fut déjà très significatif. Au cours d'un congrès d'agriculteurs à OLSZANYI, le ministre DAB-KOCIOŁ déclara entre autres :

"La Pologne Populaire en tant qu'un Etat démocratique s'est trouvée sur les frontières du monde nouveau. Mais les frontières du progrès n'ont pas encore embrassé tout le monde. Nos paysans, remplis d'une méfiance séculaire et innée, passent souvent à côté des partis politiques et se détournent des organisations sociales et professionnelles. Si nous parlons de la modernisation de la campagne, nous pensons à la coopération, à l'effort des masses paysannes, nous pensons à la solidarité paysanne, à la solidarité nationale, car ce sont seulement ces facteurs et pas autre chose, qui peuvent nous garantir la victoire pour la reconstruction et la transformation de notre économie agricole... Personne ne peut pas faire tout ce qu'il veut, personne ne peut sortir de l'engrangement de la discipline sociale s'il désire que son village et tous les villages polonais atteignent le niveau correspondant aux exigences modernes de la vie sociale et économique." - /"KOLKOPOLOT"-organe gouvernemental du 11.2.48./

Bien que le vocabulaire de cette allocution fût assez clair on pouvait encore douter. Mais quelques temps après le tour est venu à la radio Moscou. Elle dit : une causerie du spécialiste des problèmes agricoles, KONSTANTINOWSKI, où il proclama ouvertement la nécessité de la collectivisation de la terre dans les pays amis de l'URSS :

"Il est vrai - a dit KONSTANTINOWSKI - que les paysans des nouvelles démocraties ont reçu la terre et qu'ils l'ont reçue après des siècles d'oppression féodale, mais les gouvernements de ces pays savent très bien que les petites parcelles de terre ne peuvent pas assurer de bien-être. C'est seulement le régime des kolkhoses, le même qui fleurit en URSS, qui peut assurer le bonheur dans les pays amis voisins"

En même temps la "PRAVDA" et "IZWESSTIA" ont publié des articles prêchant les mêmes idées. Nous savons ce que cela veut dire.

La campagne de presse commence toujours au moment où tout est déjà préparé et décidé dans tous les détails. Des multiples indices semblent présager que la Pologne y passera en premier lieu, sa production agricole possédant la plus grande valeur dans l'ensemble de l'économie des satellites. Et puis on a déjà un peu d'expérience en Pologne où, sur les terrains annexés par l'URSS, il y a actuellement 1.800 kolkhoses groupant 175.000 familles.

Suivant les dernières informations, les comités locaux communistes et les sections du Parti Paysan /SL/ communiste ont reçu les circulaires confidentielles contenant des instructions pour la campagne de propagande, parmi les paysans, propriétaires de fermes "naines" /au dessous de 5 hectares/. Cette propagande doit inciter les paysans à la création de "fermes coopératives" et de "communautés d'exploitation"

Dans ces instructions on évite soigneusement les expressions telles que "kolkhose" et "collectivité". La propagande doit démontrer que la route au bien-être de la classe paysanne conduit par la création des grandes fermes, exploitées par quelques familles paysannes qui

"pourront alors vivre et habiter comme les anciens seigneurs et gros propriétaires fonciers"

Les "fermes coopératives" et les "communautés d'exploitation" doivent payer des impôts réduits et posséder toutes les facilités en ce qui concerne l'obtention d'engrais, de machines agricoles et tracteurs, de crédits etc.

A la campagne il y a déjà une atmosphère de dépression et de détermination. Dans beaucoup de villages les paysans ont décidé de se défendre ou de détruire leurs fermes plutôt que d'accepter la collectivisation. Des rumeurs les plus étranges commencent à circuler dans toute la Pologne. On dit que la collectivisation est prévue pour automne 1948.

Il faut ajouter que les informations qui transpirent à ce sujet des milieux gouvernementaux polonais sont en effet inquiétantes et confirment, que ces rumeurs ne sont pas complètement dénuées de fondement.

Un nouveau camp de concentration.

Un nouveau camp de concentration est construit près de TARNOW. Il est "calculé" pour plus de 100.000 personnes et rappelle beaucoup celui d'Auschwitz. La construction de ce camp soulève des nombreux commentaires parmi la population locale.

On dit que ce camp est destiné aux prisonniers politiques de l'Europe occidentale après l'armée soviétique occupera l'Allemagne, la France et l'Italie. Selon une autre version ce camp doit remplacer les 23 camps de concentration des différents endroits de la Pologne. On dit également que ce camp est prévu pour les paysans qui s'opposent à la collectivisation de l'agriculture qui doit avoir lieu après les moissons.

N'ayant pas de confirmation de cette nouvelle nous la publions sous toutes réserves. Mais elle n'en reste pour autant que très probable.

Le panslavisme.

Le monde slave s'organise. La presse polonaise est pleine de communiqués: "Le congrès des journalistes slaves à Zagreb", "le congrès panslave à Moscou", "La collaboration industrielle et agricole slave", "Le jour de la fraternité des agriculteurs slaves" etc. etc. Voici un communiqué éloquent sur l'activité du Comité Slave en Pologne:

"Ce comité a publié un rapport sur son activité et celle des Associations de l'Amitié en 1947. Un des résultats les plus tangibles fut le développement de l'activité du Comité pour informer l'opinion publique sur le caractère pacifique de la politique des états slaves qui résistent énergiquement à la poussée de l'impérialisme mondial.

En tant qu'organe du Comité Panslave à Belgrade, le Comité Slave polonais faisait également l'échange culturel entre la Pologne d'une part et l'URSS, la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie et la Bulgarie d'autre part. L'échange des délégations professionnelles des états slaves, de la jeunesse et de la culture constituait un secteur important du travail du Comité. Il faut souligner que le Comité Slave polonais dirige également la

propagande du nouveau mouvement slave non seulement à l'intérieur mais aussi à l'étranger. Ainsi, par exemple, on a organisé le séjour des hommes de science étrangers: une série de conférences a été prononcée en Pologne par le slaviste anglais, prof. ROSE et par le professeur SIMONS, de l'université colombienne. On a également pris contact et on a envoyé du matériel de propagande au Congrès des Slaves aux USA et en Australie / "GLOS LUDU" organe communiste du 12.2.48. /

C'est déjà un vaste mouvement, parfaitement concerté et parfaitement organisé. Il est dirigé par le "Comité Panslave" à Belgrade qui semble être un organisme plus important qu'il en a l'air. On a presque l'impression que le fameux hemiaforma n'est qu'un "ministère de l'information" de ce Comité. A remarquer que le Comité Slave polonais ne considère plus les pays slaves comme des étrangers... Et on peut se faire facilement une idée sur le contenu du "matériel de propagande slave" envoyé aux "Congrès Slaves" des USA et de l'Australie. Le Comité Panslave ou le Komintern c'est ça ?

Les gaités de la Radio polonaise.

L'écoute du programme entier de la radio polonaise n'appartient pas aux devoirs agréables. Ces programmes composés minutieusement par des spécialistes appropriés ont toutes les qualités de somnifère. Les émissions consacrées à la propagande politique y sont hors concours. Il faut avouer que chaque propagande politique est chez nous difficile et ingrate. Là, où les gens aiment plaisanter même de ce qu'ils adorent, - là, où l'esprit de contradiction si caractéristique à la nation traite l'objet critiqué avec plus de clémence que l'objet loué, la réclame ne peut pas suivre les exemples étrangers. Elle doit élaborer des méthodes propres et elle devrait être faite adroitement, discrètement, avec esprit - ou bien ouvertement, manifestement, sans ambages, bagarre contre bagarre. Car alors les auditeurs jurent, s'irritent, mais ils écoutent. Et c'est le plus important.

Qu'est-ce que cela me donne quand le conférencier s'étend avec complaisance sur notre réalité actuelle et sur celle de nos voisins s'il parle dans le vide, le public ennuyé ayant fermé les hauts-parleurs? Mais les émissions de propagande souffrent non seulement d'une effroyable gravité; le manque de légèreté, le manque d'esprit caractérisent la radio d'après-guerre, qui en fait une institution quasi transplantée de la glèbe étrangère. Dans le meilleur cas on nous présente des vieilles anecdotes racontées par les speakers d'une façon déplorable. L'exhumation des vieux radiotages d'Auguste Wilkonski, un satirique qui était amusant il y a 70 ans, mais qui est aujourd'hui simplement barbant, témoigne de la manière dont la Radio Polonaise traite l'humour.

L'humour, l'esprit, la légèreté - voilà ce qui manque toujours aux programmes de la radio. Leur surchargement d'un sérieux pesant plusieurs roudes / quintal russe - n.d.t. / empêche les auditeurs d'entrer en contact intime avec le haut-parleur qui reste fermé et silencieux pendant des journées entières - / "ROBOTNIK" - organe du parti socialiste autorisé du 5.3.48. /

Nous croyons que cette traduction pure et simple se passera de commentaires. Les gaités du régime menteur sont toujours les mêmes.

32

15.4.48.

POLONAISE

La presse polonaise nous fournit assez d'informations qui nous permettent de se faire une idée sur la réalité de la nouvelle "démocratie", aussi nous nous limiterons dans nos quelques prochains bulletins à la reproduction textuelle des articles parus dans les journaux polonais.

Ces articles se rapportent aux divers aspects de la vie en Pologne et n'exigent aucun commentaire. Ils permettent à un lecteur averti d'entrer en contact avec la vie derrière le rideau de fer et de comprendre l'essence même de la "démocratie populaire" ainsi que cet écart si caractéristique entre la propagande et la réalité.

L'ouvrière polonaise et la forme de la vie.

"L'Atelier de Confection d'Etat No. 1 à Varsovie. Ce sont de longues rangées de machines à coudre placées une à côté de l'autre, presque l'une sur l'autre. Sur le plancher s'amoncellent des tas de linge déjà terminé. On n'y peut pas passer, pas de place, mais il y a plusieurs autres choses dont il faut parler.

En Décembre 1947 la situation des salaires était simplement tragique. Dans certains les salaires s'élevaient à 8.000.-zl. par mois. En Janvier 1948 on a amélioré cet état de choses et les salaires ont été augmentés.

Je passe d'un groupe d'ouvrières à un autre. L'équipe No. 20. Question: Combien avez-vous gagné au cours de dernières semaines? Réponse: On a gagné 3.000.-zl. Question: Et avant? Réponse: On a gagné 1.500.-zl. Question: Mais expliquez moi à quoi devez-vous cette augmentation? Réponse: Je ne sais pas.

La même conversation a lieu dans les autres équipes. Dans certains groupes les salaires s'élevaient à 6.000.-zl. par quinzaine, dans d'autres ils étaient plus bas, mais aucune ouvrière ne savait pas pourquoi c'est ainsi. Quelques unes essayaient de m'expliquer la cause de l'augmentation en disant: "C'est sans doute parce que la vente de ce linge paye mieux à présent."

Je continue de questionner le personnel. Question: N'en pensez-vous? Combien allez-vous gagner à l'occasion de la prochaine paye? Réponse: Comment puis-je savoir? Il nous est impossible de calculer nos salaires.... Il serait fastidieux d'énumérer les autres manquements. Tout d'abord les machines à coudre très lourdes, continuent d'être actionnées avec les pieds. Une partie de ces machines a été "motorisée", mais alors je ne sais pas si ces machines cousent trop lentement ou si les ouvrières ne savent pas s'en servir, ou tout au plus le rendement de ces machines ne s'est pas amélioré du tout.

Les ouvrières ne s'alignent, que celles qui habitent la banlieue et qui se mettent parfois à quelques minutes de retard, ne reçoivent plus le café qu'on distribue chaque matin à l'atelier. - "GLOS LUDU" - organe du parti communiste PPK au 15.4.48.

"Nous ne contestons pas le fait qu'il manque des articles techniques de première nécessité, mais nous ne pouvons pas accepter l'atmosphère

de passivité qui règne à l'atelier de la production des machines-outils de l'Etablissement d'Etat "CEGIELSKI".

Cet atelier a été créé après la libération grâce à un énorme effort de travail et grâce à des sommes énormes investies. Actuellement le problème du parc des machines en principe ne se pose plus. Mais le problème de la main-d'œuvre et de matériel technique n'a pas trouvé la solution.

À part la pénurie de roulements à billes etc. il y a un manque catastrophique d'ouvriers professionnels... au lieu de 1.400 ouvriers qualifiés, l'atelier emploie 448 ajusteurs, fraiseurs, tourneurs etc. Et pourtant il y a un an la situation n'était pas mauvaise sous ce rapport.

Aujourd'hui le nombre d'ouvriers qualifiés diminue constamment tandis que l'atelier de machines-outils est constamment agrandi.

Pourquoi? Voici les causes:

1/Une différence minime entre le salaire d'un manoeuvre et le salaire d'un ouvrier professionnel entraîne la désertion des professionnels vers les manoeuvres car ils pouvaient gagner davantage. La direction de l'usine "CEGIELSKI" s'en est aperçue trop tard et quand elle régularisa la barème des salaires, la moitié du personnel technique lui manquait déjà.

2/Les spécialistes qui voudraient travailler chez "CEGIELSKI" ne peuvent pas s'y rendre car vu le manque complet de locaux d'habitation. L'usine emploie plus de 1.500 ouvriers chargés de familles nombreuses. Le total du personnel est de 11.000 dont 55% à peine disposent d'un logement. Certains habitent dans des anciennes porcheries ensemble avec des chèvres. Les noms de ces ouvriers sont connus à la rédaction, les autres doivent faire chaque jour un parcours de 10, 20 et même 100 km. pour arriver à leur lieu de travail." - "GLOS LUDU" organe du p.c. du 13.12.47.

"Combien de fois entend-on le reproche formulé à l'adresse des autorités chargées de la construction des habitations: "Oui - vous construisez, mais qui y habite au fait? Des appartements des maisons d'habitation mais qui y habite au fait? Qui ira s'occuper d'un habitant pauvre, de l'ouvrier, d'un homme de la rue?"

Ce reproche est faux à sa base. Si dans les premiers temps les appartements libres ont été donnés aux professionnels hautement qualifiés, comme les directeurs techniques, - dans la période suivante ce furent les employés des établissements d'Etat, des ministères et des coopératives qui les ont obtenus. Nous pouvons espérer qu'en 1948 tous les employés de l'administration et de la municipalité de Varsovie seront logés.

Mais Varsovie n'est pas une ville de fonctionnaires. Varsovie possède une grande armée de travailleurs. Et dans ce domaine rien ou presque rien n'a été fait. Qu'a-t-on fait pour assurer aux ouvriers des logements convenables? Très peu. Un certain nombre de locaux d'habitation, alloués aux ouvriers par les coopératives d'habitation, doit être considéré comme symbolique plutôt... - "GLOS LUDU" organe du p.c. du 22.1.48.

"Le problème de l'habitat rural n'a pas encore trouvé la place qui devrait lui revenir parmi les autres problèmes de la Pologne d'après guerre. On écrit très peu là-dessus dans les journaux et encore moins dans les brochures consacrées aux questions sociales et scientifiques.

La Radio Polonaise n'y touche pas du tout. Et au cours des conférences, des réunions, des congrès et des meetings on n'en souffle pas un mot. Bref, ce problème est tabou.

On a l'impression que le problème de la reconstruction et de la transformation de la campagne polonaise n'est ni grave ni urgent. Et pourtant celui qui veut voir l'immensité des destructions subies par la campagne, celui qui ne veut pas fermer les yeux sur les milliers de familles paysannes "habitant" toujours les trous creusés dans le sol ou les anciens blockhaus, celui qui ne se laisse pas que des centaines de mille d'enfants paysans vivent dans des conditions effrayantes - celui-là ne devrait pas se contenter seulement de crier sur les toits que ce problème est d'une importance primordiale.

Mais le désintéressement complet en ce qui concerne la reconstruction rurale montré partout, trahit inexorablement l'œuvre de cette reconstruction.

Les maisons paysannes, d'un type datant d'avant 50 ans, petites, basses et inflammables, restent inchangées. Et on en construit des nouvelles suivant le même modèle." - "DZIENNIK LUDOWY" organe du Parti Paysan SL d'obédience communiste du 28.2.48.

"Monsieur le Rédacteur, - Je suis jeune, plein de forces et d'énergie pour travailler et pour m'instruire, mais malheureusement depuis quelque temps je ne rencontre que déveine.

Je dois dire que je suis un sans-parti et que je n'appartiens à aucune organisation de la jeunesse. C'est la cause des difficultés que je rencontre partout.

Une seule association dont je suis membre c'est "l'Association de Lutte pour l'Indépendance et la Démocratie". Une association groupant les anciens membres de l'armée souterraine, appelée AK, et qui était plutôt anticommuniste - n.d.t. / Pendant l'occupation allemande je ne choisisais pas parmi les idéologies des organisations et des partis politiques. Mon seul désir était alors uniquement de combattre l'occupant et moi seul parti c'était la Pologne libre et indépendante. Les efforts dans cette lutte furent des plus grands; c'est

en faisant le sacrifice complet de ma vie que j'ai pris part à chaque combat contre les hitlériens. Cependant, aujourd'hui, quand nous avons déjà reconquis la liberté si désirée, les chemins conduisant à la réalisation de nos projets ne sont fermés devant moi.

Etant lancé je n'appartiens à aucune organisation de jeunesse, l'université n'est interdite; sans piston tout se ferme devant moi; je n'ai pas assez d'argent et je suis pauvre - aucune entrée pour moi; parceque j'ai combattu dans les rangs de l'AK - pas d'embauche nullepart. Cette situation qu'oblige-t-elle pas un homme à devenir pessimiste ?

J'essaie actuellement de me faire inscrire à l'école d'officiers aviateurs à DZBL. J'ai envoyé tous les documents nécessaires et même plus qu'il n'en fallait, mais parviendrai-je à y être admis ? Et lorsque mon admission à DZBL sera refusée, je ne saurai

que faire. J'ai très peu d'argent pour subvenir à mon existence. Il est difficile de travailler car les difficultés pour obtenir du travail sont très grandes et mes moyens ne me permettent pas de poursuivre mon instruction. Il ne me restera plus que rompre avec cette réalité et m'engager sur des chemins peu sûrs. /Signé et adressé/

Réponse de la rédaction:

Votre amertume est sans fondement. En vous ouvrant les colonnes de notre journal, nous prouvons que vos plaintes ne sont pas justifiées. Cherchez en vous-même les causes de votre malchance, cherchez les dans votre propre attitude envers la vie. L'adverbum dont chaque mot de votre lettre est imbu prouve clairement que vous n'êtes pas capable de suivre le courant de la réalité actuelle et que vous la considérez avec méfiance. Vous dites en votre seul parti était la "Pologne libre et indépendante" et vous rejetez avec dégoût les moments politiques. Vous n'êtes plus un enfant et chaque homme mûr, chaque citoyen pensant de n'importe quelle société doit avoir une attitude bien définie envers les problèmes généraux et c'est justement ce qui s'appelle une orientation politique.

En combattant pendant la guerre avec un mot-d'ordre soi-disant apolitique dans votre bouche - vous avez servi malgré vous certaines idées, certaines directives politiques et - inconsciemment peut-être - vous vous êtes laissé influencer par elles.

Aujourd'hui cela se voit entre autres dans votre attitude envers les organisations des jeunes. Il y en a plusieurs. L'une d'elles ne vous conviendrait-elle pas ? Autrement cela prouverait que vous êtes très éloigné de notre réalité. Réfléchissez-y. Vous êtes membre d'une société démocratique qui ne repousse personne quand on veut marcher avec elle" - "GLOS LUDU", organe du p.c. du 31.1.48.

"Vous nous écrivez: En juillet 1947 s'est présenté à votre domicile à 20 H. Wiktor BAJDA, huissier de la Municipalité, en vous demandant le paiement de l'impôt militaire. Vous lui avez expliqué qu'on vous retenait cet impôt sur votre salaire et que vous êtes un fonctionnaire d'Etat. Vous vous êtes chargé de fournir les preuves des versements de cet impôt le lendemain matin. Et quand vous avez demandé à l'huissier de vous montrer ses papiers d'identité, il s'est montré très arrogant et est allé chercher un agent de la milice avec lequel il est remonté chez vous.

Après quoi il vous a fouillé les poches d'où il vous a tiré votre portefeuille avec l'argent qui vous restait jusqu'à la fin du mois et dont il s'est emparé, sans le compter devant vous, et n'ayant pas établi de procès verbal.

Le lendemain vous avez porté plainte à la Municipalité et vous avez joint à cette plainte la quittance prouvant que vous avez payé l'impôt militaire. Or même temps vous avez demandé qu'on vous rend immédiatement l'argent, nécessaire à votre existence jusqu'à la fin du mois.

Etant donné que votre affaire n'a pas avancé, vous vous êtes rendu à la Commission Spéciale à la lutte contre les abus qui - à son tour - a renvoyé votre cas à la Municipalité.

Vous dites que la Municipalité vous a convoqué maintes fois en exigeant chaque fois un supplément de renseignements, mais vous ne

savez pas ou en est votre affaire. Et votre argent vous est toujours du.

Réponse de la rédaction.

L'huissier de la Municipalité, le citoyen BASIER, a montré trop de zèle dans l'accomplissement de ses fonctions. Il a surement abusé de son pouvoir.

Bien que le règlement du Ministère de l'Intérieur sur la fouille personnelle donne à l'administration le droit d'y procéder sur un contribuable récalcitrant, cette fouille ne peut avoir lieu que dans certaines conditions, prévues par ce règlement - notamment lorsqu'il y a un soupçon que le contribuable ait caché une somme suffisante au recouvrement de l'impôt exigé.

Etant donné que vous n'avez reçu aucun avertissement, l'exigibilité fut prématurée. En outre - si les objets se trouvant dans votre appartement pouvaient couvrir l'impôt, l'huissier devait les prendre d'abord. Et c'est dans les cas seulement où il ne trouverait rien qui puisse suffire au recouvrement de l'impôt qu'il aurait pu procéder à une fouille personnelle.

Si jusqu'à présent la Municipalité n'a pas statué sur votre cas et si on ne vous a pas rendu votre argent, vous devez porter plainte au Ministère de l'Administration Publique à Varsovie" - "GLOS LUDU" organe du p.c. du 6.2.48.

Des petite faits ? Oui - surement - mais combien éloquentes....

P O L O G N EL'unité.

Le discours de M. CYRANKIEWICZ, premier ministre, dans lequel il annonça le 18 Mars 1948 la fin de l'époque du front unique et le commencement de la nouvelle période qui se terminera par la fusion du Parti Socialiste Polonais/PPS/ avec le Parti Ouvrier Polonais/PPR/communiste, provoqua une grande impression dans toute la Pologne.

On savait depuis longtemps que cette fusion était inévitable, mais on ne pensait pas que le moment décisif était si proche. Et bien que les signes précurseurs de cet événement fussent nombreux/par exemple la création "à titre d'essai" des écoles communes des partis/ - on gardait l'espoir que l'entreprise ne serait pas "si facile que ça". On comptait sur l'esprit antifusionniste des masses ouvrières socialistes, on avait confiance en CYRANKIEWICZ qu'il "saura jouer la partie" et on se racontait en riant cette anecdote illustrant d'ailleurs si bien la réalité: Le Parti Socialiste et le Parti Ouvrier communiste rappellent une paire de pantalons parceque réunis en haut, ils sont séparés en bas....

/vrai/

Aujourd'hui on voit que CYRANKIEWICZ a su jouer la partie; il est qu'il l'a joué en exécutant plutôt les ordres de Moscou que les désirs des membres de son parti, mais le fait d'une manœuvre très adroite reste acquit.

En soutenant la légende d'un jeu et du compromis limité, en échangeant des regards de "complicité" avec ceux qui disaient: "Le front unique jusqu'à la mort - le parti unique jamais" et en tolérant l'atmosphère d'une certaine opposition dans les rangs du Parti Socialiste, CYRANKIEWICZ réussit à tromper l'opinion. Il serait vain de nier que le leader du PPS n'avait pas la confiance de ses militants. Il a fait tout pour l'avoir et il l'a eue.

C'est alors avec calme qu'il observa les réactions anticommunistes de ses camarades réunis au Congrès socialiste à WROCLAW en automne 47 et c'est avec patience qu'il accouta les cris enthousiastes des militants saluant chaque allusion antifusionniste de nombreux orateurs. Il a laissé faire et en même temps il dirigea le Congrès de telle façon qu'il réussit à se faire remettre tous les pouvoirs. Dès la fin du Congrès, il est devenu le dictateur du Parti Socialiste Polonais et le 18 Mars 48 il en profita pour tuer le parti. Depuis, les événements se sont précipités.

Le discours de CYRANKIEWICZ, répété aussitôt par toute la presse polonaise, fut salué chaleureusement par les communistes. M. GOMOLKA, le chef du Parti Ouvrier Polonais/PPR/communiste répondit par un autre discours et depuis le dialogue des hommes et des journaux des deux partis - "ROBOTNIK"/PPS/ et "GLOS LUDU"/PPR/ - continue "d'approfondir l'entente" dans les masses ouvrières. Comme dans chaque entente du genre soviétique, les oppositionnistes sont épurés. Il est inutile d'ajouter qu'ils se trouvent uniquement du côté socialiste et qu'ils sont rayés sur les listes des membres sans pitié.

Le 24 Mars 48 les Comités Centraux Exécutifs socialiste et communiste ont publié une circulaire commune adressée aux secrétaires des comités départementaux, municipaux et communaux des deux partis. Cette circulaire précise les devoirs des organisations des deux partis dans la période de préparation à l'unification du PPS et du PPR:

"Les Comités Centraux Exécutifs du PPS et du PPR déclarent que la nouvelle étape de collaboration des deux partis ouvriers exige le développement et l'approfondissement de toutes les formes de l'activité du front uni. La collaboration des sections des deux partis, l'instruction commune des leurs membres et l'élaboration d'un programme nouveau pour les Comités de Collaboration/les équipes de six mixtes/ doivent être considérées comme le problème principal dans la période de la préfusion. Les réunions communes doivent avoir lieu au moins une fois par mois. Le refus des autorités compétentes des partis de procéder à des réunions communes sera considéré comme une atteinte à la discipline du parti!/"ROBOTNIK" du 30.3.48./

Il semble qu'en dépit de la pression exercée sur les secrétaires locaux du PPS, plusieurs d'entre eux aient refusé de collaborer. On ne connaît pas les noms de ces "soldats inconnus" du vrai socialisme, mais les petits communiqués de l'organe socialiste "ROBOTNIK" où sont publiés les noms de ceux qui les ont remplacés dans les nouveaux praesidia, prouvent suffisamment que le socialisme polonais ne manque pas d'hommes dotés de caractère. Les nouveaux praesidia du Parti Socialiste Polonais "élus" dernièrement dans toute la Pologne ajoutent au tragique de la réalité: avant de mourir, le Parti Socialiste change de costume. Ce costume nouveau qui ne déguise même pas les arrivistes et les traîtres, est bien mortuaire.

Parmi les "grands" du Parti Socialiste qui furent épurés immédiatement après la déclaration de CYRANKIEWICZ, on compte MM. HOCHFELD, député et président du club parlementaire socialiste, DROBNER, ancien membre de l'Union des Patriotes Polonais à Moscou/de cette Union surgit ensuite le Comité de Lublin/, OSOBKA-MORAWSKI, ancien premier ministre et actuellement ministre de l'Administration Publique et WACHOWICZ, secrétaire de la section du PPS à LODZ. Derrière eux vient toute une foule de militants provinciaux, qui étant connus pour leur antifusionnisme, sont "spontanément" déstitués de leurs postes dans le parti par "la masse enthousiaste" de leurs camarades socialistes.

Sur le fond de cette lutte intérieure dont les traces sont à peine perceptibles mais qui a lieu dans chaque usine et dans chaque bureau, on déploie la propagande d'enthousiasme, de fraternité et d'unité. Et tout cela est "spontané" bien entendu.

Pour sanctifier l'union des deux partis, on projette la construction d'une maison-monument commune. Elle sera le symbole de l'unification. L'ouvrier polonais, qui a déjà versé des millions de zlotys pour "aider les grévistes en France", pour "aider les démocrates gress", pour les "patriotes espagnols" etc. payera encore de son maigre salaire la construction de cette maison. Les dons "spontanés" affluent: L'Union de coopératives "Spolem" souscrit pour 10 millions de zlo-

tys, la Présidence du Comité Central du Syndicat des travailleurs de l'industrie du bâtiment, de l'industrie céramique et des professions apparentées s'inscrivit pour 6 millions de zlotys, le Comité Central du Syndicat des employés du fisc: 500.000.-zl., le Syndicat des ouvriers des chantiers navals à GDANSK: 200.000.-zl., la section du Syndicat des ouvriers de l'industrie métallique à Cracovie: 100.000.-zl. etc. etc.

Ils peuvent payer! N'a-t-on pas réduit les taux d'impôt sur le revenu à partir du 1-er Avril 48? N'a-t-on pas favorisé /enfin!/ les "stakhanovistes" en réduisant leurs impôts de 30%? Qui ose donc prétendre que les conditions de vie des ouvriers de la démocratie populaire ne s'améliorent pas constamment? On voudrait bien le croire. Mais il suffit de voir le bulletin de paye d'un ouvrier pour savoir que tous ces avantages ne sont qu'un coup de propagande et qu'ils sont littéralement dévorés par les retenues "volontaires" qui "prouvent la solidarité" et ainsi de suite.

La cadence de cette marche vers l'union s'accélère chaque jour. Tout est bien réglé. Après la première phase où avaient lieu les réunions communes à l'échelle départementale, vient la seconde phase qui réunit les membres des deux partis à l'échelle communale et municipale. Les meetings des activistes, les petits congrès locaux et les réunions ont lieu dans toute la Pologne:

"Nous allons créer ensemble, le PPS et le PPR, un grand parti de combat marxiste. Ce parti sera idéologiquement uni et indivisible. C'est pourquoi nous devons épurer le plus vite possible nos rangs des éléments antifusionnistes, des ennemis de la classe ouvrière"/"ROBOTNIK" du 10.4.48/

Les gens sont désorientés, ils ont peur et ils cherchent à sauver leur emploi, leur existence, leur famille. Plusieurs capitulent d'avance et veulent s'inscrire dans le PPR. Mais bien que tout soit "spontané", il ne faut pas aller trop vite; on pourrait croire que cette fusion se fait sans difficulté... Et toutes les mesures de prudence sont aussitôt flétries. On les connaît, ces "renards teints":

"Nous avons malheureusement observé parmi certains membres du PPS qu'ils désirent être les "premiers". Jusqu'au moment des déclarations des secrétaires généraux des deux partis ces "socialistes" étaient dominés par la psychose anticommuniste et ils se reclamaient bien souvent de la tradition du Parti Socialiste Polonais. Et subitement ils ont changé. Aujourd'hui ils désirent déjà la fusion immédiate des deux partis et ils essayent souvent d'agir individuellement en annonçant leur démission du Parti Socialiste et en proclamant leur adhésion au Parti Ouvrier Polonais/PPR/. En même temps - en dépit des déclarations de chefs compétents des deux partis - ils repandent la théorie de "l'absorption" du Parti Socialiste par le Parti Ouvrier, une théorie nuisible et inexacte, une théorie répandue justement par les restes de notre réaction et par la réaction internationale. Heureusement qu'il n'est

pas difficile de reconnaître ces renards teints. Il faut les dépister et empêcher leur activité nuisible pour nos deux mouvements"/ROBOTNIK" du 11.4.48/

Mais la fusion du parti socialiste avec les communistes n'est qu'un fragment du vaste programme de l'unification. Déjà les premiers pour-parlers/assez mystérieux pour le moment/ ont commencé entre les représentants du Parti Ouvrier Polonais/PPR/communiste d'une part et les représentants du Parti Démocrate /SD/ d'autre part. Il est possible qu'une petite fusion ait lieu également de ce côté.

En même temps le Parti Paysan Polonais/PSL/ de M. MIKOLAJCZYK, épuré des partisans les plus fidèles de ce leader évadé, est en instance de fusion avec le Parti Paysan-SL qui est une branche communiste paysanne.

Le système des partis a terminé son rôle, il peut être supprimé. Une étape de la soviétisation touche à sa fin. La suivante se fera dans le cadre du parti unique.

Les bons pédagogues.

"Les autorités de la Sécurité/NKVD polonaise/ du département SILESIE-DABROWA ont publié un communiqué sur la découverte à LABRZE d'une organisation secrète antigouvernementale, comptant au total 15 personnes.

Les jeunes conspirateurs se recrutant parmi les étudiants et les étudiantes du lycée de ZBRZE déployaient entre autres leur activité contre les organisations de jeunesse ZWM/communiste-n.d.t./et OMTUR/socialiste-n.d.t./; ils éditaient un périodique clandestin, ils faisaient de la propagande antisoviétique, ils étaient en possession d'armes et ils s'efforçaient d'entrer en contact avec les organisations secrètes fascistes.

Tous ces adolescents, arrêtés, ont reconnu les faits. D'après le code pénal en vigueur ils auraient dû être punis de la peine de mort ou de la prison à vie. Mais l'affaire tourna d'une façon peu commune. Les autorités de la Sécurité ont décidé de suspendre l'enquête et de libérer les jeunes coupables. Cette décision a été annoncée au cours d'une conférence qui s'est tenue au bureau de la Sécurité.

Grace à cette attitude compréhensive des autorités, la jeunesse qui s'est égarée et qui a pris le mauvais chemin, a été confiée aux parents pour être punie par eux. Tous ces jeunes pourront maintenant se rendre compte de leurs erreurs et les racheter par un bon travail à l'école.

Toute cette affaire a produit une profonde impression sur les habitants du département SLASK-DABROWA. On souligne la nécessité de protéger la jeunesse contre l'influence de la propagande étrangère qui peut la mener au crime"/RZECZPOSPOLITA" du 19.3.48./

Une expérience de plus pour venir à bout d'un problème qui préoccupe fortement le régime: l'hostilité de la jeunesse envers la "nouvelle réalité". C'est très habile et très fin. Mais on peut douter si même de telles méthodes réussiront à étouffer cette hostilité des jeunes. Car la jeunesse polonaise ne veut pas capituler. Les tentatives d'évasion se multiplient. Et les explications que les journaux donnent à propos de ce mouvement d'évasion/car il y a bien un mouvement/ sont tragi-comiques. En voici un échantillon:

"Dans les environs de CIESLYN les gardes-frontière ont arrêté un groupe de 6 jeunes gens âgés de 16 à 17 ans qui tentaient de passer illégalement la frontière polonaise. Tous ces jeunes gens, originaires de PRUSZKOW près de Varsovie et influencés par la lecture de livres de voyages // avaient l'intention de visiter l'Europe. // Ils ont avoué qu'ils voulaient passer en Tchécoslovaquie et ensuite, à travers l'Autriche, atteindre la zone d'occupation américaine en Allemagne. Les jeunes voyageurs ont été transportés à Varsovie et écroués" / "KURIER CODZIENNY" du 14.3.48/

Malheureusement ces tentatives ne se terminent pas par le renvoi à la maison des jeunes fugitifs pour qu'ils y soient "punis par les parents". Ils seront traduits devant les tribunaux et punis d'emprisonnement. Dans ces pays la jeunesse paye cher pour la soif de liberté..

Le Palais de l'Enfant.

On ne fait pas tout ce qu'on veut de la jeunesse qui a eue le temps d'approcher les autres idées que celles de la "démocratie populaire" et qui ne se fait pas d'illusions sur "l'indépendance" de la Pologne. Le "Service pour la Pologne" bien que très habilement organisé et disposant de puissants moyens pour apprivoiser et pour façonner les jeunes esprits, ne semble pas être destiné à la production des "purs". C'est plutôt vers l'enfant que se tourne l'attention du régime. Dans ce domaine on travaille ferme:

"En été 48 on commencera à KATOWICE la construction du "Palais de l'Enfant". Ce sera la maison de la culture des enfants des écoles primaires de KATOWICE qui y passeront le temps laissé libre par leurs occupations scolaires - sous l'oeil de pédagogues bien entendus. Cette maison sera pourvue de riches installations; il y aura la salle historique, la salle géographique, le cabinet de l'histoire naturelle, la salle consacrée aux batisseurs de la Pologne Populaire, les ateliers d'apprentissage, la bibliothèque, la salle de lecture, la salle de culture physique, une piscine etc. En outre on y construira des salles d'études pour la préparation des leçons, un réfectoire et la cuisine. Quatre dispensaires - médical, stomathologique, psychotechnique et pédagogique - desserviront le Palais." / "KURIER CODZIENNY" du 19.3.48./

Comme on voit il n'y a pas trace de la vie familiale dans ces projets. L'éducation des enfants est confiée aux différentes salles avec celle de "batisseurs de la Pologne Populaire" à la tête. Sorti du Palais de l'Enfant, le candidat à l'esclavage parfait terminera alors son éducation dans la "Cité de la Jeunesse" et dans la "Maison Centrale de la Jeunesse" qui doivent être construites à Varsovie.

Peut-être que ces projets grandioses ne sont que de la propagande destinée à soutenir "l'enthousiasme de la marche en avant". Peut-être ils seront réalisés. Et alors commencera l'élevage de ces jeunes automates dont la jeunesse soviétique nous fournit tant d'exemples parfaits.

Unité des partis, unité de la jeunesse, Maisons Centrales et l'idéologie centralisée. A travers tout ce qui nous parvient de ces pays on commence de nouveau à distinguer le mot d'ordre bien connu: "Ein Volk, Ein Reich, Ein Fuehrer"

P O L O G N E

"Le retour d'ouvriers polonais de l'Occident, affluant à l'heure actuelle de France et de Belgique, et devant, sous peu arriver de Westphalie ainsi que des provinces du Hanovre, représente un problème important pour l'industrie polonaise de l'acier. 400 familles ouvrières, venues de l'Occident rejoindre les aciéries, ont toutes été pourvues de logements et de mobilier. Le retour de 700 familles ouvrières de France et 500 familles de Belgique est prévu dans le courant de l'année 1948. Les aciéries ont déjà réservé les logements nécessaires à ces familles". ("Robotnik, 19.IV.1948).

"Le plan d'extraction du charbon prévoit, pour l'année 1948, une production de 68.000.000 tonnes. 39.000.000 de tonnes seront assignées à la consommation du pays, 6.400.000 tonnes seront destinées à la conversion et 23.000.000 à l'exportation.

Dans le cadre des besoins intérieurs du pays, l'on prévoit 22.000.000 de tonnes à l'usage de l'industrie et d'autres secteurs de l'économie nationale. Les chemins de fer recevront 7.000.000 de tonnes et 10.000.000 de tonnes seront réservées à l'usage du consommateur privé.

S'il s'agit de l'export, les chiffres suivants représentent nos principaux acquéreurs étrangers: les pays scandinaves - 8.000.000 de tonnes, c'est-à-dire environ les 33% de notre exportation globale de charbon, l'URSS - 7.000.000 de tonnes, les pays de l'Europe Centrale environ 5 millions de tonnes, ceux de l'Europe Occidentale environ 4 millions de t., les pays balkaniques 250.000 t., autres pays divers 200.000 tonnes. En outre, 900.000 tonnes ont été prévues pour les besoins de la marine". ("Robotnik" 7.IV.1948).

N. du T.: Il suffira d'additionner ces chiffres pour s'apercevoir que l'exportation se montera à 25 millions, et non à 23 millions de tonnes, ainsi que nous avons pu le lire plus haut. Tous ces chiffres doivent certainement être plus ou moins falsifiés, en premier lieu celui ayant rapport à l'URSS, et qui doit certainement être plus important.

L'organisation de l'industrie à la mode des Soviets.

"La production des verreries de l'état à Kunice en Basse Silésie, n'atteint pas son rendement normal. Cet état de choses est occasionné par le manque de l'eau nécessaire pour effectuer le refroidissement du verre liquide. La mauvaise qualité du charbon fourni à la verrerie est encore un autre facteur du ralentissement de la production. L'administration de la verrerie a effectué une série d'interventions auprès des autorités compétentes, réclamant un contingent de charbon de meilleure qualité. Toutes ces réclamations, cependant, n'ont obtenu, jusqu'à présent, aucun résultat. Le charbon fourni à la verrerie ne produit pas, dans les générateurs une quantité suffisante de gaz, ce qui ralentit le rendement des machines. Ces manques influent fâcheusement sur la quantité de production et la paie des ouvriers. Ces derniers ne peuvent travailler effectivement dans les conditions actuelles, et ne peuvent en-

treprendre un concours de la vitesse de travail". ("Rzeczpospolita", 20.III.48)

"Les Magasins de l'Etat possèdent une nombreuse clientèle, car ils sont bien approvisionnés. Ils offrent au client un choix multiple de marchandises de tout genre. Cependant, bien qu'il y ait une quantité suffisante de marchandises, il n'est pas donné à tout le monde de les acquérir. Ce fait semble avoir tendance à se généraliser. Il arrive de plus en plus fréquemment que l'acheteur, lorsqu'il a enfin eu la chance de joindre le vendeur, et lui demande tel ou autre textile (la toile blanche fait l'objet de la plus forte demande), apprend bientôt, qu'en effet, cet article existe, mais qu'il est déjà réservé (?), coupé en morceau (?), en un mot qu'on peut guère l'acheter. Il est à remarquer qu'en même temps les acheteurs privilégiés, des acquéreurs effectuant des achats quotidiens, sont très exigeants. Il m'a été donné d'entendre une conversation de ce genre: "Qu'avez-vous pour moi aujourd'hui?" - "Tout ce que j'ai et que j'ai pu mettre de côté pour vous". - "Très bien, mais il me faut pour demain quelque chose de mieux".

Nous pouvons en conclure que ce genre de clients achètent pour d'autres. Il y a eu, à un certain moment, des ampoules électriques sur le marché. L'on pouvait s'en procurer (avec difficulté) aux prix normaux. Ces mêmes ampoules firent, simultanément, leur apparition, en vente à tous les coins de rues, mais à un prix de 500 zlotys la pièce. Il était possible d'en acheter une quantité illimitée. Nous proposons un renforcement du contrôle des Magasins de l'Etat, afin que ceux qui ont réellement besoin d'acheter, puissent le faire. Il faut que les marchandises, se trouvant dans ces établissements, ne soient pas uniquement réservées aux revendeurs". ("Robotnik", 3.IV.1948).

"L'administration des entreprises urbaines de transports, à Varsovie, ne peut pas être qualifiée d'exemplaire. Sa section de constructions a entrepris la construction d'ateliers de menuiserie, de ferronnerie, de réparation etc. Seuls, les murs extérieurs et intérieurs ont été bâtis et, par suite de manque de toiture, ont déjà été endommagés par les intempéries atmosphériques. Si cet état de choses se poursuit encore, les murs finiront par être complètement détruits. Il n'y aura alors d'autre solution que de les abattre complètement, pour à nouveau les reconstruire. La question des machines acquises pour ces futurs ateliers, n'offre pas moins d'importance. Les machines, restant entre des murs dépourvus de toiture, se couvrent de rouille, tandis que les menuiseries privées reçoivent, au même moment, des livraisons de bois, qu'elles paient très cher". ("Głos Ludu", 12.III.1948).

"Nous revenons, une fois encore à la question de la I-ère Menuiserie Mécanique de l'Etat. Lors de la visite que nous y avons le mois dernier, nous avons été frappés à la fois par le grand enthousiasme des ouvriers, le grand intérêt qu'ils portent à l'établissement, et aussi par les difficultés qui empêchent l'exercice de tout travail régulier. Les établissements "Paged" qui, contrairement aux obligations contractées, doivent livrer à la Menuiserie Mécanique de l'Etat des contingents de bois, fixés, ne s'acquittent pas de leurs obligations et ne fournissent pas les contingents nécessaires. Les ouvriers nous avaient déjà exprimé cette plainte, lors de notre première visite. Ils nous la répètent

aujourd'hui, mais avec beaucoup plus d'amertume.

Or, voici comment les faits se présentent. La menuiserie reçoit d'urgences commandes, de commandes à délais fixés. Le bois manque et elle ne possède pas de stocks. De plus, la maison "Paged" lui fournit une matière première impossible à travailler, et qui consiste soit en bois humide, soit en bois de construction. Il n'y a rien d'exagéré à le dire. Il arrive à la menuiserie de recevoir une telle qualité de bois. N'ayant pas de stocks, la menuiserie cesse souvent de fonctionner et arrête le travail, pour ensuite le reprendre à la hâte à une vitesse redoublée, afin d'exécuter une commande à délai fixé. Il arrive donc aux ouvriers de devoir travailler la nuit. Ils travaillent intensivement et fiévreusement, tout en se rendant compte qu'il n'y aura pas assez de bois pour effectuer la commande suivante.

Quelle est donc la raison de cet état de choses? Existe-t-il un manque de bois général? Bien sûr que non! Le bois existe en quantité suffisante. Mais, fait surprenant, les menuiseries privées reçoivent le bois nécessaire et de bonne qualité, tandis que la Première Menuiserie Mécanique de l'Etat doit, au même moment, rencontrer à chaque pas des difficultés qui limitent les possibilités de son fonctionnement". ("Głos Ludu", 24.III.1948).

N.d.T.: Les établissements "Paged" sont un centre (entièrement étatisé du reste) d'approvisionnement en bois.

Les soucis de la vie quotidienne.

"Ce fut le macaroni, en place de farine, qui a été distribué sur les cartes de ravitaillement des enfants pour le mois d'avril. Quel macaroni! Tantôt moisi, tantôt sentant le relent, mais en tout cas, toujours "marqué" d'excréments de rats. Il n'y a donc rien de surprenant que les acheteurs s'empressaient de rendre aux magasins la marchandise acquise, tandis que les magasins, à leur tour, alarmaient en hâte le Centre d'approvisionnement.

... Ce fait d'endommagement des produits contingentés, dans les entrepôts, n'est pas le premier (ex. l'affaire tapageuse du chocolat abîmé, à Cracovie), et c'est pourquoi... nous voulons qu'une enquête soit menée et que les responsables soient châtiés". ("Rzeczpospolita", 12.IV.1948).

La réponse de la rédaction: un lecteur qui avait posé la question comment se procurer les périodiques étrangers.

"Il est très difficile de recevoir les périodiques étrangers. Il faut faire des demandes et obtenir l'autorisation de la commission du contrôle des devises. Nous ne pouvons, toutefois, garantir que vos efforts soient couronnés de succès. Si vous avez un ami à l'étranger, vous pourriez lui écrire, en lui demandant de vous envoyer ces publications en qualité d'imprimés". ("Głos Ludu", 11.IV.1948).

"Ainsi que nous le savons, une personne a droit à 50 kilos de charbons par mois. S'il était possible de toucher ce charbon en parties plus grandes, de 200 kilos pour 4 mois à la fois par exemple, le transport de cette quantité de charbon jusqu'à domicile, pour-

rait encore se calculer. Mais il n'est permis de toucher que la ration de deux mois à la fois. Le prix du transport à domicile est alors si grand que les 100 kilos de charbon, plus le transport, représentent le prix du charbon au marché libre. Il est donc évident que les ouvriers et les personnes seules ne peuvent, dans ces conditions, profiter des répartitions, accordées sur les cartes de charbon". ("Głos Ludu", 17.III.1948).

"Monsieur le Rédacteur! Il est difficile de dire combien l'on a déjà parlé et écrit au sujet de la production de notre Monopole des Tabacs. Il faut, cependant, constater que tout cela n'a pas, dans la moindre mesure, influé sur l'amélioration de la qualité. Au contraire, nous trouvons chaque jour des ingrédients nouveaux dans nos cigarettes: bois, papier, charbon, caoutchouc, sable fil etc.

Nos cigarettes sont fabriquées d'un mélange, dans lequel il n'entre que très peu de tabac, mais qui par contre, possède une quantité d'ingrédients sus-mentionnés. Pourquoi les autorités compétentes ne veulent-elles pas prendre l'affaire en main?

L'on nous fait répéter à tout moment qu'il faut veiller à la santé publique; mais je doute fort que le fait de fumer des cigarettes au charbon et au caoutchouc puisse avoir une influence favorable sur la santé d'un fumeur. Les gens disent, que le Monopole des Tabacs ne vend pas de tabac en boîtes, car il veut pouvoir mettre dans les cigarettes toutes sortes de salétés que le consommateur est dans l'obligation d'acheter. Lorsqu'une cigarette est mauvaise, le fumeur la jette et en essaye une autre, tandis qu'avec le tabac c'est une autre affaire: chacun peut voir la qualité de la marchandise qu'il achète.

Je ne veux pas critiquer le Monopole des Tabacs Polonais, mais j'exprime l'opinion de tous les fumeurs. Cette opinion prétend que les mauvais produits de tabac sont jetés sur le marché et les masses ouvrières sont obligées de les consommer. Pourquoi, jusqu'à présent, le tabac en boîtes n'est-il pas vendu, et quand peut-on en espérer l'apparition sur le marché?" ("Głos Ludu", 11.III.1948).

Les conditions sanitaires.

Les médicaments les plus élémentaires manquent dans les pharmacies de la capitale. Ce fait a été confirmé par l'inspection de la commission spéciale du Conseil National du Centre de Varsovie. C'est ainsi qu'il apparût que les pharmacies manquent non seulement d'eau oxygénée, mais aussi de produits importants, tels que le salol, l'aspirine et la pénicilline. La liste de produits manquants est en réalité bien plus longue encore. Quant aux produits remplaçants, dont on a tant parlé, on ne peut pas toujours se les procurer" ("Rzeczpospolita", 10.IV.1948).

Les cas de malaria se multiplient sans cesse. Avant la guerre l'on ne pouvait en compter que quelques uns, bien rares, durant toute une année. En 1946 il y en eut 999, tandis qu'en 1947 leur chiffre a déjà atteint 1.108. Ces chiffres parlent pour eux-mêmes. Le malaria a cessé d'être, à Varsovie, une maladie exotique,

elle devient simplement une menace d'épidémie". ("Robotnik" 8.IV.1948).

"L'Administration Centrale Pharmaceutique nous informe que le produit "Passiflorine" est de fabrication étrangère et qu'il n'est pas produit en Pologne. La "Passiflorine" n'ayant jamais, jusqu'ici, été importée par la Pologne, l'on ne peut donc encore s'en procurer. Le premier transport de "Passiflorine" est attendu sous peu.

"La même Centrale nous informe simultanément qu'il existe un manque d'eau oxygénée sur le marché (nous en savons quelque chose). Ce manque s'explique par ce que toute la production d'eau oxygénée va à l'industrie et que, par conséquent, les pharmacies ne peuvent en obtenir aucun contingent. Tenant compte des nécessités du consommateur privé, l'on élabore actuellement un projet, qui permettra à chaque pharmacie en Pologne de recevoir un contingent annuel de 2.000 kgs d'eau oxygénée. Ce n'est pas beaucoup.

"Ainsi qu'il résulte de ces informations, il n'est même pas fait un effort pour fabriquer la "Passiflorine" avec les matières premières (herbes) que nous possédons en Pologne. Quant à l'eau oxygénée, qui est le désinfectant le plus élémentaire, il continue à ne pas être accessible..." ("Rzeczpospolita" 18.III.1948).

"La Pologne compte actuellement 7.000 médecins, ce qui représente une moyenne de 3 médecins pour 10.000 habitants. C'est, évidemment, un très mauvais état de choses. La mauvaise répartition de ce maigre personnel rend la situation encore plus mauvaise. C'est ainsi que dans la voïévodie de Cracovie il existe 1 médecin pour 9.155 habitants et dans la voïévodie de Bialystok 1 seul médecin pour 10.000 habitants. Il faut plusieurs années, avant que les universités ne fournissent un nouveau cadre de médecins. Cependant les disproportions dans la répartition du personnel existant, doivent être éliminées dès à présent. C'est pourquoi le Ministère de la Santé Publique a consenti des primes aux médecins qui acceptent de s'installer dans les localités indiquées par le Ministère. Cette prime est de 50.000 zlotys par an pour les médecins, dentistes, pharmaciens et de 30.000 zlotys pour les sage-femmes et les vétérinaires.

"Les primes sont un moyen d'attraction. La conscience sociale du personnel du service de santé publique devrait suffire, et il faut espérer qu'il ne sera pas nécessaire de recourir à d'autres moyens de persuasion" (N. du T.: de la contrainte). ("Dziennik Polski" 14.IV.1948).

"La manufacture de l'état des thermomètres et des manomètres à Włocławek entreprendra, sous peu, la fabrication massive de thermomètres médicaux, que nous n'avions encore jamais produits jusqu'à présent. Ils étaient toujours importés de l'étranger, principalement d'Allemagne" ("Dziennik Polski", 10.IV.1948).

P O L O G N E

L'Union des Instituteurs Polonais condamne les intrigues et les tentatives de l'impérialisme et critique l'attitude pro-allemande du Vatican, qui tendent à la révision de nos frontières occidentales... Le Congrès des Délégués de l'Union des Instituteurs Polonais accueille chaleureusement l'unité de la nation qui s'exprime par l'entrée sur la voie de l'union administrative et de l'unité d'action des deux partis paysans, ainsi que par l'accord paysano-ouvrier, condition de la Pologne populaire.

L'Union des Instituteurs Polonais suit avec une sympathie et un intérêt profonds le procès de la fusion des organisations de jeunesse, et voit avec une sincère satisfaction l'action déployée par le "Service à la Pologne", qui unit les masses de la jeunesse dans le même courant général et national de travail qui ouvre, devant la nouvelle génération de larges possibilités d'instruction et qui contribue à réaliser la grande idée de la formation de l'homme nouveau de sorte à en faire un valeureux citoyen de la Pologne populaire.

Les Instituteurs Polonais expriment leur conviction que les résultats acquis par les changements politiques et économiques révolutionnaires ne peuvent être durables que si l'instruction et la culture sont rendues accessibles à tous. Les instituteurs font la solennelle promesse de consacrer tous leurs efforts à cette cause. Le Congrès fait aussi appel à toutes les autorités sociales et gouvernementales compétentes, pour qu'elles continuent à mobiliser tous leurs moyens et leur énergie à la réalisation systématique d'un régime scolaire, basé sur l'école primaire unifiée, gratuite et possédant une organisation adéquate. Le Congrès déclare l'empressement de tous les instituteurs à participer à ce travail; il fait appel à la liquidation du fléau social de l'analphabétisme, à l'amélioration des conditions scolaires dans les campagnes et à l'accessibilité des livres ainsi que d'autres sources de culture aux masses du peuple travailleur". ("Robotnik", No 142).

N.d.t.: L'Union des Instituteurs Polonais qui groupe plus de 100.000 membres, possède, de longue date, une tradition de radicalisme et de patriotisme; quant à ses congrès, ils avaient toujours eu une grande importance politique. C'est pourquoi, au cours du premier Congrès des Instituteurs après la guerre, à Bytom, il y a deux ans et demi, il y eut des allocutions fort hostiles au régime. Certains allocuteurs inculpèrent le régime de tendances totalitaires et lui reprochèrent de ne pas accorder d'intérêt aux problèmes de l'enseignement. M. Wycech, alors Ministre de l'Instruction, ne put calmer les attaques du Congrès qu'avec beaucoup de difficulté. Aussitôt le régime ne se pressait-il pas de convoquer un nouveau Congrès. Il ne l'a fait qu'après plus de deux ans, au moment où les postes directeurs de l'Union des Instituteurs se trouvent déjà entièrement maîtrisés et où l'on peut avoir la certitude que le Congrès accordera sa pleine approbation quant à la politique extérieure et intérieure du régime. Le Deuxième Congrès de l'Union des Instituteurs Polonais s'est ouvert le 24 Mai, à Poznań. Bierut envoyait un télégramme au Congrès, tandis que le Premier Ministre Cyrankiewicz et le Mi-

nistre de l'Instruction Publique, Skrzyszewski, y prononçaient de longs discours sur des questions de programme. Les représentants de tous les partis politiques et de toutes les associations professionnelles assistaient au Congrès. La résolution du Congrès, dont quelques passages ont été donnés plus haut, démontre que le régime est parvenu à se subordonner entièrement la direction de l'Union des Instituteurs et qu'il entend se servir du prestige dont jouit l'Union et en appeler à son approbation dans les activités politiques afin de fortifier sa position et se faciliter la nivellation des partis politiques et des organisations de jeunesse. L'empressement avec lequel le premier Ministre Cyrankiewicz et le Ministre Skrzyszewski assuraient, dans leurs discours, la très prochaine amélioration, par le gouvernement, des traitements pour les instituteurs, semble indiquer l'existence d'un grand mécontentement, parmi les instituteurs, relatif aux conditions de vie, et aux salaires qui sont dérisoires.

- - - - -

"La Commission Spéciale poursuit inlassablement la lutte contre les abus, dans les différents domaines de la vie nationale. Sur la liste des dernières condamnations, nous pouvons lire les noms de divers trafiquants de marché-noir, de revendeurs et d'acheteurs illicites de cuirs et peaux. La lutte contre la fabrication illicite d'alcool est très difficile, car ces trafiquants et fabricants ne se sont pas effrayés des conséquences qui ont atteint leurs prédécesseurs en cette matière. C'est ainsi que la Commission doit appliquer de peines sévères, de hautes amendes et même de condamnations à deux ans de camp de travail, à ceux qui produisent illégalement l'alcool.

La Commission consacre aussi une attention spéciale aux abus effectués dans les institutions d'état et de l'assistance sociale. Les hauts fonctionnaires, eux-mêmes, n'échappent pas au châtiement. C'est ainsi que le vice-directeur de l'Institut Vétérinaire de Varsovie, B. Nowicki, a été condamné, dernièrement, pour mauvaise administration des stocks de sérum anti-érysipèle.

Se sont aussi trouvés condamnés au camps de travail: le caissier de l'Union Professionnelle des Travailleurs du Métal, pour vol de cotisations, de percepteurs malhonnêtes d'impôts, le membre du Comité Exécutif de la Coopérative pour spéculations d'automobiles etc. ("Trybuna Wolności", No 20).

- - - - -

"La commission spéciale de Lodz, a pu découvrir un important abus dans le domaine de l'Industrie du papier de l'état. Sept chefs à l'Administration Centrale de l'Industrie du Papier ont été arrêtés. Les abus, dont sont inculpées ces personnes, ont exposé le trésor de l'état à de pertes importantes et ont contribué à la désorganisation du travail de l'Administration Centrale de l'Industrie du Papier. Les débuts de cette affaire, qui possède toutes les caractéristiques de sabotage économique, remontent à l'année 1946". ("Kurier Codzienny", No 140).

- - - - -

"Le procès de cinq personnes, accusées d'abus particulièrement graves, dans une époque de reconstruction de l'état, s'ouvrira le 31 Mai, devant le Tribunal Militaire de Katowice. Ces accusés sont les tristes héros d'une très importante affaire, récemment découverte, de trafic illégal de métaux colorés. Cette affaire a exposé le Trésor de l'Etat à de graves pertes, dépassant 47 millions de Zlotys". ("Robotnik", No 147).

- - - - -

C'est avec intention, que nous avons parlé de l'affaire de Zawislak, plus longuement que ne le mériterait le simple fait de l'expulsion d'un membre ordinaire du parti, comptant près d'un million d'adhérents. C'est avec intention, aussi, que nous donnons ci-contre la liste de 12 autres anciens membre du PPR (n.d.t. communiste), expulsés du parti pour activités nuisibles et dirigées contre le parti. Nous le faisons pour mieux marquer, que les partisans ouvriers ne se lassent et ne se laisseront pas de travailler à l'expulsion de leurs rangs d'éléments étrangers et nuisibles. Nous serons sans pitié pour ceux qui veulent nuire à la cause de la Pologne Populaire, et nous ne nous arrêterons pas à la considération si leurs actes sont dirigés par un désir de gain ou par la main consciente de l'ennemi". ("Głos Ludu", No 140).

- - - - -

"Le 8 Mai 1948, l'Administration Urbaine a délogé 20 familles de l'immeuble, sis au 79, rue Wspólna, et menaçant de s'écrouler. Après plusieurs jours de vie à la belle étoile, les familles de travailleurs obtinrent de logements temporaires, dans le baraque-ment de la rue Chodkiewicz. Les autres locataires, parmi lesquels il y a des enfants en bas âge, continuent, jusqu'à ce jour, à loger dans la rue, sous de tentes, primitivement dressées. Voilà des faits.

L'administration Urbaine, interrogée au sujet des personnes sans travail, qui se trouvaient ainsi à la rue, a répondu que non seulement il n'est pas de son devoir de s'en occuper, mais qu'elle n'avait pas le droit de leur fournir de logements pour remplacer ceux dont ils avaient été expulsés. Les autorités compétentes se sont ainsi "lavées les mains", se réfugiant derrière les paragraphes et les décrets.

Lorsqu'il est question des campeurs de la rue Wspólna, on entend souvent l'argument que c'est un élément "difficile à définir" et complètement inutile à la capitale en reconstruction. Il est difficile, en principe, de donner tort à ce raisonnement, il faut cependant constater que les gens de la rue Wspólna n'ont enfreint aucune loi. Jusqu'à présent, en effet, il n'y a pas de loi, interdisant à personne de s'installer à Varsovie (bien qu'il ait, plus d'une fois, été question de limiter l'afflux de population vers la capitale). Une partie de ces gens, qui se trouvent à la belle étoile depuis près d'un mois, travaillent occasionnellement, tandis que l'autre partie... ne travaille pas. Quelqu'un leur a-t-il demandé s'ils veulent travailler? Quelqu'un s'est-il intéressé à leur sort, en essayant de les soulager et de les aider?

Il est facile de se retracter derrière le Journal Officiel et d'apaiser sa conscience par des principes sur la "productivité de l'homme pour la reconstruction de la ville". Mais en dehors des lois et des paragraphes, il existe aussi des devoirs, communément appelés - moraux.

L'Administration Urbaine possède un Département d'Assistance Publique. Il existe à Varsovie plusieurs dizaines (!) de comités et d'organisations au caractère d'assistance sociale et ces organisations concourent avec zèle pour l'obtention de dotations et de facilités...

Les personnes qui campent dans la rue Wapólna, devraient présenter un remords de conscience amer, pour ces organisations et pour l'assistance sociale de la Ville. Ces gens représentent déjà, la preuve de l'inaptitude des organisations sociales. C'est, tout simplement, une honte". ("Robotnik", No 151).

- - - - -

"Le triste fait que nous devons malheureusement constater, à côté des louanges, en marge de la chronique de Beleszkowice, est la plaie d'alcoolisme qui y règne. Les hommes boivent à chaque occasion qui se présente. Les malheureuses épouses luttent sans résultat, contre cet état de choses. Quelques uns des ouvriers forestiers dépensent le dimanche, en buvant, tout leur salaire de la semaine". ("Rzeczpospolita", No 141).

- - - - -

"La consommation globale de l'alcool, traduite en eau de vie à 40°, se montait en 1938 à 117.500.000 litres, en 1946 à 86.900.000 et en 1947 à 159.000.000 litres. La consommation annuelle par tête d'habitant entre 10 et 60 ans était la suivante: 1938 - 6,4 litres, en 1946 - 6,8 litres, en 1947 - 11,7 litres. Ces chiffres passent de commentaire". ("Robotnik" No 149).

N.d.T.: Ces données confirment entièrement les informations fournies par les personnes, arrivant de Pologne, sur l'accroissement catastrophique de l'ivrognerie. La situation désespérée, la lourde atmosphère morale qui règne sous le régime totalitaire, l'effondrement des espoirs d'une prompte libération, contribuent, pour beaucoup, à cet état de choses.

- - - - -

"Pour le premier trimestre de cette année, la somme des recettes du budget du gouvernement a atteint 75,9 milliards de zlotys. Par contre, la somme des dépenses a été de 60,4 milliards de zlotys. Il ressort de ces chiffres qu'on a atteint un surplus budgétaire de l'Ordre de 15,5 milliards de zlotys" ("Robotnik", No 150).

- - - - -

"Le plan de cette année pour l'industrie sucrière prévoit une augmentation continue de la production du 19%. La production

du sucre qui avait déjà dépassé le niveau d'avant guerre pendant la campagne passée atteignant 496.000 tonnes, atteindra probablement 620.000 tonnes cette année. Cette production assurera une moyenne par habitant de 158% de la consommation d'avant guerre. On projette la mise en marche d'un coût de 200 millions de zlotys de deux sucreries modernes en Poméranie occidentale, à Gryfice et à Klucze. De plus, deux usines de transformation des produits secondaires de l'industrie sucrière seront mises en marche au cours de cette année; ce sont: la fabrique de glycérine de Jozefów et celle de butanol de Racibórz. Le coût total des investissements pour ces établissements s'élèvera à plus de 100 millions de zlotys". ("Robotnik", No 150).

- - - - -

"Personne ne veut plus acheter les cigarettes du monopole, pourtant dénommées de qualité supérieure. Et pourquoi? Constatons seulement. Les cigarettes les plus chères, les "Sfinks" (à 10 zlotys) sont actuellement les plus mauvaises cigarettes de Pologne. Tabac âcre, papier épais, couleur des inscriptions qui bâve. Mais, par contre, la bande qui ferme les boîtes est décorée de soi-disant hiéroglyphes égyptiens. Il semble que, pour les consommateurs, il vaudrait mieux améliorer la qualité du tabac plutôt que d'imprimer sur les boîtes de coûteuses et incompréhensibles imitations de dessins exotiques". ("Rzeczpospolita", No 141).

- - - - -

"Il est déjà entré dans l'habitude que l'habitant de Varsovie, en sortant en ville le dimanche, se munit de petite monnaie. Pourquoi? Parce qu'il sait qu'il y aura une quête dans la rue. Pourquoi? Et qui donc pourrait le deviner? Mais c'est aussi certain que 2 et 2 font 4.

Ces quêtes dans les rues sont devenues une véritable espèce de fléau. On quête pour ceci ou pour cela, pour telle ou telle organisation, et le malheureux varsovien ne se demande plus si c'est pour une chose importante ou non, mais il tâche de traverser la rue sans être aperçu. Et personne ne s'en étonne plus". ("Głos Ludu", No 140).

P O L O G N E

N.d.T. Le 23 Mai 1948, après les messes solennelles à l'occasion de la fête de la Trinité, on a lu dans toutes les églises de la Pologne une lettre pastorale des cardinaux, archevêques et évêques polonais, adressée à la jeunesse polonaise. Cette Lettre flétrit énergiquement le matérialisme, met en garde la jeunesse polonaise contre les propagateurs de ce matérialisme et en appelle à la jeunesse pour qu'elle reste fidèle dans sa vie aux principes de l'Eglise et aux traditions et à l'esprit du catholicisme polonais dont toute l'histoire de la nation est profondément imprégnée. La lettre pastorale des évêques flétrit indirectement mais d'une façon non équivoque les méthodes éducatives du régime et l'idéologie du marxisme stalinien, imposée à toute la nation et surtout à la jeunesse. Etant donné non seulement le poids de cet acte, mais aussi la richesse du contenu de cette lettre ainsi que le fait qui semble ouvrir le nouveau chapitre dans les relations entre l'Eglise et l'Etat en Pologne et qui mène au moins au renforcement de l'offensive entreprise par le régime contre l'Eglise et sa situation exceptionnelle dans la vie polonaise, nous citons ci-dessus cette lettre pastorale en en donnant les passages les plus essentiels:

"... Les nouveaux besoins se dressant devant la patrie en reconstruction, les changements nécessaires de la vie sociale et économique se sont joints à une intense propagande d'idées matérialistes. Le matérialisme renie l'existence de Dieu, celle de l'âme immortelle, du monde spirituel et de la vie éternelle. Il rejette la religion, les mystères de la Révélation et de la Rédemption: il rejette l'Eglise, ses Saints Sacraments et l'éthique chrétienne. L'homme, suivant la théorie matérialiste, doit oublier son divin Créateur, renier sa foi chrétienne et ses principes moraux; il doit renier aussi toutes ses aspirations spirituelles. La matière doit être sa seule réalité; la seule valeur réelle qui peut rester à l'homme est la part qu'il prend dans la production de biens matériels. L'homme doit lier entièrement sa vie aux facteurs matériels du développement mondial, et devenir un complément et un serviteur de la matière. Il est destiné, à un moment de l'histoire à remplir son rôle dans l'appareil de la grande machine économique, dont il est alors un rouage utile tant que ses forces ne l'abandonnent. La vertu essentielle de l'homme nouveau est de travailler à un rendement record et de se consacrer complètement au développement de la vie économique.

"Cet ordre d'idées cherche par tous les moyens à s'infiltrer dans vos âmes. On le retrouve dans la propagande, dans les livres, les bibliothèques, dans les conférences et dans les organisations. C'est ainsi que se dresse devant vous le danger de voir ramenées au matérialisme toutes vos aspirations humaines et le danger de renier - pour un morceau de pain meilleur - la foi de vos pères et votre Dieu.

"Lorsque de si importantes décisions vous attendent, lorsque vous êtes appelés, prématurément, à donner votre jugement sur ces questions, alors que de vieux érudits expérimentés ne se hasardent qu'avec précaution à émettre leurs opinions à cet égard; lorsqu'il

vous faudra défendre les trésors hérités de votre foi, de vos liens avec Dieu et l'Eglise - vous aurez le droit, chère Jeunesse, de nous sentir à vos côtés. Aussi, avez vous le droit d'entendre la voix de notre lettre pastorale, d'écouter notre indication de la route à suivre et de la lumière à répandre dans les ténébres.

"Il ne manque pas de voix qui jugent à priori que l'instruction basée sur les principes chrétiens appartient au passé et qu'il faut, désormais, chercher de nouvelles voies pour la formation de jeunes générations. Il se répand actuellement le mot d'ordre d'une complète "reconstruction de la conscience humaine" ce qui veut dire: éducation basée sur un ordre d'idées matérialiste. La nouvelle préparation et formation de l'homme, adaptées aux temps nouveaux, doivent s'effectuer sans Dieu et sans religion, en dehors de toutes les traditions chrétiennes de la Nation.

"Vous connaissez, Chère Jeunesse, l'attitude de l'Eglise à cet égard. L'Eglise ne peut accepter une éducation de la jeunesse sans Dieu, une instruction qui passerait sous silence Ses enseignements, et qui rejeterait ses Commandements. Une telle éducation serait incomplète, au détriment de vos âmes si riches en aspirations spirituelles. L'Eglise ne vous ferme pas les yeux sur vos devoirs actuels, mais elle vous élève en même temps dans le sentiment de votre grande dignité en tant qu'enfants de Dieu, intelligents et libres, liés aux destins de cette terre, mais dirigés vers les destins éternels.

"Sachez garder toute votre dignité en face des courants de l'éducation matérialiste. Avez vous mêmes soin de votre instruction religieuse. Pratiquez votre foi par conviction et sans craintes. Formez votre personnalité, élevez-la toujours plus haut, grâce à la vie sacramentale. Demeurez dans l'Eglise et dans ses apostolats, semblables aux membres sains et vivants du Christ Mystique.

"Maintenez une attitude nette en face d'opinions qui abaissent l'homme en tant que créature de Dieu... Maintenez une attitude particulièrement calme à l'égard de la propagande, de la presse innombrable et des apôtres vivants du matérialisme. Agissez surtout avec bonté et compréhension envers vos camarades d'école qui vous chantent les louanges du matérialisme. Le plus souvent ils ne savent ce qu'ils font. Fortifiez-vous contre les attaques tendant à vous faire croire que vous êtes dans l'erreur. Rejetez les flots de la littérature matérialiste... Ne vous choquez pas du matérialisme des adultes et respectez la bonne volonté de ceux qui, faisant partie des rangs matérialistes, travaillent sincèrement à la réalisation d'un lendemain meilleur pour les masses laborieuses. Souvenez-vous que ces chères masses ont besoin non seulement du pain qui rassasie leur corps, mais aussi du pain qui est la nourriture nécessaire à leur âme. Soyez réalistes, mais soyez-le dans la mesure du droit divin et n'abjurez jamais des idéals chrétiens.

"Le mensonge déprave l'âme et se trouve en contradiction aussi bien avec les bases morales qu'avec les principes fondamentaux de la renaissance nationale. Souvenez vous de ce que le Christ s'est appelé "vérité" en s'opposant à satan dont il a dit clairement: "Il n'y a pas de vérité en lui car il est menteur et père du mensonge" /St. Jean, 8.44/. Vous vous heurtez à l'affirmation que vous devez vous

faire une opinion moderne sur votre nation et que vous devez voir l'histoire de la Pologne à la lumière du matérialisme. A ce sujet nous attirons votre attention sur le fait que l'on ne peut enseigner l'histoire suivant un schéma librement choisi, mais bien plutôt suivant l'esprit et la foi qui ont animé ceux qui, par leur propre vie, ont participé à la création de l'histoire. Particulièrement lorsqu'il s'agit de l'histoire de la Nation polonaise, nous ne devons pas oublier que c'est l'histoire d'un peuple catholique. Les actes de nos aïeux ne peuvent être estimés à leur juste valeur que par ceux qui sont capables de comprendre les motifs d'action de ces hommes animés d'idées chrétiennes. Comment, dès lors, peut-on appliquer la mesure matérialiste aux faits d'histoire nés de l'esprit chrétien. Cette mesure n'est-elle pas trop petite et l'histoire ainsi mesurée ne devient-elle pas une simple caricature.

"Chère Jeunesse Catholique Polonaise! Tu as été élevée dans l'esprit chrétien. Tu regardes l'histoire de notre Nation d'un oeil sain et sans trahison. Tu évalues ta vie et tes idées à la lumière de la science catholique. Tu demeureras toujours la même! Personne ne pourra t'imposer de points de vue matérialistes. Il est vain de craindre qu'en demeurant chrétienne, tu resteras isolée dans les larges rangs de la jeunesse polonaise. La jeunesse polonaise, toute entière, pensera, vivra et agira pour le bien de la Nation, de l'Etat et de l'Eglise, dans le même esprit catholique que par le passé. Demandez donc fidèles à vos principes chrétiens en les réalisant en vous et autour de vous. Vous ne saurez mieux servir vos âmes, votre Patrie et votre Père Céleste. Nous, qui sommes vos Pasteurs, réunis à cette heure autour de la tombe de St. Stanislas, Evêque et Martyr, nous bénissons, au nom du Père Créateur, du Fils Sauveur et de l'Esprit Saint, toute votre réflexion juvénile, votre courage, votre dignité humaine ainsi que les profondes aspirations et la glorieuse vocation qui vous animent".

N.d.T.: L'organe du PPR "Głos Ludu" du 24.5.48, No 141, rappelle dans un article intitulé "La lettre qui accuse les autours", que la société polonaise en appelait plusieurs fois aux autorités de l'Eglise pour que celles-ci se désolidarisent énergiquement de l'énonciation antipolonaise du Pape Pie XII se trouvant dans sa lettre aux évêques allemands.

Mais les évêques polonais ont publié le dimanche dernier, c'est à dire le 23 Mai, une lettre pastorale qui passe sous silence cette énonciation antipolonaise du Vatican et qui - au contraire - critique les méthodes d'éducation de la jeunesse dans la Pologne populaire:

"Les évêques - dit le journal - suggèrent dans leur lettre que l'éducation de l'homme nouveau en Pologne l'oblige à la perte de principes moraux, de la volonté de s'élever; qu'il doit devenir le complément et le serviteur de la matière".

"Głos Ludu" considère ce reproche comme dénué de tout fondement: "Tout notre effort tend à la domination de la matière par l'homme, pour qu'il devienne réellement libre, et qu'il cesse d'être le servi-

teur de la matière. Si aujourd'hui nous mobilisons toutes les forces de notre nation pour la reconstruction de la Pologne et si nous mettons les problèmes économiques à la première place, c'est - entre autres - pour que l'homme puisse consacrer dans l'avenir plus de temps aux problèmes culturels et pour qu'il puisse élever non seulement son bien-être matériel mais aussi sa culture spirituelle. La lettre des évêques essaie de torpiller cet effort magnifique et héroïque de notre nation".

En terminant, "Głos Ludu" émet l'opinion qu'en publiant cette lettre, les évêques désiraient: "arrêter le procès de l'unification de la jeunesse et détourner son attention de la politique antipolonaise du Vatican. Ils se sont trompés dans leurs calculs. Aussi bien la jeunesse que toute la nation ont compris cette lettre comme il fallait la comprendre et qui rédigée comme une accusation, accuse ses auteurs".

"GAZETA LUDOWA" du 23.5.48 No 138 dans un article intitulé "Nous ne comprenons pas" attaque les évêques polonais en leur reprochant que dans leur lettre pastorale à la jeunesse polonaise ils n'ont pas stigmatisé le message du Pape adressé aux évêques allemands. Le journal oppose la compassion témoignée aux Allemands au silence dont le Vatican entourait la Pologne "pendant les années longues et monstrueuses du tourment hitlérien de notre patrie... Le Pape Pie XII se prononce sans équivoque pour le retour des Allemands sur les terres polonaises. Il leur ordonne d'espérer et d'attendre. Il fournit même les arguments économiques puisés dans l'arsenal de la propagande antipolonaise et pro-allemande de Blum - Bevin et Marshall. Et de nouveau nous nous frottons les yeux. Pour nous autres, les Polonais, ces déclarations signifient une nouvelle invasion germanique. Pour nous et pour le monde slave et par conséquent pour toute l'Europe elles signifient la nouvelle invasion des assassins exhalant le désir de la revanche; elles signifient l'enterrement de l'espoir de la paix. C'est en ce moment que les évêques polonais ont pris la parole et qu'ils n'ont pas trouvé dans leur conscience polonaise et catholique aucun argument et aucune nécessité pour dire au moins une parole en défense de notre Etat et de notre nation. En défense de nos droits aux terres des Piastes, nos droits à la sécurité et à l'indépendance et même tout simplement à notre existence. Et pourtant tous ces droits seraient ébranlés si la vague germanique devait passer encore une fois l'Oder et la Neisse.

Les évêques allemands savaient engager le Pape non seulement à une démarche active au profit d'aide matérielle à l'Allemagne, mais aussi au profit du revisionnisme allemand contre la Pologne, contre le monde slave tout entier et contre la paix mondiale.

Combien différente a été alors l'attitude adoptée par l'épiscopat polonais envers les problèmes de son Etat et de sa nation. La plainte contre la ruine morale de la nation allemande, l'appel à la pénitence et à la rédemption, tout cela est absent dans la lettre du Pape. Il y a cependant l'appel à la concorde, aux efforts accrus et à l'espoir, à l'avenir.

Dans la lettre des évêques polonais il n'est pas question de

ces choses. Le pain quotidien, pour l'abondance duquel combat le paysan et l'ouvrier polonais, y est traité comme symbole de l'idéologie contre laquelle l'épiscopat veut lutter. Est-ce dans la Pologne se relevant des ruines d'après-guerre que tout le monde aurait assez de pain. Le "combat pour les conditions de l'existence" et le "rendement du travail record" peuvent-ils être placés en même rang que la "débauche sensuelle" et "la haine". Le problème de ravitaillement et de logement des millions d'hommes, dont plusieurs centaines de mille orphelins et mutilés, est le problème du salut et de l'existence de la nation. Et enfin c'est une question du devoir chrétien. Somment peut-on alors freiner les efforts dans ce domaine.

Chaque catholique et chaque Polonais ne peut répondre à cette attitude que par ceci: Je ne comprends pas! Dans la lettre de l'épiscopat on trouve non seulement rien au sujet de nos droits, mais même le mot "Pologne" manque. Les évêques mentionnent que notre histoire a été formée par les hommes ayant une conception du monde chrétienne. En effet, il est bon de rappeler ces traditions. Il est bon de les rappeler non seulement pour qu'on sache qui a fondé les évêchés à Wrocław, à Kolobrzeg et à Kamion. Précisément à Wrocław, dans le même Wrocław où le Pape Pie XII voulait voir seulement "l'âme magnifique de catholiques allemands de l'Est".

Il est bon également de rappeler ces traditions pour qu'on sache à quel distance se trouve la lettre de l'épiscopat de l'attitude d'un éminent représentant de la conception chrétienne du monde et en même temps d'un des plus éminents écrivains et patriotes qui, avant quelques siècles, avait écrit cette phrase:

"Et si pour quelqu'un la route du ciel est ouverte,
c'est surtout à ceux qui servent la patrie".

N.d.T. La Presse polonaise continue de publier toute une série d'articles et de protestations flétrissant les accents révisionnistes se trouvant dans le message du Pape aux évêques allemands. Un écho particulier est donné à la protestation votée le 20.V.48 à Varsovie par le Conseil Suprême et le Comité Central de l'Association Polonaise de l'Ouest /Polski Związek Zachodni - n.d.t./. Tous les journaux avec le "Głos Ludu" du 22.V.48, No 139, à leur tête reproduisent cette protestation en entier et soulignent sa portée. "Głos Ludu" accentue son opinion que "l'attitude antipolonaise du Vatican a été redoublée comme contraire à l'attitude de catholiques patriotes".

"Dans sa lettre du 1 Mars 1948 adressée aux évêques allemands - déclare la protestation - le pape Pie XII se prononce sans aucune équivoque pour les projets révisionnistes allemands concernant les Terres Occidentales récupérées par la Pologne. Il les appelle les terres de l'Est allemand, favorise explicitement le postulat de la révision des frontières occidentales polonaises il assure aux Allemands son aide active sur le terrain politique concernant ce problème.

Ainsi le pape se joint aux démarches bien connues des impérialistes anglo-saxons dirigées contre nos frontières occidentales aux

démarches qui se sont déjà heurtées à la réponse de la Nation Polonaise.

En séparant distinctement le problème de la foi et de l'Eglise de celui de la politique, l'Association Polonaise de l'Ouest, ayant dans ses rangs la majorité de catholiques se recrutant de la population autochtone de Terres Récouvrées, émet la protestation la plus énergique contre cette attitude antipolonaise du Vatican. Cet événement a profondément blessé toute la Nation Polonaise et surtout les larges masses des catholiques polonais.

L'indignation de la Nation Polonaise est d'autant plus grande que l'attitude du Pape défendant les Allemands soi-disant spoliés est avec l'indifférence démontrée par le Vatican pendant la guerre où le fascisme allemand commettait des meurtres monstrueux sur la Nation Polonaise.

L'Association polonaise de l'Ouest se rend compte du fait que la politique du Vatican n'est pas identique à la religion et qu'elle est opposée à l'attitude prise par la communauté patriote catholique en Pologne en ce qui concerne nos frontières occidentales. L'attitude du Vatican s'éloigne également de l'attitude patriotique de la majorité du clergé catholique polonais au cours de l'occupation et c'est pourquoi nous attendons que le clergé polonais s'oppose à la prise de positions du Vatican hostiles aux intérêts essentiels de la Nation Polonaise".

P O L O G N E.

"Message du Carcinat Primat de Pologne à la population catholique des Terres Recouvrées. — Mes Chers Frères et Soeurs dans le Christ! Le catholicisme, en Pologne, est la Foi du peuple et la religion des masses. A toutes les heures, bonnes ou mauvaises, l'Eglise se s'est toujours unie au peuple polonais, et le peuple s'est joint à l'Eglise. C'est pourquoi, lorsqu'a sonné l'heure du règlement des comptes séculaires, et lorsque vous êtes venus, Frères et Soeurs, de toutes les régions de la Pologne ainsi que de l'étranger, pour vous établir sur les terres piastéennes de l'Oder, sur les côtes de Pomorze, sur les terres verdoyantes de l'Ermeland et sur les bords des lacs de la Mazurie, l'Eglise vous y a accompagnée, elle aussi. Après être entrés dans les nouvelles demeures, vous vous êtes tout de suite appliqués à ouvrir les églises abandonnées, vous vous êtes remis à la protection pastorale des prêtres, créant de nouvelles communautés de fidèles sous la tutelle hiérarchique de vos vénérables prêtres, administrateurs apostoliques, si pleins de ferveur. Au cours de vos lourdes tâches, vous avez puisé votre courage dans l'amour de la Pologne, vous avez puisé votre confiance et votre persévérance dans la foi et dans l'Eglise. Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que les résultats acquis par un commun effort des populations transférées et des habitants des terres recouvrées, représentent déjà, à l'heure actuelle, un des plus grands et des plus mémorables faits de notre nation.

"Il vous reste encore beaucoup à faire. Il ne fait pas de doute que vous arriverez à enraciner définitivement la vie polonaise et catholique sur ces terres. Ne vous laissez pas envahir par les craintes ni le découragement. Demeurez calmes et confiants. L'oeuvre que vous êtes en train de créer doit se stabiliser pour des siècles. L'Eglise demeurera avec vous et avec vos enfants, augmentant chaque année le nombre de vos prêtres et intensifiant le réseau de l'assistance religieuse.

Ne vous laissez pas induire en erreur et ne permettez pas au doute de pénétrer vos âmes en vous alarmant de ce que l'Eglise aurait, soi-disant, des objections à formuler quant à l'avenir des Terres Recouvrées. Il n'existe pas de raisons qui provoqueraient dans l'Eglise le désir de diminuer l'étendue territoriale de la République Polonaise. Les affirmations, selon lesquelles l'Eglise donnerait son appui aux idées de révision des frontières polonaises, sont sans fondement. Il est dans l'intention de l'Eglise que les traités de paix ne diminuent pas la Pologne, qu'ils tiennent compte de ses droits à l'indépendance, qu'ils lui assurent la sécurité et qu'ils reconnaissent les dédommagements justifiés qui lui sont dus pour les cruels maux qu'elle a souffert.

Contrairement à ce que peuvent prétendre les rumeurs, je vous assure, mes Chers Frères, que nul n'est besoin pour la Pologne de craindre l'indifférence du Saint Siège à son égard et moins encore un désir quelconque de lui nuire. Notre Saint Père le Pape reconnaît à leur juste valeur les droits de la Pologne et la position de la nation polonaise au sein de l'Eglise. Aucun Pape ne saurait être indifférent aux destins de la Pologne, ne serait-ce que pour des

raisons d'intérêt général de l'Eglise universelle, dont la Pologne catholique est une représentante irremplaçable, grâce à la force de sa volonté et à sa position politique.

Malgré les apparences, Sa Sainteté, le Pape Pie XII désire une Pologne riche moralement, culturellement et politiquement. Il ne pense aucunement à l'amoindrissement de l'état polonais et il aimerait pouvoir contribuer à l'épanouissement de sa puissance, de son bonheur et de ses succès.

S'il s'agit donc de l'attitude du Pape et de l'Eglise, ne vous inquiétez pas pour vos demeures et pour les résultats de vos efforts. Ne vous inquiétez pas pour les prêtres polonais et pour les services religieux. Ne vous inquiétez pas pour le caractère polonais du lendemain de vos foyers et de vos ateliers de travail. Ne laissez pas paralyser vos énergies par l'atmosphère suffocante des sentiments anti-religieux. Demeurez sans hésiter là où vous avez porté le flux de la vie nationale nouvelle, travaillez y avec persévérance, toujours fidèles à la Pologne et à l'Eglise..."

"... Il résulte clairement des paroles que le Pape a prononcées au cours de ces trois dernières années, que Sa Sainteté a pour la Pologne un cœur paternel et une pleine compréhension de ses souffrances aussi bien que de ses droits. Les déclarations du Saint Père sont claires. Elles ne sont ni moins chaleureuses ni moins bienveillantes que celles, adressées par le Pape aux catholiques des autres nations, et prononcées par Sa Sainteté en tant que Père de toute les races et de tous les peuples.

Je constate aussi qu'il n'existe rien, dans les intentions du Pape ni dans l'enseignement catholique, qui puisse représenter un danger pour la cause polonaise. Au contraire; c'est aussi en vertu des devoirs de notre conscience chrétienne que nous devons défendre les droits et les biens de notre république. Il est de notre devoir chrétien d'assurer le pays contre une répétition nouvelle de la catastrophe des récentes années. Nous avons le droit absolu d'exiger des réparations pour la misère dans laquelle l'invasion allemande avait plongé notre pays.

Il est, en outre, évident qu'après l'horrible invasion dont nous avons été victimes, après les pertes incalculables et les souffrances de l'occupation exterminatrice, après les extrêmes peines morales et matérielles qui nous ont été infligées, après la défense, la plus héroïque, de notre indépendance, après notre héroïque persévérance - si peu appréciée - dans la fidélité d'armes aux alliés victorieux, la Pologne ne peut être condamnée, dans un nouvel ordre européen, à payer par le sort de ses citoyens et par la sécurité de ses frontières, les conséquences des crimes qui n'ont pas été commis par elle.

De notre côté, selon les principes de l'éthique chrétienne, nous voulons sincèrement vivre en paix et dans la fraternité avec tous. Nous désirons de bonnes relations avec nos voisins, de relations basées sur la confiance mutuelle. Nous avons pardonné beaucoup, vraiment beaucoup. Aujourd'hui, encore une fois, nous pardonnons tout. Nous rejetons la haine, nous ne cherchons pas la vengeance. Nous désirons devenir un facteur actif de l'ordre international, du

rapprochement et de l'entente de toute l'humanité. Mais nous voulons aussi attendre des constructeurs du monde nouveau qu'ils apprécient pleinement et tiennent compte de notre bonne volonté, des droits de notre peuple et de la part, non seulement sanglante mais encore morale, que la Pologne a fournie pour la défaite de la violence.. Cardinal Auguste Hlond, Primat de Pologne". ("TYGODNIK WARSZAWSKI").

"Combien peu d'empressement dans cette question ont mis les organes de la hiérarchie de l'Eglise, prouve le fait, qu'il s'est écoulé 3 mois depuis le message du Vatican, jusqu'à ce que les journaux tel que "Tygodnik Warszawski" et "Tygodnik Powszechny" aient pris parole. Ce qui a décidé les rédacteurs de la presse catholique à prendre parole, c'est sans doute beaucoup plus l'indignation croissante des masses catholiques en Pologne, que la critique unanime de la presse au sujet de cet acte anti-polonais. Ces masses n'ont pas su comprendre la politique d'autruche de la hiérarchie de l'Eglise, qui non seulement, n'a pas commenté la lettre papale, mais simplement l'a passée sous silence, comme si elle n'existait pas. Maintenant, que les autorités de l'Eglise ont été obligées de prendre la parole, on s'efforce de changer les faits, surtout pour défendre les apparences de l'infaillibilité du Vatican". ("ROBOTNIK" No 155).

"La condition fondamentale de l'amélioration des rapports avec le Vatican est le changement de la politique de conquetterie vis-à-vis des allemands et surtout le retrait par le Pape des opinions anti-polonaises contenues dans sa lettre aux évêques allemands, ainsi que la déclaration, qu'il ne met pas en cause nos frontières occidentales. Le fait, que l'organe de l'Evêché "a oublié" cette condition de fond, mais, par contre que son souci principal est de défendre le Pape, prouvent le mieux que les intérêts du Vatican lui son plus à cœur que ceux de la Pologne. "Tygodnik" annonce qu'une délégation de l'Episcopat polonais va se rendre prochainement auprès du Pape pour discuter avec lui les questions contenues dans la lettre aux évêques allemands. Attendons les résultats! Pour le moment nous voudrions exprimer notre désir, que le texte de la déclaration éventuelle des évêques polonais s'éloigne du texte de leur dernière lettre pastorale en Pologne. S'ils y répètent la même chose ils réussiront à renforcer le Pape dans son attitude malveillante vis-à-vis de la Pologne et le résultat de leur visite sera exactement opposé à celui que l'on prévoit" ("GŁOS LUDU", No 155).

"Le catholicisme de l'Est allemand "éprouvé et ardent" s'organise pour les attaques politiques contre la Pologne. La lettre du Saint Père n'était rien d'autre qu'une revue de ses forces et comme un ordre de bataille. Cette lettre efface le catholicisme polonais, en passant sous silence son existence sur les Terres Récupérées. Elle était un éloge de l'ivraie de l'Est allemand et était une erreur. Pourvu qu'elle ne se retourne pas contre l'Eglise". ("ODRA")

"Réponse au citoyen Appolinaire Wachowicz Złotokłos. - Les certificats de loyalisme pour les habitants de Varsovie comme pour ceux des départements sont délivrés par les offices des voyévodies; les offices départementaux perçoivent 100 zlotys à titre de taxes et de frais d'envoi aux voyévodies" (GŁOS LUDU" No 158).

N.d.T. - Il découle de cette information de l'organe central communiste qu'il existe un contrôle très strict des citoyens au point de vue de loyalisme politique envers le régime. Cette information est tirée de la partie du journal réponse de la rédaction.

- - - - -

"Varsovie, comptant le 1-er juin 590.864 habitants, mérite vraiment le nom de "Ville de la vie". C'est parce qu'elle est la seule capitale en Europe où, depuis plusieurs mois, le nombre des naissances est presque trois fois supérieur à celui des décès. La différence entre la diminution du chiffre des décès et l'augmentation du nombre des naissances augmente continuellement. C'est ainsi que, selon les dernières données du mois de mai, il est né 890 enfants à Varsovie (en avril même 900) et il n'y a eu que 349 décès". ("DZIENNIK LUDOWY", No 144).

- - - - -

"En avril, nous avons exporté à l'étranger des marchandises d'une valeur de 33 millions de dollars environ. Nos exportations, pour les 4 premiers mois atteignent donc la somme de 142 millions de dollars ce qui représente une énorme augmentation par rapport aux 52 millions de l'époque correspondante de l'année dernière. Le plan d'exportation de libras devises a été réalisé à 103%".

"En même temps, avec l'augmentation du développement de notre commerce extérieur, en ce qui concerne Gdynia et Dantzig, ceux-ci se trouvent occuper la 3-ème place du continent européen. En 1947 nous avons exporté 9,6 millions de tonnes de marchandises (Anvers 21,3 et Rotterdam 11,9)". ("TRYBUNA WOLNOSCI" No 23).

- - - - -

"Le tonnage de marchandises du port de Stettin, depuis le commencement de l'année jusqu'au 20 mai représente 764.000 tonnes, dépassant de beaucoup le tonnage de toute l'année 1947. Comme exemple de l'accroissement du tonnage de Stettin on peut citer, qu'il a augmenté de 16% dans la deuxième décade de Mai sur la première" ("KURIER CODZIENNY", No 150).

- - - - -

"Il y a à Varsovie une Académie de Stomatologie. Il est inutile évidemment de prouver l'importance sociale de cette institution de laquelle sortent chaque année des centaines de médecins-dentistes.

Mais le travail de cette académie s'accomplit dans des conditions si difficiles qu'on a peine à le croire. L'académie, dans laquelle étudient environ 1.000 étudiants et étudiantes, occupe seulement un demi étage dans le bâtiment de l'office central des Statistiques. Dans un infime espace s'entassent une foule de jeunes. Les

laboratoires logent sous les escaliers et les cours ont lieu dans les couloirs.

La prolongation de ce triste état de choses risque d'avoir des répercussions fatales sur le niveau de nos dentistes. Il faudrait vraiment que les éléments compétents qui sont chargés de rechercher pour l'Académie de meilleurs locaux, se dépêchent de réaliser leur plan". ("POLSKA BROJNA", No 157).

- - - - -

"C'est difficile à dire, mais de toutes façon il existe quelque chose qui entrave la construction des nouvelles écoles. Elles devaient s'élever sur la place Grzybowski entre les rues Swietokrzyska, Puławska et Potocka. Les crédits existent. Mais il y a danger que ces crédits soient perdus car ils ne seront pas employés cette année. Le travail n'a pas dépassé le stade des conversations préliminaires. Les entreprises de construction ne peuvent pas prendre possession du terrain, les formalités de la reprise de celui-ci n'étant pas terminées.

Aussi "sombrement" se présente le "problème Siekierki". Nous disons problème, étant donné la façon dont on s'arrange pour trouver un local convenable pour 700 enfants qui étudient en 3 horaires entassés dans 5 chambrettes dont chacune a moins de 20 m², ce qui est pour le moins incompréhensible". ("ROBOTNIK", No 158).

- - - - -

"La masse des travailleurs de Lodz et de la région ont entrepris une lutte spontanée pour la discipline dans le travail. Cette lutte englobe une partie de plus en plus importante de travailleurs, tant manuels qu'intellectuels. Dans beaucoup de fabriques ont lieu des réunions et des meetings ouvriers. Les salles de réunion sont décorées de tableaux soulignant la valeur de chaque minute de travail perdue et de dessins illustrant ces problèmes par des graphiques. Une de ces réunions a eu lieu dans la section "C" de l'entreprise d'industrie nationale de coton No 3. Le conférencier Surowinski, dans son allocution a démontré qu'une minute de retard dans le travail d'une filature de moyenne importance donne une perte journalière de 17,5 kg de fil valant 4.200 zlotys. En un mois (avec seulement une minute de retard par jour) la somme des pertes subies par un seul groupe s'élève à plus de 126.000 zlotys et les ouvriers perdent une part correspondante de bénéfice. Ensuite l'orateur Cieslak, d'une façon vivante a expliqué quelles possibilités d'augmentation du bien-être les ouvriers se trouvent dans la ponctualité pour commencer et finir le travail comme dans la non interruption du travail au cours de la journée. De semblables réunions doivent avoir lieu dans d'autres établissements de Lodz" (DZIENNIK POLSKI", No 155).

N.d.T. - L'action pour l'augmentation du rendement du travail des ouvriers est entreprise en Pologne suivant les exemples employés et éprouvés chez les Soviets.

- - - - -

P O L O G N EL'entrecinte se resserre autour de l'enseignement.

L'occupation et la guerre avaient porté de coups très durs à l'enseignement polonais qui, au cours des années de l'indépendance, s'était accru et développé d'une manière excellente, atteignant un niveau élevé à tous les échelons. Pendant l'occupation, les Allemands avaient formé les écoles de l'enseignement supérieur et secondaire, tandis que sur les territoires annexés illégalement par le Reich, ils sont allés même jusqu'à interdire le fonctionnement des écoles primaires. Des dizaines de milliers d'instituteurs furent internés dans les camps de concentration. L'enseignement clandestin, qui avait été organisé à grande échelle, sous la direction du gouvernement polonais émigré de Londres, ne suffisait pas à toutes les nécessités intensifiées encore par la grande soif de la science et le courant général de la société polonaise vers l'instruction et le savoir.

Ce courant donna un grand élan à la reconstruction de l'enseignement, après la défaite du III^e-ème Reich, et facilita énormément dans ce domaine les tâches du gouvernement imposé à la Pologne par les accords de Yalta. Cependant, bien que le nouveau régime ait proclamé les principes de la propagation générale de la culture et de l'instruction, ainsi que les décisions de rendre l'enseignement accessible aux larges masses de la population, il a - par son incapacité et son doctrinisme - contribué à gaspiller ce capital d'enthousiasme pour l'instruction et à abaisser le niveau de l'enseignement polonais.

Grâce au grand nombre de tâches générales à accomplir, les efforts tendant à donner un caractère politique aux écoles, pour les transformer en instruments d'enseignement de l'idéologie communiste, n'avaient été qu'assez timides dans ses commencements. Cependant, au cours de ces derniers mois, ces efforts s'accroissent aussi bien dans leur intensité que dans leur étendue. La structure de l'enseignement primaire et secondaire a subi un changement et, s'appuyant sur les modèles soviétiques, les programmes scolaires ont été révisés, principalement en ce qui concerne les domaines de la littérature et de l'histoire, orientés vers l'idéologie du marxisme-léninisme et de la propagande de la "nouvelle réalité". La pression et vers les buts de propagande, pour les transformer en propagateurs de la "démocratie populaire" s'accroît ostensiblement. Ceci décourage bien des professeurs dans leur travail et provoque leur évacuation vers l'exercice de métiers plus neutres au point de vue politique. La désorganisation du cours normal des travaux scolaires par le recrutement de la jeunesse dans diverses organisations et réunions effectuées par le régime, s'ajoutant aux salaires de famine des instituteurs, intensifie encore l'abandon de l'enseignement par les professeurs et les instituteurs. Un grand nombre de ceux qui demeurent à leurs postes, sont empreints d'amertume et de sourde hostilité envers le régime, exécutant leurs tâches d'une manière mécanique, sans aucun enthousiasme.

Tout ceci contribue à abaisser le niveau de l'enseignement.

L'enseignement primaire qui, avant la guerre, pouvait se flatter d'avoir acquis de grands résultats et un niveau supérieur, présente l'aspect le plus déplorable. Un tiers des instituteurs de l'enseignement primaire, a péri au cours de la guerre, tandis que près de 20.000 ont changé de métier. Le vide ainsi créé, a été comblé principalement par des hommes sans préparation nécessaire, et souvent même sans qualités morales requises. Cependant, le régime se soucie bien moins de l'élévation du niveau des instituteurs au moyen d'une instruction complémentaire, que de leur formation à l'aide d'une propagande politique. Le P.P.R. (Parti du Travail) et le P.P.S. (Parti Socialiste) communistes organisent, cet été, des cours politiques qui grouperont en tout 10.000 instituteurs. L'enseignement secondaire a été moins touché jusqu'à présent. Malgré un fort pourcentage de professeurs auxiliaires, improvisés pour combler les vides, et malgré l'afflux d'un grand nombre d'écopliers ratés et possédant de grands manques d'instruction, dûs à la guerre, le niveau des écoles secondaires n'a pas baissé dans la même proportion que celui des écoles primaires.

Le changement de la structure imposé par le régime n'a, en fait, que très peu influé sur le caractère des écoles supérieures. Le manque de professeurs qui possèderaient une préparation adéquate, force le régime à user de vieux cadres de professeurs et d'érudits authentiques. Le fait d'avoir doublé le nombre d'écoles supérieures s'opposant à celui de l'arrêt, pendant la guerre, de l'afflux de jeunes érudits et le refus d'un grand nombre d'intellectuels, à l'émigration, de réintégrer le pays, a provoqué la nécessité de combler diverses chaires par des hommes dotés d'une préparation scientifique insuffisante. Ceci influe fâcheusement sur le niveau des écoles supérieures. Le facteur qui aggrave, et qui dans l'avenir aggravera encore davantage cet état de choses est, d'une part la fermeture de l'accès aux écoles supérieures aux fils de la bourgeoisie et à cette partie de la classe intellectuelle qui s'oppose, ne serait-ce même que par leur attitude spirituelle à la "nouvelle réalité" et d'autre part, l'ouverture de tous les accès à l'enseignement supérieur à tous les militants de la "démocratie populaire", même à ceux ne possédant pas le minimum de préparation indispensable. Des commissions spéciales veillent à la sélection des étudiants à admettre dans les universités. L'afflux massif d'étudiants sans aucune préparation aux études universitaires (près de 30.000 jeunes gens doivent entrer cette année dans les écoles supérieures) ne manquera pas d'exercer une influence défavorable sur le niveau de l'enseignement supérieur.

En dépit de la subordination matérielle, malgré la propagande exercée par l'intermédiaire de la presse et des différentes organisations, malgré les pressions et les chicanes envers ceux qui ne sont pas assez "bien pensants" la majeure partie de la jeunesse des écoles secondaires et supérieures, se maintient dans une attitude négative, souvent même hostile, à l'égard du régime et de la réalité imposée par ce dernier. Lorsque l'enseignement religieux obligatoire a été aboli en Pologne, les écoliers du Lycée des Employés des Tramways du quartier de Wola à Varsovie, de même que ses élèves non pratiquants, se sont tous, avec ostentation, inscrits aux cours volontaires de religion. Cette action, qui offre un caractère de

manifestation politique, est d'autant plus expressive, que l'Association des Employés des Tramways possède une tradition socialiste de longue date et que le quartier de Wola est, depuis des dizaines d'années, un Piémont de Varsovie rouge. Cependant, il n'est guère permis de se faire d'illusions, car les engrenages impitoyables de l'état totalitaire, fonctionnant à longue échéance, finiront bien par anéantir l'opposition de l'esprit libre, tout comme ils ont déjà anéanti l'opposition politique.

La Pologne illustrée par la presse du régime imposé au pays.

"Je dois constater qu'actuellement pas de temps pour faire des cours d'une façon systématique et qu'il n'y a pas de temps pour un travail scolaire normal. Il suffit de jeter un coup d'oeil dans n'importe quel journal de classe d'une école secondaire pour voir combien de fois par semaine il y a 6 heures de travail par jour, c'est-à-dire la norme moyenne. Sur 6 jours de la semaine, au moins 2 sont incomplets. 2 à 3 heures d'école sont sacrifiées pour diverses manifestations, comme les conférences, concerts, concours sportifs et d'autres manifestations recommandées à la jeunesse scolaire. On peut y ajouter toutes sortes de cours organisés pendant l'année scolaire et ceci au détriment de l'enseignement. Dans les lycées pédagogiques, dans les dernières classes, avaient lieu par exemple les cours de 10 jours de sports d'hiver et un cours d'une semaine de coopérativisme.

Quelqu'un pourrait me faire le reproche que j n'apprécie pas le développement de "l'esprit social" de l'école. Il est certain que l'école doit être liée à la vie, qu'elle doit préparer l'élève pour cette vie. Mais du moment que ces manifestations sociales arrachent l'élève à son travail systématique et rendent impossible l'exécution du programme d'études indiqué par les autorités d'enseignements, la valeur éducative de ce genre de manifestations tombe à zéro! Le professeur se trouve, alors, devant ce problème: ou ne pas épuiser le programme, ou le traiter d'une façon superficielle. Dans le premier cas, les élèves en profiteraient peu; dans le second, il ne sauraient rien. Dans les deux cas, le classement des élèves est impossible à réaliser, et les notes sont données "sur parole".

On peut encore ajouter sur la liste des pertes de temps les cas où une partie des élèves d'une classe est délégués à toutes sortes de "répétitions" théâtrales, sportives, aux organisations des expositions, etc... Il y a aussi les cas où l'élève est délégué dans d'autres organisations (congrès de jeunesse) et naturellement pendant deux ou trois jours, il est encore absent.

Je pose la question: Ne serait-il pas possible d'organiser toutes ces manifestations dont certaines sont très intéressantes après les heures d'études ou pendant les vacances d'hiver ou d'été?

Je répète: Les cours sont nécessaires, mais l'étude l'est aussi. Donc, la perte de temps est la première cause de l'impossi-

bilité de l'enseignement systématique et, en conséquence, d'un classement exact des élèves.

La seconde cause se trouve dans les conditions toutes spéciales du travail actuel du professeur. Ne craignez rien: je ne parlerai de la "misère du corps enseignant, c'est trop lassant. Nous autres professeurs, nous nous sommes habitués à cet état de choses. C'est notre affaire personnelle.

Je dois, néanmoins, souligner - ceci touche le fonds du problème - que, aujourd'hui, le professeur travaille au-dessous de la norme. Ainsi, par exemple, la norme de professeur des langues représente 21 heures de travail par semaine. En réalité, il travaille 30 à 40 heures et il y a des cas, qui ne sont nullement rares, où il travaille jusqu'à 50 heures et plus. Evidemment, pour les raisons que je viens d'exposer, une partie de ces heures tombe. Une norme moyenne serait alors 36 heures par semaine. Si nous y ajoutons: le temps de la gérance des organisations scolaires, dans certains groupes de cours, le temps pour corriger les devoirs, nous arriverons au résultat qu'un professeur travaille pour l'étude 8 à 10 heures par jour. Il ne faut pas oublier que le travail du professeur est certainement le plus intensif des travaux intellectuels.

Il est certain qu'un tel travail épuise le professeur, et, en conséquence affaiblit le contrôle des résultats, donc rend difficile le classement judicieux des élèves.

En résumé, je constate que, dans l'école actuelle, on doit consacrer plus de temps à l'étude. Surtout, au cours des mois avant le classement, on devrait défendre toutes sortes de manifestations, et au cours des autres périodes, les organiser après la classe. De même, tous les cours d'élèves doivent avoir lieu pendant les vacances d'hiver ou d'été. Ces cours, de toute façon, ne remplissent pas toute la journée, mais surtout les heures scolaires d'avant-midi - c'est-à-dire d'études - et s'il s'agit des cours de culture physique, ils ont le caractère de repos, donc, peuvent être organisés pendant les vacances" ("KURIER CODZIENNY" - organe soi disant démocratique - No 165).

- - - - -

"Dans la commune de Damanice, il y a beaucoup d'élèves, un nombre suffisant d'écoles, et il y a aussi des instituteurs qui travaillent avec un dévouement exemplaire. Mais tout n'est pas chez nous comme cela devrait être. Il y a des individus parmi les instituteurs dont la tenue répond loin à celle des éducateurs. Un semblable individu est le Directeur de l'école de Imbramowice - M. TRZEPLA. Ses beuveries et ses bagarres scandalisent la population.

Ainsi pendant une fête publique, M. Trzepla s'enivrait à un tel point qu'à la suite des bagarres, le Commandant de la Milice a été obligé de l'expulser de la salle. Monsieur Trzepla a été traduit devant le Conseil National de la Commune où, devant les persuasions du Conseil, il a promis de ne pas recommencer. Pendant quelques jours, il a tenu parole. Mais peu de temps après, il s'est de nouveau enivré dans un restaurant. Il a commencé à invectiver le citoyen Slate qui venait d'arriver au restaurant. Finalement, le citoyen

Slate a quitté le restaurant sans chemise. Peu de temps après, M. Trzepla a sifflé le citoyen Stec. Les clients du restaurant ont été obligés de mettre M. le Directeur de l'Ecole à la porte. Peu de temps après, après avoir pris un peu l'air, il a essayé à nouveau de pénétrer dans le restaurant.

Dernièrement, M. Trzepla a trouvé des compagnons à sa taille. Ce sont les directeurs des Ecoles de Jodla et de Manin. Au début du mois de Mai, ce trio s'est réuni au restaurant d'Imbramowice. Ils ont bu solidement et ont commencé la bagarre. La même histoire s'est répétée à l'auberge de Domanice, avec la seule différence qu'après la bagarre, ils se sont réconciliés et se sont endormis sur le plancher de l'auberge.

La population observe les faits de Messieurs les Directeurs avec un profond souci et se demande combien de temps va durer cet état de choses. Nous ne voudrions pas voir de tels éducateurs pour la Jeunesse de la Nouvelle Pologne. - Observateur. - Le nom connu à la Rédaction.

Nous espérons que le Comité académique de Wrocław fera une enquête". ("TRYBUNA WOLNOSCI" - hebdomadaire du Parti Communiste, No 25).

- - - - -

"Par l'initiative de la commission régionale K.P.S. (N. du T.: cercle de préparation sociale) des institutions centrales militaires a été organisé au mois d'Août de l'année passée par l'Inspection académique de Varsovie le 2-ème Gymnase et Lycée d'Etat pour les adultes. Cette école est destinée en premier lieu aux militaires de la garnison de Varsovie.

La majorité des élèves, dans cette école, est composée des officiers qui n'ont pu faire leurs études secondaires, soit à cause des conditions matérielles de l'avant-guerre, soit à cause de la participation dans la lutte contre l'occupant dans la clandestinité ou dans l'armée active.

Tous les jours à 17 heures, dans les bâtiments de l'école qui se trouve dans le jardin de Saxe, environ 500 officiers, sous-officiers et soldats complètent leur instruction. Ceci exige souvent beaucoup d'efforts. Les élèves ne disposent pas toujours du temps nécessaire pour étudier chez eux. Les cours sont pour eux les seules possibilités d'apprendre. Le personnel enseignant a montré une grande compréhension de la situation de ces élèves, se rendant compte que les méthodes d'enseignement pour les adultes surchargés du travail professionnel doivent différer des formes appliquées dans les écoles pour la jeunesse.

Aujourd'hui, l'école vit dans l'ambiance du baccalauréat auquel ont été admis 49 officiers, 1 sous-officier et une employée civile de l'administration militaire.

Les élèves des autres classes terminent les programmes. Tous doivent justifier les résultats du travail de l'année qui sera finalement apprécié par le conseil pédagogique.

De l'appréciation générale, on peut déjà déduire que les résultats ne seront pas moins concluants que ceux du premier trimestre.

Le bilan de notre travail semestriel se présente comme suit:

- 22 officiers ont été admis au 2-ème baccalauréat,
- 47 officiers, 19 sous-officiers et 1 soldat au 1-er baccalauréat.

Plus de 300 élèves ont terminé leurs études avec des résultats satisfaisants dans les classes inférieures du Gymnase et l'élève dans les classes du Lycée". ("POLSKA ZBROJNA" - journal de l'armée, No 163).

- - - - -

"L'action d'engagement présente la difficulté principale. Malgré que le nombre d'illettrés, d'après les statistiques, est pour la capitale de 10%, les cours organisés par la Municipalité sont vides. C'est surtout les Syndicats professionnels et les partis qui devraient prendre part dans l'action de la popularisation de la nécessité de l'enseignement primaire et démontrer plus d'intérêt que jusqu'à maintenant aux travaux du Conseil pour la lutte contre l'analphabétisme". ("KURIER CODZIENNY - organe soi-disant démocrate, No 178).

N. du T. Avant la guerre, ce genre de cours pour les illettrés adultes a été fréquenté. Si maintenant, malgré une énorme organisation, tel que le conseil pour la lutte contre l'analphabétisme, ainsi que, malgré la propagande, l'organe se plaint que les cours sont vides, ceci prouverait qu'il y a une opposition et la méfiance de la population envers la majorité des institutions du régime. Là où il n'y a pas de pression, les jeux ne s'engagent pas.

- - - - -

"La période de reconstruction de Poznan est terminée. Aujourd'hui, on peut parler de son extension.

Pour terminer, nous devons souligner une fois encore que les vrais reconstructeurs de Poznan sont ses habitants, car ils rebâtissent leur ville non seulement par leur travail, mais aussi par leur concours financier. En place de la liste des donateurs, figure la population de la ville: 2 milliards 800 Millions de zlotys, ensuite le secteur d'Etat: 989 millions, la municipalité: 725 millions, le secteur coopératif: 283 millions, le secteur économique communal: 7 millions". ("KURIER CODZIENNY" - quotidien soi-disant démocrate, No 164).

N. du T. La destruction de la ville de Poznan par la guerre a atteint environ 40%. Le régime se vante de ce succès dans la reconstruction. D'après les chiffres énoncés ci-dessus, il ressort que ce succès est surtout le résultat de l'effort de la population et de l'initiative privée. Ce qu'on a atteint, on l'a fait malgré le régime et non grâce au régime).

- - - - -

"Le plan d'investissement prévoit pour cette année la construction d'environ 52.000 pièces habitables, qui seront construites à l'aide de Crédits d'Etat. Près de 23.000 pièces seront préparées pour la reconstruction. Dans ce chiffre, il y a 68% de logements pour les travailleurs. On évalue que l'initiative privée remettra en état 25.000 pièces habitables. On va continuer la démolition des immeubles inaptes à la reconstruction. Dans les centres les plus détruits, tels que Varsovie, Stettin, Wroclaw et d'autres, le déblaiement des décombres et des ruines dépassera un million de mètres cube.

Dans l'accélération du temps de reconstruction, la mécanisation du travail représente une position importante. Jusqu'à nos jours, on a appliqué dans la construction polonaise des méthodes de travail artisanales qui étaient aussi coûteuses que peu pratiques. La mécanisation de notre construction se heurte contre une sérieuse difficulté, sous forme de manque de matériel technique de construction. Le matériel que nous recevons des surplus américains et anglais, ainsi que celui des fournitures de l'UNRA se trouve généralement dans un état déplorable et exige une révision complète. Nous avons reçu dernièrement du matériel de reconstruction commerciale avec de 1 million 1/2 de dollars, grâce à la convention commerciale avec l'URSS. Dans le cadre de cette convention, nous recevrons au cours de plusieurs années du matériel pour une valeur de 10 millions de dollars.

L'emploi le plus large de matériaux préfabriqués est une des conditions importantes de l'accélération de la reconstruction.

Jusqu'à maintenant, on a appliqué chez nous sur une petite échelle, les matériaux préfabriqués en bois, en plâtres, et en mâchefer. L'application des matériaux préfabriqués permet de continuer la reconstruction toute l'année, une partie des travaux étant effectuée dans les usines et, au dehors, de procéder sur les chantiers au montage des pièces préfabriquées.

L'accélération de la production d'éléments préfabriqués ne peut, en aucun cas, s'effectuer au prix de la qualité. Jusqu'à maintenant, il arrivait souvent que les nouveaux bâtiments terminés peu soigneusement, se détérioraient rapidement. Ce gaspillage est très nuisible dans les conditions de la vie actuelle et devrait être rapidement réprimé énergiquement". ("RZECZPOSPOLITA" - quotidien semi-officiel du régime, No 166).

N. du T. Les plaintes contre la mauvaise exécution des travaux de reconstruction se multiplient dans la presse du pays. La culpabilité en revient au régime qui force la vitesse d'exécution pour atteindre de gros résultats statistiques. On ne s'occupe pas de la qualité, on fournit en provenance des usines nationalisées de matériaux de mauvaise qualité et, en plaçant à la tête ces "hommes" du régime, on laisse de côté les spécialistes.

- - - - -

"Grâce aux travaux de longue date des ingénieurs-constructeurs polonais, et des investissements qui dépassent cette année 1 milliard de zloty, les établissements de Starachowice mettront bientôt au point le premier prototype de camions entièrement exécutés dans le pays. Ce seront des voitures de 3 tonnes et 1/2 avec un moteur 6 cylindres de 85 C.V. On prévoit que l'année prochaine, Starachowice pourra exécuter 1.500 voitures en fabriquant à la suite 10.000 voitures par an". ("RZECZPOSPOLITA" quotidien semi-officiel du régime, No 168).

- - - - -

"En avril, il y avait en Pologne 3.909.000 travailleurs inscrits aux Assurances-Maladies. Il faut y ajouter 200.000 employés de Chemin de Fer, et environ 320.000 cultivateurs travaillant dans les fermes de moins de 30 Hectares. Plus d'un quart du nombre total de travailleurs est employé sur des terres reconquises et trois quarts sur le territoire d'avant-guerre. Il est intéressant de signaler que 41% du nombre total des travailleurs agricole sont employés dans l'Agriculture des terres reconquises". ("RZECZPOSPOLITA" quotidien semi-officiel du régime, No 167).

- - - - -

"En 1947, la recette totale des produits monopolisés représentait 61 milliards 900 millions, soit 27,7% de toutes les recettes de l'Etat.

Le monopole de Pologne englobe la production des produits suivants: sel, cigarettes, tabac pour la pipe, allumettes, alcool et vodka". ("RZECZPOSPOLITA", - quotidien semi-officiel, No 169).

P O L O G N EEn face de dangers nouveaux.

Après des réunions de conseil qui ont duré quatre jours, le Comité Central du Parti Ouvrier Polonais /"P.P.R." - communiste) a décidé unanimement le 3.IX. d'écarter le Vice-Président du Conseil, Gomulka du poste de Secrétaire Général du parti, cette décision ayant été motivée par les inclinations de Gomulka vers le nationalisme et vers la droite. Tous les reproches formulés contre Gomulka et contre le groupe influent, auquel le Vice-Président offrait son appui à l'intérieur du parti, ont été précisés et développés et les aveux publics de l'ancien Secrétaire sur les fautes commises par lui, ont été notés dans cette résolution qui fut proclamée le 7.IX. au cours de la séance plénière du Comité Central du Parti Ouvrier Polonais.

Il est intéressant de remarquer à cette occasion que le Comité Central a, en même temps, soumis à la critique les activités déployées jusqu'à présent par les organes dirigeants du parti lui-même, ainsi que ses propres fautes qui s'étaient exprimées par la sous-estimation du rôle primordial du parti communiste russe, par la naissance insuffisante de l'expérience socialiste en URSS, ainsi que par le manque de l'esprit d'alerte révolutionnaire et un excès de libéralisme dans nombreux domaines.

La résolution fait appel à l'intensification de la lutte des classes et de la lutte contre les influences idéologiques étrangères. Ceci doit s'entendre comme l'annonce d'une épuration énergique au sein du parti et dans l'administration générale ainsi que d'une accélération de la soviétisation du pays. L'un des principaux reproches faits à Gomulka est, en effet, celui d'avoir essayé de remettre à plus tard la lutte contre le paysan fortuné et de s'être opposé à la collectivisation. L'un des communistes polonais les plus influents, Minc, Ministre de l'Economie, dans le discours sur les questions de programme, fait le 6.IX. au cours du Meeting du Parti Ouvrier Polonais (PPR) - annonce clairement l'engagement de la lutte contre le paysan riche ainsi que l'organisation forcée de coopératives dans les campagnes, ce qui n'est autre chose qu'une forme camouflée de collectivisation.

La chute de Gomulka équivaut à la défaite de la fraction nationale polonaise, se trouvant au sein du parti communiste polonais, représentée par Gomulka et ses amis politiques: Bienkowski, Kliszko, Kowalski et Sowinski. Le fait d'avoir écarté Gomulka et ses hommes de la direction du parti, exprime la victoire du groupe soviétique au sein du parti communiste polonais, représenté par Berman (adversaire le plus acharné de Gomulka), Zambrowski, Minc, Zawadzki et Bierut, c'est à dire par des hommes qui ont derrière eux de nombreuses années d'entraînement et de formation soviétique, et jouissant de la pleine confiance de Moscou. En Pologne, de même que dans les autres pays derrière le rideau de fer, on rencontre deux genres de

leaders communistes: les uns, ayant pris part à la lutte souterraine contre l'envahisseur allemand et qui, malgré leur fidélité aux doctrines communistes, sentent les liens qui les unissent à leur pays et à ses aspirations nationales; les autres, formés à Moscou pendant de longues années, sont des agents expérimentés dans de nombreuses missions effectuées pour le Komintern, et qui sont entrés dans leur pays en même temps que les troupes soviétiques. C'est à ce premier groupe qu'appartiennent Gomulka et ses amis politiques, tandis que Bierut, Berman, Mine et Zambrowski représentent le deuxième. Bierut, dans son nouveau rôle de Secrétaire Général du parti communiste polonais, sera le garant de la loyauté parfaite envers Moscou et envers le parti communiste russe, dont le rôle directeur a été publiquement reconnu dans la résolution du Comité Central du Parti Ouvrier Polonais.

La chute de Gomulka représente, d'une part, la clôture d'une période d'autonomie relative du parti communiste polonais qui ne sera plus, désormais, qu'un outil passif entre les mains des dirigeants moscovites et, d'autre part, l'entrée en matière du grand plan d'action devant se traduire par des épurations et le resserrement de la vis policière et ayant pour but l'accélération de la soviétisation définitive de la Pologne. C'est ainsi du moins que l'opinion polonaise, à l'intérieur même du pays, a ressenti et interprété les derniers événements. L'on est d'avis dans le pays, qu'après la Roumanie, la Bulgarie et la Hongrie, le tour de la Pologne est venu, et que la vitesse de la soviétisation sera intensifiée. La conscience de ces faits jointe à la perspective de nouvelles répressions et persécutions, a créé en Pologne - ainsi que nous l'apprennent les dernières informations parvenues de ce pays - une vague de dépression et de malaise nerveux frisant la panique.

L'élément complémentaire qui accentue encore cet état d'esprits est l'arrestation d'un grand nombre d'hommes de lettres catholiques, avec le rédacteur du "Tygodnik Warszawski", le prélat Kaczyński en tête, et la pose des scellés dans les locaux de la rédaction de deux principaux hebdomadaires catholiques, l'un à Varsovie et l'autre à Cracovie. Il est vrai que le prélat Kaczynski a été relâché après plusieurs jours, mais en ce qui concerne le sort des deux hebdomadaires et des hommes de lettres arrêtés, aucun renseignement précis n'est pas encore parvenu. Il est curieux de remarquer que la fermeture du "Tygodnik Powszechny" de Cracovie, organe de la rue métropolitaine a eu lieu le jour même où l'archevêque de Cracovie, le Cardinal Sapicha est rentré de son voyage de Rome; le cardinal est, en effet, connu pour son attitude conciliante adoptée envers le régime de Varsovie. Cette coïncidence, quant au choix du temps, peut facilement trouver une interprétation. Il est cependant difficile de préconiser si l'attaque contre la presse catholique en Pologne représente le premier acte d'une lutte ouverte menée contre l'Eglise, ou bien a-t-elle pour but d'intimider l'épiscopat polonais et l'incliner à la conciliation. Ce ne sont que les développements futurs qui permettront de s'orienter dans les vraies intentions du régime, et c'est alors que l'on verra si, parallèlement à l'action tendant à subordonner le paysan, le régime déchaînera la lutte ouverte contre l'Eglise, ou bien préférera-t-il de remettre à plus tard cette deuxième bataille. Jusqu'à présent, il existe encore en Pologne deux forces pour ainsi dire indépendantes du régime, ce sont: le paysan

et l'Eglise catholique. L'action de la subordination totale du paysan est déjà commencée.

L'avenir le plus proche nous montrera si l'heure de la bataille contre l'Eglise a également sonné.

Résolution de l'Assemblée Plénière du Comité Central du Parti Ouvrier Polonais relative à une déviation à droite de la direction du Parti.

L'Assemblée Plénière de juin a entièrement révélé l'existence d'une déviation idéologique à droite qui a touché un groupe de la direction du parti. Cette déviation a trouvé son expression dans l'exposé du camarade Wiclaw (N. du T.: "Wiclaw" pseudonyme de Gollulka dans le parti et la conspiration), qui dénotait une appréciation fautive, anti-léninienne relative au passé du mouvement ouvrier polonais. A l'encontre de la lutte antérieure du Parti Ouvrier Polonais avec l'opportunisme, le chauvinisme et la sociale-démocratie du Parti Socialiste Polonais, l'exposé du camarade Wiclaw, prononcé sans l'accord préalable du Bureau Politique, constitue une capitulation idéologique effective, vis-à-vis des traditions nationalistes du Parti Socialiste Polonais.

Tenant ferme à son faux point de vue, malgré l'attitude unanime de tous les autres membres du Bureau Politique, le camarade Wiclaw, le camarade Kliszko, Bienkowski et d'autres solidaires avec lui - sous la pression exercée pendant l'Assemblée Plénière du Comité Central - ont fini par admettre formellement une appréciation critique de l'exposé du camarade Wiclaw, aucun d'eux n'a cependant procédé à ce moment à une critique personnelle sincère et logique, en se bornant à prononcer des formules insuffisantes et embrouillées. Malgré des essais pour faire passer l'exposé du camarade Wiclaw, fait à l'Assemblée Plénière, du K.C. (N. du T.: "K.C." - Comité Central) en juin, comme ayant le caractère d'un penchant accidentel à l'évolution ultérieure des événements a cependant prouvé que ce n'était ni un fait isolé, ni détaché. Dans la période de croissance de la crise Yougoslave, c'est à dire au mois d'avril et mai de l'année en cours, le camarade Wiclaw a manifesté une attitude conciliante vis-à-vis du K.P.J. (N. du T.: "K.P.J." - parti Communiste Yougoslave).

Après la publication de la résolution du Bureau d'Information, le camarade Wiclaw n'a pas fait mystère de son attitude négative vis-à-vis de cette partie de la résolution qui discutait le programme de la question relative à la reconstruction socialiste agraire, et à la lutte contre l'exploitation par les éléments capitalistes ruraux des masses paysannes laborieuses.

Malgré la déclaration du 12 août de l'année en cours, faite par le camarade Wiclaw aux représentants du Bureau Politique qui disait que les divergences d'idées qui existent entre lui et le reste des membres du Bureau Politique étaient d'un caractère uniquement tactique, il y a lieu de constater que les dites divergences sont du domaine du principe et de l'idéologie, et résultent de quatre points principaux: de l'incompréhension du fond réel, idéologique des relations entre les pays de la démocratie populaire et l'URSS

et du rôle principal du W.K.P. (b) (Parti Communiste Russe) sur le front international de la lutte contre l'impérialisme, d'épaisses couches nationalistes, d'une conception sociale-démocrate toujours renaissante, et enfin de la tendance à un éloignement de la lutte avec les éléments capitalistes qui cherchent à se renaître en exploitant les paysans pauvres, petits propriétaires ruraux - ce qui en fait aurait amené à un accord avec ces premiers.

Cette attitude est incontestablement une dérogation aux principes des doctrines de Marx et de Lénine, elle est contraire aux principes révolutionnaires du Parti Ouvrier Polonais, elle est l'expression du fardeau de l'idéologie étrangère des petits-bourgeois.

Le camarade Wieslaw, qui après l'Assemblée Plénière de juin avait également exprimé, qu'il était prêt à se soumettre à la résolution du Bureau d'Information, et se conformer à l'attitude du Bureau Politique n'a pas procédé à la révision fondamentale de son point de vue essentiellement faux.

Le Parti Ouvrier Polonais est né et a grandi dans le feu de la lutte avec l'agression fasciste, avec les éléments d'une réaction innée, contre le nationalisme et le chauvinisme, et contre l'impérialisme international.

Le Parti Ouvrier Polonais a grandi et s'est raffermi dans la lutte pour l'indépendance nationale, qui était indissolublement liée à la libération sociale des masses ouvrières par la victoire des forces révolutionnaires de la nation, par la victoire de la classe ouvrière polonaise, par la victoire de la solidarité internationale, par les forces du socialisme et du progrès personnifiés par l'Union Soviétique et l'Armée Rouge libératrice, ainsi que par les luttes du parti communiste dans tous les pays.

Ce serait cependant une erreur que de supposer que pendant toute cette période le Parti Ouvrier Polonais était exempt de pénétration étrangère, nationaliste et opportuniste, en particulier à l'époque de la lutte aigue des classes.

Le parti a remporté des victoires sur son chemin, précisément dans cette lutte avec ces fausses idées, en dominant ces idées erronées conformément à ses traditions révolutionnaires.

Dans la période de novembre 1943 au mois d'août 1944, la lutte avec l'hitlérisme est entrée dans une phase décisive.

Après cette période difficile certains flottements se sont manifestés dans un groupe à la direction du Parti Ouvrier Polonais après quoi des tendances erronées se sont glissées, qui en fait visaient à défigurer la conception du K.R.N. (N. du T.: "K.R.N." - Conseil pro-communiste National du Pays), à la fusion avec le C.K.L. (N. du T.: "C.K.L." Comité Central du Peuple) et par conséquent à la retraite du rôle dirigeant de la classe ouvrière pour le pouvoir dans l'état.

Ces fausses tendances à la capitulation ont été d'abord lancées par le camarade Bienkowski, et ultérieurement dans le groupe dirigeant du Parti par les camarades Kowalski et Loge-Sowinski, après quoi elles ont été appuyées dans leur phase finale par le secrétaire général, le camarade Wieslaw.

L'évolution des événements historiques, l'activité de P.K.W.N. (Comité pro-communiste polonais de la Libération Nationale, crée à Moscou) et du Gouvernement Provisoire ont entièrement confirmé la justesse des conceptions du K.R.N. (N. du T.: "K.R.N." Conseil Pro-communiste National du Pays) et ont confirmé la faillite de toutes ces tendances à la capitulation dans le Parti. Ces tendances étaient l'expression d'un manque de foi dans la force de la classe ouvrière, une soumission à la pression folle exercée par la réaction et les petits-bourgeois, au lieu de commander aux masses ouvrières.

C'est pendant cette période marquée par une forte recrudescence numérique d'adhésions au Parti et par un développement de maturité politique, qu'échoit la réalisation des tâches fondamentales de la démocratie populaire dans le ressort des réformes sociales-économiques, voire la réforme agraire et la nationalisation de l'industrie, la reconstruction de la structure de l'état, ainsi que la défaite des forces terroristes souterraines, et de la réaction de Mikolajczyk.

Dans ce domaine le camarade Wieslaw, en travaillant solidairement avec l'ensemble du groupe dirigeant du Parti a incontestablement rendu de grands services.

La période suivante dont le début est lié dans la politique intérieure à la défaite du parti réactionnaire, à la fuite de Mikolajczyk, dans la politique internationale à la formation du Bureau International comme expression de la coordination nécessaire de toutes les forces révolutionnaires visant à l'organisation d'une contre-offensive pour la lutte avec l'impérialisme américain - est caractérisée par une activité renouvelée de penchant vers la droite dans le Parti, et particulièrement par l'accroissement de tendances vers la droite dans l'attitude du camarade Wieslaw. Cette attitude se manifeste, entre autres, par les faits suivants:

- a/ attitude hostile du camarade Wieslaw, relative à la création du Bureau d'Information,
- b/ aiguillage vers l'automatisme du développement de la démocratie populaire, sans que la lutte des classes soit aigue - spécialement à la campagne - ce qui favorisait effectivement le renforcement des éléments capitalistes (entre autres la possibilité de rendre accessibles les centres des machines aux riches ruraux, dans les mêmes conditions qu'aux pauvres),
- c/ renforcement des tendances visant à la réalisation d'une union organique "avec l'ensemble du Parti Socialiste Polonais" sans éliminer la droite, tendance à entrer dans des compromis idéologiques dans l'union avec le Parti Socialiste Polonais, le fait de fermer les yeux sur le danger des déviations nationalistes et opportunistes dans le futur parti uni, le patronnage de la politique culturelle eclectique et opportuniste cultivée par le camarade Bienkowski.
- d/ attitude impropre et contraire du camarade Wieslaw, adoptée vis-à-vis des principes léniniens de la construction du parti, attitude adoptée par le camarade Wieslaw contre l'esprit de corps du

groupe dirigeant du parti, attitude de susceptibilité non conforme aux principes du parti, et absence totale d'autocriticisme.

Une récidive aigue de déviation à droite a eu lieu justement pendant la période d'aggravation de la lutte des classes, et au moment de son entrée dans une phase nouvelle.

C'est justement dans les circonstances d'aggravation de la lutte des classes sur un terrain plus étendu, que sous la pression des éléments petits-bourgeois, une récidive de déviation à droite a eu lieu dans le parti.

Les événements yougoslaves ont également servi d'aiguillon à l'exposé de juin du camarade Wieslaw. Si on établit une liaison entre les événements des trois derniers mois (l'attitude adoptée vis-à-vis de la question yougoslave, l'exposé à l'Assemblée Plénière de juin, l'attitude non conforme aux principes du parti au moment des critiques du Bureau Politique, les énonciations du camarade Wieslaw lors des conversations tenues contre la résolution du Bureau d'Information) - avec les faits prouvant une déviation nationaliste et à droite dans les périodes précédentes, il est incontestable que ce ne sont pas des phénomènes isolés et accidentels. Malgré des contradictions intérieures et des oscillations ils forment un système d'idées à droite et nationalistes, qui pendant une durée de 5 ans environ se manifestent coup sur coup dans la vie du parti, comme une déviation qui touche les principes d'organisation de Marx et de Lénine, et les meilleures traditions du mouvement polonais révolutionnaire-ouvrier.

L'incompréhension de la véritable idéologie de base des relations entre les pays de démocratie populaire et l'URSS qui transparaît dans la ligne de conduite du camarade Wieslaw, a fait un tort sérieux aux intérêts de la Pologne, en affaiblissant sa situation politique.

Ce qui rendra au Parti son ensemble compact et augmentera sa force et son expansion politique, c'est non seulement le fait de vaincre les déviations à droite, mais l'application d'une critique personnelle dure et logique à tous échelons du Parti, sans en excepter le groupe dirigeant.

Dans le travail du groupe dirigeant, à tous les échelons, en commençant par les S.P. des manquements et des insuffisances se sont manifestés: ils doivent être réduits et liquidés dans le plus bref délai par voie d'une critique personnelle logique, et notamment dans le domaine:

- a/ de l'appréciation insuffisante des forces révolutionnaires en Pologne, et dans le monde entier, de la sur-estimation des forces de la réaction, dans l'adaptation à la mentalité et aux préjugés des petits-bourgeois, au lieu de les transformer activement et de les combattre.
- b/ de l'attitude qui tolère d'une manière inadmissible les déviations particulières et nationalistes, et ceci en particulier en ce qui concerne l'exposé du camarade Wieslaw, d'une vigilance insuffisante quant aux essais tendant à atténuer la lutte des classes, en particulier à la campagne, de l'incompréhension du rôle primordial

de W.K.P.(b) sur le front international de la lutte contre l'Impérialisme.

- c/ de la lucidité insuffisante en ce qui concerne la vitesse du développement de la démocratie populaire vers le socialisme.
- d/ de l'activité insuffisante et incomplète à faire connaître au Parti les expériences sur la structure socialiste en l'URSS, l'histoire du W.K.P. (b) et son rôle primordial dans le monde, et toute la richesse des idées de Marx et de Lénine.
- e/ de l'attitude souvent insouciance et libérale en ce qui concerne des formules inexactes et même vicieuses, de l'attitude tolérante et abstraite vis-à-vis du travail idéologique, sans liaison avec la lutte pour les transformations sociales en Pologne.
- f/ de la trop longue condescendance relative à la confusion indéologique qui regne parmi les intellectuels du Parti, et de la non élaboration des méthodes propres du travail parmi les intellectuels, de la négligence à considérer les questions littéraires, artistiques et scientifiques à l'angle du Marxisme.
- g/ de tolérer le mauvais style des travaux de la direction, et l'insuffisance de l'esprit de corps, de sous-estimer le rôle de l'Assemblée plénière, de ne pas prendre en considération le rôle primordial du Parti, et de tous ses échelons dans le domaine de la réalisation des transformations politiques, économiques et culturelles.
- h/ de la vigilance insuffisante dans le domaine du recrutement, ce qui a rendu possible une infiltration au Parti des éléments ambitieux de carrière, et étrangers de classe.
- i/ de la direction et de la protection insuffisante du Parti pour les membres qui travaillent à l'ensemble de la structure de l'état.

Tous les échelons de la direction du parti, de haut en bas, doivent dans l'avenir le plus proche, et par voie d'analyse serrée, de critique personnelle sévère vaincre leurs insuffisances et inexactitudes, et doivent en particulier:

- comprendre dans toute son étendue le sens de la lutte des classes qui s'aggrave en Pologne, de ses formes réelles dans chaque secteur, la liaison indissoluble de la lutte de W.K.P.(b) et autres partis communistes,

- Comprendre dans toute son étendue la perspective de changements économiques futurs, sociaux et culturels qui tendent à la réalisation du socialisme en Pologne, et la nécessité d'une lutte acharnée avec toutes les forces qui s'opposent à ces transformations.

- Comprendre dans toute son étendue et mettre en pratique la nécessité d'élever le niveau de l'éducation dans les doctrines de Marx et de Lénine dans l'ensemble actif du Parti par un travail systématique et assidu, la nécessité de combattre les influences idéologiques étrangères et ennemies, renforcer la lutte avec les préjugés nationalistes et ce qui reste d'opportunisme dans le Parti, procéder constamment à l'épuration du Parti des éléments étrangers et influencer dans ce sens le Parti Socialiste Polonais.

- Comprendre dans toute son étendue la signification de l'unité du Parti, affermir la conscience et la discipline dans le Parti, la nécessité de briser toute manifestation de groupes et fractions à part, ainsi que le travail de désagrégation dans le Parti.

- Comprendre dans toute son étendue et mettre en pratique les principes de démocratie dans l'intérieur du Parti même, comprendre le sens de l'esprit de corps dans le travail de toutes les institutions du Parti, inculquer les principes de critique personnelle en qualité d'armes puissante dans le développement du Parti, rendre le Parti invulnérable aux influences idéologiques étrangères, combattre la bureaucratie dans la structure du Parti, établir une liaison encore plus étroite des associations du Parti avec les classes ouvrières, avec les paysans pauvres, petits cultivateurs pauvres, et les intellectuels qui travaillent.

La victoire remportée sur les insuffisances et les inexactitudes dans le Parti, dévoilée à l'aide des critiques personnelles augmentera de beaucoup l'activité du Parti, approfondira sa conscience politique et l'armera mieux pour la lutte à la victoire du socialisme en Pologne.

La résolution ci-dessus a été acceptée à l'unanimité par l'Assemblée Plénière du Comité Central - après l'exposé du camarade Wieslaw - qui exprimait son accord absolu sur la teneur de cette résolution, et après qu'il ait procédé à une critique personnelle quand au fond, tendant à la révision de son point de vue fondamentalement erronné jusqu'à ce jour. ("DZIENNIK POLSKI" - 7.IX.48).

P O L O G N E.Nouvelle crise, nouvelle épuration.

L'élimination du vice-président Gomulka du poste de secrétaire général du parti communiste - camouflé sous une dénomination neutre du Parti Ouvrier Polonais "PPR" - ceci pour des raisons de déviations nationalistes et à droite, et après l'aveu public par le désavoué des erreurs qu'il avait commises, a eu pour résultante non seulement un mot d'ordre pour une grande épuration dans le sein de parti, agissant aux ordres de Moscou, et gouvernant en fait la Pologne, mais était un point de départ pour d'autres événements non moins dramatiques. On a serré la vis à la soviétisation, on a accéléré l'allure dans la reconstruction de l'organisation du régime de la Pologne, pour le rendre similaire au régime russe. La lutte avec le paysan riche, le fait d'avoir imposé la collectivisation à la campagne, sous le couvert de coopératives de la production, est passée du domaine des dissertations théoriques, dans la phase d'une réalisation concrète. Ceci a provoqué - conjointement avec l'épuration commencée à tous les échelons du Parti Ouvrier Polonais, et dans la structure de l'Etat, et du redoublement du flot des arrestations - une ambiance de panique dans la population polonaise, accompagnée de la crainte de nouvelles persécutions. Les manifestations de l'opposition à la campagne redoublaient de vigueur, et prenaient la forme d'attaques à main armée dirigées contre des partisans actifs du Parti Ouvrier Polonais, voire la forme de restrictions dans les livraisons du ravitaillement pour les villes. Ceci a provoqué à son tour des repression policières et économiques, appliquées par le régime, et a intensifié l'atmosphère d'énervement général, alimenté en outre par des alarmes de guerre.

Dans cette ambiance la crise dans le Parti Socialiste Polonais - qui s'est manifestée lors des délibérations houleuses pendant quatre jours du Conseil Suprême, notamment du 18 au 22 septembre qui a eu pour résultat l'élimination de Szwalbe, du poste du Président du Conseil, - de Rusinek, du poste du Président du Comité Centrale Exécutif, - de l'exclusion de Osobka-Morawski, ancien président du conseil, du Comité Central Exécutif, et de Piastkowski, voyévode de la Basse-Silésie, et ensuite l'annonce de la reprise d'une épuration énergique dans le sein du Parti Socialiste Polonais, - a fait dans le pays l'effet d'un éclat de bombe. Toutefois l'entreprise d'une lutte contre la fraction du Parti Socialiste Polonais à tendances nationalistes et à droite, était une conséquence simple et tout à fait naturelle du procédé analogue appliqué dans le sein du Parti Ouvrier Polonais. Puisqu'il est devenu évident que le Parti Ouvrier Polonais, d'intercesseur des intérêts moscovites et se portant garant de la loyauté de la "Pologne Populaire" vis-à-vis des Soviets, n'était pas à la hauteur, et devait passer par une épuration (ce qui a retardé la fusion de deux partis ouvriers), à plus forte raison le même procédé était indispensable vis-à-vis du Parti Socialiste.

A vrai dire, en dehors de la dénomination illégalement usurpée, le dit parti a fort peu d'affinités avec le vrai Parti Socialiste Polonais, qui pouvait se faire valoir par des traditions de luttes généreuses de plus d'un demi siècle pour les idées d'indépendance et d'organisation sociale juste. Les postes dirigeants dans la structure du Parti Socialiste Polonais étaient occupés soit par des hommes envoyés par le parti communiste chez les socialistes, soit par des opportunistes, qui au pris de carrière étaient prêts à soumettre son parti aux dictées communistes. Toutefois dans la grande masse de membres du Parti Socialiste Polonais, et au bas de l'échelle de la structure du parti, l'élément patriotique était représenté par un grand nombre de socialistes authentiques, d'ancien régime. La pression de cette masse ennemie au communisme, ennemie aux velléités soviétiques impérialistes en Pologne et sa résistance contre une soumission aveugle au Parti Ouvrier Polonais, avaient retardé le processus de la fusion de ces deux partis ouvriers, et forçaient les sommets de l'échelle du Parti Socialiste Polonais à des acrobaties de tactique. Avec le temps, et en particulier depuis la prise par le président Cyrankiewicz du poste de secrétaire général du parti, en qualité de successeur de Osobka-Morawski, le Parti Socialiste Polonais tenait de moins compte de la volonté de la masse de ses membres, et devenait un instrument de plus en plus obéissant du Parti Ouvrier Polonais. Après la décision du Kominform qui condamnait Tito, Cyrankiewicz avait organisé une campagne contre les éléments nationalistes et à droite, dans l'intérieur du Parti Socialiste Polonais. Depuis la fin du mois d'août, donc à l'époque où la condamnation de Gomulka était prête à murir, ladite campagne a revêtu une forme très drastique et violente. Cependant, ce qui était visible, les autorités qui décident à Moscou ont considéré le zèle de Cyrankiewicz comme insuffisant.

En voulant sauver sa position il avait convoqué, et sans qu'on s'en attende le Conseil National, et lors de sa session il avait très violemment attaqué Rusinek, Szwalbe, Osobka-Morawski et Piastkowski; il a éliminé ces deux premiers des postes dirigeants dans le parti, et les deux autres du Comité Central Exécutif. Cela ne s'est pas fait facilement. Drobner, chef de gauche, et ses 11 camarades ont quitté à titre de protest le Conseil National. Les postes restés vides par la suite des éliminations, et de la secession, furent occupés par des hommes inconnus parmi les masses du parti, mais par contre obéissants, sans réserve. Etant donné que dans le sein du Parti Socialiste Polonais il s'est trouvé plus d'éléments en opposition avec le régime, ou au moins le critiquant, que dans celui du Parti Ouvrier Polonais, le procédé d'épuration dans ce premier était fait à plus grande échelle et en appliquant de mesures plus sévères. Après l'épuration dans ces deux parti, la fusion annoncée depuis longtemps aura lieu; en réalité ce sera la subordination définitive des socialistes aux communistes, et cette fois-ci dans le ressort de l'organisation, un pas de géant dans le système du parti unique sera donc fait. Lors du grand exposé, visant les problèmes du programme de l'avenir, et

précédant à la critique personnelle selon le mode soviétique qui consiste à énumérer les erreurs commises par les membres dirigeants du parti dans différents secteurs de son activité, dans le ressort de l'économie, de l'éducation de la jeunesse, et de l'idéologie, Cyrankiewicz a rendu hommage à la Russie "à laquelle nous devons l'indépendance et la sécurité", il avait reconnu les directives du parti communiste russe, il avait promis de prendre les Soviets pour modèle de l'organisation de la Pologne et de chercher appui dans leurs expériences. Par son attitude d'accusateur prise vis-à-vis de ses collaborateurs jusqu'à ce jour, Cyrankiewicz essaye de sauver sa position de président, et obtenir le poste d'un de deux secrétaires dans le parti formé par l'unification de deux partis ouvriers. Le sort de Szwalbe, Rusinek, Osobka-Morawski - tous des hommes qui en son temps ont rendu de grands services aux communistes, lors de la destruction du vrai Parti Socialiste Polonais et lors de la soumission aux communistes du faux Parti Socialiste Polonais, peut également servir de leçon à Cyrankiewicz. C'est le prélude de ce qui atteint plus tôt ou plus tard le présent dictateur du Parti Socialiste Polonais. Le sort de Szwalbe, Rusinek, Osobka-Morawski met encore une fois en relief à l'usage de ceux qui veulent savoir que le communisme ne veut aucune collaboration, serait-elle la plus docile, mais demande une capitulation totale et absolue. Plus tôt ou plus tard il relogera ses partenaires politiques dans les rangs de ses vassaux, et de pions passifs.

- - - - -

Le scoutisme polonais

L'agence de presse Reuter mande de Varsovie que l'Union de Scoutisme de Pologne qui compte 300.000 membres, se prononçait officiellement pour la politique du régime et pour une amitié étroite avec la Russie Soviétique, il réprouvait et stigmatisait le mouvement scout de l'Occident en tant que réactionnaire.

Ce changement des opinions dans le scoutisme s'est accompli ces temps derniers. Il y a encore quelques mois, le scoutisme polonais s'est basé sur l'unification et sur son adhésion à l'Union du Combat des Jeunes et pour cette raison, fut violemment attaqué par la presse communiste. Actuellement, les communistes grâce à leurs méthodes particulières réussirent à persuader les autorités du scoutisme polonais que le seul salut reste dans une pleine collaboration sans réserve avec les communistes. L'Union de Scoutisme Polonais doit être actuellement une préparation pour l'Union de la Jeunesse Polonaise .

- - - - -

La Pologne illustrée par la presse du régime imposé
au pays.

Lors de la dernière séance plénière du K.C.P.P.R. (N.d.T.: "KC PPR" - Comité Central du Parti Ouvrier Polonais) le Ministre Minc a fait un exposé sur les problèmes courants du Parti, dans le domaine de la politique économique et sociale à la campagne. L'orateur a constaté que depuis la réforme agraire, aucune des décisions du Parti Ouvrier Polonais n'avait suscité autant d'intérêt et d'activité à la campagne que les décisions du plan de juillet du Comité Central du Parti Ouvrier Polonais. Pour la première fois le problème de la lutte des classes à la campagne, et celui du développement de l'agriculture a été formellement posé, et qui mettait dans l'obligation de prendre nettement position.

En faisant de la polémique d'une opinion souvent énoncée qu'à "la campagne il n'y a ni capitalistes, ni profiteurs, ni riches, mais qu'il y a des travailleurs et des fainéants", Minc souligne que cette affirmation a pour but de retarder la possibilité d'éveiller le sentiment du caractère distinctif des intérêts de classe du paysan pauvre et du cultivateur moyen, et de rendre impossible la victoire de la lutte avec l'exploitation dudit paysan.

Après les décisions de la séance plénière de juillet, une telle proclamation de la part d'un ennemi des classes, sur la solidarité des classes à la campagne, a rencontré une ferme résistance de la part des paysans pauvres et des cultivateurs moyens. On a cité des faits innombrables d'exploitation des journaliers pratiquée par les riches de la campagne, d'immenses tributs exigés pour la location des machines et des chevaux, des cas d'usure concernant l'argent et les semences, des spéculations sur la baisse des prix de blé etc.

Minc spécifie qu'il est entendu par paysan pauvre - le cultivateur qui ne peut vivre de sa propre culture, et qui est obligé de s'endetter et de travailler pour les autres, pour ne pas mourir de faim. Cette classe est évidemment la plus proche de la classe ouvrière, et constitue pour elle un appui direct à la campagne.

Le cultivateur moyen, c'est le paysan qui - en principe - est capable de faire de la culture, et qui en principe n'exploite pas les autres, mais qui est constamment et toujours menacé. D'après les principes de la démocratie populaire, le gouvernement prend la défense du cultivateur moyen, et relève sa situation matérielle, mais ne peut arrêter le processus de sa déchéance, tant que sévira à la campagne l'exploitation capitaliste. Par conséquent le cultivateur moyen est intéressé à la liquidation de l'exploitation des capitalistes à la campagne.

Le capitaliste à la campagne est celui qui vit du travail et de l'effort du paysan pauvre, et du cultivateur moyen.

Minc parle en suite de liquider, en tant que classes les capitalistes ruraux, et il indique que cette liquidation peut avoir lieu, par ce qu'on appelle la coopératisation de la campagne, c'est à dire par la prise massive des campagnes par les coopératives économiques, ce qui est seulement possible dans la résultante par un

processus de longue haleine. C'est pourquoi s'appliquer directement, dès aujourd'hui, ou dans les années les plus proches à venir à la tâche de la liquidation des éléments capitalistes à la campagne, serait faire oeuvre d'aventurier.

La lutte avec des capitalistes ruraux, proclamée par le Parti Ouvrier Polonais a pour but de réduire les éléments capitalistes à la campagne, et de limiter leur exploitation vis-à-vis du reste des paysans.

Après avoir discuté le problème des centres des machines, et leur renforcement par 800 tracteurs supplémentaires en 1949, et par un grand nombre de machines agricoles, Minc est passé à la discussion des formes de coopératives à la campagne, en affirmant qu'en premier lieu l'appareil administratif doit être épuré.

"On ne peut aboutir à la réalisation de la politique à la campagne sans avoir purifié à fond l'appareil administratif. Le profiteur rural peut être client à la campagne, mais il ne doit pas faire partie de ses dirigeants. Une grande campagne d'épuration de l'appareil administratif rural sera entreprise par le Parti dans le plus proche avenir. Cette campagne - affirme le Ministre Minc - doit être une grande bataille politique",

En parlant de l'organisation des coopératives de la production, l'orateur affirme entre autres:

"Notre Parti est d'avis qu'il n'y aurait rien de plus nuisible qu'une précipitation inconsidérée dans l'organisation des coopératives de la production, - que la course à leur quantité. Il n'est pas question de la quantité mais de la qualité.

"Les capitalistes ruraux veulent effrayer les campagnes, en affirmant que le Parti tend à incorporer dans des coopératives de la production, toutes les exploitations agricoles, et ce immédiatement".

L'orateur déclare avec insistance, que l'adhésion aux coopératives de la production sera bénévole, et que les membres des coopératives ne perdront pas leur droit de propriété à la terre.

Une des formes des coopératives de la production est ce qu'on appelle la coopération dans la culture, dans laquelle la coopération consiste dans la culture en commun de la terre, des semailles et des récoltes, par contre le droit de propriété et l'utilisation du cheptel reste individuel. En dehors de la coopérative il reste une certaine quantité de terrain, prévue par les statuts et la liberté de la quantité du cheptel.

Une autre est l'unification de la production.

Le troisième type se présente sous forme des associations de la production, dont le revenu est partagé proportionnellement au travail fourni. Le Parti considère que la désignation prématurée d'un de ces types, comme le seul équitable, serait inutile. Le Parti va prêter son appui aux coopératives de la production de tous les types mentionnés. Ne peuvent compter sur l'appui, ni les Sociétés capitalistes camouflées sous l'enseigne de coopératives de production, ni les coopératives qui pousseraient trop loin les idées de coopération, sans laisser à leurs membres en toute propriété, une maison, un jar-

din, un cheval etc. Le développement des coopératives de la production se fera lentement et progressivement dans les plus proches années à venir.

L'Etat, en dehors des cultures individuelles est obligé de s'appuyer dans l'agriculture sur une base socialiste, solide. Les biens de l'Etat, et autres propriétés à structure sociale doivent devenir la dite base. Les biens de l'Etat doivent servir de base socialiste dans l'état populaire et approvisionner la population non-rurale, en accroissance. Elles doivent aider les cultures paysannes en leur fournissant des graines sélectionnées, et des animaux reproducteurs. Les biens de l'Etat doivent servir aux cultivateurs individuels comme modèle de grande économie contemporaine, socialiste, mécanisée, et constituer un stimulant à l'adhésion des paysans pauvres et cultivateurs moyens, à l'économie par coopératives. Tant que dans les biens de l'Etat l'exploitation sera mauvaise, elle rebutera le paysan de l'économie par coopératives. Une bonne économie dans les biens de l'Etat, décidera du choix du paysan. Il est évident qu'il faut s'appuyer sur les expériences de l'URSS - en les adaptant aux conditions polonaises. ("GŁOS LUDU", Varsovie quotidien du Parti Communiste No 248).

- - - - -

"Dans la région de la capitale il est prévu la construction d'une usine moderne de fabrication d'automobiles, établie sur une licence de Fiat. Des conventions correspondantes ont déjà été conclues avec des Italiens. De même que l'élaboration des plans de construction pour la totalité de bâtiments.

La fin des constructions est prévue pour l'année 1951. Le plan de la production prévu pour une équipe construira dans le courant de l'année 10 mille voitures automobiles, à 1350 ou 1100 litres. L'introduction du travail à deux équipes, permettra d'élever la production à 20 mille voitures automobiles par an". (KURIER CODZIENNY, No 236).

- - - - -

"Le 2 Août fut ouverte à Płaz dans la Masourie une Usine de contre-plaqué et de plaques de menuiserie, la plus grande en Pologne.

Le matériel réparé pour une somme de 35 millions de Zł. représente aujourd'hui une valeur de 1/4 de milliard de Zł.

L'usine occupe actuellement 700 hommes et, quant à la valeur de la production elle détient la première place dans la Direction de l'Industrie du Bois. Sa production journalière est de 20 mètres cubes de contreplaqué et de 15 mètres cube de plaques de menuiserie. Etant donné la très grande demande, aussi bien dans le pays, qu'à l'Etranger, des produits fabriqués par cette usine, trois mois et demi de sa production couvriront les frais d'investissements" ("RZECZPOSPOLITA", Varsovie, quotidien semi officiel du régime, No 239).

- - - - -

P O L O G N E .L'Agriculture polonaise en voie de collectivisation.

La réforme agraire dans la Pologne indépendante, était comme presque dans tous les pays de l'Europe Centrale et Orientale un des problèmes en même temps économique et social des plus difficiles et des plus cuisants. Votée par le Parlement à l'aube de l'indépendance, la loi sur la réforme agraire prévoyait l'achat progressif et le lotissement de plus grandes exploitations agricoles entre les paysans. La superficie maxima qui pouvait rester entre les mains de leurs anciens propriétaires était fixée à 180 hectares. En résultat de l'application de la réforme agraire, 3 millions d'hectares environ sont passés aux mains des paysans, soit par lotissement bénévole ou forcé. Le chiffre des agrands biens fonciers diminuait d'une année à l'autre. La réforme agraire accélérerait seulement le processus normal du passage de la terre aux mains des paysans, ce qui existait en Pologne depuis la deuxième moitié du XIX siècle.

En résultat de ce processus, à la veille de la deuxième guerre mondiale la superficie des grandes exploitations agricoles et des exploitations de plus de 50 hectares de terrains cultivés s'est réduite à 13% de la superficie totale cultivée. Tandis que dans les pays de l'Europe occidentale on s'imaginait la Pologne comme un pays de grands domaines, en réalité la superficie des terrains cultivés qui se trouvait entre les mains des plus grands propriétaires, c'est à dire de ceux qui possédaient plus de 50 hectares, présentait un pourcentage inférieur en comparaison à la Tchécoslovaquie, pays généralement considéré par l'Occident comme l'état-type paysan, où la superficie de terre cultivée détenue par les grands propriétaires chiffrait à 15% de la superficie totale utilisée en culture. En résultat, malgré les lotissements forcés la réserve de la terre pour la repartition était très peu importante, et l'économie agricole empirait progressivement; le nombre de petites cultures dégénérées, d'une superficie au dessous de 5 et même de 2 hectares augmentait au fur et à mesure.

Il est évident qu'on n'arriverait pas à l'assainissement de cette situation par le fait du lotissement seul, mais que l'unique solution consisterait à diriger le surplus de la population trop dense à la campagne, vers l'industrie et dans les villes, tout en dressant une barrière sous forme de loi, contre le morcellement progressif des petites cultures paysannes, lors des partages de famille des successions. La densité de la population agricole en Pologne était absolument exceptionnelle, comparée à d'autres en Europe. Tandis qu'en France pour 100 hectares de terre cultivée il y a 37 personnes qui vivent de l'agriculture, en Allemagne - 39 personnes, dans la plupart des régions en Pologne - 120 personnes sont obligées de vivre de 100 hectares. Ce qui s'opposait à ce que le surpeuplement en question soit dispersé et que le surplus de la population rurale soit dirigée vers d'autres professions, résultait d'une part d'un pléthore de la population juive prolétarienne dans sa masse,

qui remplissait les villes, d'autre part la pauvreté et le manque de capitaux pour l'extension intensive et active de l'industrie. Le Gouvernement Polonais d'Emigration avait préparé pendant la guerre le projet d'une nouvelle réforme agraire en Pologne, qui devait satisfaire les aspirations du paysan polonais, tout en assainissant simultanément l'économie rurale de la Pologne. Ledit projet prévoyait une expropriation contre indemnité de tous les biens fonciers au dessus de 50 hectares, à l'exception des exploitations agricoles modèles ou industrialisées à une grande échelle, des compléments apportés aux cultures dégénérées, ainsi qu'une interdiction du partage de toutes petites cultures en parcelles insignifiantes. D'après le plan élaboré, le surplus de la population rurale, devait être absorbé par les grandes villes, sérieusement dépeuplées à la suite de l'extermination des juifs par les occupants, par les territoires où le déplacement des Allemands était projeté, et par des centres industriels annexés du Reich Allemand. Le plan du gouvernement d'émigration tenait compte de toutes les expériences antérieures relatives à la réalisation de la réforme agraire, et il tendait à créer un tel type de petite culture agricole, qui pouvait assurer au propriétaire et à sa famille une existence aisée, tout en lui donnant en même temps des moyens à adapter sa culture rurale au progrès de la technique agricole. Le plan était positif, juste au point de vue social et effectif.

Privée de tous ces éléments, fut la réforme agraire promulguée le 6 septembre 1944, par "Le Comité Polonais de Libération Nationale" imposé par Moscou à la Pologne, et que par l'accord de l'Angleterre et des Etats-Unis s'est transformé un an plus tard en gouvernement polonais. Cette réforme a procédé à l'expropriation sans indemnité de toutes les exploitations agricoles au dessus de 50 hectares, en interdisant à leurs anciens propriétaires d'habiter dans le district où se trouvait leur bien. Au lieu d'utiliser les propriétés mises en lotissement aux fins de compléter les petites cultures dégénérées déjà existantes, on avait créé beaucoup de parcelles déficientes. La repartition des terrains expropriés, exécutée sans programme, chaotique et accélérée, avait détruit les exploitations agricoles plus importantes effectives dans leur rendement et donnait aux nouveaux colons des terrains sans bâtiments, sans outillage suffisant, sans cheptel, et de ce fait les condamnait à végéter. Bien que le décret sur la réforme était glorifié par la propagande comme un grand bienfait au profit du paysan, comme la réalisation de ses rêves, en réalité le bien du paysan et sa volonté le désiraient de cultiver son lopin de terre individuellement, était indifférent au régime, et même contraire à ses intentions à longue portée. Au fond il n'était pas du tout question d'un assainissement de l'économie rurale, mais par ce geste visant à l'effet on s'efforçait de gagner pour le régime le paysan polonais avide de l'agrandissement de sa culture agricole, ou de son lopin de terre.

Les intentions réelles du régime imposé à la Pologne par les Soviets, se sont manifestées - il est vrai sous une forme déguisée - par son attitude prise vis-à-vis de l'Entre-Aide Paysanne, et de grands domaines de l'état. Le régime communiste a créé lors de son accès au pouvoir sur les territoires polonais, l'Entre-Aide Paysanne

- ainsi dénommée - qui sous couvert des organisations coopératives et de l'entraide est devenue entre les mains des communistes l'instrument de subordination économique des masses paysannes au régime, et de propagation à la campagne de l'idéologie communiste. Grâce aux privilèges dans le ressort des impôts, de la répartition des engrais chimiques, du blé, du cheptel, et grâce à l'appui des autorités, et du Parti communiste omnipotent, qui agit sous l'étiquette du Parti Ouvrier Polonais, P.P.R. - l'Entraide Paysanne avait progressivement détruit, voire subordonné à son autorité les anciennes organisations de coopération rurales, et dans cette sphère elle a une place de monopole. En ce qui concerne la réforme agraire, bien que le régime ait repartagé entre les paysans un grand nombre de vastes domaines fonciers de la Pologne centrale, mais il en a conservé en sa possession une part importante, de même qu'un pourcentage encore plus élevé sur les territoires annexés. Au début, la propagande du régime affirmait que lesdits biens fonciers, constituant une réserve de terrain destinée à une lotissement progressif, et il s'est avéré cependant plus tard, qu'ils sont mis en culture, et fortement investis, abusant de leur priorité vis-à-vis de cultures paysannes, et que sur les terrains en question ont été créés de grands domaines de l'Etat, sur lesquels travaillent des centaines de mille d'ouvriers salariés. En résultat la superficie des domaines de l'Etat s'élève actuellement à plus de 2 millions d'hectares de terre arable, ce qui fait exactement 10% de la totalité des terrains cultivés. Ce qui signifie que la réforme agraire dont il a été fait une réclame bruyante comme d'un grand succès sociale - avait fort peu changé la structure de l'agriculture polonaise. L'étendue de grands biens fonciers s'est réduite en tout de 3%: la seule et réelle différence consiste dans le fait, que ces biens au lieu d'être en possession de 10 mille familles, se sont trouvés en possession de l'Etat. L'espoir du régime de gagner les paysans polonais à l'aide de la réforme agraire s'est très peu réalisé. L'immense majorité des paysans s'est comportée avec méfiance, voire avec réserve vis-à-vis de la réforme. D'abord parcequ'ils ne croyaient pas à la durée du régime, et le considéraient comme étranger et imposé. Ensuite parceque la terre - d'après les sentiments du paysan polonais - est considérée comme le plus grand bien, quelque chose qu'on ne reçoit pas gratuitement, mais qu'il faut payer.

Une fois que le régime de Varsovie a suffisamment affermi ses positions, l'envie de gagner les grandes masses paysannes a cessé de jouer. Par contre, on a reconnu que l'existence du paysan relativement indépendant au point de vue économique, et très indépendant au point de vue psychologique, peut devenir en définitive une source de danger pour le système totalitaire communiste. L'individualité du paysan polonais était la pierre d'achoppement du régime, tendant à saisir tous les reflexes de la vie, les river dans des formes rigides, les subordonner exclusivement à lui-même - en tout, jusqu'aux pensées, et aux sentiments. Est passé dans l'oubli la promesse exprimée dans le décret sur la réforme agraire, qui proclamait que l'heure a sonné pour la liquidation définitive des grands exploitations agricoles au profit des cultures paysannes - fortes, saines et capables de rendement productif, tout en formant une propriété individuelle. Le dictateur économique, le Ministre Mine, avait publiquement proclamé, que l'Assemblée Plénière du Parti Ouvrier Polo-

nais, est arrivée à la conclusion, que les lois inexorables du développement économique ont forcé la Pologne à reconstituer l'exploitation agricole, en une grande économie. Comme point de départ on se servira de grands domaines de l'Etat, qui doivent être transformés en économies modèles, socialistes. La collectivisation avait été camouflée avec pudeur, sous la dénomination de coopératives de production, pour atténuer la résistance du paysan. Une partie des membres actifs dirigeants du Parti Ouvrier Polonais, avec le secrétaire général, vice-président du gouvernement Gomulka, avaient considéré qu'il était prématuré d'entreprendre dès à présent la collectivisation, car cela pourrait provoquer la résistance du paysan, ébranler les fondements du régime, - dont il fallait la remettre à plus tard. L'avis de Gomulka avait cependant été officiellement flétri par le Parti, - lui même limogé du poste de secrétaire général. En conséquence des directives venant de Moscou, qui désire le plus rapidement possible rendre semblable au modèle soviétique la structure des états satellites, - la majorité s'est prononcée pour entreprendre immédiatement l'activité de la collectivisation. Pour tuer dans l'oeuf la résistance des paysans une campagne a été entreprise contre les paysans riches, en les frappant par le fisc, par le refus des crédits, en les éliminant des partis politiques, des milieux des autorités autonomes, et des administrations des coopératives. Cette campagne doit faire une brèche dans le front solidaire des paysans, frapper un coin entre les paysans pauvres et les paysans riches, éveiller la lutte des classes à la campagne. C'est la reproduction exacte de la campagne menée contre les koulaks en Russie soviétique. Pour le moment le régime essaye de calmer la réaction paysanne, par l'assurance que l'adhésion aux coopératives de production sera bénévole, et qu'on aura la liberté de se retirer, que la contrainte ne sera pas appliquée, et que le paysan ne sera pas privé du droit de posséder la terre en propre. Ces promesses, ainsi que beaucoup d'autres faites antérieurement au bénéfice du secteur de l'économie privée, ne seront pas sûrement pas tenues. Elles visent uniquement à endormir la vigilance, à calmer les craintes qui ont commencé à prendre la forme d'une panique chez le paysan polonais, à empêcher des violences à main armée dirigées contre des agitateurs communistes. Les intéressés - savent on ne peut mieux - en quoi consiste l'acquiescement bénévole en Russie soviétique, et dans les pays placés derrière le rideau de fer.

La lutte engagée contre le paysan polonais, qui défend son droit à la terre et son indépendance économique entre seulement dans son premier stade. Même les partisans du régime se rendent compte qu'elle sera longue et acharnée, et ils repartissent sur de longues années les procédés de transformation de l'économie agricole, et celle de la collectivisation. Le paysan polonais, qui a l'habitude de l'indépendance se défendra furieusement contre cette déchéance qui le conduira jusqu'au rôle d'ouvrier salarié et exploité par l'Etat, travaillant dans des fabriques bureaucratisées de la production du blé, et de produits du cheptel.

Les forces armées polonaises en cas d'un conflit.

D'un temps à l'autre on trouve dans la presse rédigée en langues étrangères, et dernièrement même dans la presse imprimée en langue polonaise certaines mentions et bobards, qui font courir le bruit que la Direction Politique Polonaise organiserait - voire participerait à l'organisation des soi-disantes formations à main armée, composée de Polonais, et subordonnées à des intérêts étrangers.

Le 4 mai de l'année en cours, la Direction Politique Polonaise, dans un communiqué spécial consacré au "plan X" ainsi dénommé, avertissait contre ce genre d'inspirations. Ledit communiqué signé par le Prof. A. Pragier, Ministre de l'Information et de la Documentation, disait entre autres:

"Au cas, où les divergences qui existent entre les Soviets et le monde occidental prendraient la forme d'un conflit à main armée, la participation de la Pologne dans ce conflit demanderait au préalable une préparation politique, qui s'exprimerait par des accords internationaux, conclus entre le Gouvernement de la République Polonaise, et les Gouvernements des puissances occidentales. Car c'est seulement sur la base de ces accords que la participation de la Pologne dans la guerre pourrait être garantie, et le sang polonais versé ne serait pas gaspillé"...

Actuellement en tenant compte du fait que la situation internationale devient progressivement plus tendue, et que cette ambiance fait courir de faux bruits relatifs à l'organisation de certaines "légions", le Général Wladyslaw Anders a pris la parole. Dans son discours prononcé à Londres le 26 septembre, lors du Congrès des Délégués des Cercles des Soldats de la 3^{ème} Division de Chasseurs des Carpathes, il avait ainsi traité ce sujet:

"Aujourd'hui le moment est venu, où nous devons nous rendre compte de ce qui nous attend. Au cas où un nouveau et tragique conflit mondial éclaterait, il faudrait que ce soit l'heure de la re-surrection de la cause d'une Pologne, Libre, Indivise et Indépendante. C'est sur la base de cet ancien mot d'ordre, à jamais changé, que doivent être conclus des traités à pleine entente, par nos autorités légales, avec des éléments compétents des démocraties occidentales. Notre pays qui se trouve sous la terreur croissante exercée par l'occupant, ne doit commencer aucune activité à main armée, quelle qu'elle soit. Ce serait le suicide des meilleures forces de la nation. Nous avons d'autres devoirs à notre charge, nous qui vivons dans un monde libre. Nos autorités légales d'Etat disposent seules du soldat polonais. Ce sont elles seules qui apprécieront à quel moment les intérêts de la raison d'Etat polonaise demandera que les étendards souverains des Forces Armées Polonaises soient déployés. A ce moment nous prendrons notre route comme soldats, non au service de l'étranger, mais pour la conquête de la liberté et la sauvegarde de la totalité et de la sécurité de notre Patrie".

Le fond des changements récents en Pologne.

Le fait d'avoir institué Bierut au poste de Secrétaire général du Parti Communiste Polonais, donc comme chef de régime, donne beaucoup à penser. Pendant les trois dernières années, jusqu'à ce jour, le régime communiste en Pologne tâchait de neutraliser la personne de Bierut, comme quelqu'un qui est au dessus de toutes les questions politiques actuelles. Le régime s'efforçait de plus à faire de Bierut une personification des traits caractéristiques, traditionnels polonais, un personnage non exempt de bonhomie et de sentimentalité. Si, après cette période d'efforts de trois ans pour composer cette personnalité de Bierut, le régime s'est décidé pour une direction diamétralement opposée, et le présente comme un homme à décisions sévères et intransigeantes, qui par une main de fer procédera au nivellement de toute tentative de déviation, cela prouve que la situation politique a subi des changements fondamentaux. Si l'on cherche au fond de ces changements il faut sortir des milieux polonais. L'ordre est venu indiscutablement de Moscou. L'ordre est à ce point impératif, qu'il prouve que la Russie est convaincue que ce n'est plus la peine de camoufler ses buts essentiels dans des pays occupés. En liaison avec la situation internationale, la Russie s'attend probablement à des événements définitifs, sans exclure la possibilité d'une guerre. Dans cet état de choses, elle considère que la nécessité de feindre n'est plus de mise vis-à-vis des pays annexés par elle, comme si ces états étaient indépendants et jouissaient d'une liberté. Actuellement elle peut donc montrer aux pays annexés son véritable visage dévoilé.

C'est cela le fond des changements qui ont eu lieu en Pologne. La Russie proclame ouvertement qu'à la tête du soi-disant état polonais est placé un communiste, qui dans les années précédentes, et en particulier après l'entrée de l'armée soviétique sur les territoires polonais de l'Est, s'est rendu célèbre de faits sanglants et de terreur.

- - - - -

P O L O G N ELa situation de l'Eglise Catholique en Pologne, au moment de la mort du Cardinal Hlond.

Le 22 octobre est décédé à Varsovie, après une courte maladie, l'Archevêque de Gniezno et de Varsovie, Primat de Pologne, le Cardinal Auguste HLOND. La mort l'enlève au moment, où l'Eglise catholique en Pologne traverse une période très difficile, sinon la plus difficile depuis son existence presque millénaire. Le gouvernement polonais, créé sur les instigations de Moscou, approuvé par les Etats Occidentaux lors des accords de Jalta en face de l'attitude hostile de l'immense majorité de la nation, ne se sentait pas de force d'engager une lutte avec l'Eglise, cette grande puissance d'ordre moral, bien que ses tendances sont nettement anti-religieuses. Le régime imposé avait encore trop d'ennemis pour oser attaquer l'Eglise catholique, dont le rôle prépondérant dans la vie polonaise était patronné par des traditions séculaires.

Pour ne pas déclencher la colère, et renforcer la résistance de la nation polonaise sincèrement très attachée à l'Eglise, et en particulier des masses paysannes profondément religieuses, le régime avait d'abord choisi la tactique de coquetterie vis-à-vis de l'Eglise. Non seulement il avait donné toute la liberté au culte, mais les biens de l'Eglise ne tombaient pas sous le coup d'expropriation. Les représentants du régime, bien qu'incroyants et ennemis de l'Eglise, prenaient part avec ostentation aux fêtes de l'Eglise. Conformément aux traditions polonaises de grands actes publics étaient précédés des services religieux solennels. Dans l'armée on avait conservé et même créé des postes d'aumôniers dans la milice communiste. Mais tous ces gestes apparemment amicaux, n'ont pas endormi la vigilance de l'Evêché et du clergé polonais. L'Eglise catholique en Pologne était dès le début méfiante vis-à-vis du régime, et son attitude était pleine de réserve. Tout en recommandant aux fidèles la loyauté vis à vis des autorités de l'Etat, l'Eglise les avertissait en même temps sur les erreurs de la doctrine de Marx propagée par le régime, et dès le début, elle avait engagée une lutte de mise en garde, contre cette doctrine dans le domaine de l'idéologie et des idées générales sur la vie.

L'Evolution successive des événements avait prouvé que la méfiance opposée au régime par les dirigeants de l'Eglise catholique en Pologne, n'était que trop bien fondée. Dès que le régime - après avoir éliminé, voir détruit, ses adversaires politiques (liquidation du Parti Mikolajczyk) - s'est senti plus fort dans sa position, il s'est dressé contre l'Eglise. Toutefois, à ce moment encore, le régime n'osait pas agir, visière levée, mais il avait entrepris une lutte d'usure pour affaiblir l'Eglise, pour diminuer son ascendant, pour limiter le champ de son influence sur la société, et en premier lieu, sur la jeunesse. Dans cette lutte le régime applique le système de la guerre des nerfs. Il se sert à tour de rôle de menaces, et des essais d'intimidation, tantôt il fait des promesses tentantes, fait miroiter la vision d'une vie commune, harmonieuse entre l'Egli-

se et la démocratie populaire. Les étapes de cette lutte, calculée pour l'affaiblissement et la soumission de l'Eglise, d'une part, et d'autre part tendant à son étouffement progressif en l'enserrant comme dans un cercle de fer, sont marqués entre autres, par la dénonciation du Concordat, ce qui prive l'Eglise de la protection juridique, par la sécularisation de la loi sur le mariage, et par la grande campagne dirigée contre l'Eglise lors de la Lettre Pastorale du Saint Père, adressée aux Evêques allemands, dans laquelle le Pape avait exprimé sa compassion pour la misère de millions d'Allemands déplacés de l'Est.

Ce qui est caractéristique, et ce qui est indiscutablement fait pour des raisons de tactique, le parti communiste, dans ses attaques dirigées contre l'Eglise, ne s'engage jamais trop loin, conserve toujours une certaine mesure, par contre ce parti vient d'atteler à cette besogne de campagne systématiquement dirigée contre l'Eglise, en appuyant spécialement sur tout ce qui touche l'activité anti-cléricale, le Parti Populaire, ainsi dénommé, c'est à dire le parti paysan, qui suit toujours et avec obéissance la voie indiquée par des éléments qui le dirigent, et qui sont soumis aux communistes. En résultat, de toute la pression exercée, de toutes les campagnes dirigées contre, de tous les coups des services administratifs, qui visent l'affaiblissement de l'Eglise la situation de l'Eglise en Pologne se présente comme suit: la liberté du culte n'a pas été limitée. L'Eglise conserve en attendant ses biens, toutefois elle s'attend à tout moment à en être dépossédée. L'influence de l'Eglise a été par contre sérieusement limitée dans le domaine de l'éducation de la jeunesse, et dans le domaine de formation et d'approfondissement des idées générales de la société par voix de presse. La presse catholique est tolérée, mais subit des brimades (arrestation de collaborateur ou rédacteur, refus de papier), et elle est désavantagée. Les écoles catholiques sont menacées. On a enlevé à l'Eglise toute possibilité d'exercer son influence dans les organisations professionnelles. Les organisations de jeunesse, et d'entraide créées par le régime, sans parler des organisations politiques et administratives instituées à leurs échelons inférieurs se comportent vis-à-vis de l'Eglise, pas tout à fait en ennemis déclarés, mais au moins inamicalement. Les sommets administratifs, se drapes de bienséance, par contre les échelons inférieurs - sous l'influence des directives de ces sommets - ne sont pas toujours capables de conserver au moins les apparences correctes. Cette grande part que prenait autrefois l'Eglise dans les œuvres de charité, est systématiquement limitée par le régime. Les organisations de l'Eglise, malgré les difficultés et les chicanes locales se développent avec succès. L'idée catholique se développe et fleurit plus abondamment que pendant l'époque de captivité du pays, et pendant les vingt années d'indépendance. Le courant de la vie religieuse s'est sérieusement approfondi et l'attachement à l'Eglise s'est renforcée car c'est vers l'Eglise que les yeux sont tournés, pour y voir le dernier rempart d'indépendance spirituelle, et digne dressée contre les flots de barbarie communiste, le refuge d'indépendance, et le lien le plus fort avec les idées et la culture de l'Occident. La valeur intrinsèque et l'autorité morale de l'Eglise en Pologne ont très visiblement pris de l'envergure. Au fur et à mesure que le régime imposé au pays par Moscou, un régime qui lui est spirituellement étranger et qui cerne de plus en plus l'Eglise catholique, cette der-

nière gagne des appuis de plus en plus forts dans la société, sa parole trouve des échos de plus en plus larges, et c'est vers l'Eglise que convergent tous les espoirs. La conviction que la survivance de l'Eglise dépend de la résistance de la nation est de plus en plus ancrée, c'est un secours contre la soviétisation spirituelle. On peut affirmer en somme, que jusqu'à présent l'Eglise catholique se trouve dans une situation critique, mais non désespérée. En tout cas, l'Eglise en Pologne se trouve dans une situation bien meilleure, en comparaison non seulement avec la situation de l'Eglise catholique en Yougoslavie, mais également en comparaison à celle en Tchécoslovaquie, indifférente au point de vue religieux, et qu'en Hongrie catholique. Mais les catholiques en Pologne se rendent bien compte, que l'Eglise sera progressivement menacée dans l'avenir, que peut-être l'avenir le plus proche leur apportera des épreuves beaucoup plus lourdes que celles qui étaient leur partage dans le passé. La conscience de cette possibilité crée une attente pleine de tension et d'inquiétude. En Pologne, il y avait seulement deux forces indépendantes du régime: les paysans et l'Eglise. Le régime a entrepris une lutte, dirigée contre les paysans, aux fins de les assujettir complètement, il la rend plus aigue, et en accélère la marche ces mois derniers. Pour des raisons de tactique la grande bataille qui sera livrée à l'Eglise est peut-être sans toutefois préjuger de cette circonstance - remise pour plus tard. Il n'y a cependant aucun doute que cette bataille aura lieu, et que le régime ne se bornera pas à une lutte d'usure, aux procès de mœurs intentés contre le clergé, aux fins de le discréditer auprès de la société, ce genre de procès qui sont presque calqués sur les méthodes hitlériennes. Le fait que l'Eglise catholique en Pologne a pu éviter jusqu'à présent le pire, qu'elle n'a pas attiré sur elle deux revers qu'a subi l'Eglise en Yougoslavie, en Hongrie et en Tchécoslovaquie, est dû en majeure partie au mérite de l'Episcopat, et ne premier lieu au Cardinal Hlond. Bien avant la guerre il s'est fait connaître non seulement comme un organisateur et administrateur éminent, comme un propagateur zélé de l'idéologie et de spiritualité catholique, comme un promoteur principal de l'Action Catholique, mais également comme un politicien averti qui savait régler avec un doigté expert les relations entre l'Eglise et l'Etat. Pendant la guerre, le Cardinal Hlond sur la suggestion du Nonce Apostolique, comme intercesseur des intervenants auprès le Curie Apostolique, comme intercesseur des injustices et offenses faites à l'Eglise et à la nation par les occupants allemands. Le Cardinal Hlond avait été interné et détenu par les hitlériens, pendant assez longtemps, d'abord en France, et ensuite en Allemagne. Après la libération il rentre en Pologne, et il prend en charge en outre de l'Evêché de Gniezno, l'Evêché de Varsovie. Non seulement grâce à sa dignité de Chef de l'Eglise en Pologne, mais en premier lieu grâce à la valeur intrinsèque de sa propre personnalité, qu'il devient la plus grande autorité de l'Eglise catholique en Pologne, il est à la tête de cette Eglise dans le sens le plus profond et étendu. La politique du Cardinal Hlond est caractérisée par une pondération jointe cependant à une grande fermeté, en particulier là, où il s'agit des questions de principes et de la pureté de doctrine. Sur les suggestions du Cardinal Hlond l'Episcopat publie une suite des Lettres Pastorales, qui condamnaient l'idéologie de Marx, en tant que doctrine politique et sociale, et les efforts faits

pour inoculer les idées matérialistes dans les milieux de la jeunesse. Grâce à une sage mesure, à une habileté de tactique, et à la sagesse du Cardinal Hlond, l'Eglise catholique en Pologne avait jusqu'à présent évité des revers qui auraient pu être funestes pour son existence; par contre elle a accru son autorité, et elle est non seulement en pleine renaissance après les persécutions subies lors de l'occupation, mais elle rayonne sur toute la nation, comme le symbole de force morale et du patriotisme. Le Cardinal Hlond avait su faire sortir la barque de l'Eglise de ces courants menaçants, qui s'accumulaient sur son chemin après la guerre. Bien que toujours très pondéré, le Cardinal Hlond, depuis retour au Pays évitait les contacts personnels avec les personnalités éminentes du régime; par cette attitude il soulignait nettement et sans équivoque qu'il ignorait ledit régime, comme un régime illégal par imposé du dehors, créé sur les instigations des Soviets, et entièrement à leur service. La mort du Cardinal Hlond, décédé dans toutes sa plénitude de forces et de rayonnement spirituel est une perte cruelle pour l'Eglise, d'autant plus douloureuse, que l'Eglise peut s'attendre à de dures épreuves, pendant lesquelles son existence dépendra du fait si le gouvernail sera bien tenu. Le Cardinal Hlond était non seulement le plus haut dignitaire de l'Eglise catholique en Pologne, mais il était en même temps le vrai Chef du groupement des catholiques en Pologne et un Chef de grande envergure.

Le ministre polonais du ravitaillement arrêté par les Services de Sécurité.

Włodzimierz Lechowicz, ministre du gouvernement de Cyrankiewicz a été arrêté le 22 octobre, par le Service de Sécurité à Varsovie. Conjointement avec Lechowicz, un certain nombre de fonctionnaires du Ministère du Ravitaillement - dont il était chef - ont été également arrêtés. On mentionne que des détournements financiers sont la raison de ces arrestations. Lechowicz était membre du gouvernement de Cyrankiewicz, depuis 1947. Il y a quinze jours environ un décret relatif à la liquidation du Ministère du Ravitaillement a été publié, à la suite d'une certaine amélioration de la situation économique en Pologne; Lechowicz a été nommé en même temps liquidateur dudit ministère.

Lechowicz (né en 1914) était avant la guerre fonctionnaire civil dans l'administration militaire. Pendant l'occupation il appartenait au Parti Démocratique conspirateur et à l'Armée de la Résistance. En 1945 il a passé dans les services politiques du régime après avoir écrit en octobre 1945 un article sous le titre "Okrakiem na barykadzie" (N.d.t. "Okrakiem na barykadzie" - "A califourchon sur la barricade") publié dans le journal "Odrodzenie" (N.d.t. "Odrodzenie" - Renaissance), article qui a fait beaucoup de bruit. Dans cet article il a fait une déclaration de loyauté vis à vis du régime, et tout en opérant par de faux arguments il a condamné toute l'activité et tous les succès des forces polonaises pendant la clandestinité. A partir de ce moment il est remonté à flot comme

un militant du Parti Démocratique pro-gouvernemental. Par ses nombreuses manifestations, discours et articles il soulignait son entière loyauté vis-à-vis des communistes, et dans le sein du Parti Démocratique Polonais il était du nombre de ceux qui prêchaient une dépendance sans réserve au PPR (N.d.t. "PPR" - Parti Ouvrier Polonais). Dans le gouvernement de Cyrankiewicz (à côté de Rzymowski et de Rabanowicz) il était un des trois ministres qui représentaient le Parti Démocratique. Le 11 octobre de l'année en cours lors de la séance finale du Conseil Suprême du Parti Démocratique, il avait été réélu membre du Comité Central du Parti.

La fusion des socialistes avec les communistes se fera à la mi-décembre

La Commission de coopération existante entre le PPR (N.d.t. PPR - Parti Ouvrier Polonais) et le P.P.S. (N.d.t. PPS - Parti Socialiste Polonais) concessionnaire, vient de publier un communiqué, qui annonce que dans la première quinzaine de décembre, aura lieu un Congrès d'Union de ces deux Partis.

Le dit Congrès sera précédé par une assemblée en commun du Comité Central du Parti Ouvrier Polonais et du Comité Central Exécutif du Parti Socialiste Polonais, et la date de cette assemblée est fixée pour le 7 novembre. A cette assemblée on arrêtera la date du Congrès même et son ordre du jour. Comme il résulte des communiqués précédents, des congrès de courte durée auront lieu dans chaque parti, au cours desquels seront prises les décisions relatives à cette fusion. C'est seulement le jour suivant que commencera en commun le Congrès d'Unification, auquel prendront part les délégués de deux partis. Le choix des délégués - en particulier dans le Parti Socialiste Polonais - est très soigneusement préparé depuis longtemps, pour que l'accord sur la liquidation du Parti Socialiste Polonais, soit voté à l'unanimité et avec "enthousiasme".

D'après les nouvelles qui circulent dans les milieux politiques de Varsovie, il ne fait plus de doute que Bierut sera le chef du parti fusionné, et le pouvoir exécutif sera reparti entre deux secrétaires, égaux en hiérarchie, et c'est Cyrankiewicz et le Général Zawadzki qui sont prévus pour ces postes.

880 communistes éliminés du Parti Ouvrier Polonais.

La presse du régime déclare, qu'en octobre et en novembre les rangs de deux partis ouvriers eurent à être "épurés" des éléments ennemis à l'idéologie et aux classes. L'épuration des partis avait également touché les rangs du P.P.R. (N.d.t. PPR - Parti Ouvrier Polonais) desquels plus de 800 membres ont été éliminés. Ce jeudi 21 octobre il a été publié à Varsovie un communiqué, d'après lequel le Parti Ouvrier Polonais avait éliminé dans la dernière quinzaine 880 membres, reconnus comme "ennemis des classes". La presse communiste est généralement peu disposée à publier les noms des

exclus du parti, et le fait rarement; même de ces informations laconiques, il résulte que l'épuration est faite sur une grande échelle, et qu'elle touche également les sommets du parti.

Ont été exclus du parti: Wladyslaw Szymonis, Staroste Adjoint de Goldap, M.Krzywkoski, Bourgmestre de Elk, Dabrowski, Commissaire rural de Bilgoraj (accusé des relations avec des richards ruraux), Wladyslaw Marczyk, directeur administratif de la Radio polonaise, Zemka et R.Igiel, directeurs de fabriques d'Etat à Bydgoszcz.

Une assemblée des "membres militants" du P.P.S. (n.d.t. PPs - Parti Socialiste Polonais) de ceux qui déploient leur activité dans les organisations de la jeunesse, a eu lieu, il y a quelques jours.

Les militants des milieux des jeunes, avaient décidé de demander aux autorités du parti que le mandat de député soit retiré à Marie Kuzianska (ancienne secrétaire générale du OM TEU (N.d.t. OM TUR - Organisation de la jeunesse, Société des Universités Ouvrières), en raison de son activité à droite, et que la même mesure frappe Wierusz Kowalski, en raison de son activité nocive dans les rangs de scouts. On a également demandé l'élimination du Conseil Suprême du Parti Socialiste Polonais, de R.Obraczka, J.Strzelecki, E.Halon, et M.Weber, comme responsables des déviations à droite.

- - - - -

5.470.000 Polonais sur les TERRITOIRES RECUPERES

Vers la fin du mois de septembre de l'année en cours, le Service de Rapatriement de l'Etat avait officiellement publié les renseignements relatifs à la densité de la population sur les Territoire Récupérés. Il en résulte que le nombre des Polonais qui y sont actuellement domiciliés, est de 5.470 de personnes.

Ce chiffre est composé de:

- 1/ 1.020.000 personnes, de la population autochtone (population de la région, d'origine polonaise)
- 2/ 1.833.000 personnes rapatriées des régions de Pologne Orientale au delà du Bug
- 3/ 110.000 personnes rapatriées de l'Europe Occidentale,
- 4/ 2.507.000 personnes transplantées de la Pologne Centrale.

- - - - -

La Pologne est submergée par la littérature communiste.

L'activité qui tend à submerger la campagne polonaise par des flots de littérature communiste et pro-communiste a été également accélérée ces temps derniers. Le 15 Septembre de l'année en cours Skrzyszewski "Ministre de l'Instruction Publique" avait organisé une conférence à laquelle ont pris part de différents représentants de l'enseignement et de colportage, aux fins de fixer des méthodes nouvelles de diffusion de littérature de propagande bon marché. Lors de cette conférence, le Comité de la Propagation du Livre a été constitué. Donnant ses instructions Skrzyszewski a dit, qu'il faut diffuser dans le plus proche avenir des millions de livres en Pologne. "Nous devons augmenter les éditions, et publier de bons livres à bas prix". Le Comité de la Propagation du Livre organisera incessamment un réseau de 20.000 bibliothèques populaires, qui seront composées de livres appropriés.

P O L O G N ELE PROCES SPECTACULAIRE DES SOCIALISTE POLONAIS A VARSOVIE.L'exportation à la défense de la Pologne en 1920
considérée comme un crime.

Par jugement en date du 19 Novembre le Tribunal Militaire Régional à Varsovie, a prononcé la peine de 5 ans d'emprisonnement contre Casimir PUZAK un des chefs éminents du P.P.S. /Parti Socialiste Polonais/: les autres inculpés sont frappés d'une peine d'emprisonnement allant de 4 1/2 à 5 ans.

Le dite procès, à caractère essentiellement politique, mérite l'attention de l'opinion de pays qui ne sont pas encore subjugués par le système totalitaire soviétique. Puzak - l'inculpé principal - a été un militant actif du mouvement socialiste en Pologne, et il a consacré toutes ses forces à la cause du peuple travailleur. Membre de l'organisation socialiste militante "Proletarczyk" ("Le prolétaire"), il a été détenu en prison sous le régime tsariste. Entre les deux guerres, il a fait partie du nombre des dirigeants du parti socialiste polonais. Pendant l'occupation allemande, quand il a pris la place au premier rang dans la direction de la Résistance polonaise, son rôle était particulièrement important. Arrêté insiduellement par les Russes, en mars 1945, il avait été condamné à une peine d'emprisonnement, au procès de 16 dirigeants de la Résistance polonaise en clandestinité, procès qui s'est déroulé à Moscou au mois de juin de la même année. Après avoir été libéré, il est rentré dans le pays.

Le régime imposé à la Pologne avec le concours des baïonnettes russes, ce régime cherchait à trouver un appui dans les masses ouvrières, et il a reconstitué l'ancien parti Socialiste, mais en introduisant à tous les postes de premier rang dans le dit parti et à tous les postes-clés ses créatures il a éliminé tous les anciens dirigeants socialistes authentiques. Ce faux Parti Socialiste Polonais, en conservant à l'extérieur des apparences de son indépendance, s'efforçait à atteler les masses socialistes patriotes au service du régime. Puzak et ses camarades essaient à contre-carrer ce jeu, et de démasquer les faux dirigeants socialistes. Grâce aux influences des socialistes, tels que Puzak, et grâce à leur influence personnelle sur les masses, le procédé tendant à subordonner entièrement aux communistes le faux Parti Socialiste Polonais, a rencontré des grandes difficultés, dans le sein même du parti, et a duré pendant trois ans et demie.

Puzak et cinq autres socialistes authentiques à part de plusieurs centaines de moins importants avaient été arrêtés il y a déjà dix huit mois. La procédure judiciaire a mis en relief un fait sans

Le fait que le Service de la Sécurité avait appliquée, lors de cette instruction des méthodes de pression qui lui soient communes, est irréfutablement prouvé par deux actes de décès. Zdanowski, un des co-inculpés dans le procès de Puzak, lors de la période de l'instruction a été rendu à sa famille, agonisant, atteint de méningite. Il est décédé sans avoir repris connaissance. L'unique parole qu'il avait prononcé avant sa mort, c'était le mot "non", qu'il répétait invariablement. Ensuite - Madame Pajdak, la femme d'un socialiste polonais éminent, détenu à Moscou, s'est jetée par la fenêtre de la prison ne pouvant plus supporter les tortures qui lui étaient infligées. Les autres co-détenus ont passé avant l'audience par les mêmes méthodes d'investigation.

Bien que l'inculpé principal n'a pas avoué son crime, bien que la majeure partie du matériel des preuves à l'appui est fictive le régime avait décidé d'intenter un procès à audience publique, pour mettre à profit un argument de propagande à l'actif de la fusion du faux parti socialiste polonais, avec les communistes, ce qui doit avoir lieu le 8 décembre. Vu la résistance opposée à l'intérieur même du faux parti socialiste polonais, en particulier parmi les dirigeants aux échelons moyens et inférieurs, le régime était forcé à recourir aux mesures d'épurations massives, et aux éliminations. Ces procédés n'ont donné qu'un demi-résultat, car l'aversion manifestée par les masses ouvrière socialistes vis-à-vis des communistes, qui sont au service des Russes - est très forte. Toutefois, la situation actuelle ne permet pas d'appliquer la dernière mesure, c'est à dire à opérer des arrestations massives dans le sein du parti. Au lieu des arrestations massives, on avait évidemment mis en application le procès "de l'élite" de portée limitée.

l'acte d'accusation constitue une condamnation politique de toute l'activité du parti socialiste polonais d'avant guerre, et de la lutte généreuse de résistance en clandestinité menée par W.R.N. (Liberté, Egalité, Indépendance - une organisation de conspiration, créée par le Parti Socialiste Polonais, pour la lutte avec l'occupant). Le procureur accuse les milieux dirigeants du

Parti Socialiste Polonais, auquel appartenait alors Puzak, d'avoir pris part dans le Gouvernement "réactionnaire" en 1919-20, et d'avoir à cette époque lancé un appel à la nation pour la lutte contre la Russie Soviétique. Une autre accusation consistait dans le fait, qu'en 1920, le Parti Socialiste Polonais et ses dirigeants avaient signé un appel à la population, pour qu'elle prenne les armes et engage une lutte sans merci contre la Russie Soviétique. Cette accusation considérée sous l'angle d'une mentalité normale et vis à vis des normes de droit dans les nations civilisées, est d'autant plus extraordinaire, qu'à cette époque la Pologne était en guerre avec la Russie Soviétique, et la défense contre l'invasion était un devoir patriotique élémentaire. Une des circonstances aggravantes pour Puzak, consiste dans le fait, qu'il était à la tête du conseil de l'Unité Nationale en clandestinité, considérée par le régime comme une organisation "réactionnaire". L'acte d'accusation affirme également que Puzak entretenait des relations avec le vrai Parti Socialiste Polonais à l'étranger, à la tête duquel Arciszewski et Kwapiński se trouvaient à Londres, et Zaremba et Bialas à Paris, et qu'à l'aide de mesures de diversion faites à l'intérieur du pays (en particulier dans les rangs du faux parti Socialiste Polonais concessionné) il tachait d'organiser des centres anti-démocratiques, pour la lutte avec la "Pologne Populaire".

L'accusation type, d'un complot contre l'Etat populaire, de collaboration avec les représentants d'impérialisme anglo-saxon, d'espionnage au bien d'un service de renseignements ennemi - soulevée d'après les méthodes soviétiques, ne fait évidemment pas défaut, comme dans tous les grands procès politiques. Ces accusations sont déjà presque un rite, observé aussi bien dans la polémique politique avec les adversaires, que dans la procédure judiciaire des états, qui se trouvent derrière le rideau de fer. Ce n'est pas nouveau, ce n'est également pas inédit, que Puzak, un des chefs en tête du mouvement de la Résistance polonaise, luttant à la vie et à la mort avec l'occupant allemand - soit précisément accusé de collaboration avec les Allemands. Il y a un détail piquant, notamment que Myśliński, témoin à la charge, dont les dépositions ont donné prise à cette accusation, a évolué lui-même d'une manière assez intéressante: d'un agent de la Gestapo allemande (en la personne du capitaine Spilker) il s'est métamorphosé en un agent du fameux service de la Sécurité, équivalent en Pologne au NKVD russe. Le dossier des preuves à l'appui est très modeste, car 5 accusés n'ont pas manifesté de repentir; la multitude et l'étendue des accusations formulées a été complétée, pour les besoins de la cause par un Avis de Chmielewski "expert" au Service de la Sécurité.

Tenant compte de la pénurie des preuves à l'appui, il fallait avoir recours, - et à un degré bien plus fort qu'il n'en était en usage jusqu'à maintenant dans des procès - au procédé à deshonorner et à flétrir moralement la personne de l'inculpé par une accusation d'espionnage au compte des intérêts étrangers, et impérialistes. Il a été reconnu comme un acte d'espionnage le fait seul

d'avoir entretenu des contacts d'informations par l'intermédiaire des socialistes polonais à l'émigration, en particulier avec le centre parisien, ou les personnes de Zaremba et de Bialas, avec les organisations socialistes internationales, telles que B.I.S. (Organisation Internationale des Socialistes des pays au delà du rideau de fer) et COMISO (Comité Organisateur des Conférences Socialistes Internationales, avec siège à Londres), dont la dernière Session a eu lieu à Vienne.

Le fait d'avoir reconnu comme un crime, le contact seul avec toutes sortes d'organisations socialistes internationales, agissant sous signe d'indépendance du Kominform est une chose toute nouvelle dans la pratique des procès intentés par le régime en Pologne. Cela signifie que le régime qui agit sous inspiration soviétique a fait un grand pas en avant: des polémiques politiques avec le socialisme des pays occidentaux, il a passé à une ouverte déclaration de guerre. Le second moment significatif dudit procès, c'est l'extension de la responsabilité sur un passé, même très lointain, et le fait de soulever pour la première fois en Pologne, comme accusation l'attitude prise vis à vis de l'URRS pendant la période de la guerre en 1919-1920. Les communistes n'oublient jamais rien à leurs adversaires politiques, ils savent attendre avec persévérance, et à l'occasion présentée de régler leurs comptes et à faire vengeance. A quel point ces comptes sont méticuleux, témoigne le fait, que pour Krawczyk, co-inculpé avec Puzak, la procédure judiciaire a mis à la charge la circonstance que Krawczyk a fait la campagne de guerre polono-soviétique en 1919-20, ni plus ni moins que dans le grade de sergent et qu'il lui a été décerné une décoration de guerre pour sa bravoure. Tandis que pendant la guerre polono-soviétique les colonnes des "Izwestie" soviétiques faisaient pleuvoir sur des socialistes polonais, et sur Puzak personnellement des épithètes tels que "fêlon" on pouvait supposer que ce n'était qu'une brève forme de polémique. La réalité derrière le rideau de fer et le procès de Puzak en est un fragment, prouve que les invectives lancées il y a des années étaient bien plus que des tournures de phrase purement réthoriques. C'était un prélude au règlement des comptes, et à la vengeance. Le procès de Puzak est une leçon de chose très intéressante pour les adversaires du communisme en Europe Occidentale, pour tous ceux qui sans distinction du parti se sont vus traités par la presse communiste comme des réactionnaires, des traîtres, voir des valets de l'impérialisme capitaliste. Ils doivent se souvenir qu'un tel épithète, est loin d'être une tournure de phrase rethorique qui restera sans suite dans une situation changée. Exemple docent.

Du point de vue polonais, le procès de Puzak, constitue une des étapes finales de la liquidation du mouvement socialiste, qui dans l'histoire des dernières dizaines d'années était une grande force politique et morale, qui avait su fondre en un alliage le patriotisme exempt de chauvinisme avec la solidarité internationale des prolétaires. La diffamation de Puzak constitue une condamnation d'attitude et de ligne de conduite du Parti Socialiste Polonais, pour justifier par là même la nécessité d'une fusion du faux Parti socialiste, toujours encore indépendant dans ses reflexes aux échelons inférieurs, avec celui des communistes, fusion qui sera une subordina-

tion totale et définitive, une renonciation à tout le passé, et à tout ce qui fut acquis. L'application d'une peine relativement "légère", en comparaison avec le poids d'accusation et le nombre des délits reconnus par le Tribunal à Puzak et à ses camarades, était également dictée par des considérants d'ordre politique. Le régime ne tenait pas à irriter par la sévérité de la sentence, les échelons inférieurs du parti, parmi lesquels la tradition du vrai Parti Socialiste reste très vivante, et toujours est grand le prestige d'autorité des anciens chefs qui se trouvent à l'émigration, dans des prisons, ou bien éliminés du Parti sont condamnés au silence.

Une sentence trop sévère raviverait encore la résistance contre la fusion avec les communistes; la soi-disant sentence "légère" peut assoupir la vigilance, ramener les masses à une disposition plus conciliante, et par là même faciliter l'acte de subordination définitive des masses socialistes à la direction communiste dans les cadres d'un parti commun avec ces derniers.

Registres de contrôle politique des Polonais

Depuis deux ans les présents administrateurs de la Pologne travaillent aux fichiers des habitants de la Pologne. En copiant les modèles soviétiques on a introduit dans les communes et dans les villes des fichiers dans les Bureaux de l'Etat Civil. Chaque habitant de la commune ou de la ville possède une fiche séparée pour le relevé, sur laquelle il est fait mention non seulement des détails relatifs à l'enregistrement, mais des mentions d'ordre politique concernant la loyauté de l'intéressé vis à vis du régime.

Ces jours derniers, il a été publié à Varsovie un communiqué par lequel on a fait savoir que les travaux sur le relevé des habitants de la capitale ont été terminés. Bien que - et c'est dans leurs habitudes - les communistes se servent de belles paroles, et des tournures de phrase pour camoufler la vérité, elle saute cependant aux yeux. Il suffit de citer dudit communiqué le fragment suivant: "La différence entre l'ancien registre (provisoire), qui était établi en hâte pour les besoins des intéressés après la guerre, et celui actuellement dressé - est immense. L'ancien registre se composait notamment des fiches de déclaration, souvent inexactes ou remplies illisiblement. On trouvait même les fiches des personnes fictivement déclarées. Actuellement, au fond des armoires spéciales, chaque famille qui habite dans la capitale possède sa fiche, qui contient des renseignements très sérieusement vérifiés et bien établis. Ceci donne un tableau complet et réel sur la population de la capitale."

P O L O G N ELe régime et l'initiative privée.

La lutte du régime imposé par les Soviets en Pologne qui est engagée contre les paysans et qui vise à l'introduction forcée du système collectiviste fidèlement calqué sur les modèles russes se déroule en quelque sorte comme sur une scène, en plein lumière et concentre sur soi tant l'attention de l'opinion au pays même, qu'à l'étranger.

Simultanément avec cette lutte qui touche la structure et l'avenir du pays, un autre processus se développe imperceptiblement dans les coulisses; il saute moins aux yeux, mais il est non moins essentiel; c'est l'étouffement de l'initiative privée par le régime. Après la prise du pouvoir, pendant presque trois ans, les communistes qui gouvernent en Pologne, avaient affirmé qu'ils n'avaient nulle intention d'introduire en Pologne le régime soviétique, qu'ils voulaient seulement remanier la structure du pays, nationaliser les industries clefs, et la grande industrie, en laissant toute liberté d'initiative privée à l'industrie moyenne et au petit artisanat. Le dictateur économique en Pologne, le ministre Minc, avait assuré à plusieurs reprises, que le régime veut une co-existence harmonieuse entre les trois secteurs économiques qui doivent se compléter mutuellement: le secteur d'état, le secteur des coopératives, et le secteur des entreprises privées. Ces assurances, accompagnées d'une politique de certaine liberté tolérée vis à vis des petites et moyennes entreprises industrielles et commerciales ont fait naître dans un groupe de la société polonaise l'espoir, que le régime de la démocratie populaire sera dans le domaine de l'économie, une synthèse du capitalisme étatique soviétique, et des formes qui existent dans les démocraties occidentales.

Dès que le régime s'est politiquement affermi, que la production a augmentée, que la reconstruction a fait des progrès considérables, le gouvernement de Varsovie change d'un coup son attitude vis à vis le secteur privé. Lors des séances du Comité Central du Parti communiste polonais, tenues, vers la fin du mois d'août de l'année en cours, il a été établi, que la structure de la démocratie populaire, unie à la structure économique mixte, n'était qu'une forme de transition (l'analogie avec NEP en URSS saute aux yeux) et que cette phase n'était due qu'aux raisons de tactique, et que la Pologne entre dorénavant dans une nouvelle phase de socialisation intensive et accélérée, bref - en considérant tous ces postulats sous l'angle pratique, toute sa structure sera étroitement ajustée au modèle soviétique. Les promesses faites à l'industrie privée sont rentrées dans l'oubli. Dès le printemps on a commencé à limiter et à saper économiquement l'initiative privée par toutes sortes de chicanes, des restrictions et des mesures fiscales qu'on appliquait dans tous les secteurs sans exclure celui des professions libres, comme celles des médecins, et des avocats; dès l'automne on s'est mis à serrer le vis par des coups tellement accélérés, que même cette liberté d'initiative était paralysée, voire liquidée dans divers secteurs. Autant l'arsenal des moyens appliqués à ces fins est riche,

autant le schéma lui-même est très simple, on ruine la petite industrie, le petit commerce et les professions libres à l'aide des impôts arbitrairement augmentés. Voilà un exemple choisi entre des dizaines de mille: Le fisc fixe un impôt de 200.000 zlotys pour l'année 1948 à Monsieur R. avocat à Varsovie. Son revenu brut est d'un montant d'un million de zlotys par an. Monsieur R. reçoit une sommation de payer le dit impôt à l'avance. Dès qu'il a pu s'exécuter au mois de février, voilà qu'il est frappé au mois de mai par un impôt supplémentaire, appelé "domiar" d'un montant de 900.000 zlotys. Le total de ces deux impôts dépasse le revenu brut de Monsieur R. Il ne lui reste donc rien d'autre à faire, que chercher du travail en qualité d'un employé auxiliaire dans une administration, dans l'industrie de l'Etat ou dans le commerce.

Au moment où les moyens appliqués par le fisc ne donnent pas de résultats immédiats et souhaités, la Commission Spéciale ainsi dénommée entre en scène. Théoriquement le ressort de son activité doit se limiter à combattre le marché noir, à sévir contre le vol du bien public, à lutter contre les sabotages, et contre les abus du fisc. En fait - ces commissions sont composées des membres militants des partis du régime, en première ligne des militants communistes du Parti Ouvrier Polonais, des personnes qui ont une autorité illimitée, qui sont maîtres de vie et de mort, qui peuvent procéder aux perquisitions, non seulement dans des entreprises industrielles, mais dans des maisons privées, qui peuvent même fouiller les porte-feuilles des personnes qui se trouvent dans un restaurant, qui peuvent procéder à des inculpations, et qui peuvent faire expédier les gens dans des camps pénitentiaires sous inculpation des fraudes fiscales, ou de sabotages économiques. Les dites commissions sont une arme terrible aux mains du régime, un moyen infallible pour anéantir matériellement toute personne ennemie au régime, voire celle qui pourrait être ennemie, et qui a le malheur d'être considérée comme mal-commode pour le moment. Ces perquisitions, et ces contrôles auxquels procèdent lesdites commissions dans des maisons privées, pour établir si - le standard de vie et l'aisance correspondent à l'assiette d'impôt payé, font partie du nombre d'un des fléaux les plus pénibles qui accablent la population tranquille. L'autorité discrétionnelle des Commission Spéciales ouvrent largement la porte aux différents abus, qui commencent par le chantage et vont jusqu'à la vengeance personnelle inclus.

Pour donner une image, voici un petit exemple; mais un exemple-type qui va illustrer comment les choses se passent en Pologne. Chez Monsieur M. petit commerçant à Cracovie, se présente un samedi, avant la fermeture du magasin un fournisseur qui lui livre un kilogramme de cacao. Le commerçant prend la marchandise, mais il est débordé par le service des clients, il n'y a ni le temps, ni de la place pour établir la facture et le certificat d'origine pour la marchandise. Il est donc établi, que le fournisseur apportera lesdits documents le lundi matin. En attendant, le lundi, de bon matin, avant l'ouverture du magasin, la Commission Spéciale fait son entrée chez le commerçant, indiscutablement sur quelque dénonciation. Elle procède à une perquisition bien poussée, et trouve dans un des tiroirs le cacao non facturé. Procès-verbal, amende d'un montant de 800.000 zlotys, ce qui fait approximativement que la valeur de la

marchandise confisquée est multipliée par mille. Ni explications, ni preuves de bonne volonté ne tiennent. En résultante d'une pétition bévée, le commerçant est acculé à la ruine. Des méthodes analogues sont appliquées avec acharnement et sans merci à toutes les occasions. La réforme bancaire introduite il y a quelques semaines, anéantit définitivement toute possibilité de crédit pour initiative privée. Bien que le Parti Démocratique qui se dit être un lien entre le régime et la bourgeoisie, affirme qu'il existe un vaste champs d'activité pour l'initiative privée sous forme d'artisanat, en réalité ce champs s'avère être littéralement un désert si on tient compte du fait que le Parti Démocratique affirme sans ambages qu'une condition préliminaire pour obtenir le crédit, consiste dans une association des artisans en cartels à la mode soviétique, donc il n'est pas question d'activité privée, mais de collectivité. En guise d'illustration - un seul fait: un magasin à Cracovie, pour lequel on offrait au mois de mai encore, la somme de 4 millions de zlotys, au mois de septembre ne trouve plus d'acquéreur, qui serait prêt à payer la somme de 100.000 zlotys. Voilà les conséquences de la panique, dont a été saisie l'initiative privée, en résultante des méthodes appliquées par le régime. On fuit les entreprises menacées, et les biens immobiliers. On parle en général en Pologne, que le préliminaire budgétaire pour 1949, ne prévoit nul revenu du secteur de l'économie privée, ce qui devrait signifier, que jusque là, elle sera liquidée. S'il n'est pas ainsi en réalité, si le processus traîne en longueur, il est évident que les triffes de fer du régime enserreront de plus en plus vite, et de plus en plus fort l'initiative privée, des restes du soi-disant capitalisme. C'est un fait avéré que le régime étouffe non seulement l'initiative privée sous toutes les formes, mais qu'il a déjà commencé à la liquider. C'est une question de moindre importance, si cette liquidation durera encore pendant quelques années, voire seulement quelques mois.

Manifeste du Président de la République de Pologne à Londres
August Zaleski, le jour du 11 Novembre 1948, anniversaire de
libération en 1918.

Citoyens de la République,

C'est avec un cœur triste et plein d'amertume, que nous allons commémorer le trentième anniversaire de l'indépendance reconquise. Un laps de temps relativement court nous sépare de cette heure rayonnante de joie, heure dans laquelle se réalisait le rêve d'une suite des générations, qui vouaient le jour et mouraient en captivité, et voilà que l'ennemi a de nouveau envahi nos territoires, nous a ravi la liberté, et enchaîné la Nation. Si nous jetons un regard en arrière sur les trente années de notre histoire, si nous pesons sans parti pris tout à quoi nous avons abouti, ce que nous n'avons pas pu exécuter, et sur ce que nous avons mal fait, nous sommes obligés de reconnaître que le bilan se présente indiscutablement à notre avantage.

Il ne se trouvera personne pour contredire le fait, que la Pologne était la première à rompre la suite lugubre des capitulations devant la marche conquérante du totalisme allemand. Bien que nos

Forces Armées laissées seules dans la première phase de la guerre en face de deux armées, alors les plus puissantes au monde, ont subi une défaite dans la lutte inégale malgré leurs efforts surhumains, ces forces, peu de temps après, avec une vitalité inconnue dans d'autres nations se sont régénérées à l'étranger pour contribuer sérieusement à la victoire de nos Alliés, par leur bravour inégalable dans la lutte sur terre, dans l'air et sur mer. L'attitude magnifique de la population à l'intérieur du pays, et la formation de la plus grande armée de résistance sous occupation étrangère, jusqu'alors inconnue dans l'histoire, ont donné lieu et à juste titre de désigner la Pologne comme "l'inspiration du monde".

C'est pour cette raison que nous tournons nos regards pleins de tristesse et d'amertume vers la situation dans laquelle se trouve la Pologne d'aujourd'hui, malgré nos efforts et notre participation à la victoire. Mais cet état de choses imposé momentanément par les étrangers, sans participation et contre la volonté de la Nation, malgré le protest de ses autorités légales ne peut charger notre responsabilité, et ne peut mettre une entrave aux sentiments d'une juste fierté, à propos de ce que nous avons accompli jusqu'à ce jour. Les nations riches d'autant de valeurs, que celles acquises par la Pologne pendant les périodes de son histoire millénaire, ont non seulement le droit, mais le devoir d'exiger pour elles une existence indépendante au nom des générations passées, et des générations futures.

- - - - -

Proclamation du Gouvernement de la République de Pologne à Londres.

Ce jourd'hui, au trentième anniversaire de l'indépendance reconquise après la géole séculaire et à l'anniversaire de la dixième année de la nouvelle lutte pour la libération, il est de toute évidence que la Nation et le Gouvernement Polonais ont indiqué le chemin de la vérité. Le monde comprend de mieux en mieux cette vérité, que la paix ne peut être appuyée sur l'esclavage des nations, que le danger soviétique sera d'autant plus grand que les concessions de l'Occident permettront à Kreml, d'accroître ses forces. La situation de notre Patrie abandonnée par les Alliés et soumise à la contrainte des Soviets, est également de mieux en mieux comprise.

Le Gouvernement n'a renoncé à aucun droit que la Pologne avait acquis en vertu des conventions internationales. Il veille sur les droits fondamentaux de la République, il exhorte tous les citoyens à l'obéissance à ces droits. Dans ces moments difficiles d'une lutte où les influences variées sont en prise, où surgissent des essais de se servir d'une nation par une autre, le Gouvernement fera valoir toute son influence pour que les Polonais défendent avec succès l'indépendance de leur politique, pour qu'ils comprennent leurs buts nationaux, et qu'ils marchent vers ces buts par des voies conformes aux intérêts de la Pologne. Le Gouvernement attache la plus grande importance à ce que la Pologne ne devienne un instrument de politique étrangère, et qu'elle conserve une indépendance intégrale dans le domaine de ses directives politiques dans la lutte engagée.

Nous commémorons avec respect et douleur tous les Morts dans le Pays et à l'étranger, ceux qui ont donné leur vie pour la Pologne. A nous les survivants, ils nous ont laissé un testament non écrit. C'est l'ordre d'une lutte implacable pour la Pologne libre et intégrale. Pour la Pologne fidèle à la culture chrétienne, démocratique et juste vis à vis de tous. L'accomplissement de cet ordre est notre but, notre devoir principal. Ce but devant les yeux, nous allons suivre plus loin le chemin choisi, confiants dans l'aide de Dieu, et avec foi dans la victoire.

Londres, Novembre 1948.

L'ingérence dans la vie privée en Pologne.

Parmi les efforts communistes polonais, qui tendent à subordonner la personne du citoyen, aux intérêts de l'état, à l'image de la Russie Soviétique, il y a lieu de noter deux efforts nouveaux qui vont nettement atteindre la vie privée dans la Pologne actuelle. Le premier cas, c'est le projet de former des équipes communistes des gérantes d'immeubles; elles doivent passer par une préparation spéciale, après quoi elles obtiendront des postes des personnes préposées à l'ingérence dans les grandes maisons de rapport à Varsovie et en province. "Głos Ludu" (N.d.T.: "Głos Ludu" - Voix du Peuple) organe communiste publie à ce sujet ce qui suit: "Les volontaires pour ce travail ne font pas défaut. Toutefois on manque des éléments spécialisés et qu'en résultat des délibérations des forces actives autonomes du Parti Ouvrier Polonais, on obligera des autorités compétentes à organiser jusqu'au 31 décembre, au moins deux cours d'administrateurs. Ce sont les femmes des ouvriers qui doivent être admises en premier lieu à ces cours; ce sont elles qui, l'instruction terminée remplaceront les administrateurs non qualifiés". Bref on mettra à la porte des gérants de métier, et leur place sera prise par des communistes instruites pour les besoins de la cause.

La deuxième atteinte portée à la vie privée des citoyens, c'est l'épuration et la coordination des comités dans des blocs d'habitation. Ces Comités ont dernièrement subi des épurations sérieuses. On a éliminé tous les éléments peu sûrs, pour les remplacer par des fanatiques du Parti, en leur ordonnant de conserver une attitude intransigeante vis à vis des habitants des maisons. Les dits Comités ont également pour but de s'immiscer dans la vie des citoyens, de donner des avis relatifs à la loyauté politique des habitants, à établir des rapports sur tous les changements intervenus, sur les réunions, sur les invités, et sur toutes les personnes qui viennent en visite dans la maison. L'avis des espions desdits Comités du bloc est sérieusement prise en considération lors des engagements au travail, lors des inscriptions au parti, et en général dans toutes autres affaires publiques.

Expulsion des aumôniers du mouvement Scout.

Le fondateur du mouvement scout, Général Baden Powell, était un Anglais et pour cette raison déjà sa mémoire n'est pas chère aux communistes, qui dominent actuellement le mouvement scout en Pologne. Dans une conférence de presse, les chefs actuels de ce mouvement ont déclaré que l'idéal de Baden Powell était "réactionnaire" et "hostile" aux classes laborieuses et qu'il était né d'un esprit du "monde capitaliste". Rejetant les idées affichées jusqu'à maintenant par le mouvement scout, les communistes décidèrent de "réformer" cette organisation. Les prêtres catholiques du diocèse de Varsovie furent mis en demeure de résigner leur poste d'aumônier du mouvement. Ils refusèrent naturellement, mais virent bientôt que le contact avec la jeunesse était rendu de plus en plus difficile.

Il faut ajouter que l'union des scouts polonais en exil conservent fidèlement les principes de Baden Powell et coopèrent avec le clergé catholique.

- - - - -

La jeunesse polonaise, envoyée dans les écoles en Russie.

Un nombre toujours plus grand de jeunes Polonais sont envoyés en Russie pour étudier de même que les soldats; les plus capables doivent fréquenter les écoles militaires de Russie. Des camps spéciaux existent aux environs de Moscou où les jeunes Polonaise doivent vivre sous des conditions très dures. Des camps similaires pour la jeunesse des autres pays satellites sont en préparation. Le but de cet entraînement militaire est simple: la Russie désire former des cadres dans les armées des pays satellites qui professeront la même idéologie et la même tactique de l'armée rouge. Un procédé analogue est en vigueur dans les collèges polonais où les jeunes gens les plus doués sont envoyés dans les universités russes. Chaque groupe de ces étudiants est accompagné par des instructeurs communistes.

- - - - -

P O L O G N ECongrès d'Union

Le 15 décembre ont commencé à Varsovie les délibérations du Congrès d'Union de deux Partis Ouvriers, auquel prennent part les délégués du Parti Socialiste Polonais et du Parti Ouvrier Polonais (des communistes). La veille, chaque Parti séparément, réuni en un Congrès particulier a accepté des comptes rendus qui résumaient en un total le bien acquis, et procédaient à la clôture de leur activité, après quoi des résolutions ont été votées, en vue d'une demande de l'union de deux Partis. Les délibérations du Congrès de l'Union sanctionneront uniquement et termineront le processus dont il faut chercher la genèse lors du moment de la création du soi-disant gouvernement populaire suscité par les Soviets au mois de juillet 1944 à Lublin, de ce processus qui visait une soumission sans réserve de la classe ouvrière aux directives communistes. Le régime dominé par les communistes dès le début, qui conservait toutefois le masque d'un gouvernement national, s'appuyait presque exclusivement sur les baïonnettes russes.

Le Communisme polonais.

Dans la période entre les deux guerres, le communisme était un mouvement relativement faible en Pologne, son rayon d'activité s'étendait à une petite portion des prolétaires, voire à quelques groupes ultra - des intellectualistes. Sa débilité se manifestait par des crises fréquentes, et un des éléments supplémentaires qui contribuait à un redoublement de cette faiblesse était provoqué par des épurations fréquentes et des réorganisations auxquelles procédaient les délégués du Komintern. Le Parti Communistes Polonais était mal noté à Moscou. On lui faisait grief de ses tendances trotskistes, de ses déviations national-socialistes. En fait, avant la guerre, ce Parti communiste a été dissous par le Komintern, et le mouvement communiste végétait sous forme de groupes et de noyaux, dont les attaches d'organisation entre eux étaient relâchées. La guerre, les deux occupations, et l'attaque de Hitler dirigée contre les Soviets ont quelque peu augmenté l'activité communiste, indirectement attisée par la terreur allemande. Toutefois l'étendue du mouvement communiste de la Résistance, en comparaison avec le mouvement de la Résistance dirigée par le Gouvernement de Londres était plus que modeste. Les forces des organisations de combat, soit nettement communistes, soit sympathisant avec des communistes formaient à peine 5 à 7% des forces dont disposait l'Armée de la Résistance du pays. Pendant la période d'occupation, les communistes déployaient toujours leur activité - comme en marge, en dehors des masses polonaises brûlantes de patriotisme - et sans disposer des bases étendues et des appuis. Mais dès que le pouvoir en Pologne fût saisi par un groupe de communistes arrivés avec l'armée soviétique le 25 juillet 1944, ce groupe bien stylé pendant une suite d'années à Moscou, et lui aveuglément dévoué (Bierut - président actuel; Berman - actuellement sous-secrétaire d'Etat à la Présidence; Minc

- Ministre de l'Economie; Zambrowski - Politbureau du Parti Ouvrier Polonais) alors a surgi la nécessité d'appuyer le pouvoir sur certaines forces dans le pays. Il fallait jeter un pont entre les masses et l'autorité usurpatrice imposée.

Le rôle d'instrument imposé aux socialistes par le régime.

Ce rôle d'agent de liaison ne pouvait être assuré par le Parti Communiste trop faible et à ce point impopulaire, qu'il était obligé à dissimuler avec pudeur son caractère communiste, et entrer dans les arènes politiques sous la dénomination du Parti Ouvrier Polonais. Donc, ce rôle fût imposé au Parti Socialiste Polonais qui avait derrière lui la tradition de quelques dizaines d'années de lutte généreuse pour l'indépendance de la Pologne, pour un juste régime social, et qui pouvait faire preuve de grands mérites dans le domaine d'organisation et d'éducation dans l'idéologie socialiste, et en même temps patriotique des larges masses ouvrières en Pologne. Pendant l'occupation, pour ne pas exposer ses membres le Parti Socialiste Polonais avait suspendu son activité, en créant dans son sein une organisation de conspiration pour la lutte avec l'occupant - WRN ("WRN" - Liberté, Egalité, Indépendance). En renouant l'activité du Parti Socialiste Polonais, le régime avait dès le début éliminé tous ses anciens leaders principaux, tels que: Pużak, Zaremba, Zulawski, Arciszewski, et il avait confié la direction du parti soit aux communistes envoyés en service commandé parmi les socialistes, soit aux dirigeants socialistes à l'échelle locale - ceux qui par opportunisme se sont déclarés prêts à la direction communiste. C'est ainsi que sous une dénomination ancienne, et avec un programme ancien, mais sous le coup de directives imposées que le Parti Socialiste Polonais a recommencé son activité dans la Pologne populaire. Ces anciens leaders étaient obligés de se mettre à l'abri à l'étranger devant la terreur qui les mettait en danger; d'autres se sont trouvés emprisonnés, d'autres finalement ont été réduits au silence. Ce faux Parti Socialiste Polonais, dirigé par les communistes, voire par leurs créatures a rendu d'immenses services au régime. Il a désarmé en une certaine mesure la résistance hostile des masses ouvrières opposées au régime, il a - à un plus haut degré encore - facilité, du point de vue organisation à mettre ces masses sous le joug, et les atteler au char du régime. Les masses ouvrières ont été cyniquement trompées. Ces masses cherchaient un appui moral et une protection contre le cataclysme qui faisait rage en Pologne auprès du Parti avec lequel elles étaient étroitement liées par leurs sentiments, et qu'elles considéraient comme leur propre parti; ces masses se pressaient sous ses ailes protectrices. En 1946 le nombre du Parti Socialiste Polonais était deux fois plus élevé, que le nombre des membres du Parti Communiste, bien que ce dernier offrait des avantages sérieux et immédiats à ses partisans, et qu'il acceptait sans choix chaque élément qui se présentait.

Les Socialistes opposent la résistance.

Bien qu'en haut de l'échelle à son sommet, ce parti était subordonné aux directives communistes, aux échelons moyens par contre, et au bas de l'échelle le Parti Socialiste Polonais avait con-

servé un grand nombre de ses traits caractéristiques: un patriotisme réel, des idées démocrates une hostilité vis à vis du communisme, une méfiance vis à vis des Soviétiques, un scepticisme marqué vis à vis de la réclame du régime sur les résultats obtenus par les Soviétiques dans le domaine social, - et un désir de conserver la tradition et le caractère distinctif de l'organisation de son propre parti. L'hostilité contre l'union avec les communistes était à ce point accentuée que le régime était obligé d'agir pendant quatre ans et demi pour désarmer et combattre cette résistance. Plus l'échelon du Parti était bas, plus cette opposition était forte. Les antagonismes sur divers terrains revêtaient souvent des formes drastiques. Relégués au deuxième plan, tant qu'il était question de prise des postes élevés dans l'administration de l'Etat, les Socialistes se sont retranchés dans beaucoup d'administrations autonomes et dans les conseils des usines, et avant tout ils ont organisé leur base et leur forteresse dans les cadres du mouvement des coopératives. Le régime, tous au début, quand il se sentait encore faible, tolérait la volonté des socialistes à conserver leur caractère distinctif, et reconnaissait leur possessions conquises. Toutefois le régime a commencé progressivement à serrer la vis. D'abord il avait lancé le mot d'ordre de la solidarité de la classe ouvrière, et la nécessité d'unité d'action. Ensuite pas à pas il rendait plus étroite la collaboration des communistes avec des socialistes. Des Comités d'Entente à tous les échelons, une activité en commun etc. Cependant quand en 1947 au Congrès Socialiste à Wrocław, le régime avait tenté de forcer la résolution relative à l'union avec les communistes, un tel orage de protestation avait éclaté, que la proposition a été retirée et on a dû se contenter d'une résolution sur la collaboration. Une propagande incessante au sujet de l'unité d'organisation de la classe ouvrière a fait des siennes avec le temps. Des trucs dans l'organisation lui sont venus en aide, sous forme des éliminations systématiques des adversaires d'un seul parti ouvrier, sous forme d'une activité en commun, sous forme des réunions des Comités Exécutifs en commun, et par une instruction en commun. Les moyens de pression dont dispose le régime totalitaire ont fait le reste.

Vers l'unité.

Au printemps de l'année en cours la question de la fusion des socialistes avec les communistes en un seul parti a été décidée au sommet. On comptait, qu'il n'est plus question que de quelques semaines. La crise dans le sein du Parti Ouvrier Polonais, provoquée par la déviation nationaliste de Gomułka avait retardé cette fusion. Après l'épuration dans le Parti Ouvrier Polonais, une épuration beaucoup plus sérieuse et de plus grande envergure a été faite dans le Parti Ouvrier Polonais. Non seulement on a écarté du pouvoir toute une série de grands leaders avec Osobka-Morawski, Czerwinski, Hochfeld en tête, mais on a éliminé du Parti 200.000 membres environ, et on a mis entre les mains des communistes ce bastion des coopératives, tout en le désavouant, comme une déviation de la seule et juste voie de l'idéologie de Marx et de Lénine. Le gros de toute activité du Parti Socialiste Polonais, dès le début de sa création. Après cette préparation du terrain, on a procédé aux élections des délégués pour le Congrès. Ces élections étaient une pure formalité, les cercles du Parti vo-

taient pour des candidats désigné à l'avance, ceux dont la loyauté ne faisait aucun doute.

L'absorption des socialistes par les Communistes et sa conséquence politique

Dans ces conditions le Congrès d'Union qui depuis des mois est mis en relief par un encadrement suggestif de la propagande, sera une manifestation à l'unanimité à la mode des Soviets. La fusion qui devient fait accompli est la finale du processus qui a débuté par la subordination, et a fini par l'absorption des socialistes polonais, par les communistes.

Le projet du Statut du nouveau parti publié il y a un mois, et qui sera selon toute probabilité accepté à l'unanimité, sauf peut-être des changements purement réthoriques introduit sous la dénomination du centralisme démocratique la dictature de la direction suprême dans le Parti, transforme le Parti en une avantgarde de la classe ouvrière, impose aux membres du Parti "une discipline de fer". Le Parti doit revêtir plutôt un caractère d'élite. Ceux qui veulent y entrer, sont obligés de passer par une période d'essai d'un an, en caractère de candidat. Il est caractéristique que Radkiewicz, Ministre de la Sécurité, dans son discours prononcé ces jours derniers à Cracovie, a spécialement souligné la nécessité de discipline militaire dans le Parti, et il a prévenu, qu'abstraction faite des épurations qui ont déjà eu lieu, après la création du parti unique, il faudra procéder à une élimination de 300 mille personnes environ. Tout cela prouve que le nouveau Parti sera fidèlement calqué sur le modèle soviétique d'organisation et sur la méthode soviétique. L'absorption des socialistes est un pas sérieux en avant fait par les communistes polonais, sur le chemin vers système du Parti unique. Après les socialistes indiscutablement viendra le tour de cooptation, et ensuite d'absorption des Partis Paysans. Le mot d'ordre d'un front uni ouvrier-paysan deviendra le premier son de cloche de cette activité.

Elections des délégués.

Le soi-disant élections des délégués pour le Congrès auxquels procèdent les éléments organisateurs du Parti Socialiste Polonais concessionnaire, et du Parti Ouvrier Polonais, sont en réalité un genre de filtrage soigné qui laisse passer seulement les plus "sûrs" ou les plus "repentis", ce qui exclue toute surprise, et toute possibilité d'opposition lors du Congrès. Les principaux leaders des deux partis ont été "disseminés" dans tout le pays, et grâce à ce procédé ils ont obtenu les mandats comme délégués dans des diverses régions.

Il est caractéristique que les membres militants de grande envergure, intérieurement reprouvés pour avoir commis l'hérésie de la déviation à droite ont été également dotés des mandats comme délégués. Dans le Parti Socialiste polonais concessionnaire, Rusinek,

Szwajbe et Hochfeld ont reçu des mandats; dans l'entre-temps d'ailleurs ils ont à plusieurs reprises fait leur acte de contrition. Gomulka est également délégué du Parti Ouvrier Polonais. Il avait récemment publié dans "Głos Ludu" (N.d.T. "Głos Ludu" - Voix du Peuple) un article où il se repent, où il chante des louanges sur la "fusion", et où il approuve la liquidation de toutes les déviations idéologiques contraires aux principes de Marx et de Lenine. Il est évident que ces "séparatistes" ne tiendront pas de sérieux rôles au Congrès, encore moins dans les milieux des sommets du parti; mais leur participation revêt un caractère de démonstration pour mettre en relief la victoire des principes de "la critique, et de la critique personnelle".

- - - - -

Actes préliminaires au Congrès.

La campagne de propagande relative à la course au travail revêt parfois un caractère absolument grotesque, et bien qu'il en soit ainsi la presse ne peut s'abstenir de la flatter. Par exemple voici la preuve: les paysans auraient pris une résolution (aucune certitude sur cette résolution) dans quelques districts de la voïévodie de Wroclaw, par laquelle ils se seraient engagés à payer tous les impôts de l'Etat avant le délai prévu, en honneur du Congrès. Certaines résolutions des étudiants, et même des groupes des écoliers des écoles primaires ont un caractère analogue; cette jeunesse estudiantine s'engage "à dépasser les normes" des études prévues par le programme: également en honneur du Congrès.

De divers meetings, réunions, défilés pour lesquels on va rassembler des travailleurs ont pour but de créer une fausse ambiance d'enthousiasme avec lesquels "les masses populaires" vont fêter la liquidation du Parti Socialiste Polonais concessionnaire, et en même temps l'affermissement de la dictature communiste en Pologne.

- - - - -

Est-ce la fin de la carrière de Cyrankiewicz?

On communique de Varsovie que Cyrankiewicz doit être limogé en janvier, du poste du Président du Conseil. Eskar Lange fait des démarches pour avoir ce poste. Radkiewicz, Chef de la Sécurité, en prenant tout à coup la parole en public, à Cracovie, a averti les gens, que dans le parti unifié régnera une discipline de fer, voisine à la discipline militaire. Les communistes ont demandé qu'il soit procédé à une élimination de 300.000 membres du Parti Socialiste Polonais concessionné.

- - - - -

Les Evêques polonais à Rome.

Dans les milieux ecclésiastiques à Varsovie cour le bruit que deux évêques, dont les noms ne sont pas prononcés, ont entrepris un voyage et se sont rendus au Vatican. Le dit voyage aurait pour

but de mettre au courant le Pape sur la recrudescence des mesures de contrainte prises vis à vis de l'Eglise, sur les préparatifs de la liquidation des établissements scolaires privés, et en particulier de ceux qui sont sous l'influence du clergé. Les Evêques polonais se proposent également, lors de leurs entretiens avec le Saint Père, d'aborder la question de la prise de succession de Primat de Pologne, après le décès du Cardinal Hlond.

- - - - -

L'université abandonne la liberté des recherches.

Le Ministère de l'Instruction Publique en Pologne a donné cette année le mot d'ordre relatif à la "démocratisation des Universités", et a ordonné en même temps aux Doyens des Ecoles Supérieures en Pologne d'adapter le programme des travaux, et des recherches scientifiques de s les Universités à la ligne de politique de l'idéologie de Marx, de Lénine et de Staline. La fête de l'inauguration de la nouvelle année scolaire qui a eu lieu le 8 novembre 1948 à l'Université des Jagellons à Cracovie laisse prévoir en quoi consistera cette démocratisation. Le Prof.Dr. Teodor Marchlewski a été nommé Recteur (par ordre des communistes). Il a fait un discours de programme, qui annonce les tendances nouvelles à l'Université des Jagellons, une des Universités les plus anciennes du monde. Le discours du Recteur docile aux communistes a mis en relief deux principaux mots d'ordre "La liberté de la science n'est pas une liberté arbitraire inconsciente" et "la science n'est pas apolitique".

Il résulte de ce discours du Recteur Marchlewski, que les Universités en Pologne, par ordre des communistes seront obligées d'abandonner leurs postulats scientifiques, leurs principes, notamment leur liberté de recherches scientifiques, par contre devront être entièrement soumises aux directives politiques des partis communistes.

- - - - -

Le Contrôle de la Radio s'accroît en Pologne.

Ce qu'on appelle la "reception dirigée" - qui consiste en un contrôle des émissions écoutées par les hauts-parleurs individuels depuis une centrale de réception - fait de grands progrès en Pologne. Une centrale de réception a été inaugurée le 7 octobre à Suchedniow, dans la province de Kielce. Elle peut contrôler actuellement 500 postes et son personnel communiste se vante qu'il pourra bientôt en contrôler 2.000. Durant les deux années écoulées, le PPR a ordonné à la radio polonaise de diffuser régulièrement des lectures sur les différents aspects de la science communiste et la propagande par radio est intensifiée continuellement. Les Communistes ont créé une sorte "d'université radiophonique" qui émet chaque jour un certain nombre de lectures. Tout le programme est basé sur la théorie marxiste et copie sur le modèle soviétique. Les habitants des petites villes et des villages qui ne possèdent pas des récepteurs puissants sont ainsi obligés d'écouter chaque jour des commentaires marxistes sur tous les problèmes importants de la vie et de la science.

- - - - -

P O L O G N ELes parias de l'Europe du XX siècle.Personnes déplacées - produit de la guerre totale.

Un des traits caractéristiques de dernière guerre consiste dans le fait qu'elle avait littéralement jetées dehors de leurs propres demeures des dizaines de millions de personnes civiles, qu'elle a rendu pour ainsi dire fluides des masses humaines démesurées, tout en les jetant non seulement au milieu des conditions de la vie qui leur étaient étrangères, mais souvent même au milieu d'un pays ennemi. Cette dispersion des masses humaines avait en partie un caractère passager et en une certaine mesure était la résultante d'une évacuation bénévole pour s'éloigner des villes bombardées, ou fuir devant l'ennemi qui s'approchait. Ces réfugiés - bien que pas tous - sont rentrés après la fin des hostilités, ou lors de la retraite de l'ennemi. Le sort de ceux qui ont été déportés par force pour le travail obligatoire, ou qui se sont trouvés dans des camps de concentration a été beaucoup plus accablant. Lors de la chute du III^e Reich, douze millions de personnes de cette catégorie se trouvaient sur ses territoires. Des esclaves modernes se recrutaient de tous les pays qui étaient occupés par les Allemands; mais les groupes des nations des pays de l'Europe Orientale, tels que les Polonais, les Ukrainiens, les Russes étaient représentés par le plus grand nombre des personnes. Au mois de mai 1945 le nombre des Polonais déportés pour les travaux obligatoires en Allemagne, des Polonais transplantés soit des personnes libérées des camps de concentration - rien que dans les zones occidentales était de 1,5 million de personnes environ.

Le problème de rapatriement se complique

La victoire remportée par les Nations Unies sur l'Allemagne a rendu la liberté à ces esclaves modernes, et leur a ouvert le chemin de retour, si ce n'était dans leur maison, au moins dans leur patrie. Les Français, les Belges et les Hollandais sont rentrés presque immédiatement avec joie et espoir d'un avenir heureux. Les Russes, une majeure partie des Ukrainiens, et des Bielorussiens, pressés par des officiers de liaison soviétique, sont également rentrés, hésitants et inquiets comment sera jugé leur service chez l'ennemi. Les Tchèques et les Slovaques sont rentrés plein d'espoir. Les Polonais et les Yougoslaves sont restés en perplexité et au désespoir. Une immense majorité parmi eux considère que leur pays a seulement changé l'occupant, qu'il est toujours en captif, que l'indépendance, but pour lequel ils ont généreusement lutté n'a pas été atteint. Ils se sentent trahis et délaissés par les démocraties occidentales.

L'UNRRA a pris à sa charge l'existence et la protection de ces masses des personnes déportées en Allemagne, en les logeant dans des camps dévastés pour la plupart du temps, et en leur fournissant

de modestes rations de nourriture, lesquelles progressivement devenaient insuffisantes quelques mois après la fin des hostilités, et le devenaient de plus en plus. Le but principal visé par l'UNRRA dans l'ensemble de tout ce qui concernait les D.P. était d'effectuer leur rapatriement dans le plus bref délai, et autant que possible, sans qu'il en reste. Mais les ressortissants des Etats Baltes annexés par la Russie, des Lithuaniens, des Lettons et des Esthoniens qui avaient encore en fraîche mémoire le régime d'oppression et les déportations massives pendant les années 1940/41 ne voulaient rien entendre au sujet de leur retour. Une immense majorité des Polonais et des Yougoslaves était dans une tragique perplexité: devaient-ils rentrer dans leur pays sous le joug honni, pour rejoindre leur familles à ce prix, et essayer de se créer une existence, ou bien devaient-ils rester momentanément dans cette Allemagne hostile, pour se rendre après dans un des pays libres de l'Occident, où par un séjour continu à l'émigration être comme un signe visible, comme une protestation contre le préjudice qui leur a été fait, à eux, à leurs nations dont l'attitude a été la plus ferme, la plus inébranlable pendant la guerre. Nombreux étaient ceux qui ne voulaient pas admettre l'idée que le régime totalitaire communiste imposé à leur pays pourrait persister.

Ils se faisaient l'illusion que les démocraties occidentales par l'exercice d'une pression diplomatique, ou d'une menace d'intervention obtiendraient que le rideau de fer soit levé, que la Russie serait contrainte à rendre la liberté aux pays dont elle a fait ses vassaux. La pression exercée par l'UNRRA auprès des D.P. pour qu'il se décident au rapatriement, ne reculait pas devant la présentation de certains états de choses d'une manière non conforme à la vérité, allait jusqu'à dépeindre d'une façon optimiste les conditions de la vie qui devaient exister dans les pays de l'Europe Orientale, faisait miroiter certaines perspectives qu'ils auraient pour l'avenir, appuyait toute propagande pour le retour des agents soviétique et satellites, harcelait et accablait des recalcitrants d'incessants dénégements du camp au milieu d'un hiver rigoureux. On limitait la liberté des groupements, y compris la liberté de la parole, dès qu'il était question de dire son avis sur les conditions réelles existantes dans le pays. Des mauvaises conditions de vie, une existence sans espoir dans l'ambiance du camp, peu de chances sur les possibilités d'une émigration rapide et massive, le sentiment qu'on est abandonné qu'a fait naître l'indifférence des milieux internationaux vis à vis des D.P. - tous ces éléments pris ensemble ont occasionné dans la deuxième moitié de 1946 - après des mois d'attente en vain - une recrudescence du flot de rapatriement parmi les Polonais et les Yougoslaves.

Ce retour n'avait rien de commun avec la joie du retour dans la patrie libre. La majorité de ceux qui rentraient avait le sentiment que c'est un retour forcé par des conditions de leur vie, par des obligations, par une nécessité de s'occuper de la famille laissée dans le pays, et qui ne pouvait le quitter. Ces personnes repatriées par nécessité, c'étaient des prisonniers de guerre, des personnes déportées pour le travail obligatoire, et des prisonniers

des camps de concentration. Ils rentraient dans leur patrie pliant sous l'immense fardeau d'amertumes accumulées, et une grosse déception causée par l'attitude des alliés et des démocraties occidentales; aujourd'hui ces hommes dans leur pays respectifs représentent un élément profondément antioccidental. Ils rentraient accablés du souci sur leur sécurité personnelle, et craignaient pour la sécurité de leurs familles, ayant devant les yeux la vision des prisons et des déportations. Toutefois des centaines de mille des Polonais, des Israélites, des Yougoslaves, des Ukrainiens, des Esthoniens, des Lettons et des Lithuaniens sont restés.

... Ceux qui sont mis en marge...

Quand à la date du 1-er juillet 1947 L'IRO (International Refugee Organisation) a repris de la UNRRA la charge de l'assistance aux réfugiés, leur nombre était de 704.000 personnes. En réalité cependant le nombre des réfugiés était beaucoup plus élevé. Rien que sur le territoire d'Allemagne 350.000 de réfugiés se trouvaient vers la fin de 1948, des réfugiés qui étaient soit entièrement privés de l'assistance de l'IRO, soit bénéficiaient de cette assistance par intermittence, d'un cas à l'autre. Ces réfugiés privés de l'assistance de l'IRO, et ils le sont pour des raisons d'ordre administratif, comme le retard apporté à l'enregistrement, pour quelque infraction contre les prescriptions d'ordre en vigueur pour les D.P., pour un domicile en dehors du camp, pour le non accomplissement d'une des conditions du screening et ce sont cependant presque en bloc des réfugiés d'après guerre, venant des pays situés derrière le rideau de fer, comme des parias parmi les réfugiés. Leur sort est des plus tragiques. Démunis de pièces d'identité personnelles indispensables, traqués par la police allemande et les autorités militaires d'occupation, pour lesquelles ils constituent un fardeau dont on ne sait trop quoi faire, ils errent las, affamés, et en guenilles, cherchent un gagne pain fortuit, forcent les portes des camps qui sont sous l'administration de l'IRO, pour y trouver au moins pour quelques jours un gîte et de la nourriture. Ces misérables réfugiés regardent avec envie les réfugiés de plein droit, qui sont à même de prouver leur séjour dans des camps depuis décembre 1945. Cette catégorie des réfugiés lésés, est non seulement privée d'une assistance systématique, mais ils ne sont même pas englobés par une statistique. Ils se trouvent en marge, en dehors du problème des réfugiés, étudié par des autorités internationales compétentes.

Misère physique, misère morale.

Et dans l'entre-temps, bien que ces réfugiés lésés regardent avec envie les réfugiés officiellement reconnus comme tels, ceux qui se trouvent sous la protection de l'IRO - ces derniers vivent dans des conditions matérielles et morales extrêmement pénibles. Une immense majorité de ces réfugiés habitent dans des camps qui se composent de vieux baraquements dévastés, avec des installations les plus primitives, voire dans des bâtiments de caserne. La densité des habitants de ces camps est grande; ils vivent très serrés ce qui rend difficile l'application et le maintien des conditions d'hygiène au minimum. Ils manquent de commodités les plus élémentaires, ils ne peuvent même pas subvenir à leurs modestes besoins en vêtements et

chaussures, ils ont une nourriture très monotone et insuffisante. Le rapport du Secrétaire Exécutif de l'IRO pour la période de janvier-avril 1948 constate que le niveau du ravitaillement des réfugiés (prévu à 1900 calories par jour) n'a pas été atteint. Les produits fournis par l'économie allemande et qui forment la base du ravitaillement, tels que: le pain, les pommes de terre et la viande sont de très mauvaise qualité. Cette qualité très inférieure de produits diminue leur valeur calorique de 20%. Le passage du Rapport y relatif dit: "Une augmentation des rations de nourriture est absolument indispensable dans toutes les zones, car les cas nombreux des D.P. ont été signalés que leur poids était trop faible, et qui ont été éliminés lors du recrutement pour la colonisation". "Journal des Ordonnances Scolaires" publié par la Commission Polonaise Scolaire pour 1948 constate en ce qui concerne le ravitaillement des enfants que "1500 calories c'est incontestablement trop peu pour que l'enfant puisse se développer et étudier normalement". Le "Journal" demande une augmentation des rations de nourriture - "dans le cas contraire - comme résultat - la tuberculose sera générale parmi les enfants".

Les démolitions morales des conditions de vie des réfugiés, égale la misère des conditions matérielles. Une vie par grande agglomération, dans le tumulte des camps, dure pour beaucoup des réfugiés déjà depuis 3 ans; d'abord dans des camps de travail ou des camps de concentration, après la libération dans des camps des réfugiés - une vie non seulement loin de la patrie, mais souvent loin de la famille, une vie de végétation, pour la plupart du temps sans travail régulier, dans un milieu exceptionnellement peu homogène plein de complexes multiples des D.P. complexes qui se sont développés à la suite des rancunes, d'espairs déçus, et des conditions d'existence anormale. L'impossibilité d'avoir, ne serait-ce qu'un coin pour être chez-soi, être dépendant de l'entourage qui est traversé par des courants des dissonances qui éclatent parfois sous un prétexte apparemment futile, et qui cependant sont du domaine d'une question essentielle, car ils constituent le fond de leur vie actuelle. La circonstance d'être déraciné d'un milieu normal, être privé du travail, être pour ainsi dire suspendu dans le vide, se sentir inutile, voilà ce qui alimente la source intarissable de souffrances morales. En outre l'antipathie croissante, qui se transforme souvent en une hostilité de la société même et des autorités de la police allemande, l'indifférence ou l'incompréhension de la part des autorités d'occupation, souvent même des éléments d'assistance de l'IRO fait souffrir également le réfugié.

Le seul désir dont vit le D.P. est de sortir enfin de cette vie, s'en aller dans le vaste monde, émigrer, trouver du travail, essayer de rebâtir sa vie personnelle. Certains d'entre eux malgré les déceptions et des conditions tragiques ne renoncent pas au service pour la cause de la patrie, ils veulent - dès qu'ils sentent la terre ferme sous leurs pieds - continuer la lutte pour la libération de leur patrie.

Le réfugié qui ne vit que d'espoir qu'il émigrera dans le

plus proche avenir, passa par un véritable purgatoire des souffrances morales. Continuellement, comme une trainée de poudre, des renseignements relatifs aux nouvelles possibilités d'émigration se propagent, puis s'avèrent exagérés, ou même nés dans le domaine de pure fantaisie. Ou bien les conditions posées par des commissions de recrutement des pays d'immigration, arrivées en Allemagne, s'avèrent tellement exagérées, que l'espoir d'émigrer éclate comme une bulle de savon.

Quelques données statistiques.

Ces réfugiés trouvent malgré tout des forces et de l'énergie, pour développer dans les cadres de leurs groupes nationaux, une vive activité organisatrice et sociale, professionnelle et culturelle. Tous les groupes ont créés leurs représentations politiques, qui ont renoué une collaboration avec leurs compatriotes dans d'autres pays. L'enseignement fonctionne et embrasse tous les échelons. Un appui spécial est apporté à tout ce qui concerne les études complémentaires et préparatoires professionnelles. Les théâtres fonctionnent, il y a des productions orchestrales et chorales, des expositions artistiques sont organisées, même des congrès scientifiques, l'activité des institutions charitatives et d'entraide se développe. Toutes ces manifestations c'est l'expression de la volonté qui s'oppose à l'ambiance désespérée, c'est la volonté, qui malgré tout veut donner à cette vie une forme normale. Sur 704 mille réfugiés en Allemagne dont l'IRO assure l'assistance depuis I-VII-1947, il y a 192 mille des Polonais, 156 mille des Israélites, 107 mille des Ukrainiens, 83 mille de Lettons, 50 mille de Lithuaniens, 26 mille de Yougoslaves, 25 mille d'esthoniens, 22 mille d'apatrides. 80% des Israélites possédaient la nationalité polonaise. A titre d'exemple, en ce qui concerne l'effort fait par les réfugiés dans le domaine de l'enseignement, il y a lieu de citer ce qui a été réalisé par le groupe polonais. Après la libération l'enseignement polonais, improvisé de fond en comble, a recueilli 60.000 de jeunes. Après le rapatriement massif de 1946, le nombre des étudiants était de 16.721. 260 centres d'enseignement travaillant sous la direction de 935 instituteurs. Il y a 17 écoles secondaires (gymnases et lycées). Dans des écoles supérieures allemandes 1.000 étudiants environ poursuivent leurs études. L'ensemble de l'enseignement dirigé par le Comité Central pour les affaires scolaires, et de l'instruction publique comprend également une organisation de grande envergure de l'enseignement complémentaire et professionnel. L'enseignement professionnel comprend le large tableau de 63 professions et en même temps l'enseignement de langues étrangères. En 1947, 13.753 personnes ont poursuivi leurs études, à 516 cours. Les cours étaient dirigés par 628 instructeurs. L'activité des colonies des vacances a assisté 7.000 enfants en été, ce chiffre qui représente 50% de la jeunesse estudiantine.

Assistance sociale de l'IRO.

Un point très sensible dans la vie des réfugiés, consiste dans le fait, que les organes de l'IRO, les autorités d'occupation, les commissions de recrutement des pays d'immigration, profitent à un très petit degré de la collaboration des réfugiés mêmes, et de leur expérience acquise dans le domaine des organisations nationales, qui

grâce à leur influence, à la connaissance du terrain et des problèmes pourraient grandement contribuer à l'allègement du sort des D.P. - notamment en enlevant à l'assistance l'excès de l'élément officiel et administratif, en lui donnant un caractère plus social, en empêchant certaines initiatives portant à faux au point de vue psychologique, qui pèsent sur l'existence déjà sans cela suffisamment difficile, qui font naître toujours un sentiment d'injustice et d'amertume dans les milieux des réfugiés.

Bien que dans le domaine de l'assistance aux réfugiés l'IRO possède une supériorité indiscutable sur l'UNRRA, il n'est cependant pas exempt d'erreurs qui découlent en partie du principe qu'il se pose (en premier lieu exercer une pression pour amener les réfugiés au rapatriement, bien qu'après le mois de juillet 1947 les réfugiés qui ne sont pas rentrés étaient décidés à rester en émigration), et également en partie du pléthore des éléments bureaucratiques, et des connaissances insuffisantes du terrain et de la psychologie des réfugiés.

La question des réfugiés de guerre est un problème spécial, un problème du domaine de la morale internationale. Il a été reconnu comme une question internationale, un problème qui pèse et qui pèsera sur la conscience internationale, jusqu'à l'époque où il sera résolu d'une manière positive. Ces accents empreints de noblesse dans l'énonciation de la manière dont a été posée ladite question, étaient puisés à la source des convictions des auteurs du mode du règlement du système des relations d'après guerre, liées à la nécessité de réparer le préjudice causé par les Allemands aux réfugiés innocents, étaient l'expression de la volonté de rendre aux réfugiés la capacité spirituelle et la forme physique, le droit d'avoir un gîte et du pain, à leur rendre la dignité humaine. Au fins de réaliser ces tâches, le 15.XII.1946 une institution internationale d'assistance aux réfugiés a été créée par l'Organisation des Nations Unies, sous la dénomination de l'IRO (International Refugee Organisation). Autant l'activité de l'UNRRA auprès des réfugiés n'était pas bien délimitée et avait le caractère d'une improvisation occasionnelle, autant les tâches de l'IRO ont été nettement précisées. Sa tâche consiste à porter assistance aux réfugiés. Cette assistance comprend trois problèmes de base: 1/ l'alimentation, 2/ leur rapatriement, 3/ leur émigration. D'autres formes d'assistance sont liées à ces problèmes de base. Le Statut de l'IRO remplace la dénomination des D.P. (personnes déplacées) par le terme de "réfugié", et précise cette notion. Sous ce terme on comprend ces personnes qui ne peuvent ou ne veulent rester sous l'assistance du gouvernement du pays dont elles sont originaires.

Néanmoins le péché originel commis pendant l'activité de l'UNRRA pèse sur le Statut de l'IRO, et occasionne une déviation des principes qui assistaient à la naissance de cette nouvelle institution. Le Statut de l'IRO donne la priorité au rapatriement avant l'émigration et la colonisation. Il garantit au réfugié une assistance totale et sans réserve lors de son rapatriement, par contre l'aide apporté lors de son émigration dans un territoire étranger, est conditionnée par un accomplissement de toute une suite posées.

Un réfugié qui désire bénéficier de l'assistance de l'IRO lors de son émigration pour l'étranger est obligé de prouver que l'IRO est dans l'obligation de lui prêter son assistance, et il doit présenter "des preuves suffisantes" à l'appui du refus de rentrer dans son pays d'origine. Attendu que le Statut ne précise pas nettement, quelles preuves seront reconnues comme suffisantes, et la conviction personnelle du réfugié est considérée comme insuffisante, le fait d'accorder le droit à l'assistance, dépend d'une appréciation libre de l'administration de l'IRO, qui souvent n'est pas en état d'approfondir et d'apprécier convenablement les motifs qui retiennent le réfugié à l'étranger. Cette manière d'envisager le problème, créée dans la pratique des conditions, qui font que la décision prise au sujet du réfugié est arbitraire et péjorative. En outre le Statut ramène l'IRO au rang d'une institution qui charge ses membres d'une obligation unique, sous forme du versement des cotisations. Cette obligation est même appuyée par des sanctions. Par contre dans ce qui forme le fond essentiel de l'assistance, c'est à dire: l'alimentation, la colonisation, le travail, le Statut n'impose aux membres aucune obligation. En résultat et du moment que la question est ainsi posée, l'IRO n'a aucune possibilité d'ingérence, et même aucune possibilité du droit de regard, en ce qui concerne la sélection, le recrutement et la colonisation. Une situation paradoxale en résulte: l'organisation de l'assistance ne possède aucune influence relative à la formation future du sort du réfugié, bien qu'elle ait été créée à ces fins. Ces insuffisances se sont manifestées en plein dans l'activité de l'IRO jusqu'à présent. En brossant le tableau de l'existence des réfugiés en Allemagne, comme ci-dessus on a cité des avis des milieux les plus autorisés, qui affirment qu'il est encore et toujours sous-alimenté. Par conséquent dans le ressort du ravitaillement l'IRO n'a pas su remplir dans toute son étendue la tâche qu'il a entreprise.

Action de rapatriement.

Conformément aux plans arrêtés l'IRO avait l'intention de rapatrier 109.000 de personnes pendant la première année de son activité. En réalité comme il résulte du compte-rendu pour la période du I-VII-1947 au 30-VI-1948 que malgré les efforts et la pression exercée 51.400 personnes seulement ont été rapatriées, donc le plan a été exécuté dans les 46%. Les Polonais faisaient 60% dans le nombre des rapatriés. L'IRO prévoit pour la deuxième année de son activité le rapatriement de 57.160 personnes. Il est à présumer qu'en réalité le chiffre des rapatriés sera considérablement inférieur. Premièrement pour cette raison que ceux qui ne sont pas rentrés dans le courant de ces trois ans, sont décidés de rester, et ils considèrent que la plus mauvaise période est passée, et ensuite certaines perspectives qui se sont ouvertes pour l'émigration d'outre-mer provoquent un raffermissement de volonté chez l'émigré ce qui l'incline à persévérer sur la voie prise, et éveille chez lui des espoirs nouveaux. La pression relative au rapatriement est exercée de la manière la plus accentuée dans le groupe polonais. Ceci résulte du fait, que dans l'idée de l'IRO les Polonais rentrent dans leur propre pays: tandis que la majorité des réfugiés qui for-

ment d'autres groupes nationaux, sont originaires des territoires qui ont été incorporés à l'Union Soviétique.

Emigration et colonisation.

Les plans de l'IRO pour la première année de l'activité de cette institution dans le domaine de l'émigration et de la colonisation, comprenait 262.000 personnes. D'après le compte-rendu de l'IRO pour le 7 septembre 1948 il résulte qu'on a procédé à la colonisation de 138.200 réfugiés dans la période sus-mentionnée, ce qui donne 50% des prévisions. En dehors de la participation de l'IRO, et à l'aide d'une assistance immédiate de la part de différents gouvernements, et des institutions sociales, 66.377 personnes ont été en outre colonisées pendant cette période. Le chiffre total de 204.577 des réfugiés-immigrants a été accepté par 73 pays sur 5 continents. Néanmoins 77% de l'ensemble de l'émigration s'est rendu dans 6 pays. L'Angleterre a admis 63.788 personnes, le Canada: 25.244, la Belgique: 19.177, USA: 16.836, la France: 16.216, l'Argentine: 12.163. Les décisions prises lors des séances plénières de l'ONU pendant les journées du 15.XII.1946 et du 17.XI.1947 recommandent aux Etats d'accepter sur leurs territoires des parts équitables des réfugiés, néanmoins les gouvernements des Etats-membres de l'IRO n'étaient nullement pressés dans la réalisation des principes adoptés par eux-mêmes.

Scandale du recrutement.

La manière appliquée jusqu'à présent et adoptée par les services des Etats d'immigration, en ce qui concerne la sélection et le recrutement des réfugiés, démontre l'écart énorme qui existe entre les énonciations officielles, empreintes de sentiments humanitaires élevés et les actes mêmes, dont les motifs sont dictés par l'intérêt égoïste des pays d'immigration. Les méthodes appliquées jusqu'à ce jour dans le ressort du problème liée avec la charge des réfugiés, restent à quelques rares exceptions une négation des principes en vertu desquels l'assistance internationale aux réfugiés a été créée. De ce fait découle l'élément supplémentaire de la tragédie des réfugiés. Tout en voyant qu'il est exclusivement considéré sous l'angle de son utilité, en qualité de force ouvrière destinée pour les catégories les plus inférieures du travail non-spécialisé, le réfugié perd la confiance dans la solidarité des nations de culture occidentale, et dans les valeurs des principes qui soi-disant doivent former la base et l'esprit de cette culture. A ce cynisme il répond avec cynisme, voire avec révolte indignée. De la considération des méthodes appliquées en pratique, il résulte que les Etats d'immigration dans leur activité de recrutement rappellent les méthodes de ceux qui faisaient le traite des esclaves. Le recrutement comprend en premier lieu, et presque en exclusivité des gens sains, forts, sans famille, jusqu'à l'âge de 35 ans. Le réfugié qui fait des démarches pour obtenir le visa est obligé de passer par toute une série d'examen médicaux qui durent des mois, par des examens professionnels, par l'examen de la situation de famille, et ainsi de suite. Si le réfugié se trouve déjà sur le territoire d'émigration, et s'il s'avère que la commission a fait l'er-

reur, les autorités du lieu, procèdent à une rectification de l'erreur dans ce sens, qu'ils renvoient le réfugié de retour en Allemagne.

Dans le rapport de l'IRO en date du 4 mai 1948 sur l'activité des organes des pays d'immigration parmi les réfugiés, se trouve l'appréciation suivante: "... Les possibilités colonisatrices sont limitées par des conditions calculées à froid, dictées par des intentions mesquines, et par un intérêt égoïste, quoique mal compris par des états d'immigration". "... les plans de colonisation ne prévoient... pas du tout la colonisation des groupes de famille... on arrive jusqu'au fait que des personnes particulières tiennent en secret leur mariage, aux fins de pouvoir prendre part dans la colonisation. Il y a eu des faits que des mères abandonnaient leurs enfants, et se présentaient aux missions de recrutement, comme des personnes seules". "... les sentiments humanitaires les plus primitifs devraient se rendre compte des conséquences spirituelles, morales et physiques de cet état de choses".

Aumôniers des émigrés en Allemagne constatent dans leur proclamation que les méthodes tout simplement inhumaines appliquées par des commissions de recrutement amènent des réfugiés à commettre des faits immoraux, allant jusqu'à l'abandon de leurs propres enfants.

Le drainage de la masse des réfugiés de l'élément de la plus grande valeur utilitaire tout le considérant comme une force ouvrière non spécialisée aggrave automatiquement les chances d'émigration de ceux qui restent. Si dès le début on avait appliqué le principe, qu'à côté des forces ouvrières de la pleine valeur, les états d'immigration sont obligés d'accepter un certain pourcentage des gens qui représentent pour ces états une valeur de moindre utilité, voire même pourraient être considérés comme une certaine charge, il serait possible de résoudre le problème des réfugiés, sans qu'il en reste. A l'état de choses actuel, l'IRO calcule que le nombre des personnes qui ne sont pas qualifiées pour l'émigration du point de vue des prescriptions de recrutement actuellement appliquées, est d'un montant de 186.000 de personnes. Ce groupe comprend dans l'ordre des situations désespérées: a/ des familles, b/ des invalides, des malades, des vieillards, c/ des femmes dont les maris sont absents et qui sont chargées d'enfants, d/ des intellectuels. Le nombre des intellectuels domiciliés dans les camps des réfugiés dont l'avenir semble sans issue, est calculé à 60.000 environ.

Sur le fond de l'égoïsme qui caractérise l'activité des états d'immigration vis à vis des réfugiés, il y a lieu de faire état de l'attitude d'un de ces états, qui d'une manière humaine a résolu le problème d'immigration sur son territoire. Cet état a su s'apercevoir que le réfugié est un être humain, lequel dans son plan d'émigration peut avoir des nécessités en ce qui concerne sa famille, des besoins matériels, sociaux et professionnels, qui demandent à être pris en considération, et à être réglés. Cet Etat, c'est l'Argentine. Depuis janvier 1948 l'Argentine accepte 1.000 émigrants environ par mois, sans leur poser de conditions d'une limitation gênante.

Enfants déportés.

Un chapitre douloureux dans l'ensemble du problème des réfugiés, ce sont des enfants seuls. Ils ont été arrachés à leurs foyers de famille par la force brutale des Allemands, aux fins d'une germanisation, soit ces enfants ont passé avec leurs parents par l'enfer des camps du travail forcé allemands ou soviétiques. Les parents ont péri, les enfants sont restés en vie. Au mois de février 1948, l'IRO avait à sa charge 31.000 des enfants orphelins, dont 28.000 des enfants polonais. Mais les enfants qui bénéficient de l'assistance de l'IRO forment à peine un petit pourcentage des enfants seuls, déportés aux fins de germanisation, et confiés aux familles, voire aux établissements allemands. Dans le rapport du 15 juin 1948, le Conseil aux Affaires Economiques et Sociales de l'ONU estime que le nombre de ces enfants qui se trouvent en Allemagne et en Autriche atteint 500.000, dont 200.000 des enfants polonais. Les organisations internationales ont publié toute une suite de déclarations louables relatives à la question de ces enfants, mais dans la pratique rien a été fait en ce qui concerne la revendication de ces enfants. On a même pas publié un avis qui ordonnerait la déclaration et l'enregistrement de ces enfants. Ce n'est pas tout. En Allemagne les enfants seuls qui bénéficient de l'assistance de l'IRO, restent dans des orphelinats tenus par des Allemands, et aujourd'hui ils ne parlent plus le polonais. Le Rapport du Conseil Economique et Social de l'ONU en date du 21.VII.1948 contient le plan d'une collecte à échelle mondiale des fonds destinés pour les enfants lésés par la guerre. La clef de la repartition des fonds n'unis ne prend pas en considération des enfants réfugiés. C'est une omission caractéristique.

Les plans d'émigration de l'IRO pour le proche avenir.

Le budget de l'IRO pour l'année 1948/49 prévoit une émigration globale des émigrés pour 381.000, et l'émigration individuelle pour 42.000. Actuellement il n'y a aucun doute que les résultats acquis resteront bien en arrière des plans. Les possibilités de colonisation sont encore toujours conditionnées par des prescriptions sévères de la sélection, toujours encore le réfugié qui aspire à l'émigration est obligé de prouver aux commissions de sélection son droit d'émigrer, encore toujours pour la masse des émigrés qui ne sont pas à même de prouver leurs droits, les possibilités d'émigration n'existent pas. Bien que dans le règlement du problème de décharge de la masse des réfugiés on est pas encore à un tournant décisif, les énonciations des états d'immigration permettent quelque espoir dans ce sens qu'un certain élargissement des possibilités d'émigration aura lieu.

Les Etats unis ont publié en date du 18 juin 1948 une loi sur l'immigration, relative au permis d'entrées en USA de 205.000 émigrants qui se sont trouvés en Allemagne, en Autriche et en Italie avant le 22.XII.1945. Malheureusement les prescriptions exécutives à la dite loi sont très pénibles pour l'émigrant. L'obtention du visa est conditionné par l'accomplissement des conditions tellement sévères, que cela diminue sérieusement en pratique la liste des

émigrants qui seront en état de bénéficier du bienfait de la loi. Au cas où les prescriptions exécutives ne seront pas adoucies il est peu probable que jusqu'au 30 juin 1949 les Etats-Unis puissent accepter les 75.000 des émigrants, comme il est prévu par le plan de l'IRO.

L'Argentine a déclaré qu'elle était prête à accepter 35.000 des émigrants, qui se trouvent sous l'assistance de l'IRO. Le choix des émigrés est confié aux organisations nationales des réfugiés. C'est l'unique cas enregistré jusqu'à présent d'une collaboration directe entre l'état d'émigration et la représentation des réfugiés, ainsi que de la confiance faite par cet état, à cette représentation.

La France après avoir longtemps hésité a enfin adouci ses prescriptions de recrutement. L'émigration des familles a été admise. A titre d'essai la France procède au recrutement de 1000 familles d'ouvriers agricoles. Si cet essai réussit la France procédera à l'élaboration d'un plan plus vaste relatif à l'immigration des réfugiés. Mais si d'autres débouchés plus attrayants sur les possibilités de colonisation s'ouvrirent, il se pourrait que la décision française avait été prise trop tard. Vu les conditions posées par le Canada, très sévères en ce qui concerne l'âge, la profession et l'état de santé, l'émigration dans ce pays n'influencera pas fort le problème de décharger de la masse des réfugiés. Tant que l'Angleterre ne renoncera pas aux critères posés lors de la sélection des réfugiés, elle fera sortir par la suite des célibataires, des jeunes et des bien portants des territoires de l'Allemagne.

Les possibilités de la colonisation dans les pays de l'Amérique Latine sont minimes en dehors de l'Argentine. L'obstacle à cette colonisation est formé par le climat, par le manque de stabilisation économique dans ces pays, et le fait qu'ils ne possèdent pas de fonds nécessaires au financement de la colonisation. Par contre la Nouvelle Zélande, et avant tout l'Australie, qui dernièrement manifestent dans le domaine de l'émigration une plus grande activité, pourraient sérieusement contribuer au règlement du problème des réfugiés, si ces pays faisaient preuve de moins de partialité dans la pose de leurs exigences, et de plus d'envergure dans leur activité.

Conclusion

Abstraction faite des erreurs psychologiques commises par la bureaucratie de l'IRO vis à vis des réfugiés, et abstraction faite des grands frais de l'administration - tenant compte que c'est une organisation sociale (un fonctionnaire dans les services de la Centrale coûte en moyenne 400 dollars, dans les directions des pays 250 - 300 dollars par moi) cette institution, tenant compte du fait qu'en dehors de la question des cotisations, elle n'a aucun droit de sanctions vis à vis de ses membres, remplit jusqu'à présent et en général la tâche qu'elle a à sa charge. Il serait très indiqué que l'IRO entreprenne une collaboration des plus étroites avec les organisations nationales des réfugiés, basée sur un plan rationnel de coopération et de la repartition de l'activité. De cette manière on pourrait éviter beaucoup de frottements dans le terrain, et on pourrait synchroniser la marche des affaires, tout en diminuant les

frais d'administration, car les organisations des réfugiés ont entre eux des juristes, non seulement expérimentés, mais qui connaissent le milieu, et qui sont capables d'improviser une activité, avec l'appui des frais matériels très minimes.

Les méthodes de la sélection et du recrutement des réfugiés par des commissions des États d'immigration ont toujours un certain arrière-gout d'un scandale international, bien que la pression et le blâme par lesquels elles étaient condamnées par la voix des grandes autorités morales, a déjà atténué leur formes drastiques. Mais toujours encore il ne leur a pas été enlevé l'empreinte d'un marché aux esclaves. Un marché d'autant plus abject que cette marchandise commerciale pour la plus part a servi la cause commune; des êtres humains auxquels on a promis de les entourer d'une assistance.

Les gouvernements qui par leurs déclarations humanitaires ont pris à leur charge l'obligation de résoudre le problème des réfugiés doivent se souvenir qu'il est possible à réaliser, pas sur le chemin des tendances exclusivement égoïstes de leurs propres intérêts mais aussi par la voie des sacrifices relativement petits, au cas où les charges seront réparties entre tous les pays. C'est là où se trouve la clef pour résoudre le problème des réfugiés, des parias de l'Europe du XX siècle.

P O L O G N E

L'article de Jan Zych publié dans la Trybuna /bimensuel de la presse des émigrés à Londres/ est un tableau précis et succinct des changements que l'année 1948 a apportés à la Pologne. Nous croyons donc juste de le publier ci-dessous en traduction in extenso.

La dernière Année en Pologne

Un chapitre ou un paragraphe du procès de soviétisation s'accorde rarement avec les périodes du calendrier. L'année 1948 fait une exception à cette règle, elle embrasse une période toute faite définie qui commence par la liquidation des restes de l'opposition "légale" du PSL /Parti Paysan de Mikolajczyk/ à la fin de 1947 et finit par le Congrès dit de l'Unité, et la liquidation du PPS /Parti Socialiste Polonais/, vers la fin de 1948.

La formation des cadres.

La fusion des deux partis ouvriers le PPS et le PPR fut devancée en juillet par la fusion des quatre organisations politiques de la jeunesse /Związek Walki Młodych - L'Union de la Lutte des Jeunes, OM - Rassemblement des Jeunes, TUR - Société des Universités Populaires, Wici - Convocations, et ZMPD - L'Union de la Jeunesse Polonaise Démocratique/ en une seule monopoliste: L'Union de la Jeunesse Polonaise. De pareilles fusions furent aussi effectuées dans les groupements de la jeunesse universitaire. A cette même époque les chefs du scoutisme, personnages imposés par le régime, proclamèrent l'abandon des principes internationaux de Baden Powell et une complète réorganisation des troupes scouts d'après le modèle du Komso-mol /Jeunesse Communiste Soviétique/. Après quelques tergiversations on décida de garder le nom de Scoutisme. .

Les organisations politiques fusionnées de la jeunesse jugées insuffisantes, les communistes en formèrent une nouvelle appelée "Service à la Pologne", organisation universelle, obligatoire et paramilitaire, destinée à la jeunesse de 16 à 21 ans.

C'est donc après avoir vaincu l'opposition légale que les communistes ont concentrés toute leur attention à l'éducation de la jeunesse.

Dans l'enseignement supérieur, un des moyens les plus pénibles de la contrainte politique c'est le système en usage depuis 1947, mais établi depuis pour de bon - les examens politiques d'admission, examens passés devant une commission d'examineurs politiques. Dans l'enseignement secondaire on est venu à bout de la production des nouveaux manuels scolaires. A l'heure qu'il est, la jeunesse travaille déjà sur les livres rédigés en vue des buts politiques de l'école.

"démocratique-populaire".

L'année 1948 fut enfin marquée par la formation politique des maîtres d'école. Ce même procès de formation politique des masses, procès qui embrasse principalement les jeunes recrues du parti, fut appliqué, en plus des maîtres d'école, aussi à d'autres métiers, en premier lieu aux juges, procureurs et employés administratifs.

La formation politique des nouveaux cadres est accompagnée d'une élimination systématique des anciens qu'on avait conservés uniquement grâce à leurs aptitudes professionnelles.

L'Economie transformée.

Un procès semblable de transformations minimales mais continues, opéré indépendamment des dates et des faits spectaculaires, a sérieusement accéléré la soviétisation économique du pays. Vers la fin de l'année dernière, dans un discours prononcé au Congrès dit de l'Union, Minc /Ministre de l'Industrie - n. de la réd./ pouvait se vanter d'avoir complètement détruit "l'autonomie des coopératives, ce qui signifie que les coopératives, en pratique, ne font plus qu'un avec l'appareil d'Etat, distributeur de marchandises.

La lutte avec le petit commerce et les entreprises privées qui est menée à l'enseigne de "lutte avec la spéculation", menée par voie d'amendes draconiennes, d'augmentation progressive des impôts et par la concurrence avec le commerce étatisé, protégée enfin par la surveillance de la Sécurité a eu pour résultat que 80 à 85% du commerce en gros et environ 35% du commerce en détail sont passés à l'Etat.

Il est vrai que la liquidation du secteur dit de l'économie privée a déjà commencé en 1947, mais le rythme de cette liquidation subit une accélération marquante.

Cette accélération dans tous les domaines est un trait des plus caractéristique de l'année écoulée et nous pouvons affirmer sans exagération que la soviétisation en Pologne a fait en 1948 des progrès bien supérieurs à celle des trois années précédentes.

Parallèlement au progrès de la soviétisation, le programme communiste, révélé jusqu'ici avec précaution, graduellement et uniquement pour l'étape suivante fut exposé l'année précédente presque dans toute son étendue.

Au moment de la crise yougoslave le mot d'ordre de la collectivisation fut lancé pour la première fois, et répété en termes plus précis à la séance plénière du Comité Central /juillet-août/, ensuite au dernier Congrès.

Deux ans de ça Minc a développé la théorie des trois secteurs

économique: l'économie étatisée, l'économie des coopératives et l'économie privée, déclarant que le régime n'a pas l'intention de liquider cette dernière.

Au début de 1948, le principe des trois secteurs fut corrigé. Dans le secteur de l'économie privée Minc introduit la distinction de l'économie du petit capitalisme /petites entreprises industrielles et agricoles, se servant de salariés et l'économie de la menue marchandise, c'est à dire l'artisanat et les producteurs des villes et des campagnes, vivant du travail de leurs mains. Pour commencer le régime avança le principe de liquidations graduelles de l'économie du petit capital, quand au secteur de la menue marchandise il devait être conservé. Le Congrès a encore avancé d'un pas dans ces transformations.

Minc a exposé le programme qui va entièrement liquider non seulement les "éléments capitalistes", mais couper aussi les sources de leur production - c.à.d. "réformer entièrement l'économie de la menue marchandise en économie socialiste".

Parallèlement à la soviétisation complète de l'économie - toujours d'après l'exposé de Minc - l'ancienne intelligentsia, élevée dans le régime capitaliste, doit céder sa place à la nouvelle, intelligentsia des masses populaires intelligentsia technique qui sera formé d'une façon succincte.

Le Congrès a révélé le programme de la soviétisation en Pologne dans toutes ses phases, exceptée la dernière, l'incorporation à l'URSS. Cette parole n'a pas été proférée. Pourtant il est évident que toutes les transformations annoncées sont orientées dans cette direction et que cette dernière fusion devra être précédée de l'assimilation complète des pays de derrière "le rideau de fer" au régime de la Russie actuelle.

Ces pays, au fond, n'ont plus d'indépendance, aujourd'hui, mais leur indépendance formelle assure une certaine autonomie aux communistes locaux, qui détiennent les pouvoirs administratifs. Tout ce qui rapproche l'inclusion définitive de la Pologne à l'URSS, rapproche en même temps l'abolition de cette autonomie. Elle va donc se heurter, pour des raisons parfaitement humaines à l'hostilité des communistes polonais, hongrois, bulgares ou yougoslaves.

Les conflits entre le Kremlin, Tito et Gomulka se révélèrent au cours de l'année dernière. Ce désaccord dans l'un comme dans l'autre cas, est une lutte pour le pouvoir, et non - comme on le suppose parfois - une lutte contre le nationalisme des leaders communistes yougoslave et polonais.

Quoique le mot d'ordre de l'incorporation à l'URSS n'a pas encore été prononcé, les signes précurseurs qui préparent la nation à cette opération ne manquent pas. Dans ce but une campagne glorifiant

la Russie et tout ce qui est russe, gonflée à l'extrême fut amorcée; elle a commencé par la "mois de l'amitié polono-soviétique". La transformation des enseignes et des mots d'ordre poursuit les mêmes buts; on a donc remplacé Kościusko par Dzierżyński /fondateur et chef sanglant du Guépéou, dans les premières années après la Révolution, d'origine polonaise - N. de la Réd. / l'Hymne National "Jeszcze Polska nie zginęła" par l'Internationale, le mot "national" par "international", accompagné de l'explication de Jacob Bernmann /éminence grise du régime actuel en Pologne - n. de la Réd. / que l'Union des Nations est le modèle de l'internationalisme à imiter.

Le Tournant.

L'année 1948 fut donc un de ces points qui marquent un violent changement de toute la tactique communiste, un tournant de 180 degrés.

Parcels changements de tactique coïncidaient toujours autrefois avec des situations internationales nouvelles et une nouvelle ligne de la politique étrangère de l'URSS. C'est ce que nous observons à l'heure actuelle.

Ce n'est que les événements de l'année passée qui ont fournis l'explication à la déclaration au Komintern le septembre 1947; déclaration empreinte d'une frénésie assez trouble.

Suivant l'appréhension soviétique la "marée montante de la révolution" s'est arrêtée en 1947. Il y a trente ans, après la première Guerre Mondiale les communistes espéraient que cette vague va encore grossir et porter automatiquement la révolution dans le monde entier. De nos jours ils ont abandonné ces illusions et ne voient que deux chemins menant au pouvoir.

Le premier c'est l'invasion et l'occupation par l'Armée Rouge, le second c'est les gouvernements traîtres de "Front Commun", la main-mise sur la police et l'armée, enfin le coup d'état indolore, consistant à se débarrasser des alliés.

Tant que la plus petite chance existait encore de dominer par ces moyens les gouvernements occidentaux c'était nécessaire de conserver les apparences en Europe Orientale, c'était surtout important de faire semblant de différencier les partis socialistes. L'engagement de l'Amérique dans les affaires européennes et son secours apporté à l'Europe Occidentale dans les limites du plan Marshall ont détruit ces chances.

En Occident les communistes sont restés en dehors des gouvernements, il serait donc vain de s'occuper des effets que la soviétisation du clavis russe va produire sur les partis communistes occidentaux.

Mais le spectre d'un conflit prochain exige une centralisation accélérée, principe fondamental du "communisme guerrier".
/Trybuna, Londres, le 8.I.1949/.

Composition des autorités du Parti Unifié des Ouvriers
Polonais P.Z.P.R.

La Rédaction de la "Pologne" croit utile de donner à ses lecteurs qui s'intéressent aux affaires de la Pologne une liste complète des autorités du Parti Dirigeant /communiste/ de ce pays, autorités élues pour trois ans au Congrès du Parti le 21.XII.1948.

"Le Comité Central du Parti Unifié /Polska Zjednoczona Partia Robotnicza/ est composé de: ALBRECHT Jerzy, ALSTER Antoni, ARSKI Stefan, BARANO SKI Walik, BERMAN Jakub, BIERUT Boleslaw, BORSKI Aleksander, CHELCHO WSKI Hilary, JUREK Tadeusz, JUREK Józef, DABISZE WSKI Tadeusz, DĄBROWSKI Konstanty, DIERICH Tadeusz, DUBSKI Oskar, DUNIAK Stanislaw, DOLINSKI Adam, DWORAKOWSKI W., FIEDLER Franciszek, GOMULKA Wladyslaw, HOFFMAN, IZDORCZYK Jan, JABLONSKI Henryk, JAROSZE WICZ Piotr, JEDRUCHO WSKI Stefan, JOZWIAK Franciszek, KASNAK Leon, KLUSZYN-SKI Dorota, KOJA Józef, KOŁOJSCA Helena, KORTZIO Wladyslaw, KOWALCZYK Stanislaw, KURKOWICZ Adam, LANGE Oskar, LEWINSKI Wacław, MACHNO Józef, MALIN Wladyslaw, MARCINKOWSKI Stefan, MAZUR Franciszek, MIET-KOWSKI Mieczyslaw, MLEK Kazimierz, MIKO Hilary, MODZELE WSKI Zygmunt, MOTIK Lucjan, NOWAK Zenon, OCHAB Edward, OLS Katarzyna, PASZKIEWICZ Kazimierz, POPIEL Mieczyslaw, PRUGI ROMAN Eugenia, RADKIE WICZ Stanislaw, RAPICKI Adam, RACZEK Wladyslaw, RAKOWSKI Roman, RUBINSKI Kazimierz, RYBICKI Marian, SMOJRONSKI Ignacy, SZKWARCZAKSKI Stanislaw, SZUCHALSKI Marian, SWIATKOWSKI Henryk, SZKAPLIK Konrad, SZKAPLIK Zygmunt, SZCZESNIAK Józef, SZUCHALSKI Jerzy, SZYMOWSKI Zygmunt, SZYR Eugeniusz, WIERBOWSKI Stefan, WIERBOWSKI Kazimierz, WOLSKI Wladyslaw, ZAMBROWSKI Roman, ZARZYCKI Janina, ZIMAYKI Aleksander, ZIMAYKI Stanislaw.

Comme suppléants des membres du Comité Central furent désignés:

BLINOWSKI Franciszek, BOGDANSKI Mieczyslaw, BOJEWSKI Jerzy, CIE-KONSKI Henryk, DĄBEK Stefan, EICHEN WSKI Wacław, FINKELSZTEIN Leon, KASNER Roman, HETMANSKA Wiktoria, HOCHBERG Julian, JASZCZUK Borys, KACZYNSKI Witold, KALINOWSKI Józef, KAMINSKI Antoni, KALISZKO Zenon, KLOSIEWICZ Wiktor, KOWALCZYKSKI Marian, KOZŁOWSKI Jan, KRAJEWSKI Jakub, KUBECKI Ignacy, KULIGO WSKI Zygmunt, KUSZCOWSKI Boleslaw, LAOH Jan, LOGA-SOJINSKI Ignacy, LOPOT Stanislaw, MACHA Piotr, MINOR Marian, MOOZAR Mieczyslaw, MOREWSKI Jerzy, MORSZOWSKI Zygmunt, NO WAK Roma, OLSZE WSKI Józef, ORLO WSKI Edward, PRZYBYLO WSKI Feliks, PIETRZYK Mieczyslaw, PIWOVARSKI Jena, PSZCZOLKOWSKI Antoni, PUTKMENT Jerzy, RUMINSKI Boleslaw, SŁO WICZ Józef, SKORSKI Wladyslaw, SZYMANSKI Stanislaw, TERNICHT Jerzy, TŁOCZOW Stanislaw, TOKARSKI Julian, WASIL-KOWSKI Zofia, WEGRO WSKI Mieczyslaw, WERBLAN Andrzej, WERTEL Roman,

WOJAS Paweł, WUDZKI Leon, WYSOKINSKI Stanisław, ŻOLKIEWSKI Stefan.

Directement après la clôture du Congrès les membres du Comité Central du Parti Unifié et leurs suppléants furent appelés à constituer le Bureau Politique du Parti.

Bolesław Bierut fut élu président du Comité Central.

Les personnes désignées comme représentants du Politbureau sont: Bolesław BIERUT, Jakub BERMAN, Józef CIERANKIEWICZ, Franciszek JOZWIK-ITOLD, Hilary MINC, Stanisław RADKIEWICZ, Adam RAPACKI, Marian SPYCHALSKI, Henryk SWIATKOWSKI, Roman ZAMBROWSKI, Aleksander ZAWADZKI.

Les suppléants des membres du Politbureau: Hilary CHŁACHOWSKI, Stefan MATUSZEWSKI, Franciszek MAZUR, Edward OSKAR.

Les secrétaires du Comité Central: Józef CIERANKIEWICZ, Roman ZAMBROWSKI, Aleksander ZAWADZKI.

Quant à la composition du Secrétariat Général elle est la suivante: Bolesław BIERUT, Jakub BERMAN, Józef CIERANKIEWICZ, Hilary MINC, Henryk SWIATKOWSKI, Roman ZAMBROWSKI, Aleksander ZAWADZKI.

Le Bureau Organisateur constitué par le Comité Central se compose de: Bolesław BIERUT, Jerzy ALBRECHT, Antoni ALSTER, Stefan ARSKI, Feliks BARANOWSKI, Jakub BERMAN, Hilary CHŁACHOWSKI, Tadeusz Cwik, Józef CIERANKIEWICZ, Władysław DROBOWSKI, Henryk JABLONSKI, Leon K. SMAN, Józef KOLC, Franciszek MAZUR, Hilary MINC, Zenon NOWAK, Edward OSKAR, Rodzimierz RECZEK, Marian RYBICKI, Henryk SWIATKOWSKI, Roman ZAMBROWSKI, Aleksander ZAWADZKI, Stanisław ZAWADZKI.

Tous les votes pour l'élection des autorités du Comité Central furent unanimes! /Extrait de "Polska Zbrojna" /Pologne Armée/ du 22.XII.1948./

Fait caractéristique sur 11 membres du Politbureau du Parti il n'y en a que 3 du EPS /Parti Socialiste, fraction collaborant avec le régime actuel - n. de la 1ère. C'est: Cyrankiewicz, Rapacki et Swiatkowski. Les autres 8 c'est d'anciens communistes éprouvés, qui ont fait leur stage d'apprentissage à Moscou. Parmi les suppléants des membres du Politbureau il n'y a qu'un seul ex-socialiste, c'est Matyszewski.

Cette relation 8 : 3 est une preuve manifeste du caractère réel que présente cette "fusion" de communistes profondément conscients de leur tâche et de socialistes opportunistes, qui n'ont fait qu'exécuter docilement l'ordre de Moscou: la liquidation du PPS, parti socialiste traditionnel de la Pologne indépendante, parti qui a si bien mérité des ouvriers polonais.

Triste fin du "Robotnik" /Ouvrier/.

Depuis 54 ans, sans interruptions, le "Robotnik" fut l'organe du PPS. Fondé en 1894, sous la domination russe, à l'époque des premiers mouvements ouvriers polonais, mouvements qui s'apprêtaient à la lutte pour l'indépendance de la Pologne et pour la réalisation du programme démocratique-socialiste, il paraissait comme feuille clandestine. Ses rédacteurs, compositeurs et colporteurs subirent maintes persécutions de la part de l'"Ochra" et de la police russe.

A partir du 11 novembre 1918, et ensuite, au cours des 21 années de la Pologne indépendante "Robotnik" fut le quotidien officiel du Parti Socialiste, parti dont l'apport dans les luttes pour l'indépendance fut considérable.

Les directeurs successifs du journal furent: Joseph Pilsudski, Félix Perl et Mieczysław Niedziakowski /mis à mort par les allemands en 1940/.

Trois bombes allemandes, pendant le siège de Varsovie en 1939, détruisirent les locaux de la rédaction et l'imprimerie du journal, rue Wawicka, et mirent fin à sa publication officielle le 25.IX. 1939.

Devenu feuille clandestine sous l'occupation allemande /rédacteur Zygmunt Zarembki/ "Robotnik" reparut comme quotidien durant l'insurrection de Varsovie en 1944, jusqu'à la capitulation de la ville le 3 octobre /la dernière feuille portait le No 8069/.

La publication du "Robotnik" fut reprise à Lublin en novembre 1944, par la fraction du Parti Socialiste, collaborant avec le régime communiste, imposé par Moscou.

La "fusion" des deux partis ouvrier amena la liquidation du journal à la suite de la résolution prise par le faux PPS le 14.XII. 1948.

La création d'un nouvel organe officiel du Parti Unifié fut décidée.

C'est la "Trybuna Ludu" /La Tribune des Peuples/ dont le premier No parut le 16.XII.1948.

Les masses ouvrières croient pourtant fermement qu'au moment de la libération du pays les agents de Moscou "Robotnik" va reparaitre de nouveau dans la capitale affranchie.

L'Eglise et l'Etat.

A. Les Obsèques du Primat.

La mort du Cardinal-Primat Auguste Hlond ému profondément toute la Pologne Catholique. Le défunt était le véritable chef-défenseur de l'Eglise et des principes catholiques contre la pression grandissante de l'administration communiste et de l'idéologie matérialiste.

Son attitude courageuse et sans compromis dans les questions de la foi était universellement reconnue, grâce à ses lettres pastorales et à d'autres énonciations, destinées à la catholicité mondiale. Il était pour les catholiques polonais un guide inestimable dans la résistance contre la soviétisation de l'esprit.

Les obsèques du Primat à Varsovie donnèrent lieu à la plus grande manifestation nationale depuis l'Insurrection de la capitale, en 1944.

Cette fois, marquant la différence d'avec les innombrables manifestations et meetings obligatoires organisés par le régime, manifestations devant créer, d'après les modèles soviétiques, des apparences de "l'enthousiasme des foules", Varsovie toute entière, d'un élan spontané se trouva dans la rue. La ville en ruine manifesta de plein gré, malgré le mutisme de la presse dirigée et le désintéressement complet des organes administratifs.

Voilà le récit de la cérémonie que publia le "Tygodnik Powszechny" /hebdomadaire catholique, organe de l'Archevêché de Cracovie/:

"La levée du corps eut lieu le 24 octobre, un dimanche; les autres cérémonies du service funèbre se déroulèrent en semaine. Personne ne tenait compte du nombre des assistants. Ils étaient, paraît-il, de 250 à 300 mille. Déjà le 21 Octobre Varsovie manifesta pour la première fois ses dispositions vis à vis de la fin proche de son pontife. Ce jour là la viatique fut portée au mourant, d'après le cérémonial romain appliqué aux cardinaux, de l'Eglise St. Michel, à l'Hôpital des Soeurs de Ste Elisabeth. Cette procession en marche par la ville répondait en plus au désir du Primat, qui voulait donner une preuve à la capitale et au pays du calme conscient d'un chrétien devant la mort.

Tous ceux qui assistèrent aux obsèques du Cardinal-Primat Hlond sont d'accord pour certifier l'attitude saine et calme des foules, sagement observée chez nous, et leur discipline spontanée. Ce fut pareil au cours des journées où le public défila en rangs serrés par la chapelle mortuaire de l'Hôpital, pareil à la levée du corps. Le parcours du défilé funèbre fut de plusieurs kilomètres, à partir de l'Hôpital de Mokotow jusqu'à la procathédrale /Eglise des Carmélites/ dans l'av. du Faub. de Cracovie /rue principale de Varsovie - n. 10 la Réc./.. Durant tout le trajet le cercueil fut porté tantôt par les prêtres, tantôt par les membres des associations catholiques, ensuite

uniquement par la jeunesse académique. Les assistants formaient une double haie sur les trottoirs, et tout au long du convoi la foule avançait aussi en deux rangs; le défilé était environ de deux kilomètres. Les ruines des maisons détruites formaient un amphithéâtre spécifique à cette manifestation. Des groupes de spectateurs se tenaient sur les éboulis de briques, d'autres par des moyens connus d'exu seuls, occupaient des postes encore plus élevés. La milice, préposée à la surveillance de l'ordre, n'avait pas grand chose à faire, malgré cette foule immense.

Le jour de l'inhumation, le 26 octobre, toute la Pologne fut représentée avec ses évêques presque au complet, Son Eminence le Cardinal Sapieha en tête. Le représentant du Président Bierut, vice-ministre Antoine Korzycki, assista à la cérémonie jusqu'à la fin.

Les représentants des pays étrangers accrédités en Pologne, ne firent "pas non plus défaut". /Pawel Jasienica, Cracovie, le 5.XII. 48/.

B. La lutte contre le clergé

On a pu observer dans nombre de secteurs une lutte accentuée contre l'Eglise. Une série de procès montés pour compromettre les prêtres s'organisa un peu partout. On leur imputait tantôt de collaborer avec la résistance armée contre le régime actuel, tantôt des délits moraux ou administratifs. Les écoles dirigées par des religieux ou religieuses ou par des prêtres laïques furent frappées simultanément et destinées à être soustraites aux influences du clergé.

C. Le discours de Zawadzki.

Au cours du Congrès de la Fusion le général Zawadzki prononça un discours-programme concernant les rapports de l'Etat et de l'Eglise. Zawadzki, nouvellement élu comme Secrétaire du Politbureau du Parti Unifié /comm./ occupa auparavant la poste de voievode de Katowice. C'est un des plus marquants communistes activistes polonais. Zawadzki précise entre autre:

"Notre parti unifié sait parfaitement que la majorité du peuple polonais est catholique croyante. De cette masse de catholiques nous ne nous sentons aucunement séparés..."

"Le Parti Unifié des Ouvriers polonais n'a pas l'intention de s'ingérer dans les affaires intérieures de l'Eglise mais, de ce fait, il ne résulte pas que celle-ci a droit de s'ingérer dans les affaires de la politique nationale. De plus le Parti Unifié des Ouvriers Polonais exige du Clergé de toute confessions une loyauté absolue vis à vis de l'Etat Populaire dans ces efforts vers une pleine liberté sociale, le bien-être, le progrès et le bonheur d'une très grande majorité du peuple.

"La situation actuelle, en ce qui concerne les relations du

clergé et de l'Etat, ne peut être considérée comme normale. L'Etat, conformément à ses principes démocratiques de non-ingérence aux affaires intérieures de l'Eglise la laisse libre d'accomplir son ministère; par contre, la part réactionnaire du clergé, sous prétexte d'une soi-disant protection de la religion, profite des sentiments religieux des croyants pour attaquer l'Etat Populaire, se mêler de ces affaires et cultiver parmi les fidèles une politique réactionnaire, contraire au progrès social...

"Nous considérons donc l'attitude loyale du clergé polonais vis à vis de la Pologne Populaire dans son développement socialiste comme une condition des relations positives entre l'Etat, le clergé et l'Eglise.

"Partant du principe d'une compréhension démocratique des relations réciproques entre l'Eglise et l'Etat le Parti Unifié des Ouvriers Polonais se prononce pour la séparation de l'Eglise et de l'Etat, tant sur le plan de la laïcité de l'instruction que dans toutes les institutions publiques. /"Rzeczpospolita" i "Dziennik Gospodarczy" - La République et le "Journal Economique", Varsovie, 18.XII 1948/.

D. La Réponse de l'Episcopat.

Le Cardinal Sypiecha adresse le 22.XII, 1948 une lettre au chef de l'Etat actuel de Pologne Biorut au nom de l'Episcopat Polonais.

Cette lettre, qui contenait paraît-il la protestation contre les accusations de Zawadzki eut, à ce qu'on dit, pour but de faire préciser au gouvernement ces intentions concernant l'avenir de l'Eglise en Pologne.

La lettre du Cardinal fut bien reçue dans les milieux gouvernementaux et jugée comme démarche conciliante de la part de la hiérarchie ecclésiastique.

E. Le nouveau Primat.

Au début de Janvier le Siège Apostolique nomma le nouveau Primat de Pologne. C'est l'Evêque de Lublin, Mgr. Etienne Wyszyński, âgé de 47 ans, homme de haute culture et de grande énergie.

Né en Pologne Centrale il fut ordonné prêtre en 1924.

Le nouveau Primat, avant d'être sacré Evêque, fut recteur du Séminaire diocésain de Wloslawek, ensuite recteur de l'Université catholique de Lublin. Mgr. Wyszyński est un sociologue éminent, auteur de plusieurs œuvres traitant de sociologie catholique, il fut rédacteur de la revue trimestrielle "Iteneum Kaplanskie" /At. Ecclesiastique/ et s'est toujours intéressé activement au mouvement des Syndicats

Catholiques qui, de nos jours, ne sont plus tolérés en Pologne.

Sous l'occupation allemande Mgr. Wyszynski fut arrêté et passa plusieurs mois en prison.

Le nouveau Primat convoqua à Cracovie une Conférence de l'Episcopat Polonais pour les premiers jours de Février.

Cette Conférence va délibérer sur les relations mutuelles de l'Eglise et de régime actuel en Pologne.

Les sollemnités qui vont marquer la prise de pouvoir du nouveau Primat auront probablement lieu au début du mois de mars.

Mgr. Wyszynski fera alors son entrée solennelle dans la Cathédrale de St. Jean à Varsovie. Cette église sérieusement endommagée en 1939 et complètement détruite en 1944 est aujourd'hui rebâtie, grâce à l'effort de toute la nation.

F. Guérilla contre l'Eglise.

Le 10.I. de l'année courante, à l'occasion de son discours budgétaire, le premier ministre de Varsovie Joseph Cyrankiewicz, divulguant la nouvelle de la lettre du Cardinal Sapieha adressée au gouvernement, n'oublia pas d'attaquer à nouveau l'Eglise:

"Le gouvernement - disait-il - ne va pas tolérer l'attitude agressive du clergé et surtout de la hiérarchie supérieure et ne permettra pas d'utiliser les associations catholiques pour des buts étrangers à la religion et portant un caractère de lutte politique dirigée contre l'état de choses actuel en Pologne"

Ces paroles sonnèrent comme une menace, tant à l'adresse des associations catholiques de bienfaisance /par ex. Caritas/, très actives, que surtout à l'adresse des très nombreuses associations religieuses dans le domaine de l'éducation, spécialement méritoires dans la polonisation des Terres Recouvrées.

On observe simultanément de nombreuses arrestations de prêtres et une propagande assidue tendant à saper la confiance de la société pour le clergé.

Il est pourtant peu probable que les communistes puissent se permettre de liquider actuellement l'Eglise, vu son très grand ascendant moral.

Les autorités soviétiques en Pologne remettent probablement cette opération à l'époque où la collectivisation agricole sera complètement terminée. Vu la pénurie des tracteurs et des machines agricoles cette importante réforme ne pourra être réalisée avant 1954. Jusque là

L'Etat aura besoin d'une large collaboration économique du secteur rural. Une guerre menée contre l'Eglise serait une guerre contre la société entière, mais en premier lieu contre la paysannerie.

Il faut donc présumer qu'un modus vivendi temporaire sera élaboré, sans que la guérilla contre l'éducation catholique, l'enseignement religieux et la presse catholique soit interrompue. En automne de l'année passée un des trois hebdomadaires catholiques "Tygodnik Warszawski" fut liquidé/. Les procès "compromettants" le clergé vont probablement être aussi soutenus.

Ce ne serait pas impossible que des coups dans le genre de celui de Hongrie /card. Mindszenty/ soit aussi portés en Pologne, mais la partie définitive entre l'Eglise et l'Etat Populaire en Pologne ne sera probablement jouée que plus tard.

Deux livres.

Nous voudrions attirer l'attention de nos lecteurs qui s'intéressent aux affaires de la Pologne, sur deux livres d'un haut intérêt, parus dernièrement à Paris.

Le premier c'est les Mémoires du Général Wladyslaw Anders /Edition de la Jeune Parque/. C'est un apport capital à la dernière guerre mondiale. Le Gén. Anders, après la mort du Gén. Sikorski, est le plus éminent des chefs militaires polonais; soldat d'une grande expérience, vainqueur dans les batailles du Mont Cassin, de Bologne et d'autres, fut baptisé par la propagande communiste comme "chef des fascistes polonais". Son attitude intransigente vis à vis de l'URSS lui a valu cette haine ardente de la part des communistes.

Son livre relate l'Odyssée épuisante de l'armée polonaise depuis l'URSS à travers l'Asie Centrale, le Proche Orient jusqu'à la Campagne d'Italie. Evoque le drame des relations polono-soviétiques depuis 1939 et met en relief la silhouette frappante de l'auteur.

Le second livre c'est "Mon Témoignage au Monde" de Jean Karski, grand succès d'édition aux Etats Unis, premier prix en 1945 de Book of Month Club.

C'est un reportage vivant d'un des intrépides émissaires de la Résistance en Pologne sous l'occupation nazi; premier livre qui donne un tableau complet de l'état clandestin polonais durant les trois premières années de la guerre.

L'auteur retrace avec vigueur ses épuisantes péripéties dans le cadre de la clandestinité la plus étendue et la mieux organisée de l'Europe.

Le livre de Karski complète à merveille le documentaire du Gén. Anders en brassant un tableau d'ensemble de l'effort collectif de la Pologne dans sa lutte pour la liberté.

P O L O G N ELiquidation de l'ancienne Résistance.Arrestations massives.

Fin janvier et durant les premiers jours de février eurent lieu des arrestations massives parmi les anciens soldats de l'Armée de l'Intérieur, formation militaire clandestine qui a mené durant 5 ans de l'occupation allemande une lutte sanglante et ininterrompue, terminée par la tragique insurrection de Varsovie.

Sur l'ordre du Président de la République Polonaise à Londres et du Premier Ministre Arciszewski l'Armée de l'Intérieur fut liquidée comme organisation clandestine en 1945, après la fin des hostilités contre les Allemands. Au cours de l'année 1946 une partie de cette armée qui comptait environ 200.000 hommes sortit de la clandestinité et fut enregistrée par l'administration du nouveau régime. Les autorités de la Pologne indépendante portaient du juste principe qu'une lutte armée et souterraine contre le communisme et la Russie Soviétique aurait été insensée dans ces conditions. Un des premiers qui se présenta aux nouvelles autorités fut le colonel "Radoslaw" (Jan Mazurkiewicz) qui était partisan non seulement d'une déconspiration au sens le plus large du mot mais aussi d'une attitude pleinement loyale vis à vis des nouvelles autorités du pays. Le colonel Rzepicki, un autre officier supérieur du commandement de l'Armée de l'Intérieur se joignit à lui. C'est le même qui, après avoir fait "acte de contrition" et avoir dévoilé aux communistes tous les secrets de nos formations souterraines fut "gracié" dans le grand procès intenté à l'armée clandestine en 1946. Malgré cela tous les deux furent dernièrement arrêtés à nouveau avec presque tous les officiers supérieurs restés encore en liberté au pays. Parmi les arrêtés se trouvent aussi des prêtres anciens aumôniers de l'Armée Souterraine, des professeurs (jusqu'à présent nous connaissons les noms de deux éminents historiens de l'art - le prof. Walicki et le prof. Sienkiewicz) et aussi des étudiants. Les arrestations furent spécialement nombreuses parmi les anciens soldats des groupements "Zoska" et "Parasol" qui s'étaient glorifiés aux cours des combats souterrains et de l'insurrection de Varsovie, bataillons de choc et de diversion, issus du scoutisme clandestin, appelés "Szare Szeregi" (les Quelconques) destinés en premier lieu durant la guerre aux actes dit de "grand sabotage".

Parmi les arrêtés se trouve aussi le dernier commandant des "Szare Szeregi", un des chefs scout Broniewski. Deux ans de là il decida de rentrer à Varsovie pour se soumettre aux autorités nouvelles. Il en résulte que, invitant il y a trois ans à la déconspiration et au retour à la légalité, le régime s'est servi de cette manœuvre pour établir des dossiers complets devant servir, au moment voulu,

à liquider les responsables de l'Armée de l'Intérieur, dite A.K. (Armia Krajowa), formation restée jusqu'à nos jours très populaire en Pologne.

Attentat contre Bierut.

La cause directe de ces arrestations massives qui sont évaluées à 500 à Varsovie et à plus de mille en province fut un attentat supposé contre le Président Bierut et le Premier ministre Cyrankiewicz. On a trouvé d'après la presse officielle, dans les locaux du Conseil des Ministres, une bombe à retardement, dont l'explosion aurait dû complètement démolir les pièces de l'immeuble où se trouvent les bureaux de Bierut, Cyrankiewicz et des autres membres du gouvernement. D'après d'autres sources il s'agirait d'un attentat individuel à main armée contre le dit Bierut, attentat manqué et passé sous silence par la presse dirigée.

Le communiqué officiel du Ministère de la Sûreté prétend que les anciens membres de l'A.K., précisément les groupes "Zośka" et "Parasol", ainsi que d'autres entreprirent d'organiser des unités de diversion terroriste, accumulant dans ce but des armes et des explosifs. L'organisation était - dit-on - généreusement pourvue de dollars venus de l'étranger. Au cours des perquisitions on trouva - disent les journaux - chez les inculpés 1 mitraillette lourde, 2 légères, 22 pistolets automatiques, 15 pistolets simples, 14 grenades, beaucoup de munition, d'explosifs et de détonateurs.

La perquisition révéla en plus deux postes de radio émetteurs et récepteurs de type militaire ainsi que beaucoup de dollars en or et en papier. Le communiqué vint par la suite "la vigilance des services de la Sûreté qui a permis de déjouer les attentats projetés contre les personnalités dirigeantes du régime".

La presse affirme en plus que le complot fut brisé mais elle avoue par la suite que l'enquête se poursuit tendant à une "liquidation complète des activités criminelles" des dits groupements.

Le communiqué évalue le nombre des arrestations plusieurs dizaines y compris les dirigeants de l'organisation, mais ne révèle pas les noms.

Le chef de presse du Ministère des Affaires Etrangères en Pologne, le gén- Grosz (Isaac Medresz) s'est refusé de confirmer les chiffres avancés par les journalistes étrangers, en disant: "Les autorités gouvernementales vont bientôt informer l'opinion publique des raisons des arrestations".

Purges dans l'armée et dans l'administration.

L'affaire montée contre l'ancienne Résistance qui fut durant la guerre contre Allemagne, la plus grande organisation clandestine d'Europe, coïncide avec une importante purge entreprise dans l'armée

actuelle. (Rappelons que le commandant en chef de cette armée le "maréchal" Rola Zymierski fut, avant la dernière guerre, dégradé pour détournements et malhonnêtetés.). On note entre autres l'arrestation du Gén-Paszkiowicz, homme de grande ambitions personnelles, qui, rentré de Londres en Pologne, fut jusqu'à présent, un des plus dévoués serviteurs du nouveau régime se chargeant p.ex. de honteuses manœuvres ayant pour but la "pacification" des partisans dans les forêts du district de Bialystok (nord-est de la Pologne). Le gén- Mossor, prisonnier de guerre en Allemagne, où il était entré en contact très proche avec les communistes et qui a joué ensuite un rôle de premier plan dans l'armée de Zymierski est de même tombé à présent en disgrâce et fut relégué à un poste inférieur à Cracovie.

Tout dernièrement fut promulgué en Pologne un nouveau décret: tout homme âgé de 23 à 49 ans, et toute femme âgée de 23 à 36 ans ont le devoir vis à vis des autorités militaires de s'enregistrer.

Il s'agirait ici de toutes les personnes qui auraient pu d'une façon ou d'une autre, avoir eu à faire avec le service militaire clandestin au cours des dernières années.

Les récentes purges dans l'armée polonaise répondent à des manœuvres identiques réalisées dans l'armée hongroise et qui témoignent indubitablement que la Russie Soviétique manque de confiance envers les armées de ses satellites.

L'arrestation de l'ex-ministre du Ravitaillement en Pologne M. Skodzimierz Lechowicz, en octobre 1948, se trouve en rapport avec les dernières arrestations des membres de l'A.K. M. Lechowicz est suspecté d'"espionnage au profit des agents de Londres". Durant la guerre il fut officier de l'Armée de l'Intérieure (l'"A.K.").

Nous ne savons pas encore comment se présente en réalité l'affaire du l'attentat manqué contre les personnalités dirigeantes de Varsovie et autour duquel ont fait à présent tant de bruit. Il s'agit probablement d'un nouvel acte de provocation communiste visant la liquidation définitive de l'élément patriotique polonais illustré des plus beaux services guerriers dans la conspiration antinazi.

Depuis plusieurs années la presse du régime et les écrivains dévoués au nouvel ordre attaquaient par tous les moyens le "mythe" de l'A.K. Mais il paraît que l'esprit d'indépendance dont la réalisation la plus complète fut précisément l'A.K. est si puissant dans la nation qu'il a fallu le déraciner. C'est pourquoi le régime communiste, qui tient à tenir sa police et son Parti dans une atmosphère de lutte continue s'est décidé, après le procès des socialistes indépendants avec M. Pużak en tête, d'éliminer de la vie politique et sociale les représentants vrais ou supposés des traditions de l'A.K.. A l'avis des autorités gouvernementales l'A.K. c'est la graine de l'indépendance et représente potentiellement la renaissance d'une Pologne libre.

Mutatis mutandis en cas d'une occupation soviétique et d'un gouvernement communiste le sort de la Résistance polonaise tous les hommes de la Résistance non communiste dans tous les pays européens.

- - - - -

"Rends-nous notre Patrie et la Liberté - nous t'en prions Seigneur!"

Voilà le puissant refrain de l'hymne religieux et national "Boże coś Polskę..." (Dieu qui avez durant nombre de siècles protégé la Pologne du bouclier de Votre puissance et de Votre gloire...) Mais ce refrain n'est chanté ainsi qu'aux époques de la servitude, durant les années de l'indépendance on chante: "Bénis notre Patrie libre - Nous t'en prions Seigneur!"

Dans les conditions actuelles en Pologne, malgré les risques encourus et les chicanes de la police les fidèles chantent à nouveau, comme aux temps de partages et des insurrections du siècle passé: "Rends-nous notre Patrie et la Liberté - Nous t'en prions Seigneur!"

C'est aussi de cette façon qu'une foule de plusieurs dizaines de mille personnes, les catholiques de Varsovie, manifesta le jour de l'intronisation du nouveau l'archevêque Etienne (Stefan) Wyszyński, Primat de Pologne, dans la Cathédrale de St. Jean à peine relevée de ses décombres.

Cette solennité donna une nouvelle occasion aux habitants de la capitale de manifester leurs sentiments religieux et patriotiques. L'intronisation eut lieu le 6 février, quatre jours après une solennité pareille qui se déroula à Gniezno, le plus ancien archevêché de Pologne, fondé en l'an 1000. Le prédécesseur du Primat Wyszyński fut le cardinal Auguste Hlond, mort il y a quelques mois.

Au cours des solennités religieuses de Varsovie le nouveau Primat déclara dans un prêche profondément modéré: "Si la religion catholique sera forte dans nos maisons, dans nos écoles, dans notre armée et même dans nos prisons (sic!) - notre nation sera de même forte et heureuse".

Nous avons relaté dans notre dernier bulletin que l'Archevêque de Cracovie, le Cardinal Sapieha aurait adressé, avant l'élection du nouveau Primat une lettre aux autorités du pays. Nous apprenons que cet écrit comprenait la proposition de convoquer une commission formée de six personnes en vue d'examiner les points de litiges entre l'Eglise et le régime. Trois membres de cette commission devraient être nommés par les autorités ecclésiastiques, les trois autres par le gouvernement actuel de Varsovie.

La lettre du Cardinal resta sans réponse ce qui est bien significatif. Indépendamment du fait, rapporté par la presse suisse, que 150 prêtres polonais arrêtés au cours des dernières semaines se trouvent incarcérés en Pologne, 150 nouvelles arrestations eurent lieu tout récemment (dont huit dans la ville de Katowice). La plupart de ces ecclésiastiques attendent que soit monté un nouveau procès-témoin

et procès-démonstration visant à salir et à compromettre le clergé aux yeux de la population.

L'hebdomadaire catholique de Varsovie "Tygodnik Warszawski", suspendu en septembre de l'année passée, obtint la permission de publier un No spécial à l'occasion de l'intronisation du nouveau Primat. Quand aux autorités compétentes elles décidèrent de boycotter les solennités de la prise de pouvoir du nouveau prélat et la presse officielle n'inséra pas même la plus petite information concernant ce fait si important pour la vie du pays.

On croit prévoir en Pologne, vu la situation et les faits relatés ci-dessus que au cours du prochain Consistoire à Rome le Primat de Pologne va être investi de la pourpre cardinalice.

La Pologne qui, dans ses frontières actuelles, possède 24 millions de catholiques n'est représentée aujourd'hui après la mort du cardinal Hlond que par un seul cardinal, l'archevêque Sapieha, déjà très avancé en âge. Cet homme d'une individualité marquée est très populaire vu son attitude inflexible aux temps de l'occupation allemande.

Comme l'une des nations catholiques la plus nombreuses en Europe la Pologne n'est pas suffisamment représentée dans le Sacré Collège du Vatican. Ce qui ne laisse pas de provoquer des commentaires désobligeants dans les milieux politiques polonais. Le fait de ce désavantage réel dans la composition des autorités supérieures de la hiérarchie ecclésiastique est souvent relevé par la presse dite catholique progressiste; presse soutenue par le régime mais non par l'Episcopat c-a-d- le seul quotidien catholique "Skowo Powzeczne" (Parole Universelle) et l'hebdomadaire "Dzis i Jutro" (Aujourd'hui et Demain).

Ce groupe qui est non seulement toléré par le régime mais auquel on fait maintes avances (trois de ses membres sont députés dans le Parlement communiste de Varsovie) représente le péril d'un schisme agencé par les représentants soviétiques d'une façon très adroite et sans se limiter à la Pologne.

Le monde civilisé qui a porté un si vif intérêt au procès du cardinal hongrois Mindszenty ne devrait pas perdre de vue la partie jouée en Pologne entre l'Eglise catholique et le régime communiste. C'est la dernière grande redoute d'une résistance organisée contre la puissance du matérialisme soviétique appuyé de la police, des arrestations massives, des prisons, des enquêtes et jugements à la mode de Moscou.

Sur le fond de ces événements la dernière manifestation de Varsovie ville toujours indomptable, de cette foule qui au nez des agents policiers ose chanter d'un accord tacite et commun: "Rendons nous la Patrie et la Liberté Seigneur!" - a une portée spéciale.

La plus récente émigration politique.

Vu la situation qui s'aggrave en Pologne de jour en jour les hommes politiques ainsi que d'autres personnes apparemment non engagées, continuent à fuir, incapable de supporter cet état de choses. L'émigration politique des pays de l'Europe Centrale et Orientale est donc un phénomène permanent qui grossit les rangs des émigrés précédents et forme de nouveaux liens entre l'émigration et leurs pays d'origine.

Dernièrement s'échappèrent deux personnalités dirigeantes du Parti Paysan Polonais (le P.S.L.), parti continuellement attaqué par les communistes depuis les élections faussées de janvier 1947, ce fut des accords de Yalta. Au nombre des fuyards qui arrivèrent le 4 février dans le port de Ystad en Suède se trouve le Vice-président du PSL, Stanislas Bańczyk et le secrétaire général Stanislas Wójcik, un autre membre du PSL François Wójcicki fut arrêté par les agents de la Sûreté au moment où il s'appretait à traverser la frontière.

Les deux premiers étaient connus par leurs attitude très courageuse et leurs discours d'opposition dans le Parlement actuel en Pologne se posant comme mandataires des masses paysannes décidément opposées au nouveau régime.

Malgré la vigilance accrue des flotilles soviétiques patrouillant assidument les côtes polonaises et le contrôle accru de la police polonaise côtière plusieurs cotres chargés d'émigrés se faufilèrent par la mer Baltique jusqu'en Suède mais plusieurs autres furent, hélas, coulés.

Tout l'espace entre la côte polonaise et les îles de Bornholm et de Skanja grouille de vedettes et de bateaux-patrouilles soviétiques et polonaises. Nombre d'avions observateurs survolent sans arrêt la mer.

Les pêcheurs danois et suédois ont été prévenus par leurs autorités que s'ils voulaient pêcher dans la partie méridionale de la mer Baltique, ils courraient le risque d'être coulés.

Le journal suédois Svenska Dagbladet relate que les prisons de la côte polonaise sont remplies d'hommes, de femmes et d'enfants arrêtés au cours de leurs tentatives de fuite et que cette côte pullule d'agents provocateurs des services de la Sûreté qui tâchent de paralyser ces tentatives désespérées d'évasion.

Fuir par l'Allemagne est encore plus difficile mais les tentatives de ce genre sont de ce côté aussi à l'ordre du jour. Parmi les nouveaux émigrés en Allemagne Occidentale se trouve Zaremba, encore un membre du PSL. Il y a 4 ans il cède comme tant d'autres aux illusions et revin de Londres en Pologne, croyant, de même que Mikołajczyk et Kot qu'il ne sera pas impossible de trouver un modus vivendi entre le Parti Paysan et les communistes au prix de la résignation de 40% du territoire polonais de l'Est.

La dernière évasion des hommes politiques du PSL a un rapport direct avec la fusion du Parti Paysan dit SL, fraction dévoué au régime, et ce qui reste du vrai Parti Paysan Polonais de Mikolajczyk. Celui-ci soumis aux communistes, après l'évasion de leur chef avec MM. Wycech et Niecka en tête sera à présent fusionné avec le Parti Communiste. Cette fusion est prévue pour le mois de mars de l'année courante. Cela va encore avancer d'un pas l'unification de la vie politique dans le cadre du système communiste, système tendant d'une façon conséquente vers le régime du parti unique, elle sera probablement précédée par un procès compromettant les dirigeants anticommunistes de l'ancien PSL. Nombre des anciens membres actifs de ce parti avec son trésorier M. Bryja et la secrétaire de Mikolajczyk Mme Marie Hulewicz sont incarcérés depuis le temps qu'ils furent arrêtés à la frontière en automne de l'année 1947, où à l'exemple de leur chef ils ont tenté de passer en l'Europe Occidentale. Toutes ces personnalités, ainsi que les plus proches collaborateurs de l'ancien premier-ministre du gouvernement de Londres MM. Paul Siudak et Witold Kulerski attendent leur procès.

Ce procès qu'on croit déjà proche, va avoir pour but la diffamation du mouvement populaire d'ancienne tradition en Pologne ainsi que de tous ses chefs, aujourd'hui émigrés.

Mais ce n'est pas seulement les hommes politiques menacés par le régime qui s'évadent. A sa dernière escale à New York 19 hommes de l'équipage du Transatlantique "Batory" ont quitté le bateau sans esprit de retour. Constatons en guise de conclusion que l'argument dont, les communistes se servent à tort et à travers de la rupture de plus en plus profonde entre l'émigration et le pays n'est pas sérieux et ne répond pas à la vérité. Les paysans et les ouvriers tout aussi que les intellectuels ne peuvent se résigner à l'état de choses et à l'étouffement progressif de toute individualité et de toute initiative privée. C'est pourquoi malgré tous les empêchements, les sacrifices et les risques les plus durs ces hommes et ces femmes tâchent de parvenir en Europe Occidentale et grossissent les rangs de la nouvelle émigration politique.

- - - - -

P O L O G N EEn réponse à M-Thorez.

A la suite des "révélations" de MM. Thorez et Duclos au sujet du rôle de la Russie Soviétique en 1939 et de son comportement vis-à-vis de la Pologne, "révélations" exposées au cours des débats parlementaires du 24 février courant, la rédaction de la "Pologne" croit être de son devoir de céder la parole aux documents.

M. Thorez a déclaré entre autres que "l'Armée Rouge s'est dirigée vers Varsovie seulement quand l'Etat polonais avait pratiquement cessé d'exister..."

Les documents concernant les relations soviéto-allemandes entre 1939 et 1941, publiés par le Département de l'Etat à Washington contiennent qui suit:

Le § 2 du Protocole Secret, faisant suite au Pacte de Non-agression entre l'Allemagne et l'URSS, signé par Molotov et Ribbentrop le 23.VIII.1939 est conçu de la sorte:

"Au cas de changements territoriaux et politiques des territoires appartenant à l'Etat polonais, les zones d'influences allemande et soviétique devront être fixées environ sur les rivières Narew, Wisla (la Vistule), et San. Quand la question si les intérêts des deux parties signant l'accord vont exiger la conservation de l'Etat indépendant Polonais et quel serait l'aspect des frontières de cet Etat ne pourra être définitivement résolu qu'au cours du développement des événements politiques.

De toute façon les deux gouvernements s'engagent à élucider ce problème en voie d'un accord amical".

Toutefois le 9 septembre de la même année, jour où quelques détachements de l'armée allemande entrèrent dans un des faubourgs de Varsovie qui, malgré cela devait encore lutter pendant 20 jours, M. Molotov expédia à l'ambassadeur hitlérien à Moscou le comte de Schulenburg la dépêche suivante:

"Je viens de recevoir de vous la nouvelle de l'entrée de l'Armée Allemande à Varsovie. Je vous prie de bien vouloir transmettre mes félicitations et mes vœux au gouvernement du Reich".

La Rédaction de la "Pologne" va publier dans les Numéros suivants d'autres documents qui sont des preuves indubitables du complot soviéto-hitlérien dirigée contre la Pologne.

Comment se présente à la lumière de ces documents l'affirmation cynique de M. Duclos (compte-rendu de "Figaro" du 25 février) qui nous apprend par exemple que l'URSS "a rendu un service immense à la cause de la liberté" en lançant l'Armée Rouge sur les routes de la Pologne...

La révolte de la jeunesse.

Le secteur le plus important de la lutte contre le communisme en Pologne c'est la jeunesse. Vu les cinq années de l'occupation commu-

liste en Europe Orientale et Centrale ce problème a une portée exceptionnelle. On ne peut nier l'importance de la durée de tout processus historique. Si l'Occident va infiniment remettre le règlement des affaires européennes avec la Russie, on ne peut absolument pas prévoir qui sera, supposons dans 15 ans, l'aspect de l'idéologie politique des jeunes Polonais, Roumains, Tchèques, Hongrois, Lithuaniens, Slovaques etc.; malgré leurs immenses sacrifices, le nombre de leurs victimes et la résistance très prononcée des nations communistes de force. Les plans soviétiques, réalisés avec conséquence, visent en toute évidence à une unification complète du système d'éducation dans les pays satellites à celui de l'Union Soviétique, en vue de pouvoir entraîner tantôt toute cette jeunesse pareillement endoctrinée dans la grande offensive contre le reste du monde non-communiste.

Dernièrement, à une réunion des autorités du Comité Central du Parti régnant (le PZPR) Roman Zambrowski (nom d'emprunt d'un des principaux agents de Moscou) a vertement critiqué les activités du Rassemblement de la Jeunesse (P.Z.M. - formé en juillet 1948) reprochant aux dirigeants de cette jeune organisation communiste (la général Huczbauer-Zarzycki en tête) son dynamisme organisationnel déficient et sa faiblesse au point de vue offensive politique. Zambrowski révéla que le chiffre des membres de cette organisation ne s'élève aujourd'hui qu'à 580.000 membres, ce qui signifie qu'il a diminué depuis sa formation d'il y a sept mois au moment de la fameuse "fusion" des deux partis ouvriers. Le nombre des jeunes communistes dans cette organisation dite "le nouveau Komsomol" est surtout déficient dans les campagnes, où il ne compte que 115.000 membres. L'hebdomadaire communiste paysan "Wici" les évaluait à 300.000 au moment de la fusion. On peut donc conclure, en comparant ces chiffres, que la jeunesse paysanne s'est retirée en masse des rangs de la nouvelle organisation, ne désirant pas se soumettre aux directives communistes.

Vu que le nouveau Komsomol profite de tous les privilèges et tous les égards du régime actuel en Pologne ce retrait de la jeunesse est encore une preuve de plus de la méfiance des masses paysannes vis-à-vis des mots d'ordre et des promesses communistes. Ce fait parut vivement inquiéter M-Zambrowski qui chargea les activistes du Rassemblement de la Jeunesse de la transformer au plus vite "en une organisation puissante, comptant ses membres par millions; il s'adressa aussi aux autres organisations du Parti Communiste dans les campagnes, et leur ordonna de prêter main forte à cette recrutation et de céder, en vue de cette besogne ses meilleurs jeunes activistes.

Les déclarations de Zambrowski annoncent le début d'une campagne de grande envergure, campagne de pression exercée sur la jeunesse - et surtout sur la jeunesse paysanne - pour la forcer d'entrer dans le Rassemblement des Jeunesses (communistes).

Au cours de l'analyse des activités actuelles de cette organisation, Zambrowski révéla les sérieuses perturbations au sein du Rassemblement, perturbations rapportées à la crise du Parti Ouvrier (PFR - communiste) dues à la "déviation" de Gomulka (le Tito polonais. Gomulka avait beaucoup de partisans dans les groupements de la jeunesse communiste.

Suivant les instructions de Zambrowski tous les chaînons provin-

ciaux du Rassemblement seront chargés d'organiser un recrutement massif; Zambrowski a encore précisé que l'organisation des scouts va être réunie au "Komsomol" - c'est ainsi qu'on appelle déjà le Rassemblement des Jeunes (PZM).

Après des purges sérieuses pratiquées dans les rangs des chefs scouts Georges Berck, communiste, fut nommé commandant en chef il est en même temps membre du Comité Directeur du Rassemblement des Jeunes.

"La nouvelle organisation scout devra être prolétaire et internationale" - déclare le nouveau Führer - "elle devra agir suivant les lignes directrices du "Pionier" soviétique... Le scoutisme va être mis dorénavant dans la voie des réalisations socialistes et va former les enfants en vue d'en faire plus tard des membres des Jeunesses Communistes".

M-Berck se propose aussi de multiplier le nombre des membres du scoutisme, organisation qui n'aura plus rien de commun avec le vrai scoutisme et sera transformée en organisation purement communiste sous le couvert de son ancien nom.

Nous apprenons que de nombreux groupements d'enfants ont quittés ce pseudo-scoutisme ne voulant pas appartenir au "Pionier" polonais et ne voulant pas se soumettre en aucune façon à la Russie.

- - - - -

L'Affaire de Katyn.

Comme l'esprit de Banko dans la tragédie de Shakespeareienne ainsi revient incessamment sur les colonnes de la presse mondiale le problème du meurtre massif des officiers polonais à Katyn.

Le fait est qu'à la lumière du procès de Krawtchenko qui se déroule actuellement à Paris et indépendamment des révélations de son livre "J'ai choisi la Liberté", le meurtre de Katyn est une preuve éclatante des méthodes inhumaines du régime soviétique et un problème clef dans les relations polono-soviétiques; ayant d'avoir résolu ce problème on ne trouvera jamais le dernier mot des rapports de la Russie soviétique et de l'Europe.

Une discussion sur Katyn se poursuit depuis plus de deux mois dans la presse anglaise. Elle a débuté par une lettre inconsidérée d'un député communiste M-Pritt, publiée dans le "Daily Telegraph". Entre autres ont pris la parole MM. Tufton Beamish et le brigadier Ralph Rayner, membres du Parlement, M-Maurice Fetherick, ex-membre du Parlement, la comtesse de Listowel et le Général W.Anders. M-Pritt "profondément indigné" avouait avoir été "extrêmement choqué" du fait qu'on avait pu incriminer de ce meurtre les autorités soviétiques. M.Pritt se figure probablement qu'on peut infiniment jeter de la poudre aux yeux de l'opinion de l'Europe Occidentale, puisque il y a quelques années cette même Europe préférait passer sous silence l'affaire de Katyn pour ne pas compromettre la bonne entente avec l'allié soviétique. Et pourtant cette affaire demande d'être définitivement éclaircie, non seulement pour des raisons morales et humanitaires, mais aussi au point de vue politique.

Au procès de Nuremberg les vrais fautifs on tâché de rejeter la responsabilité du crime sur les Allemands, pourtant général Rudenko, procureur soviétique, ne réussit pas à faire intérer le meurtre de Katyn dans la liste, déjà très longue en vérité, des crimes nazis. Le tribunal de Nuremberg ne se prononça pas non plus sur Katyn dans la sentence définitive, partant du juste principe que ne pouvant mettre au banc des accusés le fauteur principal il valait mieux passer l'affaire sous silence.

Le problème des officiers polonais disparus fut abordé en premier lieu dans les entretiens polono-soviétiques de l'année 1941 après l'accord Sikorski-Staline, en autres, au cours de la conférence du premier ministre polonais, le général Sikorski avec Staline. Elle fut dévoilée publiquement par la radio de Berlin le 13 avril 1943 au moment de la découverte des fosses de Katyn par l'armée allemande stationnant aux environs de Smolensk. Jusqu'à ce jour les autorités officielles polonaises avaient tâché d'obtenir des informations au cours des pourparlers diplomatiques; il s'agissait d'environ de 15 mille prisonniers de guerre de la campagne de septembre 1939 (dont 9.000 officiers) que l'URSS s'était emparé n'étant même pas en guerre avec la Pologne mais étant l'allié de Hitler. Ces prisonniers se trouvaient dans les trois camps de Kozielsk, de Starobielsk et d'Ostachkow, la grande majorité de ces hommes disparut au printemps de l'année 1940, époque où les dernières nouvelles (lettres et cartes) parvinrent des trois camps russes aux familles en Pologne. A partir de cette époque toute communication avec ces prisonniers fut définitivement interrompue.

Dans son entretien avec le général Sikorski Staline avança avec légèreté la supposition que ces hommes ont bien pu s'évader par la Mandchourie.

Toutes les interventions entreprises à ce sujet par l'ambassadeur polonais à Moscou après la reprise des relations diplomatiques polono-soviétiques en juillet 1941 furent vaines. Pourtant quand la radio allemande révéla la découverte des fosses communes, disant qu'on y avait exhumé 11 à 12 mille militaires polonais tués d'une balle dans la nuque, le gouvernement polonais de Londres crut pouvoir exiger des explications. Ne désirant pas se référer aux informations fournies par les Allemands le gouvernement du gén. Sikorski s'adressa à la Croix Rouge Internationale à Genève, seule institution compétente et neutre en la priant d'entreprendre les démarches nécessaires pour éclaircir ces faits.

Mais la Russie Soviétique, pour laquelle toute proposition de contrôle international est une pierre d'achoppement, répondit à la démarche polonaise par une rupture immédiate des relations diplomatiques avec le gouvernement légal polonais de Londres. Ce gouvernement fut en plus accusé par l'URSS de tendances fasciste prouvées par le manque de confiance vis à vis de l'Union Soviétique. A quelques jours de distance les autorités soviétiques annoncèrent qu'un nouveau corps appelé Société des Patriotes Polonais fut constitué à Moscou. Le Comité Exécutif de cette Société devait bientôt devenir le nouveau "gouvernement" polonais imposé par Moscou et adopté, un

peu remanié comme gouvernement légal polonais par les puissances occidentales après la conférence de Yalta. En même temps le gouvernement polonais de Londres fut sévèrement critiqué d'avoir manqué à l'esprit de solidarité allié en faisant sa demande à la Croix Rouge Internationale, démarche irréfléchie et précipitée. Depuis les milieux prosoviétiques dans les pays occidentaux ont mené une campagne assidue visant à salir et dépopulariser les autorités polonaises de Londres.

Le dit gouvernement de Londres, ainsi que ses délégués clandestins au pays, entreprirent dès alors des investigations approfondies pour faire de la lumière sur l'ensemble du problème Katyn.

Il est donc absolument certain que le meurtre eut lieu au printemps de l'année 1940, à l'époque même où toute correspondance entre les prisonniers et leurs familles fut interrompue. Les notes et papiers retrouvés auprès des victimes sont datées du mois d'avril 1940, les dernières données sont des premiers jours de mai, certaines notes furent prises jusque dans la forêt de Katyn, directement avant l'exécution. Le chiffre exact des corps retrouvés et exhumés à Katyn est de 4.143 en plus d'une fosse découverte en dernier lieu qui pouvait contenir au maximum 300 corps. Tous les hommes exhumés proviennent du camp d'officiers de Kozielsk et les chiffres correspondent au total des prisonniers de ce camp évacué en avril 1940. Pour l'opinion occidentale le fait suivant n'est pas dépourvu d'intérêt. Le commandant de ce camp, un officier supérieur de l'NKVD, fut le camarade Zarubin; or d'après les témoignages de plusieurs officiers polonais échappés au massacre et placés ensuite dans un autre camp, non destiné à l'extermination, l'ambassadeur actuel de l'URSS à Londres, M. Zarubin, mêlé à la grande affaire d'espionnage d'il y a quelques années au Canada, ressemble comme un frère jumeau au camarade Zarubin, commandant du camp de Kozielsk...

Quand aux informations concernant les prisonniers des camps de Starobielsk et d'Ostaszewo elles sont très vagues.

Ils furent pareillement évacués par petits groupes à la même époque que les prisonniers de Kozielsk. D'après tous les indices on peut supposer qu'ils furent également massacrés probablement aux environs de Charkow et de Wiazma.

Les Allemands ne se donnèrent pas la peine d'enquêter au sujet de ces détenus des deux autres camps; contents de leur découverte à Katyn et sachant que les autorités polonaises recherchaient à peu près 12.000 officiers et sous-officiers ils avancèrent ce chiffre comme nombre global des victimes exhumées.

Deux commissions d'enquête polonaises une à Londres l'autre fondée encore en URSS possédaient une large documentation et les listes complètes des disparus. Elles ont pu déterminer que les pouvoirs centraux de Moscou sont responsables de toute cette opération. Les commandants des camps furent instruits en détails par téléphone et pourvus de listes complètes des hommes destinés pour les convois successifs. A cette époque le premier ministre, et en même temps le ministre des affaires étrangères de l'URSS, était Molotov, le commandant de l'NKVD était Béria.

Jusqu'à présent aucun Tribunal International n'a prononcé de

verdict dans l'affaire de Katyn et aucun Tribunal n'a encore appelé les auteurs du crime à en répondre.

Un livre intitulé "Le Crime de Katyn à la lumière des documents" dont cinq chapitres paraissent successivement dans Carrefour, va être publié prochainement à Paris (Edition France-Empire) et donner une explication complète de ce crime d'une signification si importante.

Un autre livre "Terre Inhumaine" de Joseph Czapski, qui vient de paraître aux Editions Self, relate en détails la première étape des recherches des disparus, faites par l'auteur lui-même au cours des années 1941-42 en URSS.

- - - - -

La presse communiste polonaise en France.

L'URSS et le gouvernement de Varsovie attachent une très grande importance à la propagande communiste parmi les 500.000 immigrés polonais en France, travaillant en grande partie comme mineurs ou comme ouvriers agricoles.

Depuis que le Gouvernement Français a reconnu le gouvernement communiste de Varsovie, l'Ambassade du nouveau régime en Pologne a monté des fonds considérables pour une campagne au profit de l'URSS. Dans ce but plusieurs périodiques sont publiés et, vu le nombre très restreint des abonnés, diffusés gratis comme feuilles de propagande.

L'organe principal de l'Ambassade de Varsovie c'est le quotidien "Gazeta Polska" tiré à 28.000 exemplaires, viennent ensuite les périodiques "Głos Kobiet" (La Voix des Femmes) tiré à 9.000 exemplaires, le journal pour les enfants "Moje Pismo" (Mon petit Journal) aussi à 9.000 exemplaires, "Biuletyn Nauczycielski" (Le Bulletin du Maître d'Ecole) à 500 exemplaires et la périodique destinée aux ouvriers "Głos Ludu" (La Voix du Peuple), bimensuel, publié en polonais par les soins de la CGT et soutenu par l'Ambassade de Varsovie et tiré à 7.000 exemplaires.

A ces organes de propagande communiste c'est ajouté dernièrement une nouvelle revue bimensuelle, richement illustrée, intitulée "Polska i Swiat" (La Pologne et le Monde) diffusée gratis et tirée à 50.000 exemplaires. On la trouve aujourd'hui dans toutes les colonies d'ouvriers polonais, elle est rédigée par un poète communiste, homme très adroit Zbigniew Bienkowski. Il faut encore souligner que les représentants de la Pologne indépendante ceux qui s'opposent aux activités communistes ne disposent évidemment pas de moyens correspondants pour organiser une contrepropagande.

Les auditions polonaises de la radio françaises en vue d'un programme de compromission sont incolores et apolitiques et ne peuvent en aucune manière servir de contrepoids aux menées corrosives tolérées en France, menées des agents soviétiques sous le masque de l'Ambassade de Varsovie.

P O L O G N ELa littérature ligotée.

Au cours des trois premières années de la "démocratie populaire" en Pologne une liberté facultative, offerte aux écrivains, favorisa, après cinq ans de silence sous l'occupation allemande, une création riche et multiple. Mais dès le début autour des rédactions des périodiques littéraires tels que "Kuznica" (La Forge), "Odrodzenie" (La Renaissance), et "Dziennik Literacki" (Journal Littéraire) s'assemblèrent des groupes d'écrivains et critiques cent pour cent dévoués au marxisme stalinien et exigeant de la nouvelle littérature la réalisation des principes du réalisme socialiste.

La situation présente est curieuse et paradoxale.

Qu'il n'y ait pas encore de bons romans traitant de l'actualité polonaise - ce n'est pas ce qu'il y a de plus important. Cette lacune peut être justifiée par le manque de perspective par rapport aux événements récents, événements et expériences que les écrivains n'ont pas encore eut le temps d'analyser mûrement pour en tirer des vues d'ensemble et des conclusions. Les bons romans ne se font pas sur commande. Mais ce qui est pourtant curieux c'est qu'il n'y a même pas de romans moyens, même pas de mauvais traitant de cette actualité tant vantée et dont les colonnes de tous les journaux sont remplies. Jerzy Andrzejewski dans son roman "Popiół i Diament" (Cendre et Diamant) - grand prix littéraire de l'année 1948) a fait un demi pas vers cette vision de l'actualité, mais lui aussi s'est arrêté au seuil même des temps présents. Il fut du reste, malgré son "grand prix" pour le meilleur livre de l'année, tancé par le Congrès annuel des écrivains pour son demi-réalisme. Le raillement opportuniste au P.C. de cet écrivain, qui comptait parmi les plus prometteurs jeunes écrivains catholiques d'avant guerre, ne lui épargna pas la critique marxiste.

Le roman d'un jeune écrivain catholique, parut tout dernièrement "Reka Ojca" (La main du Père - ce qui de fait signifie la Providence) ou nous trouvons nombre de sous-entendus et de réticences significatifs s'arrête au début de l'année 1945, c-à-d- à l'entrée de l'armée rouge dite "libératrice". N'étant pas un roman "à thèse" marxiste il n'en est pas moins très pessimiste dans ses vues d'ensemble.

Ayant à choisir entre l'abaissement d'un travail sur commande et le silence les écrivains ont choisi le silence; même les écrivains communistes préfèrent donner des preuves de leur fidélité au nouveau régime par leurs condamnations du passé et évitent soigneusement l'actualité. Cet état de choses est marqué d'une tragique ironie: au juste moment où le régime prescrit aux écrivains la "ligne" obligatoire nous ne trouvons plus trace dans la littérature de la réalité "socialiste" en Pologne d'après guerre.

- - - - -

Les Congrès Littéraires antérieurs.

Jerzy Turowicz, rédacteur de l'hebdomadaire catholique de Cracovie ("Tygodnik Powszechny") note en marge de son compte rendu du dernier Congrès de l'Union Syndicale des Ecrivains tenu à Stettin (Szczecin) en janvier 1949 l'évolution de cette organisation, obligatoire pour tout écrivain, évolution au cours des premières années d'après guerre:

Le premier Congrès des Ecrivains tenu à Cracovie en été 1945, c'était la première rencontre, la première prise de contacts, la revue des forces après le cataclysme. La littérature d'après guerre n'était qu'une annonce, qu'une promesse qui reposait dans les portefeuilles des écrivains ou au mieux, chez les éditeurs. On a essayé durant ce congrès de faire le bilan de la littérature d'entre les deux guerres, nous avons eu aussi sur ce terrain les premières passes d'armes entre les marxistes et les catholiques. Ces derniers étaient représentés par le professeur de littérature polonaise Wacław Borowy (éminent spécialiste et critique littéraire - note de la réd.).

Au second Congrès, tenu à Łódź en 1946 s'affrontèrent trois camps idéologique: le camp de la gauche (communiste), le camp opposé au premier envisagé comme appartenant au parti PSL (de Mikolajczyk) et représenté par Maria Dąbrowska (femme de lettre de grand talent et de grande autorité morale - note de la réd.) et par Neponucen Miller (critique littéraire et socialiste militant d'entre les deux guerres (note de la réd.), le troisième camp c'étaient les catholiques.

Au troisième Congrès tenu à Wrocław en 1947 le second partenaire avait disparu et c'est les marxistes et les catholiques qui s'affrontèrent seuls dans les personnes de Żółkowski et Zawieyski. Une grande discussion idéologique au sujet de l'humanisme s'en suivit, dont le résultat fut plutôt compromissionnaire. Les élections du nouveau bureau donnèrent comme président un apolitique Jarosław Iwaszkiewicz, comme vice-présidents les représentants des deux tendances contraires: Żółkowski et Zawieyski. Ce dénouement était du reste déjà traditionnel.

- - - - -

Les écrivains du régime participent au "Congrès de l'Union".

Le point culminant des transformations politiques survenues dernièrement en Pologne fut le "Congrès de l'Union" tenu en décembre 1948 à Varsovie et qui avait pour but la liquidation du Parti Socialiste Polonais (PPS) et la formation d'un Parti Ouvrier Unifié (communiste).

A la suite de ces événements un groupe d'écrivains polonais, dévoués au régime, rédigea une résolution hommagieuse ou nous sommes frappés de trouver à côté d'une basse servilité des accents de dénonciation et des menaces directes à l'adresse des écrivains qui ont l'audace de suivre un autre chemin.

Voilà le texte de cette résolution:

"Il y a des événements dans la vie de chaque nation d'une si grande portée historique que la conscience de la dite époque en est comme labourée. Ce sont des événements empreints de force révolutionnaire, événements couronnant les tendances et les nostalgies de générations et hâtant le cours de l'histoire.

"L'écrivain dont la mission est de former les consciences et de développer les connaissances des hommes dans l'esprit de la justice et du progrès ne peut rester indifférent en face de pareils événements. Il peut ou bien les approuver en s'unissant à ceux qui luttent pour un régime social équitable, ou bien les rejeter, et défondre les formes désuètes du passé, formes vouées à l'extermination.

"Il n'y a pas de troisième chemin pour un écrivain.

"Un événement de ce genre, qui trace le chemin du développement de la nation polonaise et de sa culture c'est le Congrès de l'Union de la classe ouvrière polonaise.

"C'est pourquoi nous, les écrivains polonais, qui n'avons pas oublié les traditions libertaires de la littérature polonaise au cours des siècles passés, qui n'oublions pas non plus nos devoirs vis à vis de la nation et de la culture polonaise nous souhaitons la bienvenue au Congrès de l'Union et de la Fraternité ouvrières persuadés de l'importance de l'événement et remplis d'une joie des plus cordiales".

Suivent 54 signatures d'écrivains: prosateurs, poètes, journalistes, critiques littéraires et traducteurs.

Ce qui frappe à la lecture de la liste de noms de ce "groupe de choc littéraire", c'est qu'elle est composée en majeure partie (environ 30) de personnes inconnues dans le monde littéraire; plusieurs noms témoignent que leur porteurs ne sont pas d'origine polonaise ou qu'ils emploient des noms d'emprunt, des noms de plume polonais. A côté d'écrivains, communistes prononcés (Pasternak, Bronowski, Kornicki, Boguszevska, Jastrun, Wat, Wazyk, Kott, Stawar) nous trouvons des opportunistes de la plus belle espèce qui change de principes et de credo selon les variations des régimes (Gałczyński, Małkowska, Strumph-Wojtkiewicz, Rusinek). Mais parmi ces 54 noms il y a pourtant environ sept bons ou même illustres écrivains, tels les poètes de talent et d'inspiration comme Broniewski, Gałczyński et Tuwim, des grands romanciers comme Żwastkiewicz et Sophie Nałkowska, des femmes de lettres de mérite comme Szolburg-Zarembina et Gojewiczyska.

Rappelons aussi que, malgré la pression croissante du communisme la grande majorité des écrivains polonais d'avant guerre n'ont pas signé la fameuse déclaration et nous n'allons certainement pas citer leurs noms.

L'affaire de "Nowiny Literackie" (Nouveautés Littéraires)

Bientôt après le Congrès de l'Union en décembre 1948, les "Nowiny Literackie" furent liquidées. Cet hebdomadaire voulait poursuivre la tradition des "Wiadomości Literackie" (Nouvelles Littéraires).

res) d'avant guerre qui fut le meilleur périodique de son espèce.

Le rédacteur des "Wiadomości Literackie" Mieczysław Grydzewski a repris la publication de sa feuille en 1940 à Paris, ensuite à Londres et continue à la publier jusqu'à présent.

Quand aux "Nowiny Literackie" au pays, c'est Iwaszkiewicz qui se chargea de leur rédaction sous les auspices de Parti Socialiste (PPS fraction dévouée au régime). La liquidation du PPS et le fait que Iwaszkiewicz malgré son opportunisme, est le type de l'écrivain accidentel, provoquèrent la suspension des "Nouveautés Littéraires", étant probablement encore trop peu dociles et trop peu serviles.

Le dernier Congrès à Szczecin (Stettin)

Le rassemblement des écrivains de l'Union Syndicale des Gens de Lettres à Szczecin mit fin à la période de la tolérance mutuelle des deux camps: catholique et communiste.

Les communistes présentèrent un programme qui devait leur soumettre toute la littérature, une discussion sur la création libre ne fut même pas tolérée. Certains délégués catholiques, comme p.ex. Kisielewski de Cracovie ne se connurent même pas la peine d'aller à Stettin, jugeant qu'une discussion dans ces conditions ne menait à rien; d'autres, comme Zawieyski et Turowicz, participèrent au Congrès et tâchèrent d'amorcer une discussion, mais se heurtèrent à une résistance dure comme fer. Le rédacteur du périodique communiste "Kuznica" (La Forge) leur annonça catégoriquement que le point de vue communiste est obligatoire pour les écrivains en Pologne. Il n'était donc plus question cette fois-ci de compromis. Les pouvoirs de l'Union Syndicale sont communistes, les catholiques autant que les "sans parti" n'y sont plus tolérés; le nouveau président est Leon Kruckowski.

Le rapport-programme prononcé par le gros bonnet des écrivains marxistes - Zolkiewski, condamna en bloc. Avec une effronterie toute communiste la littérature polonaise comme "erronée et nuisible, puis-que non basée sur le marxisme-léninisme".

"La nouvelle littérature - décréta Zolkiewski - doit collaborer à la réalisation du socialisme, l'écrivain doit présenter dans son oeuvre la réalité; il doit démontrer son mécanisme social, et expliciter son sens dans la ligne des principes marxistes. Le sujet de la littérature ne peut être que la construction du socialisme".

En partant du marxisme, comme criterium de la production littéraire, Zolkiewski prouva sans aucune défaillance que toute la prose d'après guerre est fausses et "allant à l'encontre du réalisme socialiste".

A l'avis de Zolkiewski les seuls écrivains de valeur en Pologne sont Wanda Wasilewska (la fameuse première présidente de l'Union des Patriotes Polonais à Moscou, qui, soit dit en parenthèse, n'était ni patriotes ni même ne majeure partie Polonais), femme d'un commissaire soviétique pour l'Ukraine, Korniejczuk), Wladyslaw Kowalski (un opportuniste consommé, le "président" du Parlement actuel, sorti député dans les élections faussées de janvier 1947), Lucjan Rudnicki (ouvrier communiste, lauréat du dernier grand prix littérai-

La chance de notre poésie.

K.I. Gałczyński.

"À mon avis notre poésie c'est l'épée et le flambeau et non cette poésie qui s'amuse à exciter les glandes du prolétariat, appelle poésie du peuple, peuple des cathétisants, poésie qui s'occupe à chatouiller ce qu'on appelle la conscience, comme c'est le cas chez ce comique Monsieur T.S.Eliot et chez ses tragiques disciples.

"Cette fois la nouvelle renaissance de l'Europe nous vient non du bassin méditerranéen mais de chez nous, de notre côté, de l'Est. Non sans prémisses créées braccio militari...

"Et c'est précisément la chance de notre poésie...

"Notre poésie de classe plonge jusqu'au fin fond de la communauté et émerge à la surface des événements cordialement cruelle comme le soleil qui forme les climats...

"Une des merveilles architecturales du monde s'appelle la cathédrale Notre Dame.

"La cathédrale que notre poésie construit s'appelle Notre Terre.

"La voie des poètes et des politiques est la même..."

x x x

Ainsi la littérature polonaise qui a joué un si grand rôle éducatif aux cours des siècles de notre histoire, cette littérature qui compte dans sa généalogie des noms tels que Kochanowski, Mołczyński, Skarga, au XVI-è^me siècle des poètes du XIX-è^me siècle tels que Mickiewicz, Słowacki, Norwid, Wyspiański, les prosateurs tels que Rzewuski, Prus, Sienkiewicz, Reymont - cette littérature doit une fois encore sur son sol natal descendre sous terre et les seules possibilités de son développement existant aujourd'hui hors des frontières de notre pays, sur les routes de l'émigration.

Ce processus tendant dans les pays soumis à la "démocratie populaire" de ligoter petit à petit toutes les facultés créatrices, toutes les intelligences indépendantes est un memento pour les autres nations de civilisation occidentale et chrétienne.

Les écrivains dans la diplomatie.

Remarquons un fait significatif: le régime de Varsovie, se rendant très bien compte des talents attractifs des gens de lettre, en a placé plusieurs, des plus dévoués au communisme, à différents postes diplomatiques à l'étranger. Les gouvernants actuels en Pologne supposent que ces écrivains seront plus faciles à "digérer" pour l'opinion occidentale que des agents communistes réguliers. Ce fait nous explique entre autres la révocation de l'ex ambassadeur de Pologne en France, M. Skrzyszewski, occupant aujourd'hui en Pologne le poste de Ministre de l'Éducation Nationale, qui fut remplacé à

re pour l'année 1948, prix décerné pour des mémoires intitulés "L'Ancien et le Nouveau", écrivain sans aucun talent mais travaillant conformément "à la commande sociale marxiste", Kozimierz Brandys (faisant carrière dans la littérature par tous les moyens possibles, spécialisé dans le dénigrement de la résistance polonaise sous l'occupation allemande), et enfin Leon Kruczkowski, ex-ministre de la Culture du gouvernement de Varsovie, élu à Szczecin président de l'Union des gens de Lettres.

Tous les autres écrivains, disait Zolkiewski, doivent être éliminés comme nuisibles ou, au pis, aller, hérétiques.

Zukrowski, Rusinek, Boguszcowska et Iruszyński - toujours d'après Zolkiewski - représentent "le faux naturalisme", Nałkowska est chargée de "psychologisme", de même Breza, Frominski, Broszkiewicz et Zawieyski; Andrzejewski est caractérisé par son "petit réalisme"; Iwaszkiewicz et Dygat pèchent par "l'estétisme", Adolf Rudnicki et Borowski sont tombés dans "l'anti-estétisme"... et l'oeuvre de ces écrivains "n'entrera sûrement pas, ne peut entrer et ne doit entrer dans la terre promise de la culture socialiste en Pologne" - a conclu Zolkiewski.

Les catholiques réagirent durement à ce discours, surtout Zawieyski et Turowicz. Ils affirmèrent qu'ils s'opposent d'une façon catégorique à la thèse de Zolkiewski comme quoi le marxisme serait obligatoire pour la création littéraire en Pologne. Un des premiers principes catholiques - disaient-ils - c'est le libre choix de ses opinions et la liberté de vivre d'après ces opinions pour servir librement la cause commune.

Le ministre Sokorski répondit aux écrivains catholiques dans un ton des plus agressif, il disait être profondément choqué de ces réclamations en faveur de la liberté. M-Sokorski n'envisage que la "liberté" avant cours en URSS, liberté pour les communistes; les ennemis de la "démocratie populaire ne peuvent jouir d'aucune liberté. Après quoi le ministre communiste a formulé son avis sur la littérature catholique en ces termes:

"C'est une littérature défaitiste, voilée de catholicisme, une littérature qui dissimule sous des propos de fausse religiosité son attitude ennemie vis-à-vis de la classe ouvrière".

À l'avis du ministre les rapports entre la religion et l'impérialisme sont avérées (1).

Il en résulte que le Congrès de Szczecin a détruit toute possibilité d'entente entre les écrivains du camp catholique et les écrivains communistes, le communisme allant à la dictature dans le domaine de la littérature.

Le comble du servilisme fut atteint dans la déclaration d'après le congrès du poète Gałczyński, publié en première page de l'hebdomadaire "Odrodzenie" (rédigé par le communiste Jerzy Borejsza).

Paris par un poète communiste, Jerzy Putrament. Ces collaborateurs à l'Ambassade de Pologne sont Mirosław Żukawski et le poète Zbigniew Bieńkowski.

Le Ministre plénipotentiaire de Pologne en Suisse est un autre poète de l'avant garde, Julian Przybos, en Hollande - un écrivain de grand talent et opportuniste adroit - Xavier Pruszyński, Czesław Miłosz, un des poètes les plus éminents de la nouvelle génération est attaché culturel à l'Ambassade Polonaise des Etats Unis; le ministre de la Pologne auprès du gouvernement d'Israel, c'est l'historien, prof. Olgierd Górka.

Cette adroite tactique tend à atteindre par ces hommes, tous de culture occidentale, les milieux culturels de l'Occident. Ils jouent tous le rôle de dociles "hommes de paille", et doivent obéir sans broncher aux directives de la politique étrangère des Soviets surveillés de près par des agents spéciaux de la Sûreté et hommes de confiance du régime, dont chacun des postes diplomatiques est muni.

"L'homme de confiance" de l'Ambassade de Paris, cent pour cent dévoué au communisme et qui double l'Ambassadeur-poète Putrament - c'est M-Wilczur-Gasztocki.

- - - - -

Un million d'appareil récepteurs de la radio en Pologne.

On a annoncé à Varsovie que le nombre des abonnés de la Radio Polonaise a dépassé un million. Le millionième abonné, un ouvrier agricole Szymanski fut gratifié de la somme de 125.000 zlotys, une autre gratification de 75.000 zlotys fut allouée au million-unième abonné, un ouvrier métallurgique de Varsovie. Comme il résulte de leurs deux discours par la radio de Varsovie. Comme il résulte de leurs discours tous les deux sont des activistes-communistes, fait qui était assurément escompté dans la mise en scène de cette petite manifestation.

Indépendamment de l'aspect politique de la dite démonstration les résultats que la Pologne a atteint dans la radiophonisation du pays sont considérables, vu qu'elle était, à part l'Allemagne, le pays le plus éprouvé par la guerre. A présent, sur 24 habitants il y a un qui possède un appareil de la radio, ce qui a une grande importance politique. D'après les informations des transfuges polonais, derniers en date, tous les possesseurs d'appareils de radio profitent des auditions données en langue polonaise par l'Occident, ces auditions pourraient donc devenir un facteur de grande importance politique, tant que la Pologne ne soit définitivement et par des moyens brutaux privée de tout contact avec l'Occident.

Hélas les auditions émises par les stations du monde libre sont en ne peut plus anodines et ne représentent aucun contre-poids à la propagande communiste.

Nous pouvons signaler une certaine amélioration des auditions de la BBC, progrès des derniers temps, quand à la section polonaise de la Radiodiffusion Française elle laisse beaucoup à désirer sous le rapport politique. M. Mirosław Wierzbicki le représentant officiel

de la Radiodiffusion de Varsovie y fait la pluie et le beau temps, un autre personnage attaché à ce poste c'est l'un des rédacteurs de la "Gazeta Polska", feuille communiste publiée à Paris par l'Ambassade de Varsovie - M. Chciuk.

Les Polonais en Pologne qui assument le risque d'écouter les auditions de l'étranger voudraient y voir un service objectif d'information et un contre-poison politique à toute la propagande communiste.

Au cours des derniers mois des auditions en langue polonaise sont émises par les stations suivantes: Ankara, Rome, Madrid.

Il serait à souhaiter que la Radiodiffusion Française veuille engager comme collaborateurs à ses programmes les représentants de la Pologne Indépendante émigrée.

- - - - -

P O L O G N EL'Europe Indivisible.

Il y a dix ans, Marcel Déat clamait à la tribune du Parlement français que mourir pour Dantzig et le "corridor" polonais était une folie. Quand à Chamberlain et Runciman ils ne parvinrent pas à refouler la poussée hitlérienne de l'Autriche et des Sudètes par leur attitude défensive. La situation actuelle de l'Europe présente des ressemblances frappantes. C'est une dangereuse illusion d'espérer qu'il suffit de déclarer son désintéressement au sort de l'Europe Centrale et Orientale pour endiguer l'impérialisme de Moscou et l'arrêter sur l'Elbe.

La loi géopolitique fondamentale de notre continent c'est l'unité de sa civilisation millénaire et de son économie commune (qui compte déjà au moins 200 ans).

Les accords de Téhéran et de Jalta, résultats de marchandages entre les trois "grands": la Russie, les Etats Unis et la Grande Bretagne aboutirent au tragique déchirement de l'Europe en deux blocs de structure complètement différents, tant au point de vue politique qu'économique. Le bloc oriental, au cours des quatre dernières années fut inclus de force dans le système unifié de l'URSS, Moscou ayant brisé les engagements de Jalta et de Potsdam. Les politiciens anglais et américains croyaient préparer par Téhéran et Jalta "l'équilibre européen" de la paix. En réalité ces accords ont apportés aux jeunes et dynamiques nations de l'Europe Orientale et Centrale une servitude pire que celle de Hitler; et cette Europe soviétisée par la terreur compte près de 120 millions d'habitants. Ces cent vingt millions d'Européens c'est les Estoniens, les Lettons, les Lithuaniens, le Polonais, le Biélorussien, les Ukrainiens, les Roumains, les Hongrois, les Slovaques, les Tchèques, les Chorvats, les Slovènes, les Serbes, les Bulgares et les Albanais. Ces nations opposent une résistance héroïque et quotidienne, comme chrétiens et comme européens, à la politique brutale de l'inclusion soviétique, ces 120 millions sont potentiellement les puissants alliés du monde occidental.

Mais n'oublions pas que, malgré cette résistance, grâce au régime de la terreur appliquée méthodiquement, les chances de l'occupation augmentent. Là-bas, derrière le rideau de fer, la "guerre froide" n'existe pas - les informations de notre "Pologne" fournissent des preuves de cette guerre à mort menée par des forces bien inégales. Mais malgré tout l'occupant arrivera avec le temps à ses fins grâce aux écoles soviétisées et à tout le système de formation de la nouvelle génération, il pourra alors s'appuyer sur cette jeunesse endoctrinée de religion Léniniste-Stalinienne et pétrie à sa guise pour devenir l'avant-garde de la Pax Soviétique.

Les dirigeants soviétiques pourront de cette façon doubler leur potentiel humain, les rangs de jeunes et fanatiques komsomols (jeunesse communiste), de l'Armée Rouge et de leur police secrète.

En plus l'inclusion de l'Europe Centrale et Orientale dans l'orbite de l'économie soviétique pourra accroître démesurément le potentiel industriel et les réserves de matières premières de l'Union Soviétique. Tous les plans économiques des pays de derrière le rideau de fer sont strictement adaptés au plan économique soviétique.

Le député du Parlement anglais, Beamish avait donc raison d'affirmer à la tribune:

"Je suis persuadé qu'il n'y a aucune chance de paix dans le monde tant que le communisme international n'est pas revoulé jusqu'aux frontières de 1939 et tant que nous n'avons pas compris que les accords de Potsdam et de Jalta sont lettre morte. A mon avis si nous n'allons pas utiliser les cinq années suivantes à réparer les graves défaites diplomatiques et militaires subies par la démocratie au cours des dernières quatre années, nous pouvons nous attendre à voir périliter la civilisation chrétienne en Europe, de notre vivant encore".

Le député Strauss, qui démissionna autrefois du cabinet Churchill en signe de protestation contre les décisions de Jalta, décisions concernant précisément la Pologne, constatait dans le débat international que l'Europe Occidentale est en train de perdre la guerre froide.

"C'est une grave erreur - disait-il - de croire que les Russes vont s'arrêter sur leur ligne actuelle, ou avancer ou reculer. Nous n'avons pas le droit d'envisager comme définitifs les avances du communisme".

Le meilleur exemple de ces fatals compromis c'est l'affaire de Berlin.

L'incendie est à l'Elbe et ce qui reste de l'Europe pas encore envahie ce n'est qu'une tête de pont. C'est chose indiscutable que ce feu va se propager dans le reste de l'Europe si on ne l'élimine pas à temps des territoires de la Baltique, de la Mer Noire et de l'Adriatique qui sont aussi les ramifications de l'Océan Atlantique. Les pays sis entre ces mers faisaient tout aussi partie de la communauté atlantique que le Danemark, le Luxembourg ou l'Italie.

Les Européens, provenant de cette partie du continent qui fut sacrifiée à une paix illusoire avec la Russie peuvent encore espérer voyant les nations de l'Europe Occidentale et des Etats Unis décidées à s'armer pour la défense de ce qui reste de l'Europe libre.

Tout ce qui consolide l'unité de l'Occident travaille pour la libération de toute l'Europe. Mais le pacte défensif des pays occidentaux ne suffit pas à assurer la paix et la prospérité tant désirée; les dix dernières années de notre ère démontrent d'une façon manifeste que l'empire usurpateur établi en Pologne, Bohême, Hongrie, etc. va tôt ou tard mettre la main sur toute l'Europe, ses limites ne sont pas sur l'Elbe.

Pizak, Maniu, Petkow, Mindszenty et Masaryk sont tout aussi Européens que les hommes d'état et d'Eglise de France, de Grande Bretagne ou des Etats Unis. Il ne peut y avoir de compromis avec le totalitarisme, la dictature, le régime de terreur, la dégradation, la liberté

talisme, il faut le détruire ou lui céder. La démocratie, la liberté et la paix sont des valeurs indivisibles, les tentatives de compromis avec la Russie Soviétique, il faut les expier par de nouveaux sacrifices apportés aux armements et préparatifs de la guerre suivante. Il n'y aura jamais de sécurité pour Paris, Londres, Bruxelles et Rome tant que Varsovie, Prague et Budapest sont soumis au régime de la terreur.

Le Pacte Atlantique qui sera signé ces jours-ci ne peut être qu'une première étape de l'organisation du monde occidental des hommes libres.

Il est le grand espoir des peuples sacrifiés à l'URSS dont la jeune génération est prédestinée à devenir dans quelques années les janissaires du communisme triomphant.

Pourvu qu'il ne soit pas trop tard pour l'en empêcher.

- - - - -

La situation alimentaire en Pologne.

Au début de janvier de l'année courante le dictateur économique de la Pologne, M-Minc, a annoncé urbi et orbi que le système de rationnement, toujours encore obligatoire dans les autres pays est aboli en Pologne. Plusieurs semaines après cette déclaration éclatèrent dans plusieurs villes polonaises des émeutes par suite de l'insuffisance de viande et des matières grasses (les troubles les plus importants eurent lieu à Poznan).

La Pologne comme pays agricole n'avait jamais souffert du manque de ces principaux produits. Les tickets de graisse furent donc échangés contre des bons de graisse, distribués uniquement à la classe ouvrière et qui donnent le droit à tout travailleur d'acheter un kilogramme et demi de lard pour soi et 3/4 de kg de margarine pour chacun des membres de sa famille par mois.

A Varsovie aux abords des magasins de ravitaillement on a vu dès lors de longues files d'attentes. Les ouvriers des chantiers de construction à Dantzig se sont publiquement plaints à un récent meeting des difficultés d'approvisionnement en viande.

La raison de cet état de chose est le dumping de l'export. Les produits alimentaires sont aujourd'hui, à côté du charbon, la marchandise principale d'exportation. Malgré le flagrant préjudice que cette exportation apporte aux consommateurs du pays, c'est l'unique moyen pour le gouvernement d'équilibrer son bilan économique sapé par la nécessité d'une coûteuse importation (tracteurs et autres machines).

La transformation de l'élevage des porcs pour l'exportation du bacon et ce qui s'en est suivi la production diminuée du lard gras, produit de première importance en Pologne, a obligé le gouvernement de renforcer la production des graisses végétales qui n'étaient jamais bien vues en Pologne. On a donc remis hâtivement en état deux usines de margarine (à Bielsk et à Dantzig), usines qui vont mettre en vente au cours de cette année plus de 15 milles tonnes de margarine.

rine et hausser leur production dans un proche avenir à 50 milles tonnes par an. On tâche en même temps de populariser la consommation de l'huile comestible (fabriqué de différentes graines oléagineuses). D'après les prévisions officielles la vente de la margarine devra atteindre 1500 tonnes par mois, de l'huile 890 tonnes, de la graisse végétale "Cérès" - 200 tonnes. Le prix d'un kg de margarine est fixé à 375 zlotys et le kg de l'huile à 350 zlotys.

La viande continuant à manquer, son prix monte toujours, elle est taxée à Varsovie à 400 zl. le kg de bœuf, tandis que le prix officiel est de 240 zl. On prévoit que l'exportation croissante va encore influencer la hausse des prix. Au cours de cette année la Pologne va exporter 20.000 tonnes de bacon en Angleterre, ce qui revient à son exportation d'avant guerre malgré que le cheptel des porcs soit de moitié moindre à celui d'avant guerre et s'accroisse très lentement (9.853.000 - avant guerre et 4.626.000 en juin de l'année 1948).

Il est aussi peu probable que la production du beurre puisse se relever, son prix reste très élevé. Sur les marchés de la capitale un kg de beurre en mottes est payé 700 zl.

La bataille pour la viande.

Le gouvernement de Varsovie a proclamé dernièrement d'une manière officielle la "bataille pour la viande" qui tend en principe à accroître l'élevage mais qui, en même temps, par des méthodes policières et bureaucratiques se hâte d'étatiser tout le commerce de la viande, de couper court au marché libre et d'en expulser la dite "initiative privée".

La Centrale d'Etat de la viande est seule autorisée à acheter le bétail aux cultivateurs et à le livrer par l'intermédiaire de 1403 coopératives de "L'Entr'Aide Paysanne", aux abattoirs pour en alimenter ensuite les marchés. Dans ces conditions le cultivateur a le droit de vendre son bœuf ou son cochon uniquement à l'appareil officiel et au prix fixé officiellement. Le commerce privé du bétail et des porcs est poursuivi aujourd'hui avec le plus grand acharnement comme illégal et traité comme délit dont on répond en justice par le camp de travail ou par une forte amende.

Pour enrayer l'approvisionnement du marché libre un "commissaire du gouvernement" préposé à l'économie de la viande a publié un décret qui défend le transport de viande sans autorisation officielle. Il est permis de se procurer de la viande et du lard mais en petites quantités, ne dépassant pas 5 kg.

Par suite de ce décret tout l'appareil policier, comme du temps de l'occupation allemande, s'affaire aux révisions des trains et des marchés. Les paysans et les marchands de viande qui ont à faire avec les abattoirs non contrôlés sont traités comme sabotagistes économiques et sévèrement punis.

A Varsovie, à Lodz et dans d'autres villes la production de la charcuterie est limitée à 25% de la viande répartie aux bouchers, ce qui a immédiatement amené la pénurie de ce produit et sa vente au marché noir.

Il est de même défendu aux bouchers de vendre leurs produits aux magasins d'alimentation et aux restaurants, qui seront approvisionnés, très insuffisamment du reste, par la Centrale. On élabore en plus le projet d'un décret qui ne permettra pas d'abattre des veaux de moins de 10 mois. En diminuant la vente du veau on espère obtenir l'accroissement de l'offre du bœuf.

La presse du pays publie de nombreuses informations concernant les révisions des magasins d'alimentation et les amendes considérables imposées aux marchands et fournisseurs indisciplinés; dans les villes on manque de plus en plus de viande et son prix monte au marché noir.

Pour remédier à cette catastrophe de la viande le régime, qui s'est engagé simultanément à élever encore l'export des becons en Angleterre et de fournir de la viande la zone soviétique allemande, a précipitamment signé des accords avec la Roumanie et la Hongrie pour une importation de viande de ces pays. Les premiers transports de Hongrie sont déjà arrivés (56 wagons de viande de bœuf) dirigés sur Varsovie, Lodz et le bassin minier afin d'apaiser le mécontentement des masses ouvrières. L'accord signé avec la Roumanie prévoit la livraison à la Pologne de 1000 tonnes de viande de porc.

Ces moyens radicaux, tendant à remédier à la crise, sont non seulement le résultat de l'exportation accrue mais surtout de la résistance des masses paysannes qui ne veulent pas se plier à l'étatisation du marché de la viande. Les cultivateurs en plus sont persuadés que la raison principale des décrets gouvernementaux c'est l'approvisionnement en viande de la Russie. Ils préfèrent donc courir tous les risques mais vendre leur viande au marché noir pour ne pas la donner, comme ils disent "aux Moscovites".

- - - - -

La statistique.

D'après la statistique la consommation de la viande en Pologne d'après guerre revient à 8 kg par tête et par an, en rapport à 22 kg (et dans les villes même jusqu'à 61 kg) par tête d'avant guerre.

Malgré les articles de propagande publiés dans la "Gazeta Polska" (Journal Polonais) de Paris la presse même surveillée au pays avoue la catastrophe du secteur de la viande et des graisses. C'est pourquoi le régime s'est vu forcé de proclamer une grande campagne d'élevage. Elle consiste à conclure des contrats d'élevage individuel avec les paysans. Les paysans reçoit tous les produits nécessaires pour l'élevage, mais le gouvernement se réserve le droit de disposer des bêtes élevées de cette façon.

D'après les caculs au pays, si chaque propriétaire de moins de 10 ha (et ils sont près de 5 millions) va élever au moins deux

porcs par an cela donnerait environ 6 millions de bêtes - mais ne pourrait pas encore suffire aux besoins du marché intérieur.

- - - -

La hausse des prix.

Les transfuges arrivées dernièrement de Pologne nous parlent de la hausse considérable des prix au pays.

1 mètre de laine (qualité moyenne) coûte 7.000 zlotys, le mètre d'une étoffe mi-laine mi coton coûte de 5 à 6 milles zl. La façon d'un costume pour homme coûte à Varsovie, chez un tailleur moyen, de 19 à 20 mill zl. (travail et fournitures compris); en province environ 15 mille zl. Un costume de confection de qualité très inférieure coûte, dans les grandes maisons de commerce étatisé 15 milles zl. environ.

Les chaussures continuent à être très chères. Des bottines pour hommes appelées "démocratiques", empeigne de cuir, semelle de caoutchouc coûtent 5.300 zl. des bottines pareilles mais sur semelles de cuir coûtent 7.000 zl. mais c'est une chaussure de qualité médiocre; une paire de bottines de meilleure qualité revient à 15.000 jusqu'à 20.000 zl.

Un manteau demi-saison de confection étatisée coûte 8.000 zl., une chemise d'homme très médiocre qualité - 2.000 zl. Une paire de bas nylon importée de l'étranger est taxée à 3.000 zl.

Le cours du collar américain au marché noir varie entre 1.600 et 1.800 zl. La livre sterling est mal cotée et revient à deux dollars.

Les cigarettes de la régie coûtent d'après leur qualité entre 4 et 20 zl. la pièce. La marque "Triomphe" (celles de 4 zl.) est très critiquée vu sa mauvaise qualité. Il y a de moins en moins de cigarettes américaines, le paquet (20 pièces) est coté 350 à 400 zl.

On manque dans le commerce de sucreries et de chocolat; pour un kg de chocolats pralinés de Wedel on paye 5.000 zl. Les ménagères se plaignent de manquer de poivre, de vanille et de cannelle.

Des oranges en petite quantité ont fait dernièrement apparition sur les marchés mais le prix d'une seule varie entre 700 et 800 zl.

Le thé, le café, le cacao et d'autres articles épiceries ont disparu depuis quelques semaines des magasins d'alimentation de Varsovie; on peut encore trouver par ci par là un paquet d'un demi kg de thé au prix de 2.500 zl. Il est à craindre que directement avant les moissons la situation alimentaire va encore empirer.

Tous les prix mentionnés ci-dessus doivent être comparés aux salaires des travailleurs. Un ouvrier moyen ne gagne donc pas plus que 15 milles zl. par mois.

Le niveau de vie en Pologne, pays agricole, est petit à petit abaissé au primitif niveau "du paradis prolétaire de l'URSS".

- - - - -

P O L O G N ELes relations de l'Eglise Catholique et du régime s'aggravent.

Au début de mars une conférence des dirigeants du Parti Communiste fut convoquée à Nieborów, près Varsovie, conférence devant décider des moyens de lutte contre la dernière force de résistance organisée en Pologne - l'Eglise Catholique. Les décisions prises à Nieborów furent sans tarder mis en pratique par le "spécialiste" des affaires ecclésiastiques, le nouveau ministre de l'administration publique M. Wolski-Piwowarczyk et son équipe. On avait aussi envisagé au cours de cette conférence les possibilités de créer une "église nationale", on avait résolu de multiplier les attaques contre le Vatican et d'attaquer pour le moment une partie seulement de la hiérarchie ecclésiastique polonaise pour faire une brèche dans cet organisme. On prépara aussi à cette conférence toute une série de slogans anticléricaux devant servir aux groupes de choc dans la lutte préméditée.

Le 14 mars le Secrétaire de l'Evêché Polonais, Mgr. Choromański, nommé dernièrement Evêque de Lublin, connu comme partisan de l'accord se rendit, au nom de l'Episcopat Polonais, chez le ministre Wolski pour conférer de la normalisation des relations entre l'Eglise et l'Etat.

Cette conférence était le fruit de la politique du nouveau primat de Pologne Mgr. Wyszyński qui, décidé à ne pas reculer d'un pouce dans le domaine des dogmes et de la tradition catholique, désire sauvegarder l'Eglise et ses fidèles des pressions et provocations du régime communiste et ne veut pas aggraver la sourde lutte menée par les dirigeants du pays contre l'autorité de la religion chrétienne et de ses chefs. Il est significatif que les relations officielles fournies à la presse et à la radio au sujet de la conférence de Mgr. Choromański avec M. Wolski ne soufflent mot du point de vue de l'Episcopat se limitant exclusivement aux conditions que les communistes proposèrent à l'Eglise, comme prix de la normalisation des relations mutuelles.

D'après les données du seul organe catholique d'autorité le "Tygodnik Powszechny" du 10 avril, il résulte que l'Episcopat polonais avait transmis au premier-ministre Cyrankiewicz des postulats d'une constitution qui réclamaient en premier lieu: la liberté pour l'Eglise d'exercer son pouvoir spirituel et sa juridiction de pouvoir se conformer à ses propres lois, de conserver la liberté du culte, de l'enseignement et des activités religieuses dans le domaine de ses missions; ces postulats réclamaient en plus les droits de fonder et de diriger des séminaires, de créer des ordres religieux, des congrégations et des fondations, d'ouvrir et de diriger des crèches et des écoles maternelles et d'autres des associations caritatives, de disposer de la presse, d'imprimeries, de maisons d'édition etc.

Quand aux conditions proposés par le Ministre Wolski à l'Eglise

Catholique en Pologne leur acceptation reviendrait à une complète capitulation vis-à-vis du régime.

Le ministre avait affirmé dans sa déclaration qu'un parti du clergé est inspirée d'inimitié vis-à-vis du régime et de la démocratie populaire en Pologne, que ce clergé poursuit des activités qui "sèment le trouble dans les esprits des catholiques" et surtout dans les esprits de la jeunesse; que l'épiscopat et le clergé polonais ne se sont pas opposés aux déclarations antipolonoises du Vatican, déclarations soutenant les prétentions chauvines des Allemands, concernant les provinces annexées à la Pologne, que ce même clergé collabore avec les éléments criminels, ennemis du gouvernement, agents de l'impérialisme anglo-américain, éléments auxquels la presse catholique ne s'oppose pas, qu'elle ne condamne jamais; que le clergé tolère l'infiltration de ces éléments dans l'église et tolère l'utilisation des associations religieuses comme bases de leur activités criminelles.

"Dans ces troubles menées - affirmait impunément M. Wolski - un rôle prépondérant est joué par des évêques qui, sous l'occupation allemande se sont illustrés par une attitude tout à fait serviable vis-à-vis de l'occupant.

L'Etat ne tolérera jamais ces troubles menées, cette propagande dirigée contre les autorités de la Pologne démocratique, cette agitation qui fausse l'esprit de la jeunesse.

La régularisation des rapports entre l'Etat et l'Eglise Catholique en Pologne, a terminé sa déclaration le Ministre Wolski, dépendra uniquement de l'attitude du clergé polonais envers l'Etat...

- - - - -

"La colère du Peuple"

Directement après la publication de l'ultimatum du gouvernement communiste de Varsovie et suivant les instructions élaborées à la conférence de Nieborów toutes les usines, ateliers, chantiers etc. de Pologne organisèrent des réunions "spontanées" qui devaient signifier la protestation de la société contre les "menées" de l'Eglise. Disciplinés comme d'habitude les leaders communistes prononçaient des discours ornés des slogans préparés d'avance.

... Les églises sont bâties par les ouvriers, nous ne permettrons pas qu'on les exploite dans le but d'une agitation contraire à leurs intérêts... - argumentait un des ouvriers

- Le monde ouvrier respecte les prêtres patriotes, mais condamne ceux qui sont vendus à l'impérialisme du dollar... soutenait un autre.

- La presse polonaise est libre. Comparez le nombre des publications catholiques en Angleterre et en Pologne!... disait un troisième.

- L'enseignement religieux dans les écoles n'est pas supprimé comme en France! clamait un zélé, et une ouvrière d'une filature de Lodz de s'écrier:

- Le Pape sympathisait avec Hitler, il ne protestait pas quand

on brûlait nos enfants dans le fours - maintenant il est passé à la solde de l'impérialisme américain!...

Et les assistants acclamaient "unanimentement" les résolutions dirigées contre l'Eglise et le clergé et exigeaient que les libertés dont dispose l'Eglise dans sa lutte contre la "démocratie populaire" en Pologne lui soit ôtées.

Comme résultat de ces attaques on prévoit la mise en scène d'un nouveau procès spectaculaire dans lequel seront inculpés trois évêques (nous connaissons les noms de deux c'est Mgr. Adamski, évêque de Silésie, et Mgr. Kaczmarek, évêque de Kielce). Ils seront accusés d'une prétendue collaboration avec les Allemands. La "Trybuna Ludu" (Tribune du Peuple) appelle Mgr. Czesław Kaczmarek "finansiste véreux", "camarade du gouverneur Frank", responsable de la faillite de la Banque Polonaise des Emigrés en France.

On suppose que cette attaque de diffamation est une vengeance pour les paroles prononcées récemment par Mgr. Kaczmarek où il disait: "Nous vivons à une époque d'obscurcissement spirituel". Les communistes seraient décidés à ne pas pardonner cette énonciation téméraire.

La presse du régime ne tarit pas sur les nouveaux "délits" du clergé et les communistes se proposent à user petite à petit la résistance de cette forteresse inviolable qu'est l'Eglise Catholique en Pologne. Les tribunaux continuent en même temps à prononcer ces condamnations. A Lodz l'Abbé Joseph Jansona fut p.ex. condamné à 4 ans de détention pour avoir prononcé un sermon "subversif" dans lequel il affirmait que la religion est persécutée en Pologne et où il faisait appel à la population de venir en aide au clergé opprimé.

La "Trybuna Ludu" relate l'arrestation de trois soeurs de St. Vincent de Paul de Przeworsk accusées du fantastique délit d'avoir voulu vendre à leur profit 100 kg de farine, 50 kg de gruau et une pièce d'étoffe, tout cela destiné à subvenir aux besoins de vieillards et d'orphelins confiés aux soins de ces soeurs. Dans la voievodie de Stettin on note une âpre campagne menée contre le préfet de l'école de Drawsk, le P. Thadée Switek. On l'accuse d'avoir malmené et même torturé (!) ces élèves et d'avoir donné des preuves de son inimitié vis à vis des organisations communistes des jeunes.

Les écoliers communistes réunis pour un meeting auraient soi-disant exigé d'éloigner l'abbé Switek de leur école, le directeur a acquiescé à cette demande et le curateur scolaire de cette province après avoir entrepris des investigations nécessaires a donné raison aux écoliers communistes.

Une des intentions du régime est d'arriver à supprimer ou à saper le principe fondamental pour les catholiques: le secret de la confession. C'est ce que vise l'accusation du clergé inculpé de "collaboration" avec les éléments criminels.

Cela signifie que les prêtres ne dénoncent pas les opposants, ceux qui sont hors la loi, ceux qui vivent jusqu'à présent en petits groupes d'insoumis dans le fond des forêts, ceux qui ont réellement des crimes sur la conscience, qui ont commis des attentats, pour se venger, par haine du régime ou des hommes.

On a pas droit de se confesser aux prêtres, les commissarais de police sont là pour cela.

Le prêtre n'a pas le droit de garder le secret de la confession... Il sera jugé et condamné pour ce délit, preuve de sa solidarité avec le criminel, son pénitent.

Rappelons que la délation est obligatoire dans le régime communiste, pas seulement pour les prêtres, dénoncer ses amis, ses parents, ses proches, ses camarades est un mérite. Dans les manuels scolaires les délateurs sont donnés en exemple aux enfants.

Le Parlement de Varsovie fut aussi dernièrement le théâtre de violentes attaques contre l'Eglise; un des leaders communistes, Bienkowski, a directement appelé l'Eglise "une agence étrangère", tous les clubs parlementaires rivalisaient de zèle qui diffamerait mieux le clergé, on a même attaqué le chômage de dimanche et des jours fériés, obligatoire pour les catholiques.

- - - - -

La réponse de l'Eglise.

Les autorités ecclésiastiques gardent jusqu'à présent une grande réserve vis à vis de cette campagne de diffamation.

Le Primat de Pologne Mgr. Wyszyński a prononcé le 5 avril, jour du 50 anniversaire de l'ordination de Pie XII un sermon à Varsovie, dans l'église Ste Croix, sermon où il condamnait les "calomnies et les outrages" dont le Saint Père est victime et mettait en garde les catholiques polonais contre ces fausses accusations. L'Episcopat polonais a simultanément protesté très catégoriquement contre la campagne calomniatrice menée par les autorités et la presse contre le clergé et la diffamation publique de deux évêques sans leur donner aucune possibilité de défense.

On suppose au pays que cette réponse annonce le rejet de l'ultimatum de M-Wolski, toute discussion dans ces conditions étant exclue.

- - - - -

L'Eglise redescend dans les catacombes.

Vu la situation de plus en plus exposée de l'Eglise Catholique dans les pays derrière le rideau de fer la dernière déclaration du Pape qui permet aux prêtres de dire des messes clandestinement est des plus significative. Le clergé aura donc droit, dans ces pays, à célébrer les messes sans autel, sans ornements, avec du pain seulement (sans vin). Cette dispense qui rappelle les offices célébrés par les premiers chrétiens dans les catacombes de Rome, ne peut être donnée que par le Pape et dans des conditions exceptionnelles; elle se rapporte aussi à la Chine pareillement occupée par les communistes.

- - - - -

La liquidation définitive du Parti Paysan.

Au cours d'une réunion chez le président du "sejm" de Varsovie M. Kowalski, la liquidation de ce qui restait d'un des plus puissants

partis polonais, le Parti Paysan (PSL), fut décidée. Les préparations à la prochaine collectivisation de la propriété paysanne ont hâté cette décision. Il s'agit des deux fractions de ce parti: la fraction qui c'était, dès le début, soumise aux exigences du régime et ce qui restait de l'autre fraction du parti d'opposition "lé-gale" de Mikolajczyk, aligné à son tour, après la fuite de son chef.

Des réunions plénières convoquées pour le mois de juin de cette année vont élaborer la rédaction d'une "déclaration idéologi-que". La fusion définitive de ces deux groupes avec le Parti Commu-niste, dit Parti Unifié des Ouvriers Polonais, va s'effectuer au cours d'un nouveau Congrès d'Union.

Après la liquidation du Parti Socialiste Polonais de l'année passée voilà le tour de la suppression au pays du Parti Paysan, le PSL, du parti du grand leader paysan Wincenty Witos, mort il y a trois ans, de Mieczysław Rataj, assassiné par les Allemands, et dont M. Mikolajczyk devint ensuite le chef.

- - - - -

L'Amitié

Il existe en Pologne une Société d'Amitié Polono-Soviétique. Elle fut fondée comme l'une des organisations supplémentaires desti-née à transformer la mentalité de la nation et l'assimiler au type soviétique.

La propagande de cette Société, qui a pour but de mobiliser de nouveaux membres, dispose d'un appareil d'organisation très étendu et très onéreux. On reconstruit à présent un immeuble spacieux à Var-sovie (rue Kredytowa) comme siège de la dite Société, pour ses bu-reaux et ses services.

Tout cela pourtant ne mène pas à grande chose. On dispose de moyens, de locaux, mais le recrutement des membres n'avance guère et l'enthousiasme pour le soviétisme étant bien mince. Un certain M. Mazur se plaint donc dans un des hebdomadaires illustrés (Przekrój) de ne pas trouver dans la Bibliothèque Publique de Varsovie ni périodiques ni livres soviétiques.

"Malgré un ensemble relativement considérable de livres an-glais - se désespère M. Mazur - le nombre des nouveautés soviétiques est minime, et à côté de nombreux périodiques anglo-saxons diligen-ment étalés sur les tables les périodiques soviétiques sont très rares".

Tout dernièrement le régime en Pologne a adopté la contrainte pour gagner des membres à la dite Société. Dans les bureaux et les services de l'état tous les employés sont enregistrés comme membres de la Société d'Amitié Polono-Soviétique, enregistrés sans demander leur consentement.

- - - - -

Au service de la propagande soviétique.

Les chiffres officiels publiés récemment démontrent que la So-ciété d'Amitié Polono-Soviétique, sous la présidence du Ministre de l'Intérieur, a atteint, en 1952, le chiffre de 12 millions de membres. Le Parti

la Justice H. Swiatkowski (un des 12 membres du Politbureau du Parti Communiste régnant), compte 1.100.000 membres organisés en 6.875 cercles.

Ce chiffre est encore une preuve de la contrainte exercée sur les travailleurs, ouvriers et employeurs, dans cette recrutation "d'amitié". Les représentants de cette organisation propagandiste se vantaient dernièrement que dans le courant du mois de l'amitié polono-soviétique ils sont arrivés à organiser plus de 32.000 conférences traitant de la Russie, conférences obligatoires pour tous les ouvriers et employeurs de l'état.

La Société d'Amitié Polono-Soviétique développe son activité propagandiste en enjoignant aux théâtres à jouer les pièces soviétiques, en organisant des concerts de musique soviétique et des auditions de propagande soviétique; elle s'occupe aussi d'éditer des livres et de divulguer des chansons soviétiques et adjuge des prix pour les meilleures traductions du russe en polonais ainsi que pour les meilleures interprétations des rôles russes dans les pièces soviétiques.

Il est à supposer que dans les autres pays le rôle des Sociétés d'Amitié des Soviets jouent un rôle pareil.

- - - - -

Raz de marée des livres et de la presse communistes.

L'activité de la Société d'Amitié Polono-Soviétique va de pair avec l'inflation des publications communistes dont les tirages sont en rapport inverse avec l'intérêt réel du peuple polonais pour la Russie soviétique.

Plus de 230 livres devant servir à la propagande communiste vont paraître dans le courant de cette année en Pologne. Le régime hausse en même temps le tirage des périodiques communistes. Tout cela tend à submerger le marché polonais de littérature soviétique.

Les deux maisons d'éditions "Książka" (Le Livre) du PPR et "Wiedza" (La Science) du PPS, par suite de la fusion des deux partis ouvriers furent aussi fusionnées et s'appelleront dorénavant "Książka i Wiedza" (Le Livre et la Science). Cette édition a annoncé dernièrement qu'elle va publier dans le courant de cette année deux fois plus de livres que l'année précédente. La position majeure dans ce plan d'édition pour l'année 1949 constitue la section politico-sociale qui embrasse 156 positions de livres nouveaux. Dans la section de la littérature marxiste on annonce 78 livres.

- - - - -

Les marins révoltés.

99 marins polonais des bateaux de passagers Sobieski et Batory et 7 femmes du personnel de ces bateaux se sont évadés après avoir atterri sur le sol des Etats Unis.

Nous avons rapporté dans une des dernières "Pologne" l'évasion de 19 marins au début de février. Cette fois-ci ces 99 se réfugièrent dans des familles américaines d'origine polonaise de la région de New York et de New Jersey, puis, à la suite d'un appel de la Polonia américaine ces derniers en date émigrés politiques se sont pré-

sentés aux autorités américaines. Arrêtés, pro forma, comme immigrants illégaux, ils furent bientôt remis sous la protection des personnalités de marque de la Polonia dans les districts où ils avaient trouvé refuge.

Le "kongresman" Edward J. Hart, un avocat de New Jersey City, va proposer au Congrès le projet d'une loi qui permettrait aux Polonais évadés de se fixer pour de bon aux Etats Unis, à condition de ne pas avoir de rapports avec le Parti Communiste.

L'évasion des marins polonais eut cette fois-ci un caractère de révolte massive contre le régime communiste en Pologne. Les raisons de ces nombreuses évasions s'expliquent par la situation au pays et par les incroyables conditions existant sur les bateaux. Le chef du navire n'est donc plus le capitaine mais l'agent politique communiste, le maître de vie et de mort, hai par tous.

Cet esclavage devenu insupportable pour les marins polonais ils décidèrent de s'en libérer en tantant l'évasion et ensuite l'émigration.

Compléter les équipages de ses bateaux ne sera pas chose facile pour les autorités soviéto-polonaises et dorénavant les bateaux polonais seront probablement munis d'équipages soviétiques.

- - - - -

Les Polonais en Grande Bretagne

Le Ministre des Affaires Etrangères britannique Chuter Ede a établi que les 5 avril 1941, 156 mille personnes de nationalité polonaise se trouvaient sur le territoire de la Grande Bretagne, sans compter les enfants de moins de 16 ans.

D'après les données du British Joint Committee for Polish Affairs sur 100 Polonais 74 travaillent d'une façon stable. Les chiffres correspondants pour la population anglaise sont de 40 pour 100. On voit donc comme les griefs soulevés par les communistes qui reprochent aux Polonais leur inactivité sont mal fondés. Ces Polonais qui jouissent de l'asile en Grande Bretagne sont la majeure partie d'anciens soldats de l'armée polonaise alliée.

- - - - -

P O L O G N E

Le Gouvernement Polonais en exil reconstitué

Le 7 avril 1949 le Président de la République Polonaise M. August Zaleski, résident à Londres, a nommé M. Tomaszewski, Président de la Cour des Comptes - Premier Ministre, le Général de Brigade M. R. Odzieżyński - Ministre de la Défense Nationale et M. Z. Rusinek, Président de l'Association des Réfugiés - Ministre.

En plus le Président a confié au Premier Ministre M. Tomaszewski la direction des Ministères des Finances et de la Justice, au Ministre de la Défense Nationale le gén. Odzieżyński la direction du Ministère de l'Intérieur, à M. M. Sokołowski - la direction du Ministère des Affaires Étrangères.

Le nouveau cabinet a prêté serment le 9 avril de l'année courante.

La formation du nouveau gouvernement Polonais a été précédée par une crise qui a duré quelques semaines. On a procédé à nombreuses tentatives pour aboutir à un compromis entre les différents partis. Vu les obstacles on a été forcé de constituer un gouvernement de techniciens. Ce n'est que M. Rusinek, parmi les ministres, qui appartient à un parti - groupement paysan "Wolność" /Liberté/. L'opinion prépondérante dans les milieux de Londres est que le gouvernement actuel n'a qu'un caractère provisoire avant d'être remplacé par un gouvernement de large coalition.

La vie politique de l'émigration polonaise à l'étranger est représentée par huit partis: Nationaux-Démocrates /M. Bielecki/, Chrétiens-Démocrates /M. Kuśnierz/, la fraction parisienne de Démocrates Chrétiens /M. Popiel/, groupement "Indépendance et Démocratie" /M. R. Pilsudski/, parti paysan "Liberté" /M. Rusinek/, parti polonais paysan PSL /Mikolajczyk/, Parti Polonais Socialiste - PPS /M. Arciszewski/. Hormis ces partis existe encore le mouvement "Ligue pour l'Indépendance" qui rassemble les anciens adhérents du Maréchal Pilsudski, ainsi qu'un groupement peu nombreux Parti Démocratique.

Les réels dirigeants de la Pologne actuelle.

Pour la façade il y a en Pologne un gouvernement, un Président, et même un succédané de Parlement, mais en réalité la Pologne actuelle est gouvernée par le Kremlin à l'aide de cellules soviétiques responsables de l'exécution des volontés suprêmes. Dans un de nos précédents de "Pologne" nous avons donné la liste complète des autorités dirigeantes du Parti Polonais Unifié des Ouvriers, en prenant aussi en considération tous les noms des membres du Politbureau et du Comité Central du dit Parti. Mais quiconque croirait que c'est le Parti Communiste Polonais /dit Parti Unifié/ qui dirige les affaires de Pologne - serait dans l'erreur.

Ce parti joue uniquement le rôle d'une agence cent pour cent soviétique, exécutant sans murmure toutes les dispositions dans le cadre élaboré à Moscou par les autorités supérieures soviétiques.

Nous avons des informations de Varsovie que par dessus le gouvernement de façade de M. Cyrankiewicz il existe un gouvernement secret dont le général russe Malinoff est le chef et dont le nom n'est jamais mentionné dans la presse en Pologne. Il ne paraît aussi jamais en public en Pologne. Même l'Ambassadeur soviétique officiel est placé dans la hiérarchie secrète sous les ordres de Malinoff, pareillement le représentant de l'NKVD russe, le premier secrétaire de l'Ambassade, Iakovliev qui aussi dans la hiérarchie est un supérieur de Lebediew. C'est seulement après ces trois Russes que sont placés dans le Cabinet Secret dans l'ordre successif les membres du Bureau Politique du Parti Unifié /Communiste/. Ce sont: Jacob Berman, Roman Nussbaum-Zambrowski, Alexandre Zawadzki, Hilary Minc, Bolesław Bierut et Joseph Cyrankiewicz.

D'après les informations fournies par l'ancien vice-président du gouvernement de Varsovie, Stanislaw Mikolajczyk, Berman est en relations directes avec le bureau du Kominform à Moscou et avec Molotov. Nussbaum-Zambrowski est citoyen soviétique, Zawadzki fut même général dans l'Armée Rouge et n'est que d'origine polonaise; Hilary Minc dépend directement de Malenkov. Le président Bierut joue dans le Cabinet Secret un rôle de second plan, comme un des communistes polonais d'origine prolétarienne, fidèle à Staline; en réalité il n'est qu'un figurant, de même que Joseph Cyrankiewicz liquidateur du Parti Socialiste Polonais, tenu dans un chantage permanent par les communistes, comme ex-Stubenschreiber du camp de Auschwitz et d'autres.

Le Cabinet secret du gén. Malinoff se rassemble une fois par semaine pour recevoir les ordres de Moscou, c'est aussi à ces réunions que sont discutés les propositions et les suggestions du Politbureau du Parti Unifié. Ce n'est qu'après coup que les affaires sont transmises par les canaux respectifs aux organes officiels de l'administration, commençant par le Conseil des Ministres, le Parlement, les Conseils Nationaux etc.

Toute la société polonaise tremble devant le UB, la Police Secrète, le NKVD polonais. Son chef, un Blancruthène, Stanislas Radkiewicz fut déjà avant guerre officier de l'NKVD soviétique. Il est placé à présent sous les ordres directs du célèbre Beria, chef tout-puissant de ce même NKVD à Moscou. Le plus proche collaborateur de Radkiewicz c'est le général Goldberg-Różanski et Madame Brystygierowa, un autre général de ce même UB. Ils sont les chefs de toute une armée de cette fameuse police secrète qui compte maintenant en Pologne 230 milles hommes, officiers et soldats.

Dans un des No suivants de "Pologne" nous instruirons nos lecteurs sur l'organisation et les méthodes de la Police Secrète /le UB/ et nous parlerons de l'Armée Communiste Polonaise, soumise aux ordres d'un général dégradé avant guerre pour malversations, aujourd'hui "maréchal" rouge Rola Żymierski, secondé par le général russe /en

uniforme polonais! / Korczyc, et deux agents politiques militaires: le gén. Spychalski et le colonel Neugebauer Zarzycki.

Le présent article avait pour but d'exposer à nos lecteurs le mécanisme de l'administration supérieure et la composition du personnel dirigeant de la Pologne "contrôlée" par l'URSS.

- - - - -

Le général Bór Komorowski avertit l'Occident.

"C'est une illusion dangereuse de croire qu'on peut recommencer avec succès l'organisation d'une activité clandestine sur les territoires soumis à l'occupation soviétique, activité qui servirait de facteur dans la guerre froide menée à présent contre l'URSS" - écrivait dernièrement le gén. Bór Komorowski, l'héroïque commandant de l'insurrection de Varsovie, dans un article publié dans la revue mensuelle anglaise "European Affairs".

L'article intitulé "La guerre souterraine contre les communistes" traite largement des méthodes de la résistance souterraine et précise les conditions nécessaires à chaque résistance clandestine pour pouvoir atteindre ses buts.

Ces conditions -argumente l'ancien chef de l'Armée de l'Intérieur - sont les suivantes: 1/ l'état de guerre; 2/ l'approbation de toute la société des buts de la guerre; 3/ la foi dans la victoire finale et l'entière confiance pour les alliés; 4/ la sympathie de toute la population pour le mouvement clandestin.

Le gén. Bór Komorowski prévient les occidentaux de ne pas se fier à des menées clandestines dirigées contre les Soviets pas seulement en vue de l'absence des conditions énumérées ci-dessus mais surtout en vue du système policier développé démesurément dans les pays occupés ou sous contrôle soviétique.

Le réseau policier qui s'étend sur toute les organisations et tous les groupements sociaux de ces pays rend impossible la dissimulation des activités clandestines aux yeux d'innombrables agents secrets.

"J'irai jusqu'à affirmer que toute initiative tendant à reconstruire le mouvement clandestin de la dernière guerre serait dans les pays sous contrôle soviétique et dans les conditions présentes synonyme à une condamnation à mort pour la population du dit pays" - résume son avertissement le gén. Bór Komorowski.

- - - - -

La mort de Wacław Lipiński dans la prison de l'U.B. /NKVD polonais/

Le journal "Życie Warszawy" / La vie de Varsovie / du 10 avril, a publié un nécrologue du colonel Wacław Lipiński, mort le 4 avril de l'année courante, nécrologue signé: la famille et les amis, sans donner la date des obsèques.

Wacław Lipiński fut arrêté en janvier 1947 à Varsovie, en décembre de cette même année eut lieu le procès intenté au Comité de coordination de l'Organisation de la Pologne souterraine dans lequel Lipiński était au nombre des sept accusés. La sentence de ce procès condamna Lipiński et Marszewski à la peine de mort. Au cours de ce procès qui fut un des procès spectaculaires du régime actuel en Pologne, Lipiński a gardé une attitude ferme et donné dans ses témoignages la preuve de son courage. Il n'a pas cédé malgré toutes les persécutions qu'on lui avait infligées.

"Comme Polonais, comme citoyen, comme homme - je ne me sens pas coupable" - avait affirmé l'accusé et il ajouta: "J'ai travaillé dans la clandestinité, car il n'y a pas de liberté politique en Pologne".

Les dépositions de Lipiński, très compromettantes pour le régime furent ensuite dénaturées par la propagande gouvernementale ou passées sous silence dans la presse polonaise et c'est uniquement les correspondants britanniques et américains, présent au procès, qui les ont reproduites. D'après les informations que nous possédons et qui sont difficilement contrôlables Wacław Lipiński n'est pas mort exécuté mais à la suite de maladie et de mauvais traitements infligés en prison, traitements qu'il subissait depuis plus de deux ans.

Les Intellectuels polonais dénoncent la Pax Soviétique.

Les représentants des professeurs, des écrivains et des journalistes polonais en Angleterre ont publié dans la presse des émigrés à Londres leur protestation contre les menées communistes appelées "Congrès International des Partisans de la Paix" à Paris. Nous reproduisons ci-dessous le texte de cette protestation.

"Le Congrès International de la Paix qui tient à présent ses assises à Paris est la suite des activités entreprises l'année passée à Wrocław et appelées Congrès des Intellectuels pour la défense de la Paix. Une des résolutions de ce Congrès engageait les assistants à former dans tous les pays des Comités Nationaux de défense de la Paix et d'organiser des Congrès de la Paix pour soutenir les décisions de Wrocław. Le Congrès de Paris est le couronnement de ces activités mais non pas leurs fin.

D'après les assurances répétées des organisateurs de ces manifestations le but unique en est d'affermir la paix mondiale en s'opposant à une nouvelle guerre. Mais ces mêmes organisateurs déclarent simultanément que l'URSS seule, et les pays dominés par elle sont les protecteurs et les garants de la paix. Quand à "l'impérialisme anglo-saxon" il est stigmatisé comme fomenteur de la guerre à venir. Ces mots d'ordre ont aussi pour but de donner au Congrès Parisien le caractère d'une démonstration dirigée contre le Pacte Atlantique, signé dernièrement à Washington.

Nous sommes donc en face d'une des plus grandes impostures des temps modernes...

De nos jours, et à l'époque de la bombe atomique il n'y a sans aucun doute pas un seul homme qui désirerait atteindre le rétablissement des principes moraux et de la justice politique si cruellement trahies à l'issue de la dernière guerre au moyen d'un nouveau conflit guerrier. Tous les hommes libres désirent ce rétablissement pacifique sans recours aux cruautés inévitables et encore inconnues de la prochaine guerre.

Mais tous les hommes libres sont conscients du fait que le seul obstacle dans la reconstruction de la morale et de la justice dans le monde c'est l'Union Soviétique. La Russie Soviétique c'est cette puissance dont l'inhumaine doctrine, les conquêtes en Europe et en Asie et le système despotique ont détruits tous les principes de la vie sociale des hommes, principes qui constituent les premiers éléments de la civilisation chrétienne.

C'est la Russie qui a détruit l'indépendance de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, de la Hongrie, de la Roumanie, de la Bulgarie, de la Yougoslavie, et la Lituanie, de la Lettonie et de l'Estonie. C'est la Russie qui a détruit les nationalités éveillées de l'Ukraine et de la Ruthénie Blanche pareillement à beaucoup d'autres peuples d'Europe et d'Asie. L'URSS a déshonoré la dignité humaine, elle a nié Dieu et profané ses temples, elle a détruit toute la valeur de la vie individuelle et de la vie des sociétés elle lui a ôté sa noblesse et sa beauté par un régime de terreur.

Cet empire despotique qui a gagné une étendue inconnue dans l'histoire désire consolider maintenant ses conquêtes pour créer des conditions propices avant une nouvelle offensive contre le reste du monde. Voilà les sources et les raisons du Congrès Parisien. Il y a dans son dos Moscou soviétique qui désire la paix fondée sur la destruction de nations entières. Il est évident que ce genre de "paix" n'est qu'une préparation à une nouvelle et terrible guerre.

Malheureusement dans les pays occidentaux les hommes et les femmes d'élite ne connaissant ni ne comprenant la réalité de ces problèmes ne manquent pas. Ces personnes ne savent pas ce qu'est la vraie Russie et basent leurs idées erronées des plans d'avenir de l'URSS sur de fausses prémisses. Cette erreur fondamentale les engage à soutenir le Congrès de Paris à encourager de ce fait les doctrines et les militarisme impérialiste de Moscou et à abandonner à la suite les rangs des défenseurs de la liberté.

En Pologne notre Patrie, la propagande du Congrès parisien bat son plein. La machine de cette propagande est parfaitement organisée. Les personnes appartenant à des syndicats professionnels sont forcées à proclamer publiquement leurs soi-disant sympathies pour cette malhonnête entreprise.

Nous nous adressons aux citoyens des pays libres en les priant de ne pas se laisser désorienter par cette propagande. L'histoire de la lutte des Polonais pour la liberté est trop connue pour que des malentendus concernant l'idée du véritable pacifisme et de la vraie foi de la Pologne puissent exister - malgré le rideau de fer.

Signé au nom: L'Union des Professeurs et des Chargés de Cours
des Ecoles Supérieures en Grande Bretagne par le Professeur Adam
Żółtowski

- au nom de l'Union des Ecrivains Polonais: par le professeur
Stanislas Stroniski

- au nom de l'Union des Journalistes Polonais par Bolesław
Mierzbianski.

- - - - -

Fuite en avion.

Un léger bombardier polonais était forcé d'atterrir sur l'île
suédoise Gottland, son équipage se composait d'un lieutenant et d'un
sous-officier. L'appareil du type soviétique a subi une légère avarie
au cours de l'atterrissage. Cinq mitrailleuses qui constituaient l'ar-
mement du bombardier étaient chargées de cartouches à balles.

Le lieutenant déclara aux autorités suédoises qu'il était réfu-
gié politique et les pria de lui accorder le droit d'asile.

- - - - -

Fêtes de Pâques sans viande.

Pour la première fois depuis une époque immémorable les Polonais
étaient privés cette année durant les fêtes de Pâques de viande et de
charcuterie. Cela tient directement à la tragique situation alimentai-
re du pays, situation exposée dans le No 54 de "Pologne" du 1 avril.

La scandaleuse politique économique des communistes a amenée un
pays fertile et en principe riche en viande et en charcuteries fumées
qui sont /N.B. bien connues sur les marchés à l'étranger/ à une telle
ruine que ces produits de première nécessité ont fait défaut aux ta-
bles du traditionnel "béné" pascal. Elles étaient tristes ces Fêtes de
Pâques 1949 dans une Pologne de plus en plus soviétisée et ce n'est
que les églises, cathédrales et chapelles pleines à craquer d'une fou-
le abîmée dans d'ardentes prières qui soulignaient, malgré l'occupa-
tion communiste et l'opinion des autorités officielles, la tradition
millénaire, européennes et chrétiennes du pays.

Quand à la table bien dégarnie elle ne pouvait pas fournir cette
fois la détente habituelle des soucis et des tracasseries quotidiens.

Donc même dans ce domaine non pas le plus important mais pas du
tout négligeable le régime communiste n'a rien su faire pour obvier à
la vague montante d'une haine générale.

- - - - -

P O L O G N ERebondissement du conflit entre l'Eglise et l'Etat.

Depuis la fête de Pâques il s'est produit en Pologne une aggravation très sensible des relations entre le régime et l'Epi-scopat polonais. Après la liquidation du Parti Paysan Polonais et du Parti Socialiste, l'Eglise Catholique est devenue pour la nation polonaise le seul et dernier rempart de l'opposition organisée contre la soviétisation complète du pays.

La lettre pastorale des évêques polonais.

"Au moment où la situation de l'Eglise devient de plus en plus difficile et l'exercice de notre mission apostolique rencontre des obstacles toujours croissants - et où, au même temps, les autorités de l'Eglise sont tenues responsables de cet état de choses - nous estimons nécessaire de rendre témoignage à la vérité" - écrivent les évêques polonais dans leur lettre pastorale qui fut lue dans toutes les églises en Pologne le dernier dimanche d'avril.

Les évêques expriment l'espoir de pouvoir surmonter les difficultés chaque jour croissantes dont l'Eglise se voit entourée. Constant que l'Eglise n'a jamais exercé son influence au détriment de la Pologne et rappelant d'autre part les sacrifices du clergé polonais pendant l'occupation, la Lettre Pastorale estime que nul ne peut maintenir honnêtement que "l'Eglise représente des puissances étrangères hostiles à la Pologne".

En attirant l'attention des fidèles aux persécutions des prêtres et des ordres ecclésiastiques par le régime et le Parti Unifié (communiste), les évêques expriment leur inquiétude au sujet "du grand nombre d'arrestations et de condamnations parmi les prêtres. On ne nous permet pas de leur venir en aide" - disent-ils.

Malgré les religieuses contraintes à quitter les hôpitaux et la dissolution progressive des congrégations confessionnelles et sociales, la lettre exhorte les fidèles à conserver leur espoir dans l'ultime victoire de la justice et de la loi.

L'on sait que le parti communiste désirerait éliminer toute influence de l'Eglise dans le domaine de l'éducation. Protestant contre ces desseins, la Lettre émet le vœu "que les écoles catholiques soient maintenues et qu'on accorde aux parents le droit de refuser d'envoyer leurs enfants aux écoles dans lesquelles l'éducation se base sur des principes qui sont incompatibles avec la moralité chrétienne". Les évêques en appellent directement à la jeunesse catholique en l'invitant à participer aux cérémonies religieuses publiques et en l'avertissant à ne pas prendre part aux manifestations athéistes.

"Accomplissez votre devoir envers la Pologne de façon à ce que vos devoirs envers Dieu ne soient pas négligés" - poursuit la Lettre pastorale. "Comprenez qu'en trahissant Dieu vous ne pouvez pas bâtir une Pologne meilleure".

La Lettre signée de Mgr. Wyszynski, Primat de Pologne, du Cardinal Sapieha et de 22 évêques, repousse catégoriquement les accusations du régime concernant la prétendue activité politique du clergé et, s'adressant directement aux prêtres, elle constate que ceux-ci se tiennent actuellement plus loin que jamais de la politique.

La campagne anticléricale du régime.

Quelques jours avant la publication de la Lettre Pastorale, M. Cyrankiewicz, "premier ministre" a souligné dans son allocution à la session plénière du Comité Directeur du Parti Unifié (communiste) "la nécessité impérieuse de livrer une "lutte sans merci aux activités antinationales du clergé réactionnaire" lequel "est responsable de l'existence en Pologne de l'opposition capitaliste, et qui sème la confusion parmi les gens n'appartenant à aucun parti et ose même s'infiltrer dans les rangs de notre propre parti". Cette dernière constatation est très significative.

Cyrankiewicz qui, il y a deux ans à peine, fut considéré par le Ministre des Affaires Etrangères anglais comme un allié du socialisme occidental, ce même Cyrankiewicz accuse maintenant le clergé "de servir les intérêts capitalistes et impérialistes anglo-américains".

Mgr. Zygmunt Kaczynski (agé de 55 ans) ancien Ministre de l'Education dans le Gouvernement Polonais à Londres et actuellement l'un des chefs de l'Action Catholique en Pologne fut arrêté pour la seconde fois le samedi 23 Avril. Mgr. Kaczynski a été déjà arrêté une fois l'année dernière, mais il fut relâché après un court séjour en prison; toutefois l'hebdomadaire "Tygodnik Warszawski" dont il était rédacteur en chef fut suspendu à cette époque par ordre de l'U.B. (Sûreté Nationale).

Dans les prisons de l'U.B. se trouvent actuellement 350 prêtres catholiques.

Malgré son ton modéré la Lettre Pastorale des évêques polonais a donné lieu à de nouvelles attaques particulièrement violentes du régime. "Il est désormais clair" - écrit "Trybuna Ludu" (La Tribune du Peuple) dans l'article signé de M-Albrecht, représentant du Comité Directeur du Parti - "que l'Episcopat ne désire point arriver à un accord avec l'Etat et qu'il préfère au contraire inciter ouvertement la population contre l'Etat populaire par sa démagogie et en falsifiant la réalité".

C'est pour la première fois qu'une attaque aussi violente est lancée directement contre l'Episcopat. "Une partie du clergé" - poursuit l'article en question - "composé d'éléments antidémocratiques et obéissant aveuglement aux directives des politiciens du Vatican profite des droits et des privilèges accordés à l'Eglise pour empêcher et retarder l'oeuvre de la reconstruction... pour semer la discorde et l'inquiétude parmi la population et pour aider de cette manière la résistance clandestine et tous ceux qui dénigrent et déshonorent le nom de la Pologne à l'étranger".

Selon l'auteur de l'article "l'Episcopat... au lieu de s'entendre avec le régime préfère une lutte ouverte. Il falsifie la réalité en décrivant les prétendues restrictions imposées à l'Eglise et les persécutions de ses fidèles... il essaye de justifier les prêtres qui collaborent avec les terroristes de la résistance clandestine et les agents de l'étranger et il persécute tous ceux qui voudraient coopérer avec le régime".

Ainsi l'Episcopat polonais se voit-il accusé de "servir la politique anti-polonaise du Vatican et du Pape, lequel appuie les revendications allemandes dirigées contre la Pologne et se joint à la politique impérialiste des capitalistes américains. C'est parmi les impérialistes américains et les politiciens du Vatican qui leur sont asservis, qu'il faut chercher les véritables chefs de l'Episcopat polonais. La politique réactionnaire du Vatican exécutée fidèlement par l'Episcopat polonais et destinée à affaiblir notre Etat populaire et à miner son oeuvre de reconstruction".

L'auteur de l'article en veut spécialement à la Lettre Pastorale un document qui n'est pas polonais". Il prend à parti les trois évêques signataires de la Lettre, Mgrs. Kaczmarek, Adamski et Lorek, qu'il dénonce comme collaborateurs des Nazis sous l'occupation qui veulent maintenant, dans la Pologne libre, "inciter la population contre l'Etat".

"L'Etat populaire ne veut et ne peut plus tolérer de tels abus des privilèges accordés à l'Episcopat et dont celui-ci profite pour mener son activité dirigée contre les intérêts de la nation".

Et l'auteur de conclure sur une note de menace:

"La démocratie populaire polonaise est suffisamment puissante pour mettre fin à toutes les velleités de la réaction".

Une attaque non moins violente fut lancée contre l'Eglise par le Général A. Zawadzki à l'occasion de la manifestation du 1-er Mai à Varsovie. Zawadzki accusa les autorités ecclésiastiques "de mener de la chaire une campagne antinationale. L'Eglise incite au fanatisme religieux et crée une psychose de lutte religieuse". Zawadzki avertit "ces messieurs en soutenant que le peuple ne leur permettra jamais de déclencher une guerre de religion en Pologne".

Le Primat de Pologne s'adresse aux émigrés.

C'est donc avec une dévotion et un respect d'autant plus grands que les émigrés politiques polonais ont lu les paroles courageuses et émouvantes que le Primat de Pologne, l'objet principal des attaques communistes, a adressées à tous ceux qui restèrent à l'étranger en liberté ne voulant point rentrer en Pologne dans les conditions politiques actuelles.

"Mon coeur se tourne vers vous" - écrit le Primat de Pologne - "en quelque lieu que vous vous trouviez, dispersés en dehors des frontières de la Pologne... Permettez que je m'adresse à vous en tant qu'Archévêque de Gniezno et Primat de Pologne... et que je vous envoie à tous et à toutes partout où vous êtes le salut de la paix..."

ma pensée va vers vous, mes chers compatriotes, et vous apporte les salutations de notre pays et ma bénédiction paternelle dans l'espoir que vous accomplissiez dignement votre mission à l'étranger... Veillez à ce que ne s'éteigne pas la foi qui anime votre cœur... Que vos prières puissent assurer au monde un avenir meilleur..."

Cette lettre du Primat de Pologne constitue une preuve émouvante des liens spirituels qui unissent la population en Pologne avec les émigrés et que les communistes s'efforcent en vain de briser.

Aussitôt après la publication de cette lettre dans le "Dziennik Polski" (journal des émigrés polonais à Londres) - la personne de Mgr. Wyszynski, Primat de Pologne, fut prise violemment à parti par la presse et la radio communistes. La phrase de la lettre dans laquelle Mgr. Wyszynski fait allusion au digne accomplissement par les émigrés de leur mission à l'étranger et leur donne sa bénédiction - fut l'objet d'attaques particulièrement violentes. "La République Populaire Polonaise attend en vain une telle bénédiction de la part du Primat; mais celui-ci préfère la donner aux émigrés... Au lieu d'accepter les conditions de l'accord que Wolsko-Piwowarczyk a soumis au nom du Gouvernement à l'approbation du Primat le 14 Mars dernier, celui-ci les repousse et écrit une lettre aux émigrés" - s'indigne le commentateur de la radio de Varsovie.

D'autre part, on croit savoir dans les milieux du Vatican qu'à la suite de la dernière Lettre Pastorale le gouvernement effectua une nouvelle démarche officielle auprès de l'Episcopat polonais, en invitant ce dernier à accepter les conditions du régime et le menaçant des représailles les plus sévères en cas de refus. La presse suisse et notamment "Die Tat" en commentant la rumeur selon laquelle Mgr. Wyszynski serait bientôt nommé cardinal estime que le Vatican pourrait craindre qu'une situation pareille à celle de Cardinal Mindszenty en Hongrie se reproduise éventuellement en Pologne. "Peut-être le martyre d'un autre Prince de l'Eglise est-il nécessaire pour remporter une victoire morale?" se demande le journal.

Quoi qu'il en soit, il n'y a aucun doute que la principale offensive communiste en Pologne est dirigée actuellement contre l'Eglise catholique ce dernier bastion de l'espoir, de la foi et de la force morale de la nation polonaise.

Importants remaniements du haut personnel au Ministère des Affaires Etrangères.

Sous le régime actuellement au pouvoir en Pologne - comme d'ailleurs sous tous les régimes totalitaires - personne ne peut être sûr de rester longtemps à son poste, fut-ce même un poste haut placé sur l'échelle administrative. Une pareille incertitude donne lieu à une forme spécifique du mouvement "stachanov", bien connue en Russie soviétique, qui se manifeste par un zèle exceptionnel dans la servilité même chez ceux qui occupent des postes du rang ministériel.

Un porte-parole officiel a déclaré récemment à Varsovie qu'en raison de troubles cardiaques le Ministre des Affaires Etrangères M. Fish-Modzelewski a dû être hospitalisé et qu'il serait incapable de reprendre ses fonctions ministérielles pendant au moins quelques mois. Par conséquent Modzelewski fut remplacé provisoirement par un certain Wierblowski (encore un de ces faux noms), d'abord ambassadeur à Prague, puis nommé au poste de Secrétaire Général du Ministère et qui depuis un certain temps joue aux affaires étrangères le rôle d'éminence grise.

Wincenty Rzymowski, bien connu en Pologne par son procès comme plagiaire de Bertrand Russell, fut le premier à occuper le poste du Ministre des Affaires Etrangères sous le nouveau régime. Rzymowski a été limogé il y a plus de deux ans. Faut-il croire que Modzelewski doit s'attendre au même sort et que sa maladie n'est qu'un prétexte pour le faire disparaître du gouvernement? Pourtant il y a à peine quelques semaines Modzelewski prononçait au "Parlement" un discours plein de servilité...

Wierblowski, le remplaçant actuel de Modzelewski a hérité du rôle d'éminence grise d'un nommé Olszewski, dont on n'entend plus parler depuis quelque temps. L'attitude d'Olszewski qui s'efforçait à rendre la vie désagréable aux diplomates occidentaux accrédités à Varsovie - fut sévèrement critiqué par M-Bliss Lane, ancien ambassadeur des Etats Unis à Varsovie, dans son excellent livre récemment traduit en français et publié à Paris sous le titre: "J'ai vu la Pologne trahie".

Or, on dit couramment à Varsovie, que Wierblowski qui - paraît-il - jouit d'une grande estime à Moscou, peut bel et bien devenir Ministre des Affaires Etrangères à la place de l'infortuné Modzelewski. Ce n'était d'ailleurs qu'un secret de Polichinelle que l'opinion de Wierblowski avait fréquemment plus de poids que celle de Modzelewski: tous les deux sortent d'ailleurs de la même école communiste de Moscou.

Il est intéressant de noter que le vice-ministre des affaires étrangères Leszczycki, ne fut jamais considéré comme pouvant éventuellement remplacer Modzelewski. Mais Leszczycki n'est pas un communiste cent pour cent - il appartenait jadis au Parti Socialiste - et de ce fait ne peut guère avoir la confiance du régime. Son influence au Ministère est purement fictive, tandis que Wierblowski, en tant que membre du Comité Central du Parti, y est la véritable chef.

Le nouveau ambassadeur à Prague, Borkowicz, était jusqu'à présent voïevode (préfet) à Stettin. Avant la guerre il occupait le poste peu enviable du chef de la sûreté à la voïevodie de Lodz. Malgré son passé de policier il a su se faire accepter par les communistes comme un des leurs; après un séjour prolongé en Russie pendant la guerre, où il a passé par une école communiste spéciale, Borkowicz revint en Pologne au grade de colonel et se déclara bientôt comme un des enthousiastes du nouveau régime. Nommé ambassadeur à Prague il entre maintenant dans la carrière diplomatique.

Ainsi la Pologne est-elle actuellement représentée à l'étran-

ger par les agents soviétiques qui ne font qu'exécuter les ordres des Moscou. Sous le couvert de leur titre formel ils se livrent impunément à leur besogne d'espionnage et de propagande en faveur de la Russie soviétique en déshonorant le nom de la Pologne à l'étranger. Ayant reconnu les régimes communistes imposés par la Russie à l'Est de l'Europe, les nations démocratiques se voient forcées à tolérer les agissements obscurs de ces agents soviétiques sur leur propre territoire et à faciliter ainsi l'oeuvre destructive du communisme.

Le commerce extérieur de la Pologne.

Selon les informations de Varsovie le commerce extérieur polonais a dépassé son niveau d'avant guerre. Il y a dix ans il s'élevait à 14 dollars par habitant. En 1948 ce chiffre a remonté en trois ans d'après guerre jusqu'à 40 dollars par tête. Deux corrections doivent être apportées à ce calcul: premièrement la population de la Pologne actuelle est moins nombreuse, et en second lieu, la valeur du dollar a baissé considérablement. L'on peut donc soutenir que le niveau du commerce extérieur polonais est à peu près le même qu'avant guerre, tout en admettant que son volume tend à se développer rapidement.

Quelle est la structure actuelle du commerce extérieur polonais? S'il s'agit de l'importation, les matières premières pour l'industrie y représentent à peu près la moitié; un quart - les produits destinés à la consommation. Les machines et les autres installations techniques indispensables à l'industrialisation du pays ne représentent donc qu'un quart de toutes les importations. Quand à l'exportation le charbon et le coke constituent plus que la moitié de son volume tandis qu'avant la guerre ces produits n'étaient responsables que d'un cinquième du total.

Les statistiques suivantes (Board of Trade Journal No 2731) permettent de s'orienter quelles étaient en 1948 la provenance des importations et la direction des exportations polonaises:

	Import.	Export.
	(millions de dollars)	
- La Russie et ses satellites (y compris la Yougoslavie)	250	257
- Les pays scandinaves	74	116
- La région méditerranéenne	21	22
- L'Europe Occidentale (y compris l'Autriche)	100	125
- Le continent américain	48	5

Il en résulte que le bloc soviétique occupe une position privilégiée, étant responsable de la moitié de tout le commerce extérieur de la Pologne.

La presse polonaise contrôlée souligne fréquemment la grande importance de cet état de choses pour l'industrie polonaise, laquelle s'approvisionne - paraît-il - en machines et en outils en Russie. Mais en examinant la question de plus près on s'aperçoit que les importations venant de Russie ne peuvent guère aider à la reconstruc-

tion de l'industrie polonaise. D'après le dr-Grossfeld (le journal "Rzeczpospolita" du 22 Avril dernier), les importations soviétiques en 1948 contenaient principalement des matières premières. Elles s'élevaient à 56% de coton, 8% de métaux ferreux bruts, à peu près 8% de pétrole et 21% de blé.

L'accord commercial polono-soviétique de Janvier 1948 prévoit que les échanges commerciaux entre les deux pays jusqu'au 1952 atteindront la valeur d'un milliard de dollars. D'autre part, les importations destinées à l'investissement industriel échelonnées pendant 9 ans représenteront la moitié de cette somme. Tenant compte de la composition normale des importations de provenance soviétique, peu utiles à l'oeuvre de la reconstruction industrielle, il apparaît que la valeur de l'aide industrielle soviétique à la Pologne s'élèvera à quelques 50 millions de dollars par an.

Il est donc naturel que la Pologne cherche actuellement des sources d'approvisionnement en équipement industriel à l'Occident. La Grande Bretagne offre le plus grand espoir dans ce domaine, car l'accord polono-britannique prévoit l'échange commercial mutuel allant jusqu'à un milliard de dollars pendant 5 ans. La Grande Bretagne devrait donc occuper la seconde place dans le commerce extérieur polonais. Toutefois il est à noter que l'équipement industriel proprement dit ne représente qu'une partie relativement petite de la totalité des importations prévues, lesquelles doivent contenir principalement des produits coloniaux. L'on peut donc conclure que les possibilités de développement industriel de la Pologne resteront limitées aussi longtemps que la production américaine ne pourra pas alimenter l'industrie polonaise en équipement.

P O L O G N E

A propos de la Conférence des Quatre et des frontières de la Pologne

M. M. Sokołowski, chef du Ministère des Affaires Etrangères du gouvernement légal de la Pologne exilé à Londres, fit aux représentants de la presse des émigrés polonais, à la veille de la Conférence des Quatre à Paris la déclaration suivante:

" La réunion du Conseil des Ministres des Affaires Etrangères fut possible à la suite du premier succès tactique des alliés occidentaux dans la "guerre froide", succès consistant dans la levée du blocus de Berlin. Ce succès, outre la réussite technique du ravitaillement de Berlin par voie aérienne, est surtout le résultat du juste procédé tactique appliquée vis à vis de l'URSS, procédé qui a remplacé l'ancien "apaisement". Les progrès tactiques dans l'ordre du relèvement de l'Europe et de la préparation des conditions d'une paix réelle seront conditionnés par la façon dont ce procédé sera appliqué durant la conférence de Paris et plus tard.

"Ce ne sont, je le répète, que des progrès technique, car on ne peut encore espérer à l'heure actuelle un dénouement vraiment durable des difficultés existant en Europe. Une solide structure de la nouvelle Europe, structure pouvant assurer la paix ne peut s'effectuer avant que les accords d'après guerre visant à l'"apaisement" ne soit liquidés. Ces accords ont amenés l'Europe Centrale et Orientale, en premier lieu la Pologne, cette "clef de la voûte européenne" à être soumise à un totalitarisme étranger.

"La prise de conscience combien furent pernicieux ces accords qui rendaient impossibles une stabilité même quelconque et un équilibre même passager de notre continent, accords qui estropiaient sa structure politique et économique, cette prise de conscience - dis-je - a fait certains progrès dans l'opinion mondiale.

"Il existe pourtant des facteurs qui continuent à s'abuser et qui semble croire qu'en usant d'une tactique appropriée il serait possible d'éliminer les indices qui, au cours des dernières années, ont menacé de déclencher une nouvelle catastrophe.

"Des bruits circulent concernant le programme de la Conférence de Paris et des motions probables, p.ex. celles concernant l'unification de l'Allemagne et le retrait des armées d'occupation. Assurément ce ne sont que de "on dit", le programme de la Conférence étant traité par les facteurs intéressés avec la plus grande discrétion. Prendre une position définitive vis à vis de ce programme et des éventuelles décisions n' sera possible que le jour où on pourra en prendre connaissance. Soulignons encore une fois que ces décisions ne pourront en aucune façon obliger les gouvernements qui ne font pas partie de la Conférence. La question de l'unification de l'"Allemagne p.ex. est un problème très étendu et très complexe qui peut

en outre porter atteinte aux intérêts vitaux de la Pologne au point de vue territorial. La position prise par le Gouvernement Polonais de Londres vis à vis du caractère définitif des frontières de la Pologne sur l'Oder et la Neisse Occidentale est incontestable et irrévocable. Je tiens à souligner que l'opinion à ce sujet, tant au pays qu'en émigration, est unanime.

"Quand à ce qui se rapporte au retrait des troupes d'occupation des bruits circulent - du reste démentis - que les troupes seraient retirées de la zone orientale allemande et concentrées sur le territoire de Szczecin /Stettin/, territoire polonais. Cela donnerait un curieux paradoxe: le territoire ennemi serait libéré, et l'occupation du territoire d'un pays allié soutenue. Du reste les puissances occidentales continuent à se réclamer des accords jamais approuvés par nous et qui ont sacrifié presque la moitié de la Pologne à une domination étrangère. Dans ces conditions il ne peut être question à la Conférence de Paris que du retrait des troupes d'occupation des territoires allemands et polonais jusqu'à la ligne Curzon, en laissant toute l'Europe Centrale et Orientale menacée par l'Armée Rouge et sans apporter de changement à la situation présente.

"Si de pareilles décisions devaient être prises elles pourraient devenir la source d'un nouveau péril de caractère universel sur les territoires du Reich, diminuant ou supprimant complètement l'importance du succès berlinois remporté par les alliés occidentaux. Il faut espérer que les puissances occidentales sauront éviter ce danger".

En vue des rumeurs ébruitées dans certains milieux internationaux et concernant les nouveaux marchandages des territoires de la Pologne, traités cette fois-ci comme enjeu pour gagner les bonnes grâces de l'Allemagne tantôt par l'Occident, tantôt par l'Orient, la rédaction de la "Pologne" se réserve le droit de revenir à ce problème dans le numéro suivant de son bulletin selon le cours que va suivre et les résultats que va donner la Conférence des Quatre à Paris. Les terres occidentales de la Pologne que le nouveau révisionnisme allemand continue à réclamer sont habitées aujourd'hui par 6 millions de Polonais qui sont parvenus à les relever économiquement après les destructions dues à la guerre, relevant dans un temps record, labour reconnu et apprécié par le reste du monde.

Une décision allant à l'encontre des intérêts de la Pologne en ce qui concerne ses frontières sur l'Oder et la Neisse de Luzyc se-rait un préjudice tragique pour les millions des nouveaux habitants de ces territoires, de tous ceux qui à la suite des accords de Potsdam des engagements pris et des promesses données par les puissances occidentales ne sont trouvés dans ces provinces historiquement polonaises. Ni la nation polonaise ni les nombreux amis de notre cause à l'Occident qui n'ont pas encore perdu le sentiment d'une justice élémentaire, ne sauraient se résigner à une pareille injustice.

Ceux qui prendront la parole à ce sujet dans telle ou autre

action politique ne devraient pas oublier d'envisager ce problème sous l'angle de la justice et du bon sens.

La résistance continue.

Malgré les avertissements réitérés des milieux politiques polonais à l'étranger /voir p.ex. la déclaration du Général Bor-Komorowski dans le numéro 56 de notre bulletin - la population en Pologne ne cesse d'entreprendre des efforts désespérés pour combattre l'occupation communiste en s'attaquant notamment à main armée aux forces du régime.

Un sort tragique attend hélas, presque tous ceux qui luttent ainsi pour la liberté de leur patrie. Des condamnations à mort ou à de longues années de prison - voilà la récompense qui attend ces derniers résistants. Plusieurs procès contre les membres de cette résistance eurent lieu récemment en Pologne et de nombreuses condamnations à mort furent prononcées. Ainsi, il y a quelques jours, le Tribunal Militaire Régional de Varsovie condamna à mort neuf membres d'un détachement militaire de l'organisation illégale de résistance NZW /Union Nationale Militaire/. Voici les noms des condamnés: Jozef Kozlowski chef du groupe, son remplaçant Piotr Macuk, et les membres du groupe - Boleslaw Szyszko, Czeslaw Kania, Henryk Tkaczek, Piotr Darmota, Stanislaw Olaj, Apolinary Samel et Jozef Baczek. Le détachement NZW sous le commandement de Kozlowski aurait combattu depuis 1945 dans les districts de Przasnysz, Ostroza, Kolno, Makow, Szczytno et Ciechanow. Il a été dispersé par les forces militaires de UB /Sûreté Nationale/ en été 1948.

Le procureur accusa ce groupe d'avoir commis plusieurs meurtres sur les membres de PPR /Parti Communiste/, les fonctionnaires de la Sûreté et de la Milice et sur d'autres représentants du régime. L'acte d'accusation tenait également ce groupe pour responsable de nombreux actes de sabotage. Comme preuve de la culpabilité du groupe on a exhibé au procès une grande quantité d'armes de toutes espèces /mitraillettes, pistolets automatiques, grenades etc./ qui auraient appartenu aux accusés.

Selon le compte-rendu officiel du procès tous les accusés "ont avoué leurs crimes" en se bornant à constater qu'ils exécutaient les ordres de leurs supérieurs.

Le Tribunal Militaire Régional de Cracovie a condamné à mort M. Wladyslaw Koza. Les autres accusés, au nombre de sept, ont reçu la peine de prison variant de 3 à 15 ans. Les condamnés ont été accusés d'activité illégale dans les cadres de l'organisation clandestine de résistance WSP /Les Forces Libres Polonaises/ qui fut créée en Mai 1948 dans le district de Wadow.

Un jeune garçon de 17 ans, Roman Bachorski, a été condamné à 8 ans de prison par le Tribunal Militaire Régional de Poznan; il a été accusé de possession illégale d'armes et d'avoir appartenu à une organisation tendant à renverser le régime actuel en Pologne.

Les Tribunaux Militaires communistes travaillent sans cesse depuis quatre ans. Mais malgré les milliers de condamnations à mort, malgré la déraison évidente de cette conspiration dans les conditions actuelles la jeunesse polonaise continue désespérément sa lutte clandestine.

"Je préfère mourir en combattant l'ennemi que devenir l'esclave et l'instrument des oppresseurs communistes" - telle est la réponse de jeunes Polonais qui refusent de se soumettre à l'occupant.

L'arrestation de Mgr. Niemira, ancien évêque de Pinsk.

Le 24 Mai courant, le Tribunal de 1-ère instance de Varsovie a condamné à six mois de prison le vénérable évêque Charles Niemira. C'est le premier cas dans l'histoire de la lutte du communisme avec L'Eglise que peine de prison soit infligée à un évêque.

Mgr. Niemira était dernièrement doyen de l'église de Wola /quartier de Varsovie/. Il fut l'évêque du diocèse de Polesie et résidait à Pinsk. A la suite de l'incorporation de ces territoires à la Russie Soviétique Mgr. Niemira s'était fixé depuis quelque temps à Varsovie.

La raison formelle du verdict fut l'expulsion de deux femmes qui occupaient illégalement un local dans un édifice paroissial.

Le procureur imputait à l'évêque la faute d'avoir demandé du haut de la chaire ses paroissiens à lui venir en aide dans l'expulsion des locataires illicites.

Dans le courant de la dernière année les communistes parvinrent à condamner par les tribunaux du nouveau régime de nombreux prêtres inculpés de fautes les plus diverses et souvent les plus extravagantes. Mgr. Niemira est pourtant le premier évêque placé au banc des accusés. Cette campagne judiciaire et sa minutieuse mise en scène n'est qu'un fragment de la lutte acharnée menée par le parti communiste contre l'Eglise Catholique, lutte qui a pour but de saper l'autorité du clergé dans la société et de discréditer l'Eglise.

Une réponse bien méritée

M. Jozef Winiewicz, Ambassadeur de Pologne à Washington, bien connu dans les milieux polonais par son opportunisme, distribue largement de hautes décorations aux personnalités étrangères en désirant par ce moyen affermir sa popularité quelque peu chancelante. Il emploie dans le même but un autre procédé; il avoue notamment en toute discrétion à ses collègues du corps diplomatique de se déplaire au service des communistes, qu'il deteste en réalité sincèrement etc.

Dernièrement voulant décorer de l'ordre de Polonia Restituta M. Thomas J. Dodd, ancien procureur adjoint des Etats Unis au procès de Nuremberg, celui-ci lui adressa la réponse suivante, digne de cet éminent juriste américain:

"Le jour où le Gouvernement légal polonais, un gouvernement juste et réellement représentatif, prendra sa place dans la communauté des nations - ceux parmi nous qui ont contribué par quelques efforts à l'oeuvre de Nuremberg, auront plus de raisons à croire que notre travail ne fut pas vain. Le procès de Nuremberg était basé sur les principes de la loi, de la justice et de la paix. Si j'acceptais une décoration des mains de votre gouvernement je condamnerais au même temps ces hauts principes".

Il serait superflu d'ajouter quelque ce soit à ces paroles sévères et justes, mais il serait intéressant de savoir qui fut plus honnête après avoir lu cette réponse: "l'ambassadeur" Winiewicz ou le juge Jackson, procureur principal à Nuremberg et ancien chef de Dodd, qui n'hésita pas à accepter une décoration des mains de Winiewicz et à l'arborer fièrement à la réception de l'Ambassade. De la même ambassade, dont plusieurs membres et notamment l'ancien attaché militaire adjoint, le colonel Gustaw Alef Bolkowski et l'actuel conseiller prof. dr. Goldberg Zlotowski sont accusés aujourd'hui par la commission d'enquête sur les activités anti-américaines d'espionnage commercial et militaire!

Il est temps que l'opinion publique à l'occident apprenne à comprendre le véritable rôle des missions diplomatiques des gouvernements imposés aux pays de l'Est de l'Europe par la Russie Soviétique. Il est temps également que les hommes d'état occidentaux profitent de l'exemple qui leur fut donnée par la digne réponse du procureur américain.

Réunion militaire.

Le noyau de l'émigration polonaise c'est les combattants de la dernière guerre mondiale. Plus de cent mille membres de Forces Armées Polonaises résolurent de ne pas rentrer au pays dans les conditions actuelles, c.-à-d. dans une Pologne asservie par les Soviets.

L'organisation qui rassemble ces hommes d'arme c'est l'Union des Combattants Polonais qui a ses sections dans tous les pays et toutes les villes où les émigrés polonais se sont rassemblés en plus grand nombre. La centrale de l'organisation se trouve à Londres.

Du 14 au 19 mai dans la Maison du Combattant à Londres les représentants des différents groupements ont tenu leur conseil annuel, qui est un genre de Parlement de l'organisation. Les nombreuses sections furent représentées par 60 délégués, membres actifs et représentants de l'Union, sections dissimulées par le monde entier.

Les membres de l'Association des Combattants Polonais tiennent aux méthodes strictement démocratiques dans leurs activités et leur organisation, c'est pourquoi grâce à ce système, l'Association est devenue une grande école civique pour ses membres, qui peuvent usant de l'égalité de leurs droits influencer le développement des travaux de l'Association et le choix des personnalités dirigeantes.

Le principal organe de presse de l'Association est l'hebdomadaire "La Pologne Combattante" /Polska Walcząca/. Le premier No de ce périodique parut dans le camp militaire de l'Armée Polonaise en France à Costquidan /Bretagne/, en automne 1939. Ce fut ensuite l'hebdomadaire favori des forces armées polonaises.

Sur le territoire français l'Association développe une vive activité comme Entr'aide des Anciens Combattants Polonais en France. Le siège du Bureau de la Section Parisienne est situé dans le bel édifice et bien emménagé de la Maison du Combattant, au No 20 de la rue Legendre /17-e arr./

Cette Maison ouverte il y a un an est devenue le centre des activités sociales et de la sociabilité de l'émigration polonaise à Paris. Une salle de lecture, des conférences, des soirées musicales et artistiques attirent les membres et les sympathisants de la Maison.

L'Association des anciens combattants se développe d'une façon systématique dans tous les centres et dans toutes les colonies des émigrés polonais en France. La fusion de l'Association des anciens Combattants Polonais avec des organisations similaires de la première guerre mondiale eut comme résultat une précieuse unité d'organisation. La Fédération des Combattants Polonais en France publie un hebdomadaire populaire "Syrena" destiné aux larges couches de l'émigration. Les élections de la section de France ont élevé au poste de Président le général Pickarski, qui fut avec le gen. Haller l'organisation de l'armée des volontaires polonais en France au cours de la première guerre mondiale; le Comm. Marian Czarnecki fut nommé Président du Bureau administratif de la Section Parisienne. Le Comm. Czarnecki se distingua en 1944 au cours de la Libération comme chef d'Etat Major de la 1-ère Brigade Polonaise des blindés; le Comm. Czarnecki fut dernièrement décoré de la Croix d'Officier de la Légion d'Honneur.

Les Combattants polonais de France entretiennent des relations amicales avec des organisations fraternelles d'anciens combattants dans les pays alliés.

Directement après le Conseil annuel des Combattants Polonais à Londres fut convoqué le Rassemblement Général du groupement des anciens soldats de l'Armée de l'Intérieur, qui réunit les combattants de la clandestinité polonaise réfugiés dans les pays occidentaux comme émigrés. Le gros de ce groupement est formé par les hommes et les femmes /en majeure partie des jeunes gens et des jeunes filles/ qui ont combattu dans l'héroïque insurrection de Varsovie de 1944, où après avoir soutenu pendant 63 jours sous les ordres du gén. Bor-Komorowski, du gén. Monter-Chrusciel et du gén. T.Pelczyński une lutte désespérée ont été fait prisonniers par les Allemands. Le gén. Bor-Komowski fut réélu Président du Conseil Suprême et le colonel Krackiewicz Président du Bureau.

Congrès des Associations Professionnelles des Ouvriers.

Le second Congrès de propagande de la Commission Centrale de l'Association Professionnelle des Ouvriers s'est tenu dernièrement à Varsovie. Ce congrès eut une grande importance ayant décidé la transformation radicale du mouvement professionnel en vue de son adaptation au modèle des Associations de ce genre en Russie Soviétique.

La main-mise sur tout l'appareil des associations syndicales était pour les communistes une des premières tâches, à partir du moment où ils furent maîtres en Pologne. Sans les Associations Syndicales le contrôle général de la vie économique est impossible. En plus, comme les événements de l'année passée en Tchécoslovaquie l'ont prouvés, les communistes peuvent rester au pouvoir uniquement en s'appuyant sur les Associations Ouvrières. La tâche fut pourtant ardue; une des difficultés premières fut que le Parti Socialiste /le PPS/ disposait seul des cadres de travailleurs organisés; les communistes devaient donc commencer par former les siens et partager les pouvoirs dans les Syndicats avec les socialistes. Après quelque temps, grâce à tout l'appareil de menace et d'intimidation du régime, ils ont obtenu la majorité dans la Commission Centrale, principal organe du mouvement professionnel en Pologne. Dans les degrés inférieurs les socialistes étaient toujours encore en majorité et ce n'est que maintenant, après quatre ans de luttes, que tout l'appareil est tombé aux mains des communistes.

La Commission Centrale avait depuis longtemps déjà perdu tous moyens de protéger le travail et de sauvegarder les intérêts des ouvriers, mais la structure du mouvement était restée la même qu'avant guerre, et pouvait difficilement s'adapter aux buts poursuivis par les communistes. Soutenant en principe le mouvement Stachanow elle ne fit preuve d'aucune initiative dans ce domaine, laissant aux dirigeants communistes tout le labour de forcer les ouvriers à cette forme de travail si détestée par eux.

Actuellement le régime a résolu de charger la Commission Centrale des soins d'accroître le rendement du travail, de surveiller la discipline et d'étendre le réseau des "rivalités" de travail.

On prévoit que ce plan ne pourra être réalisé qu'avec le concours de la police; les communistes ont donc préparé une loi syndicale qui, acceptée par le Congrès, passera par le dit "parlement". Le mouvement professionnel, suivant cette loi nouvelle "envisage l'importance d'une collaboration suivie avec l'appareil de l'état /lisez avec l'UB - police politique/ pour la réalisation de buts communs". Autrement dit la Commission Centrale deviendra un docile appareil aux mains du régime communiste et sa tâche principale sera l'exploitation maximale de l'ouvrier.

Les méthodes Stachanow en Pologne.

La presse communiste souligne expressément la nécessité de développer le mouvement appelé Stachanow en Pologne "rivalisation de travail". Le mouvement n'a pas trouvé pourtant de popularité et le régime n'a pas eu de chance vraiment puisque le premier "héros du travail" auquel on avait fait une immense publicité, organisé des fêtes en son honneur etc., le mineur Fiskorski est mort bientôt après ces manifestations de consommation. Il n'était pas le seul. Un autre "stachanovien" de Stalowa Kola, Jan Chmielewski, avait travaillé 40 heures sans s'arrêter auprès d'une monte-charge dans une tôlerie; à la suite d'une inattention le monte-charge se détacha et tua en s'écroulant Chmielewski lui-même en blessant plusieurs autres ouvriers. Ces accidents et d'autres de ce genre compromirent le Stachanovisme que les ouvriers ne vont pas adopter sans contrainte. Une autre raison de l'impopularité de cette méthode soviétique c'est que le gros des matières premières employées dans les fabriques est importé de Russie et que leur qualité est souvent très inférieure. Les ouvriers qui travaillent à forfait p.ex. dans la grande industrie textile ont du mal à gagner assez pour suffire à leurs besoins; s'en suit un vif mécontentement dans les rangs de ces ouvriers qui provoque souvent des grèves brisées par de considérables forces de l'U.B. /police politique/ et par des groupes de choc communistes. Engager à la grève est un délit qui entraîne de longues années de prison.

Cellules dans les fabriques.

Pour briser la résistance des ouvriers et les encadrer d'une discipline de fer on organise dans toutes les fabriques des groupements nommés syndicaux. Chaque groupement est formé de 10 à 30 ouvriers dont le chef est un "homme de confiance" préposé à la surveillance des autres. Le nouveau statut de l'organisation est conçu dans ces termes:

"Les groupements de l'association combattent le manque de discipline au travail, la paresse et la bureaucratie; ils développent le respect de la propriété commune, inculquent aux ouvriers les idées socialistes sur le travail, la vigilance de classe par rapport aux agents de l'ennemi, à la diversion et au sabotage".

En un mot l'espion communiste appelé "homme de confiance" va veiller à l'orthodoxie politique de son groupement et va en même temps contrôler le rendement de chaque ouvrier. Le sort de ces ouvriers va dépendre de son rapport et de ses dénonciations.

C'est par ces moyens que les communistes espèrent terroriser les masses ouvrières.

Plus de trois millions d'ouvriers sous contrôle des Syndicats Ouvriers

Sur 4.550.000 d'ouvriers et de travailleurs intellectuels employés en Pologne - 3.333.000 appartiennent à la Commission Centrale

des Associations Professionnelles Ouvrières. Environ 1.250.000 d'ouvriers essayent encore de rester à l'écart, mais les communistes espèrent les avoir bientôt à la soumission, et les avoir sous contrôle de l'appareil syndical.

Discutant le récent Congrès la presse communiste répète inlassablement que le principal devoir des Associations Professionnelles c'est:

... "de développer l'activisme dans les larges couches des associés en vue de la lutte pour la paix assurée par le soutien donné à la politique du "gouvernement populaire". Cette politique d'accord, avec l'URSS et les pays des démocraties populaires s'oppose aux complots agressifs de l'impérialisme et du fascisme mondiaux... Enfin c'est d'affermir les masses ouvrières dans le sentiment des valeurs fondamentales de l'internationalisme qui seul est la garantie de la vraie solidarité internationale des prolétaires".

La tâche principale est donc l'attitude du garde à vous vis-à-vis de l'URSS et la subordination aux intérêts soviétiques au nom de l'internationalisme. L'amélioration des conditions de vie de l'ouvrier et la défense de la cause des travailleurs - qui avant guerre constituaient le principal soucis des Associations Professionnelles en Pologne ne sont presque plus jamais mentionnées.

Les débats du second Congrès des Associations Professionnelles de la Pologne actuelle se terminèrent par l'hymne L'Internationale. Le général A. Zawadzki, secrétaire général du Parti Communiste Polonais fut "élu" président du Conseil Central. Un important discours tenant lieu de programme fut prononcé par Eugène Szyr, qui remplace le Ministre Minc actuellement "en congé". Ce discours eut, d'après les affirmations de la radio polonaise un très vif succès et l'orateur fut salué avec enthousiasme /la signification politique de cet "enthousiasme" c'est que H. Szyr est prévu pour remplacer le Min. Minc, tombé apparemment en disgrâce/.

Pour souligner l'importance que le Politbureau attache à la nomination des dirigeants des Associations Professionnelles le "Président" Bierut en personne assista au Congrès. Le gén. Zawadzki nouveau "führer" des Syndicats fut délivré par M. Bierut de son poste de vice-premier vu la nécessité de Zawadzki de concentrer toute son énergie sur l'oeuvre des Syndicats Ouvriers.

On prévoit donc dans un proche avenir d'importants remaniements dans le gouvernement actuel de M. Cyrenkiewicz, vu la résignation de Zawadzki et la position très ébranlée de Minc.

Les difficultés du régime dans l'alignement de la jeunesse

Nous avons déjà informé à plusieurs reprises nos lecteurs de l'état de révolte permanente de la jeunesse polonaise contre les pouvoirs totalitaires du régime communiste en Pologne.

Voilà encore quelques exemples de cette lutte:

Les Boys-scouts devant le Tribunal

Le Tribunal Militaire de Poznan a examiné l'affaire de 17 écoliers du lycée Marie Madeleine, boys-scouts accusés d'activités illicites dans le cadre d'un groupement clandestin de jeunesse. L'âge des inculpés varie entre 18 et 22 ans. L'accusation porte sur les buts de ce groupement qui se proposait paraît-il de renverser par la force le régime démocratique en Pologne, de rassembler et d'emmagasiner des armes et de munition et d'organiser d'autres groupes de résistants. La majeure partie des accusés nia en bloc les crimes qu'on leur imputaient et l'existence même de l'organisation clandestine. Les armes furent pourtant trouvées dans l'atelier de menuisier Dopieralski. Jerzy Dopieralski /22 ans/ jugé comme membre le plus actif du groupe fut condamné à dix ans de prison, Leszek Wojciechowski à 7 ans, Andrzej Malec et les autres à des peines allant de trois à cinq ans de prison.

Nous avons déjà mentionné dans un de nos bulletins précédents que le scouting polonais n'a gardé de l'association internationale que son nom, étant pour tout le reste strictement alignée à l'Union de la Jeunesse de Pologne /communiste/. Les cheftaines communistes qui sont depuis peu à la tête du scoutisme féminin en Pologne ont décidé dernièrement de rompre officiellement avec le Bureau International du Scoutisme motivant cette décision par des raisons politiques. "L'idée maîtresse du scoutisme international est réactionnaire - déclarent-elles - le scoutisme est au service du capitalisme et de l'impérialisme. En reniant l'idéologie rétrograde du scoutisme mondial la jeunesse polonaise va resserrer liens d'amitié et de collaboration avec la Fédération de la Jeunesse Démocratique /instrument de propagande et d'organisation des Soviets et des communistes en général - n.d.Tr./ pour pouvoir se mettre sincèrement au service de "l'idée de la paix".

La "lourdeur" de la jeunesse polonaise.

Nous trouvons dans la "Tribune du Peuple" /Trybuna Ludu/ hebdomadaire communiste publié en Pologne, un intéressant commentaire au problème de la soviétisation des universités en Pologne.

M. Lobman /"politrouk" - surveillant politique/ chargé comme "délégué social" de contrôler la préparation politique des bacheliers du Lycée Sowiński de Varsovie, se plaint dans un article du 25.5.49 de "l'insuffisance catastrophique de leur connaissance de l'histoire et de ses phénomènes les plus récents". Ils ne savent pas p.ex. que "la révolution bolchéviste d'octobre 1917 fut précédée par une révolution bourgeoise de février". L'histoire de Pologne est toujours restée pour eux "l'histoire des rois et de la chronologie"; ils ne savent pas situer les écrivains polonais dans le cadre des luttes politiques de la dite époque; ils ne savent rien des "Problèmes du Léninisme" de Staline, ils n'ont pas lu une seule oeuvre de Lénine, ils ne savent même pas que Staline est le Premier Ministre de l'URSS, ils situent les armées du Kouomintang en Mandchourie, ils ne connaissent

pas les noms des chefs communistes des pays occidentaux de l'Europe, ils ne distinguent pas la différence entre SED et SPD /Parti d'Union Communiste d'Allemagne et Parti Socialiste Allemand/ etc.

L'Association du Corps Enseignant Polonais du district de Gdańsk /Dantzig/ a voté à une récente réunion docile aux instructions des autorités communistes, le programme suivant de ses activités prochaines:

1/ Tous les bureaux de l'Association sont obligés de discuter et d'approfondir le problème du cosmopolitisme.

2/ Les membres de l'Association ont le devoir de combattre tous les symptômes de nationalisme et de cosmopolitisme, tous les degrés de l'enseignement comme étant l'idéologie de trahison nationale et de capitulation vis à vis de l'impérialisme.

Il faut en premier lieu tâcher d'exterminer ce genre d'idolâtrie de la jeunesse pour la culture bourgeoise et pourrie; idolâtrie qui s'infiltré dans les écoles. Il faut obliger la jeunesse à s'assimiler la culture de l'URSS et des nations frères des démocraties populaires

3/ On exigera de tout le corps enseignant de mener une lutte serrée contre le cosmopolitisme de la jeunesse scolaire qui se manifeste entre autres dans l'imitation irréfléchie du genre de vie dit américain. Le devoir de chaque maître d'école est de rattacher la jeunesse à la patrie populaire et à l'internationalisme".

Ces résolutions du Corps Enseignant de Gdańsk publiées par la presse communiste en Pologne prouvent que la civilisation de l'Occident n'est pas aussi pourrie qu'on voudrait le faire croire puisqu'il faut user de moyens de coercition pour en détourner les sympathies de la jeunesse.

Il ne faut pourtant pas tirer de conclusions optimistes des informations citées ci-dessus. Chaque année de la domination soviétique en Europe Centrale et Orientale va aggraver la rupture entre les deux blocs culturels. La Russie travaillant à briser la résistance de la jeunesse en Pologne et dans les autres pays de la démocratie populaire, introduisant un contrôle de plus en plus serré façonne la nouvelle génération pour la lutte définitive contre l'Occident. Cette jeunesse qui aujourd'hui encore, reste en majeure partie l'alliée de l'Occident devra subir dans le courant des années suivantes un changement radical.

Le Cosmopolitisme dans la Culture Polonaise.

Le second fascicule /mars-avril 1949/ du périodique "Nowe Drogi" /Les Voies Nouvelles/ organe officiel du Parti Communiste Polonais, est consacré en entier aux délibérations de la séance plénière du Comité Central du Parti Unifié des Ouvriers Polonais /20 - 21 avril 1948/. Un des sujets principaux des délibérations fut la lutte avec le cosmopolitisme de la "intelligentsia" polonaise. Ce sujet fut traité par Bierut lui-même et comme il résulte du compte-rendu de sa

communication le "cosmopolitisme" s'allie d'une étrange façon chez les ennemis de l'URSS au "nationalisme". Ce sujet fut repris ensuite par de nombreux orateurs avec M. Putrament /l'ambassadeur du régime communiste de Varsovie à Paris/ en tête. Le séjour prolongé de ce dernier en France lui a conféré un complexe d'infériorité aigüe vis-à-vis de l'Occident.

"Le camarade Putrament - lisons-nous dans les "Nowe Drogi" - analyse les symptômes de cosmopolitisme dans le domaine culturel...

"Une des formes les plus dangereuse de ce cosmopolitisme - affirme M. Putrament c'est cette humble soumission vis-à-vis de la culture capitaliste de l'Occident. Les intellectuels que nous possédons à présent et avec lesquels nous collaborons étaient élevés dans les traditions du respect de la culture occidentale. Cela a duré durant des siècles allant à l'encontre du développement de notre propre culture".

"Nous voyons que le camarade Putrament voudrait se libérer des influences occidentales et revenir aux traditions d'un naturalisme borné de l'ancienne Pologne.

Le camarade Naszkowski reprend les arguments de M. Putrament:

"Luttant depuis bien longtemps pour l'esprit du Parti dans les sciences et contre le formalisme dans l'art le parti bolchévique a démontré que les théories cosmopolites au sujet de la dite culture de tous les hommes est employée à effacer les contradictions de classes, contradictions entre le capitalisme et le socialisme... Nous avons le devoir d'écouter attentivement les voix de la critique soviétique qui peut nous aider efficacement dans le procès de formation de notre nouvelle culture".

L'orateur suivant M. Jabłoński, analyse le cosmopolitisme dans l'histoire. On faisait jusqu'à présent et avec raison grief à nos historiens de leur peu de préoccupation de l'histoire universelle toute leur attention étant fixée sur l'histoire de Pologne. M. Jabłoński est d'un avis différent: il condamne chez les historiens polonais leur cosmopolitisme outrancier et avance comme preuve de son argumentation le fait que dans nos écoles supérieures il y a plus de cours traitant des impérialismes occidentaux de l'Europe que de cours sur l'URSS".

La sortie du camarade Schaff était dirigée contre le cosmopolitisme en philosophie:

"Nous observons - affirme-t-il - une curieuse vague montante de ce cosmopolitisme dont le symptôme principal c'est l'asservissement à la science bourgeoise de l'Occident... Il ne faut pas supposer que c'est l'affaire de quelques individus dans notre réalité scientifique c'est un symptôme général". A l'avis de M. Schaff deux problèmes en découlent, problèmes pratiques. L'un d'eux c'est le "problème de réfection idéologique" - des anciens cadres des professeurs, le second c'est la formation des cadres nouveaux. Comme conclusion de son rapport le camarade Schaff avance le projet de créer auprès des écoles supérieures un emploi de secrétaires, activistes du parti commu-

niste, dont la tâche serait de diriger l'organisation des membres du Parti au sein de ces écoles.

Le Camarade Albrecht sut découvrir encore un domaine où pullule le cosmopolitisme:

"L'exposition des arts plastiques à Cracovie et la discussion des artistes peintres et sculpteurs à Nieborow nous ont mis devant les yeux en toute évidence combien de nos artistes, se croyant souvent être de progressistes et même des marxistes prône sans ombre de criticisme les principes de formalisme et d'abstractionnisme. Ils ne voient ou ne veulent pas voir le caractère réactionnaire de cette forme d'art décadant et dégénéré. L'orateur souligna l'importance de démontrer aux intellectuels le véritable état de réaction politique dissimulé dans le formalisme et l'abstractionnisme, tendances qui sont des véhicules du cosmopolitisme dans ce domaine de la culture".

Le camarade Albrecht affirme que nous n'avons pas su jusqu'à présent transplanter sur notre sol d'une façon vraiment créatrice et pénétrante les importants résultats de la lutte contre le cosmopolitisme menée par l'Union des Républiques Soviétiques.

Il est donc évident qu'il s'agit ici d'une offensive menaçante et concentrée du régime contre la culture polonaise; offensive ayant pour but une rupture définitive d'avec l'Occident et la fusion avec le marxisme bolchevique.

Rumeurs sur le changement de la frontière polono-allemande

Différents milieux politiques allemands tâchent depuis plusieurs mois de mettre à l'ordre du jour la révision de la frontière polono-allemande fixée par les accords de Potsdam sur l'Oder et la Nisse de Lausitz /Nissa Łużycka/. Les suggestions allemandes ont trouvées dans certains milieux américains et anglais compréhension et sympathie. Les rumeurs qui annonçaient une discussion de ce problème avant la fin de la Conférence des Quatres à Paris représentées dans la presse américaine ne furent pas, comme on sait, confirmées. Les politiciens continuent pourtant leurs démarches. Ils avancent, pour le moment, le principe de la nécessité d'un remaniement de la frontière mais, enseignés par l'expérience, nous savons que les Allemands tendent à rogner le plus possible les territoires occidentaux de la Pologne et vont jusqu'à espérer la reprise d'une partie ou de l'ensemble des territoires inclusivement avec l'ancienne Prusse Orientale. La Pologne diminuée de la sorte tant à l'Est qu'à l'Ouest deviendrait un organisme incapable d'une existence indépendante et condamné, suivant cette conception à être assujettie à son voisin occidental.

Simultanément l'Allemagne avec ses 70 millions d'habitants, riche de son équipement industriel moderne et de son incomparable discipline nationale, renforcée par les territoires orientaux, deviendrait, au point de vue économique, le plus puissant des pays parmi

les nations européennes.

En lui adjugeant une partie du riche bassin industriel de Silésie on fournirait de nouveaux moyens à son potentiel industriel; si en plus, l'Allemagne rentrerait en possession des territoires agricoles situés entre la frontière polonaise de 1939 et l'Oder sa dépendance des marchés mondiaux au point de vue du ravitaillement serait diminuée.

La politique d'une reconstruction accélérée de la puissance allemande peut avoir des sérieuses repercussions dans le domaine de la politique internationale. Tant que l'Allemagne dont l'état à nouveau rétabli par la Constitution de Bonn, votée le 8 Mai de l'année courante, restera faible il n'y a pas de chance pratiquement parlé pour le rétablissement de la politique de Rapallo et d'une alliance soviéto-allemande. Plus est, tant que subsiste la frontière polono-allemande sur l'Oder et la Neisse le rapprochement germano-soviétique n'est pas possible.

Toute entente et tout accroissement du potentiel industriel et agricole allemand au désavantage de la Pologne, multiplient les chances de nouvelles tentatives d'une politique genre Rapallo ou d'un traité d'amitié comme au mois d'Août 1939, traité fut à la base de la deuxième guerre mondiale.

La frontière polono-allemande actuelle fut, en somme, un genre de compensation, pour les monstrueux dévastements perpétrés durant l'occupation allemande en Pologne /entre 1939 et 1945/. Environ 6 millions de citoyens polonais /sur quelque 35 millions d'habitants de la Pologne d'avant guerre/ furent exterminés, par suite des opérations militaires, de l'exploitation économique et de la complète destruction de la capitale, qui comptait avant guerre 1.300.000 habitants, la Pologne a perdu environ 38% de ses ressources nationales c.à d. relativement plus que l'URSS et que la Yougoslavie pays des plus éprouvés. Ajoutons que par suite des accords entre les trois grandes puissances: l'URSS, l'Angleterre et les Etats Unis la Pologne a perdu 48% de son territoire national, séparée de ses terres orientales par une ligne répondant à celle qui fut fixée dans l'accord Ribbentrop-Molotov à Moscou en Août 1939. Ni le gouvernement légal de la Pologne en exil, ni l'opinion publique polonaise ne saurait accepter cette frontière fixée par une décision arbitraire.

Il faut souligner avec insistance que les accords de Potsdam n'ont pas seulement établi la frontière polono-allemande sur l'Oder et la Neisse mais ont aussi mis sur pieds les règlements détaillés concernant l'expulsion de ces territoires de quatre millions et demi d'Allemands et l'établissement des Polonais à leur place, revoulés de la Pologne Orientale /annexée par le Soviets/ ainsi que des habitants des provinces surpeuplées de la Pologne Centrale et Méridionale.

Ces accords conclus sans demander au préalable l'avis de la nation polonaise et sans aucune participation même du gouvernement de Varsovie, imposé au pays par la Russie Soviétique, ils furent mis en pratique principalement à l'aide des troupes soviétiques d'occupation et avec

toute la brutalité. On évacuait d'un côté les Allemands et on amenait de l'autre les Polonais pour les établir sur ces "Terres Recouvrées" dès les mois d'été et d'automne 1945. La population évacuée des régions orientales dans des wagons de bestiaux, étaient, après des trajets de plusieurs semaines déchargée en rase campagne, ou, dans des gares encombrées sans secours d'aucune sorte, sans soins médicaux, sans crédits, sans plan de cette colonisation dont les territoires étaient désignés par les autorités d'occupation soviétique.

La population polonaise transférée au nombre d'environ 4 millions sur ces terres a fourni, malgré les déplorables conditions, au cours de ces 3 à 4 ans un effort digne d'admiration au point de vue d'aménagement et de reconstruction d'un pays gravement éprouvé par la guerre. Une grande partie de cette population a été transférée de la Pologne Centrale et méridionale mais la majorité était déportée à l'Est de la ligne de Curzon. Grâce au travail de ces gens les Terres Recouvrées sont devenues une part importante de l'Europe relevée d'après guerre. S'il n'y avait pas l'URSS et sa volonté formelle de diviser le monde en deux parts dont une hermétiquement fermée, l'Europe Occidentale pourrait profiter bien plus amplement du travail des mineurs, ouvriers et agriculteurs polonais.

Un nouveau remaniement de la frontière polono-allemande entraînerait de nouvelles déportations de cette population qui a subi depuis dix ans des calamités sans pareil, refoulée, tracassée, déportée et finalement établie sur les territoires occidentaux à la suite d'une décision unilatérale outrepassant la volonté de la population en cause et du gouvernement polonais.

L'hebdomadaire des émigrés polonais de Londres "Trybuna" tire à ce sujet les conclusions suivantes: "Les hommes d'Etat de France, d'Amérique et de Grande Bretagne ne doivent pas oublier que l'Union de l'Europe qu'ils préconisent, union qui doit lui assurer une paix durable, la justice et le bien-être peut être réalisée à la condition de priver l'Allemagne une fois pour toutes de sa situation géopolitique qui lui permettait d'entreprendre la conquête du vieux continent. Entre autres l'Allemagne avait les moyens de contrôle stratégique en Europe Centrale et Orientale dus à ses frontières d'avant guerre et à sa domination de la mer Baltique.

Grâce à ce contrôle les Allemands pouvaient traiter ces régions dans leurs plans de guerre comme complément naturel de leurs propres ressources de mains d'œuvre, de ravitaillement et de matières premières et développer leur potentiel industriel de guerre à une échelle qui dépassait leurs propres moyens économiques. La frontière polonaise actuelle sur l'Oder et la Neisse de Lausitz prive les Allemands de tous ces avantages et libère l'Union Européenne du péril de l'hégémonie allemande".